Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 9 décembre 2020

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

10.004 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 12 novembre 2020, à 7 h 30

10.005 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 13 novembre 2020, à 7 h 45

10.006 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 18 novembre 2020, à 8 h 15

10.007 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 23 novembre 2020, à 8 h

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1207629001

Accorder un contrat à Site Integration Plus inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements et d'appareils d'éclairage architectural extérieur pour la gare Viger dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal - Dépense totale de 1 370 440,20 $, taxes incluses (contrat : 1 096 352,16 $ + contingences :164 452,82 $ + incidences : 109 635,22 $) - Appel d'offres public 437910 (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438036

Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats le 4 novembre 2020 - conformité constatée

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1201543004

Accorder un contrat de gré à gré au TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau pour une période d'un an - Somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses - Approuver un projet de convention à cet effet

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1205382012

Conclure une entente-cadre avec Les contenants Durabacs inc. pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices, pour une durée de quatre ans - Appel d'offres public 20-18298 (2 soumissionnaires) (Montant estimé : 8 026 258,50 $, taxes incluses (contrat : 6 688 548,75 $ + contingences : 1 337 709,75 $)

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'évaluation foncière* - 1206665002

Accorder un contrat de gré à gré à Modellium Inc. pour l'entretien du progiciel GPlus relatif à l'application des trois méthodes d'évaluation foncière reconnues, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022 - Somme maximale de 197 412,08 $ taxes incluses - Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Évaluation municipale

20.006 Contrat de construction

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1207000012

Accorder un contrat à Constructions ConCreate ltée pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay, de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $) - Appel d'offres public 442513 (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.007 Contrat de services professionnels

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1208009002

Autoriser une dépense additionnelle de 59 167,57 $ à titre de budget de contingences pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction des directives émises et de la prolongation du chantier, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne dans le cadre du contrat à Réal Paul Architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310), majorant ainsi le montant total du contrat de 400 585,48 $ à 459 753,06 $, taxes incluses

20.008 Contrat de services professionnels

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1207383002

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.009 Contrat de services professionnels

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1205035004

Accorder un contrat à Sogica inc. pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux options de prolongation de douze mois - Somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18282 (1 soumissionnaire)

Compétence d'agglomération : Cour municipale

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.010 Contrat de services professionnels

CG *Service des affaires juridiques* - 1208511005

Autoriser une somme additionnelle de 50 000 $ incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 138 236,25 $ à 188 236,25 $, pour les services professionnels de la firme PCI-Perreault Conseil inc. afin d'accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la parité salariale des superviseurs du SPVM (DA198024002)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.011 Entente

CM *Service de l'eau* - 1207814003

Approuver sept projets de protocole d'entente relatifs à l'octroi à la Ville de Montréal par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation d'une aide financière d'un montant total de 52 426 840 $ dans le cadre du sous-volet 2.1 du programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau pour des travaux (FIMEAU) - Renouvellement de conduites

20.012 Entente

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1208480008

Approuver la reconduction, aux mêmes termes et conditions, de l'entente-cadre et de la convention de prêt de services intervenues entre le Bureau du taxi et la Ville de Montréal (CG18 0684), pour une durée de deux ans, à compter du 1er janvier 2021 - Accorder une contribution financière de 3 381 300 $ à cet organisme

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.013 Entente

CG *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1208087003

Conclure une entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité QRadar on Cloud d'IBM pour une durée de 36 mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 - Montant maximal de 950 162,14 $, taxes incluses - Autoriser un ajustement à la base budgétaire de 126 700 $ en 2022 et un ajustement récurrent de 212 100 $ à compter de 2023

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.014 Entente

CE *Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie* - 1207731006

Approuver un projet de convention modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et le Mouvement des artisans du changement (CE20 1104) afin de réajuster la fin de la période du projet au 31 décembre 2021

20.015 Entente

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1208927003

Adopter les avenants 2020-2 et 2020-3 au contrat de prêt de 60 millions de dollars entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal bonifiant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 avec le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale et augmentant le montant du prêt de 10 M$

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.016 Entente

CE *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1206794002

Autoriser la réception d'une contribution financière de 250 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique en raison des besoins créés par la COVID-19 pour soutenir la coordination des interventions sociales et offrir des services de proximité adaptés aux besoins des citoyens, pour l'année 2021 - Approuver le projet de lettre d'engagement du MSP établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution - Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de 250 000 $

20.017 Immeuble - Acquisition

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1206037011

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 mètres carrés, situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

Mention spéciale : Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.018 Immeuble - Expropriation

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204962002

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation, ou par tout autre moyen aux fins d'aménagement de rue publique afin de relier la rue des Bassins à la rue William d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé sis au 1990 rue William, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec

20.019 Obligations contractuelles

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1204501003

Accorder à Cours de Brésoles inc., autrefois connu sous la dénomination sociale 9341-9557 Québec inc., un délai supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 29 décembre 2021, pour réaliser son obligation de construire, stipulée à l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 207 619 concernant les immeubles sis aux 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest et aux 51 et 53, rue de Brésoles dans l'arrondissement de Ville-Marie

20.020 Subvention - Contribution financière

CM *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1207921001

Faire un don de 275 000 $ à l'organisme Centraide du Grand Montréal dans le cadre de sa campagne de financement 2020

20.021 Subvention - Contribution financière

CE *Service des affaires juridiques* - 1203302003

Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour l'édition spéciale du Salon Visez Droit qui se tiendra de la mi-janvier à la mi-avril 2021

Compétence d'agglomération : Cour municipale

20.022 Subvention - Contribution financière

CE *Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie* - 1207731004

Accorder un soutien financier non récurrent de 74 200 $ au Front commun pour la transition énergétique pour la planification et l'animation de la démarche Chantiers Montréal ZéN

20.023 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine* - 1205890001

Accorder un soutien financier, non récurrent, d'un montant de 15 000 $ à l'organisme Espaces Temps pour mettre en oeuvre deux sessions de cours connectés automne 2020 et hiver 2021 - Approuver un projet de convention à cet effet

20.024 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1208741008

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 371 525 $ à cinq différents organismes en soutien à leur offre en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri dans le cadre de projets relatifs à l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables - Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.025 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale* - 1207103004

Accorder au Conseil canadien pour les réfugiés un soutien financier de 5 000 $ pour l'organisation d'une consultation pancanadienne abordant les enjeux de la protection des réfugiés dans le contexte de la COVID tenue virtuellement du 26 novembre au 11 décembre 2020 - Approuver le projet de convention à cet effet

20.026 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.027 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.028 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie* - 1208354001

Accorder une contribution financière maximale de 39 600 $ à la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) pour la réalisation d'une étude de quantification des pertes et du gaspillage alimentaire dans la chaîne de valeur québécoise et la quantification des émissions de gaz à effet de serre engendrés - Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.029 Contrat de services professionnels

CG *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1208395003

(AJOUT) Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 - Somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soumissionnaire) - Approuver un projet de convention à cette fin - Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.030 Entente

CG *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1208927004

(AJOUT) Approuver les addenda aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208927003, lequel vise à faire adopter les avenants 2020-02 et 2020-03 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministre de l'Économie et de l'Innovation qui permettent la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la COVID-19 dans l'agglomération de Montréal avec le volet Aides aux entreprises en régions en alerte maximale et l'augmentation de 10 millions de dollars de l'aide d'urgence pour la petite et moyenne entreprises

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.031 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine* - 1205890004

(AJOUT) Approuver l'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale (CM20 0284) afin de prolonger la durée de la convention initiale pour recevoir les livrables - Autoriser M. Stéphane Guidoin, directeur du LIUM, à signer l'addenda à la convention de contribution au nom de la Ville de Montréal

20.032 Entente

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1207999009

(AJOUT) Approuver l'addenda à la convention de services intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable afin de prolonger l'entente jusqu'au 31 décembre 2021 (CM20 0653)

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1201097018

Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de la piste cyclable dans la rue de Marseille entre les rues Viau et Anne-Hébert

30.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1208740001

Offrir aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de la gestion et de la planification immobilière pour faire la gestion globale et réaliser les projets d'aménagement du Programme aquatique de Montréal - volet construction d'équipements aquatiques intérieurs, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

30.005 Administration - Nomination de membres

CM *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1207968005

Approuver le renouvellement du mandat de Mme Cécile Deschamps à titre de membre du Conseil interculturel de Montréal pour un second terme de 3 ans, du 23 janvier 2021 au 23 janvier 2024 - Approuver la nomination de M. Juste Rajaonson à titre de vice-président du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat débutant le 23 janvier 2021 et se terminant le 17 décembre 2021

30.006 Administration - Nomination de membres

CM *Conseil des Montréalaises* - 1207721005

Approuver la nomination d'Évelyne Jean-Bouchard à titre de membre du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de trois ans se terminant en décembre 2023

30.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport de la Commission de la présidence du conseil. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.008 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Service de l'Espace pour la vie* - 1200348011

Accepter une somme de 90 000 $ en provenance de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets d'Espace pour la vie - Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent à ce revenu additionnel

30.009 Administration - Nomination de membres

CE *Service des finances , Dépenses communes* - 1206335006

(AJOUT) Reconduire, à compter du 2 novembre 2020, le mandat de M. Yves Courchesne au conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) jusqu'à son remplacement

30.010 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.011 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de l'habitation* - 1206705002

Édicter une ordonnance, en vertu du paragraphe 7 de l'article 41 du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009), pour autoriser l'entrée en vigueur de la section III - Réparation des équipements à partir du 1er janvier 2021

40.002 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CM *Service de l'habitation* - 1208146001

Adopter le règlement sur le programme d'appui à la rénovation de petits bâtiments résidentiels

40.003 Règlement - Adoption

CM *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1208677011

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés par le conseil d'arrondissement le 9 novembre 2020

Consultation publique écrite tenue du 12 au 26 novembre 2020

40.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.007 Règlement - Emprunt

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1197233007

Adopter un Règlement autorisant un emprunt de 5 450 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière une contribution financière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes de 2021 à 2025 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal

40.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.009 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1204521015

Nommer la bibliothèque William-G.-Boll, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

40.010 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1204521016

Nommer le passage Yolène-Jumelle, le parc Saidye-Bronfman et la place du Triangle, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges -- Notre-Dame-de-Grâce

60 – Information

60.001 Dépôt

CM *Service du greffe* - 1200310012

Déposer le rapport du greffier sur les déclarations de réception d'un avantage par les élus

60.002 Dépôt

CE *Service du développement économique* - 1202432001

Déposer le rapport d'activité 2016-2019 pour fin d'évaluation périodique en vue de la reconduction du statut de Montréal Ville UNESCO de design

60.003 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 22
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 25
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 17

CE : 10.002

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le jeudi 12 novembre 2020 à 7 h 30
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Emmanuel Tani-Moore, Greffier adjoint
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Sophie Mauzerolle, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
Mme Marie-Josée Parent, Conseillère associée
M. Hadrien Parizeau, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité
M. Jocelyn Pauzé, Conseiller associé

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE20 1806

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 12 novembre 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 1807

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

ATTENDU QUE la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et la Ville ont conclu l'Entente relative au volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional - du Fonds régions et ruralité (ci-après l' « Entente FRR »), voir le sommaire décisionnel 1208468008, laquelle remplace l'Entente relative au Fonds de développement des territoires;

ATTENDU QUE la Ville souhaite déléguer certains de ses pouvoirs à Concertation régionale de Montréal en matière de concertation, notamment la mobilisation des communautés en matière de participation citoyenne et l'appui et la concertation citoyenne dans le cadre d'une vision d'avenir pour la métropole, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Entente FRR pour les années 2021 et 2022;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 126.4 de la *Loi sur les compétences municipales*, la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation peut autoriser, après consultation du ministre de l'Économie et de l'Innovation, la municipalité régionale de comté, soit l'agglomération de Montréal, à confier l'exercice des pouvoirs prévus à l'article 126.2 à un organisme à but non lucratif et qu'aux fins des présentes, il est requis de demander à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation d'autoriser une telle délégation de pouvoirs;

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1- d'approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et Concertation régionale de Montréal relative à la délégation de certains pouvoirs en matière de concertation, dans le cadre de la mise en oeuvre du volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional - du Fonds régions et ruralité (FRR), et d'autoriser la Ville à verser à Concertation régionale de Montréal une somme totale maximale de 3 958 700 $ pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022, cette contribution provenant du FRR, selon la répartition prévue à l'entente, le tout, conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

2- de transmettre à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation cette demande d'autorisation;

3- d'autoriser le greffier à signer l'entente entre la Ville et Concertation régionale de Montréal pourvu qu'elle soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'entente de délégation joint au présent sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1200191011

CE20 1808

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, le budget de fonctionnement relevant du conseil municipal de la Ville de Montréal pour l'exercice financier 2021.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1203843031

CE20 1809

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, le budget de fonctionnement relevant du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal pour l'exercice financier 2021.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1203843032

CE20 1810

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, le Programme décennal d'immobilisations 2021-2030 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

Adopté à l'unanimité.

30.003 1203843027

CE20 1811

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, le Programme décennal d'immobilisations 2021-2030 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

Adopté à l'unanimité.

30.004 1203843028

CE20 1812

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE DESTINÉE À FINANCER DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE COMPÉTENCES LOCALES

Il est résolu que la somme de 246,9 M$ prise à même le fonds général est affectée à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences locales.

Adopté à l'unanimité.

30.005 1203843023

CE20 1813

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE DESTINÉE À FINANCER DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS D'AGGLOMÉRATION

Il est résolu que la somme de 89,7 M$ prise à même le fonds général, conformément aux règles prévues par la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001) est affectée à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

30.006 1203843026

CE20 1814

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE GÉNÉRALE D'AGGLOMÉRATION POUR LE SERVICE DE L'EAU (EXERCICE FINANCIER 2021)

Il est résolu que les sommes mentionnées aux paragraphes a) à e), prises à même le fonds général et que les revenus mentionnés aux paragraphes f) et g), sont affectés à la réserve financière générale d'agglomération pour le Service de l'eau;

a) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part pour le Service de l'eau;

b) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable;

c) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes;

d) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant;

e) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant.

f) les revenus de toute subvention dédiée au Service de l'eau;

les revenus de tout mode de tarification exigé par le conseil d'agglomération pour la fourniture du Service de l'eau.

Adopté à l'unanimité.

30.007 1203843024

CE20 1815

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, la résolution suivante :

RÉSOLUTION ÉTABLISSANT LA QUOTE-PART GÉNÉRALE ET D'AUTRES QUOTES-PARTS (EXERCICE FINANCIER DE 2021)

Vu les articles 118.79 et 118.80 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du *XX* décembre 2020 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (ci-après désigné « l'arrêté ») pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi;

1. Dans la présente résolution, les mots suivants signifient :

« municipalité liée » : une municipalité énumérée à l'article 4 de la Loi;

« potentiel fiscal de 2021 » : le potentiel fiscal pour l'exercice de 2021 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles prescrites par l'arrêté.

2. Aux fins du financement de dépenses faites par la municipalité centrale dans l'exercice d'une compétence d'agglomération, il sera perçu des municipalités liées les quotes-parts suivantes, établies sur la base du potentiel fiscal de 2021 :

1° la quote-part générale qui finance toute dépense qui ne fait pas l'objet d'un autre mode de financement;

2° la quote-part pour le service de l'eau qui finance toute dépense relative au service de l'eau qui ne fait pas l'objet de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes ou d'un autre mode de financement;

3° la quote-part pour le service des premiers répondants qui finance les dépenses liées à l'exercice de l'élément de sécurité publique que constitue le service des premiers répondants. La Ville de Côte-Saint-Luc n'est pas une municipalité liée pour la répartition de ces dépenses;

4° la quote-part pour le financement du déficit d'agglomération cumulé au 31 décembre 2019.

3. Les quotes-parts établies conformément à l'article 2 sont présentées à l'annexe A.

4. La présente résolution s'applique à l'exercice financier de 2021 et prend effet à la plus tardive des dates suivantes : la date de son adoption et la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté.

ANNEXE A
QUOTES-PARTS PAR VILLES LIÉES

Pourcentages contributifs pour les quotes-parts 2021

Villes liées	Quotes-parts - Générales - Service de l'eau - Déficit cumulé au 31 décembre 2019	Quotes-parts Premiers répondants
Ville de Montréal	**82,62059 %**	**83,56843 %**
Villes reconstituées	**17,37941 %**	**16,43157 %**
Baie d'Urfé	0,52355 %	0,52956 %
Beaconsfield	0,93833 %	0,94909 %
Côte-Saint-Luc	1,13421 %	s.o.
Dollard-des-Ormeaux	1,68823 %	1,70759 %
Dorval	2,84801 %	2,88068 %
Hampstead	0,44376 %	0,44885 %
L'Ile-Dorval	0,00310 %	0,00313 %
Kirkland	1,23539 %	1,24957 %
Mont-Royal	2,23990 %	2,26559 %
Montréal-Est	0,64440 %	0,65180 %
Montréal-Ouest	0,23704 %	0,23976 %
Pointe-Claire	2,59758 %	2,62738 %
Senneville	0,12964 %	0,13112 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,30239 %	0,30586 %
Westmount	2,41389 %	2,44158 %
Agglomération de Montréal	**100,00000 %**	**100,00000 %**

Adopté à l'unanimité.

30.008 1203843018

CE20 1816

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, la résolution suivante :

RÉSOLUTION RELATIVE À LA CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES AUX FINS DU FINANCEMENT DES DÉPENSES AFFÉRENTES AU CENTRE-VILLE (EXERCICE FINANCIER 2021)

Vu l'article 185.0.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) prévoyant que les municipalités reconstituées de l'agglomération de Montréal versent à la Ville, aux fins des dépenses qu'elle engage pour le centre-ville, une contribution répartie entre elles en fonction de leur potentiel fiscal respectif.

1- La contribution pour le financement des dépenses engagées pour le centre-ville, pour l'exercice financier de 2021, est répartie entre les municipalités reconstituées comme suit :

Villes reconstituées	Contribution pour le financement des dépenses du centre-ville	
	$	%
Baie-D'Urfé	260 353	*3,012*
Beaconsfield	466 612	*5,399*
Côte-Saint-Luc	564 022	*6,526*
Dollard-Des Ormeaux	839 522	*9,714*
Dorval	1 416 260	*16,387*
Hampstead	220 671	*2,553*
L'Île-Dorval	1 540	*0,018*
Kirkland	614 337	*7,108*
Mont-Royal	1 113 857	*12,888*
Montréal-Est	320 450	*3,708*
Montréal-Ouest	117 875	*1,364*
Pointe-Claire	1 291 727	*14,946*
Senneville	64 466	*0,746*
Sainte-Anne-de-Bellevue	150 373	*1,740*
Westmount	1 200 379	*13,889*
Total	**8 642 444**	***100,000***

2- Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, telles qu'établies pour l'exercice financier de 2021, s'appliquent aux fins du prélèvement de la contribution en y faisant les adaptations nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.009 1203843019

CE20 1817

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, les contributions financières suivantes, telles qu'indiquées :

1 - de verser selon les modalités usuelles les contributions financières et la quote-part prévues au budget 2021 de la Ville à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et aux organismes suivants :

Communauté métropolitaine de Montréal	31 108 000 $
Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	8 880 600 $

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.010 1203843033

CE20 1818

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour adoption à une assemblée ultérieure, les contributions financières suivantes, tel qu'indiquées :

1- de verser selon les modalités usuelles les contributions financières et la quote-part prévues au budget 2021 de la Ville à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et aux organismes suivants :

Agence régionale de transport métropolitain	633 427 300 $
Conseil des arts	20 427 200 $
Société du parc Jean-Drapeau	15 498 900 $
Bureau du taxi de Montréal	3 381 300 $
Office municipal d'habitation de Montréal	550 000 $
Corporation d'habitation Jeanne-Mance	12 000 $
Communauté métropolitaine de Montréal - Volet équipements scientifiques Montréal	11 656 300 $

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.011 1203843034

CE20 1819

Il est

RÉSOLU :

de déposer le budget 2021 de la Société de transport de Montréal qui sera approuvé à une assemblée ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

30.012 1203843030

CE20 1820

Il est

RÉSOLU :

de déposer le programme d'immobilisations 2021-2030 de la Société de transport de Montréal qui sera approuvé à une assemblée ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

30.013 1203843029

CE20 1821

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 du Bureau du Taxi de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.014 1200310004

CE20 1822

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 de l'Office municipal d'habitation de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.015 1200310006

CE20 1823

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance.

Adopté à l'unanimité.

30.016 1200310007

CE20 1824

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 de la Société du parc Jean-Drapeau.

Adopté à l'unanimité.

30.017 1200310008

CE20 1825

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 du Conseil des Arts de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.018 1200310005

CE20 1826

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 de la Corporation Anjou 80.

Adopté à l'unanimité.

30.019 1200310002

CE20 1827

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 de la Société d'habitation et de développement de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.020 1200310003

CE20 1828

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 novembre 2020, pour approbation à une assemblée ultérieure, le budget 2021 de l'Agence de mobilité durable.

Adopté à l'unanimité.

30.021 1200310009

CE20 1829

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

de décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet ville centrale) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19).

Adopté à l'unanimité.

30.022 1200310010

CE20 1830

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d’agglomération :

de décréter qu'un document explicatif du budget 2021 et du PDI 2021-2030 pour l'exercice financier 2021 (volet agglomération) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19).

Adopté à l'unanimité.

30.023 1200310011

CE20 1831

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1203843020

CE20 1832

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2021) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.002 1203843021

CE20 1833

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement relatif au fardeau fiscal (exercice financier de 2021) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.003 1203843012

CE20 1834

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement sur les taxes (exercice financier de 2021) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.004 1203843013

CE20 1835

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier de 2021) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.005 1203843014

CE20 1836

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2021) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.006 1203843016

CE20 1837

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2021) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.007 1203843017

CE20 1838

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif au taux du droit de mutation applicable aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000 $ (10-007) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.008 1203843015

CE20 1839

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération (RCG 14-007) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.009 1203843025

CE20 1840

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054) », et d'en recommander l'adoption à une séance ultérieure.

Adopté à l'unanimité.

40.010 1203843022

Levée de la séance à 7 h 51

70.001

Les résolutions CE20 1806 et CE20 1840 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais	Emmanuel Tani-Moore
Président du comité exécutif	Greffier adjoint

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le vendredi 13 novembre 2020 à 7 h 45
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE20 1841

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 13 novembre 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 1842

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1206407043

Levée de la séance à 7 h 48

70.001

Les résolutions CE20 1841 à CE20 1842 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Yves Saindon
Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le mercredi 18 novembre 2020 à 8 h 15
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier adjoint
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
Mme Marie-Josée Parent, Conseillère associée
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE20 1843

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 18 novembre 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 1844

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1206407044

CE20 1845

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 119 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057), l'ordonnance numéro 13 jointe au présent dossier décisionnel, en vue d'appliquer la gratuité des stationnements tarifés sur rue les soirs de semaines de 18 h à 21 h, dans l'arrondissement de Ville-Marie, du 23 novembre au 31 décembre 2020.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1207999007

Levée de la séance à 8 h 18

70.001

Les résolutions CE20 1843 à CE20 1845 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____

_____	_____
Benoit Dorais	Emmanuel Tani-Moore
Président du comité exécutif	Greffier adjoint

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le lundi 23 novembre 2020 à 8 h
salle Peter-McGill, hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
Mme Cathy Wong, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier adjoint
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
Mme Marie-Josée Parent, Conseillère associée
M. Jocelyn Pauzé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE20 1846

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 23 novembre 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 1847

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1206407045

Levée de la séance à 8 h 01.

70.001

Les résolutions CE20 1846 et CE20 1847 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier adjoint

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207629001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Site Integration Plus inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements et d'appareils d'éclairage architectural extérieur pour la gare Viger dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Dépense totale de 1 370 440,20 $, taxes incluses (contrat : 1 096 352,16 $ + contingences :164 452,82 $ + incidences : 109 635,22 $). Appel d'offres public 437910 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Site Integration Plus inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation d'équipements et d'appareils d'éclairage architectural extérieur pour la gare Viger dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 096 352,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 437910;

2. d'autoriser une dépense de 164 452,82$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 109 635,22 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-23 16:48

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207629001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Site Integration Plus inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements et d'appareils d'éclairage architectural extérieur pour la gare Viger dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Dépense totale de 1 370 440,20 $, taxes incluses (contrat : 1 096 352,16 $ + contingences :164 452,82 $ + incidences : 109 635,22 $). Appel d'offres public 437910 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

En 1996, la Ville a mis sur pied un plan lumière dans le Vieux-Montréal, site patrimonial déclaré par le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ). Cet ambitieux plan lumière vise à mettre en valeur le patrimoine montréalais le soir selon une planification à l'échelle du quartier. Aujourd'hui, plus de cinquante sites du plan lumière ont été réalisés et contribuent à l'ambiance nocturne impressionnante du Vieux-Montréal. À ce jour, la plupart des édifices repères ont été illuminés, notamment les édifices de la Cité administrative, le Marché Bonsecours et l'édifice Aldred, pour ne nommer que ceux-ci. Toutefois, l'un des édifices les plus remarquables à l'entrée Est du site patrimonial est toujours dans l'ombre, soit l'édifice de la gare Viger (voir plan de localisation en pièce jointe). L'illumination de cet édifice contribuera à la démarche plus vaste de revitalisation du secteur, notamment suite aux efforts déployés par le propriétaire privé pour la réutilisation du bâtiment et la construction de nouveaux bâtiments en marge, ainsi que par la Ville qui a entamé un réaménagement de l'espace public situé en face, soit le Square Viger et les rues limitrophes.
Un contrat de conception de mise en lumière a été octroyé en 2017 afin d'élaborer le concept, les plans et le devis électrique pour la réalisation des travaux sur l'édifice de la gare Viger.

Le présent sommaire concerne l'octroi d'un contrat pour l'exécution de l'ensemble des travaux concernant l'éclairage architectural de la gare Viger.

En vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, tous les travaux à l'intérieur du Site patrimonial de Montréal doivent faire l'objet d'une autorisation préalable aux travaux. Dans le cas du présent projet, l'autorisation a été émise en date du 2 mars 2020. De plus, une entente a été conclue entre le propriétaire et la Ville afin d'autoriser la Ville à procéder aux travaux et de clarifier les responsabilités de chacune des parties pour assurer la pérennité des installations.

Le projet est inscrit dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal pour 2018-2021, liant la Ville et le MCCQ. En tant que partenaire, le ministère a été consulté tout au long des étapes du présent projet.

Stratégie de sollicitation du marché :

L'appel d'offres a été pris en charge par la Direction des infrastructures du Services des infrastructures du réseau routier. Il a été publié dans SEAO et le journal Le Devoir le lundi 16 mars 2020 jusqu'au 18 juin 2020. Les soumissionnaires ont eu 93 jours pour préparer leur soumission. Celle-ci était valide initialement pour une période de 120 jours, soit jusqu'au 16 octobre 2020. Cependant, étant donné les délais nécessaires au financement du projet, deux demandes de prolongation du délai de validité ont été acceptées par l'adjudicataire, dont la dernière rend l'offre valide jusqu'au 31 décembre 2020.

Il est à noter que 5 addenda ont été publiés en cours d'appel d'offres afin de clarifier certains points et répondre aux questions des soumissionnaires :

Addenda 1 (6 avril 2020) : Report de date d'ouverture
Addenda 2 (20 avril 2020) : Modifications au cahier de charges et réponses aux questions
Addenda 3 (6 mai 2020) : Report de date d'ouverture
Addenda 4 (2 juin 2020) : Report de date d'ouverture:
Addenda 5 (9 juin 2020) : Précisions et report de date d'ouverture

L'estimation a été faite par la firme Gestion Groupe Ombrages Inc.

Deux autres appels d'offres ont été réalisés par le passé pour ce projet mais ont dû être annulés étant donné les prix soumissionnés trop élevés, dans le premier cas, et l'absence de soumission, dans le deuxième cas :

- Appel d'offres public 18-16876, août 2018,
- Appel d'offres public 18-17316, octobre 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0556 - 13 décembre 2019 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG17 0570 - 14 décembre 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 100 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement prévus au Plan lumière du Vieux-Montréal et réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2018.

Décision déléguée 2176294001 - 3 février 2017 - Accorder un contrat des services professionnels à Gestion Groupe Ombrages Inc. pour la réalisation d'un concept d'éclairage et de plans et devis pour l'édifice de la Gare-hôtel Viger dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal ainsi que la surveillance des installations. - Dépense totale de 33 217,43 $, - Appel d'offres public (16-15731). - 3 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Le présent contrat a pour but la fourniture et l'installation de projecteurs architecturaux et de tous les équipements d'alimentation et de contrôle reliés afin de mettre en lumière, selon le concept préalablement développé, la gare Viger. Ainsi, divers projecteurs DEL sont prévus, adaptés aux éléments architecturaux à mettre en lumière en termes d'intensité, de couleur de lumière et de faisceaux lumineux, notamment. Les travaux consisteront à

installer ces appareils et accessoires sur l'édifice de façon discrète et intégrée à ses éléments d'architecture et adoptant des techniques d'installation durables en conformité avec les recommandations des experts en patrimoine à la Ville.
Un montant de 164 452,82 $ en contingences (15% de la valeur du contrat) est prévu afin de palier tous travaux insoupçonnés ou imprévisibles lors de la réalisation du mandat, nécessitant des interventions supplémentaires.

Un montant de 109 635,22 $ en incidences (10% de la valeur du contrat) est prévu afin de palier tous travaux requis par des tiers, notamment les travaux civils par la CSEM, ainsi que les travaux insoupçonnés ou imprévisibles qui devront être réalisés par des tiers hors du présent contrat, à cause de l'état des infrastructures ou du mobilier existant adjacent aux installations, nécessitant des interventions supplémentaires des services professionnels, de la fourniture et des travaux non inclus aux items du bordereau.

L'échéancier pour compléter le contrat est de 400 jours à partir de la date de début des travaux. Au début du contrat, l'adjudicataire doit présenter un échéancier précis afin de réaliser les travaux à l'intérieur de ce délai. Les pénalités standard pour les contrats d'exécution de travaux sont prévus. Aucun bonus ne sera accordé pour les travaux réalisés avant la fin du délai prescrit.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres a été pris en charge par la Direction des infrastructures du Services des infrastructures du réseau routier. Sur 8 preneurs de cahier des charges, 3 ont déposé des offres pour un taux de réponse de 38%. L'appel d'offres étant axé sur l'exécution des travaux, il est possible que certains preneurs de cahier de charges n'offrant pas ces services ce sont désistés. Une autre raison probable de désistement est la période de l'appel d'offre correspondant au confinement de la province lors de la pandémie de la COVID-19.
La liste des preneurs du cahier des charges se retrouve en pièce jointe au présent sommaire.

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, taxes incluses, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre la dernière estimation et le montant de l'octroi :

Soumissionnaire conforme	**Prix soumis** (taxes incluses)	**Autres (Contingences + variation de quantités)** (taxes incluses)	**Total** (taxes incluses)
Site Integration Plus inc.	1 096 352,16 $	164 452,82 $	1 260 804,98 $
Néolect inc.	1 419 564,13 $	212 934,62 $	1 632 498,75 $
Systèmes urbains inc.	1 681 934,78 $	252 290,22 $	1 934 225,00 $
Estimation des professionnels externes	1 124 323,68 $	168 648,55 $	1 292 972,23 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			- 32 167,25 $ *-2,5 %*

((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			371 693,77 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			*29,5 %*

L'écart de 29,5 % entre la soumission de l'adjudicataire et la soumission du deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique par une surévaluation par ce dernier des coûts de fourniture des appareils d'éclairage.

La sélection pour le contrat a été effectuée selon le système du plus bas soumissionnaire conforme.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville (RBQ, RENA, Revenu Québec). Site Intégration Plus inc. détient une attestation de l'AMF émise le 26 septembre 2018 et valide jusqu'au 25 septembre 2021 (voir pièce jointe au présent dossier). Une vérification faite sur le site de l'AMP le 17 novembre 2020 a permis de constater que l'entreprise Site Intégration Plus inc. est inscrite au registre des entreprises autorisées (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale associée au présent dossier est de 1 370 440,20 $ (taxes incluses) incluant des contingences de 164 452,82 $ et des incidences de 109 635,22 $ et sera assumée comme suit :
Un montant maximal de 1 251 394,57 $ net de ristourne sera financé par les règlements d'emprunt de compétence d'agglomération RE RCG 17-035 - *Plan lumière du Vieux-Montréal* CM17 1366.

La dépense est subventionnée à la hauteur de 163 058,00 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (RC # 14-01.01.05.05-0396, RC # 17-01.01.05.05-0120 et RC # 18-01.01.02.00-0131), ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 1 088 336,57 $.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2021	Ultérieur	Total
36209 – Plan lumière Vieux-Montréal	1 088 K $	-	

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet contribue à la mise en valeur du patrimoine et vise une meilleure qualité de vie des montréalais. L'utilisation des technologies d'éclairage DEL durables encourage

une utilisation rationnelle des ressources, notamment par une consommation énergétique réduite par rapport aux sources d'éclairage conventionnelles et une plus grande durée de vie des produits.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur n'est prévu. Des impacts circonscrits et limités dans le temps sont à prévoir et les principes de gestion décrits aux documents d'appel d'offres à ce sujet seront respectés.
Une décision favorable permettrait de respecter l'échéancier, mentionné ci-bas, et d'encourager la relance du Plan lumière du Vieux-Montréal en éclairant la porte d'entrée Est du quartier et l'un des derniers points de repère identifiée au Plan lumière.

Une décision défavorable fera en sorte de retarder l'investissement des sommes déjà inscrites au PTI 2020-2022 (projet 36209), de reporter le projet à une date indéterminée et de recommencer le processus de sollicitation du marché pour une quatrième fois.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'entrepreneur devra respecter les directives du gouvernement, de la Direction régionale de santé publique de Montréal et de la Ville en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées:

- Conseil d'agglomération : 17 décembre 2020
- Réunion de démarrage: Janvier 2021
- Début des travaux : Mai 2021
- Fin des travaux : Septembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 22 juillet 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime CHOUINARD
Conseiller en aménagement

Tél : 514-280-0950
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-07-22

Jean CARRIER
Chef de division

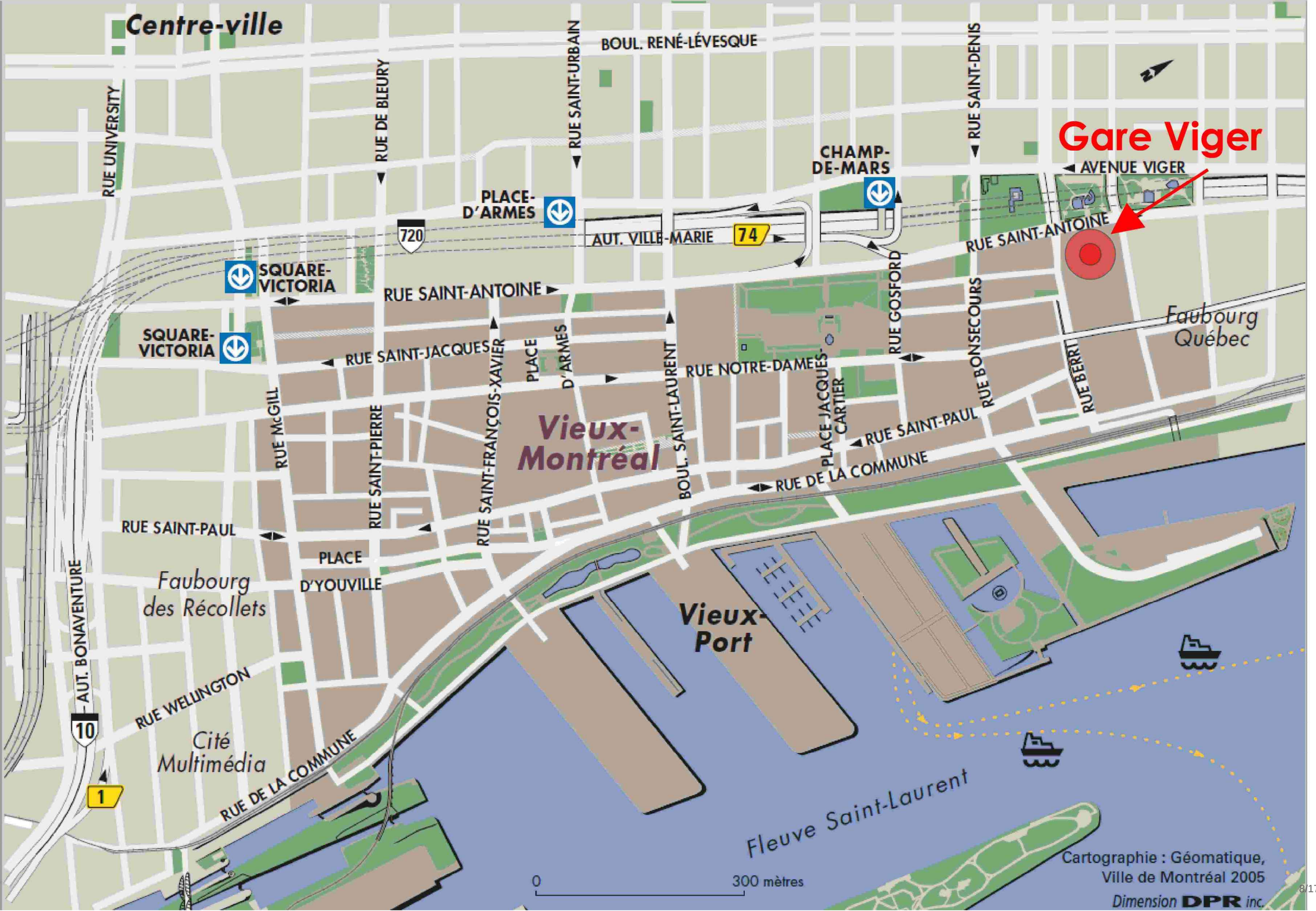
Tél : 514 872-0407
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-11-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-11-23


Centre-ville
RUE UNIVERSITY
RUE DE BLEURY
RUE SAINT-URBAIN
BOUL. RENÉ-LÉVESQUE
RUE SAINT-DENIS
Gare Viger
AVENUE VIGER
CHAMP-DE-MARS
PLACE-D'ARMES
720
AUT. VILLE-MARIE
74
RUE SAINT-ANTOINE
SQUARE-VICTORIA
SQUARE-VICTORIA
RUE SAINT-ANTOINE
RUE GOSFORD
RUE BONSECOURS
Faubourg Québec
RUE SAINT-JACQUES
PLACE D'ARMES
RUE NOTRE-DAME
RUE SAINT-LAURENT
RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER
RUE SAINT-PIERRE
RUE McGILL
Vieux-Montréal
PLACE JACQUES-CARTIER
RUE SAINT-PAUL
RUE BERRI
RUE DE LA COMMUNE
BOUL. SAINT-LAURENT
RUE SAINT-PAUL
PLACE D'YOUVILLE
Faubourg des Récollets
Vieux-Port
AUT. BONAVENTURE
10
RUE WELLINGTON
Cité Multimédia
1
RUE DE LA COMMUNE
Fleuve Saint-Laurent
0
300 mètres
Cartographie : Géomatique, Ville de Montréal 2005
Dimension DPR inc.

ÉLÉVATIONS NORD



RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 437910 — No du GDD : 1207629001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation des équipements et appareils d'éclairage architectural pour la gare Viger

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 3 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 16 - 4 - 2020

Ouverture faite le : 18 - 6 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 93 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 5

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 16 - 10 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 76 jrs — Date d'échéance révisée : 31 - 12 - 2020

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1 096 352.16
NEOLECT INC.	1 419 564.13
SYSTEMES URBAINS INC.	1 681 934.78

Estimation	**externe**	1 124 323.68

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-2.5%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **29.5%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMF	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)
Direction des infrastructures
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

PAR COURRIEL AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Le 19 octobre 2020

Monsieur Shawn Batten
Site Intégration Plus Inc. (Groupe SiP).
1356, rue Newton
Boucherville (Québec) J4B 5H2
Courriel : sbatten@groupe-sip.com

Objet : Demande de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres # 437910
Fourniture et installation des équipements et appareils d'éclairage architectural extérieur pour la gare Viger - 437910

Monsieur,

La présente vise à vous informer que la Ville de Montréal désire poursuivre l'appel d'offres mentionné en objet pour lequel votre entreprise a déposé une soumission. Par conséquent, nous désirons recevoir une confirmation écrite de votre part stipulant que votre entreprise accepte de maintenir intégralement l'offre qu'elle a soumise audit appel d'offres et ce, aux mêmes clauses et conditions énoncées aux documents d'appel d'offres. De plus, puisque le délai de 120 jours de validité des soumissions initialement prévu à l'appel d'offres est insuffisant, lequel vient à échéance le 31 octobre 2020, nous vous demandons de maintenir intégralement votre offre pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de votre part.

Veuillez s.v.p. nous retourner votre réponse par courriel avant le 22 octobre 2020, accompagnée de l'avenant de votre cautionnement de soumission et lettre d'engagement (Annexe B).

Nous vous remercions de votre collaboration.

Veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ 2020-10-21
Signature Date

Je refuse le délai de prolongation : _____ _____
Signature Date

L'équipe de la direction des infrastructures
Courriel : **appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 septembre 2018

SITE INTÉGRATION PLUS INC.
A/S MONSIEUR SHAWN BATTEN
1356, RUE NEWTON
BOUCHERVILLE (QC) J4B 5H2

N° de décision : 2018-CPSM-1054033
N° de client : 3000521560

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GROUPE-SIP, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SITE INTÉGRATION PLUS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **25 septembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 17 novembre 2020 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : site integration plus

Nombre de résultats trouvés : 1

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'AMP	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
SITE INTÉGRATION PLUS INC.	GROUPE-SIP	1160184363	3000521560	1356, RUE NEWTON	BOUCHERVILLE	QC	J4B 5H2	CANADA

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 437910
Numéro de référence : 1355602
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et installation des équipements et appareils d'éclairage architectural pour la gare Viger - 437910

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9125-5661 Quebec Inc. (Groupe Specs) 1187 boulevard St-Joseph 2 Gatineau, QC, J8Z 2C3 NEQ : 1161283594	Monsieur Claude Regimbald Téléphone : 819 484-2206 Télécopieur :	**Commande : (1717841)** 2020-03-17 9 h 21 **Transmission :** 2020-03-17 16 h 32	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel 3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement 3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1720177)** 2020-03-20 10 h 08 **Transmission :** 2020-03-20 10 h 46	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel 3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement 3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur	**Commande : (1717194)** 2020-03-16 10 h 34 **Transmission :** 2020-03-16 16 h 06	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel

		: 450 659-9265		3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement 3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Services Électriques Enixum Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7 NEQ : 1142064840	Madame Nathalie Emond Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1718661)** 2020-03-18 10 h 24 **Transmission :** 2020-03-18 14 h 46	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel 3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement 3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Site Intégration Plus Inc . 1356 rue Newton Boucherville, QC, J4B 5H2 NEQ : 1160184363	Monsieur Shawn Batten Téléphone : 450 449-0094 Télécopieur : 450 449-0018	**Commande : (1722209)** 2020-03-25 14 h 08 **Transmission :** 2020-03-25 14 h 08	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel 3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement 3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solotech Inc. 5200, rue Hochelaga Montréal, QC, H1V 1G3 http://www.solotech.com NEQ : 1162827803	Monsieur Soumissions Solotech Téléphone : 514 526-7721 Télécopieur : 514 526-7727	**Commande : (1717759)** 2020-03-17 8 h 30 **Transmission :** 2020-03-17 8 h 30	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel 3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement

			3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1718173)** 2020-03-17 13 h 43 **Transmission :** 2020-03-17 13 h 43	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel 3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement 3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ XYZ Technologie Culturelle Inc 5700 rue Fullum Montréal, QC, H2G 2H7 http://xyz-tc.com NEQ : 1162680186	Madame Appel d'offres Téléphone : 514 340-7717 Télécopieur : 514 658-1254	**Commande : (1718087)** 2020-03-17 12 h 12 **Transmission :** 2020-03-17 12 h 12	3290305 - 437910_Addenda1_incluant un report de date 2020-04-07 11 h 57 - Courriel 3296855 - 437910_Addenda2_QR 2020-04-20 15 h 41 - Courriel 3296863 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (devis) 2020-04-20 15 h 43 - Courriel 3296864 - 437910_FinalCahierChargeSectionIV_FormulaireSoumission_Addenda2 (bordereau) 2020-04-20 15 h 43 - Téléchargement 3307672 - 437910_Addenda3_incluant un report de date 2020-05-06 13 h 42 - Courriel 3325271 - 437910_Addenda4_Incluant Report_Date 2020-06-02 18 h 14 - Courriel 3329819 - 437910_Addenda5_Incluant _Report_Date 2020-06-10 10 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207629001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Accorder un contrat à Site Integration Plus inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements et d'appareils d'éclairage architectural extérieur pour la gare Viger dans le cadre du Plan lumière du Vieux-Montréal. Dépense totale de 1 370 440,20 $, taxes incluses (contrat : 1 096 352,16 $ + contingences :164 452,82 $ + incidences : 109 635,22 $). Appel d'offres public 437910 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207629001 - Certification de fonds_V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-12

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1203438036

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 - 1 soumisionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire Groupe LAR inc.**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 451 582,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **20-18227**;

2. d'autoriser une dépense de 1 290 316,60 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-10-18 22:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438036**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 - 1 soumisionnaire

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) de la ville de Montréal (Ville) est l'une des plus grandes installations de traitement des eaux usées à l'échelle mondiale. Son traitement de type physico-chimique permet de traiter 99,8 % des eaux usées domestiques et pluviales du territoire desservi sur une base annuelle. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées et de réduire la contamination microbiologique de son effluent, un procédé de désinfection à l'ozone et une unité de production d'oxygène, seront ajoutés à la fin du traitement existant. .

Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. Le contrat pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation (appel d'offres 12-12107 en 2012) est en cours. L'appel d'offres pour, entre autres, la construction des bâtiments et l'installation des équipements d'ozonation a été publié le 16 juin 2020 (Projet désinfection) et celui pour la conception, la construction, l'opération et l'entretien de l'unité de production d'oxygène a été publié le 14 septembre 2020.

Dans le cadre des travaux de construction du Projet désinfection, lesquels sont prévus débuter au second trimestre de 2021, des équipements tels que des vannes batardeaux, des poutrelles et des structures de levage (Équipements) doivent être installés pour contrôler les débits d'eau dans les structures d'évacuation de la Station, de même qu'aux puits de sortie des émissaires à l'Île aux Vaches.

Le délai de fabrication estimé pour ces Équipements est d'environ onze mois et la période visée pour débuter l'installation se situe entre octobre 2021 et janvier 2022, soit durant la période où la capacité de traitement de la Station est la moins sollicitée, en conformité avec le certificat d'autorisation qui sera émis par le Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC). Pour pouvoir débuter l'installation des Equipements en octobre 2021 et ne pas retarder le Projet désinfection, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) désire procéder au pré-achat des Équipements.

A cet effet, un appel d'offres (20-18227) a été publié le 5 août 2020 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal de Montréal. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 8 octobre 2020 au Service du greffe. La durée initiale de publication était de 43 jours calendrier. Pour répondre aux demandes reçues de soumissionnaires, elle a été prolongée à 63 jours, afin de leur permettre d'analyser et de préparer adéquatement leur soumission. La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 5 février 2021.

Neuf addenda ont été émis:

Addenda 1 en date du 21 août 2020: report de la date de visite obligatoire;
Addenda 2 en date du 27 août 2020: questions / réponses;
Addenda 3 en date du 2 septembre 2020: questions / réponses;
Addenda 4 en date du 9 septembre 2020: report de la date de dépôt des soumissions et questions / réponses;
Addenda 5 en date du 15 septembre 2020: questions / réponses;
Addenda 6 en date du 17 septembre 2020: report de la date de dépôt des soumissions;
Addenda 7 en date du 24 septembre 2020: modifications, questions/réponses;
Addenda 8 en date du 28 septembre 2020: amendement au document de régie;
Addenda 9 en date du 30 septembre 2020: questions/réponses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme. (1153334001)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise la conception, la fabrication, le montage, les essais en atelier et l'entreposage au besoin des Équipements. Le transport au site et l'installation des Équipements seront effectués par l'entrepreneur retenu par la Ville dans le cadre de l'appel d'offres public pour la construction des bâtiments et l'installation des équipements d'ozonation.
Ce contrat couvre la fourniture de vannes batardeaux, de structures de levage, de poutrelles et palonniers, de poutrelles et d'élingues, de pièces de rechange ainsi que les services techniques requis lors de l'installation.

Dans le cadre de ce contrat, des pénalités peuvent être appliquées, si l'adjudicataire ne respecte pas l'échéancier des travaux, ne livre pas les produits selon les plans et devis ou ne fournit pas les services de surveillance, d'approbation et d'assistance technique requis. En effet, l'article 6 du cahier des clauses administratives prévoit entre autres les pénalités suivantes:

- 10 000$ par jour de calendrier pour les sept (7) premiers jours;
- 15 000$ dollars par jour de calendrier pour les sept (7) jours suivants;
- 20 000$ dollars par jour de calendrier pour les jours suivants.

Aucun boni n'est prévu dans les documents.

Compte tenu des imprévus reliés à la conception et la fabrication des Equipements, un budget de 20% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences.

Fait à noter, conformément aux clauses administratives particulières, le contrat qui sera octroyé au fournisseur sera partiellement cédé à l'Entrepreneur-installateur, de sorte que ce dernier deviendra, envers la Ville, solidairement responsable avec le fournisseur des obligations découlant du contrat, et ce, après le chargement des Équipements par le fournisseur sur les camions de l'Entrepreneur-installateur.

JUSTIFICATION

Pour cet appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs des documents sur le site SÉAO et une seule firme a présenté une soumission. Pour connaître les raisons des désistements et pour toute question relative à l'analyse de la soumission, veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Tel que prévu dans la loi sur les cités et villes à l'article 573.3.3, lorsqu'il y a un seul soumissionnaire conforme et que le prix soumis présente un écart important avec l'estimation faite par la municipalité, les deux parties peuvent s'entendre et conclure le contrat à un prix moindre. Le prix a donc été négocié, mais le fournisseur n'a pas voulu réduire son prix.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**CONTINGENCES**	**TOTAL** (taxes incluses)
Groupe Lar inc.	6 451 582,98 $	1 290 316,60 $	7 741 899,58 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 668 577,93 $	1 133 715,59 $	6 802 293,52 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			939 606,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			13,81 %

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (CG11 0082), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude puisqu'il s'agit d'un contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2M$ répondant au critère suivant: une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

L'écart entre l'adjudicataire recommandé et la dernière estimation est défavorable de 13,81 % ou 939 606.06 $. Cet écart se retrouve principalement dans deux articles du bordereau de soumission, les structures de levage (678 047 $ ou 72% de l'écart global) ainsi que les poutrelles et élingues de la Station (505 072,30 $ ou 54% de l'écart global). Les prix soumis pour ces deux articles peuvent varier de façon considérable, selon les procédures et méthodes de fabrication utilisées. Il faut également mentionner que l'échéancier serré de conception et de fabrication des Equipements a eu un impact plus important que prévu sur les prix.

Les firmes n'étaient pas tenues de détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP) pour soumissionner dans le cadre de cet appel d'offres. Toutefois, l'adjudicataire recommandé, Groupe LAR inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est valide jusqu'au 16 mars 2023. Une copie de cette

attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville et ne s'est pas rendu non-conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville. Il est recommandé d'octroyer le contrat à Groupe Lar inc. au prix de sa soumission, soit 6 451 582,98 $ taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la fourniture des vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la Station est de 7 741 899,58 $, taxes et contingences incluses.
Ceci représente un montant de 7 069 386.23 $ net de ristournes de taxes.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Projet désinfection contribue à optimiser la gestion de l'eau et sa qualité de manière durable et responsable sur l'ensemble du territoire montréalais.
En effet, la réalisation du projet de désinfection à l'ozone permettra de réduire grandement la quantité de bactéries (99%), de virus (99%) et autres produits émergents (75% à 85%) des eaux usées rejetées au fleuve Saint-Laurent (Fleuve) par la Station.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout report du dossier entraînerait des coûts supplémentaires du Projet désinfection. De plus, la DEEU ne serait pas en mesure de terminer les travaux déjà entrepris dans le cadre de ce projet. Ainsi, la Ville ne pourrait se conformer aux exigences environnementales de rejets du MELCC, en termes de bactéries. Les rejets de la Station demeureraient la principale cause de contamination microbiologique des eaux du Fleuve.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication, tel que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats: 4 novembre 2020
Octroi du contrat: Décembre 2020

Début des travaux : Janvier 2021
Fin des travaux: Novembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samira GALMAI H)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Zoulikha SEGHIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-15

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-10-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-10-16

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1203438036

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Objet :	Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 - 1 soumisionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18227 Intervention.pdf 20-18227_pv.pdf 20-18227 DéthCah.pdf 20-18227 TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zoulikha SEGHIR
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-4313

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-16

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de séction
Tél : 514-872-1000
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18227

No du GDD : 1203438036

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 8 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 17 - 9 - 2020

Ouverture faite le : 8 - 10 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 9

Date du dernier addenda émis : 30 - 9 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 63 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 14,29

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 2 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 5 - 2 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GROUPE LAR INC.	6 451 582,98	√	

Information additionnelle

Les raisons de non-participation sont : (1) pénalités trop élevées, (1) compléxités techniques liées au projet, (1) échéancier du projet trop serré, (1) soumission arrivée après l'heure limite. Les deux (2) autres firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Zoulikha Seghir

Le 15 - 10 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18227

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
GROUPE LAR INC.										
	1	Fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.	1	Vannes batardeaux	1	Forfaitaire	1	688 212,00 $	688 212,00 $	791 271,75 $
			2	Structures de levage, treuil et abri	1	Forfaitaire	1	1 899 915,00 $	1 899 915,00 $	2 184 427,27 $
			3	Pièces encastrées puits Est	1	Forfaitaire	1	347 091,00 $	347 091,00 $	399 067,88 $
			4	Pièces encastrées puits Ouest	1	Forfaitaire	1	347 091,00 $	347 091,00 $	399 067,88 $
			5	Poutrelles et palonnier- Île aux vaches batardeau (rainures 16 et 17)	1	Forfaitaire	1	784 635,00 $	784 635,00 $	902 134,09 $
			6	Poutrelles et palonnier- Station (rainures 8 et 9)	1	Forfaitaire	1	756 433,00 $	756 433,00 $	869 708,84 $
			7	Poutrelles et élingues- Station (rainures 1, 2 et 3)	1	Forfaitaire	1	690 074,00 $	690 074,00 $	793 412,58 $
			8	Pièces de rechange	1	Forfaitaire	1	52 425,00 $	52 425,00 $	60 275,64 $
			9	Service de surveillance, d'approbation et d'assistance technique	120	Heure	1	142,00 $	17 040,00 $	19 591,74 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18227

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
GROUPE LAR INC.	1	Fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures	10	Service d'accompagnement technique après l'acceptation provisoire	50	Heure	1	142,00 $	7 100,00 $	8 163,23 $
			11	Mobilisations du représentant sur les Sites des travaux	6	Mobilisation	1	3 546,00 $	21 276,00 $	24 462,08 $
Total (GROUPE LAR INC.)									5 611 292,00 $	6 451 582,98 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18227
Numéro de référence : 1396894
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Canmec Industriel Inc 1750 rue la grande Chicoutimi, QC, G7K 1H7 https://canmec.com NEQ : 1162678818	Madame Bianca Marier Téléphone : 418 543-9151 Télécopieur : 418 543-5564	**Commande : (1776027)** 2020-08-11 14 h 39 **Transmission :** 2020-08-11 14 h 39	3363762 - 20-18227 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-21 13 h 29 - Courriel 3366881 - 20-18227 Addenda N°2 (Amendement, Question/Réponse) 2020-08-27 14 h 47 - Courriel 3369525 - 20-18227 Addenda N°3 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-02 14 h 57 - Courriel 3372107 - 20-18227 Addenda N°4 (REPORT DE DATE) 2020-09-09 15 h 47 - Courriel 3374651 - Addenda N°5 (Questions/Réponses) 2020-09-15 12 h 02 - Courriel 3376117 - 20-18227 Addenda N° 6 (REPORT DE DATE) 2020-09-17 16 h 02 - Courriel 3379565 - 20-18227 Addenda N°7 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-24 17 h 42 - Courriel 3380530 - 20-18227 Addenda N°8 (Amendement) 2020-09-28 12 h 42 - Courriel 3381723 - 20-18227 Addenda N°9 (Questions/Réponses) 2020-09-30 12 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Entreprise Courtval inc. 5697, chemin de l'Aéroport Valcourt, QC, J0E 2L0 NEQ : 1161975272	Monsieur Martin Venne Téléphone : 450 532-4388 Télécopieur : 450 532-4377	**Commande : (1793076)** 2020-09-25 15 h 19 **Transmission :** 2020-09-25 15 h 19	3363762 - 20-18227 Addenda N°1 (Amendement) 2020-09-25 15 h 19 - Téléchargement 3366881 - 20-18227 Addenda N°2 (Amendement, Question/Réponse) 2020-09-25 15 h 19 - Téléchargement 3369525 - 20-18227 Addenda N°3 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-25 15 h 19 - Téléchargement 3372107 - 20-18227 Addenda N°4 (REPORT DE DATE) 2020-09-25 15 h 19 - Téléchargement 3374651 - Addenda N°5 (Questions/Réponses) 2020-09-25 15 h 19 - Téléchargement 3376117 - 20-18227 Addenda N° 6 (REPORT DE DATE) 2020-09-25 15 h 19 - Téléchargement 3379565 - 20-18227 Addenda N°7 (Modifications, Questions/Réponses)

				2020-09-25 15 h 19 - Téléchargement 3380530 - 20-18227 Addenda N°8 (Amendement) 2020-09-28 12 h 43 - Courriel 3381723 - 20-18227 Addenda N°9 (Questions/Réponses) 2020-09-30 12 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	HMI Construction inc 1451 rue Graham Bell Boucherville, QC, J4B 6A1 NEQ : 1142112219	Monsieur Pierre Marquis Téléphone : 450 449-3999 Télécopieur : 450 449-3988	**Commande : (1780143)** 2020-08-21 11 h 54 **Transmission :** 2020-08-21 11 h 54	3363762 - 20-18227 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-21 13 h 29 - Courriel 3366881 - 20-18227 Addenda N°2 (Amendement, Question/Réponse) 2020-08-27 14 h 47 - Courriel 3369525 - 20-18227 Addenda N°3 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-02 14 h 57 - Courriel 3372107 - 20-18227 Addenda N°4 (REPORT DE DATE) 2020-09-09 15 h 47 - Courriel 3374651 - Addenda N°5 (Questions/Réponses) 2020-09-15 12 h 02 - Courriel 3376117 - 20-18227 Addenda N° 6 (REPORT DE DATE) 2020-09-17 16 h 02 - Courriel 3379565 - 20-18227 Addenda N°7 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-24 17 h 42 - Courriel 3380530 - 20-18227 Addenda N°8 (Amendement) 2020-09-28 12 h 42 - Courriel 3381723 - 20-18227 Addenda N°9 (Questions/Réponses) 2020-09-30 12 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Industries Dodec 1275 rue Bersimis Chicoutimi, QC, g7k 1a4 NEQ : 1144348019	Monsieur Christian727664 Gagnon Téléphone : 418 549-5027 Télécopieur :	**Commande : (1781545)** 2020-08-26 7 h 43 **Transmission :** 2020-08-26 8 h 07	3363762 - 20-18227 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-26 7 h 43 - Téléchargement 3366881 - 20-18227 Addenda N°2 (Amendement, Question/Réponse) 2020-08-27 14 h 47 - Courriel 3369525 - 20-18227 Addenda N°3 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-02 14 h 57 - Courriel 3372107 - 20-18227 Addenda N°4 (REPORT DE DATE) 2020-09-09 15 h 47 - Courriel 3374651 - Addenda N°5 (Questions/Réponses) 2020-09-15 12 h 02 - Courriel 3376117 - 20-18227 Addenda N° 6 (REPORT DE DATE) 2020-09-17 16 h 02 - Courriel 3379565 - 20-18227 Addenda N°7 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-24 17 h 42 - Courriel 3380530 - 20-18227 Addenda N°8 (Amendement) 2020-09-28 12 h 42 - Courriel 3381723 - 20-18227 Addenda N°9 (Questions/Réponses) 2020-09-30 12 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Lar Machinerie Inc 1760 Route 169 Métabetchouan-Lac-à-la-Croix, QC, G8G 1B1 NEQ : 1163984686	Monsieur Denis Gagnon Téléphone : 418 349-8415 Télécopieur : 418 349-8415	**Commande : (1777771)** 2020-08-17 8 h 31 **Transmission :** 2020-08-17 8 h 31	3363762 - 20-18227 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-21 13 h 29 - Courriel 3366881 - 20-18227 Addenda N°2 (Amendement, Question/Réponse) 2020-08-27 14 h 47 - Courriel 3369525 - 20-18227 Addenda N°3 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-02 14 h 57 - Courriel 3372107 - 20-18227 Addenda N°4 (REPORT DE DATE) 2020-09-09 15 h 47 - Courriel 3374651 - Addenda N°5 (Questions/Réponses) 2020-09-15 12 h 02 - Courriel 3376117 - 20-18227 Addenda N° 6 (REPORT DE DATE) 2020-09-17 16 h 02 - Courriel 3379565 - 20-18227 Addenda N°7 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-24 17 h 42 - Courriel 3380530 - 20-18227 Addenda N°8 (Amendement) 2020-09-28 12 h 42 - Courriel 3381723 - 20-18227 Addenda N°9 (Questions/Réponses) 2020-09-30 12 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mecan-Hydro inc. 660, Luxembourg Granby, QC, J2J 2v2 http://www.mecanhydro.com NEQ : 1140584377	Monsieur Pierre Fay Téléphone : 450 776-7921 Télécopieur :	**Commande : (1776875)** 2020-08-13 9 h 48 **Transmission :** 2020-08-13 10 h 13	3363762 - 20-18227 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-21 13 h 29 - Courriel 3366881 - 20-18227 Addenda N°2 (Amendement, Question/Réponse) 2020-08-27 14 h 47 - Courriel 3369525 - 20-18227 Addenda N°3 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-02 14 h 57 - Courriel 3372107 - 20-18227 Addenda N°4 (REPORT DE DATE) 2020-09-09 15 h 47 - Courriel 3374651 - Addenda N°5 (Questions/Réponses) 2020-09-15 12 h 02 - Courriel 3376117 - 20-18227 Addenda N° 6 (REPORT DE DATE) 2020-09-17 16 h 02 - Courriel 3379565 - 20-18227 Addenda N°7 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-24 17 h 42 - Courriel 3380530 - 20-18227 Addenda N°8 (Amendement) 2020-09-28 12 h 42 - Courriel 3381723 - 20-18227 Addenda N°9 (Questions/Réponses) 2020-09-30 12 h 05 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pro-Métal Plus inc. 12, boul. Des Sources Deschambault, QC, G0A 1S0 http://prometalplus.com NEQ : 1143212653	Monsieur Nathalie Côté Téléphone : 418 286-4949 Télécopieur : 418 286-4950	**Commande : (1777326)** 2020-08-14 8 h 54 **Transmission :** 2020-08-14 8 h 54	3363762 - 20-18227 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-21 13 h 29 - Courriel 3366881 - 20-18227 Addenda N°2 (Amendement, Question/Réponse) 2020-08-27 14 h 47 - Courriel 3369525 - 20-18227 Addenda N°3 (Modifications, Questions/Réponses) 2020-09-02 14 h 57 - Courriel

3372107 - 20-18227 Addenda N°4 (REPORT DE DATE)
2020-09-09 15 h 47 - Courriel

3374651 - Addenda N°5 (Questions/Réponses)
2020-09-15 12 h 02 - Courriel

3376117 - 20-18227 Addenda N° 6 (REPORT DE DATE)
2020-09-17 16 h 02 - Courriel

3379565 - 20-18227 Addenda N°7 (Modifications, Questions/Réponses)
2020-09-24 17 h 42 - Courriel

3380530 - 20-18227 Addenda N°8 (Amendement)
2020-09-28 12 h 42 - Courriel

3381723 - 20-18227 Addenda N°9 (Questions/Réponses)
2020-09-30 12 h 05 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Le 17 mars 2020

GROUPE LAR INC.
A/S MONSIEUR MARC GRAVEL
1760, RTE 169
MÉTABETCHOUAN-LAC-A-LA-CROIX (QC) G8G 1B1

Nº de décision : 2020-DAMP-1274
Nº de client : 2700034389

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. GROUPE LAR INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **16 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438036

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Objet :	Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 - 1 soumisionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203438036_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samira GALMAI H
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-16

Jean-François BALLARD
Agent de gestion des ressourcens financières
Tél : (514) 872-5916
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.002

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1203438036

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Projet - Désinfection
Objet :	Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 - 1 soumisionnaire

Rapport_CEC_SMCE203438036.pdf

Dossier # :1203438036

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

Mme Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 19 novembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203438036

Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 (1 soumissionnaire).

"Original signé"	***"Original signé"***
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203438036

Accorder un contrat à Groupe LAR inc., pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 7 741 899,58 $, taxes incluses (contrat 6 451 582,98 $ + contingences : 1 290 316,60 $ - Appel d'offres public 20-18227 (1 soumissionnaire).

À sa séance du 28 octobre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M $, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 4 novembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont présenté les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat pour la fourniture de vannes batardeaux, poutrelles, structures de levage et autres accessoires pour les structures d'évacuation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Le Service a expliqué que l'appel d'offres, d'une durée de 63 jours, a permis de recevoir une seule soumission conforme parmi les neuf entreprises s'étant procuré les documents d'appel d'offres. Aussi, les personnes-ressources au dossier ont expliqué l'importance de conclure ce contrat d'approvisionnement et de fabrication puisque les travaux sont devenus urgents et nécessaires et a ajouté que tout retard impliquerait de reporter d'un an leur début, engendrant ainsi des coûts supplémentaires de l'ordre de 1 M$. En ce qui a trait à la réception d'une seule soumission conforme, il a été précisé que ces travaux comportent un poids financier pour l'entrepreneur en raison des coûts importants de l'approvisionnement en biens, en plus des risques et du niveau de complexité technique élevé. En outre, l'adjudicataire devra travailler les soirs et les fins

de semaine, ce qui représente des coûts supplémentaires pour lui. Tous ces éléments ont probablement eu pour effet de ne pas susciter beaucoup d'intérêt parmi les entreprises du marché. Par conséquent, le Service recommande néanmoins l'octroi au seul soumissionnaire conforme, et ce, malgré l'écart de 13% par rapport à l'estimé de contrôle.

Au terme de son examen, la Commission retient que d'importantes pénalités sont prévues au contrat et que les échéances sont serrées puisque l'installation doit être effectuée dans des canaux à sec et que le fait que le fournisseur doive fournir l'aide technique à l'entrepreneur général, qui doit faire vérifier l'installation des pièces par un tiers, génère un niveau de complexité particulièrement élevé au projet. Finalement, la Commission salue la démarche de négociation du prix par le Service auprès du seul soumissionnaire conforme, et ce, même si elle n'a malheureusement pas été fructueuse.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M $, pour lequel :*
    - *une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE203438036 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1201543004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau pour une période d'un an (du 1er janvier au 31 décembre 2021) pour une somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1) D'accorder un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau pour une période d'un an (du 1er janvier au 31 décembre 2021) pour une somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses;

2) D'approuver un projet de convention à cet effet;

3) D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-26 12:16

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201543004**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau pour une période d'un an (du 1er janvier au 31 décembre 2021) pour une somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ est un organisme dont la mission vise la promotion de la pratique du patin à roues alignées, de la planche à roulettes, du vélo BMX et de la trottinette. Il œuvre au chapitre de la prévention et de l'intégration sociale des jeunes par la pratique de sports d'action, ainsi que par des activités culturelles et sociales associées au style de vie lié à la pratique de ces sports.
Le 26 avril 2012, l'installation appelée Le TAZ est devenue un équipement municipal dont la gestion a été octroyée à l'organisme du même nom, pour la période du 26 avril 2012 au 31 décembre 2014.

Depuis, Le TAZ gère l'ensemble des opérations de l'installation, soit la gestion de la programmation et des activités, l'accueil et la sécurité des usagers, la surveillance et l'entretien courant et préventif de l'immeuble. Le premier contrat de gestion a été réalisé à la satisfaction de la Ville et du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS). Un deuxième contrat de gestion a donc été octroyé de gré à gré à l'organisme pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017 et ensuite renouvelé pour une période additionnelle de 3 ans, soit de 2018 à 2020.

Ce dernier venant à échéance le 31 décembre 2020, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) souhaite le renouveler pour une période d'un an, soit du 1er janvier au 31 décembre 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0381 26 mars 2018 Accorder un contrat de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire pour la gestion de l'installation sportive située au 8931,

avenue Papineau, pour une période de 3 ans (2018 à 2020), pour une somme maximale de 448 402,50 $, taxes incluses / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au montant de 200 000 $ / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire des revenus et des dépenses du Service de la diversité sociale et des sports de 200 000 $, à compter de 2019 / Approuver un contrat de services à cet effet
CM14 1116 - 24 novembre 2014 Accorder, conformément aux dispositions de la loi, un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire pour la gestion de l'installation sportive et des activités de sports sur roue, pour une période de trois ans, pour une somme maximale de 551 880 $, taxes incluses, soit un montant annuel de 183 960 $, taxes incluses, pour 2015, 2016 et 2017 / Autoriser une dépense annuelle de 15 000 $ pour 2015, 2016 et 2017 pour des frais d'expertise technique relatifs à l'immeuble / Autoriser un budget additionnel de revenus équivalant à celui des dépenses au montant de 200 000 $ en 2015 / Autoriser un ajustement de la base budgétaire du Service de la diversité sociale et des sports pour une somme de 200 000 $ récurrente, à compter de 2016

CM12 0302 - 16 avril 2012 Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire, le lot 3 790 260 du cadastre du Québec, avec l'immeuble y irrigé, situé au 8931 avenue Papineau, pour la somme de 4 300 296,64 $, plus les taxes applicables / les stipulations faites par la Ville dans la convention de services professionnels intervenue entre le TAZ et Me François Forget, notaire en fidéicommis, agissant à titre de fiduciaire / Prendre en charge sous l'autorité de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., chapitre C_11.4) et du Règlement d'emprunt 06-062, le prêt selon les modalités prévues au projet de contrat de novation / Approuver le projet de contrat de novation entre la Ville et la Caisse d'économie solidaire Desjardins / Approuver le transfert à la Ville de Montréal des subventions octroyées au TAZ / Accorder un contrat de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire, pour la gestion de l'installation sportive et des activités de sports sur roues, pour une période de trois ans, pour une somme de 140 000 $ en 2012, de 180 000 $ en 2013 et de 160 000 $ en 2014, excluant taxes / Autoriser une dépense de 15 000 $ annuellement pour 2012, 2013 et 2014, pour les frais d'expertise technique relatifs à l'immeuble et une dépense de 20 000 $ pour l'année 2012 pour les frais légaux... / Autoriser un ajustement en budget additionnel de dépenses et des revenus de 1 100 000 $ afin de refléter les nouvelles recettes générées par la Ville, ainsi que les dépenses s'y rattachant

DESCRIPTION

Le SGPMRS souhaite octroyer un contrat de gestion à l'organisme appelé Le TAZ pour la poursuite des activités de sports sur roues offertes aux familles montréalaises. Le contrat de gestion établit les modalités et conditions d'opérations de cette installation sportive municipale.
En vertu de ce contrat, la Ville serait responsable du maintien de l'actif, ainsi que de la planification des interventions s'y rattachant, afin d'assurer la pérennité de l'immeuble pour maintenir les activités qui y sont offertes.

Le TAZ aurait quant à lui les responsabilités suivantes :
- gestion de l'installation sportive et des activités qui y ont lieu;
- l'accueil des usagers;
- la surveillance des activités et de l'immeuble;
- ainsi que l'entretien courant et préventif de l'immeuble.

Le contrat de gestion comprend également les tâches et fréquences définies à l'intérieur du Programme d'entretien régulier et préventif du Service de la gestion et de la planification immobilière afin d'assurer que les entretiens courants respectent les standards de la Ville. Des clauses de résiliation sont également prévues en cas de défaut de la part de l'organisme d'exécuter ses obligations.

Ainsi, la Ville confie à un organisme sportif et communautaire issu du milieu des sports sur roues la prise en charge des activités qui ont lieu dans l'immeuble de la Ville. Ce contrat prévoit également que la Ville peut avoir accès à l'immeuble et l'utiliser pour ses besoins.

JUSTIFICATION

Le TAZ a développé une expertise en sports sur roues qui représente un atout majeur permettant d'offrir le meilleur service possible aux citoyens. De son expérience passée, il réussit à transmettre un dynamisme représentant sa force. L'organisme est constamment à la recherche de nouveautés afin de renouveler l'intérêt de la clientèle (exemple : introduction de la trottinette, réfection des modules du Skatepark, ajout de nouvelles activités). En 2019, plus de 97 000 personnes ont franchi les portes du TAZ : une hausse de 7 % de l'achalandage depuis 2017 (90 500 entrées).
L'organisme a été en mesure de dégager un surplus en 2019. Le TAZ a démontré être en mesure d'assurer les activités et services offerts à la clientèle en augmentant l'achalandage à la billetterie, aux activités de camps de jour, de cours de groupe ainsi que des fêtes d'enfants. De plus, les résultats financiers sont favorables pour l'année financière 2019.

L'organisme a suivi toutes les procédures relativement au contrat le liant à la Ville de Montréal (notamment, le suivi financier mensuel, la participation à des statutaires, la présentation du rapport d'activités ou la remise de plan d'action) au cours des trois dernières années.

En raison du contexte de la pandémie de la COVID-19 qui continue de sévir et la nécessité d'ajuster certaines clauses du contrat, il est recommandé, dans le but de garantir la poursuite de l'offre de service aux citoyens, de conclure une entente de seulement un an. Durant cette période, de concert avec l'organisme, la Ville poursuivra les négociations afin de pouvoir présenter aux instances, à la fin de l'automne 2021, un sommaire décisionnel visant à approuver, un contrat de gestion à plus long terme.

Les validations requises pour vérifier que l'organisme recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes ont été réalisées. Le contractant recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RÉNA) et est en conformité avec le Règlement sur la gestion contractuelle. L'autorisation de l'AMP n'est pas requise puisque le contrat de service est inférieur à 1 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Depuis 2018, la division de la gestion des installations sportives (DGIS) du SGPMRS est responsable de la coordination et du suivi des contrats de déneigement et de l'entretien paysager.
Octroi d'un contrat de gestion
Tous les revenus provenant de l'exploitation de l'installation sportive et des activités connexes seraient perçus pour le compte de la Ville et iraient en contrepartie des dépenses de fonctionnement que l'organisme aura à encourir pour s'acquitter de ses obligations. Afin d'équilibrer les dépenses requises pour opérer l'installation, l'organisme recevra, en sus de la valeur des recettes générées par l'exploitation de l'installation, un montant forfaitaire annuel :
- 125 000 $, plus taxes, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021;

Cette dépense sera assumée par la ville centrale.

Montant forfaitaire	Entente 2021
	125 000,00 $
TPS 5 %	**6 250 $**
TVQ 9,975 %	**12 468,75 $**
TOTAL	**143 718,75 $**

Entretien du bâtiment
La totalité des frais relatifs à l'exploitation de l'installation sportive est assumée par l'organisme, sauf lors d'expertise technique demandée par la Ville. Pour ce faire, un montant de 20 000 $ pour l'année 2021 est déjà prévu au budget du SGPMRS.

Puisque le centre est spécialisé dans les sports sur roues, la Ville peut conclure un contrat de gré à gré avec l'organisme pour la gestion et l'exploitation du centre. Il est estimé que cet immeuble générera des recettes et des dépenses de l'ordre de 1,5 M $ en 2021.

La valeur du contrat de 125 000 $ (avant taxes) a été établie en considérant les montants antérieurs octroyés et l'incertitude liée à la COVID-19 (baisse potentielle de la fréquentation de l'installation). Quant au montant évalué pour les expertises techniques, il tient compte de la condition actuelle du bâtiment et des montants dépensés dans les dernières années (cette provision sera dépensée si nécessaire uniquement).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le sommaire est approuvé, il permettra de poursuivre l'offre de service à la population. S'il est refusé, la Direction des sports devra procéder à une fermeture administrative de l'installation et à un arrêt de l'offre de service aux Montréalais.e.s.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication pour ce dossier décisionnel, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2020 Présentation au comité exécutif et au conseil municipal pour approbation
En continu Suivi du contrat (rencontres mensuelles du comité de suivi, paiement des deux versements en février et août, remise des états financiers vérifiés, remise de certificat d'assurances et autres)
Décembre 2021 Présentation d'un nouveau contrat de gestion (durée à déterminer)
31 décembre 2021 Fin du contrat de gestion

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino DAFNIOTIS
c/s centre sportif et installations dcqmvde

Tél : 514-872-8379
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-18

Jean-François DULIÈPRE
c/d gestion des installations (dir sports)

Tél : 514-872-7990
Télécop. : 514 872-4718

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2020-11-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-11-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1201543004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Accorder un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau pour une période d'un an (du 1er janvier au 31 décembre 2021) pour une somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-11-23_TAZ_VFINALE_visée Contrat de gestion 2021 REV MAS&ORG.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division - Droit contractuel
Tél : 514-501-6487

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-25

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division, Droit contractuel
Tél : 514-501-6487
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 NOV. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques



CONTRAT DE GESTION 2021

Le TAZ

Ville de Montréal

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Division de la gestion des installations sportives

Table des matières

ARTICLE 1 ..... **4**
ARTICLE 2 ..... **5**
ARTICLE 3 ..... **5**
ARTICLE 4 ..... **5**
ARTICLE 5 ..... **5**
5.1 ANNÉE FINANCIÈRE 5
5.2 PLAN D'EXPLOITATION 5
5.3 ACCUEIL ET SURVEILLANCE 6
5.4 PROGRAMMATION RÉGULIÈRE 7
5.5 PROGRAMMATION PARTICULIÈRE, ÉVÉNEMENTS ET LOCATION 8
5.6 SERVICE DE CASSE-CROÛTE 8
5.7 SERVICE DE LOCATION D'ÉQUIPEMENTS ET LOCATION DE LA BOUTIQUE DE VENTE D'ARTICLES DE SPORTS 9
5.8 ENTRETIEN SANITAIRE 9
5.9 ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET ÉNERGIE 9
5.10 EMPLOYÉS DE L'ORGANISME 11
5.11 TARIFICATION 12
5.12 REVENUS 12
5.13 GÉNÉRALITÉS 14
5.14 ASSURANCES ET DOMMAGES 15
5.15 LOIS, RÈGLEMENTS, LICENCES ET PERMIS 15
5.16 SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 16
5.17 PROMOTION ET PUBLICITÉ 17
5.18 RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITÉS 17
5.19 STATUT D'OBSERVATEUR 18
ARTICLE 6 ..... **18**
ARTICLE 7 ..... **19**
ARTICLE 8 ..... **21**
ARTICLE 9 ..... **21**
ARTICLE 10 ..... **22**
ARTICLE 11 ..... **22**



Contrat de services

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de *la Loi sur les cités et villes,*

ci-après appelée la « **VILLE »**

Numéro d'inscription T.P.S. : 121364749RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006001374TQ 0002

ET : **TAZ, CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE ET COMMUNAUTAIRE**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa principale place d'affaires au 8931, rue Papineau, à Montréal, Québec, H2M 0A5, agissant et représentée par Monsieur Jonathan Munn, président, et monsieur Philippe Jolin, directeur général, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent,

ci-après, appelée l'« **ORGANISME** »

Numéro d'inscription T.P.S. : 107611360RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006364205TQ0001

ATTENDU QUE la VILLE est propriétaire de l'immeuble situé au 8931, rue Papineau, à Montréal, et qu'elle désire maintenir la vocation de cet immeuble, à savoir, un centre spécialisé dans les sports sur roues;

ATTENDU QUE la VILLE veut retenir les services d'un partenaire spécialisé dans la gestion des activités de sports sur roues;

ATTENDU QUE l'ORGANISME est spécialisé dans l'organisation d'activités en lien avec la pratique des sports sur roues, et qu'il adhère aux objectifs de la VILLE en matière d'activités physiques et sportives;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie dudit Règlement à l'ORGANISME;

ATTENDU QUE la Ville et le Contractant se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du contrat par le Contractant peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle.



LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans le présent Contrat et les annexes qui en font partie intégrante, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« Directrice » : La directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la VILLE ou son représentant dûment autorisé;

« Service » : Le Service de la diversité sociale et des sports de la VILLE;

« Installation sportive » : Le centre de sports sur roues, dont font partie le Roulodôme et le Skatepark et le skateplaza extérieur, situés au 8931, rue Papineau, Montréal, Québec, H2M 0A5;

« Chargé de projet » : Le représentant de l'ORGANISME qui agit à titre de responsable de l'exécution du présent Contrat;

« Revenus » : Tous les revenus générés par les activités ayant lieu dans l'Installation sportive conformément au présent Contrat, notamment : la billetterie, la location d'équipements, la restauration, la vente au détail, les locations privées, les fêtes d'enfants, les groupes scolaires, les compétitions, les locations sportives, les locations corporatives, les cours privés, les commandites, la ristourne de la boutique incluant toute subvention ou contribution de tout ordre ainsi que le montant forfaitaire versé par la VILLE en vertu de l'article 6.3.1 du présent Contrat;

« Revenus autonomes » : Tous les revenus générés par les activités ayant lieu dans l'Installation sportive conformément au présent Contrat, notamment : la billetterie, la location d'équipements, la restauration, la vente au détail, les locations privées, les fêtes d'enfants, les groupes scolaires, les compétitions, les locations sportives, les locations corporatives, les cours privés, les commandites, la ristourne de la boutique excluant le montant forfaitaire versé par la VILLE en vertu de l'article 6.3.1 du présent Contrat;

« Ristourne de la boutique » : Somme versée à l'ORGANISME, par le locataire de la boutique, représentant 7,5 % applicable sur la différence entre le total des ventes brutes annuelles avant taxes et 120 000,00 $;

« Modules » : Les équipements destinés à la pratique des sports sur roues, conformément à l'Annexe 11a – Inventaire des équipements – Roulodôme et Skatepark;



« Entretien majeur » : Les travaux en immobilisation pour le remplacement ou la mise aux normes des composantes majeures du bâtiment, notamment, la structure du bâtiment, l'enveloppe du bâtiment, le système d'égout et d'aqueduc, le système électrique et les systèmes électromécaniques;

« Comité conjoint » : Le comité constitué en vertu de l'article 7 du présent Contrat.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante du présent Contrat. Le texte du présent Contrat a préséance sur toute disposition des Annexes.

ARTICLE 3
OBJET

3.1 Le présent Contrat établit les modalités et les conditions relatives aux services rendus par l'ORGANISME à la VILLE quant à la gestion de l'Installation sportive et des activités de sports sur roues, notamment :

- la gestion de la programmation de l'Installation sportive et des activités;
- l'accueil et la sécurité des usagers, ainsi que la surveillance de l'Installation sportive conformément au présent Contrat;
- l'entretien de l'Installation sportive, conformément au présent Contrat et à ses annexes.

ARTICLE 4
DURÉE

4.1 Le présent Contrat débute le 1er janvier 2021 et se termine le 31 décembre 2021.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération du montant versé par la VILLE à l'ORGANISME pour la gestion de l'Installation sportive, celui-ci s'engage aux obligations suivantes :

5.1 ANNÉE FINANCIÈRE

L'ORGANISME s'engage à travailler sur une année financière débutant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre.

5.2 PLAN D'EXPLOITATION

L'ORGANISME s'engage à :



Déposer un plan d'exploitation le 1er novembre pour la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année suivante en accord avec des standards élevés d'excellence et d'éthique qui prévalent dans ce domaine d'activités. Ce plan pourra être ajusté trimestriellement afin de tenir compte des saisons, des opportunités et des situations imprévisibles. Le plan doit inclure :

- Les périodes et horaires d'ouverture

- La programmation
  Camps, cours, activités régulières et spéciales, spectacles et événements prévisibles ainsi que les locations externes

- La publicité et promotion
  Les opérations de publicité et de promotion qui sont proposées pour soutenir la programmation

- Les ressources humaines qui permettront de soutenir la programmation
  L'organigramme, les horaires de travail, le nombre d'employés, les descriptions de fonction

- Le service de casse-croûte
  Les heures d'ouverture, le menu et le prix des articles

- Le service de location d'équipements et location de la boutique pour la vente d'articles de sports

- Les heures d'ouverture du service de location et de la boutique, le prix des locations d'équipements et les conditions et modalités du bail de la boutique

- L'entretien ménager et sanitaire
  Les tâches et les horaires

- L'entretien préventif et régulier de l'immeuble
  Les grilles d'entretien, fréquence et fournisseurs en cas de besoin

- Les entretiens et améliorations proposés avec le montant d'investissement annuel obligatoire, en lien avec l'article 5.12.5

- Le budget prévisionnel et la tarification prévue pour l'année du Contrat.

L'ORGANISME a remis ce plan à la VILLE le 9 novembre 2020. Lorsque le plan sera approuvé, l'ORGANISME devra respecter les paramètres établis. Tout changement devra avoir été préalablement autorisé par la Directrice.

5.3 ACCUEIL ET SURVEILLANCE

L'ORGANISME s'engage à :

5.3.1 Assurer l'accueil et la surveillance de l'Installation sportive en confiant, notamment à du personnel compétent, et ce, pendant toute la durée du présent Contrat, la responsabilité :

- d'effectuer périodiquement une ronde de surveillance afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens sous sa responsabilité;



- de diriger, s'il y a lieu, la clientèle aux endroits et services demandés;
- de fournir les informations concernant les services et la programmation des activités;
- de répondre aux demandes en personne, par téléphone ou sur Internet;
- d'effectuer le suivi des réservations de locaux;
- de s'assurer en tout temps, incluant en dehors des heures d'ouverture, que les biens de la VILLE soient en sécurité, notamment s'assurer que le système d'alarme est actif en tout temps pendant cette période.

5.3.2 Assurer l'accès du public à l'Installation sportive et offrir les activités et services mentionnés à l'article 5.4 sur une base annuelle, pour une période de 52 semaines par année, selon l'horaire prévu à l'Annexe 1 – Calendrier d'opération.

Cet horaire peut être ajusté de temps à autre sur demande de la Directrice, pour tenir compte de besoins, d'évènements particuliers ou de travaux pouvant entraîner la fermeture temporaire, partielle ou complète, de l'Installation sportive. L'ORGANISME peut demander une dérogation à cet horaire en transmettant un avis écrit, d'au moins 10 jours à l'avance, à la Directrice, laquelle a la discrétion de l'accepter ou non.

5.3.3 Afin de faciliter l'accès à l'Installation sportive, maintenir en place et entretenir l'affichage appartenant à la VILLE et installé à l'entrée du site et sur le bâtiment, conformément à l'Annexe 2 – Panneau d'affichage, pictogramme et marquise d'identification. L'ORGANISME ne peut modifier l'affichage à moins d'avoir au préalable obtenu l'approbation écrite de la Directrice.

5.4 PROGRAMMATION RÉGULIÈRE

L'ORGANISME s'engage à :

5.4.1 Offrir au public des activités sportives et récréatives de sports sur roues conformément au calendrier défini à l'Annexe 1 – Calendrier d'opération, et selon l'horaire défini à l'Annexe 3 – Horaire-type, et ce, en accord avec des standards élevés d'excellence et d'éthique qui prévalent dans ce domaine d'activités. Avec l'approbation de la Directrice, il pourra aussi offrir toute autre activité reliée à la jeunesse permettant d'atteindre les objectifs et la mission de l'Installation.

5.4.2 Offrir des activités durant la saison estivale spécialement conçues pour les jeunes, notamment aux camps de jour montréalais.

5.4.3 Remettre à la Directrice, pour approbation, au moins un (1) mois avant chaque saison mentionnée au Plan d'action, sa proposition de programmation et de calendrier d'opération pour les activités qui y sont décrites.

5.4.4 Favoriser la diversification des activités dans l'Installation sportive et, plus spécifiquement, dans le Roulodôme.

5.4.5 Respecter les pratiques et mesures identifiées comme obligatoires par l'Association des camps du Québec (ci-après l'« ACQ ») puisque la VILLE adhère aux principes du « Cadre de référence pour les camps de jour municipaux » de l'ACQ.



5.5 PROGRAMMATION PARTICULIÈRE, ÉVÉNEMENTS ET LOCATION

L'ORGANISME s'engage à :

5.5.1 Offrir en location des espaces ou locaux de l'Installation sportive à des fins autres que sportives. Ces locations ne doivent pas priver le public de plus de vingt-cinq pour cent (25 %) annuellement des heures normales de fréquentation des plateaux sportifs.

5.5.2 Ne pas louer d'espaces ou locaux de l'Installation sportive à des tiers dont les activités peuvent occasionner une pollution sonore dans le voisinage, conformément à la réglementation en vigueur dans l'arrondissement.

5.5.3 Prendre toutes les mesures à sa disposition afin de prévenir toute perturbation dans le voisinage, notamment concernant la circulation routière et en informer, le cas échéant, les services municipaux pouvant être concernés.

5.5.4 La tenue d'activités de type « raves » dans l'Installation sportive, ou toute autre activité similaire est interdite.

5.5.5 La VILLE peut utiliser, sans frais, tous les espaces de l'Installation sportive, incluant les locaux et les salles qu'elle juge nécessaires pour répondre aux besoins de sa population si les espaces et les locaux sont libres et que leur utilisation ne cause pas d'annulation des activités de l'ORGANISME. La VILLE peut utiliser les locaux de l'Installation sportive douze (12) fois sur une base annuelle. La Directrice doit approuver les utilisations faites par la VILLE de l'Installation sportive.

5.5.6 Nonobstant ce qui précède, lors de mesures d'urgence dues à un sinistre, l'Installation sportive doit être disponible pour l'accueil des sinistrés. À cet effet, l'ORGANISME doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s'y conformer sans délai à la suite de la réception de l'avis de la Directrice à cet effet.

5.6 SERVICE DE CASSE-CROÛTE

L'ORGANISME s'engage à :

5.6.1 Opérer le casse-croûte de l'Installation sportive au bénéfice des usagers selon les horaires et les menus établis à l'Annexe 5 – Menu et tarif du casse-croûte. Tout en tenant compte de la rentabilité, l'ORGANISME doit offrir un menu qui respecte les orientations en matière d'offre alimentaire de la VILLE.

5.6.2 À la demande de la Directrice, soumettre par écrit toute modification qu'il désire apporter aux menus et à la tarification mentionnés à l'Annexe 5.

5.6.3 Entretenir régulièrement et réparer ou remplacer au besoin les équipements de la VILLE servant au service de casse-croûte.

5.6.4 Respecter les exigences des lois et des règlements concernant notamment la salubrité, la conservation des aliments et l'hygiène applicables pour l'opération d'un service alimentaire.

5.6.5 S'assurer que la qualité des produits vendus au casse-croûte est conforme à la loi et aux règlements applicables.



5.7 SERVICE DE LOCATION D'ÉQUIPEMENTS ET LOCATION DE LA BOUTIQUE DE VENTE D'ARTICLES DE SPORTS

L'ORGANISME s'engage à :

5.7.1 Offrir un service de location d'équipements au bénéfice des usagers de l'Installation sportive selon les termes et les prix énoncés dans le règlement annuel sur les tarifs de la VILLE.

5.7.2 Soumettre à la Directrice toute modification que l'ORGANISME juge opportune quant aux équipements en location ainsi qu'aux tarifs énoncés à l'Annexe 6 – Inventaire des équipements sportifs de location. La Directrice a toute la discrétion d'accepter ou non les propositions de l'ORGANISME.

5.7.3 Louer la boutique de l'Installation sportive à un tiers pour la vente d'articles de sport aux usagers, gérer le bail et percevoir le loyer pour la VILLE, en suivant les directives de la Directrice et lui remettre copie du bail. Le locataire de la boutique doit verser à l'ORGANISME la Ristourne de la boutique.

5.8 ENTRETIEN SANITAIRE

L'ORGANISME s'engage à :

5.8.1 Effectuer l'entretien sanitaire de l'Installation sportive sur une base régulière, la maintenir propre et en bon état, conformément à l'Annexe 8 - Plan d'entretien sanitaire.

5.8.2 S'assurer que le personnel est adéquatement formé pour effectuer l'entretien sanitaire et qu'il est en nombre suffisant pour couvrir les périodes d'achalandage.

5.8.3 Fournir tout le matériel de conciergerie nécessaire à l'entretien sanitaire de l'Installation sportive.

5.9 ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET ÉNERGIE

5.9.1 L'ORGANISME s'engage à :

5.9.1.1 Conformément à l'Annexe 7 – Tableau sommaire des entretiens annuels sur le bâtiment vérifier quotidiennement, au début et à la fin de l'horaire défini à l'Annexe 1 – Calendrier d'opération, l'état de l'Installation sportive et de ses divers systèmes et aviser sans délai la Directrice, par écrit, des situations, états, conditions ou faits qui peuvent être considérés comme un risque pour les personnes et les biens de la VILLE lorsque la réparation ou le redressement de la situation incombe à la VILLE, l'ORGANISME étant responsable de tout dommage causé par son défaut de donner tel avis.

5.9.1.2 N'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans l'Installation sportive sans autorisation écrite de la Directrice.

5.9.1.3 Assurer l'intégrité et la sécurité des personnes, de l'Installation sportive ainsi que des équipements qui s'y trouvent.



5.9.1.4 À l'expiration du présent Contrat, réparer ou remplacer à ses frais le matériel défectueux ou rendu inutilisable à moins que ce ne soit dû à l'usure normale. À défaut par l'ORGANISME de respecter cette obligation, la VILLE pourra effectuer tous les travaux requis aux frais de l'ORGANISME.

5.9.1.5 Conformément à l'Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection, effectuer les réparations et l'entretien courant, correctif ou planifié, dans le cadre régulier de l'entretien du bâtiment et visant à assurer le bon fonctionnement, notamment en regard :

5.9.1.5.1 des systèmes électromécaniques, des systèmes intérieurs, notamment les équipements VCCR (ventilation, chauffage, climatisation et réfrigération), de même que la bonne tenue de l'enveloppe architecturale;

5.9.1.5.2 de l'entretien du pavage d'asphalte, des lignes de stationnement, des lampadaires du stationnement;

5.9.1.5.3 des extincteurs portatifs et les indicateurs de sorties d'urgence, conformément à l'Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection;

5.9.1.5.4 du système de gicleurs automatiques, défini à l'Annexe 8 – Plan d'entretien d'inspection;

5.9.1.5.5 des systèmes d'avertisseur d'incendie, défini à l'Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection;

5.9.1.5.6 du système d'éclairage d'urgence, défini à l'Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection;

5.9.1.5.7 des sondes de détection des gaz toxiques, défini à l'Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection.

5.9.1.5.8 des portes de garage, conformément à l'Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection;

5.9.1.5.9 du toit du bâtiment, dont l'inspection est requise minimalement une fois par année à l'automne après la tombée des feuilles et de la première neige.

5.9.1.6 Payer, à même les Revenus, tous les coûts d'énergie de l'Installation sportive, notamment les coûts d'électricité et du gaz naturel.

5.9.1.7 Conserver et rendre disponible à la VILLE tous ses contrats avec ses sous-entrepreneurs, ainsi que tous les bons de travail et relevés d'entretien de ces derniers.

5.9.2 La VILLE pourra effectuer en tout temps, sur simple avis écrit transmis à l'ORGANISME, une inspection du bâtiment.

5.9.3 La VILLE pourra effectuer en tout temps, sur simple avis écrit transmis à l'ORGANISME, des inspections de salubrité des lieux et pourra transmettre à l'ORGANISME ses recommandations de correction. L'ORGANISME doit effectuer toutes les corrections demandées par la VILLE dans le délai imparti.



5.10 EMPLOYÉS DE L'ORGANISME

L'ORGANISME s'engage aux obligations suivantes :

5.10.1 Affecter tout le personnel prévu à l'Annexe 9 – Organigramme et personnel affecté à l'exécution du Contrat, pour l'exécution du présent Contrat.

5.10.2 Assurer la sécurité des utilisateurs de l'Installation sportive, notamment, en ayant, en tout temps, le personnel adéquat dûment qualifié pour assurer la supervision et l'encadrement des programmes d'activités sportives, lequel doit être habilité à dispenser les premiers soins au public.

5.10.3 Former l'ensemble du personnel permanent lié aux opérations et au moins un employé permanent lié à l'administration, à un cours de Premiers soins (durée minimale de 16 heures) RCR Niveau C. Cette formation doit être renouvelée à tous les deux (2) ans. L'ORGANISME doit s'assurer qu'au moins une personne formée en RCR soit présente lorsqu'il y a du public. L'ORGANISME doit offrir une formation de base pour les autres membres du personnel liés aux opérations, afin de répondre aux incidents qui pourraient avoir lieu pendant les activités.

5.10.4 Prendre les mesures nécessaires afin que ses employés fassent preuve de politesse et de courtoisie envers le public, en tout temps.

5.10.5 La Directrice peut signifier à l'ORGANISME son insatisfaction à l'égard d'employés pour motifs sérieux. L'ORGANISME doit alors réaffecter l'employé à des tâches différentes et prendre les mesures qui s'imposent pour remédier à la situation.

5.10.6 Affecter un employé agissant comme Chargé de projet pour l'exécution du présent Contrat. Advenant un changement de Chargé de projet, il doit en informer, sans délai, la Directrice. Le Chargé de projet a notamment pour tâches :

- D'agir comme représentant de l'ORGANISME auprès de la Direction;
- De détenir des compétences et l'expertise en organisation et développement d'une offre d'activités de sports sur roues;
- D'être apte à prendre les décisions relatives à l'administration et à l'exécution du Contrat;
- D'être responsable de la planification, de l'organisation, du contrôle et de la gestion du Contrat;
- D'être en fonction pour une période minimale de 35 heures par semaine;
- De posséder les outils de communication nécessaires afin d'être joint en tout temps dans le cadre de ses fonctions. Pour les journées où il n'est pas en fonction, il doit désigner son représentant et en informer la Directrice;
- D'être présent, à la demande de la VILLE aux réunions d'administration ou de coordination, ou toute autre rencontre, si requis;
- De s'assurer du bon rendement de son personnel, de jour, en soirée et durant les fins de semaine;



- De posséder l'expérience nécessaire en gestion d'équipements sportifs spécialisés, en programmation d'activités de sports sur roues et en gestion des ressources humaines;
-
- D'être responsable du personnel, des équipements et des produits pour l'entretien ménager.

Le Chargé de projet accomplit ses tâches en collaboration avec le Service. Le Service se réserve le droit d'exiger le remplacement du Chargé de projet pour des motifs sérieux.

5.11 TARIFICATION

5.11.1 La VILLE doit fournir annuellement à l'ORGANISME la tarification adoptée par le conseil municipal et prévue dans son règlement annuel sur les tarifs pour les activités et les services offerts par l'Installation sportive tel que défini à l'annexe 10 – Grille tarifaire.

5.11.2 L'ORGANISME doit remettre à la Directrice, au plus tard le 1er juin, toute demande d'ajustement des tarifs prévus dans le règlement annuel des tarifs relativement aux activités et services offerts par l'Installation sportive. La Directrice doit approuver cette demande d'ajustement des tarifs.

5.12 REVENUS

5.12.1 L'ORGANISME perçoit, pour le compte de la VILLE, tous les Revenus.

5.12.2 L'ORGANISME doit administrer les Revenus et les utiliser afin de défrayer les coûts afférents aux opérations prévues au présent Contrat. Ces dépenses ne devront servir uniquement qu'à défrayer toutes les dépenses normales que l'ORGANISME a à encourir pour s'acquitter de ses obligations et de l'opération de l'Installation.

5.12.3 Toutes les activités prévues au présent Contrat doivent générer annuellement des Revenus autonomes minimum de neuf cent vingt-cinq mille dollars (925 000,00 $) excluant TPS et TVQ.

5.12.4 Tout montant versé par la VILLE à l'ORGANISME dans le cadre du présent Contrat doit être utilisé aux seules fins prévues au présent Contrat.

5.12.5 L'ORGANISME doit prévoir annuellement au budget afférent au Contrat, à même les Revenus, une provision minimum de cent cinq mille dollars (105 000,00 $) pour l'année 2021 pour l'entretien et le renouvellement des Modules et autres équipements appartenant à la VILLE et décrits aux Annexe 11a – Inventaire des modules des équipements – Roulodôme et Skatepark, 11b – Inventaire des équipements - Resto, 11c – Inventaire des équipements de sonorisation et d'éclairage, 11d – Inventaire des équipements de menuiserie et des outils, 11e – Inventaire des équipements sportifs de location et 11f – Inventaire du mobilier et des équipements de téléphonie. Toute dépense supérieure à dix mille dollars (10 000,00 $) et défrayée à même cette provision doit être préalablement approuvée par écrit par la Directrice. Advenant que ce budget ne soit pas dépensé dans l'année du Contrat, son solde doit être remis à la VILLE à la fin du présent Contrat. Cette provision doit être présentée de manière distincte dans les états financiers.



5.12.6 L'ORGANISME doit prévoir dans le budget afférent au Contrat, à même les Revenus, une provision minimum de cent soixante-quinze mille dollars (175 000,00 $) pour l'année 2021 pour l'entretien de l'Installation sportive. Toute dépense supérieure à dix mille dollars (10 000,00 $) et défrayée à même cette provision doit être préalablement approuvée par écrit par la Directrice. Advenant que ce budget ne soit pas dépensé dans l'année du Contrat, son solde doit être remis à la VILLE à la fin du présent Contrat. Cette provision doit être présentée de manière distincte dans les états financiers.

5.12.7 L'ORGANISME doit remettre mensuellement à la VILLE, au moins 48 heures avant la date d'échéance inscrite dans le calendrier des fermetures mensuelles de la VILLE pour l'année 2021 et décrit à l'Annexe 12 – Calendrier des fermetures mensuelles de la Ville de Montréal, un rapport détaillant les Revenus incluant le détail des taxes (TPS/TVQ), les pièces justificatives afférentes à toutes ces informations devant être disponibles pour consultation par la VILLE en tout temps. Un calendrier mis à jour sera transmis à l'ORGANISME 60 jours avant le début de chaque période. Le non-respect de cet échéancier expose la VILLE aux paiements de pénalités et d'intérêts. Advenant que le non-respect de cette échéance est dû au fait de l'ORGANISME, ces pénalités et ces intérêts devront être assumés par l'ORGANISME.

5.12.8 L'ORGANISME doit soumettre mensuellement à la VILLE, au moins 48 heures avant la date d'échéance inscrite dans le calendrier des fermetures mensuelles de la VILLE pour l'année 2021 et décrit à l'Annexe 12 – Calendrier des fermetures mensuelles de la Ville de Montréal, une facture détaillée des sommes perçues pour la VILLE et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services de l'ORGANISME, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ. Un calendrier mis à jour sera transmis à l'ORGANISME 60 jours avant le début de chaque période. Le non-respect de cet échéancier expose la VILLE aux paiements de pénalités et d'intérêts. Advenant que le non-respect de cette échéance est dû au fait de l'ORGANISME, ces pénalités et ces intérêts devront être assumés par l'ORGANISME.

5.12.9 L'ORGANISME doit remettre mensuellement à la Directrice, au 21^{e} jour du mois, un rapport financier incluant les résultats réels, les prévisions budgétaires, les écarts entre les prévisions et les résultats réels ainsi que les statistiques de fréquentation. Les pièces justificatives devant être disponibles pour consultation par la VILLE en tout temps.

5.12.10 La VILLE se réserve le droit de considérer certaines dépenses effectuées par l'ORGANISME non admissibles dans le cadre du présent contrat. Le cas échéant, ces dépenses seront déduites des montants versés par la VILLE à L'ORGANISME en vertu de l'article 6.3.1.

5.12.11 L'ORGANISME doit produire annuellement, au besoin, au nom de la VILLE, les Relevés 24 – Frais de garde d'enfants, lorsqu'il offre à sa clientèle, contre rémunération, des services de garde donnant droit au crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants. L'ORGANISME doit également produire annuellement, au nom de la VILLE, tout reçu ou toute documentation à être fourni pour l'inscription ou pour l'adhésion d'un enfant à un programme d'activité physique, notamment à des fins de crédit d'impôt.



5.12.12 L'ORGANISME doit faire parvenir annuellement à la Directrice ses états financiers vérifiés représentant les Revenus et toutes les dépenses effectuées dans le cadre du présent Contrat, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin de chaque exercice financier.

5.12.13 L'ORGANISME doit transmettre au vérificateur général de la VILLE ses états financiers vérifiés annuellement. Le bureau du vérificateur général de la Ville de Montréal est situé au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1.

5.12.14 Sur demande de la Directrice, l'ORGANISME doit permettre aux représentants de la VILLE de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives sans frais et leur permettre d'en faire des copies.

5.13 GÉNÉRALITÉS

L'ORGANISME s'engage à :

5.13.1 Permettre à la VILLE, ses employés désignés, ou tout autre mandataire, d'avoir accès en tout temps à l'Installation sportive afin d'en assurer l'intégrité et en faire les inspections aux fins de l'application du présent Contrat.

5.13.2 Opérer l'Installation sportive et réaliser le plan d'action selon les termes et conditions du présent Contrat et notamment suivant le calendrier d'opération intégré à l'Annexe 1 – Calendrier d'opération.

5.13.3 En plus de ce qui est prévu aux articles 5.12.5 et 5.12.6, pour l'entretien de l'Installation sportive ou l'achat de tout bien ou équipement, ne pas conclure de contrat avec toute personne entraînant une dépense supérieure à 25 000,00 $ taxes incluses, sans le consentement écrit de la Directrice.

5.13.4 Respecter les politiques et procédures établies par la VILLE.

5.13.5 Maintenir son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée du présent Contrat.

5.13.6 Maintenir l'accessibilité au rez-de-chaussée aux personnes handicapées dans l'Installation sportive, et ce, en respect du code du bâtiment des édifices publics.

5.13.7 Fournir tout le matériel nécessaire pour le bon fonctionnement de l'Installation sportive et assumer toutes les dépenses reliées à sa gestion.

5.13.8 Produire des rapports d'incidents et de plaintes et, sur demande de la Directrice, lui en fournir une copie.

5.13.9 Avoir un plan d'évacuation et un plan d'urgence et en fournir copie à la Directrice à sa demande.

5.13.10 Permettre à la VILLE de procéder à toute étude qu'elle jugera opportune, notamment, des enquêtes de satisfaction auprès des usagers de l'Installation sportive.



5.13.11 Respecter toute instruction de la VILLE à l'égard des zones de stationnement.

5.13.12 Fournir, dans les délais exigés, les rapports ou les documents mentionnés à l'Annexe 13 – Rapports et documents à fournir à la VILLE, ainsi que tout autre document ou information demandée par la Directrice.

5.13.13 Conserver les images enregistrées par le système de surveillance par caméra pour une période minimale de 90 jours.

5.13.14 Exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation de ses obligations, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Contrat.

5.14 ASSURANCES ET DOMMAGES

5.14.1 L'ORGANISME s'engage à souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, pour toute la durée du Contrat, une police d'assurance responsabilité civile, dans laquelle la VILLE est désignée comme assuré additionnel, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) par événement, couvrant notamment les risques associés aux activités sportives et de compétition, et précisant qu'aucune franchise ne sera applicable à la VILLE. L'ORGANISME doit en remettre une copie à la Directrice, à la signature du présent Contrat, et lors du renouvellement de ladite police.

5.14.2 Les polices requises devront contenir une disposition stipulant clairement qu'elles ne peuvent être modifiées sans le consentement exprès de la VILLE et qu'elles ne peuvent être annulées ou résiliées par l'ORGANISME ou son assureur sans un préavis de trente (30) jours donné par l'assureur par poste recommandée ou certifiée à la VILLE.

5.14.3 L'ORGANISME est responsable de tous les dommages aux biens et de toutes les blessures corporelles pouvant résulter de l'utilisation de l'Installation sportive par ses employés, agents, sous-traitants, invités ou par toutes autres personnes à qui il aura permis l'accès à l'Installation sportive.

5.14.4 L'ORGANISME s'engage à garantir et tenir indemne la VILLE de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement du présent Contrat. À cet effet, l'ORGANISME s'engage à prendre fait et cause pour la VILLE dans toute action intentée contre elle et l'indemniser de tout jugement et de toute condamnation qui pourraient être prononcés contre elle.

5.15 LOIS, RÈGLEMENTS, LICENCES ET PERMIS

L'ORGANISME s'engage à :

5.15.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements en vigueur.



5.15.2 Se procurer toutes les licences et tous les permis exigés par les autorités compétentes et payer toutes les taxes afférentes, le présent Contrat ne devant pas être interprété comme exemptant l'ORGANISME du paiement des taxes ou de l'obtention des permis et licences que toute autorité compétente peut exiger.

5.15.3 S'assurer que les lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, s'appliquant au Contrat soient respectés, notamment :

- Code de construction du Québec;
- Code national du bâtiment (CNB);
- Code de l'électricité du Québec;
- Code national de prévention des incendies (CNPI), NFPA (National Fire Protection Association) et CSA (Canadian Standard Association);
- NFPA-10 : norme concernant les extincteurs d'incendie portatif;
- NFPA-25 : norme pour l'inspection, l'essai et la maintenance des systèmes de protection incendie (gicleurs et autres);
- CSA-C282 : alimentation électrique de secours des bâtiments;
- CAN/ULC-S536 : norme sur l'inspection et la mise à l'essai des réseaux avertisseurs incendie.

5.16 SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

5.16.1 L'ORGANISME doit se conformer aux prescriptions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (RLRQ 1977, c.S.-2.1) et la réglementation adoptée en vertu de cette loi.

5.16.2 L'ORGANISME doit s'assurer que ses employés et ses préposés se conforment aux dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et ses règlements.

5.16.3 Tout manquement à l'une des obligations prévues dans ladite loi et ses règlements ne peut engager la responsabilité de la VILLE. Aux fins de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, l'ORGANISME sera considéré comme maître d'œuvre (pour les sous-traitants) et comme employeur (pour son personnel), avec les responsabilités qui en découlent.

5.16.4 L'ORGANISME doit fournir à la Directrice, avant le début du Contrat, et sur demande par la suite, les documents établissant qu'il se conforme à toutes exigences légales imposées aux employeurs en matière de santé et sécurité au travail et fournir son numéro d'employeur de la Commission de la santé et la sécurité au travail.

5.16.5 L'ORGANISME doit faire rapport de tout accident survenu à ses employés par le fait ou à l'occasion du travail, en transmettant à la Directrice une copie de l'avis qu'il envoie à la Commission de la santé et la sécurité au travail; cette copie doit parvenir à la Directrice à l'intérieur d'un délai de 15 jours suivant l'accident.



5.17 PROMOTION ET PUBLICITÉ

L'ORGANISME s'engage à :

5.17.1 Préparer tous les textes nécessaires aux publications municipales relatives à l'Installation sportive tout en respectant notamment les orientations de la Ville (offre alimentaire.

5.17.2 Préparer toute publicité ou promotion relative aux activités visées par le présent Contrat, et tel document doit, avant diffusion, être approuvé par la Directrice et réalisé selon les paramètres de la VILLE, lesquels sont décrits à l'Annexe 14 – Lignes directrices en communications.

5.17.3 À la demande de la Directrice, remettre une copie des outils de communication réalisés.

5.17.4 Soumettre annuellement à la Directrice, au plus tard le 1er novembre, un bilan de la publicité et de la promotion des activités (inclus dans son plan d'exploitation) effectuées durant le Contrat et soumettre des recommandations pour la publicité et la promotion proposées pour l'année suivante.

5.17.5 Respecter la procédure de communication fournie par la Directrice dans le cas d'annulation des activités ou de fermeture.

5.18 RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITÉS

L'ORGANISME doit remettre quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière son rapport annuel d'activités à la VILLE. Ce rapport doit porter sur l'année précédente, soit du 1er janvier au 31 décembre. Le rapport annuel doit comporter les éléments suivants :

- Les périodes et horaires d'ouverture
  Les périodes et horaires d'ouverture réels de l'Installation sportive

- La programmation réalisée
  Les statistiques de participation à toutes les activités (libres, locatives ou dirigées)

- Publicité et promotion réalisées

- Service de casse-croûte
  Bons coups, problématiques et améliorations proposées
  Bilan financier annuel et ratios

- Service de location d'équipements et d'articles de sport
  Bons coups, problématiques et améliorations proposées
  Bilan financier annuel et ratios

- L'entretien ménager et sanitaire
  Bons coups, problématiques et améliorations proposées



- L'entretien préventif et régulier des équipements
  Bons coups, problématiques et améliorations proposées
  Bilan des réalisations

- Les entretiens et les améliorations réalisés avec le montant d'investissement annuel obligatoire pour les équipements
  Bilan des réalisations

- Le bilan financier annuel

5.19 STATUT D'OBSERVATEUR

L'ORGANISME doit accorder à la VILLE, pendant toute la durée du Contrat, un statut d'observateur à toute assemblée générale des membres, à toutes les réunions de son conseil d'administration et à toutes les réunions du comité finance du conseil d'administration. À cet effet, l'ORGANISME autorise deux (2) représentants de la VILLE à participer à toute assemblée générale des membres, à toutes les réunions de son conseil d'administration et à toutes les réunions du comité finance.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 INSTALLATION SPORTIVE, MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT

6.1.1 La VILLE mettra à la disposition de l'ORGANISME le matériel et les équipements de base, ainsi que les espaces administratifs nécessaires à la gestion de l'Installation sportive, lesquels sont indiqués à l'Annexe 11a – Inventaire des équipements – Roulodôme et Skatepark, 11b – Inventaire des équipements – Resto, 11c – Inventaire des équipements de sonorisation et d'éclairage, 11d – Inventaire des équipements de menuiserie et des outils, 11e – Inventaire des équipements sportifs de location et 11f – Inventaire du mobilier.

6.2 ENTRETIEN ET RÉPARATIONS

6.2.1 La VILLE doit informer l'ORGANISME de tout projet d'entretien majeur, de modification, de restauration ou de réparation à l'Installation sportive qui pourraient priver la population de son utilisation partielle ou totale, afin de permettre au Comité conjoint de convenir d'un calendrier de réalisation des travaux le plus tôt possible ou au minimum soixante (60) jours avant l'exécution, à moins que lesdits travaux ne soient nécessaires en raison d'une situation d'urgence.

6.2.2 La VILLE doit effectuer, à ses frais, les entretiens majeurs qui ne sont pas devenus nécessaires par la faute de l'ORGANISME. Les frais liés à la mise à niveau des équipements dont la VILLE demeure responsable sont ceux visant la remise en condition, le remplacement ou la modification des systèmes principaux du bâtiment ou du bâtiment dans son ensemble.



6.2.3 La VILLE assume les dépenses pour relier l'Installation sportive à la centrale de sécurité de la VILLE pour le système incendie, les gicleurs et la détection des gaz, pendant la durée du Contrat.

6.2.4 La VILLE doit effectuer l'entretien et les réparations des systèmes suivants :

- la détection de biogaz, défini à l'Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection.
- de l'entretien paysager, l'entretien des arbres ainsi que de l'entretien et la tonte de la pelouse, défini à l'Annexe 16 – Plan de déneigement et d'entretien extérieur.
- du déneigement des stationnements et de tous les accès menant au bâtiment tel que décrit à l'Annexe 16 – Plan de déneigement et d'entretien extérieur.

6.3 ASPECTS FINANCIERS

6.3.1 La VILLE s'engage à verser à l'ORGANISME, une somme maximale de cent quarante-trois mille sept cent dix-huit dollars et soixante-quinze cents (143 718,75 $), taxes incluses, laquelle lui est versée comme indiqué au tableau ci-dessous.

Année	Montant forfaitaire		Montant incluant taxes
2021	125 000 $	cent vingt-cinq mille dollars	143 718,75 $

Pour le présent Contrat, le montant forfaitaire annuel sera versé à l'ORGANISME par la VILLE en deux (2) versements égaux le 15 février et le 15 août pour 2021.

Tout montant forfaitaire versé par la VILLE à l'ORGANISME pour ses services rendus dans le cadre du présent Contrat exclut la TPS et la TVQ.

6.3.2 Au moment du dépôt des états financiers vérifiés prévu à l'article 5.12.12, l'ORGANISME doit remettre à la VILLE une facture du montant forfaitaire décrit à l'article 6.3.1 pour l'année en cours.

6.3.3 À partir de la date d'acceptation par la VILLE des factures mensuelles décrites à l'article 5.12.8, les Revenus autonomes, ainsi que la TPS et la TVQ afférentes, encaissés par l'ORGANISME pour la VILLE constituent le paiement effectué par celle-ci pour les services rendus dans le cadre du présent Contrat par l'ORGANISME, incluant la TPS et la TVQ.

6.3.4 Malgré ce qui précède, l'ORGANISME doit remettre à la VILLE, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin de l'exercice financier en question, une somme représentant dix pour cent (10 %) de la portion des Revenus autonomes moins la Ristourne de la boutique, supérieure au montant suivant :

- Un million cinq cent vingt-cinq mille dollars (1 525 000 $) pour l'année 2021.

6.3.5 La VILLE peut suspendre tout paiement si l'ORGANISME refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations prévues au Contrat.



6.3.6 La VILLE peut se compenser à même les montants dus à l'ORGANISME en vertu du présent Contrat pour toute somme que ce dernier lui doit en vertu de tout contrat, notamment, pour toute pénalité prévue à l'article 8.2.

6.3.7 La VILLE est responsable et assume les coûts reliés à la cueillette des dépôts d'argent sur le site de l'Installation sportive et le transport vers l'institution financière. La VILLE informe l'ORGANISME de l'horaire de cueillette. L'ORGANISME doit suivre les procédures de la VILLE selon l'Annexe 17 – Procédure pour les dépôts.

6.3.8 La VILLE s'engage à remettre à l'ORGANISME, à tous les six (6) mois, les sommes équivalentes à l'écart sur les produits non-taxables à titre de revenus de taxes non perçues, les sommes facturées mensuellement par l'ORGANISME.

6.4 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément à la résolution du comité exécutif de la VILLE, CE14 0402, et à la lettre de l'ORGANISME datée du 22 janvier 2013, jointes à l'annexe 18 – Licence d'utilisation de marques de commerce, la VILLE doit s'assurer de respecter les termes de la licence accordée par l'ORGANISME quant à l'utilisation des noms et marques suivants : « TAZ », « Le TAZ », « TAZ Roulodôme », « TAZ Skatepark », « TAZ, Roulodôme et Skatepark » et « Roulodôme et Skatepark » en association avec l'Installation sportive ou toute activité qui pourrait y avoir lieu.

ARTICLE 7
COMITÉ CONJOINT

7.1 Les parties conviennent de former un Comité conjoint composé de deux représentants de la VILLE mandatés par la Direction et de deux représentants de l'ORGANISME. Le Comité conjoint peut, après étude, adopter des mesures pour faire respecter les normes usuelles d'opération et d'utilisation de l'Installation sportive, de même que les usages prévus au présent Contrat.

7.2 Le Comité conjoint doit être formé dès la signature du présent Contrat.

7.3 Les membres du Comité conjoint ont l'obligation de se rencontrer minimalement une fois par année, aux fins, notamment, d'établir la programmation, le calendrier d'opération et le plan d'action de l'ORGANISME.

7.4 Le Comité conjoint a notamment pour rôle :

7.4.1 d'étudier les modes d'application du présent Contrat et d'assurer une utilisation fonctionnelle de l'Installation sportive;

7.4.2 d'évaluer l'atteinte des objectifs identifiés au plan d'action présenté dans le plan d'exploitation de l'ORGANISME, la qualité et la suffisance des communications entre les parties, ainsi que la qualité et la quantité des services rendus aux citoyens par l'ORGANISME;



7.4.3 d'établir annuellement le bilan des opérations (tant des programmes que du financement) et d'effectuer, au besoin, les recommandations qui s'imposent à l'ORGANISME et à la VILLE afin de suggérer des ajustements dans l'application du présent Contrat;

7.4.4 de s'assurer que la programmation tient compte de l'évolution des activités et des orientations de la VILLE en matière de développement sportif;

7.4.5 de statuer sur les meilleures périodes du calendrier pour effectuer les travaux d'entretien majeurs, de modifications, de restauration ou de réparation à l'Installation sportive.

7.5 Les parties s'engagent à référer tout différend relatif à l'application du présent Contrat au Comité conjoint. Advenant le cas où le Comité conjoint ne serait pas en mesure de régler un différend dans un délai raisonnable suivant sa soumission, celui-ci confiera à la Directrice et au Chargé de projet, le soin de trouver une solution.

ARTICLE 8
DÉFAUT ET PÉNALITÉS

8.1 Aux fins du présent Contrat, l'ORGANISME est en défaut :

8.1.1 S'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les trente (30) jours d'un avis de la Directrice l'enjoignant de s'exécuter;

8.1.2 Si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'ORGANISME pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.1.3 S'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.2 Sous réserve des autres recours de la VILLE, lorsque l'ORGANISME est en défaut d'exécuter, au sens de l'article 8.1.1, une des obligations prévues aux articles 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 5.8, 5.9 et 5.12 du présent Contrat, la Directrice peut exiger et percevoir de l'ORGANISME à titre de dommages liquidés, une pénalité de cinq cents dollars (500,00 $) par infraction par jour.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La VILLE peut, en tout temps, mettre fin au présent Contrat, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'ORGANISME.

9.2 Dans les cas mentionnés aux articles 8.1.1 et 8.1.2, la VILLE peut, à son entière discrétion, résilier le présent Contrat sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages causés par le défaut de l'ORGANISME.



9.3 Dans les cas mentionnés à l'article 8.1.3, le Contrat est résilié de plein droit dès la survenance de tel événement.

9.4 Lorsqu'il y a résiliation, tout montant non versé par la VILLE à l'ORGANISME cesse alors d'être dû et l'ORGANISME doit rembourser à la VILLE la portion des Revenus non-utilisés, dans les quinze (15) jours d'une demande écrite de la Directrice à cet effet.

9.5 La résiliation du présent Contrat ou son expiration pour toute autre raison ne libère pas l'ORGANISME du respect des autres contrats qu'il a signés avec la VILLE, le cas échéant. De même, advenant la résiliation du présent Contrat ou à l'arrivée de son terme, il est entendu que les dispositions nécessaires au respect des obligations souscrites par l'ORGANISME en vertu du présent Contrat survivent à sa résiliation ou à l'arrivée de son terme.

9.6 L'ORGANISME renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature que ce soit en cas de résiliation du présent Contrat.

ARTICLE 10
FORCE MAJEURE

Les parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure. Aux fins du présent Contrat, sont assimilés à un cas de force majeure une grève, un sinistre ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des parties.

ARTICLE 11
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1 Entente complète

Le présent Contrat constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

11.2 Divisibilité

Une disposition du présent Contrat jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

11.4 Modification au présent Contrat

Aucune modification aux termes du présent Contrat n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) parties.



11.5 Lois applicables et juridiction

Le présent Contrat est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.6 Ayants droit liés

Le présent Contrat lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.7 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

L'ORGANISME ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la VILLE en vertu du présent Contrat.

11.8 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement au présent Contrat est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'ORGANISME

L'ORGANISME fait élection de domicile au 8931, rue Papineau, à Montréal, Québec, H2M 0A5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, l'ORGANISME fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, à Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

11.9 Exemplaire ayant valeur d'original

Le présent Contrat peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.



EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 2020

TAZ, CENTRE MULTIDISCIPLINAIRE ET COMMUNAUTAIRE

Par : _____
Monsieur Jonathan Munn, président

Par : _____
Philippe Jolin, directeur général

Ce contrat a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2020 (résolution CM).



LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 – Calendrier d'opération

Annexe 2 – Panneau d'affichage, pictogramme et marquise d'identification

Annexe 3 – Horaire type

Annexe 4 – Règlements du TAZ

Annexe 5 – Menu et tarif du casse-croûte

Annexe 6 – Location d'équipements et articles de sports

Annexe 7 – Plan d'entretien sanitaire

Annexe 8 – Plan d'entretien et d'inspection

Annexe 9 – Organigramme et personnel affecté à l'exécution du contrat

Annexe 10 – Règlements sur les tarifs

Annexe 11a – Inventaire des équipements – Roulodôme et Skatepark

Annexe 11b – Inventaire des équipements – Resto

Annexe 11c – Inventaire des équipements de sonorisation et d'éclairage

Annexe 11d – Inventaire des équipements de menuiserie et des outils

Annexe 11e – Inventaire des équipements sportifs de location

Annexe 11f – Inventaire du mobilier

Annexe 12 - Calendrier des fermetures mensuelles de la Ville de Montréal

Annexe 13 - Rapports et documents à fournir à la Ville de Montréal

Annexe 14 - Protocole de visibilité

Annexe 15 – Inventaire des espaces

Annexe 16 – Plan de déneigement et d'entretien extérieur

Annexe 17 – Procédure des dépôts

Annexe 18 – Licence d'utilisation et marques de commerce



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201543004

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division de la gestion des installations
Objet :	Accorder un contrat de gestion de gré à gré au TAZ, centre multidisciplinaire et communautaire faisant aussi affaire sous Le TAZ pour la gestion de l'installation sportive située au 8931, avenue Papineau pour une période d'un an (du 1er janvier au 31 décembre 2021) pour une somme maximale de 143 718,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds GDD1201543004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1205382012

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les contenants Durabacs inc. pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices, pour une durée de quatre (4) ans - (Montant estimé : 8 026 258,50 $, taxes incluses (contrat : 6 688 548,75 $ + contingences : 1 337 709,75 $) - Appel d'offres public 20-18298 - (deux soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de quatre (4) ans par laquelle Les contenants Durabacs inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des bennes compactrices , pour une somme maximale de 6 688 548,75 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18298 ;

2. d'autoriser une dépense de 1 337 709,75 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget PDI du Service de matériel roulant et des ateliers et ce au rythme des besoins à combler. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre."

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-11-13 16:20

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205382012**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les contenants Durabacs inc. pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices, pour une durée de quatre (4) ans - (Montant estimé : 8 026 258,50 $, taxes incluses (contrat : 6 688 548,75 $ + contingences : 1 337 709,75 $) - Appel d'offres public 20-18298 - (deux soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des arrondissements et des services centraux.
Plusieurs activités nécessitant une benne compactrice sont effectuées en régie par les arrondissements. Parmi celles-ci, nous pouvons citer la collecte des déchets, des encombrants, des résidus verts, du recyclage ainsi que celles des corbeilles de rue. En ce sens, la benne compactrice constitue un accessoire de véhicule d'utilité stratégique.

Afin de répondre à ce besoin, l'appel d'offres public # 20-18298 a été publié dans « Le Journal de Montréal » et dans le « système électronique d'appel d'offres » (SÉAO) durant 53 jours, soit du 29 juin au 27 août 2020. Il y a eu deux (2) reports de date pour l'ouverture des soumissions. Durant l'appel d'offres public, des addenda ont été émis afin de clarifier les services exigés, et répondre aux questions des soumissionnaires.

Addenda à l'appel d'offres public # 20-18298

NUMÉRO ADDENDA	DATE	CONTENU
1	16 juillet 2020	Ouverture des soumissions devant public
2	29 juillet 2020	Report de date d'ouverture des soumissions au 20 août 2020 Modification de l'article 4.4.3 - mécanisme de déverrouillage manuel Modification de l'article 5.5.2 - emplacement de la valve bidirectionnelle Modification de l'article 12.1 - capacité du réservoir de lixiviat 47 questions réponses en lien avec le devis technique
3	17 août 2020	Report de date d'ouverture des soumissions au 27 août 2020 Modification de l'article 5.8 - température de l'huile.

La durée de validité de la soumission est de 180 jours, soit jusqu'au 16 février 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0457 - 20 août 2015 - Conclure avec la firme Les Contenants Durabac inc., une entente-cadre collective d'une durée de 4 ans, pour la fourniture et installation sur demande, de diverses bennes compactrices , sur châssis de camion fourni par la ville, suite à l'appel d'offres publiques 15-13738 (2 soum.) - (Montant estimé de l'entente: 3 686 903.33$, taxes incluses)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture et l'installation de trois (3) types de bennes compactrices sur châssis de camion fournis par la ville de Montréal soit :

1. Bennes compactrices de 8 vg³ à chargement arrière sur des châssis de camions 4X2, quantité estimée à 12 unités, de classe 314 ;
2. Bennes compactrices de 20 vg³ à chargement arrière sur des châssis de camions 6X4, quantité estimée à 18 unités, de classe 316 ;
3. Bennes compactrices de 25 vg³ à chargement arrière sur des châssis de camions 6X4, quantité estimée à 19 unités, de classe 317.

Cette entente-cadre d'une durée de quatre (4) ans comporte l'ajout optionnel de deux accessoires, soit une trémie de chargement d'une capacité de 3.5 vg³ (item # 4) et un treuil à cylindre avec crochet (item # 5).

Le contrat expire selon la première des éventualités suivantes ; soit après une période de quatre (4) ans à compter de son entrée en vigueur ou au moment de l'épuisement du budget alloué.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique des consommations et les besoins futurs anticipés. Les prix soumis sont fixes pour la durée de l'entente.

Bien que le bordereau de soumission comporte plusieurs items, la règle d'adjudication est : "le DONNEUR D'ORDRE adjuge le contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE" conformément à la clause 1.12 Adjudication de la section Régie.

Les prix ne font l'objet d'aucun ajustement pendant la première année du contrat. Par la suite, les prix sont indexés annuellement à concurrence de deux pour-cent (2 %), à la date d'anniversaire du contrat.

À titre indicatif, pour le dernier contrat (CG15 0457), la consommation fut de vingt (20) bennes compactrices de 20 verges cubes et de quatorze (14) bennes compactrices de 25 verges cubes.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public 20-18298, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges. Sur ce nombre, deux (2) ont remis une soumission. Le fournisseur n'ayant pas remis de soumission a été contacté afin de connaître la raison de son désistement. Malheureusement, celui-ci n'a pas donné suite à notre demande d'information.

Tableau présentant les résultats sommaires de l'appel d'offres incluant les deux options :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences 20 %) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Contenants Durabac inc	6 688 548,75 $	1 337 709,75 $	8 026 258,50 $
Groupe environnemental Labrie inc.	8 277 907,02 $	1 655 581,40 $	9 933 488,42 $
Dernière estimation réalisée ($)	5 371 046,78 $	1 074 209,36 $	6 445 256,14 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)* *(la plus basse conforme – estimation)*			1 317 501,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			24,53 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)* *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			1 589 358,27 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			23,76 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Les coûts unitaires pour chacun des items se déclinent ainsi :

PRIX UNITAIRE SOUMIS	**Item # 1** (taxes incluses)	**Item # 2** (taxes incluses)	**Item # 3** (taxes incluses)	**Option - Item # 4** (taxes incluses)	**Option - Item # 5** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les Contenants Durabac inc	90 729,07 $	150 387,30 $	151 767,00 $	2 989.35 $	6 266,14 $	402 138,86 $
Groupe environnemental Labrie inc.	143 569,51 $	175 986,23 $	177 662,66 $	0,00 $	11 730,21 $	508 948,61 $
Dernière estimation réalisée ($)	90 698,16 $	114 867,16 $	116 206,63 $	3 147,79 $	3 985,54 $	328 905,28 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	30,91 $	35 520,14 $	35 560,37 $	-158,44 $	2 280,60 $	73 233,58 $
(la plus basse conforme – estimation)	0,03 %	30,92 %	30,60 %	-5,03 %	57,22 %	22,26 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*						
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	52 840,44 $	25 598,93 $	25 895,66 $	-2 989,35 $	5 464,07 $	106 809,75 $
(la deuxième plus basse – la plus basse)	58,23 %	17,02 %	15,96 %	-100 %	87,20 %	26,56 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*						

L'estimation des professionnels est basée sur les prix obtenus de 2015 à 2019 en appliquant l'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC).

L'écart de 22,26 %, présent dans le tableau des coûts unitaires, entre le plus bas soumissionnaire et la dernière estimation s'explique par les raisons suivantes :

1) L'estimation sur les accessoires (balance, dispositif de protection latérale, réservoir de récupération de lixiviat et caméra de recul) est beaucoup plus bas que les prix soumis. Ces accessoires sont maintenant standards et équipés dans tous les camions avec bennes compactrices de la Ville.
2) La pénurie de la main-d'œuvre (soudeur, assembleur) a un impact direct à la hausse sur le coût de la fabrication des bennes.
3) Le coût de la matière première et des composantes hydrauliques (Valves, cylindres) a sensiblement augmenté au cours des 5 dernières années.

L'écart de 26,56 %, tel qu'inscrit au tableau des coûts unitaires, entre le premier et le deuxième soumissionnaire s'explique, entre autres, par le grand écart (+58%) sur l'item # 1 (Benne compactrice de 8VG3). En effet, le Mini Leach de la compagnie Labrie qui est un accessoire essentiellement dédié au marché américain et générant jusqu'à présent qu'un faible volume ventes ne rend actuellement pas ce fournisseur compétitif avec ses concurrents.

Par ailleurs, en observant le tableau des prix unitaires, nous constatons un maintien des écarts autour de 20 % ce qui appuie et confirme les hypothèses expliquées précédemment.

Ce dossier doit être soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, car le contrat répond aux critères d'examen suivants fixés par les conseils municipaux et d'agglomération :

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, présentant un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire ET un écart de plus de 20 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans engagement budgétaire pour le SMRA. Les achats seront effectués sur demande, en fonction des besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.
Le montant total estimé de l'entente-cadre pour la période de quatre (4) ans est de 6 688 548,75 $ conformément au prix inscrit sur le bordereau de soumission.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 1 337 709,75 $, taxes incluses, a été ajouté pour pallier à d'éventuels besoins d'équipements ou d'accessoires supplémentaires sur les bennes compactrices.

Estimation de la consommation par année pour les trois (3) lots principaux :

		Item # 1 classe 314	Item # 2 classe 316	Item # 3 classe 317	Item # 4 - trémie de chargement	Item # 5 - treuil à cylindre	
Année	Descriptif	90 729,07 $	150 387,30 $	151 767,00 $	2 989,35 $	6 266,14 $	Total
2021	Nombre total des camions visées en 2021	2	3	0			632 620,04 $
2022	Nombre total des camions visées en 2022	4	2	1			815 457,88 $
2023	Nombre total des camions visées en 2023	4	7	7			2 477 996,38 $
2024	Nombre total des camions visées en 2024	2	6	11			2 753 218,94 $
	Besoins futurs anticipés				1	1	9 255,51 $
							6 688 548,75 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'a pas de lien avec la politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-conclusion de cette entente fera perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication pour ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Premier passage au CE: 25 novembre 2020
Passage devant la CEC: 2 décembre 2020
Deuxième passage au CE: 9 décembre 2020
Passage devant le CM: 14 décembre 2020
Émission des ententes cadres Janvier 2021
Réunion de démarrage avec le principal client et l’adjudicataire.
Exécution de contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Viorica ZAUER, Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Lecture :

Viorica ZAUER, 11 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia SANCHEZ
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-3620
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-11

Nassiri RADI
chef de section - ingenierie (smra)

Tél : 5148721843
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Simon CLOUTIER
Directeur de service - matériel roulant et ateliers
Tél : 514-872-0873
Approuvé le : 2020-11-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1205382012

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les contenants Durabacs inc. pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices, pour une durée de quatre (4) ans - (Montant estimé : 8 026 258,50 $, taxes incluses (contrat : 6 688 548,75 $ + contingences : 1 337 709,75 $) - Appel d'offres public 20-18298 - (deux soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18298_Intervention_«SMRA».pdf
20-18298 Tableau de vérification.pdf
20-18298_DetCah.pdf
20-18298_pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : (514) 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-11

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : (514) 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18298 — No du GDD : 1205382012

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de bennes compactrices sur camions fournis par la Ville - SMRA - Entente d'approvisionnement 4 ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 6 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 6 - 8 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 8 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 17 - 8 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 53 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 66

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 2 - 2021

Date d'échéance révisée : 16 - 2 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LES CONTENANTS DURABAC INC.	6 688 548,75 $	√	
GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC.	8 277 907,02 $		

Information additionnelle

Le seul preneur qui n'a pas soumissionné ne peut rencontrer les exigences demandées.

Préparé par : Renée Veillette — Le 11 - 11 - 2020

Numéro de l'appel d'offres : 20-18298
Titre : Fourniture et installation de bennes compactrices sur camions fournis par la Ville - SMRA - Entente d'approvisionnement 4 ans
Date de publication sur le SÉAO : 29 juin 2020
Date d'ouverture des soumissions : 27 août 2020
Addenda : 3 dernier émit le: 17 août 2020

			LES CONTENANTS DURABAC INC.		GROUPE ENVIRONNEMENTAL LABRIE INC	
		Numéro de fournisseur VDM			155064	
		Numéro NEQ	1141257320		1143078369	
ITEM	**Description**	**Quantité**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Prix unitaire**	**Montant total**
1	Fourniture et installation de bennes compactrice de 8vg³ à chargement arrière sur des châssis de camions 4X2 fournis, selon les caractéristiques décrites au devis no 31420Z11	12	78 912,00 $	946 944,00 $	124 870,20 $	1 498 442,40 $
2	Fourniture et installation de bennes compactrice de 20 vg³ à chargement arrière sur des châssis de camions 6X4 fournis, selon les caractéristiques décrites au devis no 31620Z11	18	130 800,00 $	2 354 400,00 $	153 064,78 $	2 755 166,04 $
3	Fourniture et installation de bennes compactrice de 25 vg³ à chargement arrière sur des châssis de camions 6X4 fournis, selon les caractéristiques décrites au devis no 31720Z11	19	132 000,00 $	2 508 000,00 $	154 522,86 $	2 935 934,34 $
OPTIONS AUX DEVIS 31620Z11 et 31720Z11						
4	Option 1: Trémie de chargement d'une capacité de 3.5 vg³	1	2 600,00 $	2 600,00 $	inclus	- $
5	Option 2: Treuil à cylindre avec crochet.	1	5 450,00 $	5 450,00 $	10 202,40 $	10 202,40 $
		Montantl		5 817 394,00 $		7 199 745,18 $
		TPS (5%)		290 869,70 $		359 987,26 $
		TVQ (9,975%)		580 285,05 $		718 174,58 $
		Montant total		6 688 548,75 $		8 277 907,02 $
		Signature	oui		oui	
		Signiataire	Jean-Pierre Beaudry		Louis-Charles Lefebvre	
		Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	conforme		conforme	
		Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	conforme		conforme	
		Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	conforme		conforme	
		Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	conforme		conforme	
		Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	conforme		conforme	
		Validation de conformité - CNESST	conforme		conforme	
		Liste des sous-traitants	ok		ok	

Remarque: Régle d'adjudication art. 1.12.01 - Le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat au plus bas SOUMISSIONNAIRE

Non-conforme
Correction -
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 2 septembre 2020**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-18298
Numéro de référence : 1386458
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture et installation de bennes compactrices sur camions fournis par la Ville - SMRA - Entente d'approvisionnement 4 ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Groupe environnemental Labrie inc 175 Route du Pont Lévis, QC, G7A 2T3 NEQ : 1143078369	Monsieur Louis-Charles Lefebvre Téléphone : 418 831-8250 Télécopieur : 418 831-5255	**Commande : (1761769)** 2020-06-30 16 h 20 **Transmission :** 2020-07-02 7 h 17	3349433 - Addenda no 1 (Modification ouverture des soumissions) 2020-07-16 15 h 34 - Courriel 3354097 - Addenda no 2 - (Report de date, modifications et questions/réponses) 2020-07-29 9 h 59 - Courriel 3361766 - Addenda no 3 - (Report de date, modification) 2020-08-17 19 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Contenants Durabac inc. 22, Chemin Milton Granby, QC, J2J 0P2 http://www.durabac.ca NEQ : 1141257320	Monsieur Jean-Pierre Beaudry Téléphone : 450 378-	**Commande : (1761312)** 2020-06-30 8 h 27 **Transmission**	3349433 - Addenda no 1 (Modification ouverture des soumissions) 2020-07-16 15 h 34 -

		1723 Télécopieur : 450 378-1720	: 2020-06-30 8 h 41	Courriel 3354097 - Addenda no 2 - (Report de date, modifications et questions/réponses) 2020-07-29 9 h 59 - Courriel 3361766 - Addenda no 3 - (Report de date, modification) 2020-08-17 19 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Équipements Champagne - 9158-0720 Québec Inc 169 Rang 2 S Saint-François-Xavier-de-Brompton, QC, J0B2V0 http://www.camionschampagne.ca NEQ : 1163101570	Monsieur Daniel Champagne Téléphone : 819 845-7078 Télécopieur : 819 845-3309	**Commande : (1761794)** 2020-06-30 16 h 53 **Transmission :** 2020-07-02 7 h 31	3349433 - Addenda no 1 (Modification ouverture des soumissions) 2020-07-16 15 h 34 - Courriel 3354097 - Addenda no 2 - (Report de date, modifications et questions/réponses) 2020-07-29 9 h 59 - Courriel 3361766 - Addenda no 3 - (Report de date, modification) 2020-08-17 19 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne

Formation en ligne

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs

Contactez-nous

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO

Info et publicité sur Constructo

Conditions d'utilisation

Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc media

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.004

2020/12/09 08:30

Dossier # : 1205382012

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Les contenants Durabacs inc. pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices, pour une durée de quatre (4) ans - (Montant estimé : 8 026 258,50 $, taxes incluses (contrat : 6 688 548,75 $ + contingences : 1 337 709,75 $) - Appel d'offres public 20-18298 - (deux soumissionnaires)



Rapport_CEC_SMCE205382012.pdf

Dossier # :1205382012

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

Mme Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 14 décembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE205382012

Conclure une entente-cadre avec la firme Les contenants Durabacs inc. pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices, pour une durée de quatre (4) ans - (Montant estimé : 8 026 258,50 $, taxes incluses (contrat : 6 688 548,75$ + contingences : 1 337 709,75 $) - Appel d'offres public 20-18298 - (deux soumissionnaires).

"Original signé"	***"Original signé"***
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE205382012

Conclure une entente-cadre avec la firme Les contenants Durabacs inc. pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices, pour une durée de quatre (4) ans - (Montant estimé : 8 026 258,50 $, taxes incluses (contrat : 6 688 548,75$ + contingences : 1 337 709,75 $) - Appel d'offres public 20-18298 - (deux soumissionnaires).

À sa séance du 25 novembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères d'examen ci-dessous :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, qui présente :*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 2 décembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars 2020. Au cours de cette séance, les responsables du Service du matériel roulant et des ateliers ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant cette entente-cadre d'une durée de quatre ans pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices sur des châssis de camions appartenant à la Ville.

Le Service a d'abord précisé que l'entente-cadre prévoyait des prix fixes indexés pour chacune des années subséquentes. Seuls trois addendas, dont deux pour reports de dates d'ouverture, ont été publiés au cours de cet appel d'offres qui a permis de recevoir deux soumissions parmi les trois preneurs des documents de l'appel d'offres. La troisième firme n'a pas justifié son désistement. Puis, en ce qui concerne l'écart défavorable de 24,52% entre l'estimé de contrôle et le plus bas soumissionnaire conforme, le Service a expliqué qu'il y avait lieu de réviser l'estimé pour actualiser le coût des différents accessoires de la benne puisque leurs prix ont été estimés en deçà

des prix reçus, le fournisseur ayant ajusté ses prix par rapport au contrat précédent. Puis, en ce qui a trait à l'écart de 23,76% entre les deux soumissions reçues, il s'avère que la firme qui a soumis la deuxième plus basse soumission conforme n'est pas un spécialiste dans ce marché qui compte six joueurs, dont quelques firmes américaines. Malgré la réception de deux soumissions et des écarts observés, le Service recommande de conclure l'entente-cadre puisque celle-ci comporte un élément de logistique plus complexe, notamment pour les fabricants américains, puisque les châssis sur lesquels les bennes doivent être installées sont fournis par la Ville. En outre, ce ne sont pas toutes les firmes qui peuvent fournir ce type de bennes dont l'utilité est dite "stratégique" en raison de la nécessité de collecter les matières résiduelles qui est un service essentiel. Finalement, la Commission a pu apprendre que les bennes sont souvent remplacées avant les camions et que le Service travaille à mieux arrimer la durée de vie respective des bennes et des châssis.

Dans le cadre de ses délibérations, la Commission retient que l'écart par rapport à l'estimé de contrôle s'explique essentiellement par les accessoires de la benne qui représentent dorénavant de l'équipement inclus de façon standard, ce qui fait que le prix de la benne est plus élevé que par le passé. La Commission entend également que cette entente-cadre comporte un élément de gestion du risque pour les firmes soumissionnaires puisque la logistique de gestion du transport des châssis fournis par la Ville complexifie le travail. Puis, l'écart entre le prix de l'adjudicataire et le deuxième soumissionnaire conforme s'explique par le manque de connaissance du marché de ce dernier. En conclusion, la Commission salue l'octroi à une firme québécoise, ce qui favorise l'emploi et l'achat local ainsi que la stratégie d'approvisionnement sur trois axes privilégiés et les travaux d'arrimage.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service du matériel roulant et des ateliers pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, qui présente :*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE205382012 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1206665002

Unité administrative responsable :	Service de l'évaluation foncière , Direction , Division planification et soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Évaluation municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Modellium Inc. pour l'entretien du progiciel GPlus relatif à l'application des trois méthodes d'évaluation foncière reconnues (coût, revenu et comparaison) pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022 d'un montant de 197 412,08 $ taxes incluses - Contrat de gré à gré / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat à Modellium Inc. pour l'entretien du progiciel GPlus relatif à l'application des trois méthodes d'évaluation foncière reconnues (coût, revenu et comparaison) pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022 d'un montant de 197 412,08 $ taxes incluses - Contrat de gré à gré;
2. d'autoriser le directeur du Service à signer le projet de convention à cet effet;
3. D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-11-26 15:38

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206665002**

Unité administrative responsable :	Service de l'évaluation foncière , Direction , Division planification et soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Évaluation municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Modellium Inc. pour l'entretien du progiciel GPlus relatif à l'application des trois méthodes d'évaluation foncière reconnues (coût, revenu et comparaison) pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022 d'un montant de 197 412,08 $ taxes incluses - Contrat de gré à gré / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal (SÉFVM) utilise plusieurs systèmes informatiques pour confectionner et tenir à jour les rôles d'évaluation des municipalités de l'agglomération dont les principaux sont :
· Gestion d'évaluation municipale (GEM) : il s'agit du système principal du SÉFVM. Ce système a été développé à l'interne et mis en service en octobre 2004. Il sert à mettre à jour et à déposer les rôles d'évaluation foncière.
· Système GPlus: il s'agit d'un progiciel de la firme Modellium servant à établir une valeur par les 3 méthodes reconnues, soit par comparaison pour les bâtiments résidentiels et condos, par la méthode du revenu pour les immeubles à revenus et par la méthode du coût pour les immeubles non résidentiels. Des frais récurrents annuels d'entretien et d'évolution doivent être payés par la Ville pour son support et son entretien.

Au début de 2011, la réalisation du projet de Modernisation dans les pratiques d'évaluation foncière (MPEF) démarrait au Service des technologies d'information (STI). Dans le cadre de ce projet, l'acquisition du système GPlus a été effectuée en 2012 par appel d'offres.

L'acquisition du progiciel était assorti d'une entente de maintenance de l'application pour une période de 5 ans. Le contrat de maintenance a été renouvelé une première fois en 2017 pour 3 ans. Le présent dossier consiste à renouveler le contrat de maintenance et d'évolution du produit GPlus auprès de la firme Modellium pour une nouvelle période. Compte tenu des réflexions en cours en vu de remplacer tout ou partie des systèmes en usage au SEF dans un avenir prochain, le renouvellement est accordé pour une période de 2 ans seulement.

Ce renouvellement permet d'assurer la pérennité et l'utilisation de ce logiciel jusqu'à ce

qu'une solution autre soit mise en opération. Son utilisation est toujours utile et essentielle aux opérations du Service de l'évaluation foncière. Ce logiciel ne peut être maintenu que par la firme Modellium qui en détient les droits.

Ce progiciel est parmi les outils essentiels au processus de confection, de tenue à jour et de défense des rôles d'évaluation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0563 du 14 décembre 2017 - Accorder, conformément à la loi, un contrat à Modellium Inc. pour l'entretien du progiciel GPlus pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 d'un montant de 233 290,02 $ taxes incluses - Contrat de gré à gré / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE15 0623 du 15 avril 2015 - Conclure une entente de gré-à-gré, d'une durée de 12 mois, d'un montant total maximal de 95 000 $ taxes incluses, avec la firme Modellium inc. dans le but d'améliorer l'application Gplus en développant des fonctionnalités permettant d'améliorer l'utilisation de l'outil et son intégration complète au processus de travail. Contrat gré à gré.

CG12 0006 – 26 janvier 2012 – Accorder deux contrats à Modellium inc., un premier pour l'acquisition et l'entretien du progiciel GPlus pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2017, et un second contrat de services professionnels, pour la paramétrisation du progiciel au prix total approximatif de 1 052 366,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11785 (1 soum.) / Approuver deux projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

L'objectif du service de support est de s'assurer que la Ville de Montréal soit en mesure de bénéficier de façon continue pour une période de deux ans des fonctionnalités des différents modules du progiciel et de résoudre les incidents liés à l'utilisation, à la configuration et au paramétrage de ceux-ci.

Le service de support porte sur les items suivants:

· L'obtention, sans frais, des mises à jour mineures et majeures;

· La correction de bogues et l'amélioration continue concernant les fonctionnalités existantes, notamment au chapitre de la performance et de la convivialité;

· Le suivi de l'évolution des systèmes d'exploitation et de gestion de base de données;

· Le maintien de la compatibilité du progiciel GPlus avec ses composantes tierce parties.

Les détails concernant l'entente sont contenues au fichier placé en annexe.

JUSTIFICATION

Le progiciel GPlus est un progiciel acquis par le SÉFVM suite à un appel d'offres en bon et due forme. Ce progiciel doit être maintenu de façon annuelle pour support et évolution. Le fournisseur Modellium est le seul en mesure de fournir l'expertise et les services pour

maintenir le progiciel en utilisation actuellement.
Le présent dossier est conforme à l'article 573.3, alinéa 6, article a) de la L.C.V. (Loi des cités et villes), qui indique que la Ville n'est pas tenue de demander de soumission et peut conclure un contrat de gré-à-gré, avec une firme dont l'objet découle de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel et vise : assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants.

La firme Modellium inc. est l'unique firme qui détient la licence exclusive du progiciel GPlus.

Nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du fournisseur sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Le fournisseur n'est pas déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Le fournisseur n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Le fournisseur n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prix du support annuel pour les deux années prévues au présent contrat est le suivant :
2021 : 97 728,75 $
2022 : 99 683,33 $
Total : 197 412,08 $

Il s'agit du deuxième renouvellement de cette entente de support.

Une estimation du coût attendu de l'entente de renouvellement a été réalisée. L'estimation, sur la base du coût de l'entente précédente majorée de l'IPC indique une somme de l'ordre de 159 727 $. La proposition actuelle est présentée à une somme totale de 197 412 $.

Le fournisseur exige une majoration de l'entente pour les raisons suivantes :

- Le coût du support avait été établi, selon les standards de l'industrie, mais sur la base d'un prix d'achat de la licence avantageux pour la Ville de Montréal. En effet, le prix initial de l'acquisition de PariTop, première version de Gplus, avait été établi sur la base d'une extension de la licence de la Ville de Québec permettant « une économie sur le prix du progiciel (28 %), et ce, sans compter les coûts éventuels d'entretien et d'améliorations futurs qui seront partagés par les deux villes » (dossier 1042444002**,** C.M. : 20.003). La Ville de Montréal a donc pu bénéficier de ces économies pendant de nombreuses années. Le partenariat avec la Ville de Québec pour le partage d'applications n'est plus en vigueur.
- Le SEFVM a requis une disponibilité et un support accru de la part des ressources du fournisseur sur une base régulière pour optimiser son utilisation de l'application. Le fournisseur a donc fait face à une augmentation substantielle des coûts d'opération, tant au niveau des ressources humaines que des infrastructures requises pour la maintenance des applications

Le budget nécessaire à ce contrat, soit une somme nette totale de 197 412,08 $ taxes

incluses sera prévu au Service de l'évaluation foncière. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de l'agglomération.

Les services professionnels requis mais non inclut à la présente entente seront facturés aux tarifs suivants :

2021 : 106,12 $ / heure
2022 : 108,24 $ / heure

Ces dépenses seront entièrement assumées par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

· Le progiciel GPlus est maintenant essentiel au Service de l'évaluation foncière pour l'application des méthodes d'évaluation.
· L'abandon de ce progiciel ne peut être effectué sans planifier l'achat d'un autre outil répondant au même besoin.
· Le progiciel GPlus actuellement utilisé répond au besoin du SÉFVM.

Le non renouvellement de cette entente de service expose le SÉFVM à une interruption de la grande partie de ses opérations si le progiciel fait défaut ou cesse de fonctionner. Les processus du SÉFVM reposent très fortement sur les fonctionnalités apportées par ce progiciel, lequel est d'ailleurs intégré au système GEM, propriété de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact. Le dossier consiste à poursuivre l'utilisation d'un outil déjà utilisé par l'unité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas. Le dossier consiste à poursuivre l'utilisation d'un outil déjà utilisé par l'unité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement dû pour le 31 décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André TRUDEAU, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LAWS
Secrétaire de direction

Tél : 514 280-3800
Télécop. : 514 280-3899

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-24

France MOUSSEAU
Chef de division - Planification et soutien aux opérations

Tél : 514 280-4410
Télécop. : 514-280-3798

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bernard COTÉ
Directeur et évaluateur de la Ville
Tél : 514 280-3803
Approuvé le : 2020-11-26

CONTRAT DE SERVICE DE SUPPORT PROGICIEL G+

VILLE DE MONTRÉAL

OBJET

Ce document présente le contrat de maintenance entre Modellium et la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022 (2 ans).

Version 1.1
Novembre 2020

MODELLIUM INC.

Table des matières

ARTICLE 1. Durée 2
ARTICLE 2. Confidentialité 2
ARTICLE 3. Avis 2
ARTICLE 4. Propriété et licence d'utilisation du progiciel 3
ARTICLE 5. Items admissibles 4
ARTICLE 6. Communication des anomalies, demandes d'amélioration et demandes de changement 5
ARTICLE 7. Prix du suppport annuel 6
ARTICLE 8. Déploiement de versions et mise à jour 7
ARTICLE 9. Suivi des déploiements et du contrat 7
ARTICLE 10. Niveau de service 7
ARTICLE 11. Guide du processus d'escalade 9

ENTRE : **Modellium Inc**., une société légalement constituée, ayant une place d'affaires au 400, boul. Jean-Lesage, bureau 260, Québec (Québec), G1K 8W1, agissant et représentée par Ossama Kettani, Président, dûment autorisé tel qu'il le déclare ;

(Ci-après désignée « **Modellium** »)

ET : **Ville de Montréal**, personne morale dûment constituée en vertu des lois du Québec et ayant un établissement au 275 Rue Notre-Dame Est, Montréal, QC H2Y 1C6, agissant et représentée par Bernard Côté, directeur du Service de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal, dûment autorisé tel qu'il le déclare ;

(Ci-après désigné le « **Ville de Montréal** »)

ARTICLE 1. DUREE

1.1 Le présent contrat entre en vigueur le 1er janvier 2021 (ci-après désignée la « Date d'entrée en vigueur ») et se terminera le 31 décembre 2022 (période ci-après désignée la « Durée »).

ARTICLE 2. CONFIDENTIALITE

2.1 Modellium s'engage à maintenir strictement confidentiel toutes les informations et données de la Ville de Montréal et à utiliser l'accès aux serveurs et ressources de la Ville de Montréal uniquement pour l'accomplissement des travaux reliés à ce contrat.

ARTICLE 3. AVIS

3.1 Les avis exigés ou autorisés à être donnés par l'une ou l'autre des parties conformément aux stipulations du présent contrat, seront émis par écrit et livrés par messagerie ou par courrier recommandé ou encore, transmis par télécopieur. Un tel avis sera adressé aux parties comme suit :

(a) Avis à Modellium :

Modellium Inc
400 boul. Jean Lesage, bureau 260
Québec, Québec
G1K 8W1

À l'attention de : Ossama Kettani
Courriel : ossama.kettani@modellium.com

(b) Avis à la Ville de Montréal :

Ville de Montréal
255 boul. Crémazie Est, bureau 700
Montréal, Québec
H2M 1L5

À l'attention de : M. Bernard Côté
Courriel : bernard.cote@montreal.ca

et sera réputé avoir été reçu le jour de sa livraison par messagerie ou de sa transmission par télécopieur. Les avis envoyés par courrier recommandé seront réputés reçus le cinquième jour suivant la date de l'expédition. De plus, les parties conviennent que les avis concernant un énoncé des travaux peuvent être fournis par courrier électronique et que la partie signifiant son consentement ou approbation par l'utilisation du courrier électronique sera réputée avoir l'autorité pour envoyer un tel consentement ou approbation.

ARTICLE 4. PROPRIETE ET LICENCE D'UTILISATION DU PROGICIEL

4.1 Le progiciel G+ est la propriété de Modellium. La licence corporative d'utilisation acquise par la Ville lors de l'appel d'offre No *11-11783* confère le droit à la Ville de Montréal d'utiliser de façon perpétuelle et illimitée le progiciel par son personnel.

4.2 La Ville de Montréal doit verser à Modellium le montant couvrant le support annuel en fonction des modalités de paiement spécifiées dans le présent contrat pour avoir droit aux items suivants :

- Au support illimité par téléphone ou par voie électronique du progiciel selon les modalités du présent contrat
- Les mises-à-jour mineures et majeures du progiciel

4.3 Si pour une année civile le montant du support annuel n'a pas été payé et que Modellium en a avisé la Ville de Montréal par écrit, en lui accordant un délai additionnel de 30 jours pour

remédier au défaut, la Ville de Montréal n'obtiendra plus aucun support de la part de Modellium, ni aucune autre version du progiciel plus récente que celle en production à ce moment. Dans un tel cas, la Ville de Montréal s'engage à ne réclamer aucun remboursement pour des montants déjà versés à Modellium dans le cadre des termes du présent contrat.

ARTICLE 5. ITEMS ADMISSIBLES

5.1 L'objectif du service de support est de s'assurer que la Ville de Montréal soit en mesure de bénéficier de façon continue des fonctionnalités des différents modules du progiciel G+ et de résoudre les incidents liés à l'utilisation, à la configuration et au paramétrage de ceux-ci, selon le niveau de service défini à l'article 10. Le service de support porte sur les items suivants, appelés 'les items admissibles' :

- L'obtention, sans frais, des mises à jour mineures et majeures ;
- La correction de bogues et l'amélioration continue concernant les fonctionnalités existantes, notamment au chapitre de la performance et de la convivialité ;
- Le suivi de l'évolution des systèmes d'exploitation et de gestion de base de données ;
- Le maintien de la compatibilité du progiciel G+ avec ses composantes tierce parties.

5.2 Le service de support ne porte que sur les items admissibles. De façon spécifique, le service de support n'inclut pas les redressements de données, les composantes d'intégration ou tout développement informatique à l'exception de ceux requis pour s'acquitter des items admissibles.

L'ensemble des modules de G+ déjà livrés à la Ville de Montréal en date de signature de ce contrat sont couverts par le support, soit :

- Module d'analyse du coût
- Module d'analyse du revenu
- Module d'analyse de la comparaison

ARTICLE 6. COMMUNICATION DES ANOMALIES, DEMANDES D'AMELIORATION ET DEMANDES DE CHANGEMENT

6.1 Modellium met à la disposition de la Ville de Montréal le canal de communication suivant :

- Site Web de support : http://support.modellium.com/

6.2 Chacune des demandes de support est classifiée dans une des trois catégories suivantes :

- Anomalie : Ces items représentent une anomalie et seront résolues sans frais par Modellium selon le niveau de service décrit à l'article 10. Si une anomalie a altéré les données de la Ville de Montréal, le redressement de données qui en résulte est inclus dans la résolution de l'anomalie.
- Amélioration : Ces items représentent une amélioration de la solution existante que Modellium juge pertinente dans le cadre de l'amélioration continue du produit. Modellium inclura cette amélioration sans frais supplémentaires dans une future livraison majeure du progiciel, à sa discrétion.
- Demande de changement (DDC) : Ces items représentent un changement au comportement actuel demandé expressément par la Ville de Montréal, à être réalisé dans un calendrier précis, ou une demande de personnalisation du progiciel. Ces items sont à la charge de la Ville de Montréal selon les modalités de l'article 7.4. Modellium fournira un estimé des efforts de réalisations avant de débuter les travaux. L'énoncé des travaux devra être approuvé par les responsables de la Ville de Montréal et soumis à Modellium selon les modalités de l'article 3 avant que les travaux ne puissent être entamés. La Ville de Montréal peut s'entendre avec d'autres clients de Modellium afin de partager les coûts d'une DDC qui a été évaluée et dont un énoncé des travaux avec un estimé des efforts de réalisation a été soumis. Dans ce cas, Modellium devra en être avisé lors de l'approbation de l'énoncé des travaux.
- Redressement de données : Ces items représentent un redressement des données de la Ville de Montréal (qui n'est pas dû à une anomalie). Ces items sont à la charge de la Ville de Montréal selon les modalités de l'article 7.4. Modellium fournira avant les travaux un estimé des efforts de réalisations. L'énoncé des travaux devra être approuvé par les responsables de la Ville de Montréal et soumis à Modellium selon les modalités de l'article 3 avant que les travaux ne puissent être entamés.

ARTICLE 7. PRIX DU SUPPPORT ANNUEL

7.1 Le prix du support annuel pour les deux années prévues au présent contrat est le suivant :

- 2021 : 85 000 $
- 2022 : 86 700 $

7.2 Le montant total du support annuel est dû en un seul versement le 1er janvier de chaque année civile. Le paiement doit être reçu dans les 90 jours suivants la date de facturation afin d'éviter tout frais ou intérêt.

7.3 Pour les items non inclus dans l'enveloppe de support et qui seraient demandés par le la Ville de Montréal (demandes de changement et redressement), les taux privilégiés suivants s'appliquent en fonction de l'année :

- 2021 : 106,12 $ / heure
- 2022 : 108,24 $ / heure

7.4 Le montant des travaux additionnels (demandes de changement et redressements), est facturé une fois par mois (le cas échéant) une fois les travaux terminés et livrés en production.

ARTICLE 8. DEPLOIEMENT DE VERSIONS ET MISE A JOUR

8.1 À chaque livraison du progiciel, Modellium fournit à la Ville de Montréal la nouvelle version qui comprend :

- L'ensemble des scripts de déploiement à exécuter sur la base de données
- La version applicative de G+

8.2 La Ville de Montréal est responsable d'exécuter les correctifs sur les environnements de test et de production. Modellium est toutefois disponible en support à leur équipe de déploiement.

8.3 La date de livraison en production de chacune des versions est à la discrétion de la Ville de Montréal.

ARTICLE 9. SUIVI DES DEPLOIEMENTS ET DU CONTRAT

9.1 Après chaque déploiement en production dans les environnements de la Ville de Montréal, une rencontre est prévue entre Modellium et les responsables de la Ville de Montréal afin d'identifier les problèmes rencontrés et les modifications à apporter au processus afin de palier à ces problèmes dans les livraisons futures.

9.2 Une rencontre facultative de suivi de ce contrat pourra être tenue d'une à deux fois par année. Ces rencontres facultatives seront tenues à la demande de la Ville de Montréal.

ARTICLE 10. NIVEAU DE SERVICE

10.1 Le service de support de Modellium est accessible sur les heures normales de bureau, de 8h à 17h, du lundi au vendredi (jours non fériés). Les délais de retour d'appel et de recouvrement sont comme suit :

Sévérité		Délais de retour d'appel	Délais de recouvrement
1	**Critique** : la solution n'est plus disponible pour l'ensemble des utilisateurs ou un groupe fonctionnel.	1 heure	1 jour ouvrable
2	**Majeur** : non-disponibilité d'une composante ou d'une fonction provoquant un ralentissement important du traitement affectant la majorité des utilisateurs.	4 heures	2 jours ouvrables
3	**Mineur** : Dysfonctionnement qui constitue un irritant, mais qui limite peu l'utilisation de la solution et ses fonctionnalités.	4 heures	Prochaine livraison prévue

ARTICLE 11. GUIDE DU PROCESSUS D'ESCALADE

11.1 Modellium fournit à la Ville de Montréal un guide d'escalade contenant les noms, fonctions, responsabilités spécifiques les numéros de téléphone des ressources aux différents paliers d'intervention. Le guide d'escalade en vigueur en octobre 2020 est présenté dans la grille ci-dessous :

Niveau	Nom	Fonction/Responsabilité	Téléphone
1	Jean-Philippe Dumont	Responsable du support	418-802-4407
2	Adam Kettani	Vice-Président	418-932-4026
3	Ossama Kettani	Président	418-955-4026

EN FOI DE QUOI, la Ville de Montréal et Modellium ont fait signer le présent contrat par leurs représentants, dûment autorisés, à la date ci-dessous mentionnée.

	Signature	Date
Ossama Kettani Président, Modellium Inc.		
Représentant de la Ville de Montréal autorisé à signer selon les pouvoirs de délégation		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206665002

Unité administrative responsable :	Service de l'évaluation foncière , Direction , Division planification et soutien aux opérations
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat à Modellium Inc. pour l'entretien du progiciel GPlus relatif à l'application des trois méthodes d'évaluation foncière reconnues (coût, revenu et comparaison) pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022 d'un montant de 197 412,08 $ taxes incluses - Contrat de gré à gré / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206665002 - Modellium.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposée au budget
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-26

Pierre BLANCHARD
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-6714
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207000012

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy , dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $). Appel d'offres public no 442513 (3 soumissionnaires conformes).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Constructions ConCreate Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers situés dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 17 575 192,33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n°442513;

2. d'autoriser une dépense de 2 636 278,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 886 466,10 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-16 11:41

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207000012**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy , dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $). Appel d'offres public no 442513 (3 soumissionnaires conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier concerne trois ouvrages, soit le pont de la Concorde, le pont d'étagement de la jetée Mackay ainsi que la rampe d'accès au chemin Macdonald (voir plan de localisation en pièce jointe). Ces structures font partie d'un ensemble d'ouvrages situés dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy dans l'arrondissement de Ville-Marie. Ils permettent d'accéder à l'Île Sainte-Hélène et à l'Île Notre-Dame à partir de la Cité du Havre sur l'île de Montréal. Cet ensemble d'ouvrages s'étend sur une distance de 1,7 km et comprend le pont d'étagement de la jetée Mackay située à la Cité du Havre, le pont de la Concorde au-dessus du fleuve Saint-Laurent, le passage supérieur de l'Île Sainte-Hélène, le pont des Îles au-dessus du chenal Lemoyne, le pont du Casino au-dessus de l'Île Notre-Dame, ainsi que toutes les rampes véhiculaires et cyclables s'y rattachant.
Toutes ces structures ont été construites entre 1963 et 1966 pour l'exposition universelle de 1967, à l'exception du pont du Casino et des rampes cyclables qui ont été ajoutés au début des années 1990 et lors du remplacement du tablier et de l'ajout de piliers au pont des Îles en 1997-98.

Dans une perspective de maintenir la fonctionnalité de ces ouvrages et d'en assurer la pérennité ainsi que la sécurité des usagers, des inspections, des relevés des dommages et autres investigations ont été menés sur l'ensemble de ceux-ci entre 2016 et 2018. Ces activités ont permis de constater la détérioration et les dommages à plusieurs éléments. Cela s'explique par l'âge de ces structures et aussi par le fait que les dernières réparations importantes effectuées sur l'ensemble de ces ouvrages datent de plus de vingt ans.

Dans ce contexte et dans la perspective mentionnée précédemment, des travaux ont déjà été entrepris sur certains éléments des structures, dont la réfection des piliers du pont d'étagement de l'Ile Sainte-Hélène et certains travaux de métaux ouvrés et de protection de l'acier du pont de la Concorde. Le présent projet fait en sorte que les travaux se poursuivent afin de permettre de maintenir la fonctionnalité de ces ouvrages et d'assurer leur pérennité pour une durée additionnelle minimale de 30 ans.

Voici en résumé les principaux travaux de réfection faisant l'objet du présent contrat :

Pont d'étagement jetée Mackay

Les travaux de réfection consistent principalement à faire la réfection des culées, des piliers de béton et du tablier formé d'une dalle et de poutres en béton et à remplacer certains appareils d'appuis et les joints de dilatation. De plus, un réaménagement des voies de circulation sur cette structure sera réalisé afin de permettre une circulation plus conviviale pour le transport actif.

Pont de la Concorde

Il est important de mentionner que des travaux de réparation de l'acier de charpente et de protection de l'acier ont été entrepris en 2019 et ont été interrompus en août 2019 à cause de la détection de plomb dans le revêtement anti-corrosion de l'acier existant. Malgré les négociations tenues avec l'entrepreneur, les coûts supplémentaires demandés par celui-ci, afin de compléter les travaux en cours, ont été jugés trop onéreux pour poursuivre le projet et le contrat a été résilié (ref. dossier 1197231073).

Afin de conserver le rythme de l'avancement des projets de réfection sur l'avenue Pierre-Dupuy, il a été décidé de jumeler la réfection du pont de la jetée Mackay avec le projet de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde et d'en profiter pour compléter la réfection de l'acier de charpente déjà entamées en 2019. Ceux-ci sont nécessaires avant d'effectuer les travaux de protection de l'acier qui seront réalisés ultérieurement.

Les travaux de réfection consistent principalement à remplacer les joints de dilatation de type peigne par des joints modulaires multi-garniture, lesquels rendront la surface de roulement plus confortable et à mettre en place des plaques couvre-joint dans la zone du transport actif permettant de rendre le passage plus sécuritaire, à réparer le béton à l'intérieur des pile-culées, à reconstruire les parapets en béton attenants, à compléter la pose de larmiers et le renforcement des chasse-roues et à réparer les trottoirs en acier.

Étapes terminées ou en cours:

	Coût (taxes incluses)	Date de début	Date de fin
· Inspection, évaluation de capacité portante, relevé de dommages (SNC-Lavalin)	89 500 $	mai 2017	décembre 2018
· Avant-projet préliminaire de l'avenue Pierre-Dupuy (15 % du mandat de l'avant projet)	160 303 $	5 mai 2017	novembre 2020
· Plans & devis (SNC-Lavalin)	655 000$	18 mars 2019	décembre 2020

Étape à autoriser dans le présent dossier :

	Coût (taxes incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay et travaux de remplacement des joints de dilatation et travaux divers au pont de la Concorde	17 575 192 $	janvier 2021	mai 2022

Étapes à venir:

	Coût (taxes incluses)	Date de début prévue	Date de fin prévue
· Surveillance des travaux	N/D	janvier 2021	août 2022
· Assistance concepteur pendant les travaux et plans finaux (SNC-Lavalin)	75 000 $	janvier 2021	août 2022

Dans le cadre de la réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay et des travaux de remplacement de joints de dilatation et travaux divers au pont de la Concorde, un appel d'offres public portant le numéro 442513 a été préparé. Cet appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO du 14 septembre au 15 octobre 2020. Une visite supervisée des lieux était obligatoire pour pouvoir déposer une offre. La durée de la publication a été de 30 jours, ce qui respecte le délai minimum requis. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours suivant sa date d'ouverture, soit jusqu'au 12 février 2021.

Quatre (4) addenda ont été émis lors de l'appel d'offres no 442513 :
· Addenda 1 émis le 25-09-2020 : précision à IAS concernant la visite obligatoire et , concernant la présentation des documents de garanties, précisions aux articles 4 et 5 du CCAS, précisions aux articles 2, 8, 11, 32, 35, 41 et 42 du devis Structure 19-12 ainsi que l'ajout des annexes 7 et 8 ; Précisions ajoutées aux articles 5.1, 5.7, 5.10 et 5.11 et annexe M1 du devis de maintien et gestion de la mobilité; remplacement des dessins en structure suivants : PO-5147-06, PO-5086-01, 02, 05 à 09, 12, 22, 24, 27 et 28, ajout de 12 croquis de phasage en maintien de la circulation; remplacement de certaines pages de la formule de soumission pour bordereau structure 18-20 et 19-12;
· Addenda 2 émis le 06-10-2020 : Ajout de plans d'origine aux documents de référence section IV du cahier des charges; Précisions apportées à l'article STC -89 du bordereau; Modifications apportées aux articles 31, 32.2, 34, 39, 40, 43.2 et 43.3 du devis structure 19 -12; feuillet du bordereau comportant l'article ST-89;
· Addenda 3 émis le 07-10-2020 : texte ajouté à l'article 1 du CCAS; ré émission du bordereau Administratif (18-20 et 19-12);
· Addenda 4 émis le 09-10-2020 : Émission du tableau comprenant les questions et réponses aux questions des soumissionnaires.

La sollicitation du marché pour cet appel d'offres a été prise en charge par l'équipe de la sollicitation des marchés et de la conformité du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 - 11 décembre 2019 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale);
CM19 1030 -17 septembre 2019 - Résilier le contrat octroyé à Pomerleau inc. (CM19 0074) pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086 / AO#440710), dans l'arrondissement de Ville-Marie. Autoriser le paiement d'une somme maximale de 323 897,36 $, taxes incluses, à Pomerleau inc., à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, tel que déterminé en fonction du solde contractuel conformément à l'article 4.5.2.2. b) du cahier des clauses administratives générales du contrat.(1197231073);

CM19 0074 - 28 janvier 2019 - Octroyer à Pomerleau inc. un contrat pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve St-Laurent (81-05086), dans l'arrondissement de Ville-

Marie - Dépense totale de 22 067 067,44 $ (travaux: 18 172 355,73 $ + variations des quantités: 1 330 857,95 $ + contingences: 1 817 235,57 $ + incidences: 746 618,19 $), taxes incluses (projet 17-16) - Appel d'offres public 440710 (1187000009);

CM17 0749 - 12 juin 2017 - Conclure trois ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec SNC-Lavalin inc. (2 420 539,39 $, taxes incluses), CIMA+ S.E.N.C. (2 017 542,79 $, taxes incluses) et Les Services EXP inc. (1 484 700,92 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 17-05) (GDD no 1177000005) (Contrat cadre 17-15976);

CG16 0026 - 28 janvier 2016 - Conclure deux (2) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, pour une durée maximale de 48 mois, avec les firmes SNC-Lavalin inc. (2 536 870,26 $, taxes incluses) et CIMA+ S.E.N.C. (2 058 181,27 $, taxes incluses) pour la réalisation de mandats d'inspection, d'évaluation, d'études préliminaires d'avant-projets, de plans et devis et de surveillance de travaux dans le domaine des structures routières et connexes (projet 15-03) (GDD no 1157000002).

DESCRIPTION

Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), le remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086), le remplacement du joint de dilatation de la rampe d'accès au chemin Macdonald (81-0511) et autres travaux divers.
Pour le pont de la jetée Mackay, les travaux consistent en :
- la réfection des culées (culée 1 et pile 2);
- la réfection des colonnes en béton;
- la réfection du tablier formé d'une dalle et de poutres en béton;
- la réfection des trottoirs et des parapets en béton;
- le remplacement de certains appareils d'appuis et des joints de dilatation;
- le remplacement des glissières séparatrices de circulation sur le tablier du pont;
- la sécurisation de la paroi de la pile-culée 2 du pont de la Concorde faisant face au fleuve Saint-Laurent;
- la réalisation de travaux connexes.

Pour le pont de la Concorde, les travaux consistent en :
- le remplacement des joints de dilatation peigne par des joints multi-garnitures et le remplacement des autres joints simples (pile-culée Ile Sainte-Hélène et culée rampe Ile Sainte-Hélène) ;
- la réparation du béton à l'intérieur des piles-culées;
- la démolition et reconstruction des parapets architecturaux au droit des pile-culées;
- le renforcement des chasse-roue en acier sur les 2 rives du tablier et l'installation d'un larmier sur les côtés extérieurs des deux rives du tablier aux travées 1 à 3;
- la sécurisation des parois de la pile-culée 3 du pont de la Concorde sur l'ile Sainte-Hélène;
- la réalisation de travaux connexes.

Pour la rampe d'accès au chemin Macdonald, les travaux consistent en :
- le remplacement du joint de dilatation à la culée.

Contraintes de réalisation

Il est prévu que les travaux débutent en janvier 2021 pour se terminer en mai 2022 incluant une pause hivernale. Le délai contractuel pour la réalisation des travaux est de 515 jours calendrier, dont 342 jours (± 49 semaines) en 2021, une pause hivernale de 134 jours et de 39 jours calendrier (± 5 semaines) en 2022. La pénalité pour retard dans

l’exécution des travaux est celle prévue dans le Cahier des clauses administratives générales (article 5.1.14.3b) et représente 0,1 % du prix du contrat par jour, excluant les taxes, les variations de quantités et les contingences soit 17 575,19 $ par jour, taxes incluses.

Des événements d'importance auront possiblement lieu à l'Île Notre-Dame et à l'Île Sainte-Hélène durant la saison estivale. En fonction de l'achalandage que cela génère, certaines restrictions sont prévues au contrat afin de s'adapter à ces contraintes.

S'ajoute aux contraintes les dispositions environnementales et de sécurité qui doivent être appliquées au projet puisque les travaux se situent près du fleuve Saint-Laurent.

Budgets de contingences et d’incidences

Étant donné que les quantités prévues au bordereau de soumission sont établies avec les meilleures informations disponibles lors de l’appel d’offres, il est possible que les quantités réelles lors des travaux diffèrent.

D’autre part, advenant des imprévus lors des travaux, un budget de contingences globale de 15 % de la valeur des travaux est recommandé. Il est déterminé en fonction de la complexité des travaux à effectuer et des risques qui y sont associés. Le montant total des contingences s’élève donc à 2 636 278,85 $, taxes incluses. Le montant des contingences n'est pas inscrit au bordereau de soumission.

Des dépenses incidentes sont également prévues pour un total de 886 466,10 $, taxes incluses, et représentent environ 5,0 % du coûts des travaux. Celles-ci comprennent principalement des dépenses relatives au contrôle qualitatif des matériaux, de l'expertise particulière en gestion environnementale ainsi qu'à la signalisation et aux réseaux techniques urbains (RTU). Le détail de l'enveloppe des incidences prévue au contrat est fourni en pièce jointe.

Le détail du coût de travaux, du budget des contingences et des incidences du projet est décrit à la section "Aspects financiers" du présent dossier.

Le mandataire ayant effectué la conception du projet assurera le soutien technique durant les travaux. La surveillance des travaux sera effectuée par un autre mandataire. Ces services seront payables selon la méthode horaire.

Démarche de coordination et de concertation

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l’arrondissement et aux exploitants des lieux lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Puisque le pont d’étagement de la jetée Mackay (81-05147) ainsi que le pont de la Concorde (81-05086) font partie du site patrimonial de l'Île Sainte-Hélène, des représentations ont été entreprises auprès du Conseil du patrimoine de Montréal, conformément au règlement RCA24-009 et en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), afin d'obtenir les autorisations relativement aux travaux de réfection de ces structures.

JUSTIFICATION

La réalisation du projet est essentielle pour assurer le maintien des ouvrages concernés et la sécurité des usagers. Le projet permettra de prévenir l'aggravation des dommages ou

autres défauts qui pourraient entraîner la fermeture partielle ou complète du lien. Des travaux d'urgences ont été réalisés en 2019 sur une poutre du pont d'étagement jetée Mackay afin d'assurer sa capacité structurale. Les travaux prévus permettront de consolider l'ouvrage. De plus, le remplacement des joints peigne sur le pont de la Concorde viendra mettre un terme aux multiples interventions qui se succèdent pour le réparer ponctuellement et les travaux de métaux ouvrés permettront de prévenir l'aggravation des dommages ou autres défauts qui pourraient altérer de façon importante la pérennité de l'ouvrage.
Le tableau ci-dessous présente la liste des soumissions conformes avec le prix de base de la soumission, les différents écarts entre les soumissions reçues ainsi que les écarts entre ces soumissions et l'estimation.

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Constructions ConCreate Ltée	**17 575 192,33 $**	**2 636 278,85 $**	**20 211 471,18$**
Loiselle inc.	**18 323 565,69 $**	**2 748 534,85 $**	**21 072 100,54 $**
EBC inc.	**19 480 358,37$**	**2 922 053,76 $**	**22 402 412,13 $**
Estimation externe	**12 880 365,88 $**	**1 932 054,88 $**	**14 812 420,76 $**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			**5 399 050,42 $** **36,4%**
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse ($) Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse (%)			**860 629,36 $** **4,3 %**

Lors de l'appel d'offres public, 3 preneurs du cahier des charges sur un total de 19 ont déposé une soumission, ce qui représente un ratio de 15,8 %. Ainsi, 16 preneurs du cahier des charges n'ont pas déposé de soumission, ce qui représente un ratio de 84,2 %. De ces preneurs, quatre preneurs sont reconnus comme étant des sous-traitants, un preneur indique que le délai est insuffisant, deux preneurs indiquent que la période de soumission ne leur convient pas, quatre preneurs indiquent que leur carnet de commande est complet, un preneur indique pour autre motif et quatre preneurs n'ont pas mentionné les raisons qui les ont amenés à ne pas soumissionner. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Sur les trois (3) soumissions déposées, trois (3) sont conformes.

Le dossier doit être soumis à la commission sur l'examen des contrats pour les critères suivants :

- le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 10 M$;

- le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et présente un écart de plus de 20 %, soit 36,4%, entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

L'écart de 36,4% observé entre l'estimation et le prix du plus bas soumissionnaire concerne principalement le bordereau Administratif et certains articles du bordereau Structure Concorde-joints (19-12). L'analyse de l'estimé et des soumissions a permis de détecter qu'au bordereau Administratif l'article concernant les assurances, garanties et frais généraux a été sous-estimé de façon importante dans l'estimé et explique à lui seul 30 % de l'écart. Quant au bordereau Structure Concorde-joints (19-12), les articles sous-estimés de façon importante représentent 51 % de l'écart et sont détaillés comme suit: plateforme suspendue explique 19,2%, réparation de béton à l'intérieure des piles-culées 4,1%, métaux ouvrés 22,49% et finalement préparation et peinturage d'acier et protection de l'environnement 4,6%.

Ainsi l'ensemble des sous-estimations mentionnées précédemment représentent 81% de l'écart global. De nombreux facteurs, dont les méthodes de travail envisagées par le soumissionnaire, les décisions d'affaires et la situation des marchés au moment du dépôt des soumissions explique le reste de l'écart (19%).

Après analyse de l'estimation et corrections apportées aux articles mentionnés précédemment, la plus basse soumission aurait été de seulement 10,7 % au-dessus de l'estimation modifiée. Devant ces éléments, le prix soumis par le plus bas soumissionnaire est raisonnable et il est jugé opportun d'octroyer ce contrat.

L'écart de 4,3% entre le plus bas soumissionnaire et le deuxième soumissionnaire semble expliquer la situation du marché au moment du dépôt des soumissions (écart de 10,8 % entre le plus bas soumissionnaire et le troisième soumissionnaire et l'écart de 6,3 % entre le deuxième soumissionnaire et le troisième soumissionnaire).

En réponse aux problématiques d'estimation rencontrées dans ce projet, la section ponts et tunnels de la division Gestion stratégique des actifs est en train de revoir son processus d'estimation des travaux et s'adjoindra une firme externe spécialisée dans ce domaine afin de mieux valider celles-ci avant le lancement des appels d'offres. De plus, des discussions sont en cours avec le MTQ (principal donneur d'ouvrages dans le domaine des ponts et tunnels au Québec) afin de s'inspirer des mesures qu'ils mettront en place afin d'améliorer les méthodes d'élaboration et de vérification des estimations, car ils éprouvent eux aussi des problématiques similaires dans ce domaine.

Il est à noter que cet appel d'offres a été préparé en tenant compte de la COVID-19 au Québec. Il est donc évident que les entrepreneurs en ont tenu compte dans leur prix.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Constructions ConCreate Ltée, détient une attestation de l'Autorité des marchés publics, laquelle est en vigueur depuis le 28 mai 2020. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier. Une vérification en date du 16 octobre 2020 a permis de confirmer que Constructions ConCreate Ltée figurait sur la liste du registre des entreprises autorisées (REA) de l'autorité des marchés publics du Québec (voir pièce jointe)

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été effectuées. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission et elle a été délivrée par Revenu Québec le 29 juillet 2020.

L'analyse des soumissions démontre que Constructions ConCreate Ltée est le plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le présent dossier, la dépense totale pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147) et du pont de la Concorde (81-05086) s'élève à un montant maximum de 21 097 937,27 $, taxes incluses et se détaille comme suit :
· Travaux de structure : 17 172 020,99 $;

· Travaux d'éclairage : 403 171,34 $;

· Contingences (15 %) : 2 636 278,85 $;

· Incidences professionnelles : 838 176,60 $ (contrôle qualitatif, expertises caractérisation sols, etc.);

· Incidences techniques : 48 289,50 $ (utilités publiques, gestion des impacts, etc.).

Cette dépense totale représente un coût net de 19 265 228,87 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales et elle sera financée par les règlements d'emprunt 19-008 ''Travaux réfection, remplacement et réaménagement de structures routières'', 18-024 ''Travaux de réfection et de réaménagement de structures routières'' et 15-027 '' Travaux de réfection structures routières''. Elle est prévue au PTI 2021-2023 de la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité au programme de réfection des structures routières – 46000 et est répartie comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projet 46000 - Programme de réfection des structures routières (Montants net)	2021	2022	Total
SUM	18 565 k$	700 k$	19 265 k$

La dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Le Service des infrastructures du Réseau Routier (SIRR) sera responsable de l'exécution du contrat de construction et de l'assistance technique durant les travaux.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation du projet de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147) et des travaux de remplacement des joints de dilatation et travaux divers du pont de la Concorde(81-05086) permettra de préserver le patrimoine, d'assurer le maintien de l'actif et sa fonctionnalité ainsi que la sécurité des usagers. De plus afin d'augmenter la largeur pour permettre une circulation plus aisée des piétons et des cyclistes, le projet retranche une voie de véhicules en direction du centre-ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le cas où le contrat ne serait pas accordé, la dalle et les joints de dilatation pourraient nécessiter des réparations d'urgence. À défaut de procéder à ces réparations, l'endommagement se poursuivra à un rythme accéléré et pourrait nécessiter des réparations ponctuelles et avoir un certain impact sur les activités du secteur, notamment, le parc Jean-Drapeau et le Casino.
Une décision favorable à la présente demande d'octroi de contrat permettra de débuter les travaux de réfection de l'ouvrage à partir de l'hiver 2021, de les compléter au début de l'été 2022 et de limiter les interventions d'entretien à long terme. Advenant le cas où l'octroi du contrat serait reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 12 février 2021, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents, sans oublier qu'une nouvelle coordination pour la suite de l'ordonnancement des travaux sur les structures de l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy serait nécessaire. En effet, l'ordonnancement des travaux est étroitement imbriqué avec d'autres projets sur l'axe, dont entre autres le remplacement des conduites d'aqueduc dans le caisson du pont de la Concorde, le remplacement du tablier du pont d'étagement de l'Ile Sainte-Hélène, le remplacement de la membrane et enrobé sur le tablier du pont de la Concorde.

Si l'octroi du contrat devait être autorisé après cette date, des démarches auprès du plus bas soumissionnaire seront entreprises pour obtenir son accord à poursuivre le projet et aller de l'avant avec les travaux.

Impact durant les travaux :

Durant les travaux, il n'y aura pas de stationnement au parc de Dieppe. Cela a été discuté et entériné par l'ensemble des intervenants.

Il n'y a pas d'entraves de longue durée qui sont prévues durant les travaux sur l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy aux approches et au droit du pont d'étagement de la jetée Mackay et du pont de la Concorde. Des entraves de courte durée sont prévues lors du levage du tablier pour le remplacement des appareils d'appui et lors du remplacement des joints de dilatation (mise en place de la garniture). Toutefois, durant les travaux, il y aura une réduction d'une voie de circulation en direction du centre-ville. Il y aura aussi une entrave de courte durée pour le remplacement du joint de dilatation à la rampe de l'Ile Sainte-Hélène donnant accès au chemin Macdonald.

Deux voies de circulation automobile en direction de l'île Sainte-Hélène et une voie en direction du centre-ville seront maintenues en tout temps sur l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy aux approches et au droit du pont d'étagement de la jetée Mackay et du pont de la Concorde. Aussi, lors du levage du tablier et du bétonnage de la dalle et colonnes de l'axe 6, la vitesse sera réduite à 30 km/h. La circulation sera maintenue pour donner accès au chemin Macdonald en ayant en tout temps une voie de circulation en alternance. Cette voie sera gérée par des feux de circulation ou signaleurs.

Pendant toute la durée des travaux, la circulation piétonne et cycliste sera maintenue suivant la configuration prévue pour chacune des phases de travaux. Des déviations ponctuelles de la piste cyclable et du corridor piétons sont requises aux endroits où les joints de dilatation doivent être remplacés.
Des réunions de coordination avec les parties prenantes sont prévues pour coordonner les entraves avec les événements spéciaux dans le secteur. L'entrepreneur doit installer des panneaux à message variable mobiles et des panneaux d'information pour informer les usagers de la route des travaux et entraves à venir ou en cours. Des mesures de mitigation

sont prévues dans les prescriptions techniques du cahier des charges afin d'atténuer ces inconvénients.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Compte tenu de la COVID-19, voici les impacts qui ont été mis en évidence pour ce projet :
Opportunité :
Les risques liés à la COVID-19 demeurent plutôt faibles pour les citoyens car le chantier est loin des zones habitées.
Enjeux :
En conséquence de la pandémie, l'adjudicataire sera tenu de fournir un programme de protection et prévention particulier des travailleurs en plus du programme de sécurité déjà prévu au contrat (CNESST). Il est possible que des délais additionnels d'approvisionnement soient nécessaires pour la fourniture des matériaux et du matériel compte tenu du ralentissement des activités dans plusieurs sphères d'approvisionnement.
Risques :
Si l'octroi du contrat devait être autorisé après la date d'échéance de la validité de la soumission (2021-02-12), des démarches auprès du plus bas soumissionnaire devront être entreprises pour obtenir son accord à poursuivre le projet et aller de l'avant avec les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée et approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 25 novembre 2020
Commission sur l'examen des contrats (CEC) : 02 décembre 2020;
Octroi du contrat : conseil municipal du 14 décembre 2020;
Début des travaux : janvier 2021;
Fin des travaux : fin mai 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Mario DUGUAY, Service des infrastructures du réseau routier
Ramy MIKATI, Ville-Marie
Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Romain BONIFAY, Service de l'eau

Lecture :

Mario DUGUAY, 11 novembre 2020
Ramy MIKATI, 11 novembre 2020
Véronique PARENTEAU, 10 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre MARCOUX
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-4155
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-09

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. : 514-872-4965

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-11-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-11-15

Montréal

Localisation

Structure no :	**81-5147**	Nom :	**R.P. Jetée Mackay / Rampe d'approche Pont de la Concorde**
Préparé par :	Kais Ben Abdallah, stag.	Date :	22 avril 2008



Montréal

Localisation

Structure no :	**81-5086**	Nom :	**P.O. Pont de la Concorde / Accès à l'île Ste-Hélène**
Préparé par :	**Pierre Marcoux, ing.**	Date :	**05 nov 2018**



Réf. Google Maps

Localisation

Structure no :	**81-5111**	Nom :	**P.E. Accès à l'ave Pierre-Dupuy et à l'île Ste-Hélène Chemin Macdonald**
Préparé par :	**Gérald Dufort**	Date :	**2009-11-02**



RÉSUMÉ DES INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Réalisé par la Direction des infrastructures (SIRR)

Identification

No de l'appel d'offres : 442513 — No du GDD : 1207000012

Titre de l'appel d'offres : 18-20 Réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147) et 19-12 Remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et travaux divers

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 9 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 15 - 10 - 2020

Ouverture faite le : 15 - 10 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 16

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 12 - 2 - 2021

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total $**
CONSTRUCTIONS CONCREATE LTEE	17 575 192,33
LOISELLE INC.	18 323 565,69
EBC INC.	19 480 358,37

Estimation	**externe**	12 880 365,88

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **36,4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **4,3%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

Montréal

Direction de la Mobilité
Division gestion d'actifs routiers et cyclables- Ponts et tunnels

Projet: 18-20 Réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay et
19-12 Remplacement des jonts du pont de la Concorde et travaux divers

Fait par: Pierre Marcoux, ing. 30 octobre 2020

Coûts globaux du contrat 442513				
			Année 2021-2022	
				Global avec taxes
Prix des travaux (plus bas soumissionnaire) :	15 286 099,00 $	(sans taxes)	**Prix des travaux**	**17 575 192,33 $**
Contingences				
(pourcentage du coût des travaux)	15 %		**Contingences**	**2 636 278,85 $**
Incidences				
Marquage chaussée			incidences techniques	8 048,25 $
Maintien de la circulation et gestion des impacts			incidences techniques	34 492,50 $
Communication			incidences professionnelles	0,00 $
Contrôle qualitatif			incidences professionnelles	825 529,35 $
Gaz, Bell, H-Q, CSEM, services publics, etc			incidences techniques	5 748,75 $
Acquisition et servitudes			incidences techniques	0,00 $
Plantations et mobilier urbain			incidences techniques	0,00 $
Expertises particulières (gestion environnemental-sols, etc)			incidences professionnelles	12 647,25 $
Déplacement services publics			incidences techniques	0,00 $
			Total incidences	**886 466,10 $**
Déboursés				
Reproductions de plans et devis				0,00 $
Déplacements et stationnement				0,00 $
Expertise professionnelle				0,00 $
			Somme des déboursés	**0,00 $**
			Total (avec taxes)	**21 097 937,27 $**

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 28 mai 2020

CONSTRUCTIONS CONCREATE LTÉE
A/S MONSIEUR WALTER SMIRNOW
5840, RUE DONAHUE
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1C1

N° de décision : 2020-DAMP-1479
N° de client : 2700032577

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CONSTRUCTIONS CONCREATE LTÉE demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **27 mai 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 15 octobre 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSTRUCTIONS CONCREATE LTÉE
Adresse du siège social : 5840, RUE DONAHUE, , SAINT-LAURENT, QC, H4S 1C1, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700032577
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142587287

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 442513

Date de publication : 9/14/2020
Date d'ouverture : 10/15/2020

Liste des preneurs du cahier des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Aluma Safway inc.
2	Armatures Bois-Francs Inc (ABF)
3	Construction Deric Inc
4	Construction Génix Inc.
5	Construction Injection EDM Inc
6	Construction Interlag Inc.
7	Construction NRC Inc.
8	Constructions ConCreate Ltée
9	DImco DL inc.
10	EBC Inc.
11	Eurovia Québec Grands Projets (Laval)
12	Inter-Projet (9099 3593 Québec Inc.)
13	Le Groupe LML Ltée
14	Loiselle inc.
15	Maurer Structural Protection Systems
16	Neolect Inc.
17	Nobesco (8412359 Canada inc)
18	Pomerleau Inc...
19	Tisseur Inc

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207000012

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy , dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $). Appel d'offres public no 442513 (3 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207000012 Trav Réfection Pont Jetée Mackay 1.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-13

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Direction du Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.006

2020/12/09 08:30

Dossier # : 1207000012

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy , dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $). Appel d'offres public no 442513 (3 soumissionnaires conformes).

Rapport_CEC_SMCE207000012.pdf

Dossier # :1207000012

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

Mme Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 14 décembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207000012

Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $). Appel d'offres public no 442513 (3 soumissionnaires conformes).

"Original signé"

Karine Boivin Roy
Présidente

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207000012

Accorder un contrat à Constructions ConCreate Ltée, pour la réalisation des travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay (81-05147), de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde (81-05086) et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 21 097 937,27 $, taxes incluses (contrat : 17 575 192,33 $ + contingences : 2 636 278,85 $ + incidences : 886 466,10 $). Appel d'offres public no 442513 (3 soumissionnaires conformes).

À sa séance du 25 novembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères d'examen ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ qui présente :*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 2 décembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars 2020. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'urbanisme et de la mobilité ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat pour la réalisation de travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay, de remplacement des joints de dilatation du pont de la Concorde et d'autres travaux divers dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Les responsables du dossier ont d'abord expliqué l'important écart, de 36,4% défavorable à la Ville, pour les travaux sur cet axe important, notamment en matière de mobilité active, et dont les dernières réfections datent de 1996. Il a été mentionné que des travaux temporaires, visant à sécuriser une poutre, ont dû être effectués en 2019 et que les travaux actuellement prévus dans le cadre de ce projet sont importants et prioritaires. En outre, le présent projet constitue une relance d'un premier appel d'offres

lancé le printemps dernier, qui n'avait permis de recevoir que des soumissions dont les prix étaient très élevées, avec un écart défavorable de 158%. Cette fois-ci, la relance de l'appel d'offres a permis de recevoir des soumissions de trois entreprises des 19 qui s'étaient procuré les documents. Les désistement ont été expliqués par huit preneurs, dont quatre étaient des sous-traitants et quatre autres étaient des entreprises aux carnets de commande complets. Le Service a expliqué avoir profité de la relance de l'appel d'offres pour reconfigurer ce projet afin d'offrir plus d'espace au transport actif. En ce qui concerne l'écart observé entre le prix obtenu et l'estimé de contrôle, le Service a expliqué qu'une erreur s'était glissée dans l'estimé puisque de nouveaux éléments du bordereau administratif n'avaient pas été cumulés suite à la modification du projet. Cette erreur permet d'expliquer 81% de l'écart observé. Le Service a également expliqué qu'un estimé révisé a été produit, réduisant ainsi l'écart à 10,7%. Il a été expliqué que le faible écart entre les deux plus bas soumissionnaires conformes, de 4,3 %, est un indicateur de la justesse des prix obtenus dans le contexte actuel pour ce projet. En conclusion, le Service recommande l'octroi puisque ce projet comporte un enjeu d'ordonnancement de plusieurs travaux dans ce secteur en contexte d'un grand nombre de chantiers à Montréal. À l'issue de ce processus, le Service a décidé de s'adjoindre des spécialistes pour réviser les ententes-cadres des projets comme celui-ci, qui doivent se réaliser dans un environnement particulier et sur des ouvrages d'art en ingénierie et qui requièrent des spécialistes en évaluation.

Dans le cadre de ses délibérations, la Commission comprend que les résultats sont définitivement supérieurs au premier appel d'offres et apprécie le suivi des raisons de désistement des firmes n'ayant pas soumissionné. Aussi, malgré le peu de soumissions reçues, la Commission comprend que rien ne laisse entrevoir la possibilité de recevoir de meilleurs prix pour ces travaux qui doivent débuter en avril 2021 pour se poursuivre jusqu'à l'automne et qui seront interrompus par une pause hivernale avant de pouvoir reprendre au printemps 2022. En conclusion, la Commission a apprécié que le nouvel estimé ait été révisé sur la base des données utiles et non pas dans l'objectif de justifier les prix obtenus pour ces travaux coordonnées pour un maximum d'efficience.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'urbanisme et de la mobilité pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ qui présente :*
    - *un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE207000012 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208009002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 59 167,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction des directives émises et de la prolongation du chantier, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14292 accordé à Réal Paul Architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 400 585,48 $ à 459 753,06 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 59 167,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction des directives émises et de la prolongation du chantier, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no. 14292 accordé à Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 400 585,48 $ à 459 753,06 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-11-25 09:32

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208009002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 59 167,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction des directives émises et de la prolongation du chantier, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14292 accordé à Réal Paul Architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 400 585,48 $ à 459 753,06 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Classé monument historique en 1976, le Château Dufresne est un ancien hôtel particulier construit entre 1915 et 1918 par les frères Oscar et Marius Dufresne. La Ville de Montréal en a fait l'acquisition en 1992 pour y loger le musée du Château Dufresne, principal musée d'histoire et de patrimoine de l'est de Montréal. Depuis, le bâtiment a fait l'objet d'importants travaux de restauration des finis intérieurs et de maintien de l'actif (2002-2004) ainsi que des travaux de restauration des portes et fenêtres extérieures (2010-2011). Ce projet s'inscrit dans la continuité des investissements que la Ville entend réaliser pour préserver et maintenir le bâtiment en bon état afin d'en assurer la pérennité.
Dans le cadre des travaux de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, un contrat de services professionnels a été octroyé le 24 mars 2015 à la firme Réal Paul Architecte Inc. et au Groupe WSP Canada Inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie dont la réalisation des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux en chantier, pour un montant maximal de 298 965,47 $, avec taxes et incluant 38 995,50 $ (15 %) de contingences sur la base du coût estimé des travaux.

Le contrat de réalisation des travaux de construction pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne a été octroyé le 16 mai 2019 à l'entrepreneur St-Denis Thompson Inc. (CG19 0242). Le coût réel des travaux a un écart de 36,67 % supérieur à l'estimation des professionnels émise à la suite de la publication du dernier addenda. Les honoraires ont dû être ajustés. Une demande additionnelle pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction a été approuvée le 16 septembre 2019, majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes et contingences incluses (CM19 1018).

Le 18 juin 2020, une dépense additionnelle a été approuvée pour le budget des contingences et des incidences du contrat de réalisation des travaux de construction de

l'entrepreneur St-Denis Thompson inc. (CG20 0307).

L'échéancier initial du projet prévoyait une fin des travaux le 22 novembre 2019.

La réception provisoire totale a été effectuée par les professionnels le 31 août 2020.

État du budget en date du 11 avril 2020 (taxes incluses) :

Contingences
Montant autorisé : 89 622,04 $
Montant engagé : 67 774,12 $, incluant les ordres de changement 1 à 9.
Montant du solde : 21 847,92 $

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0307 - 18 juin 2020
Autoriser une dépense additionnelle de 357 893,63 $, taxes incluses, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, situé au 2929 avenue Jeanne-d'Arc, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG19 0242), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 856 308,96 $ à 5 214 202,60 $, taxes incluses

CM19 1018 - 16 septembre 2019
Autoriser une dépense additionnelle de 101 620,01 $ taxes incluses (contrat de base: 9 661,67 $ + contingences: 91 958,34 $), pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction du coût réel des travaux de construction pour la mise en œuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal, Réal Paul architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310), majorant ainsi le montant total du contrat de 298 965,47 $ à 400 585,48 $, taxes et contingences incluses

CG19 0242 - 16 mai 2019
Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc., pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal. - Dépense totale de 4 856 308,96$, taxes incluses - Appel d'offres public (#IMM-14293) - Trois (3) soumissionnaires.

CM15 0310 - 24 mars 2015
Accorder un contrat de services professionnels à Réal Paul Architecte et au Groupe WSP Canada Inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et travaux connexes du Château Dufresne (0407), pour une somme maximale de 298 965,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public No. 14-13858 - Un seul soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à augmenter la valeur du contrat de services professionnels accordé à la firme Réal Paul Architecte et au Groupe WSP Canada Inc. afin de :

· payer des honoraires professionnels liés à la prolongation du chantier;
· payer des honoraires professionnels requis pour l'émission des directives de changement.

JUSTIFICATION

Contrat de base : Aucune augmentation demandée

· Les honoraires professionnels pour les services de base des architectes et des ingénieurs (autres que électromécanique) sont rémunérés suivant la méthode à pourcentage.
· Les services de base des ingénieurs en électromécanique sont à coût forfaitaire.

Services complémentaires définis : Aucune augmentation demandée
Les services complémentaires ont été fournis durant la période d'élaboration des plans et devis par les professionnels.

Contingences de construction :

· Honoraires professionnels sur l'émission des ordres de changement OC-10 à OC-22 : **31 424,59 $**
- Démantèlement et remplacement des linteaux et remplacement des métaux des sauts-de-loup;
- Modifications concernant les seuils à la base des colonnes et des arches au niveau du SS1;
- Démontage et remontage 6 pierres affaissées (côté sud-est);
- Modification de (2) cols de signe sur la terrasse avant;
- Démolition et relocalisation de cinq (5) évents de toit;
- Renforcement de la dalle de béton existante au pourtour des cols de cygne;
- Réparations additionnelles de béton (fissures majeures);
- Piquetage de la tourbe et augmentation de la superficie de pavé uni;
- Divers ajustements dûs aux conditions de chantier.

· Honoraires professionnels liés à la prolongation du chantier du 12 février au 31 août 2020 : **49 590,90 $**

1. Des travaux différés ont été autorisés pour :
- l'installation du mur rideau qui a été différé en février vu les difficultés d'approvisionnement rencontrées et le délai de fabrication supérieur à ce qui avait été prévu;
- l'aménagement intérieur qui a été différé en mars 2020 dû à des directives de changement en plomberie ayant retardé les coulées de béton des nouvelles dalles de plancher au sous-sol 2;
- la remise en état de l'aménagement paysager (fin prévue du chantier en novembre 2019, travaux différés en mai 2020).
2. Des directives ont eu pour impact la prolongation du chantier de minimum 105 jours.
3. La clause 5.3.3 de la Convention de services professionnels prévoit le paiement d'honoraires supplémentaires lorsque le chantier est prolongé de plus de 30 % de la durée d'origine.

TOTAL : 81 015,49 $

MOINS LE SOLDE DES CONTINGENCES ACTUELLES - 21 847,92 $
TOTAL DE L'AUGMENTATION : 59 167,57 $

Il est à noter que les honoraires réclamés par les professionnels ont été analysés et négociés. Ainsi, les honoraires de plusieurs directives dues à des erreurs ou omissions des professionnels ne seront pas payés. Le forfaitaire proposé par les ingénieurs en

électromécanique inclut le traitement des directives de changement. Les honoraires acceptés en architecture et génie structural et civil sont payés au pourcentage de la valeur absolue du coût des travaux des directives tel que prévu à la Convention de services professionnels. Les délais découlant de l'arrêt des chantiers de construction en raison de la crise sanitaire Covid-19 ne font pas l'objet d'une compensation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Initialement, le contrat de services professionnels octroyé à la firme Réal Paul Architecte et au Groupe WSP Canada Inc. était de 298 965,47 $, taxes incluses (contrat de base: 259 969,97 $ + contingences de base de 15 % : 38 995,50 $).
Une première demande d'augmentation a été autorisée au montant de 101 620,01 $, taxes incluses, augmentant le contrat initial à 400 585,48 $, taxes incluses, ce qui représente une majoration de ±34 %.

La présente demande d'augmentation est de 59 167,57 $, taxes incluses, détaillée comme suit :

	Montant autorisé initial (taxes incluses)	**Montant de l'augmentation 1 (taxes incluses)**	**Montant de la demande d'augmentation 2 (taxes incluses)**	**Montant total contrat (taxes incluses)**
	Selon estimation des professionnels 2 647 000,00 $ (avant taxes)	Selon le coût réel des travaux 3 307 987,50 $ (avant taxes)		
Contrat de base	243 471,06 $	9 661,67 $	0,00 $	253 132,73 $
Services complémentaires définis	16 498,91 $	41 331,80 $	0,00 $	57 830,71 $
Contingences	38 995,50 $	50 626,54 $	**59 167,57 $**	148 789,61 $
TOTAL	**298 965,47 $**	**101 620,01 $**	**59 167,57 $**	**459 753,05 $**
Incidences	38 995,50 $	0,00 $	0,00 $	38 995,50 $

Le présent sommaire augmentera le contrat initial de 298 965,47 $ à 459 753,05 $, taxes incluses décrit comme suit :

Rehaussement de 298 965,47 $ à 400 585,48 $ (majoration 1)
Rehaussement de 400 585,48 $ à 459 753,05 $ (majoration 2)

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le budget est disponible au PTI 2020 - 2022 du Service de la gestion et de la planification immobilière.

La dépense totale sera répartie comme suit : 59 167,57 $ en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec le Plan de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet étant terminé, dans le cas où l'autorisation pour la dépense additionnelle serait refusée, les firmes professionnelles ne seront pas payées pour leurs services rendus.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 a causé un arrêt du chantier entre le 24 mars et le 11 mai 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 9 décembre 2020
Conseil municipal : 14 décembre 2020

Fin réelle des travaux : 31 août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-07-10
Éric ST-HILAIRE Concepteur des aménagements - immeubles	Jean CAPPELLI Chef de division - Projets Corporatifs

Tél : 514 872-9054
Télécop. :

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-11-24

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : **Château Dufresne - réfection de la maçonnerie et travaux connexes**
2929 rue Jeanne-D'Arc, Montréal

Description : Contrat 14292 - services professionnels architecture, électromécanique, structure et civil
contrat modifié majoré

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Contrat de base autorisé		211 760,00					
	Ajustement au coût réel des travaux		8 403,28					
	Sous-total - honoraires pour les services de base :	100,0%	**220 163,28**	**11 008,16**		**21 961,29**		**253 132,73**
	Services complémentaires inclus au contrat		14 350,00	717,50		1 431,41		16 498,91
	Contingences de base	15,0%	33 916,50	1 695,83		3 383,17		38 995,50
Services	Services additionnels		35 948,51	1 797,43		3 585,86		41 331,80
additionnels	Contingences additionnelles	20,0%	44 032,66	2 201,63		4 392,26		50 626,55
	Total - Contrat majoré :		**348 410,95**	**17 420,55**		**34 753,99**		**400 585,49**
Incidences:	Dépenses générales	15,0%	33 916,50	1 695,83		3 383,17		38 995,50
	Dépenses spécifiques		0,00	0,00		0,00		0,00
	Total - Incidences :		**33 916,50**	**1 695,83**		**3 383,17**		**38 995,50**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**382 327,45**	**19 116,37**		**38 137,16**		**439 580,98**
Ristournes:	Tps	100,00%		19 116,37				19 116,37
	Tvq	50,0%				19 068,58		19 068,58
	Coût après rist. (Montant à emprunter)							**401 396,03**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : **Château Dufresne - réfection de la maçonnerie et travaux connexes**
2929 avenue Jeanne-D'Arc, Montréal

Description : Contrat 14292 - services professionnels architecture, électromécanique, structure et civil
contrat modifié majoré 2

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Contrat de base autorisé		211 760,00					
Ajustement 1	Ajustement au coût réel des travaux		8 403,28					
	Sous-total - honoraires pour les services de base :	100,0%	**220 163,28**	**11 008,16**		**21 961,29**		**253 132,73**
	Services complémentaires inclus au contrat		14 350,00	717,50		1 431,41		16 498,91
	Contingences de base	15,0%	33 916,50	1 695,83		3 383,17		38 995,50
Ajustement 1	Services additionnels		35 948,51	1 797,43		3 585,86		41 331,80
Ajustement 1	Contingences additionnelles	20,0%	44 032,66	2 201,63		4 392,26		50 626,55
	Ajustement des honoraires no2 en fonction de l'augmentation du contrat de construction :							
Additionnels 2	Contingences additionnelles		51 461,25	2 573,06		5 133,26		59 167,57
	Total - Contrat majoré :		**399 872,20**	**19 993,61**		**39 887,25**		**459 753,06**
Incidences	Dépenses générales	15,0%	33 916,50	1 695,83		3 383,17		38 995,50
	Dépenses spécifiques		0,00	0,00		0,00		0,00
	Total - Incidences :		**33 916,50**	**1 695,83**		**3 383,17**		**38 995,50**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**433 788,70**	**21 689,43**		**43 270,42**		**498 748,55**
Ristournes:	Tps	100,00%		21 689,43				21 689,43
	Tvq	50,0%				21 635,21		21 635,21
	Coût après rist. (Montant à emprunter)							**455 423,91**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208009002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 59 167,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction des directives émises et de la prolongation du chantier, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14292 accordé à Réal Paul Architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 400 585,48 $ à 459 753,06 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Notre intervention vise à confirmer qu'à la lumière des informations fournies, l'utilisation projetée du budget de contingences additionnel faisant l'objet du présent sommaire décisionnel est conforme à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-19

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division, Droit contractuel
Tél : 514-872-2363
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208009002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 59 167,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour l'ajustement des honoraires professionnels en fonction des directives émises et de la prolongation du chantier, pour la mise en oeuvre du projet de restauration de la maçonnerie et divers travaux connexes au Château Dufresne, 2929 avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, dans le cadre du contrat no 14292 accordé à Réal Paul Architecte et Groupe WSP Canada Inc. (CM15 0310) majorant ainsi le montant total du contrat de 400 585,48 $ à 459 753,06 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208009002 - Dépenses additionnelles services professionnels Château Dufresne.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-17

Françoise TURGEON
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207383002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc., ce dernier ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour la fourniture de services professionnels de conception et de surveillance des travaux pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish pour une période de 10 ans pour une somme maximale de 27 943 236,56 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18262 ;

2. d'autoriser une dépense de 4 191 485,48 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-12 15:42

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207383002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier concerne l'acquisition des services professionnels en ingénierie et en architecture requis à la préparation des plans et devis, ainsi que la surveillance de la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish.
La station de pompage McTavish a été construite en trois étapes entre 1928 et 1970 et alimente en eau potable environ 1 250 000 résidents sur le territoire de l'île de Montréal. Elle nécessite une mise à niveau complète des équipements de pompage, des conduites d'aspiration et de refoulement, des équipements électriques et de mécanique du bâtiment. Plusieurs de ces équipements ont atteint la fin de leur durée de vie utile et en cas de bris, les pièces de rechange ne sont plus disponibles sur le marché. Les travaux sont requis afin d'assurer la pérennité et la fiabilité de cette infrastructure névralgique du réseau de distribution d'eau potable de la Ville de Montréal.

L'appel d'offres public 20-18262 a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal et le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 10 août 2020. La date limite de réception des soumissions était le 24 septembre 2020. La durée de la publication a été de quarante-quatre (44) jours de calendrier. La validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 22 mars 2021.

Trois (3) addenda ont été publiés afin d'apporter certaines précisions à l'appel d'offres.

Addenda	Date	Raison

1	20 août 2020	Prolonger la période de visite de la station dans le but de permettre aux soumissionnaires la possibilité de visiter les lieux sur toute la durée de l'appel d'offres.
2	3 septembre 2020	Report de la date d'ouverture des soumissions en raison d'une demande de prolongation envoyée par un des soumissionnaires. Réponses aux questions des soumissionnaires.
3	9 septembre 2020	Prolonger la période de visite de la station en raison du rapport de la date d'ouverture annoncé dans l'addenda #2. Réponses aux questions des soumissionnaires. Modification apportée à l'article 3.02 Regroupement de personnes dans la section 3.0 Modalités de paiement du «Contrat».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0418 - 27 août 2020 - Règlement autorisant un emprunt de 250 800 000 $ afin de financer les travaux de mise à niveau et de réfection de la station de pompage McTavish.
CG20 0073 - 27 février 2020 - Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish - Dépense totale de 51 536 400 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10274 (2 soum.)

CG17 0367 - 24 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish, pour une somme maximale de 17 553 353,97 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour une période de dix (10) ans ou jusqu'à l'épuisement des crédits, pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish.
Ce mandat comprend la préparation des plans et devis, la gestion de projet, la surveillance des travaux et toute autre activité d'ingénierie et d'architecture reliée à la préparation et la réalisation du projet.

Voici une liste des principaux travaux de la phase 2 couverts par les présents services professionnels. Ces travaux seront exécutés en deux temps dans le grand bâtiment qu'est la station de pompage McTavish : l'aile est en premier et l'aile ouest par la suite:

· Arrêt des pompes de l'aile concernée et démantèlement des équipements existants;
· Installation des nouvelles pompes dans leur nouvelle configuration;
· Construction de la nouvelle conduite d'alimentation des pompes (nourrice);
· Remplacement et réaménagement de toutes les conduites de distribution, incluant les réservoirs hydropneumatiques;
· Réaménagement des chambres de vanne et la réfection des équipements;
· Modification des locaux, réfection architecturale de l'intérieur et réhabilitation sismique du bâtiment
· Mise à niveau des systèmes de ventilation, de climatisation, de chauffage et d'éclairage;
· Construction d'une alimentation électrique temporaire et aménagement des nouvelles salles électriques à 25 kV;

· Modification et remplacement des systèmes d'automation et de contrôle, télésurveillance et contrôle d'accès:
· Réaménagement du site de la station;
· Réfection de l'avenue du Docteur-Penfield entre la rue McTavish et l'avenue des Pins;

· Gestion de la mobilité;

· Tout autre travail requis pour exécuter une mise à niveau complète et rigoureuse de la station McTavish.

La rémunération des professionnels sera sur une base horaire, selon les taux horaires présentés dans l'offre.

Des dépenses contingentes de 15 % du coût du contrat, soit 4 191 485,48 $, taxes incluses ont été prévues pour couvrir les services non prévus au contrat, mais requis à l'achèvement du mandat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 20-18262, à deux (2) enveloppes, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site de SÉAO. Trois (3) soumissions (ingénierie et architecture) ont été déposées. Ces trois soumissions sont composées de trois (3) firmes de génie-conseil et de deux (2) bureaux d'architectes. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné :
- un (1) est un fournisseur de pompes;
- trois (3) sont des compagnies de génie-conseil qui ont répondu qu'elles étaient sur d'autres projets qui ne leur permettaient pas d'exécuter ce projet dans le délai requis.

Le comité de sélection composé de trois (3) membres a siégé le 19 octobre 2020. L'analyse des offres a permis de constater que toutes les soumissions sont conformes.

Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le contrat soit accordé au regroupement ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc.

Le comité de sélection en est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX DE BASE** (taxes incluses)	**CONTINGENCES** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc.	85,3 %	0,05	27 943 236,56 $	4 191 485,48 $	32 134 722,04 $
CIMA + S.E.N.C et TLA Architectes inc.	75.2 %	0,04	28 398 106,41 $	4 259 715,96 $	32 657 822,37 $
Les Services Exp inc. et TLA Architectes inc.	74,7 %	0,04	30 444 644,16 $	4 566 696,62 $	35 011 340,78 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			29 029 175,44 $	4 354 376,32 $	33 383 551,76 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					-1 085 938,88 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	-3,74 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*	454 869,85 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *(2e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	1,63 %

Le regroupement ayant obtenu le plus haut pointage final, SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. a présenté une offre avec un écart favorable de 1 085 938,88 $, soit 3,74 % plus bas, par rapport à la dernière estimation.

Les validations requises à l'effet que les soumissionnaires recommandés SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. ne font pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Ce contrat est visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP),* en vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 2 novembre 2015.

La firme SNC Lavalin inc. a soumis un document démontrant qu'elle a effectué une demande de renouvellement qui est en traitement auprès de l'AMP. Une copie de l'accusé de réception, en date du 6 novembre 2019, de ladite demande est jointe au présent dossier.

La firme Réal Paul Architecte inc. détient une autorisation de l'AMP en date du 20 février 2020, portant le no. 2020-DAMP-1172, valide jusqu'au 19 février 2023, une copie est jointe au présent dossier.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, étant donné la valeur du contrat de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 27 943 236,56 $ taxes incluses. La dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses, comprenant le coût du contrat, ainsi qu'un montant de 4 191 485,48 $, taxes incluses, pour les contingences représente un coût net de 29 343 284,45 $, lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 20-028.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ». Elle sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise à niveau de la station de pompage McTavish vise à assurer la distribution fiable d'une eau potable de qualité en quantité suffisante pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal et en maintenir la pérennité pour les générations futures. En plus, la direction de l'eau potable en collaboration étroite avec la division du Patrimoine suivra les recommandations du conseil du patrimoine de Montréal d'explorer les possibilités de réutiliser les matériaux inertes *in situ* (exemple les pierres), favoriser un aménagement du paysage avec des plantations durables et diversifié, développer un volet interprétatif pour le parc en regard du réservoir d'eau potable sous-jacent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'octroi du présent dossier retardera la confection des plans et devis du projet requis pour effectuer les travaux de la phase 2 nécessaires à la fiabilité des équipements de la station de pompage McTavish. Tout retard maintiendra le risque de bris mécanique lié à la vétusté des équipements, qui alimentent 1,25 million de citoyens quotidiennement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE - 25 novembre 2020;
CPEC - 2 décembre 2020;
CE - 9 décembre 2020;
CM - 14 décembre 2020;
CG - 17 décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Zoulikha SEGHIR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kamen RAEV
Ingénieur

Tél : (514) 206-8806
Télécop. : (514) 872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-28

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514-653-6801
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-11-11

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 6 novembre 2019

SNC-LAVALIN INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007364
N° de demande :	1900012795
N° de confirmation de paiement :	098834

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Le 20 février 2020

RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.
A/S MONSIEUR RÉAL PAUL
5605, AV DE GASPÉ
BUR. 403
MONTRÉAL (QC) H2T 2A4

Nº de décision : 2020-DAMP-1172
Nº de client : 3001138812

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. RÉAL PAUL ARCHITECTE INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207383002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18262 Intervention.pdf 20-18262 DéthCah.pdf 20-18262_pv.pdf

20-18262 Tableau Résultat Global final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zoulikha SEGHIR
Agente d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-4313

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-09

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de séction
Tél : 514-872-1000
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18262 — No du GDD : 1207383002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie et en architecture pour la phase 2 du projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 8 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 10 - 9 - 2020

Ouverture faite le : 24 - 9 - 2020

Date du comité de sélection : 19 - 10 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 9 - 9 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 37,5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 3 - 2021

Date d'échéance révisée : 23 - 3 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc.	27 943 236,56 $	√	
CIMA + S.E.N.C et TLA Architectes inc.	28 398 106,41 $		
Les Services Exp inc. et TLA Architectes inc.	30 444 644,16 $		

Information additionnelle

Les motifs de non-participation sont : (3) trois firmes dont les engagements dans d'autres projets ne leur ont pas permis de présenter une offre dans les délais, (1)une firme dont l'objet de l'appel d'offres ne correspond pas à son secteur d'activité (1) une firme a soumissionné comme membre du regroupement.

Préparé par : Zoulikha Seghir — Le 30 - 10 - 2020

20-18262 - Services professionnels en ingénierie et en architecture pour la phase 2 du projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA + S.E.N.C	3,50	7,67	6,33	15,33	22,33	20,00	75,2	28 398 106,41 $	0,04	2
LES SERVICES EXP INC.	3,67	7,33	7,00	15,00	22,00	19,67	74,7	30 444 644,16 $	0,04	3
SNC LAVALIN INC.	4,00	8,67	8,00	17,33	25,67	21,67	85,3	27 943 236,56 $	0,05	1
0							-		-	
0							-		-	

Comité	
Date	lundi 19-10-2020
Heure	13h30
Lieu	Vidéo conférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Zoulikha Seghir

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18262
Numéro de référence : 1397822
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie et en architecture pour la phase 2 du projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1776472)** 2020-08-12 11 h 36 **Transmission :** 2020-08-12 11 h 36	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 07 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 14 h 59 - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement) 2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel 3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 740 rue Notre-Dame Ouest Bureau 900 Montréal, QC, H3C 3X6 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1775995)** 2020-08-11 14 h 04 **Transmission :** 2020-08-11 14 h 04	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 08 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 15 h 02 - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement) 2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel 3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1776714)** 2020-08-12 18 h 18 **Transmission :** 2020-08-12 18 h 18	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 07 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 14 h 57 - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement) 2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel

				3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	KSB Pumps inc. 1200 Rue Bergar Laval, QC, H7L5A2 http://www.ksb.ca NEQ : 1148662282	Monsieur Makram Mouhli Téléphone : 514 476-6028 Télécopieur : 514 631-7874	**Commande : (1778623)** 2020-08-18 14 h 34 **Transmission :** 2020-08-18 14 h 34	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 08 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 15 h 01 - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement) 2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel 3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1776094)** 2020-08-11 15 h 51 **Transmission :** 2020-08-11 15 h 51	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 08 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 15 h 03 - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement) 2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel 3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Réal Paul Architecte Inc. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1170528856	Madame Geneviève Chemouil Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111	**Commande : (1778657)** 2020-08-18 15 h 16 **Transmission :** 2020-08-18 15 h 16	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 07 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 14 h 59 - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement) 2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel 3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1776160)** 2020-08-11 18 h 32 **Transmission :** 2020-08-11 18 h 32	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 07 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 15 h - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement)

				2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel 3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1775919)** 2020-08-11 12 h 35 **Transmission :** 2020-08-11 12 h 35	3363115 - 20-18262 Addenda N°1 (Amendement) 2020-08-20 12 h 07 - Courriel 3370135 - 20-18262 Addenda N°2 (REPORT DE DATE , questions/réponses) 2020-09-03 15 h 03 - Messagerie 3372130 - 20-18262 Addenda N°3 (Questions/réponses, amendement) 2020-09-09 15 h 55 - Courriel 3374866 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 10 - Courriel 3374882 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 26 - Courriel 3374923 - 20-18262 Addenda N°2 suite (Plans) 2020-09-15 15 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207383002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1207383002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-09

Anna CHKADOVA
Conseillère budgetaire
Tél : 514 872-5763
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.008

2020/12/09 08:30

Dossier # : 1207383002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 - (3 soumissionnaires).

Rapport_CEC_SMCE207383002.pdf

Dossier # :1207383002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

Mme Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 17 décembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207383002

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 - (3 soumissionnaires).

"Original signé"

Karine Boivin Roy
Présidente

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207383002

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, pour une période de 10 ans - Dépense totale de 32 134 722,04 $, taxes incluses (contrat : 27 943 236,56 $, taxes incluses plus contingences : 4 191 485,48 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 20-18262 - (3 soumissionnaires).

À sa séance du 25 novembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 10 M$

Le 2 décembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars 2020. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont présenté les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture au regroupement SNC Lavalin inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la phase 2 des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, sur une période de 10 ans.

Les responsables du dossier ont expliqué que, dans ce projet de longue haleine, il y avait lieu de recourir à des services professionnels multidisciplinaires en ingénierie et en architecture. Il a été précisé que le processus d'appel d'offres prévoyait deux enveloppes. La durée de l'appel d'offres a été de 44 jours au cours desquels trois addendas ont été publiés. Ce sont huit entreprises qui se sont procuré les documents d'appel d'offres, parmi lesquelles trois équipes de firmes spécialisées en ingénierie et en architecture ont déposé une soumission conforme. Un fournisseur s'était procuré les documents de l'appel d'offres et la plupart des désistements ont été justifiés en raison de carnets de commandes surchargés. L'analyse des soumissions reçues a permis de choisir l'équipe de firmes adjudicataires. Le Service a expliqué que celles-ci ont obtenu

le meilleur pointage, en plus d'avoir soumis le meilleur prix. En outre, il existe de très faibles écarts, et ce, tant par rapport à l'estimé de contrôle qu'entre la plus haute et la deuxième plus basse soumission conforme reçue. En conclusion, il a été expliqué que l'estimé de contrôle était basé sur les taux horaires de contrats antérieurs et en cours.

Au terme de son examen, la Commission félicite la stratégie d'appel d'offres préconisée pour ce projet d'envergure de la mise à niveau de la station de pompage McTavish, un ouvrage d'ingénierie patrimonial et historique dans l'un des quartiers historiques de la Ville de Montréal qui permet de desservir deux millions de personnes. La stratégie privilégiée avait pour objectif d'ouvrir le marché et d'éviter de favoriser les firmes déjà sous contrat avec la Ville. La Commission a apprécié les informations colligées à la rubrique "développement durable" du sommaire décisionnel et se réjouit que plusieurs matériaux pourront avoir une deuxième vie.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- Contrat de plus de 10 M$

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE207383002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1205035004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. d'accorder à la firme SOGICA inc. un contrat pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services profesionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (20-18282).

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100,00 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-11-16 14:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205035004**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
Depuis 1996, la cour municipale est dotée d'un système Imagétique pour la numérisation, l'enregistrement et le traitement des constats d'infractions, des rapports d'infractions, des plaidoyers et de différents documents intégrés aux dossiers de cour. Le contrat pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système prendra fin le 31 décembre 2020.

Un projet est en cours à la Ville pour développer un nouveau système intégré à la cour municipale, il s'agit du projet de la cour numérique. Lorsque celle-ci sera mise en place, la Ville pourra mettre fin au présent contrat.

Le présent sommaire décisionnel vise à maintenir le système Imagétique dans sa forme actuelle jusqu'à ce que le projet de cour numérique implante le nouveau système intégré. Afin de minimiser les impacts financiers suite à la période de transition entre les deux systèmes, la Ville dispose de clauses contractuelles lui permettant de mettre fin à la présente entente.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public, numéro 20-18282, en date du 10 août 2020. Cet appel d'offres public a été publié sur le site du SÉAO (Système électronique d'appel d'offres du Québec) ainsi que dans Le Journal de Montréal. La durée initiale accordée aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission était de 31 jours, soit jusqu'au 10 septembre 2020. Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 38 jours, soit jusqu'au 17

septembre 2020.

Au total, trois (3) addenda ont été publiés aux dates suivantes :

# Addenda	Date d'émission	Description	Impact sur les prix
1	14 août 2020	Ajout d'un taux horaire pour la prise en charge du support aux opérations	Oui
2	02 septembre 2020	Réponses aux questions des soumissionnaires et report de la date d'ouverture des soumissions au 17 septembre 2020	Non
3	08 septembre 2020	Publication sur le SÉAO de la version électronique du bordereau de prix	Non

La Ville a reçu une seule offre qui a été déclarée conforme tant administrativement que techniquement. Cette offre est valide jusqu'au 17 mars 2021.

Le présent dossier vise à accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0309 - 20 juin 2019 - Autoriser la cession de contrat de la firme Conseillers en gestion informatique CGI inc. à la firme SOGICA inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale (CG16 0582) / Approuver un projet de contrat de cession à cet effet.
CG18 0527 - 25 octobre 2018 - Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 1 939 168,35 $, taxes incluses, pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, dans le cadre du contrat octroyé à la firme Conseillers en gestion informatique CGI Inc (CG16 0582), pour une période de deux (2) ans, soit du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 939 168,35 $ à 3 878 336,70 $, taxes incluses.

CG16 0582 - 27 octobre 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à Conseillers en gestion informatique CGI inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 1 939 168,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14944 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

CG12 0437 - 22 novembre 2012 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Conseillers en gestion informatique CGI inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour une durée de 48 mois, pour une somme maximale de 3 539 390,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11874 - 1 soumissionnaire conforme / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG06 0477 - 30 novembre 2006 - Projet de convention de services professionnels pour la gestion, la numérisation des constats d'infraction et divers rapports de cour du Système Imagétique - 1er janv. 2007 au 31 déc. 2010 - Firme Conseillers en gestion informatique CGI inc.- 6 249 596,84 $, taxes incluses - Appel d'offres public 06-10173.

CE02 1904 - 30 octobre 2002 - Projet de convention pour les services professionnels pour la

numérisation des constats d'infraction, des rapports d'infraction, des plaidoyers et des autres pièces afférentes – 1er octobre 2002 au 31 décembre 2006 - Firme Cognicase inc. - 5 109 409,03 $ - Appel d'offres public 02-7500.

DESCRIPTION

La prestation attendue de ce fournisseur vise principalement les services suivants pour une période de trois (3) années, s'échelonnant du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023 avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois :

- la cueillette et la numérisation des documents, la saisie électronique de données, la transmission et la réception de données vers et en provenance de la Ville (coût mensuel forfaitaire);
- la gestion et l'exploitation du système Imagétique (coût mensuel forfaitaire);
- l'évolution de la gestion des images et des procédures automatisées (taux horaire variable selon le type d'intervention).

JUSTIFICATION

Sur un total de cinq (5) preneurs du cahier des charges, une firme a déposé une soumission, soit 20% des preneurs, alors que quatre (4) n'ont pas soumissionné. De ces quatre (4) preneurs, un a retiré le cahier des charges à titre informatif (Ville de Québec) et un a transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement avec le motif qu'elle n'a pas l'expérience exigée. Les deux (2) autres preneurs n'ont pas répondu.
Le résultat de l'analyse de la conformité administrative et technique pour ce soumissionnaire est positif, ce qui lui a permis de se qualifier pour l'appel d'offres suite à la rencontre du comité technique qui s'est tenue, le 8 octobre 2020.

La proposition de la firme SOGICA inc. se décline comme suit :

SOUMISSIONS CONFORMES	**Prix de base / contrat de 3 ans (taxes incluses)**	**Options de prolongation (2 options d'une année chacune)**	**TOTAL (taxes incluses)**
SOGICA inc.	2 804 585,18 $	2 071 240,13 $	4 875 825,31 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 613 952,03 $	1 830 811,31 $	4 444 763,34 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			431 061,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			9,70 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			

L'estimation de cet appel d'offres (3 ans + 2 ans de prolongation), soit 4 444 763,34 $, taxes incluses, est basée sur les coûts unitaires du contrat en vigueur dont la durée est de trois (3) ans (2 ans + 1 an de prolongation).

La soumission du fournisseur SOGICA inc. est supérieure à l'estimation de 9,70 %. Les principaux arguments mis de l'avant, par SOGICA inc., pour justifier cette augmentation sont les suivants :

- une plus grande incertitude quant à l'évolution des coûts dans les prochaines années compte tenu de la situation causée par la COVID;
- les frais d'entretien du logiciel Opentext Global 360 sont onéreux, et les augmentations annuelles exigées par le fournisseur dépassent les taux d'inflation publiés;
- les efforts reliés à la mise en place et au maintien des mesures et composantes reliées aux exigences de la Ville en rapport avec la sécurité de la solution sont en augmentation continuelle. De ce fait, la sécurité informatique était déjà un enjeu important et tous les efforts devront être consacrés pour assurer la sécurité des environnements dans les prochaines années;
- SOGICA inc. s'est dotée récemment de la certification SOC 2 pour ses propres environnements d'exploitation ce qui implique une valeur ajoutée pour la Ville, particulièrement en lien avec le point précédent.

Conformément à l'article 573.3.3, une rencontre a été planifiée avec le fournisseur SOGICA inc. et celui-ci a accepté de conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission initiale sans toutefois changer les autres obligations. Le tarif horaire de l'item 1.3 du bordereau de prix (Support aux opérations) a été revu à la baisse de 5 $ par heure pour les 3 premières années du contrat. Le nouveau montant global du contrat sur une période de cinq (5) ans est de 4 874 100,68 $, taxes incluses, soit une baisse de 1 724,63 $. La dépense sur le contrat de trois (3) ans, objet du présent dossier, sera de 2 802 860,55 $, taxes incluses.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$.

Et répondant à la condition suivante :

- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme SOGICA inc. a obtenu son accréditation le 10 janvier 2019 et cette dernière demeure valide.

Après vérification, SOGICA inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale du contrat sur une période de trois (3) ans, soit de 2021 à 2023, sera de 2 802 860,55 $, taxes incluses.
Voici le tableau de répartition des coûts par année et par item du contrat :

Item	2021	2022	2023	Total
Budget de fonctionnement (BF)				

Numérisation, saisie, transmission et réception de données	274 560,30 $	274 560,30 $	274 560,30 $	823 680,90 $
Gestion et exploitation du système, collecte et livraison de documents	623 624,40 $	623 624,40 $	623 624,40 $	1 870 873,20 $
Banque d'heures (Évolution du système Imagétique)	36 102,15 $	36 102,15 $	36 102,15 $	108 306,45 $
Total	**934 286,85 $**	**934 286,85 $**	**934 286,85 $**	**2 802 860,55 $**

Dépenses au budget de fonctionnement (BF) :

La dépense maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses (2 559 385,28 $ net de taxes), pour les trois (3) premières années du contrat, sera imputée au budget de fonctionnement du Service des TI.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la Cour Municipale qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel concerne 55 millions de documents conservés en format "PDF" et permet leur visionnent en version numérique, ce qui permet d'économiser un volume substantiel de feuilles de papier puisque les documents peuvent être consultés à l'écran plutôt que d'être imprimés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra à la cour municipale de poursuivre ses opérations pendant la transition vers un nouveau système plus évolué et adapté aux nouveaux besoins d'une ville intelligente et numérique.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures sanitaires ont amené des changements majeurs sur les méthodes de travail à la Ville et ont accéléré le virage vers une plus grande mobilité des employés, ainsi le support opérationnel de nos solutions augmente la résilience de nos systèmes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : le 25 novembre 2020;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 2 décembre 2020;
- Retour du dossier au comité exécutif : le 9 décembre 2020;
- Approbation du dossier par le conseil municipal : le 14 décembre 2020;
- Approbation du dossier par le conseil d'agglomération : le 17 décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Madalina ROSCA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guy PICARD, Service des affaires juridiques

Lecture :

Guy PICARD, 11 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-10

Réjean GAGNÉ
Chef de division TI - Procesus judiciare et cour municipale

Tél : 514-872-1239
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514-880-9577
Approuvé le : 2020-11-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-11-12

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 10 janvier 2019

SOGICA INC.
A/S MONSIEUR SYLVAIN DUPRAS
9555, AV CHRISTOPHE-COLOMB
MONTRÉAL (QC) H2M 2E3

N° de décision : 2019-CPSM-1002131
N° de client : 3001651418

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SOGICA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 janvier 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sonia Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1205035004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18282_PV.pdf 20-18282_DetCah.pdf 20-18282_Intervention.pdf

20-18282_RésultatComitéSélection.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Madalina ROSCA
Agente d'approvisionnement niv.II
Tél : 514 868 3727

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-11

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de Section
Tél : 514-872-5249
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18282 — No du GDD : 1205035004

Titre de l'appel d'offres : Entreposage de serveurs ainsi que services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système imagétique de la cour municipale

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 8 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 10 - 9 - 2020

Ouverture faite le : 17 - 9 - 2020

Date du comité de sélection : 8 - 10 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 8 - 9 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 38 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 16 - 3 - 2021

Date d'échéance révisée : 16 - 3 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SOGICA inc.	$ 2 802 860,55	√	

Information additionnelle

Les motifs de non-participation sont : un (1) à titre informatif (Ville de Québec), un (1) qui n'a pas l'expérience exigée et deux (2) qui n'ont pas répondu à notre demande.

Préparé par : Madalina Rosca — Le 10 - 11 - 2020

20-18282 - Entreposage de serveurs ainsi que services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système imagétique de la cour municipale

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 20%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SOGICA INC.	4,38	8,50	16,75	16,00	18,25	22,00	85,9	4 875 825,31 $	0,28	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Madalina Rosca**									

Comité	
Date	jeudi 08-10-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18282
Numéro de référence : 1397153
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Entreposage de serveurs ainsi que services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système imagétique de la cour municipale

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Alithya Canada inc. 725, boulevard Lebourgneuf, bureau 525 Québec, QC, G2J 0C4 http://www.alithya.com NEQ : 1144392173	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1775813)** 2020-08-11 10 h 31 **Transmission :** 2020-08-11 10 h 31	3361056 - 20-18282 addenda 1 2020-08-14 11 h 47 - Courriel 3369191 - 20-18282 Addenda 2 2020-09-02 8 h 50 - Courriel 3371246 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (devis) 2020-09-08 13 h 03 - Courriel 3371247 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (bordereau) 2020-09-08 13 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SOGICA inc. 9555 avenue Christophe-Colomb Montréal, QC, H2M2E3 NEQ : 1173855140	Monsieur Pierre McDuff Téléphone : 514 374-7777 Télécopieur :	**Commande : (1776331)** 2020-08-12 9 h 41 **Transmission :** 2020-08-12 9 h 41	3361056 - 20-18282 addenda 1 2020-08-14 11 h 47 - Courriel 3369191 - 20-18282 Addenda 2 2020-09-02 8 h 50 - Courriel 3371246 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (devis) 2020-09-08 13 h 03 - Courriel 3371247 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (bordereau) 2020-09-08 13 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
TACT Conseil 9855, rue Meilleur, bureau 200 Montréal, QC, H3L3J6 http://www.tactconseil.com NEQ : 1173870222	Monsieur Khalil Ibrahim Téléphone : 514 877-0373 Télécopieur : 514 877-6199	**Commande : (1776298)** 2020-08-12 9 h 19 **Transmission :** 2020-08-12 9 h 19	3361056 - 20-18282 addenda 1 2020-08-14 11 h 47 - Courriel 3369191 - 20-18282 Addenda 2 2020-09-02 8 h 50 - Courriel 3371246 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (devis) 2020-09-08 13 h 03 - Courriel 3371247 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (bordereau) 2020-09-08 13 h 03 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ TELUS Communications inc. 300, rue St-Paul bureau 600 Québec, QC, G1K 7R1 NEQ : 1148459481	Madame Julie Théberge Téléphone : 418 780-8357 Télécopieur : 418 694-2075	**Commande : (1775924)** 2020-08-11 12 h 42 **Transmission :** 2020-08-11 12 h 42	3361056 - 20-18282 addenda 1 2020-08-14 11 h 47 - Courriel 3369191 - 20-18282 Addenda 2 2020-09-02 8 h 50 - Courriel 3371246 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (devis) 2020-09-08 13 h 03 - Courriel 3371247 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (bordereau) 2020-09-08 13 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Ville de Québec 50 Rue Marie de l'Incarnation 2e étage Québec, QC, G1N 3E7 http://www.ville.quebec.qc.ca NEQ :	Monsieur Claude Morrissette Téléphone : 418 641-6411 Télécopieur : 418 641-6511	**Commande : (1778648)** 2020-08-18 15 h 04 **Transmission :** 2020-08-18 15 h 04	3361056 - 20-18282 addenda 1 2020-08-18 15 h 04 - Téléchargement 3369191 - 20-18282 Addenda 2 2020-09-02 8 h 50 - Courriel 3371246 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (devis) 2020-09-08 13 h 04 - Courriel 3371247 - 20-18282 Addenda 3 Bordereau de prix excel (bordereau) 2020-09-08 13 h 04 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205035004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds_GDD 1205035004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-11

Gilles BOUCHARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.009

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1205035004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).



Rapport_CEC_SMCE205035004.pdf

Dossier # :1205035004

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

Mme Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 17 décembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE205035004

Accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).

"Original signé"

Karine Boivin Roy
Présidente

"Original signé"

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE205035004

Accorder un contrat à la firme SOGICA inc., pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, pour une somme maximale de 2 802 860,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18282) - (1 soumissionnaire).

À sa séance du 25 novembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :
    - Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres

Le 2 décembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars 2020. Au cours de cette séance, les responsables du Service des technologies de l'information ont présenté les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce projet pour l'entreposage de serveurs ainsi que des services professionnels pour la gestion, l'entretien et l'évolution du système Imagétique de la Cour municipale.

Les responsables du dossier ont expliqué qu'il s'agissait d'accorder un tout dernier contrat afin de finaliser les activités de numérisation des constats d'infraction et d'indexation des nouveaux constats numériques d'ici à la mise en place du projet de Cour municipale numérique. Il a été précisé que l'appel d'offres d'une durée de 38 jours au cours desquels trois addendas ont été publiés pour apporter des modifications mineures a intéressé cinq entreprises, et ce, bien que seule la firme actuellement sous contrat ait déposé une soumission conforme. Il a été expliqué que ce contrat présentait un haut volume et que la fin anticipée de ces opérations le rendait moins intéressant pour une nouvelle firme qui aurait, notamment, en raison de l'investissement requis pour

pouvoir dispenser les services requis par la Ville. Il a été précisé que l'écart de 9,7% défavorable à la Ville par rapport à l'estimé de contrôle s'explique par le contexte Covid et l'indexation des taux horaires pour les trois prochaines années. À cet effet, la négociation avec le seul soumissionnaire conforme a été menée, cependant la firme adjudicataire n'a consenti qu'une très faible réduction de prix. Le Service est satisfait du prix obtenu qu'il qualifie de raisonnable et acceptable dans le contexte. En outre, le taux de satisfaction à l'égard du rendement de ce fournisseur de service est très élevé. Il s'agit d'une entreprise certifiée SOC2 en matière de sécurité informatique et la Ville de Montréal bénéficie de sa certification par le fait même. En conclusion, le contrat comporte une clause de sortie sans pénalité en prévision d'y mettre un terme au moment de l'entrée en service du projet de cour numérique, ce méga projet visant à intégrer l'ensemble des processus de la Cour municipale.

Au terme de son examen, la Commission comprend que ce marché est restreint puisque peu de firmes disposent du système de numérisation très spécialisé requis. Ainsi, un nouveau joueur devrait investir pour desservir la Ville de Montréal et, comme le contrat est en fin de course, sur un horizon de trois ans, il devient donc moins attrayant, d'où la réception d'une seule soumission conforme de la part du fournisseur actuel. La Commission ne peut donc que se réjouir de voir la continuité du service assurée par ce dernier renouvellement de contrat pour garantir la transition vers le projet colossal de la Cour municipale sans papier, réduisant ainsi la consommation de papier et les importants coûts associés. La Commission est rassurée de savoir que la sécurité des opérations est prise en charge par la firme et, bien que le résultat n'ait pas été significatif, elle apprécie que le Service ait mené une négociation de prix avec l'adjudicataire ayant déposé la seule soumission conforme, et ce, tel que la loi le permet.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des technologies de l'information pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :
    - Une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE205035004 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208511005

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division droit du travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une somme additionnelle de 50 000 $ incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 138 236,25 $ à 188 236,25 $, pour les services professionnels de la firme PCI-Perreault Conseil inc. afin d'accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la parité salariale des superviseurs du SPVM (DA198024002)

Il est recommandé :
- d'autoriser une somme additionnelle de 50 000,00$ incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 138 236,25$ à 188 236,25$, pour les services professionnels de la firme PCI-Perreault Conseil inc. afin d'accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la parité salariale des superviseurs du SPVM;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-11-30 10:57

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208511005**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division droit du travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une somme additionnelle de 50 000 $ incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 138 236,25 $ à 188 236,25 $, pour les services professionnels de la firme PCI-Perreault Conseil inc. afin d'accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la parité salariale des superviseurs du SPVM (DA198024002)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a retenu les services en actuariat de la firme PCI-Perrault Conseil inc. afin de l'accompagner à titre d'expert dans le cadre d'une médiation arbitrale entourant un débat sur la partie salariale des superviseurs du SPVM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 2184403002 : Octroyer un mandat à la firme PCI-Perrault Conseil inc. pour accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la partie salariale des superviseurs du SPVM et réserver la somme de 75 000 $, incluant les taxes, pour leurs services professionnels.
GDD 2198024002 : Autoriser une somme additionnelle de 63 236,25 $, incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 75 000 $ à 138 236,25 $, pour les services professionnels de la firme PCI-Perrault Conseil inc. pour accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la partie salariale des superviseurs du SPVM.

DESCRIPTION

Autoriser une somme additionnelle de 50 000 $ incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 138 236,25 $ à 188 236,25 $, pour les services professionnels de la firme PCI-Perreault Conseil inc. afin d'accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la partie salariale des superviseurs du SPVM.

JUSTIFICATION

Selon le GDD #2184403002, une somme de 75 000 $ a été réservée afin de payer les honoraires de PCI-Perrault Conseil inc. pour agir à titre d'expert dans le dossier de l'arbitrage de différend entre la Ville et la Fraternité des policiers. Un nouveau GDD portant le numéro 2198024002 demandait une somme additionnelle de 63 236,25 $ incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 138 236,25 $.
À ce jour, nous avons versé 136 120,34 $ à titre d'honoraires à PCI-Perrault Conseil inc. Le litige en soit consiste en une évaluation comparative des emplois. Il faut déterminer si les fonctions en demande font les mêmes tâches et responsabilités que la fonction de superviseur de poste de quartier.

Considérant qu'il s'agit d'un exercice de comparaison, l'expert a du être présent lors des journées d'audition et ce, afin d'entendre la preuve, tout comme l'expert du syndicat qui est présent à toutes les journées d'audition. L'expert a été dans l'obligation de prendre connaissance de toutes les pièces au dossier. L'opinion de notre expert devra s'appuyer sur la preuve (pièces et témoignages) faite à l'arbitrage. Des heures additionnelles ont été requises en raison de journées additionnelles d'audition et de l'obligation de déposer des rapports d'expertise écrits tant pour soutenir la prétention des parties que pour répondre à l'expertise de l'autre partie. De plus, l'ampleur de l'expertise déposée par la partie syndicale (rapport d'expertise de 155 pages) a requis un travail colossal de la part de notre expert. L'expert du syndicat a témoigné pendant deux jours et il est à prévoir que notre expert devra témoigner pendant deux ou trois jours d'audition.

Au total, cela représente une somme additionnelle de 50 000 $

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant pour les services professionnels de la firme PCI-Perreault Conseil inc. qu'il est recommandé au Comité exécutif d'autoriser est de 50 000 $ taxes incluses.
Cette dépense est attribuée à l'agglomération puisqu'il s'agit d'un dossier concernant le Service de police de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

France F LEGAULT
avocat(e) en droit du travail

Tél : 514 872-0331
Télécop. : 514 872-1675

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-24

Audrey LÉVESQUE
C/d Droit du travail

Tél : 514-872-1437
Télécop. : 514 872-1675

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2020-11-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2020-11-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208511005

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , Division droit du travail
Objet :	Autoriser une somme additionnelle de 50 000 $ incluant les taxes, majorant ainsi les crédits pour ce dossier de 138 236,25 $ à 188 236,25 $, pour les services professionnels de la firme PCI-Perreault Conseil inc. afin d'accompagner la Ville de Montréal à titre d'expert dans le cadre de la médiation arbitrale entourant le débat sur la parité salariale des superviseurs du SPVM (DA198024002)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208511005 - PCI-Perreault Conseil.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposée au budget

Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-26

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnel(le) (domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207814003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver sept (7) projets de protocole d'entente relatifs à l'octroi à la Ville de Montréal par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation d'une aide financière d'un montant total de 52 426 840 $ dans le cadre du sous-volet 2.1 du programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau pour des travaux (FIMEAU) - Renouvellement de conduites.

Il est recommandé :
1. d'approuver sept (7) projets de protocole d'entente entre ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville, d'un montant maximum de 52 426 840 $ aux fins de réaliser les travaux reconnus admissibles, décrits à l'annexe a des protocoles d'ententes, et devant être complétés avant le 30 juin 2021 dans le cadre du programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau, sous-volet 2.1.

2. d'autoriser la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante et le greffier à signer ce protocole d'entente pour et au nom de la Ville .

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-22 13:44

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207814003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver sept (7) projets de protocole d'entente relatifs à l'octroi à la Ville de Montréal par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation d'une aide financière d'un montant total de 52 426 840 $ dans le cadre du sous-volet 2.1 du programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau pour des travaux (FIMEAU) - Renouvellement de conduites.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées. De nouveaux règlements gouvernementaux concernant la santé publique et l'environnement jumelés à l'état même des infrastructures sont à l'origine de ce gigantesque chantier qui s'échelonnera sur plusieurs années.

Afin d'aider les municipalités à se conformer à ces nouvelles normes et à assurer la pérennité de leurs infrastructures, les gouvernements du Canada et du Québec ont mis en place plusieurs programmes de subventions, dont le nouveau Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU). Ce programme découle de la mise en œuvre du secteur « infrastructures municipales » du Plan québécois des infrastructures et du volet Infrastructures vertes de l'Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada. En vigueur depuis janvier 2019 et sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ce programme vise la réalisation de travaux de construction, de réfection, d'agrandissement ou d'ajout d'infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux usées.

Le programme FIMEAU est doté d'une enveloppe de 1,5 G$ (750 M$ provenant du gouvernement du Canada, et 750 M$ du gouvernement du Québec). L'aide financière accordée ne peut excéder 80 % du coût réel des travaux admissibles réalisés entre le 25 juin 2019 et le 31 octobre 2027 par une municipalité. L'aide financière est octroyée à parts égales par le gouvernement du Québec et celui du Canada.

Ce programme comporte deux volets : un premier pour les municipalités de moins de 100 000 habitants et un second pour les dix grandes villes de 100 000 habitants et plus. Chacun de ces volets se divise en sous-volets dédiés au renouvellement de conduites et aux infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées.

Les modalités de ce programme de compétence locale prévoient que la Ville de Montréal dispose d'une aide financière maximale de 210,96 M$ entre le 25 juin 2019 et le 31 octobre 2027. Le MAMH procédera à trois appels de propositions de projets pour le versement de l'aide financière aux municipalités. Pour le premier appel, la Ville de Montréal peut réclamer jusqu'à 40 % du montant de l'enveloppe, et la date limite pour le dépôt des projets était le 15 novembre 2019.

Suivant les règles du programme FIMEAU et en réponse au premier appel de propositions de projets, le Service de l'eau a présenté au MAMH une programmation de travaux admissibles sous forme de liste de projets à réaliser pour les années 2020 et 2021 au sous-volet 2.1 (renouvellement de conduites).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1212 - 18 novembre 2019 - Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions du Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), pour les années 2020-2021, et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) - **Aide financière**.

DESCRIPTION

Les sept (7) protocoles d'ententes établissent les droits et les obligations des parties à l'occasion de l'octroi, par le ministre du MAMH à la Ville, d'une aide financière pouvant atteindre un maximum de 52 426 840 $. En contrepartie, la Ville s'assure de la réalisation, par le Service de l'eau, des travaux admissibles prévus à l'annexe des sept (7) protocoles d'ententes.
Ces sept (7) protocoles d'ententes permettent de subventionner 242 tronçons de conduites d'égout et/ou d'aqueduc qui seront réhabilitées sur une longueur totale de 41, 323 km.
Les projets sont répartis sur l'ensemble du territoire et sont classés comme prioritaires au Plan d'intervention 2016-2020 de la Ville.

Numéro de dossier | Aide financière | Nombre de tronçons | Longueur (mètre)
Dossier 2029006 | 7 906 050 $ | 43 | 6 248
Dossier 2029007 | 7 969 074 $ | 42 | 6 354
Dossier 2029010 | 7 973 774 $ | 34 | 6 429
Dossier 2029011 | 7 962 100 $ | 35 | 5 909
Dossier 2029014 | 7 931 672 $ | 38 | 6 385
Dossier 2029015 | 7 997 072 $ | 30 | 6 220
Dossier 2029016 | 4 687 098 $ | 20 | 3 778

La Ville devra effectué, pour les sept (7) protocoles d'ententes, une réclamation de l'aide financière selon les modalités inscrites aux ententes.

JUSTIFICATION

La présente demande d'approbation vise la signature des sept (7) protocoles d'ententes relatifs à l'octroi à la Ville de Montréal par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation d'une aide financière d'un montant total de 52 426 840 $ dans le cadre du sous-volet 2.1 du programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau.

Afin que le Ministère soit en mesure de maintenir les crédits réservés aux fins de cette aide financière, les sept (7) protocoles d'ententes devront être dûment signés par la Ville et retournés avec une résolution autorisant sa signature.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À ce premier appel de propositions, le montant total de l'aide financière pouvant être octroyé à la Ville de Montréal est de 52 426 840 $.
La valeur de l'aide financière octroyée est déterminée par le MAMH en fonction des caractéristiques physiques et de la longueur des conduites.

Numéro de dossier et montant de l'aide financière
Dossier 2029006 : 7 906 050 $
Dossier 2029007 : 7 969 074 $
Dossier 2029010 : 7 973 774 $
Dossier 2029011 : 7 962 100 $
Dossier 2029014 : 7 931 672 $
Dossier 2029015 : 7 997 072 $
Dossier 2029016 : 4 687 098 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux rendus possibles par cette subvention contribueront à assurer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans cette approbation, la Ville se privera de 52 426 840 $ en financement gouvernemental.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission des sept (7) protocoles d'ententes signés au MAMH : dès l'adoption du présent dossier;
Date limite de fin des travaux : 30 juin 2021;

Réclamation du montant total de l'aide financière : au plus tard trois mois suivant la date de fin de travaux prévus à l'entente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude BÉDARD, Service des finances
Suzana CARREIRA CARVALHO, Service des affaires juridiques

Lecture :

Suzana CARREIRA CARVALHO, 17 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe ANQUEZ
Conseiller en planification

Tél : 514 280-4264
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-12

Marie-France WITTY
Chef de division

Tél : 514-872-4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-11-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207814003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction , Division stratégies et pratiques d'affaires , Section processus_projets et partenariat
Objet :	Approuver sept (7) projets de protocole d'entente relatifs à l'octroi à la Ville de Montréal par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation d'une aide financière d'un montant total de 52 426 840 $ dans le cadre du sous-volet 2.1 du programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau pour des travaux (FIMEAU) - Renouvellement de conduites.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Les présentes ententes sont approuvées quant à leur validité et à leur forme. Elles étaient déjà signées par la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation. Par conséquent, le client nous a informés du fait qu'aucune modification n'était possible.

Il est toutefois important de préciser qu'en vertu de l'article 63 de ces ententes, la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation peut procéder à leur résiliation unilatérale, avec préavis à la Ville, sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver sa décision . Dans un tel cas, pour l'entente visée par la résiliation, la Ville aura droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés par la Ville jusqu'à la date de la résiliation, laquelle prend effet à la date où la Ville reçoit l'avis de résiliation de la Ministre. Ainsi, nous comprenons que si la Ville désire poursuivre l'exécution des travaux visés au-delà de cette date, elle devra le faire à ses entiers frais.

FICHIERS JOINTS

2020-11-26 Entente 2029016_VISÉE.pdf
2020-11-16 Entente 2029006_VISÉE.pdf
2020-11-16 Entente 2029007_VISÉE.pdf
2020-11-16 Entente 2029010_VISÉE.pdf
2020-11-16 Entente 2029011_VISÉE.pdf
2020-11-16 Entente 2029014_VISÉE.pdf
2020-11-16 Entente 2029015_VISÉE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-26

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
26 NOV. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Relatif à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du sous-volet 2.1 du
PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU**

Dossier n° 2029016

PROTOCOLE D'ENTENTE

PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 2),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B5, représentée par madame Valérie Plante, mairesse, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____, et M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____,

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 OBJET

1. Le présent protocole d'entente, ci-après le « protocole », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi, par la **MINISTRE** au **Bénéficiaire**, d'une aide financière en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les travaux prévus à l'Annexe A, le tout conformément au protocole et à la version du Guide sur le Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), ci-après le « Guide », en vigueur au moment de la signature du protocole.

   Le Guide est disponible sur la page Web du FIMEAU à l'adresse suivante :

   https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/

SECTION 2 INTERPRÉTATION

2. Les annexes suivantes font partie intégrante du protocole :

   2.1 Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;

   2.2 Annexe B : Conditions particulières;

3. En cas de divergence entre une annexe et le corps du protocole, ce dernier prévaut. De la même façon, en cas de divergence entre le Guide et le protocole, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination de l'aide financière

4. La **MINISTRE** établit le montant de l'aide financière qui peut être versée au **Bénéficiaire** selon les étapes suivantes :

   4.1 La **MINISTRE** détermine la nature des travaux admissibles à l'aide financière destinée au **Bénéficiaire**. Ces travaux sont prévus à l'Annexe A.

   4.2 Selon les paramètres de la grille de calcul de l'Annexe 1 du Guide, la **MINISTRE** établit ensuite le montant maximal de l'aide financière qui pourrait être versée au **Bénéficiaire** à la suite de la réalisation des travaux. Ce montant apparaît à l'Annexe A.

   4.3 La **MINISTRE** applique un taux d'aide de 80% aux coûts admissibles des travaux prévus à l'Annexe A payés par le **Bénéficiaire**.

      4.3.1 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 n'est pas atteint, la **MINISTRE** ajuste à la baisse ce montant.

      4.3.2 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 est dépassé, la **MINISTRE** n'ajuste pas ce montant à la hausse.

5. Au moment de l'analyse de la déclaration finale du **Bénéficiaire** par la **MINISTRE**, et afin de mesurer l'atteinte du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versée au **Bénéficiaire**, les retenues contractuelles liées aux travaux admissibles qu'il a effectués ainsi que les frais d'audit externe engagés, sont réputés être un coût admissible payé par celui-ci.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

6. Les ajouts de travaux à ceux prévus à l'Annexe A ou la modification de ces derniers ne sont pas admissibles à l'aide financière.

Versement des contributions gouvernementales

7. Les contributions des gouvernements du Québec et du Canada sont versées à la suite de l'approbation par la **MINISTRE** de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire**, suivant les clauses 8 et 9.

   Dans le cas où le projet comporte une réduction de portée visée par la clause 11 ou comporte des dépenses en régie visées par la clause 17, cette approbation est donnée après que la **MINISTRE** ait obtenu du gouvernement du Canada la confirmation du versement de sa propre contribution.

8. La contribution du gouvernement du Canada est versée au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

9. Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

   Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est supérieure à 100 000 $, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en vingt (20) virements de fonds annuels, égaux et consécutifs à un compte que détient ce dernier dans une institution financière, le premier versement pouvant être effectué un an après la date de réception de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire** à la **MINISTRE**.

   La contribution du gouvernement du Québec comprend alors le capital et les intérêts, lesquels sont calculés à long terme (10 ans) au taux établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec qui sont fournis par le Secrétariat du Conseil du trésor et qui sont disponibles à la date de la

réception de la déclaration finale par la **MINISTRE**. Ce taux est fixé pour les vingt (20) ans de la période de versement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Gestion des travaux

10. Le **Bénéficiaire** est gestionnaire des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de ceux-ci et ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

11. Le **Bénéficiaire** avise la **MINISTRE** lorsqu'il décide de réduire la portée des travaux prévus à l'annexe A par l'abandon de tronçon(s) de conduites ou par la réduction significative de la longueur de tronçon(s).

Toute modification des travaux prévus à l'annexe A ou tout ajout de travaux à ceux prévus à l'annexe A n'est pas admissible à l'aide financière et est à la charge du **Bénéficiaire.**

Utilisation de l'aide financière

12. Le **Bénéficiaire** utilise l'aide financière prévue au protocole aux seules fins de défrayer les coûts admissibles qu'il paye et qui sont associés aux travaux prévus à l'Annexe A.

13. Le **Bénéficiaire** est le seul responsable :

13.1. des coûts des travaux qui ne sont pas prévus à l'Annexe A;

13.2. des dépassements du coût maximal admissible (CMA) confirmé par la **MINISTRE** et associés aux travaux prévus à l'Annexe A;

13.3. des coûts associés à toute modification à la portée, à l'emplacement ou à l'échéancier des travaux prévus à l'Annexe A, notamment à la suite de l'ouverture de soumissions ou à la suite de directives de changement associées à des imprévus de planification ou de chantier;

13.4. des coûts associés à des travaux dont l'objet n'est pas précisé au contrat conclu avec l'entrepreneur et qui se retrouvent sous des rubriques de type « contingences » ou « travaux divers non indiqués aux plans » ou « réserve budgétaire » ou « imprévus »;

13.5. des coûts associés aux changements apportés aux plans et devis après l'ouverture des soumissions.

Sommes reçues d'un tiers

14. Le **Bénéficiaire** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue pour ces travaux.

Adjudication des contrats

15. Le **Bénéficiaire** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats. De plus :

15.1 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de services professionnels avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada. L'octroi d'un

tel contrat, même conditionnellement à l'obtention d'une telle approbation ou d'une aide financière, rend la totalité du contrat non admissible à l'aide financière. Les dépenses associées à la réalisation des évaluations sur les changements climatiques ou celles relatives aux consultations autochtones ne sont toutefois pas assujetties à la présente clause;

15.2 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de construction, de préachat ou d'achat d'équipement, avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE**. L'octroi d'un tel contrat, même conditionnellement à l'obtention de cette aide financière, rend la totalité du projet non admissible à l'aide financière.

15.3 pour être admissible, tout contrat octroyé de gré à gré, d'une valeur de 25 000 $ ou plus visant l'acquisition de biens ou la réalisation de travaux, ou d'une valeur de 100 000 $ ou plus visant l'acquisition de services d'architecture ou d'ingénierie, doit être approuvé par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation préalable du gouvernement du Canada, aucune dépense relative à un tel contrat n'est admissible à l'aide financière.

16. **Le Bénéficiaire** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A qu'il réalise, par exemple, les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Réalisation des dépenses en régie

17. La réalisation en régie d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction, doit être approuvée au préalable par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation du gouvernement du Canada, aucune dépense effectuée en régie n'est admissible à l'aide financière. De plus, les exigences suivantes doivent être respectées :

17.1 aucune dépense relative à la conception engagée avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada n'est admissible à l'aide financière.

17.2 aucune dépense relative aux travaux de construction engagée avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE** n'est admissible à l'aide financière.

Surveillance et contrôle de qualité

18. **Le Bénéficiaire** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation des travaux. Lorsque requis, le **Bénéficiaire** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi, par exemple, un architecte ou un ingénieur, pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation des travaux

19. Le **Bénéficiaire** réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est également prévu. Il informe la **MINISTRE** s'il a des raisons de croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble de ceux-ci dans ce délai.

Déclaration finale

20. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE** une déclaration finale, signée par son directeur général, son secrétaire-trésorier ou son trésorier suivant la forme prescrite au lien suivant : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/, au plus tard trois (3) mois suivant la date de fin des travaux prévus à l'Annexe A.

21. Le **Bénéficiaire** accompagne sa déclaration finale des documents et des informations que la **MINISTRE** requiert, notamment :

21.1 un rapport d'audit signé par un auditeur indépendant démontrant que les conditions de versement de l'aide financière et les modalités du programme sont respectées;

21.2 une attestation, du directeur général, sur le formulaire fourni par la **MINISTRE**, confirmant le respect des lois, des règlements et des normes en vigueur qui lui sont applicables;

À cette occasion, le directeur général atteste également que les coûts réclamés ont été payés pour les travaux prévus à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles à des fins de vérification.

21.3 le ou les certificat(s) d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lorsque l'obtention de celui ou ceux-ci est une condition de réalisation des travaux prévus à l'Annexe A;

21.4 si le projet fait l'objet d'une réalisation en régie, en tout ou en partie, d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction et qu'une telle réalisation est approuvée au préalable par le gouvernement du Canada, la liste des employés municipaux directement affectés à cette réalisation visant les travaux prévus à l'Annexe A.

Cette liste indique, pour chacun de ces employés, le nom, le titre, les dates de début et de fin de son implication dans le projet, le nombre d'heures travaillées, le taux horaire simple et le salaire versé dans le cadre du projet.

L'exactitude des informations contenues dans cette liste est attestée par le directeur général du **Bénéficiaire**. Ce dernier atteste également que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification;

21.5 un rapport du directeur général, du secrétaire-trésorier ou de l'un des ingénieurs du **Bénéficiaire**, établissant les coûts des matériaux utilisés basés sur le coût réel d'achat lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A si, au préalable, une telle dépense est approuvée par le gouvernement du Canada.

22. Le **Bénéficiaire** rembourse à la **MINISTRE**, dans le délai qu'elle fixe, tout montant reçu à titre d'aide financière qui serait supérieur au montant auquel il a droit en vertu du protocole.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

23. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE**, le cas échéant, un rapport attestant de l'assujettissement des coûts admissibles qu'il a payés, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

24. Le **Bénéficiaire** transmet à la **MINISTRE**, deux fois par année, en mai et en novembre, précédant la réception de sa déclaration finale, un rapport d'étape présentant l'état d'avancement des travaux et des coûts du projet.

25. Le **Bénéficiaire** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés aux travaux prévus à l'Annexe A. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il tient un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont, le cas échéant, contribué à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A.

26. Le **Bénéficiaire** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue au protocole, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser des travaux prévus à l'Annexe A, pour une période de six (6) ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa déclaration finale.

27. Le **Bénéficiaire** donne accès et permet aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux des travaux et les documents énumérés à la clause 26.

28. Le **Bénéficiaire** communique également aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application du protocole qui lui est demandé.

29. Le **Bénéficiaire** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément au mandat que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **Bénéficiaire** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le cas échéant, le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE**, à quelque époque que ce soit, qu'il est partie à un litige pouvant affecter de façon significative le coût des travaux prévus à l'Annexe A.

Responsabilité

32. Le **Bénéficiaire** assume l'entière responsabilité des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application du protocole, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation de ces travaux.

33. Le **Bénéficiaire** s'engage à prendre faits et cause pour les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que leurs représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause 32.

34. Le **Bénéficiaire** assume, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

35. Le **Bénéficiaire** ne peut interpréter le protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

Communications

36. Le **Bénéficiaire** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature du protocole par les parties, que les travaux prévus à l'Annexe A font l'objet d'une aide financière obtenue du FIMEAU.

Le **Bénéficiaire** n'est pas tenu à cette obligation s'il a déjà procédé à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, avant la signature du protocole.

37. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** utilise pour la durée des travaux et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle ils sont rattachés soit pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que les travaux sont réalisés avec l'aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

38. Le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE** au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant les travaux, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

39. Le **Bénéficiaire** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

40. La **Bénéficiaire** fait savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du FIMEAU.

41. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** installe et entretient à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

42. Tout moyen d'affichage utilisé par le **Bénéficiaire** respecte les paramètres graphiques qu'il obtient auprès de la **MINISTRE** et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Propriété de l'infrastructure

43. Le **Bénéficiaire** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins vingt (20) ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la déclaration finale du **Bénéficiaire**.

44. Pour la période de vingt (20) ans prévue à la clause 43, le **Bénéficiaire** exploite, utilise et entretient l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière.

45. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des deux clauses précédentes.

46. Si, à tout moment au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec ou celui du Canada, un mandataire de ces derniers ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **Bénéficiaire** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'infrastructure.

47. Dans le cas où la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, les obligations prévues aux clauses 43 à 46 sont imposées pour une période de dix (10) ans.

Programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout

48. Si le **Bénéficiaire** possède un réseau de collecte d'eaux usées, il démontre à la satisfaction de la **MINISTRE**, avant la réception de la déclaration finale par cette dernière, qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination de ces raccordements dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le **Bénéficiaire** peut, le cas échéant, être dispensé de se conformer au premier alinéa en fournissant à la **MINISTRE**, à sa satisfaction, les justifications requises.

Transport des matériaux en vrac

49. Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

50. Le **Bénéficiaire** est tenu à l'obligation prévue à la clause 49 à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

51. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'application du protocole.

Si une **PARTIE** constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

52. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada, ni aucun élu municipal, ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant du protocole, ni en tirer un quelconque avantage.

Aucune personne assujettie au Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ou au Code des valeurs et d'éthique du secteur public du Canada ne peut tirer avantage du protocole, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

53. Suivant l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

De même, la contribution du gouvernement du Canada est conditionnelle à l'affectation, par le Parlement du Canada, des crédits nécessaires à son versement.

SECTION 7 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

54. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, à l'exception d'une aide associée à des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports, ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles.

55. Toute contribution reçue en contravention de la clause 54 et visant des travaux prévus à l'Annexe A, est déduite des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux.

56. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A, peut être déduit, en tout ou en partie, des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux. Si l'indemnité ou le dédommagement est reçu après le versement de l'aide financière, la **MINISTRE** peut exiger le

remboursement d'un montant correspondant au montant de l'indemnité ou du dédommagement versé pour les travaux.

SECTION 8 CESSION

57. Les droits et obligations prévus au protocole ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, notamment par l'inscription de toute hypothèque mobilière sur créance, sans l'autorisation écrite préalable de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

58. Toute dérogation à la clause 57 entraîne la résiliation du protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

59. Le **Bénéficiaire** est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses du protocole, incluant celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

60. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 59 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **Bénéficiaire** par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion au **Bénéficiaire** de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

61. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **Bénéficiaire** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

62. En cas de défaut du **Bénéficiaire**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

a) exiger que le **Bénéficiaire** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le protocole, étant ainsi libérée de tout versement non effectué;

f) résilier le protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

g) exiger du **Bénéficiaire**, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus au protocole;

h) dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 23, exclure des coûts admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées;

i) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

63. La **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier le protocole sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la **MINISTRE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **Bénéficiaire**. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **Bénéficiaire**. Ce dernier a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

64. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **Bénéficiaire** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

65. Le **Bénéficiaire** peut prendre l'initiative de résilier le protocole. Il adresse alors sans délai un avis de résiliation écrit à la **MINISTRE** l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par celle-ci. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil du **Bénéficiaire**. La **MINISTRE** détermine alors les effets de la résiliation et elle en informe le **Bénéficiaire** qui les accepte.

SECTION 11 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

66. Les clauses du protocole qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de ce dernier, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 12 MODIFICATION

67. Toute modification au contenu du protocole doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature du protocole et elle en fait partie intégrante.

SECTION 13 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

68. Si un différend survient dans le cours de l'exécution du protocole, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 14 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

69. Tout avis, toute instruction, ou tout document exigé suivant le protocole doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des infrastructures
2e étage, aile Chauveau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2005
Télécopieur : 418 644-8957

fimeau@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **Bénéficiaire** :

Ville de Montréal
155, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

greffier@ville.montreal.qc.ca

SECTION 15 DURÉE

70. Le protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 16 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le protocole, ses annexes et le Guide, en acceptent les termes et apposent leur signature sur chacun des deux exemplaires produits.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,

Agissant par monsieur Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Québec, le 12 novembre 2020
Date et lieu

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

Agissant par madame Valérie Plante
Mairesse

Date et lieu

Agissant par Me Yves Saindon
Greffier

Date et lieu

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 NOV. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Relatif à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du sous-volet 2.1 du
PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU**

Dossier n° 2029006

PROTOCOLE D'ENTENTE

PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 2),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B5, représentée par madame Valérie Plante, mairesse, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____, et Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____,

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 - OBJET

1. Le présent protocole d'entente, ci-après le « protocole », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi, par la **MINISTRE** au **Bénéficiaire**, d'une aide financière en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les travaux prévus à l'Annexe A, le tout conformément au protocole et à la version du Guide sur le Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), ci-après le « Guide », en vigueur au moment de la signature du protocole.

   Le Guide est disponible sur la page Web du FIMEAU à l'adresse suivante :

   https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/

SECTION 2 INTERPRÉTATION

2. Les annexes suivantes font partie intégrante du protocole :

   2.1 Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;

   2.2 Annexe B : Conditions particulières;

3. En cas de divergence entre une annexe et le corps du protocole, ce dernier prévaut. De la même façon, en cas de divergence entre le Guide et le protocole, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination de l'aide financière

4. La **MINISTRE** établit le montant de l'aide financière qui peut être versée au **Bénéficiaire** selon les étapes suivantes :

4.1 La **MINISTRE** détermine la nature des travaux admissibles à l'aide financière destinée au **Bénéficiaire**. Ces travaux sont prévus à l'Annexe A.

4.2 Selon les paramètres de la grille de calcul de l'Annexe 1 du Guide, la **MINISTRE** établit ensuite le montant maximal de l'aide financière qui pourrait être versée au **Bénéficiaire** à la suite de la réalisation des travaux. Ce montant apparaît à l'Annexe A.

4.3 La **MINISTRE** applique un taux d'aide de 80% aux coûts admissibles des travaux prévus à l'Annexe A payés par le **Bénéficiaire**.

4.3.1 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 n'est pas atteint, la **MINISTRE** ajuste à la baisse ce montant.

4.3.2 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 est dépassé, la **MINISTRE** n'ajuste pas ce montant à la hausse.

5. Au moment de l'analyse de la déclaration finale du **Bénéficiaire** par la **MINISTRE**, et afin de mesurer l'atteinte du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versée au **Bénéficiaire**, les retenues contractuelles liées aux travaux admissibles qu'il a effectués ainsi que les frais d'audit externe engagés, sont réputés être un coût admissible payé par celui-ci.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

6. Les ajouts de travaux à ceux prévus à l'Annexe A ou la modification de ces derniers ne sont pas admissibles à l'aide financière.

Versement des contributions gouvernementales

7. Les contributions des gouvernements du Québec et du Canada sont versées à la suite de l'approbation par la **MINISTRE** de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire**, suivant les clauses 8 et 9.

Dans le cas où le projet comporte une réduction de portée visée par la clause 11 ou comporte des dépenses en régie visées par la clause 17, cette approbation est donnée après que la **MINISTRE** ait obtenu du gouvernement du Canada la confirmation du versement de sa propre contribution.

8. La contribution du gouvernement du Canada est versée au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

9. Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est supérieure à 100 000 $, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en vingt (20) virements de fonds annuels, égaux et consécutifs à un compte que détient ce dernier dans une institution financière, le premier versement pouvant être effectué un an après la date de réception de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire** à la **MINISTRE**.

La contribution du gouvernement du Québec comprend alors le capital et les intérêts, lesquels sont calculés à long terme (10 ans) au taux établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec qui sont fournis par le Secrétariat du Conseil du trésor et qui sont disponibles à la date de la

réception de la déclaration finale par la **MINISTRE**. Ce taux est fixé pour les vingt (20) ans de la période de versement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Gestion des travaux

10. Le **Bénéficiaire** est gestionnaire des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de ceux-ci et ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

11. Le **Bénéficiaire** avise la **MINISTRE** lorsqu'il décide de réduire la portée des travaux prévus à l'annexe A par l'abandon de tronçon(s) de conduites ou par la réduction significative de la longueur de tronçon(s).

Toute modification des travaux prévus à l'annexe A ou tout ajout de travaux à ceux prévus à l'annexe A n'est pas admissible à l'aide financière et est à la charge du **Bénéficiaire.**

Utilisation de l'aide financière

12. Le **Bénéficiaire** utilise l'aide financière prévue au protocole aux seules fins de défrayer les coûts admissibles qu'il paye et qui sont associés aux travaux prévus à l'Annexe A.

13. Le **Bénéficiaire** est le seul responsable :

13.1. des coûts des travaux qui ne sont pas prévus à l'Annexe A;

13.2. des dépassements du coût maximal admissible (CMA) confirmé par la **MINISTRE** et associés aux travaux prévus à l'Annexe A;

13.3. des coûts associés à toute modification à la portée, à l'emplacement ou à l'échéancier des travaux prévus à l'Annexe A, notamment à la suite de l'ouverture de soumissions ou à la suite de directives de changement associées à des imprévus de planification ou de chantier;

13.4. des coûts associés à des travaux dont l'objet n'est pas précisé au contrat conclu avec l'entrepreneur et qui se retrouvent sous des rubriques de type « contingences » ou « travaux divers non indiqués aux plans » ou « réserve budgétaire » ou « imprévus »;

13.5. des coûts associés aux changements apportés aux plans et devis après l'ouverture des soumissions.

Sommes reçues d'un tiers

14. Le **Bénéficiaire** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue pour ces travaux.

Adjudication des contrats

15. Le **Bénéficiaire** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats. De plus :

15.1 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de services professionnels avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada. L'octroi d'un

tel contrat, même conditionnellement à l'obtention d'une telle approbation ou d'une aide financière, rend la totalité du contrat non admissible à l'aide financière. Les dépenses associées à la réalisation des évaluations sur les changements climatiques ou celles relatives aux consultations autochtones ne sont toutefois pas assujetties à la présente clause;

15.2 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de construction, de préachat ou d'achat d'équipement, avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE**. L'octroi d'un tel contrat, même conditionnellement à l'obtention de cette aide financière, rend la totalité du projet non admissible à l'aide financière.

15.3 pour être admissible, tout contrat octroyé de gré à gré, d'une valeur de 25 000 $ ou plus visant l'acquisition de biens ou la réalisation de travaux, ou d'une valeur de 100 000 $ ou plus visant l'acquisition de services d'architecture ou d'ingénierie, doit être approuvé par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation préalable du gouvernement du Canada, aucune dépense relative à un tel contrat n'est admissible à l'aide financière.

16. Le **Bénéficiaire** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A qu'il réalise, par exemple, les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Réalisation des dépenses en régie

17. La réalisation en régie d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction, doit être approuvée au préalable par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation du gouvernement du Canada, aucune dépense effectuée en régie n'est admissible à l'aide financière. De plus, les exigences suivantes doivent être respectées :

17.1 aucune dépense relative à la conception engagée avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada n'est admissible à l'aide financière.

17.2 aucune dépense relative aux travaux de construction engagée avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE** n'est admissible à l'aide financière.

Surveillance et contrôle de qualité

18. Le **Bénéficiaire** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation des travaux. Lorsque requis, le **Bénéficiaire** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi, par exemple, un architecte ou un ingénieur, pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation des travaux

19. Le **Bénéficiaire** réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est également prévu. Il informe la **MINISTRE** s'il a des raisons de croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble de ceux-ci dans ce délai.

Déclaration finale

20. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE** une déclaration finale, signée par son directeur général, son secrétaire-trésorier ou son trésorier suivant la forme prescrite au lien suivant : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/, au plus tard trois (3) mois suivant la date de fin des travaux prévus à l'Annexe A.

21. Le **Bénéficiaire** accompagne sa déclaration finale des documents et des informations que la **MINISTRE** requiert, notamment :

21.1 un rapport d'audit signé par un auditeur indépendant démontrant que les conditions de versement de l'aide financière et les modalités du programme sont respectées;

21.2 une attestation, du directeur général, sur le formulaire fourni par la **MINISTRE**, confirmant le respect des lois, des règlements et des normes en vigueur qui lui sont applicables;

À cette occasion, le directeur général atteste également que les coûts réclamés ont été payés pour les travaux prévus à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles à des fins de vérification.

21.3 le ou les certificat(s) d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lorsque l'obtention de celui ou ceux-ci est une condition de réalisation des travaux prévus à l'Annexe A;

21.4 si le projet fait l'objet d'une réalisation en régie, en tout ou en partie, d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction et qu'une telle réalisation est approuvée au préalable par le gouvernement du Canada, la liste des employés municipaux directement affectés à cette réalisation visant les travaux prévus à l'Annexe A.

Cette liste indique, pour chacun de ces employés, le nom, le titre, les dates de début et de fin de son implication dans le projet, le nombre d'heures travaillées, le taux horaire simple et le salaire versé dans le cadre du projet.

L'exactitude des informations contenues dans cette liste est attestée par le directeur général du **Bénéficiaire**. Ce dernier atteste également que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification;

21.5 un rapport du directeur général, du secrétaire-trésorier ou de l'un des ingénieurs du **Bénéficiaire**, établissant les coûts des matériaux utilisés basés sur le coût réel d'achat lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A si, au préalable, une telle dépense est approuvée par le gouvernement du Canada.

22. Le **Bénéficiaire** rembourse à la **MINISTRE**, dans le délai qu'elle fixe, tout montant reçu à titre d'aide financière qui serait supérieur au montant auquel il a droit en vertu du protocole.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

23. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE**, le cas échéant, un rapport attestant de l'assujettissement des coûts admissibles qu'il a payés, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

24. Le **Bénéficiaire** transmet à la **MINISTRE**, deux fois par année, en mai et en novembre, précédant la réception de sa déclaration finale, un rapport d'étape présentant l'état d'avancement des travaux et des coûts du projet.

25. Le **Bénéficiaire** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés aux travaux prévus à l'Annexe A. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il tient un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont, le cas échéant, contribué à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A.

26. Le **Bénéficiaire** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue au protocole, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser des travaux prévus à l'Annexe A, pour une période de six (6) ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa déclaration finale.

27. Le **Bénéficiaire** donne accès et permet aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux des travaux et les documents énumérés à la clause 26.

28. Le **Bénéficiaire** communique également aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application du protocole qui lui est demandé.

29. Le **Bénéficiaire** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément au mandat que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **Bénéficiaire** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le cas échéant, le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE**, à quelque époque que ce soit, qu'il est partie à un litige pouvant affecter de façon significative le coût des travaux prévus à l'Annexe A.

Responsabilité

32. Le **Bénéficiaire** assume l'entière responsabilité des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application du protocole, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation de ces travaux.

33. Le **Bénéficiaire** s'engage à prendre faits et cause pour les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que leurs représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause 32.

34. Le **Bénéficiaire** assume, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

35. Le **Bénéficiaire** ne peut interpréter le protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

Communications

36. Le **Bénéficiaire** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature du protocole par les parties, que les travaux prévus à l'Annexe A font l'objet d'une aide financière obtenue du FIMEAU.

Le **Bénéficiaire** n'est pas tenu à cette obligation s'il a déjà procédé à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, avant la signature du protocole.

37. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** utilise pour la durée des travaux et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle ils sont rattachés soit pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que les travaux sont réalisés avec l'aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

38. Le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE** au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant les travaux, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

39. Le **Bénéficiaire** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

40. La **Bénéficiaire** fait savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du FIMEAU.

41. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** installe et entretient à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

42. Tout moyen d'affichage utilisé par le **Bénéficiaire** respecte les paramètres graphiques qu'il obtient auprès de la **MINISTRE** et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Propriété de l'infrastructure

43. Le **Bénéficiaire** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins vingt (20) ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la déclaration finale du **Bénéficiaire**.

44. Pour la période de vingt (20) ans prévue à la clause 43, le **Bénéficiaire** exploite, utilise et entretient l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière.

45. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des deux clauses précédentes.

46. Si, à tout moment au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec ou celui du Canada, un mandataire de ces derniers ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **Bénéficiaire** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'infrastructure.

47. Dans le cas où la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, les obligations prévues aux clauses 43 à 46 sont imposées pour une période de dix (10) ans.

Programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout

48. Si le **Bénéficiaire** possède un réseau de collecte d'eaux usées, il démontre à la satisfaction de la **MINISTRE**, avant la réception de la déclaration finale par cette dernière, qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination de ces raccordements dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le **Bénéficiaire** peut, le cas échéant, être dispensé de se conformer au premier alinéa en fournissant à la **MINISTRE**, à sa satisfaction, les justifications requises.

Transport des matériaux en vrac

49. Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

50. Le **Bénéficiaire** est tenu à l'obligation prévue à la clause 49 à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

51. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'application du protocole.

Si une **PARTIE** constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

52. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada, ni aucun élu municipal, ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant du protocole, ni en tirer un quelconque avantage.

Aucune personne assujettie au Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ou au Code des valeurs et d'éthique du secteur public du Canada ne peut tirer avantage du protocole, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

53. Suivant l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

De même, la contribution du gouvernement du Canada est conditionnelle à l'affectation, par le Parlement du Canada, des crédits nécessaires à son versement.

SECTION 7 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

54. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, à l'exception d'une aide associée à des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports, ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles.

55. Toute contribution reçue en contravention de la clause 54 et visant des travaux prévus à l'Annexe A, est déduite des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux.

56. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A, peut être déduit, en tout ou en partie, des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux. Si l'indemnité ou le dédommagement est reçu après le versement de l'aide financière, la **MINISTRE** peut exiger le

remboursement d'un montant correspondant au montant de l'indemnité ou du dédommagement versé pour les travaux.

SECTION 8 CESSION

57. Les droits et obligations prévus au protocole ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, notamment par l'inscription de toute hypothèque mobilière sur créance, sans l'autorisation écrite préalable de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

58. Toute dérogation à la clause 57 entraîne la résiliation du protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

59. Le **Bénéficiaire** est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses du protocole, incluant celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

60. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 59 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **Bénéficiaire** par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion au **Bénéficiaire** de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

61. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **Bénéficiaire** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

62. En cas de défaut du **Bénéficiaire**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

a) exiger que le **Bénéficiaire** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le protocole, étant ainsi libérée de tout versement non effectué;

f) résilier le protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

g) exiger du **Bénéficiaire**, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus au protocole;

h) dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 23, exclure des coûts admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées;

i) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

63. La **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier le protocole sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la **MINISTRE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **Bénéficiaire**. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **Bénéficiaire**. Ce dernier a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

64. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **Bénéficiaire** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

65. Le **Bénéficiaire** peut prendre l'initiative de résilier le protocole. Il adresse alors sans délai un avis de résiliation écrit à la **MINISTRE** l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par celle-ci. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil du **Bénéficiaire**. La **MINISTRE** détermine alors les effets de la résiliation et elle en informe le **Bénéficiaire** qui les accepte.

SECTION 11 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

66. Les clauses du protocole qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de ce dernier, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 12 MODIFICATION

67. Toute modification au contenu du protocole doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature du protocole et elle en fait partie intégrante.

SECTION 13 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

68. Si un différend survient dans le cours de l'exécution du protocole, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 14 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

69. Tout avis, toute instruction, ou tout document exigé suivant le protocole doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des infrastructures
2e étage, aile Chauveau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2005
Télécopieur : 418 644-8957

fimeau@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **Bénéficiaire** :

Ville de Montréal
155, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

greffier@ville.montreal.qc.ca

SECTION 15 DURÉE

70. Le protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 16 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le protocole, ses annexes et le Guide, en acceptent les termes et apposent leur signature sur chacun des deux exemplaires produits.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,

Agissant par monsieur Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Québec, le 29 octobre 2020
Date et lieu

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

Agissant par madame Valérie Plante
Mairesse

Date et lieu

Agissant par Me Yves Saindon
Greffier

Date et lieu

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Organisme requérant	Montréal	**No Dossier**	2029006
Désignation	Ville	**No organisme**	66023
Circ. élect. féd.	Ville-Marie–Le Sud-Ouest–Île-des-Sœurs	**No séquence fédéral**	56559
Circ. élect. prov.	Sainte-Marie–Saint-Jacques		
MRC			

Programme	FIMEAU-2.1
Titre du projet	Renouvellement de conduites

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Localisation du tronçon	Ext. périm.	Type de trav.	Date début travaux	Type de conduites	Diam. existant (mm)	Tr. complexes	Pr. cathodique	Trottoir(s)	Bordure(s)	Conjoint MTQ	Longueur du tronçon (m)	Aide finan. recomm. ($)
No tronçon : 14747 rue Ontario Est, de Préfontaine à Darling	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	89	113 475
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14765 rue Ontario Est, de Préfontaine à Darling	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	186	237 150
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14781 rue Hochelaga, de Aylwin à De Chambly	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	24	30 600
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14799 rue Cuvillier de Sainte-Catherine Est à Adam	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	154	196 350
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14800 rue Aylwin, de Notre-Dame Est à Sainte-Catherine Est, rue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	166	211 650
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14816 rue Hochelaga, de Aylwin à De Chambly	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	170	216 750
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14825 rue Adam, de Joliette à De Chambly	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	104	161 200
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 14846 rue Valois, de avenue Charles-Séraphin-Rodier à Sainte-Catherine Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	114	111 150
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 14861 rue Orléans, de Notre-Dame Est à Sainte-Catherine Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	117	149 175
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 14937 rue Desjardins, de Aldis-Bernard à Sainte-Catherine Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	12	15 300
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 14946 rue Desjardins de La Fontaine à Ontario Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	56	71 400
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 14987 rue Bennett, avenue Rouen à Hochelaga	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	165	210 375
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15006 rue Adam, de avenue Bennett à Aird	☐	Réhab.	2020-05-01	Eau potable		☐	☐			☐	97	123 675
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15035 rue La Fontaine, de Sicard à Théodore	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	179	228 225
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15044 rue Ville-Marie, de Sarto-Fournier à Adam	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	295	376 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15174 rue Monsabré, de Boileau à Desaulniers	☐	Réhab.	2020-05-01	Eau potable		☐	☐			☐	90	114 750
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 15182 rue Louis-Veuillot, de rue Boileau à Desaulniers	☐	Réhab.	2020-05-01	Eau potable		☐	☐			☐	95	121 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15187 rue Bossuet, de Meaux à Hochelaga	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	251	244 725
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15422 rue De Boucherville, de place De Boucherville, à place De Boucherville	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	65	100 750
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15429 rue De Boucherville, de place De Boucherville à rue De Boucherville	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	256	288 000
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15475 rue Gustave-Bleau, de Cirier à Liébert	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	154	173 250
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15539 rue Souligny, de Liébert à Saint-Donat	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	87	110 925
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15540 rue Souligny, de Liébert à Saint-Donat	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	91	116 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15542 rue Souligny, de Liébert à Saint-Donat	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	180	229 500
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15553 rue Pierre-De Coubertin, de avenue Mercier à avenue Lebrun	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	72	70 200
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 15587 rue Pierre-Tétreault, de Souligny à Hochelaga	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	150	191 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15588 rue Baldwin, de Souligny à Hochelaga	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	157	200 175
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15591 rue Baldwin, fr Hochelaga à Pierre-De Coubertin	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	191	243 525
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15602 rue Baldwin, de Pierre-De Coubertin à Sainte-Claire	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	158	201 450
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15610 rue Pierre-Tétreault, de Sainte-Claire à Marseille	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	206	262 650
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15612 rue Mousseau, de Sainte-Claire à Marseille	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	184	234 600
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15615 rue Pierre-Tétreault de Marseille à De Teck	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	90	114 750
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15620 rue Lapointe, du boulevard Marseille à De Teck	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	175	223 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15814 rue Pierre-Tétreault de De Forbin-Janson à De Grosbois	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	182	232 050
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 15825 rue Pierre-Tétreault, de Sherbrooke Est à De Forbin-Janson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	165	210 375
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15834 rue Lavaltrie, de Curatteau à De Saint-Just	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	105	133 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15904 rue Brouage, de avenue Mercier à Limite est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	115	146 625
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15915 rue Lebrun de Tellier à Souligny	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	236	300 900
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15916 rue Lebrun de Ontario Est à Tellier	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	278	354 450
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15925 rue Joffre à Notre-Dame Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	184	234 600
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 15943 rue Desmarteau de Notre-Dame Est à Dubuisson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	146	186 150
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 33458 rue Louis-Veuillot, de Sherbrooke Est à De Jumonville	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	76	96 900
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 33460 rue Turenne de Monsabré à Louis-Veuillot	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	181	316 750
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

Long. totale recommandée (m)	**6 248**
Aide totale recommandée ($)	**7 906 050 $**

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

2. COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE ET AIDE FINANCIÈRE

Coût maximal admissible (CMA)	**9 882 563,00 $**
Aide financière	
Contribution du gouvernement du Québec	3 953 025,00 $
Contribution du gouvernement du Canada	3 953 025,00 $

ANNEXE A (suite)

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 29 juin 2020	**Fin des travaux : 30 juin 2021**

Annexe B

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ville de Montréal

N° de dossier : 2029006

Description des conditions particulières

Il n'y a aucune condition particulière pour ce projet.



PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Relatif à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du sous-volet 2.1 du
PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU**

Dossier n° 2029007

PROTOCOLE D'ENTENTE

PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 2),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B5, représentée par madame Valérie Plante, mairesse, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____, et Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____,

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 OBJET

1. Le présent protocole d'entente, ci-après le « protocole », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi, par la **MINISTRE** au **Bénéficiaire**, d'une aide financière en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les travaux prévus à l'Annexe A, le tout conformément au protocole et à la version du Guide sur le Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), ci-après le « Guide », en vigueur au moment de la signature du protocole.

   Le Guide est disponible sur la page Web du FIMEAU à l'adresse suivante :

   https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/

SECTION 2 INTERPRÉTATION

2. Les annexes suivantes font partie intégrante du protocole :

   2.1 Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;

   2.2 Annexe B : Conditions particulières;

3. En cas de divergence entre une annexe et le corps du protocole, ce dernier prévaut. De la même façon, en cas de divergence entre le Guide et le protocole, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination de l'aide financière

4. La **MINISTRE** établit le montant de l'aide financière qui peut être versée au **Bénéficiaire** selon les étapes suivantes :

4.1 La **MINISTRE** détermine la nature des travaux admissibles à l'aide financière destinée au **Bénéficiaire**. Ces travaux sont prévus à l'Annexe A.

4.2 Selon les paramètres de la grille de calcul de l'Annexe 1 du Guide, la **MINISTRE** établit ensuite le montant maximal de l'aide financière qui pourrait être versée au **Bénéficiaire** à la suite de la réalisation des travaux. Ce montant apparaît à l'Annexe A.

4.3 La **MINISTRE** applique un taux d'aide de 80% aux coûts admissibles des travaux prévus à l'Annexe A payés par le **Bénéficiaire**.

4.3.1 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 n'est pas atteint, la **MINISTRE** ajuste à la baisse ce montant.

4.3.2 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 est dépassé, la **MINISTRE** n'ajuste pas ce montant à la hausse.

5. Au moment de l'analyse de la déclaration finale du **Bénéficiaire** par la **MINISTRE**, et afin de mesurer l'atteinte du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versée au **Bénéficiaire**, les retenues contractuelles liées aux travaux admissibles qu'il a effectués ainsi que les frais d'audit externe engagés, sont réputés être un coût admissible payé par celui-ci.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

6. Les ajouts de travaux à ceux prévus à l'Annexe A ou la modification de ces derniers ne sont pas admissibles à l'aide financière.

Versement des contributions gouvernementales

7. Les contributions des gouvernements du Québec et du Canada sont versées à la suite de l'approbation par la **MINISTRE** de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire**, suivant les clauses 8 et 9.

Dans le cas où le projet comporte une réduction de portée visée par la clause 11 ou comporte des dépenses en régie visées par la clause 17, cette approbation est donnée après que la **MINISTRE** ait obtenu du gouvernement du Canada la confirmation du versement de sa propre contribution.

8. La contribution du gouvernement du Canada est versée au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

9. Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est supérieure à 100 000 $, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en vingt (20) virements de fonds annuels, égaux et consécutifs à un compte que détient ce dernier dans une institution financière, le premier versement pouvant être effectué un an après la date de réception de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire** à la **MINISTRE**.

La contribution du gouvernement du Québec comprend alors le capital et les intérêts, lesquels sont calculés à long terme (10 ans) au taux établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec qui sont fournis par le Secrétariat du Conseil du trésor et qui sont disponibles à la date de la

réception de la déclaration finale par la **MINISTRE**. Ce taux est fixé pour les vingt (20) ans de la période de versement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Gestion des travaux

10. Le **Bénéficiaire** est gestionnaire des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de ceux-ci et ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

11. Le **Bénéficiaire** avise la **MINISTRE** lorsqu'il décide de réduire la portée des travaux prévus à l'annexe A par l'abandon de tronçon(s) de conduites ou par la réduction significative de la longueur de tronçon(s).

Toute modification des travaux prévus à l'annexe A ou tout ajout de travaux à ceux prévus à l'annexe A n'est pas admissible à l'aide financière et est à la charge du **Bénéficiaire.**

Utilisation de l'aide financière

12. Le **Bénéficiaire** utilise l'aide financière prévue au protocole aux seules fins de défrayer les coûts admissibles qu'il paye et qui sont associés aux travaux prévus à l'Annexe A.

13. Le **Bénéficiaire** est le seul responsable :

13.1. des coûts des travaux qui ne sont pas prévus à l'Annexe A;

13.2. des dépassements du coût maximal admissible (CMA) confirmé par la **MINISTRE** et associés aux travaux prévus à l'Annexe A;

13.3. des coûts associés à toute modification à la portée, à l'emplacement ou à l'échéancier des travaux prévus à l'Annexe A, notamment à la suite de l'ouverture de soumissions ou à la suite de directives de changement associées à des imprévus de planification ou de chantier;

13.4. des coûts associés à des travaux dont l'objet n'est pas précisé au contrat conclu avec l'entrepreneur et qui se retrouvent sous des rubriques de type « contingences » ou « travaux divers non indiqués aux plans » ou « réserve budgétaire » ou « imprévus »;

13.5. des coûts associés aux changements apportés aux plans et devis après l'ouverture des soumissions.

Sommes reçues d'un tiers

14. Le **Bénéficiaire** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue pour ces travaux.

Adjudication des contrats

15. Le **Bénéficiaire** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats. De plus :

15.1 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de services professionnels avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada. L'octroi d'un

tel contrat, même conditionnellement à l'obtention d'une telle approbation ou d'une aide financière, rend la totalité du contrat non admissible à l'aide financière. Les dépenses associées à la réalisation des évaluations sur les changements climatiques ou celles relatives aux consultations autochtones ne sont toutefois pas assujetties à la présente clause;

15.2 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de construction, de préachat ou d'achat d'équipement, avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE**. L'octroi d'un tel contrat, même conditionnellement à l'obtention de cette aide financière, rend la totalité du projet non admissible à l'aide financière.

15.3 pour être admissible, tout contrat octroyé de gré à gré, d'une valeur de 25 000 $ ou plus visant l'acquisition de biens ou la réalisation de travaux, ou d'une valeur de 100 000 $ ou plus visant l'acquisition de services d'architecture ou d'ingénierie, doit être approuvé par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation préalable du gouvernement du Canada, aucune dépense relative à un tel contrat n'est admissible à l'aide financière.

16. Le **Bénéficiaire** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A qu'il réalise, par exemple, les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Réalisation des dépenses en régie

17. La réalisation en régie d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction, doit être approuvée au préalable par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation du gouvernement du Canada, aucune dépense effectuée en régie n'est admissible à l'aide financière. De plus, les exigences suivantes doivent être respectées :

17.1 aucune dépense relative à la conception engagée avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada n'est admissible à l'aide financière.

17.2 aucune dépense relative aux travaux de construction engagée avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE** n'est admissible à l'aide financière.

Surveillance et contrôle de qualité

18. Le **Bénéficiaire** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation des travaux. Lorsque requis, le **Bénéficiaire** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi, par exemple, un architecte ou un ingénieur, pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation des travaux

19. Le **Bénéficiaire** réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est également prévu. Il informe la **MINISTRE** s'il a des raisons de croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble de ceux-ci dans ce délai.

Déclaration finale

20. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE** une déclaration finale, signée par son directeur général, son secrétaire-trésorier ou son trésorier suivant la forme prescrite au lien suivant : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/, au plus tard trois (3) mois suivant la date de fin des travaux prévus à l'Annexe A.

21. Le **Bénéficiaire** accompagne sa déclaration finale des documents et des informations que la **MINISTRE** requiert, notamment :

21.1 un rapport d'audit signé par un auditeur indépendant démontrant que les conditions de versement de l'aide financière et les modalités du programme sont respectées;

21.2 une attestation, du directeur général, sur le formulaire fourni par la **MINISTRE**, confirmant le respect des lois, des règlements et des normes en vigueur qui lui sont applicables;

À cette occasion, le directeur général atteste également que les coûts réclamés ont été payés pour les travaux prévus à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles à des fins de vérification.

21.3 le ou les certificat(s) d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lorsque l'obtention de celui ou ceux-ci est une condition de réalisation des travaux prévus à l'Annexe A;

21.4 si le projet fait l'objet d'une réalisation en régie, en tout ou en partie, d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction et qu'une telle réalisation est approuvée au préalable par le gouvernement du Canada, la liste des employés municipaux directement affectés à cette réalisation visant les travaux prévus à l'Annexe A.

Cette liste indique, pour chacun de ces employés, le nom, le titre, les dates de début et de fin de son implication dans le projet, le nombre d'heures travaillées, le taux horaire simple et le salaire versé dans le cadre du projet.

L'exactitude des informations contenues dans cette liste est attestée par le directeur général du **Bénéficiaire**. Ce dernier atteste également que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification;

21.5 un rapport du directeur général, du secrétaire-trésorier ou de l'un des ingénieurs du **Bénéficiaire**, établissant les coûts des matériaux utilisés basés sur le coût réel d'achat lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A si, au préalable, une telle dépense est approuvée par le gouvernement du Canada.

22. Le **Bénéficiaire** rembourse à la **MINISTRE**, dans le délai qu'elle fixe, tout montant reçu à titre d'aide financière qui serait supérieur au montant auquel il a droit en vertu du protocole.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

23. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE**, le cas échéant, un rapport attestant de l'assujettissement des coûts admissibles qu'il a payés, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

24. Le **Bénéficiaire** transmet à la **MINISTRE**, deux fois par année, en mai et en novembre, précédant la réception de sa déclaration finale, un rapport d'étape présentant l'état d'avancement des travaux et des coûts du projet.

25. Le **Bénéficiaire** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés aux travaux prévus à l'Annexe A. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il tient un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont, le cas échéant, contribué à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A.

26. Le **Bénéficiaire** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue au protocole, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser des travaux prévus à l'Annexe A, pour une période de six (6) ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa déclaration finale.

27. Le **Bénéficiaire** donne accès et permet aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux des travaux et les documents énumérés à la clause 26.

28. Le **Bénéficiaire** communique également aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application du protocole qui lui est demandé.

29. Le **Bénéficiaire** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément au mandat que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **Bénéficiaire** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le cas échéant, le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE**, à quelque époque que ce soit, qu'il est partie à un litige pouvant affecter de façon significative le coût des travaux prévus à l'Annexe A.

Responsabilité

32. Le **Bénéficiaire** assume l'entière responsabilité des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application du protocole, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation de ces travaux.

33. Le **Bénéficiaire** s'engage à prendre faits et cause pour les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que leurs représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause 32.

34. Le **Bénéficiaire** assume, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

35. Le **Bénéficiaire** ne peut interpréter le protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

Communications

36. Le **Bénéficiaire** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature du protocole par les parties, que les travaux prévus à l'Annexe A font l'objet d'une aide financière obtenue du FIMEAU.

Le **Bénéficiaire** n'est pas tenu à cette obligation s'il a déjà procédé à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, avant la signature du protocole.

37. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** utilise pour la durée des travaux et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle ils sont rattachés soit pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que les travaux sont réalisés avec l'aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

38. Le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE** au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant les travaux, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

39. Le **Bénéficiaire** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

40. La **Bénéficiaire** fait savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du FIMEAU.

41. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** installe et entretient à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

42. Tout moyen d'affichage utilisé par le **Bénéficiaire** respecte les paramètres graphiques qu'il obtient auprès de la **MINISTRE** et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Propriété de l'infrastructure

43. Le **Bénéficiaire** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins vingt (20) ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la déclaration finale du **Bénéficiaire**.

44. Pour la période de vingt (20) ans prévue à la clause 43, le **Bénéficiaire** exploite, utilise et entretient l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière.

45. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des deux clauses précédentes.

46. Si, à tout moment au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec ou celui du Canada, un mandataire de ces derniers ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **Bénéficiaire** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'infrastructure.

47. Dans le cas où la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, les obligations prévues aux clauses 43 à 46 sont imposées pour une période de dix (10) ans.

Programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout

48. Si le **Bénéficiaire** possède un réseau de collecte d'eaux usées, il démontre à la satisfaction de la **MINISTRE**, avant la réception de la déclaration finale par cette dernière, qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination de ces raccordements dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le **Bénéficiaire** peut, le cas échéant, être dispensé de se conformer au premier alinéa en fournissant à la **MINISTRE**, à sa satisfaction, les justifications requises.

Transport des matériaux en vrac

49. Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

50. Le **Bénéficiaire** est tenu à l'obligation prévue à la clause 49 à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

51. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'application du protocole.

Si une **PARTIE** constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

52. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada, ni aucun élu municipal, ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant du protocole, ni en tirer un quelconque avantage.

Aucune personne assujettie au Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ou au Code des valeurs et d'éthique du secteur public du Canada ne peut tirer avantage du protocole, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

53. Suivant l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

De même, la contribution du gouvernement du Canada est conditionnelle à l'affectation, par le Parlement du Canada, des crédits nécessaires à son versement.

SECTION 7 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

54. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, à l'exception d'une aide associée à des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports, ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles.

55. Toute contribution reçue en contravention de la clause 54 et visant des travaux prévus à l'Annexe A, est déduite des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux.

56. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A, peut être déduit, en tout ou en partie, des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux. Si l'indemnité ou le dédommagement est reçu après le versement de l'aide financière, la **MINISTRE** peut exiger le

remboursement d'un montant correspondant au montant de l'indemnité ou du dédommagement versé pour les travaux.

SECTION 8 CESSION

57. Les droits et obligations prévus au protocole ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, notamment par l'inscription de toute hypothèque mobilière sur créance, sans l'autorisation écrite préalable de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

58. Toute dérogation à la clause 57 entraîne la résiliation du protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

59. Le **Bénéficiaire** est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses du protocole, incluant celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

60. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 59 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **Bénéficiaire** par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion au **Bénéficiaire** de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

61. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **Bénéficiaire** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

62. En cas de défaut du **Bénéficiaire**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

a) exiger que le **Bénéficiaire** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le protocole, étant ainsi libérée de tout versement non effectué;

f) résilier le protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

g) exiger du **Bénéficiaire**, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus au protocole;

h) dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 23, exclure des coûts admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées;

i) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

63. La **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier le protocole sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la **MINISTRE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **Bénéficiaire**. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **Bénéficiaire**. Ce dernier a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

64. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **Bénéficiaire** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

65. Le **Bénéficiaire** peut prendre l'initiative de résilier le protocole. Il adresse alors sans délai un avis de résiliation écrit à la **MINISTRE** l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par celle-ci. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil du **Bénéficiaire**. La **MINISTRE** détermine alors les effets de la résiliation et elle en informe le **Bénéficiaire** qui les accepte.

SECTION 11 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

66. Les clauses du protocole qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de ce dernier, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 12 MODIFICATION

67. Toute modification au contenu du protocole doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature du protocole et elle en fait partie intégrante.

SECTION 13 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

68. Si un différend survient dans le cours de l'exécution du protocole, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 14 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

69. Tout avis, toute instruction, ou tout document exigé suivant le protocole doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des infrastructures
2e étage, aile Chauveau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2005
Télécopieur : 418 644-8957

fimeau@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **Bénéficiaire** :

Ville de Montréal
155, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

greffier@ville.montreal.qc.ca

SECTION 15 DURÉE

70. Le protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 16 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le protocole, ses annexes et le Guide, en acceptent les termes et apposent leur signature sur chacun des deux exemplaires produits.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,

Agissant par monsieur Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Québec, le 29 octobre 2020
Date et lieu

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

Agissant par madame Valérie Plante
Mairesse

Date et lieu

Agissant par Me Yves Saindon
Greffier

Date et lieu

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Organisme requérant	Montréal	**No Dossier**	2029007
Désignation	Ville	**No organisme**	66023
Circ. élect. féd.	Ville-Marie–Le Sud-Ouest–Île-des-Sœurs	**No séquence fédéral**	56560
Circ. élect. prov.	Sainte-Marie–Saint-Jacques		
MRC			

Programme	FIMEAU-2.1
Titre du projet	Renouvellement de conduites

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Localisation du tronçon	Ext. périm.	Type de trav.	Date début travaux	Type de conduites	Diam. existant (mm)	Tr. complexes	Pr. cathodique	Trottoir(s)	Bordure(s)	Conjoint MTQ	Longueur du tronçon (m)	Aide finan. recomm. ($)
No tronçon : 14750 rue Dézéry, de Notre-Dame Est à Sainte-Catherine Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	72	91 800
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14807 rue Joliette, de Notre-Dame Est à Charles-Wilson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	100	127 500
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14855 rue Bourbonnière, de avenue Adam à La Fontaine	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	158	201 450
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14999 rue Notre-Dame Est, de Saint-Clément à Vimont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	242	308 550
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 15012 rue Sicard, de Adam à La Fontaine	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	109	138 975
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 15028 rue Théodore, de Notre-Dame Est à Adam	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	121	154 275
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 15044 rue Notre-Dame Est, de Saint-Clément à Vimont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	19	24 225
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 15046 rue Saint-Clément, de Notre-Dame Est, rue Adam	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	262	334 049
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16431 rue Beaubien Ouest, de Jeanne-Mance à Saint-Urbain	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	50	63 750
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16551 avenue De Chateaubriand, de Saint-Zotique Est à Bélanger	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	333	324 675
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16573 Avenue Christophe-Colomb, de rue des Carrières à boulevard Rosemont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	134	170 850
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16585 boulevard Rosemont, de avenue Christophe-Colomb à De La Roche	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	46	58 650
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16616 boulevard Rosemont, de De Normanville à Chambord	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	100	97 500
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16678 rue Beaubien Est, de Chabot à Bordeaux	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	38	34 200
				Eaux usées ☐	300							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16684 rue Bordeaux, de Bellechasse à Beaubien Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	353	450 075
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16719 avenue des Érables,de Saint-Zotique Est à Augier	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	137	174 675
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 16726 avenue Louis-Hébert, de Beaubien Est à Bélanger	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	168	214 200
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16735 avenue Louis-Hébert, de Beaubien Est à Bélanger	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	166	211 650
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16736 avenue Louis-Hébert, de Beaubien Est à Bélanger	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	153	195 075
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16774 rue D'Iberville, de Masson à Dandurand	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	218	212 550
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16936 avenue Laurier Est, de 3e Avenue à 4e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	81	103 275
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16946 avenue Charlemagne, de Laurier Est à Masson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	51	65 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16948 avenue Bourbonnière, de boulevard Saint-Joseph Est à Masson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	278	354 450
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16949 18e Avenue, du boulevard Saint-Joseph Est à avenue Laurier Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	281	435 550
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16979 avenue Bourbonnière, de boulevard Saint-Joseph Est à Masson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	211	269 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 16981 avenue Charlemagne, de Laurier Est à Masson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	226	288 150
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16988 rue Masson, de 4e Avenue à 6e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	165	210 375
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16989 rue Masson, de 8e Avenue à 9e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	62	79 050
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16990 rue Masson, de 10e Avenue à 12e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	122	155 550
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16991 rue Masson, de Lafond à 17e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	90	114 750
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16992 rue Masson, de Lafond à 17e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	181	230 775
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17003 1re Avenue, de Masson à Holt	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	222	283 050
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17019 16e Avenue, de Masson à Dandurand	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	239	304 725
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17049 1re Avenue, de Masson à Holt	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	137	174 675
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 17125 rue Beaubien Est, de 15e Avenue à 18e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	172	219 300
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 17126 rue Beaubien Est, de 15e Avenue à 18e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	93	118 575
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 17128 rue Beaubien Est, de 3e Avenue à 6e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	65	82 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 17187 boulevard Rosemont, de Chatelain à Lacordaire	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	232	295 800
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 17189 boulevard Rosemont, de Chatelain à Lacordaire	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	141	179 775
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 17203 rue Saint-Zotique Est, de Chatelain à Pontoise	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	229	291 975
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 38318 rue Théodore, de Notre-Dame Est à Adam	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	49	62 475
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 38322 rue Sicard, de Notre-Dame Est à Louis-Payette	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	48	61 200
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

Long. totale recommandée (m)	**6 354**
Aide totale recommandée ($)	**7 969 074 $**

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

2. COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE ET AIDE FINANCIÈRE

Coût maximal admissible (CMA)	**9 961 346,00 $**
Aide financière	
Contribution du gouvernement du Québec	3 984 537,00 $
Contribution du gouvernement du Canada	3 984 537,00 $

ANNEXE A (suite)

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 29 juin 2020	**Fin des travaux : 30 juin 2021**

Annexe B

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ville de Montréal

N° de dossier : 2029007

Description des conditions particulières

Il n'y a aucune condition particulière pour ce projet.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 NOV. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Relatif à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du sous-volet 2.1 du
PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU**

Dossier n° 2029010

PROTOCOLE D'ENTENTE

PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 2),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B5, représentée par madame Valérie Plante, mairesse, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____, et Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____,

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 OBJET

1. Le présent protocole d'entente, ci-après le « protocole », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi, par la **MINISTRE** au **Bénéficiaire**, d'une aide financière en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les travaux prévus à l'Annexe A, le tout conformément au protocole et à la version du Guide sur le Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), ci-après le « Guide », en vigueur au moment de la signature du protocole.

   Le Guide est disponible sur la page Web du FIMEAU à l'adresse suivante :

   https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/

SECTION 2 INTERPRÉTATION

2. Les annexes suivantes font partie intégrante du protocole :

   2.1 Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;

   2.2 Annexe B : Conditions particulières;

3. En cas de divergence entre une annexe et le corps du protocole, ce dernier prévaut. De la même façon, en cas de divergence entre le Guide et le protocole, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination de l'aide financière

4. La **MINISTRE** établit le montant de l'aide financière qui peut être versée au **Bénéficiaire** selon les étapes suivantes :

4.1 La **MINISTRE** détermine la nature des travaux admissibles à l'aide financière destinée au **Bénéficiaire**. Ces travaux sont prévus à l'Annexe A.

4.2 Selon les paramètres de la grille de calcul de l'Annexe 1 du Guide, la **MINISTRE** établit ensuite le montant maximal de l'aide financière qui pourrait être versée au **Bénéficiaire** à la suite de la réalisation des travaux. Ce montant apparaît à l'Annexe A.

4.3 La **MINISTRE** applique un taux d'aide de 80% aux coûts admissibles des travaux prévus à l'Annexe A payés par le **Bénéficiaire**.

4.3.1 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 n'est pas atteint, la **MINISTRE** ajuste à la baisse ce montant.

4.3.2 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 est dépassé, la **MINISTRE** n'ajuste pas ce montant à la hausse.

5. Au moment de l'analyse de la déclaration finale du **Bénéficiaire** par la **MINISTRE**, et afin de mesurer l'atteinte du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versée au **Bénéficiaire**, les retenues contractuelles liées aux travaux admissibles qu'il a effectués ainsi que les frais d'audit externe engagés, sont réputés être un coût admissible payé par celui-ci.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

6. Les ajouts de travaux à ceux prévus à l'Annexe A ou la modification de ces derniers ne sont pas admissibles à l'aide financière.

Versement des contributions gouvernementales

7. Les contributions des gouvernements du Québec et du Canada sont versées à la suite de l'approbation par la **MINISTRE** de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire**, suivant les clauses 8 et 9.

Dans le cas où le projet comporte une réduction de portée visée par la clause 11 ou comporte des dépenses en régie visées par la clause 17, cette approbation est donnée après que la **MINISTRE** ait obtenu du gouvernement du Canada la confirmation du versement de sa propre contribution.

8. La contribution du gouvernement du Canada est versée au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

9. Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est supérieure à 100 000 $, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en vingt (20) virements de fonds annuels, égaux et consécutifs à un compte que détient ce dernier dans une institution financière, le premier versement pouvant être effectué un an après la date de réception de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire** à la **MINISTRE**.

La contribution du gouvernement du Québec comprend alors le capital et les intérêts, lesquels sont calculés à long terme (10 ans) au taux établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec qui sont fournis par le Secrétariat du Conseil du trésor et qui sont disponibles à la date de la

réception de la déclaration finale par la **MINISTRE**. Ce taux est fixé pour les vingt (20) ans de la période de versement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Gestion des travaux

10. Le **Bénéficiaire** est gestionnaire des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de ceux-ci et ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

11. Le **Bénéficiaire** avise la **MINISTRE** lorsqu'il décide de réduire la portée des travaux prévus à l'annexe A par l'abandon de tronçon(s) de conduites ou par la réduction significative de la longueur de tronçon(s).

Toute modification des travaux prévus à l'annexe A ou tout ajout de travaux à ceux prévus à l'annexe A n'est pas admissible à l'aide financière et est à la charge du **Bénéficiaire.**

Utilisation de l'aide financière

12. Le **Bénéficiaire** utilise l'aide financière prévue au protocole aux seules fins de défrayer les coûts admissibles qu'il paye et qui sont associés aux travaux prévus à l'Annexe A.

13. Le **Bénéficiaire** est le seul responsable :

13.1. des coûts des travaux qui ne sont pas prévus à l'Annexe A;

13.2. des dépassements du coût maximal admissible (CMA) confirmé par la **MINISTRE** et associés aux travaux prévus à l'Annexe A;

13.3. des coûts associés à toute modification à la portée, à l'emplacement ou à l'échéancier des travaux prévus à l'Annexe A, notamment à la suite de l'ouverture de soumissions ou à la suite de directives de changement associées à des imprévus de planification ou de chantier;

13.4. des coûts associés à des travaux dont l'objet n'est pas précisé au contrat conclu avec l'entrepreneur et qui se retrouvent sous des rubriques de type « contingences » ou « travaux divers non indiqués aux plans » ou « réserve budgétaire » ou « imprévus »;

13.5. des coûts associés aux changements apportés aux plans et devis après l'ouverture des soumissions.

Sommes reçues d'un tiers

14. Le **Bénéficiaire** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue pour ces travaux.

Adjudication des contrats

15. Le **Bénéficiaire** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats. De plus :

15.1 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de services professionnels avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada. L'octroi d'un

tel contrat, même conditionnellement à l'obtention d'une telle approbation ou d'une aide financière, rend la totalité du contrat non admissible à l'aide financière. Les dépenses associées à la réalisation des évaluations sur les changements climatiques ou celles relatives aux consultations autochtones ne sont toutefois pas assujetties à la présente clause;

15.2 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de construction, de préachat ou d'achat d'équipement, avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE**. L'octroi d'un tel contrat, même conditionnellement à l'obtention de cette aide financière, rend la totalité du projet non admissible à l'aide financière.

15.3 pour être admissible, tout contrat octroyé de gré à gré, d'une valeur de 25 000 $ ou plus visant l'acquisition de biens ou la réalisation de travaux, ou d'une valeur de 100 000 $ ou plus visant l'acquisition de services d'architecture ou d'ingénierie, doit être approuvé par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation préalable du gouvernement du Canada, aucune dépense relative à un tel contrat n'est admissible à l'aide financière.

16. Le **Bénéficiaire** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A qu'il réalise, par exemple, les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Réalisation des dépenses en régie

17. La réalisation en régie d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction, doit être approuvée au préalable par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation du gouvernement du Canada, aucune dépense effectuée en régie n'est admissible à l'aide financière. De plus, les exigences suivantes doivent être respectées :

17.1 aucune dépense relative à la conception engagée avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada n'est admissible à l'aide financière.

17.2 aucune dépense relative aux travaux de construction engagée avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE** n'est admissible à l'aide financière.

Surveillance et contrôle de qualité

18. Le **Bénéficiaire** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation des travaux. Lorsque requis, le **Bénéficiaire** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi, par exemple, un architecte ou un ingénieur, pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation des travaux

19. Le **Bénéficiaire** réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est également prévu. Il informe la **MINISTRE** s'il a des raisons de croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble de ceux-ci dans ce délai.

Déclaration finale

20. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE** une déclaration finale, signée par son directeur général, son secrétaire-trésorier ou son trésorier suivant la forme prescrite au lien suivant : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/, au plus tard trois (3) mois suivant la date de fin des travaux prévus à l'Annexe A.

21. Le **Bénéficiaire** accompagne sa déclaration finale des documents et des informations que la **MINISTRE** requiert, notamment :

21.1 un rapport d'audit signé par un auditeur indépendant démontrant que les conditions de versement de l'aide financière et les modalités du programme sont respectées;

21.2 une attestation, du directeur général, sur le formulaire fourni par la **MINISTRE**, confirmant le respect des lois, des règlements et des normes en vigueur qui lui sont applicables;

À cette occasion, le directeur général atteste également que les coûts réclamés ont été payés pour les travaux prévus à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles à des fins de vérification.

21.3 le ou les certificat(s) d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lorsque l'obtention de celui ou ceux-ci est une condition de réalisation des travaux prévus à l'Annexe A;

21.4 si le projet fait l'objet d'une réalisation en régie, en tout ou en partie, d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction et qu'une telle réalisation est approuvée au préalable par le gouvernement du Canada, la liste des employés municipaux directement affectés à cette réalisation visant les travaux prévus à l'Annexe A.

Cette liste indique, pour chacun de ces employés, le nom, le titre, les dates de début et de fin de son implication dans le projet, le nombre d'heures travaillées, le taux horaire simple et le salaire versé dans le cadre du projet.

L'exactitude des informations contenues dans cette liste est attestée par le directeur général du **Bénéficiaire**. Ce dernier atteste également que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification;

21.5 un rapport du directeur général, du secrétaire-trésorier ou de l'un des ingénieurs du **Bénéficiaire**, établissant les coûts des matériaux utilisés basés sur le coût réel d'achat lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A si, au préalable, une telle dépense est approuvée par le gouvernement du Canada.

22. Le **Bénéficiaire** rembourse à la **MINISTRE**, dans le délai qu'elle fixe, tout montant reçu à titre d'aide financière qui serait supérieur au montant auquel il a droit en vertu du protocole.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

23. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE**, le cas échéant, un rapport attestant de l'assujettissement des coûts admissibles qu'il a payés, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

24. Le **Bénéficiaire** transmet à la **MINISTRE**, deux fois par année, en mai et en novembre, précédant la réception de sa déclaration finale, un rapport d'étape présentant l'état d'avancement des travaux et des coûts du projet.

25. Le **Bénéficiaire** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés aux travaux prévus à l'Annexe A. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il tient un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont, le cas échéant, contribué à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A.

26. Le **Bénéficiaire** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue au protocole, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser des travaux prévus à l'Annexe A, pour une période de six (6) ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa déclaration finale.

27. Le **Bénéficiaire** donne accès et permet aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux des travaux et les documents énumérés à la clause 26.

28. Le **Bénéficiaire** communique également aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application du protocole qui lui est demandé.

29. Le **Bénéficiaire** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément au mandat que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **Bénéficiaire** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le cas échéant, le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE**, à quelque époque que ce soit, qu'il est partie à un litige pouvant affecter de façon significative le coût des travaux prévus à l'Annexe A.

Responsabilité

32. Le **Bénéficiaire** assume l'entière responsabilité des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application du protocole, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation de ces travaux.

33. Le **Bénéficiaire** s'engage à prendre faits et cause pour les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que leurs représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause 32.

34. Le **Bénéficiaire** assume, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

35. Le **Bénéficiaire** ne peut interpréter le protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

Communications

36. Le **Bénéficiaire** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature du protocole par les parties, que les travaux prévus à l'Annexe A font l'objet d'une aide financière obtenue du FIMEAU.

Le **Bénéficiaire** n'est pas tenu à cette obligation s'il a déjà procédé à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, avant la signature du protocole.

37. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** utilise pour la durée des travaux et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle ils sont rattachés soit pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que les travaux sont réalisés avec l'aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

38. Le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE** au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant les travaux, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

39. Le **Bénéficiaire** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

40. La **Bénéficiaire** fait savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du FIMEAU.

41. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** installe et entretient à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

42. Tout moyen d'affichage utilisé par le **Bénéficiaire** respecte les paramètres graphiques qu'il obtient auprès de la **MINISTRE** et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Propriété de l'infrastructure

43. Le **Bénéficiaire** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins vingt (20) ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la déclaration finale du **Bénéficiaire**.

44. Pour la période de vingt (20) ans prévue à la clause 43, le **Bénéficiaire** exploite, utilise et entretient l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière.

45. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des deux clauses précédentes.

46. Si, à tout moment au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec ou celui du Canada, un mandataire de ces derniers ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **Bénéficiaire** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'infrastructure.

47. Dans le cas où la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, les obligations prévues aux clauses 43 à 46 sont imposées pour une période de dix (10) ans.

Programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout

48. Si le **Bénéficiaire** possède un réseau de collecte d'eaux usées, il démontre à la satisfaction de la **MINISTRE**, avant la réception de la déclaration finale par cette dernière, qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination de ces raccordements dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le **Bénéficiaire** peut, le cas échéant, être dispensé de se conformer au premier alinéa en fournissant à la **MINISTRE**, à sa satisfaction, les justifications requises.

Transport des matériaux en vrac

49. Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

50. Le **Bénéficiaire** est tenu à l'obligation prévue à la clause 49 à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

51. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'application du protocole.

Si une **PARTIE** constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

52. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada, ni aucun élu municipal, ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant du protocole, ni en tirer un quelconque avantage.

Aucune personne assujettie au Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ou au Code des valeurs et d'éthique du secteur public du Canada ne peut tirer avantage du protocole, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

53. Suivant l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

De même, la contribution du gouvernement du Canada est conditionnelle à l'affectation, par le Parlement du Canada, des crédits nécessaires à son versement.

SECTION 7 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

54. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, à l'exception d'une aide associée à des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports, ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles.

55. Toute contribution reçue en contravention de la clause 54 et visant des travaux prévus à l'Annexe A, est déduite des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux.

56. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A, peut être déduit, en tout ou en partie, des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux. Si l'indemnité ou le dédommagement est reçu après le versement de l'aide financière, la **MINISTRE** peut exiger le

remboursement d'un montant correspondant au montant de l'indemnité ou du dédommagement versé pour les travaux.

SECTION 8 CESSION

57. Les droits et obligations prévus au protocole ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, notamment par l'inscription de toute hypothèque mobilière sur créance, sans l'autorisation écrite préalable de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

58. Toute dérogation à la clause 57 entraîne la résiliation du protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

59. Le **Bénéficiaire** est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses du protocole, incluant celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

60. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 59 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **Bénéficiaire** par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion au **Bénéficiaire** de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

61. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **Bénéficiaire** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

62. En cas de défaut du **Bénéficiaire**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

a) exiger que le **Bénéficiaire** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le protocole, étant ainsi libérée de tout versement non effectué;

f) résilier le protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

g) exiger du **Bénéficiaire**, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus au protocole;

h) dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 23, exclure des coûts admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées;

i) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

63. La **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier le protocole sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la **MINISTRE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **Bénéficiaire**. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **Bénéficiaire**. Ce dernier a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

64. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **Bénéficiaire** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

65. Le **Bénéficiaire** peut prendre l'initiative de résilier le protocole. Il adresse alors sans délai un avis de résiliation écrit à la **MINISTRE** l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par celle-ci. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil du **Bénéficiaire**. La **MINISTRE** détermine alors les effets de la résiliation et elle en informe le **Bénéficiaire** qui les accepte.

SECTION 11 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

66. Les clauses du protocole qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de ce dernier, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 12 MODIFICATION

67. Toute modification au contenu du protocole doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature du protocole et elle en fait partie intégrante.

SECTION 13 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

68. Si un différend survient dans le cours de l'exécution du protocole, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 14 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

69. Tout avis, toute instruction, ou tout document exigé suivant le protocole doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des infrastructures
2e étage, aile Chauveau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2005
Télécopieur : 418 644-8957

fimeau@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **Bénéficiaire** :

Ville de Montréal
155, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

greffier@ville.montreal.qc.ca

SECTION 15 DURÉE

70. Le protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 16 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le protocole, ses annexes et le Guide, en acceptent les termes et apposent leur signature sur chacun des deux exemplaires produits.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,

Agissant par monsieur Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Québec, le 29 octobre 2020
Date et lieu

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

Agissant par madame Valérie Plante
Mairesse

Date et lieu

Agissant par Me Yves Saindon
Greffier

Date et lieu

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Organisme requérant	Montréal	**No Dossier**	2029010
Désignation	Ville	**No organisme**	66023
Circ. élect. féd.	Ville-Marie–Le Sud-Ouest–Île-des-Sœurs	**No séquence fédéral**	56563
Circ. élect. prov.	Sainte-Marie–Saint-Jacques		
MRC			

Programme	FIMEAU-2.1
Titre du projet	Renouvellement de conduites

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Localisation du tronçon	Ext. périm.	Type de trav.	Date début travaux	Type de conduites	Diam. existant (mm)	Tr. complexes	Pr. cathodique	Trottoir(s)	Bordure(s)	Conjoint MTQ	Longueur du tronçon (m)	Aide finan. recomm. ($)
No tronçon : 18098 rue Gilford, de Parthenais à Messier	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	40	38 999
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18165 avenue de Mont-Royal Est, de Parthenais à Fullum	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	160	204 000
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18351 rue Saint-Denis, de Sherbrooke Est à De Rigaud	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	120	153 000
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18362 avenue Hôtel-de-Ville, de Prince-Arthur Est à des Pins	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	230	293 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18376 avenue de l'Hôtel-de-Ville, de des Pins à Roy Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	80	102 000
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 24843 boulvard Décarie, de Ferrier à Savane	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	189	240 975
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25169 rue West Broadway, de West Broadway à Côte-Saint-Luc	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	234	298 350
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 25181 avenue Patricia, de Fielding à Chester	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	345	439 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25182 avenue Westmore, de Fielding à Chester	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	326	415 650
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25198 rue West Broadway, de Somerled à Fielding	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	307	391 425
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25304 boulevard Grand, de Saint-Jacques à Sylvia-Smith	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	265	337 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25309 avenue de Clifton, de Upper-Lachine à De Maisonneuve Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	211	269 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25401 avenue de West Hill, de De Maisonneuve Ouest à Notre-Dame-de-Grâce	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	302	385 050
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25456 avenue Montclair, de Sherbrooke Ouest à Monkland	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	205	261 375
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25475 rue de Terrebonne, de Walkley de King-Edward	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	173	220 575
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25476 rue de Terrebonne, de Cumberland à Walkley	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	91	116 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 25477 rue Terrebonne, de Cumberland à Benny	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	229	291 975
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25478 rue Terrebonne, de Madison à Benny	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	189	240 975
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25491 rue Terrebonne, de Grand à Madison	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	178	226 950
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25493 rue de Terrebonne, de Hingston à Grand	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	43	54 825
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25493 rue de Terrebonne, de Hingston à Grand	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	65	82 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25504 rue de Terrebonne, de Melrose à de Royal	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	181	230 775
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25508 avenue Hampton, de Terrebonne à Somerled	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	248	316 200
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25524 avenue Harvard, de Monkland à Terrebonne	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	307	391 425
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 25540 chemin Circle, de Iona à Queen-Mary	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	260	331 500
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 25541 chemin Circle, de Circle à Iona	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	105	133 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25542 chemin Circle, de Iona à Ponsard	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	187	238 425
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25546 chemin Circle, de Ponsard à Iona	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	182	232 050
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 2975 rue Lausanne, de Prieur à Monselet	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	51	65 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 3036 rue Fleury, de Audoin à Lausanne	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	93	104 625
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 3089 rue Récollets, de Henri-Bourassa à Gouin	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	174	169 650
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 3240 rue Gouin, de Garon à Savard	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	96	93 600
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 3348 rue Georges-Pichet, de Amos à Henri-Bourassa	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	351	394 875
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 3492 rue Racette, de Amiens à Castille	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	212	206 700
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

Long. totale recommandée (m)	6 429
Aide totale recommandée ($)	7 973 774 $

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

2. COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE ET AIDE FINANCIÈRE

Coût maximal admissible (CMA)	**9 967 218,00 $**
Aide financière	
Contribution du gouvernement du Québec	3 986 887,00 $
Contribution du gouvernement du Canada	3 986 887,00 $

ANNEXE A (suite)

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 13 juillet 2020	**Fin des travaux : 30 juin 2021**

Annexe B

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ville de Montréal

N° de dossier : 2029010

Description des conditions particulières

Il n'y a aucune condition particulière pour ce projet.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 NOV. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Relatif à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du sous-volet 2.1 du
PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU**

Dossier n° 2029011

PROTOCOLE D'ENTENTE

PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 2),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B5, représentée par madame Valérie Plante, mairesse, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____, et Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____,

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 OBJET

1. Le présent protocole d'entente, ci-après le « protocole », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi, par la **MINISTRE** au **Bénéficiaire**, d'une aide financière en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les travaux prévus à l'Annexe A, le tout conformément au protocole et à la version du Guide sur le Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), ci-après le « Guide », en vigueur au moment de la signature du protocole.

   Le Guide est disponible sur la page Web du FIMEAU à l'adresse suivante :

   https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/

SECTION 2 INTERPRÉTATION

2. Les annexes suivantes font partie intégrante du protocole :

   2.1 Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;

   2.2 Annexe B : Conditions particulières;

3. En cas de divergence entre une annexe et le corps du protocole, ce dernier prévaut. De la même façon, en cas de divergence entre le Guide et le protocole, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination de l'aide financière

4. La **MINISTRE** établit le montant de l'aide financière qui peut être versée au **Bénéficiaire** selon les étapes suivantes :

4.1 La **MINISTRE** détermine la nature des travaux admissibles à l'aide financière destinée au **Bénéficiaire**. Ces travaux sont prévus à l'Annexe A.

4.2 Selon les paramètres de la grille de calcul de l'Annexe 1 du Guide, la **MINISTRE** établit ensuite le montant maximal de l'aide financière qui pourrait être versée au **Bénéficiaire** à la suite de la réalisation des travaux. Ce montant apparaît à l'Annexe A.

4.3 La **MINISTRE** applique un taux d'aide de 80% aux coûts admissibles des travaux prévus à l'Annexe A payés par le **Bénéficiaire**.

4.3.1 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 n'est pas atteint, la **MINISTRE** ajuste à la baisse ce montant.

4.3.2 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 est dépassé, la **MINISTRE** n'ajuste pas ce montant à la hausse.

5. Au moment de l'analyse de la déclaration finale du **Bénéficiaire** par la **MINISTRE**, et afin de mesurer l'atteinte du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versée au **Bénéficiaire**, les retenues contractuelles liées aux travaux admissibles qu'il a effectués ainsi que les frais d'audit externe engagés, sont réputés être un coût admissible payé par celui-ci.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

6. Les ajouts de travaux à ceux prévus à l'Annexe A ou la modification de ces derniers ne sont pas admissibles à l'aide financière.

Versement des contributions gouvernementales

7. Les contributions des gouvernements du Québec et du Canada sont versées à la suite de l'approbation par la **MINISTRE** de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire**, suivant les clauses 8 et 9.

Dans le cas où le projet comporte une réduction de portée visée par la clause 11 ou comporte des dépenses en régie visées par la clause 17, cette approbation est donnée après que la **MINISTRE** ait obtenu du gouvernement du Canada la confirmation du versement de sa propre contribution.

8. La contribution du gouvernement du Canada est versée au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

9. Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est supérieure à 100 000 $, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en vingt (20) virements de fonds annuels, égaux et consécutifs à un compte que détient ce dernier dans une institution financière, le premier versement pouvant être effectué un an après la date de réception de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire** à la **MINISTRE**.

La contribution du gouvernement du Québec comprend alors le capital et les intérêts, lesquels sont calculés à long terme (10 ans) au taux établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec qui sont fournis par le Secrétariat du Conseil du trésor et qui sont disponibles à la date de la

réception de la déclaration finale par la **MINISTRE**. Ce taux est fixé pour les vingt (20) ans de la période de versement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Gestion des travaux

10. Le **Bénéficiaire** est gestionnaire des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de ceux-ci et ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

11. Le **Bénéficiaire** avise la **MINISTRE** lorsqu'il décide de réduire la portée des travaux prévus à l'annexe A par l'abandon de tronçon(s) de conduites ou par la réduction significative de la longueur de tronçon(s).

Toute modification des travaux prévus à l'annexe A ou tout ajout de travaux à ceux prévus à l'annexe A n'est pas admissible à l'aide financière et est à la charge du **Bénéficiaire.**

Utilisation de l'aide financière

12. Le **Bénéficiaire** utilise l'aide financière prévue au protocole aux seules fins de défrayer les coûts admissibles qu'il paye et qui sont associés aux travaux prévus à l'Annexe A.

13. Le **Bénéficiaire** est le seul responsable :

13.1. des coûts des travaux qui ne sont pas prévus à l'Annexe A;

13.2. des dépassements du coût maximal admissible (CMA) confirmé par la **MINISTRE** et associés aux travaux prévus à l'Annexe A;

13.3. des coûts associés à toute modification à la portée, à l'emplacement ou à l'échéancier des travaux prévus à l'Annexe A, notamment à la suite de l'ouverture de soumissions ou à la suite de directives de changement associées à des imprévus de planification ou de chantier;

13.4. des coûts associés à des travaux dont l'objet n'est pas précisé au contrat conclu avec l'entrepreneur et qui se retrouvent sous des rubriques de type « contingences » ou « travaux divers non indiqués aux plans » ou « réserve budgétaire » ou « imprévus »;

13.5. des coûts associés aux changements apportés aux plans et devis après l'ouverture des soumissions.

Sommes reçues d'un tiers

14. Le **Bénéficiaire** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue pour ces travaux.

Adjudication des contrats

15. Le **Bénéficiaire** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats. De plus :

15.1 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de services professionnels avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada. L'octroi d'un

tel contrat, même conditionnellement à l'obtention d'une telle approbation ou d'une aide financière, rend la totalité du contrat non admissible à l'aide financière. Les dépenses associées à la réalisation des évaluations sur les changements climatiques ou celles relatives aux consultations autochtones ne sont toutefois pas assujetties à la présente clause;

15.2 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de construction, de préachat ou d'achat d'équipement, avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE**. L'octroi d'un tel contrat, même conditionnellement à l'obtention de cette aide financière, rend la totalité du projet non admissible à l'aide financière.

15.3 pour être admissible, tout contrat octroyé de gré à gré, d'une valeur de 25 000 $ ou plus visant l'acquisition de biens ou la réalisation de travaux, ou d'une valeur de 100 000 $ ou plus visant l'acquisition de services d'architecture ou d'ingénierie, doit être approuvé par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation préalable du gouvernement du Canada, aucune dépense relative à un tel contrat n'est admissible à l'aide financière.

16. Le **Bénéficiaire** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A qu'il réalise, par exemple, les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Réalisation des dépenses en régie

17. La réalisation en régie d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction, doit être approuvée au préalable par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation du gouvernement du Canada, aucune dépense effectuée en régie n'est admissible à l'aide financière. De plus, les exigences suivantes doivent être respectées :

17.1 aucune dépense relative à la conception engagée avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada n'est admissible à l'aide financière.

17.2 aucune dépense relative aux travaux de construction engagée avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE** n'est admissible à l'aide financière.

Surveillance et contrôle de qualité

18. Le **Bénéficiaire** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation des travaux. Lorsque requis, le **Bénéficiaire** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi, par exemple, un architecte ou un ingénieur, pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation des travaux

19. Le **Bénéficiaire** réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est également prévu. Il informe la **MINISTRE** s'il a des raisons de croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble de ceux-ci dans ce délai.

Déclaration finale

20. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE** une déclaration finale, signée par son directeur général, son secrétaire-trésorier ou son trésorier suivant la forme prescrite au lien suivant : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/, au plus tard trois (3) mois suivant la date de fin des travaux prévus à l'Annexe A.

21. Le **Bénéficiaire** accompagne sa déclaration finale des documents et des informations que la **MINISTRE** requiert, notamment :

21.1 un rapport d'audit signé par un auditeur indépendant démontrant que les conditions de versement de l'aide financière et les modalités du programme sont respectées;

21.2 une attestation, du directeur général, sur le formulaire fourni par la **MINISTRE**, confirmant le respect des lois, des règlements et des normes en vigueur qui lui sont applicables;

À cette occasion, le directeur général atteste également que les coûts réclamés ont été payés pour les travaux prévus à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles à des fins de vérification.

21.3 le ou les certificat(s) d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lorsque l'obtention de celui ou ceux-ci est une condition de réalisation des travaux prévus à l'Annexe A;

21.4 si le projet fait l'objet d'une réalisation en régie, en tout ou en partie, d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction et qu'une telle réalisation est approuvée au préalable par le gouvernement du Canada, la liste des employés municipaux directement affectés à cette réalisation visant les travaux prévus à l'Annexe A.

Cette liste indique, pour chacun de ces employés, le nom, le titre, les dates de début et de fin de son implication dans le projet, le nombre d'heures travaillées, le taux horaire simple et le salaire versé dans le cadre du projet.

L'exactitude des informations contenues dans cette liste est attestée par le directeur général du **Bénéficiaire**. Ce dernier atteste également que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification;

21.5 un rapport du directeur général, du secrétaire-trésorier ou de l'un des ingénieurs du **Bénéficiaire**, établissant les coûts des matériaux utilisés basés sur le coût réel d'achat lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A si, au préalable, une telle dépense est approuvée par le gouvernement du Canada.

22. Le **Bénéficiaire** rembourse à la **MINISTRE**, dans le délai qu'elle fixe, tout montant reçu à titre d'aide financière qui serait supérieur au montant auquel il a droit en vertu du protocole.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

23. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE**, le cas échéant, un rapport attestant de l'assujettissement des coûts admissibles qu'il a payés, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

24. Le **Bénéficiaire** transmet à la **MINISTRE**, deux fois par année, en mai et en novembre, précédant la réception de sa déclaration finale, un rapport d'étape présentant l'état d'avancement des travaux et des coûts du projet.

25. Le **Bénéficiaire** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés aux travaux prévus à l'Annexe A. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il tient un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont, le cas échéant, contribué à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A.

26. Le **Bénéficiaire** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue au protocole, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser des travaux prévus à l'Annexe A, pour une période de six (6) ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa déclaration finale.

27. Le **Bénéficiaire** donne accès et permet aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux des travaux et les documents énumérés à la clause 26.

28. Le **Bénéficiaire** communique également aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application du protocole qui lui est demandé.

29. Le **Bénéficiaire** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément au mandat que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **Bénéficiaire** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le cas échéant, le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE**, à quelque époque que ce soit, qu'il est partie à un litige pouvant affecter de façon significative le coût des travaux prévus à l'Annexe A.

Responsabilité

32. Le **Bénéficiaire** assume l'entière responsabilité des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application du protocole, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation de ces travaux.

33. Le **Bénéficiaire** s'engage à prendre faits et cause pour les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que leurs représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause 32.

34. Le **Bénéficiaire** assume, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

35. Le **Bénéficiaire** ne peut interpréter le protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

Communications

36. Le **Bénéficiaire** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature du protocole par les parties, que les travaux prévus à l'Annexe A font l'objet d'une aide financière obtenue du FIMEAU.

Le **Bénéficiaire** n'est pas tenu à cette obligation s'il a déjà procédé à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, avant la signature du protocole.

37. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** utilise pour la durée des travaux et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle ils sont rattachés soit pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que les travaux sont réalisés avec l'aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

38. Le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE** au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant les travaux, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

39. Le **Bénéficiaire** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

40. La **Bénéficiaire** fait savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du FIMEAU.

41. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** installe et entretient à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

42. Tout moyen d'affichage utilisé par le **Bénéficiaire** respecte les paramètres graphiques qu'il obtient auprès de la **MINISTRE** et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Propriété de l'infrastructure

43. Le **Bénéficiaire** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins vingt (20) ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la déclaration finale du **Bénéficiaire**.

44. Pour la période de vingt (20) ans prévue à la clause 43, le **Bénéficiaire** exploite, utilise et entretient l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière.

45. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des deux clauses précédentes.

46. Si, à tout moment au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec ou celui du Canada, un mandataire de ces derniers ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **Bénéficiaire** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'infrastructure.

47. Dans le cas où la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, les obligations prévues aux clauses 43 à 46 sont imposées pour une période de dix (10) ans.

Programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout

48. Si le **Bénéficiaire** possède un réseau de collecte d'eaux usées, il démontre à la satisfaction de la **MINISTRE**, avant la réception de la déclaration finale par cette dernière, qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination de ces raccordements dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le **Bénéficiaire** peut, le cas échéant, être dispensé de se conformer au premier alinéa en fournissant à la **MINISTRE**, à sa satisfaction, les justifications requises.

Transport des matériaux en vrac

49. Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

50. Le **Bénéficiaire** est tenu à l'obligation prévue à la clause 49 à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

51. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'application du protocole.

Si une **PARTIE** constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

52. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada, ni aucun élu municipal, ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant du protocole, ni en tirer un quelconque avantage.

Aucune personne assujettie au Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ou au Code des valeurs et d'éthique du secteur public du Canada ne peut tirer avantage du protocole, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

53. Suivant l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

De même, la contribution du gouvernement du Canada est conditionnelle à l'affectation, par le Parlement du Canada, des crédits nécessaires à son versement.

SECTION 7 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

54. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, à l'exception d'une aide associée à des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports, ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles.

55. Toute contribution reçue en contravention de la clause 54 et visant des travaux prévus à l'Annexe A, est déduite des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux.

56. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A, peut être déduit, en tout ou en partie, des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux. Si l'indemnité ou le dédommagement est reçu après le versement de l'aide financière, la **MINISTRE** peut exiger le

remboursement d'un montant correspondant au montant de l'indemnité ou du dédommagement versé pour les travaux.

SECTION 8 CESSION

57. Les droits et obligations prévus au protocole ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, notamment par l'inscription de toute hypothèque mobilière sur créance, sans l'autorisation écrite préalable de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

58. Toute dérogation à la clause 57 entraîne la résiliation du protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

59. Le **Bénéficiaire** est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses du protocole, incluant celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

60. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 59 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **Bénéficiaire** par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion au **Bénéficiaire** de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

61. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **Bénéficiaire** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

62. En cas de défaut du **Bénéficiaire**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

a) exiger que le **Bénéficiaire** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le protocole, étant ainsi libérée de tout versement non effectué;

f) résilier le protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

g) exiger du **Bénéficiaire**, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus au protocole;

h) dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 23, exclure des coûts admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées;

i) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

63. La **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier le protocole sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la **MINISTRE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **Bénéficiaire**. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **Bénéficiaire**. Ce dernier a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

64. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **Bénéficiaire** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

65. Le **Bénéficiaire** peut prendre l'initiative de résilier le protocole. Il adresse alors sans délai un avis de résiliation écrit à la **MINISTRE** l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par celle-ci. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil du **Bénéficiaire**. La **MINISTRE** détermine alors les effets de la résiliation et elle en informe le **Bénéficiaire** qui les accepte.

SECTION 11 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

66. Les clauses du protocole qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de ce dernier, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 12 MODIFICATION

67. Toute modification au contenu du protocole doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature du protocole et elle en fait partie intégrante.

SECTION 13 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

68. Si un différend survient dans le cours de l'exécution du protocole, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 14 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

69. Tout avis, toute instruction, ou tout document exigé suivant le protocole doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des infrastructures
2e étage, aile Chauveau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2005
Télécopieur : 418 644-8957

fimeau@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **Bénéficiaire** :

Ville de Montréal
155, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

greffier@ville.montreal.qc.ca

SECTION 15 DURÉE

70. Le protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 16 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le protocole, ses annexes et le Guide, en acceptent les termes et apposent leur signature sur chacun des deux exemplaires produits.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,

Agissant par monsieur Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Québec, le 29 octobre 2020
Date et lieu

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

Agissant par madame Valérie Plante
Mairesse

Date et lieu

Agissant par Me Yves Saindon
Greffier

Date et lieu

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Organisme requérant	Montréal	**No Dossier**	2029011
Désignation	Ville	**No organisme**	66023
Circ. élect. féd.	Ville-Marie–Le Sud-Ouest–Île-des-Sœurs	**No séquence fédéral**	56564
Circ. élect. prov.	Sainte-Marie–Saint-Jacques		
MRC			

Programme	FIMEAU-2.1
Titre du projet	Renouvellement de conduites

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Localisation du tronçon	Ext. périm.	Type de trav.	Date début travaux	Type de conduites	Diam. existant (mm)	Tr. complexes	Pr. cathodique	Trottoir(s)	Bordure(s)	Conjoint MTQ	Longueur du tronçon (m)	Aide finan. recomm. ($)
No tronçon : 12709 rue Armand-Bombardier, de Jean-Vincent à Jean-Vincent	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	148	188 700
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 13472 rue Saint-Jean-Baptiste, de Urgel-Charbonneau à non-nommée	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	199	348 250
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 13729 rue Sherbrooke, de Famille-Dubreuil à Gouin	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	76	74 100
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 13938 rue Victoria, de Victoria à 3e ave	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	97	123 675
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14007 rue Saint-Jean-Baptiste, de Forsyth à Sherbrooke	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	145	141 375
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14637 rue Rousselière, de Limite sud à Notre-Dame	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	97	123 675
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21802 rue Saint-Hubert, de Villeray à Gounod	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	185	323 750
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 21807 rue Leman, de Limite nord à Saint-André	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	126	122 850
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21815 rue Leman, de Saint-Hubert à De Chateaubriand	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	39	38 025
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21968 rue Beaumont, de Querbes à Outremont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	266	339 150
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21972 rue Gary-Carter, de Limite ouest à Saint-Laurent	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	334	425 850
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21974 rue Gary-Carter, de Limite ouest à Saint-Laurent	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	190	242 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21975 rue Mile End, de Marconi à Gary-Carter	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	257	327 675
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21980 rue Alexandra, de Jean-Talon Ouest deDe Castelnau Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	138	175 950
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21982 rue Saint-Urbain, de Jean-Talon Ouest à De Castelnau Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	152	193 800
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21983 rue Clark, de Jean-Talon Ouest à De Castelnau Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	152	171 000
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 22136 rue Saint-Hubert, de Jean-Talon Est à Villeray	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	308	539 000
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22137 rue Saint-Hubert, de Jean-Talon Est à Villeray	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	181	316 750
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22138 rue Saint-Hubert, de Jean-Talon Est à Villeray	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	151	264 250
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22141 rue Boyer, de Jean-Talon Est à Everett	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	184	234 600
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22142 rue Boyer, de Jean-Talon Est à Everett	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	286	364 650
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22154 rue Everett, de Christophe-Colomb à Boyer	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	41	52 275
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22165 rue Tillemont, de De Normanville à Chambord	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	67	75 375
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22186 rue De Normanville, de Jean-Talon Est à Everett	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	152	193 800
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 22187 rue De Normanville, de Jean-Talon Est à Everett	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	160	204 000
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 22258 rue L.-O.-David, de Sagard à Louis-Hémon	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	51	49 725
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22272 rue des Écores, de Jean-Talon Est à Tillemont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	262	334 050
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22277 rue des Écores, de Jean-Talon Est à Tillemont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	157	200 175
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22280 rue des Écores, de Jean-Talon Est à Tillemont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	290	369 750
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22284 rue des Écores, de Jean-Talon Est à Tillemont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	91	116 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22345 6e Avenue, de Bélanger à Jean-Talon Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	235	299 625
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22346 8e Avenue, de Jean-Talon Est à Bélanger	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	76	85 500
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22661 rue Émile-Journault, de D'Iberville à 6e Avenue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	91	88 725
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22731 boulevard de l'Acadie, de Jarry Ouest à Crémazie Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	269	416 950
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 22732 boulevard de l'Acadie, de Jarry Ouest à Crémazie Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	256	396 800
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

	Long. totale recommandée (m)	5 909
	Aide totale recommandée ($)	7 962 100 $

2. COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE ET AIDE FINANCIÈRE

Coût maximal admissible (CMA) **9 952 625,00 $**

Aide financière

Contribution du gouvernement du Québec	3 981 050,00 $
Contribution du gouvernement du Canada	3 981 050,00 $

ANNEXE A (suite)

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 6 juillet 2020	**Fin des travaux : 30 juin 2021**

Annexe B

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ville de Montréal

N° de dossier : 2029011

Description des conditions particulières

Il n'y a aucune condition particulière pour ce projet.



PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Relatif à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du sous-volet 2.1 du
PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU**

Dossier n° 2029014

PROTOCOLE D'ENTENTE

PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 2),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B5, représentée par madame Valérie Plante, mairesse, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____, et Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____,

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 OBJET

1. Le présent protocole d'entente, ci-après le « protocole », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi, par la **MINISTRE** au **Bénéficiaire**, d'une aide financière en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les travaux prévus à l'Annexe A, le tout conformément au protocole et à la version du Guide sur le Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), ci-après le « Guide », en vigueur au moment de la signature du protocole.

   Le Guide est disponible sur la page Web du FIMEAU à l'adresse suivante :

   https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/

SECTION 2 INTERPRÉTATION

2. Les annexes suivantes font partie intégrante du protocole :

   2.1 Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;

   2.2 Annexe B : Conditions particulières;

3. En cas de divergence entre une annexe et le corps du protocole, ce dernier prévaut. De la même façon, en cas de divergence entre le Guide et le protocole, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination de l'aide financière

4. La **MINISTRE** établit le montant de l'aide financière qui peut être versée au **Bénéficiaire** selon les étapes suivantes :

   4.1 La **MINISTRE** détermine la nature des travaux admissibles à l'aide financière destinée au **Bénéficiaire**. Ces travaux sont prévus à l'Annexe A.

   4.2 Selon les paramètres de la grille de calcul de l'Annexe 1 du Guide, la **MINISTRE** établit ensuite le montant maximal de l'aide financière qui pourrait être versée au **Bénéficiaire** à la suite de la réalisation des travaux. Ce montant apparaît à l'Annexe A.

   4.3 La **MINISTRE** applique un taux d'aide de 80% aux coûts admissibles des travaux prévus à l'Annexe A payés par le **Bénéficiaire**.

      4.3.1 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 n'est pas atteint, la **MINISTRE** ajuste à la baisse ce montant.

      4.3.2 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 est dépassé, la **MINISTRE** n'ajuste pas ce montant à la hausse.

5. Au moment de l'analyse de la déclaration finale du **Bénéficiaire** par la **MINISTRE**, et afin de mesurer l'atteinte du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versée au **Bénéficiaire**, les retenues contractuelles liées aux travaux admissibles qu'il a effectués ainsi que les frais d'audit externe engagés, sont réputés être un coût admissible payé par celui-ci.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

6. Les ajouts de travaux à ceux prévus à l'Annexe A ou la modification de ces derniers ne sont pas admissibles à l'aide financière.

Versement des contributions gouvernementales

7. Les contributions des gouvernements du Québec et du Canada sont versées à la suite de l'approbation par la **MINISTRE** de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire**, suivant les clauses 8 et 9.

   Dans le cas où le projet comporte une réduction de portée visée par la clause 11 ou comporte des dépenses en régie visées par la clause 17, cette approbation est donnée après que la **MINISTRE** ait obtenu du gouvernement du Canada la confirmation du versement de sa propre contribution.

8. La contribution du gouvernement du Canada est versée au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

9. Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

   Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est supérieure à 100 000 $, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en vingt (20) virements de fonds annuels, égaux et consécutifs à un compte que détient ce dernier dans une institution financière, le premier versement pouvant être effectué un an après la date de réception de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire** à la **MINISTRE**.

   La contribution du gouvernement du Québec comprend alors le capital et les intérêts, lesquels sont calculés à long terme (10 ans) au taux établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec qui sont fournis par le Secrétariat du Conseil du trésor et qui sont disponibles à la date de la

réception de la déclaration finale par la **MINISTRE**. Ce taux est fixé pour les vingt (20) ans de la période de versement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Gestion des travaux

10. Le **Bénéficiaire** est gestionnaire des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de ceux-ci et ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

11. Le **Bénéficiaire** avise la **MINISTRE** lorsqu'il décide de réduire la portée des travaux prévus à l'annexe A par l'abandon de tronçon(s) de conduites ou par la réduction significative de la longueur de tronçon(s).

Toute modification des travaux prévus à l'annexe A ou tout ajout de travaux à ceux prévus à l'annexe A n'est pas admissible à l'aide financière et est à la charge du **Bénéficiaire.**

Utilisation de l'aide financière

12. Le **Bénéficiaire** utilise l'aide financière prévue au protocole aux seules fins de défrayer les coûts admissibles qu'il paye et qui sont associés aux travaux prévus à l'Annexe A.

13. Le **Bénéficiaire** est le seul responsable :

13.1. des coûts des travaux qui ne sont pas prévus à l'Annexe A;

13.2. des dépassements du coût maximal admissible (CMA) confirmé par la **MINISTRE** et associés aux travaux prévus à l'Annexe A;

13.3. des coûts associés à toute modification à la portée, à l'emplacement ou à l'échéancier des travaux prévus à l'Annexe A, notamment à la suite de l'ouverture de soumissions ou à la suite de directives de changement associées à des imprévus de planification ou de chantier;

13.4. des coûts associés à des travaux dont l'objet n'est pas précisé au contrat conclu avec l'entrepreneur et qui se retrouvent sous des rubriques de type « contingences » ou « travaux divers non indiqués aux plans » ou « réserve budgétaire » ou « imprévus »;

13.5. des coûts associés aux changements apportés aux plans et devis après l'ouverture des soumissions.

Sommes reçues d'un tiers

14. Le **Bénéficiaire** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue pour ces travaux.

Adjudication des contrats

15. Le **Bénéficiaire** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats. De plus :

15.1 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de services professionnels avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada. L'octroi d'un

tel contrat, même conditionnellement à l'obtention d'une telle approbation ou d'une aide financière, rend la totalité du contrat non admissible à l'aide financière. Les dépenses associées à la réalisation des évaluations sur les changements climatiques ou celles relatives aux consultations autochtones ne sont toutefois pas assujetties à la présente clause;

15.2 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de construction, de préachat ou d'achat d'équipement, avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE**. L'octroi d'un tel contrat, même conditionnellement à l'obtention de cette aide financière, rend la totalité du projet non admissible à l'aide financière.

15.3 pour être admissible, tout contrat octroyé de gré à gré, d'une valeur de 25 000 $ ou plus visant l'acquisition de biens ou la réalisation de travaux, ou d'une valeur de 100 000 $ ou plus visant l'acquisition de services d'architecture ou d'ingénierie, doit être approuvé par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation préalable du gouvernement du Canada, aucune dépense relative à un tel contrat n'est admissible à l'aide financière.

16. Le **Bénéficiaire** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A qu'il réalise, par exemple, les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Réalisation des dépenses en régie

17. La réalisation en régie d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction, doit être approuvée au préalable par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation du gouvernement du Canada, aucune dépense effectuée en régie n'est admissible à l'aide financière. De plus, les exigences suivantes doivent être respectées :

17.1 aucune dépense relative à la conception engagée avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada n'est admissible à l'aide financière.

17.2 aucune dépense relative aux travaux de construction engagée avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE** n'est admissible à l'aide financière.

Surveillance et contrôle de qualité

18. Le **Bénéficiaire** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation des travaux. Lorsque requis, le **Bénéficiaire** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi, par exemple, un architecte ou un ingénieur, pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation des travaux

19. Le **Bénéficiaire** réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est également prévu. Il informe la **MINISTRE** s'il a des raisons de croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble de ceux-ci dans ce délai.

Déclaration finale

20. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE** une déclaration finale, signée par son directeur général, son secrétaire-trésorier ou son trésorier suivant la forme prescrite au lien suivant : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/, au plus tard trois (3) mois suivant la date de fin des travaux prévus à l'Annexe A.

21. Le **Bénéficiaire** accompagne sa déclaration finale des documents et des informations que la **MINISTRE** requiert, notamment :

21.1 un rapport d'audit signé par un auditeur indépendant démontrant que les conditions de versement de l'aide financière et les modalités du programme sont respectées;

21.2 une attestation, du directeur général, sur le formulaire fourni par la **MINISTRE**, confirmant le respect des lois, des règlements et des normes en vigueur qui lui sont applicables;

À cette occasion, le directeur général atteste également que les coûts réclamés ont été payés pour les travaux prévus à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles à des fins de vérification.

21.3 le ou les certificat(s) d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lorsque l'obtention de celui ou ceux-ci est une condition de réalisation des travaux prévus à l'Annexe A;

21.4 si le projet fait l'objet d'une réalisation en régie, en tout ou en partie, d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction et qu'une telle réalisation est approuvée au préalable par le gouvernement du Canada, la liste des employés municipaux directement affectés à cette réalisation visant les travaux prévus à l'Annexe A.

Cette liste indique, pour chacun de ces employés, le nom, le titre, les dates de début et de fin de son implication dans le projet, le nombre d'heures travaillées, le taux horaire simple et le salaire versé dans le cadre du projet.

L'exactitude des informations contenues dans cette liste est attestée par le directeur général du **Bénéficiaire**. Ce dernier atteste également que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification;

21.5 un rapport du directeur général, du secrétaire-trésorier ou de l'un des ingénieurs du **Bénéficiaire**, établissant les coûts des matériaux utilisés basés sur le coût réel d'achat lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A si, au préalable, une telle dépense est approuvée par le gouvernement du Canada.

22. Le **Bénéficiaire** rembourse à la **MINISTRE**, dans le délai qu'elle fixe, tout montant reçu à titre d'aide financière qui serait supérieur au montant auquel il a droit en vertu du protocole.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

23. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE**, le cas échéant, un rapport attestant de l'assujettissement des coûts admissibles qu'il a payés, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

24. Le **Bénéficiaire** transmet à la **MINISTRE**, deux fois par année, en mai et en novembre, précédant la réception de sa déclaration finale, un rapport d'étape présentant l'état d'avancement des travaux et des coûts du projet.

25. Le **Bénéficiaire** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés aux travaux prévus à l'Annexe A. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il tient un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont, le cas échéant, contribué à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A.

26. Le **Bénéficiaire** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue au protocole, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser des travaux prévus à l'Annexe A, pour une période de six (6) ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa déclaration finale.

27. Le **Bénéficiaire** donne accès et permet aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux des travaux et les documents énumérés à la clause 26.

28. Le **Bénéficiaire** communique également aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application du protocole qui lui est demandé.

29. Le **Bénéficiaire** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément au mandat que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **Bénéficiaire** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le cas échéant, le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE**, à quelque époque que ce soit, qu'il est partie à un litige pouvant affecter de façon significative le coût des travaux prévus à l'Annexe A.

Responsabilité

32. Le **Bénéficiaire** assume l'entière responsabilité des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application du protocole, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation de ces travaux.

33. Le **Bénéficiaire** s'engage à prendre faits et cause pour les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que leurs représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause 32.

34. Le **Bénéficiaire** assume, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

35. Le **Bénéficiaire** ne peut interpréter le protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

Communications

36. Le **Bénéficiaire** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature du protocole par les parties, que les travaux prévus à l'Annexe A font l'objet d'une aide financière obtenue du FIMEAU.

Le **Bénéficiaire** n'est pas tenu à cette obligation s'il a déjà procédé à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, avant la signature du protocole.

37. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** utilise pour la durée des travaux et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle ils sont rattachés soit pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que les travaux sont réalisés avec l'aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

38. Le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE** au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant les travaux, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

39. Le **Bénéficiaire** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

40. La **Bénéficiaire** fait savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du FIMEAU.

41. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** installe et entretient à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

42. Tout moyen d'affichage utilisé par le **Bénéficiaire** respecte les paramètres graphiques qu'il obtient auprès de la **MINISTRE** et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Propriété de l'infrastructure

43. Le **Bénéficiaire** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins vingt (20) ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la déclaration finale du **Bénéficiaire**.

44. Pour la période de vingt (20) ans prévue à la clause 43, le **Bénéficiaire** exploite, utilise et entretient l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière.

45. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des deux clauses précédentes.

46. Si, à tout moment au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec ou celui du Canada, un mandataire de ces derniers ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **Bénéficiaire** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'infrastructure.

47. Dans le cas où la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, les obligations prévues aux clauses 43 à 46 sont imposées pour une période de dix (10) ans.

Programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout

48. Si le **Bénéficiaire** possède un réseau de collecte d'eaux usées, il démontre à la satisfaction de la **MINISTRE**, avant la réception de la déclaration finale par cette dernière, qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination de ces raccordements dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le **Bénéficiaire** peut, le cas échéant, être dispensé de se conformer au premier alinéa en fournissant à la **MINISTRE**, à sa satisfaction, les justifications requises.

Transport des matériaux en vrac

49. Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

50. Le **Bénéficiaire** est tenu à l'obligation prévue à la clause 49 à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

51. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'application du protocole.

Si une **PARTIE** constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

52. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada, ni aucun élu municipal, ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant du protocole, ni en tirer un quelconque avantage.

Aucune personne assujettie au Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ou au Code des valeurs et d'éthique du secteur public du Canada ne peut tirer avantage du protocole, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

53. Suivant l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

De même, la contribution du gouvernement du Canada est conditionnelle à l'affectation, par le Parlement du Canada, des crédits nécessaires à son versement.

SECTION 7 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

54. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, à l'exception d'une aide associée à des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports, ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles.

55. Toute contribution reçue en contravention de la clause 54 et visant des travaux prévus à l'Annexe A, est déduite des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux.

56. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A, peut être déduit, en tout ou en partie, des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux. Si l'indemnité ou le dédommagement est reçu après le versement de l'aide financière, la **MINISTRE** peut exiger le

remboursement d'un montant correspondant au montant de l'indemnité ou du dédommagement versé pour les travaux.

SECTION 8 CESSION

57. Les droits et obligations prévus au protocole ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, notamment par l'inscription de toute hypothèque mobilière sur créance, sans l'autorisation écrite préalable de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

58. Toute dérogation à la clause 57 entraîne la résiliation du protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

59. Le **Bénéficiaire** est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses du protocole, incluant celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

60. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 59 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **Bénéficiaire** par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion au **Bénéficiaire** de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

61. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **Bénéficiaire** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

62. En cas de défaut du **Bénéficiaire**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

a) exiger que le **Bénéficiaire** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le protocole, étant ainsi libérée de tout versement non effectué;

f) résilier le protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

g) exiger du **Bénéficiaire**, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus au protocole;

h) dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 23, exclure des coûts admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées;

i) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

63. La **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier le protocole sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la **MINISTRE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **Bénéficiaire**. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **Bénéficiaire**. Ce dernier a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

64. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **Bénéficiaire** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

65. Le **Bénéficiaire** peut prendre l'initiative de résilier le protocole. Il adresse alors sans délai un avis de résiliation écrit à la **MINISTRE** l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par celle-ci. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil du **Bénéficiaire**. La **MINISTRE** détermine alors les effets de la résiliation et elle en informe le **Bénéficiaire** qui les accepte.

SECTION 11 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

66. Les clauses du protocole qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de ce dernier, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 12 MODIFICATION

67. Toute modification au contenu du protocole doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature du protocole et elle en fait partie intégrante.

SECTION 13 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

68. Si un différend survient dans le cours de l'exécution du protocole, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 14 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

69. Tout avis, toute instruction, ou tout document exigé suivant le protocole doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des infrastructures
2e étage, aile Chauveau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2005
Télécopieur : 418 644-8957

fimeau@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **Bénéficiaire** :

Ville de Montréal
155, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

greffier@ville.montreal.qc.ca

SECTION 15 DURÉE

70. Le protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 16 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le protocole, ses annexes et le Guide, en acceptent les termes et apposent leur signature sur chacun des deux exemplaires produits.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,

Agissant par monsieur Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Québec, le 29 octobre 2020
Date et lieu

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

Agissant par madame Valérie Plante
Mairesse

Date et lieu

Agissant par Me Yves Saindon
Greffier

Date et lieu

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Organisme requérant	Montréal	**No Dossier**	2029014
Désignation	Ville	**No organisme**	66023
Circ. élect. féd.	Ville-Marie–Le Sud-Ouest–Île-des-Sœurs	**No séquence fédéral**	56568
Circ. élect. prov.	Sainte-Marie–Saint-Jacques		
MRC			

Programme	FIMEAU-2.1
Titre du projet	Renouvellement de conduites

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Localisation du tronçon	Ext. périm.	Type de trav.	Date début travaux	Type de conduites	Diam. existant (mm)	Tr. complexes	Pr. cathodique	Trottoir(s)	Bordure(s)	Conjoint MTQ	Longueur du tronçon (m)	Aide finan. recomm. ($)
No tronçon : 16426 rue Saint-Zotique Ouest de Hutchison à Parc	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	70	122 500
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16434 rue Clark, rue Henri-IV de Beaubien Ouest	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	109	138 975
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16435 rue Clark, rue Henri-IV de Beaubien Ouest	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	131	167 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16450 rue Alexandra, de Waverly à Jean-Talon Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	75	95 625
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16453 rue Alexandra, de Waverly à Jean-Talon Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	206	262 647
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16598 rue Chambord, de Carrières à Rosemont	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	164	184 500
				Eaux usées ☐	450							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16681 avenue De Lorimier, de Saint-Zotique Est à Bélanger	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	295	376 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 16683 rue De Lorimier, de Beaubien Est à Saint-Zotique Est	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	328	418 200
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16970 10e Avenue, de Laurier Est à avenue Masson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	251	351 400
				Eaux usées ☐	675							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17387 rue Viau, de Sorbiers à Rosemont	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	333	324 675
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17902 boulevard Saint-Joseph Ouest, de Hutchison à Parc	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	105	133 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17909 boulevard Saint-Joseph Est, de Saint-Dominique à De Bullion	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	140	178 500
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18033 rue Garnier, de Saint-Joseph Est à Laurier Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	155	240 250
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18065 rue De Bienville, de Resther à Saint-Hubert	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	25	31 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18068 rue Drolet, de Gilford à Villeneuve Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	120	153 000
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18108 rue De La Roche, de Gilford à Saint-Joseph Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	135	172 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 18112 rue Cartier, de Gilford de Laurier Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	290	369 750
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18118 rue Messier, de Gilford à Laurier Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	240	306 000
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18150 rue Messier, de Mont-Royal Est à Gilford	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	325	414 375
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18162 rue Fullum, de Marie-Anne Est à Mont-Royal Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	200	240 000
				Eaux usées ☐	525							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18176 avenue Mont-Royal Ouest, de Parc à Saint-Urbain	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	270	344 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18269 rue Rachel Ouest, de Esplanade à Clark	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	140	178 500
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18273 rue Rachel Est, de Berri à Saint-Hubert	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	65	82 875
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18274 rue Rachel Est, de Saint-Hubert à Saint-André	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	95	121 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18289 rue Messier, de Sherbrooke Est à Rachel Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	160	156 000
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 18394 rue Duluth Ouest, de Esplanade à Clark	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	110	99 000
				Eaux usées ☐	300							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18424 rue Rivard, rue Duluth Est, avenue Rachel Est, rue	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	215	274 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 18426 avenue De Chateaubriand, de Duluth Est à Rachel Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	220	280 500
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 22892 avenue Pins Ouest, de Cedar à Redpath-Crescent	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	247	314 925
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 23094 boulevard René-Lévesque Ouest, de Montagne à Peel	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	102	178 500
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 23184 rue Cathcart, de Robert-Bourassa à Union	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	70	89 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 31687 rue Jean-Talon Est, de De Normanville à Chambord	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	73	71 175
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 31707 rue Hutchison, de Limite sud arrondissement à Saint-Zotique Ouest	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	304	387 600
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 31707 rue Saint-Zotique Ouest de Hutchison à Parc	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	54	94 500
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 31821 chemin Côte-des-Neiges, de Remembrance à Limite nord arrondissement	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	387	348 300
				Eaux usées ☐	300							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 31918 chemin Remembrance, de Côte-des-Neiges à Remembrance	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	143	182 325
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 37286 rue Saint-Zotique Ouest de Hutchison à Parc	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	11	19 250
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 37300 rue Saint-Zotique Ouest de Hutchison à Parc	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	22	28 050
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

Long. totale recommandée (m)	**6 385**
Aide totale recommandée ($)	**7 931 672 $**

2. COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE ET AIDE FINANCIÈRE

Coût maximal admissible (CMA) **9 914 591,00 $**

Aide financière

Contribution du gouvernement du Québec	3 965 836,00 $
Contribution du gouvernement du Canada	3 965 836,00 $

ANNEXE A (suite)

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 29 juin 2020	**Fin des travaux : 30 juin 2021**

Annexe B

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ville de Montréal

N° de dossier : 2029014

Description des conditions particulières

Il n'y a aucune condition particulière pour ce projet.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
16 NOV. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

PROTOCOLE D'ENTENTE

entre

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'HABITATION**

et

LA VILLE DE MONTRÉAL

**Relatif à l'octroi d'une aide financière
dans le cadre du sous-volet 2.1 du
PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU**

Dossier n° 2029015

PROTOCOLE D'ENTENTE

PROGRAMME FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Entre

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par monsieur Jean-François Bellemare, directeur général des infrastructures, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains documents du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, chapitre M-22.1, r. 2),

ci-après désignée, la « **MINISTRE** »,

et

La **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 155, Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B5, représentée par madame Valérie Plante, mairesse, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____, et Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution numéro _____ prise par son conseil le _____,

ci-après désignée, le « **Bénéficiaire** »,

ci-après collectivement désignées, les « **PARTIES** ».

SECTION 1 OBJET

1. Le présent protocole d'entente, ci-après le « protocole », prévoit les droits et les obligations des **PARTIES** à l'occasion de l'octroi, par la **MINISTRE** au **Bénéficiaire**, d'une aide financière en contrepartie de laquelle ce dernier s'engage à réaliser les travaux prévus à l'Annexe A, le tout conformément au protocole et à la version du Guide sur le Programme Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU), ci-après le « Guide », en vigueur au moment de la signature du protocole.

   Le Guide est disponible sur la page Web du FIMEAU à l'adresse suivante :

   https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/

SECTION 2 INTERPRÉTATION

2. Les annexes suivantes font partie intégrante du protocole :

   2.1 Annexe A : Description des travaux admissibles à l'aide financière;

   2.2 Annexe B : Conditions particulières;

3. En cas de divergence entre une annexe et le corps du protocole, ce dernier prévaut. De la même façon, en cas de divergence entre le Guide et le protocole, ce dernier prévaut.

SECTION 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

Détermination de l'aide financière

4. La **MINISTRE** établit le montant de l'aide financière qui peut être versée au **Bénéficiaire** selon les étapes suivantes :

   4.1 La **MINISTRE** détermine la nature des travaux admissibles à l'aide financière destinée au **Bénéficiaire**. Ces travaux sont prévus à l'Annexe A.

   4.2 Selon les paramètres de la grille de calcul de l'Annexe 1 du Guide, la **MINISTRE** établit ensuite le montant maximal de l'aide financière qui pourrait être versée au **Bénéficiaire** à la suite de la réalisation des travaux. Ce montant apparaît à l'Annexe A.

   4.3 La **MINISTRE** applique un taux d'aide de 80% aux coûts admissibles des travaux prévus à l'Annexe A payés par le **Bénéficiaire**.

      4.3.1 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 n'est pas atteint, la **MINISTRE** ajuste à la baisse ce montant.

      4.3.2 Si, en appliquant ce taux de 80%, le montant déterminé suivant la clause 4.2 est dépassé, la **MINISTRE** n'ajuste pas ce montant à la hausse.

5. Au moment de l'analyse de la déclaration finale du **Bénéficiaire** par la **MINISTRE**, et afin de mesurer l'atteinte du montant maximal de l'aide financière susceptible d'être versée au **Bénéficiaire**, les retenues contractuelles liées aux travaux admissibles qu'il a effectués ainsi que les frais d'audit externe engagés, sont réputés être un coût admissible payé par celui-ci.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

6. Les ajouts de travaux à ceux prévus à l'Annexe A ou la modification de ces derniers ne sont pas admissibles à l'aide financière.

Versement des contributions gouvernementales

7. Les contributions des gouvernements du Québec et du Canada sont versées à la suite de l'approbation par la **MINISTRE** de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire**, suivant les clauses 8 et 9.

   Dans le cas où le projet comporte une réduction de portée visée par la clause 11 ou comporte des dépenses en régie visées par la clause 17, cette approbation est donnée après que la **MINISTRE** ait obtenu du gouvernement du Canada la confirmation du versement de sa propre contribution.

8. La contribution du gouvernement du Canada est versée au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

9. Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en un seul virement de fonds, à un compte que détient ce dernier dans une institution financière.

   Lorsque la contribution du gouvernement du Québec est supérieure à 100 000 $, la **MINISTRE** verse le montant au **Bénéficiaire** en vingt (20) virements de fonds annuels, égaux et consécutifs à un compte que détient ce dernier dans une institution financière, le premier versement pouvant être effectué un an après la date de réception de la déclaration finale présentée par le **Bénéficiaire** à la **MINISTRE**.

   La contribution du gouvernement du Québec comprend alors le capital et les intérêts, lesquels sont calculés à long terme (10 ans) au taux établi dans les paramètres de référence du ministère des Finances du Québec qui sont fournis par le Secrétariat du Conseil du trésor et qui sont disponibles à la date de la

réception de la déclaration finale par la **MINISTRE**. Ce taux est fixé pour les vingt (20) ans de la période de versement.

SECTION 4 OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Gestion des travaux

10. Le **Bénéficiaire** est gestionnaire des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est responsable de toute décision qu'il prend à l'égard de ceux-ci et ne peut en imputer la responsabilité à la **MINISTRE**.

Modifications aux travaux prévus à l'Annexe A

11. Le **Bénéficiaire** avise la **MINISTRE** lorsqu'il décide de réduire la portée des travaux prévus à l'annexe A par l'abandon de tronçon(s) de conduites ou par la réduction significative de la longueur de tronçon(s).

Toute modification des travaux prévus à l'annexe A ou tout ajout de travaux à ceux prévus à l'annexe A n'est pas admissible à l'aide financière et est à la charge du **Bénéficiaire.**

Utilisation de l'aide financière

12. Le **Bénéficiaire** utilise l'aide financière prévue au protocole aux seules fins de défrayer les coûts admissibles qu'il paye et qui sont associés aux travaux prévus à l'Annexe A.

13. Le **Bénéficiaire** est le seul responsable :

13.1. des coûts des travaux qui ne sont pas prévus à l'Annexe A;

13.2. des dépassements du coût maximal admissible (CMA) confirmé par la **MINISTRE** et associés aux travaux prévus à l'Annexe A;

13.3. des coûts associés à toute modification à la portée, à l'emplacement ou à l'échéancier des travaux prévus à l'Annexe A, notamment à la suite de l'ouverture de soumissions ou à la suite de directives de changement associées à des imprévus de planification ou de chantier;

13.4. des coûts associés à des travaux dont l'objet n'est pas précisé au contrat conclu avec l'entrepreneur et qui se retrouvent sous des rubriques de type « contingences » ou « travaux divers non indiqués aux plans » ou « réserve budgétaire » ou « imprévus »;

13.5. des coûts associés aux changements apportés aux plans et devis après l'ouverture des soumissions.

Sommes reçues d'un tiers

14. Le **Bénéficiaire** déclare sans délai à la **MINISTRE** tout montant reçu ou à recevoir d'un tiers, incluant toute aide financière, tout transfert, toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A. Le cas échéant, ces sommes peuvent être déduites de l'aide financière prévue pour ces travaux.

Adjudication des contrats

15. Le **Bénéficiaire** octroie tout contrat nécessaire à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière d'adjudication des contrats. De plus :

15.1 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de services professionnels avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada. L'octroi d'un

tel contrat, même conditionnellement à l'obtention d'une telle approbation ou d'une aide financière, rend la totalité du contrat non admissible à l'aide financière. Les dépenses associées à la réalisation des évaluations sur les changements climatiques ou celles relatives aux consultations autochtones ne sont toutefois pas assujetties à la présente clause;

15.2 le **Bénéficiaire** n'octroie aucun contrat de construction, de préachat ou d'achat d'équipement, avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE**. L'octroi d'un tel contrat, même conditionnellement à l'obtention de cette aide financière, rend la totalité du projet non admissible à l'aide financière.

15.3 pour être admissible, tout contrat octroyé de gré à gré, d'une valeur de 25 000 $ ou plus visant l'acquisition de biens ou la réalisation de travaux, ou d'une valeur de 100 000 $ ou plus visant l'acquisition de services d'architecture ou d'ingénierie, doit être approuvé par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation préalable du gouvernement du Canada, aucune dépense relative à un tel contrat n'est admissible à l'aide financière.

16. Le **Bénéficiaire** utilise des documents d'appel d'offres complets et conformes aux normes applicables aux travaux prévus à l'Annexe A qu'il réalise, par exemple, les normes relatives aux documents administratifs généraux pour les ouvrages de génie civil produites par le Bureau de normalisation du Québec. Il peut toutefois se conformer à des normes plus exigeantes.

Réalisation des dépenses en régie

17. La réalisation en régie d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction, doit être approuvée au préalable par le gouvernement du Canada. En l'absence de l'approbation du gouvernement du Canada, aucune dépense effectuée en régie n'est admissible à l'aide financière. De plus, les exigences suivantes doivent être respectées :

17.1 aucune dépense relative à la conception engagée avant la date d'approbation du projet par le gouvernement du Canada n'est admissible à l'aide financière.

17.2 aucune dépense relative aux travaux de construction engagée avant la date de signature de la promesse d'aide financière par la **MINISTRE** n'est admissible à l'aide financière.

Surveillance et contrôle de qualité

18. Le **Bénéficiaire** s'assure qu'une surveillance adéquate est apportée à chacune des étapes de la réalisation des travaux. Lorsque requis, le **Bénéficiaire** mandate un professionnel reconnu compétent selon la loi, par exemple, un architecte ou un ingénieur, pour assurer cette surveillance.

Délai de réalisation des travaux

19. Le **Bénéficiaire** réalise les travaux prévus à l'Annexe A dans le délai qui y est également prévu. Il informe la **MINISTRE** s'il a des raisons de croire qu'il ne réalisera pas l'ensemble de ceux-ci dans ce délai.

Déclaration finale

20. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE** une déclaration finale, signée par son directeur général, son secrétaire-trésorier ou son trésorier suivant la forme prescrite au lien suivant : https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/fonds-pour-linfrastructure-municipale-deau-fimeau/, au plus tard trois (3) mois suivant la date de fin des travaux prévus à l'Annexe A.

21. Le **Bénéficiaire** accompagne sa déclaration finale des documents et des informations que la **MINISTRE** requiert, notamment :

21.1 un rapport d'audit signé par un auditeur indépendant démontrant que les conditions de versement de l'aide financière et les modalités du programme sont respectées;

21.2 une attestation, du directeur général, sur le formulaire fourni par la **MINISTRE**, confirmant le respect des lois, des règlements et des normes en vigueur qui lui sont applicables;

À cette occasion, le directeur général atteste également que les coûts réclamés ont été payés pour les travaux prévus à l'Annexe A et que les pièces justificatives originales liées à ces coûts demeurent disponibles à des fins de vérification.

21.3 le ou les certificat(s) d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques lorsque l'obtention de celui ou ceux-ci est une condition de réalisation des travaux prévus à l'Annexe A;

21.4 si le projet fait l'objet d'une réalisation en régie, en tout ou en partie, d'études ou d'activités de conception des plans et devis ou de travaux de construction et qu'une telle réalisation est approuvée au préalable par le gouvernement du Canada, la liste des employés municipaux directement affectés à cette réalisation visant les travaux prévus à l'Annexe A.

Cette liste indique, pour chacun de ces employés, le nom, le titre, les dates de début et de fin de son implication dans le projet, le nombre d'heures travaillées, le taux horaire simple et le salaire versé dans le cadre du projet.

L'exactitude des informations contenues dans cette liste est attestée par le directeur général du **Bénéficiaire**. Ce dernier atteste également que les originaux des pièces justificatives afférentes sont disponibles aux fins de vérification;

21.5 un rapport du directeur général, du secrétaire-trésorier ou de l'un des ingénieurs du **Bénéficiaire**, établissant les coûts des matériaux utilisés basés sur le coût réel d'achat lorsqu'il utilise une réserve de matériaux pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A si, au préalable, une telle dépense est approuvée par le gouvernement du Canada.

22. Le **Bénéficiaire** rembourse à la **MINISTRE**, dans le délai qu'elle fixe, tout montant reçu à titre d'aide financière qui serait supérieur au montant auquel il a droit en vertu du protocole.

Remboursement de la taxe de vente du Québec

23. Le **Bénéficiaire** présente à la **MINISTRE**, le cas échéant, un rapport attestant de l'assujettissement des coûts admissibles qu'il a payés, au remboursement de la taxe de vente du Québec et confirme le taux de ce remboursement.

Information, tenue de registres et reddition de comptes

24. Le **Bénéficiaire** transmet à la **MINISTRE**, deux fois par année, en mai et en novembre, précédant la réception de sa déclaration finale, un rapport d'étape présentant l'état d'avancement des travaux et des coûts du projet.

25. Le **Bénéficiaire** tient des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des coûts admissibles associés aux travaux prévus à l'Annexe A. Sans limiter la généralité de ce qui précède, il tient un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont, le cas échéant, contribué à la réalisation des travaux prévus à l'Annexe A.

26. Le **Bénéficiaire** conserve les originaux des documents reliés à l'aide financière prévue au protocole, incluant les pièces justificatives, les preuves de paiement, les registres ainsi que tous les documents d'adjudication des contrats octroyés pour réaliser des travaux prévus à l'Annexe A, pour une période de six (6) ans suivant la réception par la **MINISTRE** de sa déclaration finale.

27. Le **Bénéficiaire** donne accès et permet aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, d'examiner, en tout temps convenable et comme ceux-ci le jugent utile aux fins de vérification et de suivi, ses locaux, les lieux des travaux et les documents énumérés à la clause 26.

28. Le **Bénéficiaire** communique également aux représentants du gouvernement du Québec, incluant tout organisme du gouvernement dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, tout document ou tout renseignement relatif à l'application du protocole qui lui est demandé.

29. Le **Bénéficiaire** mandate, à la demande de la **MINISTRE**, et conformément au mandat que celle-ci établit, un auditeur externe ou son vérificateur général pour préparer un rapport d'audit.

30. Le **Bénéficiaire** facilite, tant auprès de ses cocontractants que de leurs sous-traitants, toute activité de vérification entreprise par les représentants du gouvernement du Québec, par l'auditeur externe ou par son vérificateur général.

31. Le cas échéant, le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE**, à quelque époque que ce soit, qu'il est partie à un litige pouvant affecter de façon significative le coût des travaux prévus à l'Annexe A.

Responsabilité

32. Le **Bénéficiaire** assume l'entière responsabilité des travaux prévus à l'Annexe A. À ce titre, il est donc responsable de tout dommage causé par ses employés, ses agents, ses représentants, ses sous-traitants ou par lui-même dans l'application du protocole, y compris d'un dommage résultant d'un manquement à une obligation qui y est prévue ou qui est prévue à tout contrat conclu par lui pour la réalisation de ces travaux.

33. Le **Bénéficiaire** s'engage à prendre faits et cause pour les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que leurs représentants et à les indemniser de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toutes personnes en raison de dommages visés à la clause 32.

34. Le **Bénéficiaire** assume, à l'achèvement des travaux, l'entière responsabilité des coûts d'exploitation et de fonctionnement des infrastructures, des équipements et des bâtiments qui ont fait l'objet de l'aide financière.

Mandataire

35. Le **Bénéficiaire** ne peut interpréter le protocole de façon à se croire habilité à agir à titre de mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada.

Communications

36. Le **Bénéficiaire** indique aux appels d'offres publics qu'il lance à la suite de la signature du protocole par les parties, que les travaux prévus à l'Annexe A font l'objet d'une aide financière obtenue du FIMEAU.

Le **Bénéficiaire** n'est pas tenu à cette obligation s'il a déjà procédé à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, avant la signature du protocole.

37. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** utilise pour la durée des travaux et conserve jusqu'à ce que l'infrastructure à laquelle ils sont rattachés soit pleinement fonctionnelle, un ou plusieurs moyens d'affichage indiquant que les travaux sont réalisés avec l'aide financière du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

38. Le **Bénéficiaire** informe la **MINISTRE** au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de sa volonté de tenir tout événement public concernant les travaux, notamment une pelletée de terre ou une inauguration.

39. Le **Bénéficiaire** ne fait pas d'annonce publique ou ne tient pas d'événement public sans l'autorisation préalable de la **MINISTRE**. Le cas échéant, il accepte les conditions posées par la **MINISTRE** à la tenue de tels annonces ou événements.

40. La **Bénéficiaire** fait savoir, lors de toute activité d'information publique, que les travaux sont réalisés dans le cadre du FIMEAU.

41. À la demande de la **MINISTRE** et selon ses directives, le **Bénéficiaire** installe et entretient à ses frais, un panneau permanent portant une inscription indiquant que les travaux ont été réalisés avec une aide financière provenant du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

42. Tout moyen d'affichage utilisé par le **Bénéficiaire** respecte les paramètres graphiques qu'il obtient auprès de la **MINISTRE** et est bien visible, sans toutefois compromettre la sécurité routière.

Propriété de l'infrastructure

43. Le **Bénéficiaire** demeure propriétaire ou emphytéote de l'infrastructure faisant l'objet de l'aide financière pour une période d'au moins vingt (20) ans suivant la date de réception par la **MINISTRE** de la déclaration finale du **Bénéficiaire**.

44. Pour la période de vingt (20) ans prévue à la clause 43, le **Bénéficiaire** exploite, utilise et entretient l'infrastructure subventionnée aux fins pour lesquelles elle a fait l'objet de l'aide financière.

45. Au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** avise au préalable la **MINISTRE** de tout changement qui pourrait aller à l'encontre des deux clauses précédentes.

46. Si, à tout moment au cours de cette période minimale de vingt (20) ans, le **Bénéficiaire** dispose en tout ou en partie, vend, loue, grève d'une hypothèque, démembre ou aliène autrement, directement ou indirectement, l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière, et ce, en faveur d'un tiers autre que le gouvernement du Québec ou celui du Canada, un mandataire de ces derniers ou une municipalité, la **MINISTRE** peut exiger du **Bénéficiaire** le remboursement, en tout ou en partie, de l'aide financière versée pour l'infrastructure.

47. Dans le cas où la contribution du gouvernement du Québec est de 100 000 $ ou moins, les obligations prévues aux clauses 43 à 46 sont imposées pour une période de dix (10) ans.

Programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout

48. Si le **Bénéficiaire** possède un réseau de collecte d'eaux usées, il démontre à la satisfaction de la **MINISTRE**, avant la réception de la déclaration finale par cette dernière, qu'il a conçu et mis en application un programme d'élimination des raccordements croisés à l'égout qui s'inspire du guide méthodologique pour la recherche et l'élimination de ces raccordements dans les réseaux de collecte d'eaux usées municipales.

Le **Bénéficiaire** peut, le cas échéant, être dispensé de se conformer au premier alinéa en fournissant à la **MINISTRE**, à sa satisfaction, les justifications requises.

Transport des matériaux en vrac

49. Le **Bénéficiaire** fait transporter par des entreprises de camionnage en vrac, les matières en vrac visées par la clause concernant le transport de matières en vrac dans la version en vigueur du cahier des charges du ministère des Transports (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation*, article 7.7.1), dans des proportions d'au moins trente-trois et un tiers pour cent (33 ⅓ %) et selon les modalités prévues à cette clause. Toutefois, le **Bénéficiaire** assujetti à une clause prévoyant un pourcentage équivalent ou supérieur peut s'en prévaloir.

50. Le **Bénéficiaire** est tenu à l'obligation prévue à la clause 49 à partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, sauf s'il a procédé avant cette date, à un appel d'offres public pour la réalisation de travaux prévus à l'Annexe A, auquel cas, il n'y est pas tenu.

SECTION 5 ÉTHIQUE ET CONFLIT D'INTÉRÊTS

51. Chacune des **PARTIES** s'engage à fournir les meilleurs efforts afin d'assurer l'intégrité et d'éviter les situations de conflits d'intérêts réels ou apparents dans l'application du protocole.

Si une **PARTIE** constate un manquement au premier alinéa, elle en avise l'autre dans les meilleurs délais. Les **PARTIES** tentent alors, avant d'exercer tout autre recours, de trouver une solution amiable à leur différend.

52. Sans limiter la généralité de la clause précédente, aucun membre de l'Assemblée nationale du Québec ou du Parlement du Canada, ni aucun élu municipal, ne peut être partie à tout contrat, toute entente ou toute commission découlant du protocole, ni en tirer un quelconque avantage.

Aucune personne assujettie au Règlement sur l'éthique et la discipline de la fonction publique du Québec (RLRQ, chapitre F-3.1.1, r.3) ou au Code des valeurs et d'éthique du secteur public du Canada ne peut tirer avantage du protocole, à moins que cette personne ne se conforme aux dispositions applicables.

SECTION 6 DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS

53. Suivant l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement.

De même, la contribution du gouvernement du Canada est conditionnelle à l'affectation, par le Parlement du Canada, des crédits nécessaires à son versement.

SECTION 7 AUTRES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

54. Les travaux prévus à l'Annexe A ne peuvent faire l'objet d'une autre aide financière provenant d'un ministère, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada, à l'exception d'une aide associée à des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports, ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles.

55. Toute contribution reçue en contravention de la clause 54 et visant des travaux prévus à l'Annexe A, est déduite des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux.

56. Toute indemnité ou tout dédommagement versé par un tiers en vertu d'un jugement d'un tribunal, d'une transaction ou d'une négociation et qui vise des travaux prévus à l'Annexe A, peut être déduit, en tout ou en partie, des montants de l'aide financière prévus pour ces travaux. Si l'indemnité ou le dédommagement est reçu après le versement de l'aide financière, la **MINISTRE** peut exiger le

remboursement d'un montant correspondant au montant de l'indemnité ou du dédommagement versé pour les travaux.

SECTION 8 CESSION

57. Les droits et obligations prévus au protocole ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, notamment par l'inscription de toute hypothèque mobilière sur créance, sans l'autorisation écrite préalable de la **MINISTRE** qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

58. Toute dérogation à la clause 57 entraîne la résiliation du protocole. Cette résiliation prend effet de plein droit à la date de l'acte non autorisé.

SECTION 9 DÉFAUT

Causes de défaut

59. Le **Bénéficiaire** est en défaut lorsqu'il :

a) ne respecte pas les lois et les règlements applicables au Québec;

b) ne respecte pas l'une ou l'autre des clauses du protocole, incluant celles prévues à ses annexes;

c) fait une fausse déclaration, commet une fraude ou falsifie des documents.

Avis de défaut

60. Lorsque l'un des défauts mentionnés à la clause 59 est constaté, la **MINISTRE** en avise le **Bénéficiaire** par écrit. L'avis de défaut :

a) indique le défaut constaté;

b) offre, le cas échéant, l'occasion au **Bénéficiaire** de remédier au défaut constaté dans le délai qu'elle prescrit;

c) identifie le ou les recours que la **MINISTRE** entend utiliser et précise dans quel délai elle le fera.

61. L'avis de défaut prend effet à la date de sa réception par le **Bénéficiaire** et équivaut à une mise en demeure.

Recours en cas de défaut

62. En cas de défaut du **Bénéficiaire**, la **MINISTRE** peut prendre un ou plusieurs des recours suivants :

a) exiger que le **Bénéficiaire** remédie au défaut dans le délai qu'elle indique;

b) réviser l'aide financière;

c) suspendre le versement de l'aide financière;

d) exiger le remboursement total ou partiel de l'aide financière ayant fait l'objet de versements;

e) résilier le protocole, étant ainsi libérée de tout versement non effectué;

f) résilier le protocole, tout versement ayant été effectué devenant alors exigible et remboursable en entier;

g) exiger du **Bénéficiaire**, aux frais de ce dernier, toutes les garanties et sûretés nécessaires afin de garantir le remboursement des montants prévus au protocole;

h) dans le cas d'un manquement à l'obligation prévue à la clause 23, exclure des coûts admissibles le montant des taxes admissibles payées et réclamées;

i) prendre toute autre mesure appropriée dans les circonstances.

63. La **MINISTRE** se réserve également le droit de résilier le protocole sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

Pour ce faire, la **MINISTRE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **Bénéficiaire**. La résiliation prend effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **Bénéficiaire**. Ce dernier a alors droit à l'aide financière associée aux coûts admissibles payés jusqu'à la date de sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

64. Le fait que la **MINISTRE** n'exerce pas immédiatement de recours en cas de défaut du **Bénéficiaire** ne peut être interprété comme une renonciation à ceux-ci.

SECTION 10 RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

65. Le **Bénéficiaire** peut prendre l'initiative de résilier le protocole. Il adresse alors sans délai un avis de résiliation écrit à la **MINISTRE** l'informant des motifs de la résiliation. La résiliation prend effet de plein droit au moment de la réception de l'avis par celle-ci. L'avis est accompagné d'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil du **Bénéficiaire**. La **MINISTRE** détermine alors les effets de la résiliation et elle en informe le **Bénéficiaire** qui les accepte.

SECTION 11 SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

66. Les clauses du protocole qui créent des obligations qui, de par leur nature, vont au-delà de la fin de ce dernier, quelle qu'en soit la cause, lui survivent jusqu'à ce que ces obligations soient accomplies.

SECTION 12 MODIFICATION

67. Toute modification au contenu du protocole doit faire l'objet d'une entente entre les **PARTIES** et être constatée par écrit. Cette entente ne peut changer la nature du protocole et elle en fait partie intégrante.

SECTION 13 RÈGLEMENT À L'AMIABLE DES DIFFÉRENDS

68. Si un différend survient dans le cours de l'exécution du protocole, les **PARTIES** s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de cette solution.

SECTION 14 REPRÉSENTANTS DES PARTIES

69. Tout avis, toute instruction, ou tout document exigé suivant le protocole doit, pour être valide et lier les **PARTIES**, être donné par écrit et transmis par tout moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis aux coordonnées suivantes :

Pour la **MINISTRE** :

Direction générale des infrastructures
2e étage, aile Chauveau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3

Téléphone : 418 691-2005
Télécopieur : 418 644-8957

fimeau@mamh.gouv.qc.ca

Pour le **Bénéficiaire** :

Ville de Montréal
155, Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

greffier@ville.montreal.qc.ca

SECTION 15 DURÉE

70. Le protocole entre en vigueur à la date à laquelle la dernière des **PARTIES** y appose sa signature et prend fin à la date à laquelle toutes les obligations qui y sont prévues ont été réalisées.

SECTION 16 SIGNATURES

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu le protocole, ses annexes et le Guide, en acceptent les termes et apposent leur signature sur chacun des deux exemplaires produits.

La **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION**,

Agissant par monsieur Jean-François Bellemare, ing.
Directeur général des infrastructures

Québec, le 29 octobre 2020
Date et lieu

La **VILLE DE MONTRÉAL**,

Agissant par madame Valérie Plante
Mairesse

Date et lieu

Agissant par Me Yves Saindon
Greffier

Date et lieu

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Organisme requérant	Montréal	**No Dossier**	2029015
Désignation	Ville	**No organisme**	66023
Circ. élect. féd.	Ville-Marie–Le Sud-Ouest–Île-des-Sœurs	**No séquence fédéral**	56569
Circ. élect. prov.	Sainte-Marie–Saint-Jacques		
MRC			

Programme	FIMEAU-2.1
Titre du projet	Renouvellement de conduites

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Localisation du tronçon	Ext. périm.	Type de trav.	Date début travaux	Type de conduites	Diam. existant (mm)	Tr. complexes	Pr. cathodique	Trottoir(s)	Bordure(s)	Conjoint MTQ	Longueur du tronçon (m)	Aide finan. recomm. ($)
No tronçon : 14726 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	110	140 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14727 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	375	478 125
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14791 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	28	35 700
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14801 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	26	33 150
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14804 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	92	117 300
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14805 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	150	191 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14806 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	350	446 250
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 14933 rue Notre-Dame Est, de Aird à Saint-Clément	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	81	103 275
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 14998 rue Notre-Dame Est, de Aird à Saint-Clément	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	259	330 225
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 15027 rue Leclaire, de Adam à Notre-Dame Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	307	391 425
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 15628 rue Pierre-Tétreault, de De Teck à Sherbrooke Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	235	299 625
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16421 avenue de l'Esplanade, de Beaubien Ouest à Saint-Zotique Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	327	294 300
				Eaux usées ☐	300							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16423 avenue de l'Esplanade, de Beaubien Ouest à Saint-Zotique Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	78	70 200
				Eaux usées ☐	300							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16431 rue Beaubien Ouest, de Saint-Urbain à Saint-Laurent	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	167	212 925
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16589 rue Bélanger, de Christophe-Colomb à Chambord	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	198	252 450
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16593 rue De Normanville, de Bellechasse à Beaubien Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	243	309 825
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 16607 rue Bélanger, de Christophe-Colomb à Chambord	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	106	135 150
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16608 rue Chambord, de Bélanger à Jean-Talon Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	365	465 375
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16968 8e Avenue, de Laurier Est à Masson	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	259	330 225
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17053 5e Avenue, de Dandurand à Holt	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	227	289 425
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17055 7e Avenue, de Dandurand à Holt	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	203	258 825
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17060 7e Avenue, de Holt à Rosemont	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	184	234 600
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17336 30e Avenue, de Beaubien Est à Saint-Zotique Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	78	120 900
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17361 30e Avenue, de Beaubien Est à Saint-Zotique Est	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	365	565 750
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17365 25e Avenue, de Saint-Zotique Est à Bélanger	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	336	428 400
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 17366 26e Avenue, de Saint-Zotique Est à rue Bélanger	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	291	371 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 21856 boulevard de l'Acadie, de Jarry Ouest à Crémazie Ouest	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	265	463 750
				Eaux usées ☐	900							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 25036 avenue Coolbrook, de Côte-Saint-Luc à Snowdon	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	390	497 247
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 27725 rue Somerset, de Keller à Barnes	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	78	70 200
				Eaux usées ☐	250							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 34858 rue Notre-Dame Est, de Alphonse-D.-Roy à Bourbonnière	☐	Réhab.	2020-02-01	Eau potable		☐	☐			☐	47	59 925
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

Long. totale recommandée (m)	**6 220**
Aide totale recommandée ($)	**7 997 072 $**

2. COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE ET AIDE FINANCIÈRE

Coût maximal admissible (CMA) **9 996 341,00 $**

Aide financière

Contribution du gouvernement du Québec 3 998 536,00 $
Contribution du gouvernement du Canada 3 998 536,00 $

ANNEXE A (suite)

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 29 juin 2020	**Fin des travaux : 30 juin 2021**

Annexe B

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ville de Montréal

N° de dossier : 2029015

Description des conditions particulières

Il n'y a aucune condition particulière pour ce projet.

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 16662 rue Chabot, de Bellechasse à Beaubien Est	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	320	408 000
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16664 rue Chabot, de Beaubien Est à Saint-Zotique Est	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	273	348 075
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16717 avenue Érables, de Beaubien Est à Saint-Zotique Est	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	324	413 100
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16939 avenue Laurier Est, de Saint-Michel à 12e Avenue	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	67	103 850
				Eaux usées ☐	750							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17013 boulevard Saint-Michel, de Masson à Dandurand	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	276	351 900
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17037 15e Avenue, de Dandurand à Rosemont	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	281	358 275
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17076 boulevard Rosemont, de 14e Avenue à 15e Avenue	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	79	100 725
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17077 boulevard Rosemont, de 5e Avenue à 16e Avenue	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	75	95 625
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 17264 boulevard Rosemont, de 26e Avenue à 29e Avenue	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	183	233 325
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

Organisme requérant	Montréal	**No Dossier**	2029016
Désignation	Ville	**No organisme**	66023
Circ. élect. féd.	Ville-Marie–Le Sud-Ouest–Île-des-Sœurs	**No séquence fédéral**	56570
Circ. élect. prov.	Sainte-Marie–Saint-Jacques		
MRC			

Programme FIMEAU-2.1
Titre du projet Renouvellement de conduites

1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Localisation du tronçon	Ext. périm.	Type de trav.	Date début travaux	Type de conduites	Diam. existant (mm)	Tr. complexes	Pr. cathodique	Trottoir(s)	Bordure(s)	Conjoint MTQ	Longueur du tronçon (m)	Aide finan. recomm. ($)
No tronçon : 16423 rue Waverly, de Beaubien Ouest à Limite nord	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	73	65 700
				Eaux usées ☐	300							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16462 rue Saint-Dominique, de Dante à Mozart Est	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	171	218 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16472 rue Bélanger, de Saint-Laurent à De Gaspé	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	204	260 100
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16473 rue Bélanger, de De Gaspé à Alma	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	74	94 350
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16476 rue Saint-Dominique, de Saint-Zotique Est à Dante	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	184	234 600
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16603 rue Beaubien Est, de Chambord à De Lanaudière	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	91	116 025
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								
No tronçon : 16661 rue Chabot, de Rosemont à Bellechasse	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	167	212 925
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout ☐								
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur ☐								

ANNEXE A
FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU

No tronçon : 17268 boulevard Rosemont, de 24e Avenue à 26e Avenue	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	167	212 925
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 17371 31e Avenue, de Saint-Zotique Est à Bélanger	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	403	392 925
				Eaux usées ☐	375							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 17385 rue Viau, de Sherbrooke Est à Sorbiers	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	317	404 173
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							
No tronçon : 37018 avenue De Lorimier, de Dandurand à Holt	☐	Réhab.	2021-01-01	Eau potable		☐	☐			☐	49	62 475
				Eaux usées ☐	600							
				Séparation égout	☐							
				Eaux pluviales								
				Voirie pleine largeur	☐							

	Long. totale recommandée (m)	**3 778**
	Aide totale recommandée ($)	**4 687 098 $**

2. COÛT MAXIMAL ADMISSIBLE ET AIDE FINANCIÈRE

Coût maximal admissible (CMA) **5 858 874,00 $**

Aide financière

Contribution du gouvernement du Québec 2 343 549,00 $
Contribution du gouvernement du Canada 2 343 549,00 $

ANNEXE A (suite)

Échéance de réalisation des travaux

Début des travaux : 1er mai 2021	**Fin des travaux : 30 juin 2021**

Annexe B

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Ville de Montréal

N° de dossier : 2029016

Description des conditions particulières

Il n'y a aucune condition particulière pour ce projet.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208480008

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la reconduction, aux mêmes termes et conditions, de l'entente-cadre et de la convention de prêt de services intervenues entre le Bureau du Taxi de Montréal et la Ville de Montréal (CG18 0684), pour une durée de deux ans, à compter du 1er janvier 2021 / Accorder une contribution financière de 3 381 300 $ à cet organisme pour l'année 2021

Il est recommandé :
1. d'approuver la reconduction, aux mêmes termes et conditions, de l'entente-cadre et de la convention de prêt de services intervenues entre le Bureau du Taxi de Montréal et la Ville de Montréal (CG18 0684), pour une durée de deux ans, à compter du 1er janvier 2021;

2. d'accorder une contribution financière au montant de 3 381 300 $ au Bureau de taxi de Montréal pour l'année 2021;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-30 17:03

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208480008**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver la reconduction, aux mêmes termes et conditions, de l'entente-cadre et de la convention de prêt de services intervenues entre le Bureau du Taxi de Montréal et la Ville de Montréal (CG18 0684), pour une durée de deux ans, à compter du 1er janvier 2021 / Accorder une contribution financière de 3 381 300 $ à cet organisme pour l'année 2021

CONTENU

CONTEXTE

En 2012, le conseil d'agglomération a approuvé la constitution d'une société paramunicipale, le Bureau du Taxi de Montréal (BTM), ayant pour mission, entre autres, de développer l'industrie du transport du taxi, d'offrir des services à cette industrie, d'encadrer et d'améliorer ce service, la sécurité des chauffeurs et des usagers, ainsi que les compétences des chauffeurs. De plus, on lui confie également l'application du Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) ainsi que l'émission des permis et des vignettes en vertu du Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098).
En décembre 2018, le Bureau du Taxi de Montréal (BTM) et la Ville de Montréal ont convenu d'une entente-cadre ainsi que d'une convention de prêt de services qui arrivent à échéance le 31 décembre 2020.

Le 10 octobre 2020 est entrée en vigueur la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, chapitre T-11.2) qui redéfinit les rôles des acteurs de l'industrie. Ce faisant, la Loi modifie les pouvoirs de la Ville de Montréal au regard de cette industrie. Ces changements occasionnent une modification en profondeur du rôle du BTM et des responsabilités que la Ville peut lui confier. Dans ce contexte, le BTM se voit dans l'obligation de modifier ses lettres patentes, afin que celles-ci reflètent les nouvelles responsabilités que la Loi permet à la Ville de Montréal de lui confier.

L'objet du présent dossier décisionnel vise donc à prolonger l'entente-cadre ainsi que la convention de prêt de services, ayant cours actuellement entre le BTM et la Ville, en attendant la création des nouvelles lettres patentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0684 – 20 décembre 2018 : Adopter l'entente-cadre et la convention de prêt de services entre le Bureau du taxi de Montréal et la Ville de Montréal d'une durée de 2 ans à compter du 1er janvier 2019 et autoriser une contribution financière de 4 805 000 $ pour l'année 2019
CG16 0721 – 22 décembre 2016 : Approuver un projet d'addenda modifiant l'entente-cadre intervenue entre la Ville de Montréal et le Bureau du taxi de Montréal (CG13 0407) / Approuver la reconduction de cette entente telle que modifiée pour deux ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018 / Accorder un soutien financier de 3 917 600 $ pour l'année 2017

CG13 0407 – 26 septembre 2013 : Approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal et le Bureau du taxi de Montréal, d'une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2014, afin de permettre à cette nouvelle société paramunicipale d'amorcer son mandat; approuver le projet de convention de prêt de services entre la Ville de Montréal et le Bureau du taxi de Montréal; accorder un soutien financier de 3 430 469 $ pour l'année 2014 au Bureau du taxi de Montréal.

CG12 0311 – 23 août 2012 : Approuver la constitution d'une société paramunicipale destinée au développement et à l'encadrement de l'industrie du taxi et la nomination de sept administrateurs provisoires.

DESCRIPTION

L'entente-cadre et la convention de prêt de services sont reconduites aux mêmes termes et conditions, pour une durée de deux ans, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022. L'Annexe A de la convention de prêt de services, comprenant la liste et le statut des employés de la Ville dont les services sont prêtés au Bureau en date du renouvellement de la présente convention", est modifiée afin d'être mise à jour en fonction des mouvements de main-d'œuvre, conformément à la convention de prêt de services.

L'article 8.2 de l'entente-cadre prévoit la possibilité de reconduire l'entente à deux reprises pour une durée de deux ans chacune.

L'article 5.2 de la convention de prêt de services prévoit que celle-ci puisse être prolongée pour la même durée que l'entente-cadre.

Bien que certaines dispositions de l'entente-cadre ne trouvent plus application avec l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi, notamment les dispositions concernant le développement et l'encadrement de l'industrie du taxi en vertu du Règlement RCG 10-009, l'entente-cadre demeurera effective en ce qu'elle confie l'exercice des pouvoirs de la Ville au BTM, notamment le travail d'inspection et de perception des tarifs.

Lors de l'obtention des lettres patentes, le BTM et la Ville de Montréal pourront alors mettre consensuellement fin à l'entente-cadre reconduite et en conclure une nouvelle tenant compte des nouveaux pouvoirs qui pourront être confiés au BTM.

JUSTIFICATION

La reconduction de l'entente-cadre et de la convention de prêt de services intervenues entre la Ville et la Bureau de taxi de Montréal est nécessaire pour maintenir certaines responsabilités, obligations et le processus régissant la collaboration des parties.
Lors de l'obtention des lettres patentes, le BTM et la Ville de Montréal pourront alors mettre

consensuellement fin à l'entente-cadre reconduite et en conclure une nouvelle tenant compte des nouveaux pouvoirs qui pourront être confiés au BTM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En contrepartie des services rendus, la Ville de Montréal versera au BTM, pour l'exercice financier 2021, une somme maximale de 3 381 300 $.
Cette dépense sera comptabilisée dans le budget de fonctionnement des dépenses de contribution corporative.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Pour l'exercice financier 2022, la Ville versera une somme suffisante pour couvrir les dépenses acceptées, prévues au budget du BTM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La reconduction de l'entente-cadre et de la convention de prêt de services intervenues entre la Ville et le Bureau de taxi de Montréal, qui viendront à échéance le 31 décembre 2020, est nécessaire pour le maintien de certaines responsabilités, obligations et du processus régissant la collaboration des parties.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune stratégie de communication n'est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le comité exécutif : 9 décembre 2020

Le conseil municipal : 14 décembre 2020

Le conseil d'agglomération : 17 décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis LAROCQUE, Bureau du taxi de Montréal
Andrée-Anne DAIGLE, Service des ressources humaines
Caroline DESJARDINS-SAEY, Service des ressources humaines

Lecture :

Caroline DESJARDINS-SAEY, 19 novembre 2020
Andrée-Anne DAIGLE, 16 novembre 2020
Denis LAROCQUE, 10 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PAWLAS
Conseillère en aménagement

Tél : 5142802918
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-09

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-11-27

BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

Extrait authentique du procès-verbal de l'assemblée du Conseil d'administration	
Assemblée ordinaire du mercredi 28 octobre 2020	Résolution : no 20-033

Il est résolu :

De reconduire l'Entente-cadre existante entre la Ville de Montréal et le Bureau du taxi de Montréal, aux mêmes conditions, pour une période de 2 ans, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022, tel que prévu à l'article 8.2 de cette dernière.

Adopté à l'unanimité

[pt.40.4]

Mme Sophie Mauzerolle

Présidente de l'assemblée

Mme Gabrielle Gauthier

Gabrielle Gauthier Signature numérique de Gabrielle Gauthier Date : 2020.11.05 09:03:32 -05'00'

Secrétaire de l'assemblée

Montréal, le 28 octobre 2020

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
30 - NOV. 2018
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE CADRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL**, personne morale constituée par lettres patentes, dont l'adresse principale est au 4949, rue Molson, Montréal, Québec, H1Y 3H6, agissant et représentée par André Poisson, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **Bureau** »

La Ville et le Bureau sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente entente comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le Bureau a été constitué par lettres patentes délivrées par le Lieutenant-gouverneur du Québec en vertu de l'article 220.1 de l'*Annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après la « Charte »);

ATTENDU QUE les lettres patentes lui confèrent une mission et des pouvoirs prévus à cette *Charte*;

ATTENDU QUE les Parties désirent s'entendre sur un partage des responsabilités et sur les modalités administratives en vue d'assurer l'efficacité de leurs interventions respectives;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Bureau;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Dans la présente entente, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Comité exécutif** » : Le comité exécutif de la Ville;

« **Conseil d'agglomération** » : Le conseil d'agglomération de la Ville;

« **Directeur** » : Le directeur général du Bureau;

« **Inspecteur** » : Une personne employée comme inspecteur par le Bureau ou agissant à ce titre;

« **Lieux prêtés** » : Les espaces à bureaux occupés par le Bureau au 4949, rue Molson, Montréal, ou tout autre espace à bureaux fourni en remplacement ou en complément par la Ville au Bureau.

1.2 Le préambule ainsi que les annexes font partie intégrante de la présente entente. Toutefois, d'un commun accord, les Parties peuvent convenir de modifier les annexes. Une telle modification des annexes doit être faite par écrit et signée par le représentant dûment autorisé de chacune des Parties aux présentes, sous réserve de l'approbation de l'instance décisionnelle concernée, le cas échéant.

2. MISSION DU BUREAU

Le Bureau a pour mission de développer l'industrie du transport par taxi, d'offrir des services à l'industrie du taxi, d'encadrer et d'améliorer ce service, la sécurité des chauffeurs et des usagers, ainsi que les compétences des chauffeurs.

De plus, le Bureau a la responsabilité d'exercer, à la demande de la Ville, toute compétence, autre que réglementaire, que la Ville lui confie parmi celles découlant de la sous-section 9 de la section II du chapitre III de sa *Charte* et du deuxième alinéa de l'article 13 de la *Loi concernant les services de transport par taxi* (RLRQ, chapitre S-6.01).

3. ADMINISTRATION DU BUREAU

3.1 Conseil d'administration

La Ville nomme, pour un mandat de deux ans, sept (7) des onze (11) administrateurs du conseil d'administration du Bureau, soit :

a) trois (3) membres choisis parmi les membres d'un conseil de la Ville;

b) trois (3) membres représentant la clientèle de l'industrie du taxi de l'île de Montréal, dont un qui représente la clientèle à mobilité réduite et un qui représente la clientèle corporative;

c) un (1) membre représentant la clientèle de l'industrie touristique de l'île de Montréal.

La Ville désigne le président du conseil d'administration parmi les membres du conseil provenant d'un conseil de la Ville.

3.2 Directeur général

La Ville nomme le directeur général du Bureau, sur recommandation du conseil d'administration du Bureau.

3.3 Engagement

Le Bureau s'engage à accomplir sa mission avec soin et diligence et à adopter un code d'éthique régissant la conduite des membres de son conseil d'administration et de son personnel.

4. RESPONSABILITÉS DU BUREAU

4.1 Gestion de contrats

La Ville peut confier au Bureau la gestion de contrats intervenus ou qui interviennent entre elle et un tiers, portant sur un objet relié aux activités du Bureau.

4.2 Application réglementaire

4.2 La Ville confie au Directeur et aux Inspecteurs :

4.2.1 l'application de son règlement RCG 10-009 intitulé « *Règlement sur le transport par taxi* » et de tout règlement modifiant ce règlement ou adopté en remplacement de celui-ci et de toute loi relative au transport par taxi ou de l'un des règlements adoptés sous son empire, lorsque la Ville est la poursuivante.

4.2.2 l'émission des permis et des vignettes en vertu du règlement 03-098 intitulé « *Règlement sur le remorquage des véhicules* » et de tout règlement modifiant ce règlement ou adopté en remplacement de celui-ci.

4.3 Perception des tarifs et autres redevances

La Ville confie au Bureau la perception, pour le compte de la Ville, des tarifs, redevances et autres sommes imposées en vertu de son *Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal* (RCG 12-027), aux fins de son *Règlement sur le remorquage des véhicules* (03-098) et de son *Règlement sur le transport par taxi* (RCG 10-009), et de tout règlement modifiant ces règlements ou adopté en remplacement de ceux-ci et de toute loi relative au transport par taxi ou de l'un des règlements adoptés sous son empire.

4.4 Autres services offerts

Le Bureau fournit également à la Ville les services décrits à l'annexe 1 des présentes.

5. OBLIGATIONS DU BUREAU

Le Bureau s'engage à se conformer aux règles, normes et procédures que la Ville lui communiquera pour la conduite de ses affaires en regard des objets suivants :

5.1 Plan d'affaires

Le Bureau doit, chaque année aux dates fixées par le Comité exécutif, transmettre son plan d'affaires à ce comité.

Ce plan définit les orientations retenues et les objectifs poursuivis par le Bureau au cours de cette période.

5.2 Règlements

Le Bureau s'engage à transmettre à la Ville une copie des règlements adoptés par le conseil d'administration et leurs modifications dans les 15 jours de leur adoption.

5.3 Gestion des ressources humaines

Pour remplir sa mission, le Bureau s'engage à louer de la Ville les services des cadres et des employés syndiqués, au sens de la convention de prêt de services prévue au présent article.

Le Bureau s'engage à conclure avec la Ville une convention établissant les conditions et modalités de ces prêts de services.

5.4 Gestion des ressources financières

5.4.1 Le Bureau doit :

a) avoir un système de comptabilité efficace et bien contrôlé afin de produire une information financière fiable;

b) transmettre à la Ville en vue de leur dépôt au Comité exécutif, aux dates fixées par ce comité :

i ses budgets de fonctionnement et, le cas échéant, d'immobilisation;
ii ses états financiers;
iii le rapport du vérificateur, le cas échéant.

c) former un comité de vérification, selon des règles inspirées des pratiques de *l'Institut canadien des comptables agréés*, composé d'au moins trois (3) personnes incluant le trésorier de la Ville ou son représentant, deux (2) personnes désignées par le conseil d'administration, dont un (1) membre qui siège à ce conseil, et une autre personne.

5.4.2 Le Bureau doit verser directement dans le compte bancaire de la Ville, conformément aux modalités de tout contrat en vigueur pour les services de messagerie sécuritaire pour le transport d'argent et des valeurs entre la Ville et la société en commandite Transport de valeurs Garda ou toute autre société ou compagnie en remplacement ou en complément de celle-ci, les sommes qu'il perçoit pour cette dernière dans le cadre de la gestion des contrats et de l'application des règlements de la Ville.

5.4.3 Le Bureau doit rembourser à la Ville sur présentation d'un état, au plus tard dans les quarante-cinq (45) jours ouvrables de la fin des mois de mars, juin, septembre et décembre de chaque année suivant le trimestre au cours duquel la Ville a effectué des déboursés pour le compte du Bureau, une somme équivalente au montant total de ces déboursés.

5.5 Gestion des biens et des services

Le Bureau doit, conformément à l'article 231.1 de l'annexe C de la Charte, respecter les dispositions 477.4 à 477.6 et 573 à 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) compte tenu des adaptations nécessaires.

5.6 Devoir de renseigner

Le Bureau s'engage à prévenir la Ville, dans les meilleurs délais, de tout événement ou situation susceptible d'entraîner un recours judiciaire pouvant préjudicier aux droits de la Ville.

5.7 Représentation légale

La Ville prend fait et cause pour les cadres et les employés syndiqués dont elle prête les services au Bureau, à l'exclusion des autres employés du Bureau, dans toute poursuite intentée contre l'un d'eux en raison d'un acte accompli ou d'une omission dans l'exercice de leurs fonctions et les tient indemnes de toute réclamation, condamnation ou jugement, en capital, intérêts et frais, résultant d'une telle poursuite, sauf en cas de faute lourde ou de négligence grossière de leur part.

5.8 Autofinancement

Le Bureau doit déployer ses meilleurs efforts pour parvenir à l'autofinancement de ses activités.

6. OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à rendre les services convenus avec soin et diligence et selon les règles de l'art.

6.1 Services

6.1.1 La Ville fournit gratuitement au Bureau les services administratifs et opérationnels de soutien en matière, notamment, de gestion des ressources humaines, financières, matérielles, informatiques et de téléphonie, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, de services juridiques, sous réserve de conflits d'intérêts, d'immobilier, de communications et de gestion des documents, dont ceux décrits à l'annexe 2 des présentes.

6.1.2 La Ville fournit également au Bureau, l'équivalent de trois (3) ressources à temps plein pour les services d'évolution des systèmes fournis par le Service des technologies de l'information, décrit à l'annexe 2 des présentes. Ces trois ressources seront financées en totalité par le Bureau. De plus, le Service des technologies de l'information devra transmettre au Bureau, selon les modalités et la fréquence qu'il lui indique, un rapport faisant état de l'avancement des travaux.

6.1.3 La Ville fournit gratuitement au Bureau les services requis pour la tenue des élections de membres du conseil d'administration du Bureau.

6.2 Espaces de bureaux

6.2.1 La Ville fournit sans frais au Bureau les Lieux prêtés d'une superficie nette minimale de 12 152 pieds carrés et dont l'aménagement répond aux normes en usage à la Ville, comportant, notamment, un local pour le service à la clientèle respectant les dispositions du contrat SAAQ ainsi que des espaces de stationnement d'une superficie totale égale à celle qui était à la disposition du Bureau au moment de la signature de la présente entente cadre.

6.2.2 Advenant que la Ville veuille récupérer les Lieux prêtés, la Ville doit fournir gratuitement au Bureau un nouvel espace à bureaux répondant à ses besoins, conforme aux prescriptions gouvernementales et municipales applicables et dont l'aménagement respecte les normes en usage à la Ville, comportant, notamment, un local pour le service à la clientèle répondant aux dispositions du contrat SAAQ ainsi que les espaces de stationnement requis.

6.2.3 La Ville assume les coûts de déménagement, d'aménagement, de chauffage, d'électricité, d'entretien ménager, de sécurité et autres charges relatives aux Lieux prêtés, y compris dans l'éventualité décrite à l'article 6.2.2.

6.3 Applications et systèmes informatiques et de gestion

La Ville fournit gratuitement au Bureau les applications et les systèmes informatiques et de gestion décrits à l'annexe 3 des présentes.

6.4 Licence

La Ville concède gratuitement au Bureau une licence exclusive l'autorisant à reproduire, pendant la durée de la présente entente cadre, les logos, signatures visuelles et autres marques et images en usage au Bureau immédiatement avant la date de l'entente cadre, plus amplement décrits à l'annexe 4 des présentes.

7. FINANCEMENT

En contrepartie des services rendus par le Bureau, la Ville lui verse :

7.1 pour l'exercice financier 2019, une somme de quatre millions huit cent cinq mille dollars (4 805 000,00 $) (ci-après la « contribution de la Ville ») payable en deux versements égaux les 1er janvier et 1er juin 2019;

7.2 pour l'exercice financier 2020, une somme suffisante pour couvrir les dépenses acceptées prévues au budget du Bureau pour l'exercice financier courant, tel que ce budget a été approuvé par le Conseil d'agglomération, payable en deux versements égaux les 1er janvier et 1er juin 2020.

8. DURÉE DE L'ENTENTE

8.1 La présente entente est d'une durée de deux (2) ans à compter du 1er janvier 2019.

8.2 La présente entente peut être reconduite d'un commun accord entre les Parties à deux reprises pour une durée de deux (2) ans, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022 puis du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024.

9. APPLICATION DE L'ENTENTE

La directrice générale adjointe - Développement de la Ville et le Directeur général du Bureau ou leurs représentants dûment désignés par eux à cette fin sont responsables de l'application de la présente entente.

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque Partie élit domicile à l'adresse indiquée ci-après à l'article 10.2 (Avis) ou à toute autre adresse fournie par écrit par une Partie à l'autre, conformément à l'article 10.2.

10.2 Avis

Tout avis ou demande qui peut ou doit être transmis par une Partie à l'autre en vertu des présentes doit, à moins d'indication contraire à la présente entente, être adressé comme suit :

À la Ville : Isabelle Cadrin
Directrice générale adjointe - Développement
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.129
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Au Bureau : André Poisson
Directeur général
Bureau du taxi de Montréal
4949, rue Molson
Montréal (Québec) H1Y 3H6

10.3 Cession

La présente entente cadre lie les parties aux présentes de même que leurs ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des Parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

10.4 Modification

Aucune modification aux termes de cette entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des Parties.

10.5 Validité

Une disposition de la présente entente jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.6 Lois applicables

La présente entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 14.e jour de janvier 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 11.e jour de décembre 2018

BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

Par : _____
André Poisson, directeur général

20e Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de décembre 2018 (Résolution CG18 0684).

LISTE DES ANNEXES À L'ENTENTE CADRE ENTRE LA VILLE ET LE BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

Annexe 1 : Liste des services opérationnels fournis à la Ville par le Bureau

Annexe 2 : Liste des services administratifs et opérationnels de soutien fournis par la Ville au Bureau, incluant les services de téléphonie et d'informatique

Annexe 3 : Liste des applications et des systèmes informatiques et de gestion fournis par la Ville au Bureau

Annexe 4 : Liste des logos, signature visuelle et autres marques et images cédés gratuitement par la Ville au Bureau

ANNEXE 1

LISTE DES SERVICES OPÉRATIONNELS FOURNIS À LA VILLE PAR LE BUREAU

1.1 Effectue les transactions SAAQ pour la flotte de véhicules :

a) du Service de police de la Ville – Section du parc Auto;

b) de la Ville – Direction du matériel roulant et des ateliers municipaux.

1.2 Agit à titre d'agent de liaison à la cour municipale de la Ville en regard des lois et règlements dont la Ville lui confie l'application.

ANNEXE 2

LISTE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET OPÉRATIONNELS DE SOUTIEN FOURNIS PAR LA VILLE AU BUREAU, INCLUANT LES SERVICES DE TÉLÉPHONIE ET D'INFORMATIQUE

1.1 En matière de gestion des ressources humaines

Le Service des ressources humaines fournit au Bureau les services suivants :

1.1.1 Soutien-conseil courant aux gestionnaires en matière de gestion des ressources humaines :

a) planification des besoins de main-d'œuvre;
b) organisation du travail, emplois et structures organisationnelles;
c) accueil et intégration des employés;
d) gestion de la performance individuelle et d'équipe;
e) développement des compétences;
f) climat de travail;
g) application et interprétation des conventions collectives et des encadrements RH;
h) gestion quotidienne des dossiers en santé et sécurité du travail;
i) gestion quotidienne des griefs ou autres litiges;
j) négociation de lettres d'entente locales;
k) gestion salariale et conditions de travail;
l) modification et création de postes en accord avec le directeur général adjoint de la Ville de Montréal concerné et dans le respect des règles et principes de gestion des ressources humaines de la Ville de Montréal.

Pour ce volet, une ressource du Service des ressources humaines est attitrée au Bureau.

1.1.2 Services spécialisés dans les matières suivantes :

a) dotation des postes pour toutes les catégories d'emplois syndiqués;
b) développement de la main-d'œuvre;
c) relations de travail;
d) santé et mieux-être au travail;
e) rémunération globale et classification des emplois;
f) assurances collectives et régime de rente.

1.1.3 Programmes de formation :

a) donne accès aux employés de la Ville prêtés au Bureau aux programmes de formation destinés aux employés et aux gestionnaires de la Ville.

b) donne accès aux employés du Bureau aux programmes de formation destinés aux employés et aux gestionnaires de la Ville.

1.1.4 Programme d'aide :

a) donne accès aux employés de la Ville prêtés au Bureau aux programmes d'aide aux employés de la Ville.

b) donne accès aux employés du Bureau aux programmes d'aide aux employés de la Ville.

1.1.5 Systèmes fournis en soutien à la gestion des ressources humaines :

a) permet l'accès et l'utilisation des systèmes de la Ville en soutien à la gestion des ressources humaines.

1.1.6 Paie

La gestion du Service de la paie pour les employés de la Ville visés par la convention de prêt de service entre la Ville et le Bureau ainsi que les employés du Bureau.

1.2 En matière de gestion des ressources financières

Le Service des finances fournit au Bureau les services suivants :

1.2.1 Structure comptable et financière :

a) crée une entité comptable séparée pour les activités du Bureau au sein des systèmes comptables et financiers de la Ville;

b) permet l'accès et l'utilisation par le Bureau des systèmes de la Ville en soutien à la gestion comptable et financière.

1.2.2 Revenus de la Ville perçus par le Bureau :

Expertise, services de soutien et support opérationnel requis en regard, notamment :

a) de la gestion des chèques NSF (traitement des chèques et gestion des réclamations);
b) du traitement des TPV;
c) de la confection des rapports financiers concernant les encaissements;
d) du transport des valeurs;
e) de la gestion des accès aux coffres-forts;
f) de la formation, s'il y a lieu, en matière de gestion des encaissements;
g) de la saisie des lots d'encaissement;
h) de la confection des rapports aux autorités gouvernementales, s'il y a lieu.

1.2.3 Dépenses du Bureau :

Expertise, services de soutien et support opérationnel requis en regard, notamment :

a) de l'émission des chèques-paiements des fournisseurs et cocontractants;
b) de l'utilisation et du soutien requis au niveau des systèmes informatiques financiers;
c) de l'émission des rapports financiers provenant des systèmes de la Ville;
d) de la confection des rapports aux autorités gouvernementales, s'il y a lieu (T4, de la remise des déductions à la source pour les employés couverts par le prêt d'employés, etc.);
e) du soutien et de la formation pour les utilisateurs des systèmes financiers de la Ville;
f) de l'utilisation, du support et de la formation « Kronos et SIMON »;
g) de la gestion des dossiers corporatifs tels que l'équité salariale, les régimes de retraite, les assurances collectives, la SST, etc., pour les employés Ville visés par la convention de prêt de services;
h) de toute formation de nature comptable pouvant être dispensée aux employés.

Inscription du Bureau sur les listes de distribution des directives, courriers budgétaires, échéanciers de production des budgets ou de la fermeture comptable et autres.

1.2.4 Gestion bancaire et placements :

a) expertise, services de soutien et support opérationnel requis en regard de la gestion des comptes de banque de la Ville relatifs aux revenus perçus par le Bureau.

1.2.5 Systèmes fournis en soutien à la gestion des ressources humaines :

a) permet l'accès et l'utilisation des systèmes de la Ville en soutien à la gestion des ressources comptables et financières.

1.3 En matière de services juridiques – Affaires civiles

La Direction des affaires civiles fournit au Bureau les services suivants en regard des activités dans lesquelles le Bureau est mandaté par la Ville, et ce, pour plus de précisions, à l'exclusion de ses activités de développement :

1.3.1 Matière contractuelle :

a) conseils juridiques;
b) révision de contrats.

1.3.2 Représentation devant les instances judiciaires :

a) traitement des litiges civils et administratifs.

1.3.3 Réglementation et législation :

a) conseils juridiques;

b) rédaction de modifications règlementaires, notamment les règlements de taxi;
c) révision et aide à la rédaction de modifications législatives.

1.4 En matière de services juridiques – Affaires pénales, criminelles et service à la cour

La Direction des poursuites pénales et criminelles fournit au Bureau les services suivants :

1.4.1 Soutien conseil courant en matière de justice pénale;

1.4.2 Services spécialisés dans les matières suivantes :

a) coordination et traitement des litiges pénaux;
b) assignation des témoins;
c) formation des gestionnaires et Inspecteurs.

1.5 En matière de services juridiques – Direction des services judiciaires

La Direction des services judiciaires fournit au Bureau les services suivants :

1.5.1 Service spécialisé :

a) signification des constats d'infraction.

1.5.2 Systèmes fournis en soutien à la coordination des litiges pénaux et à la liaison avec la cour municipale :

a) permet l'accès et l'utilisation à ces systèmes de la Ville.

1.6 En matière de gestion des documents, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels

La Direction du greffe, division de la gestion des documents et des archives et de l'accès à l'information, fournit au Bureau les services suivants :

1.6.1 Soutien conseil courant aux gestionnaires en matière :

a) d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels;
b) d'organisation de l'information administrative du Bureau;
c) d'élaboration et d'application du calendrier des délais de conservation et du plan de classification du Bureau;
d) de mise en mise en valeur des documents institutionnels du Bureau.

1.7 En matière de services offerts par le Service de police de la Ville de Montréal (« SPVM »)

Le SPVM fournit au Bureau les services suivants :

1.7.1 Ressources informationnelles :

a) support pour les caméras de sécurité.

1.7.2 Division de la sécurité routière et des patrouilles spécialisées :

a) maintien d'un lien avec un conseiller de la Division.

1.8 En matière de communications

Le Service des communications fournit au Bureau les services suivants :

1.8.1 Supporter le Bureau pour les éléments suivants :

a) soutien pour l'élaboration et le développement de la charte graphique;
b) refonte du site web du Bureau selon la nouvelle charte graphique;

Pour ce volet, une ressource de la direction du Service des communications de la Ville est assignée au Bureau.

1.8.2 Soutien-conseil aux gestionnaires du Bureau en matière de communications.

1.8.3 Services spécialisés dans les matières suivantes :

a) revue de presse et rétro information des médias;
b) hébergement, mise à jour et mise à niveau du site web du Bureau sur le portail de la Ville;

1.8.4 Systèmes fournis en soutien à la gestion des communications :

a) gestionnaire de contenu Oracle;
b) application du Journal Officiel;
c) PDF pro et Photoshop.

1.9 En matière de gestion des ressources matérielles et de l'approvisionnement

La Direction de l'approvisionnement fournit au Bureau les services suivants :

1.9.1 Fournir les services d'approvisionnement selon les besoins du Bureau, dont le support à l'identification des besoins, la recherche et le développement pour les uniformes, vêtements et accessoires, la planification des acquisitions, des demandes de prix, des appels d'offres, des ententes, des bons de commande et autres, au même titre et selon les mêmes conditions que les autres unités de la Ville.

1.9.2 Former les utilisateurs désignés du Bureau à l'utilisation des modules requis du système d'approvisionnement de la Ville pour faire les demandes d'achats et interroger le système.

1.10 En matière de gestion des ressources informatiques et de téléphonie

Le Service des technologies de l'information (STI) fournit au Bureau l'ensemble des services qu'il fournissait dans l'entente précédente, et ce, avec les mêmes niveaux de services.

La prestation de service est conditionnelle au respect par le Bureau des encadrements, normes et standards en vigueur à la Ville (sécurité, technologies utilisées et autres).

De façon générale, les services comprennent :

a) le soutien informatique - utilisation du Centre de services et soutien bureautique;
b) les services d'infrastructures - serveurs, télécommunications, téléphonie, stockage et copies de sécurité;
c) l'entretien des systèmes, incluant ceux ayant été développés dans le cadre de l'évolution des systèmes;
d) développement de systèmes.

Les services portent, plus particulièrement :

1.10.1 Infrastructures technologiques :

a) serveurs et liens réseau, selon les ententes cadres en vigueur à la Ville;
b) gestion du réseau de données, selon les ententes cadres à la Ville;
c) la téléphonie - Centrex et IP;
d) licences.

1.10.2 Applications :

a) utilisation, soutien technique et entretien des systèmes corporatifs, selon les niveaux de services convenus avec les services de la Ville propriétaires des applications;
b) utilisation, soutien technique et entretien des systèmes spécifiques du Bureau, selon un niveau de service équivalant à 0,5 personne/année.

1.10.3 Services aux utilisateurs et bureautique :

a) soutien bureautique – installation de postes, dépannage et centre de services « 872-5046 »;
b) ressources VIP (5);
c) traitement prioritaire en regard du « logiciel photo »;
d) service d'urgence en dehors des heures normales du lundi au vendredi de 7 h à 16 h – disponibilité des techniciens via soutien pagette pour la période du temps des fêtes et durant le renouvellement des permis de taxi (février et mars);
e) acquisition et maintien du matériel – postes de travail, écrans, imprimantes, appareil photo, bloc-notes de signature, selon les ententes cadres en vigueur à la Ville (aux frais du client sauf dans le cadre du programme de désuétude);
f) licences.

1.11 Services pour les terminaux des utilisateurs en radiocommunication vocale (SERAM)

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) fournit au Bureau une offre de services SERAM de premier niveau selon les modalités décrites dans l'entente standard du SMRA.

ANNEXE 3

LISTE DES APPLICATIONS ET DES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE GESTION FOURNIS PAR LA VILLE AU BUREAU

Outre les systèmes bureautiques et le courrier électronique offert par le Service des technologies de l'information, la Ville offre les accès, l'installation, le support et la formation aux systèmes suivants :

a) Gestion des dossiers décisionnels GDD;
b) Simon : Système financier;
c) Kronos : Outil tenue de temps;
d) Gescour : Consultation seulement du système de la cour;
e) STOP+ : Consultation seulement du système de la cour;
f) Accès justice, accès aux plumitifs : Consultation du plumitif criminel et civil;
g) Registre de postes;
h) Info RH;
i) Sécurité Honeywell HID;
j) Gestionnaire de contenu Oracle : Gestion du site web;
k) Application du Journal Officiel : Gestion des actualités du Bureau sur le site web;
l) SBA;
m) Discover;
n) Système d'émission constats informatiques (SECI).

En conformité avec l'entente contractuelle entre la Ville de Montréal et G-Techna (fournisseur du SECI), la Ville fournit gratuitement les licences requises au Bureau.

Le Bureau s'engage à utiliser le système dans la version disponible pour le Service de police de la Ville de Montréal. Les seules modifications possibles seront celles disponibles en lien avec la paramétrisation et la configuration du système.

Le Bureau assume les coûts suivants :

- Les services professionnels requis par le groupe G-Techna pour la mise en place initiale du système;
- Les équipements requis pour la mise en place du système;
- Le coût annuel de support et d'entretien du logiciel qui devra être acquitté directement auprès du fournisseur.

Ainsi qu'à tout système offert en complément ou en remplacement des systèmes ci-dessus.

ANNEXE 4

LISTE DES LOGOS, SIGNATURE VISUELLE ET AUTRES MARQUES ET IMAGES CÉDÉS GRATUITEMENT PAR LA VILLE AU BUREAU

a) Signature visuelle

- MTL taximontréal

b) Logo du programme de formation

FORMATION taximontréal

Montréal

Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

Le 14 janvier 2019

Monsieur André Poisson
Directeur général
Bureau du taxi de Montréal
4949, rue Molson
Montréal (Québec) H1Y 3H6

Objet : **Convention de prêt de services et entente-cadre entre la Ville de Montréal et Bureau du taxi de Montréal**

Résolution CG18 0684 – 20 décembre 2018

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire original de la convention et de l'entente susmentionnée dûment signée ainsi qu'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil d'agglomération ci-haut décrite et de la résolution CG06 0006.

Espérant le tout conforme, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le greffier de la Ville,

Yves Saindon, avocat

YS/jc

p. j.

Montréal

Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R. 134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 872-3142 - Télécopieur : 872-5655

Note

DESTINATAIRE : Madame Isabelle Gauthier
Chargée de dossiers/missions
Direction générale

EXPÉDITEUR : Me Yves Saindon
Greffier et directeur – Service du greffe

DATE : Le 14 janvier 2019

OBJET : **Convention de prêt de services et entente-cadre entre la Ville de Montréal et Bureau du taxi de Montréal**

Résolution : CG18 0684 – 20 décembre 2018

Bonjour Mme Gauthier,

Vous trouverez ci-joint une copie de l'entente-cadre et un exemplaire original de la convention susmentionnée dûment signée ainsi qu'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil d'agglomération ci-haut décrite et de la résolution CG06 0006.

Un exemplaire de chacun des contrats a été transmis à l'organisme et un exemplaire original signé de chacun des contrats sera versé aux archives avec le dossier décisionnel y afférent.

Nous espérons le tout à votre satisfaction.

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
3 DEC. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE PRÊT DE SERVICES

ENTRE :

Ville de Montréal, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006

ci-après appelée la « Ville »

ET :

Bureau du taxi de Montréal, personne morale constituée par lettres patentes délivrées par le Lieutenant-gouverneur, ayant sa principale place d'affaires au 4949, rue Molson, Montréal, Québec, H1Y 3H6, agissant et représentée par monsieur André Poisson, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

ci-après appelé le « Bureau»

ATTENDU QUE la Ville et le Bureau (les « parties ») ont conclu une entente cadre établissant le partage de responsabilités entre la Ville et le Bureau ainsi que les modalités administratives associées à leurs interventions respectives, une telle entente ayant été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 26 septembre 2013 en vertu de la résolution CG13 0407 (ci-après l'« Entente initiale »), amendée par le conseil d'agglomération à sa séance du 22 décembre 2016 en vertu de sa résolution CG16 0721 ;

ATTENDU QUE la Ville et le Bureau ont conclu, conformément à l'Entente initiale, une convention de prêt de service débutant à la date d'entrée en vigueur de l'Entente initiale et se terminant à sa date de terminaison, par laquelle le Bureau s'est engagé à louer les services des employés cadres et syndiqués en poste au Bureau du taxi de Montréal immédiatement avant la date de l'entrée en vigueur de l'entente initiale ainsi que, postérieurement à la date de l'entente initiale, les services des employés syndiqués de la Ville qui occupent des postes dans les emplois couverts par les accréditations syndicales détenues par le Syndicat des fonctionnaires municipaux de la Ville de Montréal et le Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal (les « employés syndiqués »);

ATTENDU QUE l'Entente initiale, amendée par le conseil d'agglomération à sa séance du 22 décembre 2016, s'est terminée le 31 décembre 2018 et que les parties ont conclu une nouvelle entente cadre à compter du 1er janvier 2019, approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville à sa séance du 20 décembre 2018 (« l'Entente cadre»);

ATTENDU QUE pour remplir sa mission, le Bureau s'engage, aux termes de l'Entente cadre à louer les services des employés cadres et syndiqués de la Ville au sens de la convention de prêt de service, en l'occurrence tous les employés cadres et syndiqués de la Ville en poste au Bureau en vertu d'un prêt de service immédiatement avant la date de l'entrée en vigueur de l'Entente cadre ainsi que, postérieurement à la date de la présente Entente cadre, les services des employés syndiqués de la Ville qui occupent des postes dans les emplois couverts par les accréditations syndicales détenues par le Syndicat des fonctionnaires municipaux de la Ville de Montréal et le Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal;

ATTENDU QUE tous les employés cadres recrutés par le Bureau, à compter de la date de l'entrée en vigueur de l'Entente cadre, sont des employés du Bureau dont le lien d'emploi et les conditions de travail ne lieront d'aucune façon la Ville à moins d'entente entre les parties à la présente convention;

ATTENDU QUE les parties désirent préciser les modalités de ce prêt de services;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

PRÉAMBULE

Le préambule fait partie de la présente convention.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville prête au Bureau, qui accepte, les services :

- des employés cadres et syndiqués de la Ville en poste au Bureau en vertu d'un prêt de service immédiatement avant la date de l'entrée en vigueur de l'Entente cadre, dont la liste est jointe à l'annexe A de la présente convention étant entendu qu'elle sera mise à jour au 31 décembre 2018;

- des employés syndiqués requis par le Bureau aux fins d'assurer l'exploitation efficace de celui-ci, étant entendu que le Bureau pourra créer, avec l'accord de la directrice générale adjointe concernée, et combler, avec l'accord de la direction des partenaires d'affaires RH du Service des ressources humaines de la Ville, des postes dans les emplois couverts par les accréditations syndicales

pour le travail effectué par les employés syndiqués, dans le respect des règles et principes de gestion des ressources humaines de la Ville.

Ces employés cadres et syndiqués prêtés au Bureau sont désignés collectivement comme étant les « employés prêtés ».

ARTICLE 3

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

3.1. verser aux employés prêtés leur traitement périodique et leur consentir les mêmes conditions de travail et de rémunération qu'il possèdent comme employé de la Ville en vertu des conventions collectives ou en vertu des Conditions de travail des cadres de la Ville, selon le cas et telles que modifiées de temps à autres, ainsi qu'aux encadrements administratifs de la Ville applicables et non incompatibles avec le prêt de service, le cas échéant.

3.2. fournir au Bureau les informations, la documentation et les applications informatiques qu'elle possède ou pourrait obtenir en regard de la gestion quotidienne des employés notamment les lettres d'ententes, les conventions collectives, les conditions de travail, les encadrements administratifs applicables aux employés prêtés.

3.3. accepter que le Bureau exerce, en conformité avec les conventions collectives, les Conditions de travail des cadres, le cas échéant et telles que modifiées de temps à autre, ainsi qu'aux encadrements administratifs de la Ville applicables et non incompatibles avec le prêt de service, la gestion quotidienne des employés prêtés y compris aux fins de recommandation à la Ville de toute mesure administrative ou disciplinaire qu'il juge adéquate à leur égard.

Il est entendu que les pouvoirs décisionnels délégués par le comité exécutif à des fonctionnaires et employés de la Ville en vertu des règlements sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés ne peuvent pas être exercés par les employés travaillant au Bureau.

Malgré la généralité du premier alinéa, le Bureau doit, dans les meilleurs délais, transmettre à la Ville pour étude et décision tout cas litigieux.

3.4. obtenir le remboursement convenu pour les services des employés prêtés.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS DU BUREAU

Le Bureau s'engage à :

4.1. louer les services des employés syndiqués et cadres en poste au Bureau en vertu d'un prêt de service immédiatement avant la date de l'entrée en vigueur de l'Entente cadre de même que des employés syndiqués requis afin d'assurer une exploitation efficace des activités du Bureau, et ce, au salaire et aux conditions de travail prévus dans les conventions collectives ou aux Conditions de travail des cadres, le cas échéant et telles que modifiées de temps à autre, avec la Ville à moins d'entente entre la parties à la présente convention.

4.2. advenant que le nombre d'employés cadres prêtés soit réduit à la suite d'une demande formulée par le Bureau, payer à la Ville le coût des services des employés visés par cette modification conformément à l'article 4.9

a) jusqu'à la date de réassignation permanente, s'il s'agit d'employés cadres permanents de la Ville;

b) jusqu'à cette date mais sans dépasser le délai congé prévu à l'article 18 des Conditions de travail des cadres de la Ville telles que modifiées de temps à autre s'il s'agit d'employés cadres réguliers de la Ville.

4.3. advenant que le nombre d'employés syndiqués prêtés au Bureau soit réduit à la suite d'une demande formulée par le Bureau, payer à la Ville le coût des services des employés visés par cette modification conformément à l'article 4.9 jusqu'à la date de réassignation permanente de ces employés suivant la convention collective applicable.

4.4. pendant toute la période de réassignation temporaire à la Ville, conformément aux dispositions alors applicables des conventions collectives, des Conditions de travail des cadres de la Ville, des encadrements administratifs de la Ville ou des lois en vigueur, payer à la Ville la différence entre le coût des services des employés prêtés et le coût attribué par la Ville au poste de réassignation temporaire.

4.5. dans ses relations avec les employés prêtés, respecter les dispositions des conventions collectives, des Conditions de travail des cadres de la Ville et des encadrements administratifs applicables de la Ville telles que modifiées de temps à autres et non incompatibles avec le prêt de service notamment les horaires de travail, l'attribution des vacances, les descriptions de tâches, le processus disciplinaire et les décisions des tribunaux judiciaires ou quasi-judiciaires applicables.

4.6. ce que les employés prêtés, dans le cadre de leurs fonctions, agissent conformément aux conventions collectives et aux Conditions de travail des cadres de la Ville, selon le cas, au Code de conduite des employés de la Ville et aux encadrements administratifs de la Ville non incompatibles avec le prêt de services et tel(le)s que modifié(e)s de temps à autre, étant entendu que les

employés prêtés ne sont pas en situation de conflit d'intérêts du seul fait qu'ils agissent dans l'intérêt du Bureau.

4.7. saisir et approuver, à l'aide des applications informatiques fournies par la Ville (actuellement Kronos), les relevés d'assiduité des employés prêtés faisant état, notamment, des absences et congés utilisés et transmettre à la Ville tous les documents reliés au dossier administratif des employés.

4.8. communiquer à la Ville immédiatement toute information concernant une problématique vécue avec les employés prêtés ou concernant un incident mettant en cause les employés et survenant dans le cadre du prêt de services et qui pourrait donner lieu à tout(e) enquête, mesure, recours, action, poursuite, contestation ou réclamation.

4.9. rembourser à la Ville, au plus tard dans les quarante-cinq (45) jours ouvrables de la fin des mois de mars, juin, septembre et décembre de chaque année suivant le trimestre au cours duquel la Ville a effectué le déboursé, toute somme, déboursée à l'égard des employés alors qu'ils sont prêtés ou dues à ces derniers dans le cadre du prêt de service, que ce soit à titre de traitements périodiques, de charges sociales, d'avantages accessoires réels d'allocation, d'indemnité, d'ajustements financiers ou d'augmentations salariales payables découlant d'une convention collective, de conditions de travail ou de dispositions législatives ayant effet rétroactivement ou autre, incluant le cas échéant toute indemnité de cessation d'emploi et ce, sans frais d'administration.

4.10. défrayer tous les frais de déplacement ou autres dépenses qui pourraient être payables aux employés durant la période de prêt.

4.11. inclure dans le paiement, le cas échéant, toute condamnation monétaire relative aux décisions ou recommandations du Bureau à l'égard d'un employé prêté.

ARTICLE 5

DURÉE

5.1. La présente convention débute à la date de l'entrée en vigueur de l'entente cadre et se termine à la date de terminaison de celle-ci.

5.2. À son terme, la présente convention sera prolongée pour la même durée que l'entente cadre, le cas échéant, sous réserve de l'approbation par l'autorité compétente de la Ville.

ARTICLE 6

RÉSILIATION

6.1. Advenant la terminaison de l'entente cadre, la présente convention est résiliée de plein droit, sous réserve de l'obligation du Bureau d'effectuer le paiement à la Ville des sommes dues en vertu de la présente convention.

6.2. Dans le cas d'une terminaison de l'Entente cadre et/ou de la convention de prêt de service, les employés prêtés réintègrent la Ville, selon les dispositions prévues aux encadrements administratifs de la Ville ou, selon le cas, aux conventions collectives. Cette clause n'a pas pour effet de restreindre les droits de la Ville quant à l'imposition de mesures administratives ou disciplinaires ou en matière de cessation d'emploi.

ARTICLE 7

DIVERS

7.1. Nonobstant ce qui est prévu aux Conditions de travail des cadres de la Ville, les employés cadres prêtés au Bureau sont assujettis au programme de gestion de la performance des cadres, au même titre que les autres cadres de la Ville, laquelle sera alors complétée par le Bureau et transmise à la Ville pour validation et approbation.

7.2. La directrice générale adjointe de la Ville et le directeur général du Bureau ou leur représentant dûment autorisé à cette fin sont responsables de l'application de la présente convention et les employés prêtés sont réputés relever de l'autorité directe de la directrice générale adjointe de la Ville ou de son représentant dûment autorisé aux fins de l'exercice des pouvoirs décisionnels délégués par le comité exécutif à des fonctionnaires et employés de la Ville en vertu du chapitre II du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

7.3. Les parties réviseront, sur demande de l'une d'entre elles, la liste des employés prêtés.

Le fonctionnaire compétent du Service des ressources humaines est chargé de tenir à jour la liste des employés prêtés au Bureau en vertu de la présente Convention de prêt de services en fonction des mouvements de main d'œuvre.

ARTICLE 8

CONDITIONS GÉNÉRALES

8.1. Élection de domicile

Aux fins des présentes, la Ville et le Bureau élisent domicile selon les modalités prévues à l'Entente cadre.

8.2. Avis

Aux fins des présentes, tout avis ou demande qui peut ou doit être transmis par une partie à l'autre doit, à moins d'indication contraire à la présente convention, être adressé comme suit :

À la Ville : Diane Bouchard, Directrice
Service des ressources humaines
3711 Saint-Antoine Ouest, suite # 100
Ville de Montréal, H4C 0C1

Au Bureau : André Poisson, directeur général
Bureau du taxi de Montréal,
4949, rue Molson,
Montréal (Québec) H1Y 3H6

8.3. Incessibilité

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

8.4. Modification

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

8.5. Validité

Une disposition du présent protocole d'entente jugée invalide par le tribunal, n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

8.6. Autorité compétente

Le présent protocole est conditionnel à son approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en ~~deux~~ 4 exemplaires, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 14 e jour de janvier 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Yves Saindon, Greffier

Le 11 e jour de décembre 2018

BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

Par : _____

André Poisson. Directeur général

Cette convention a été approuvée le
20 décembre 2018

(Résolution CG18 0684)

Annexe A

Liste et statut des employés de la Ville dont les services sont prêtés au Bureau à la date de la signature de la présente convention

1. **Employés cadres**

Nom	Matricule	Statut
BOUDRIAS, MELANIE	200151999	PERM
LAROSE, FREDERIK	100013101	PERM
COULANGES, CHELENE	173091999	PERM

2. **Employés affiliés au Syndicat des professionnelles et professionnels de Montréal :**

Nom	Matricule	Statut
EMOND, PHILIPPE	240696999	PERM
GAUTHIER, GABRIELLE	205280999	PERM
GIGUERE, MARIE-HELENE	100105551	PERM
THIBAULT, KIM	187236999	PERM
SMAOUI, AMINE	100140664	PERM

3. **Employés affiliés au Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal :**

Nom	Matricule	Statut
CINEUS, MARIE JOE	100109260	TAUX
BABIN, SYLVIE	157091000	PERM
DEPELTEAU, KARINE	100109659	PERM
LAFOND, SANDRA	100064988	TAUB
DESPEIGNES, MARIE	100109315	TAUB
HILINSKA, ANNA	100062886	PERM
TORNEZ CONTRERAS, JEAN-SEBASTIEN	100178776	TAUB
KAING, KIM THAY	100180028	TAUB
MAZOUZ, SARAH-MYRIAM	100207218	TAUB
BLANCHARD, DIANE	100228471	TAUB
ABAUNZA LUNA, JAIME BOSCO	100185877	TAUB
DLUGOSZEWSKI, MICHAL	100188961	TAUB
GAREAU, DONNA	100048311	TAUB
DIEUMEGARDE, LINE	100037106	TAUB
DUCROS, MARIE-CHRISTINE	100109247	PERM
VARIN, SERGE	100160763	PERM
JAZRA, NOUHAD	100002927	PERM
LAYOUN, CYRILLE	100105292	PERM
SAMUEL, MAXIME	100014629	TAUB
HOZJAN-LYONS, MATAIKA	100207052	TAUB
ST-LOUIS, MAXIME	100088645	PERM
MASSICOTTE, JINNY	322153999	PERM
JOHNSON, STEPHANIE	692002000	PERM

Nom	Matricule	Statut
HEVEY, ERIC	100002108	PERM
CUERRIER, MICHAEL	100187651	TAUB
GAUTHIER, SIMON	100002105	TAUB
GUERIN-BRIAND, SAMUEL	100202344	TAUB
LEBLANC, PASCALE	100156087	TAUB
LEROUX, KEVEN	100122260	TAUB
LEBRUN, YANN	100219025	TAUB
ST-ONGE, MAXIME	100166548	TAUB
LEMIEUX, LISSA	100042226	PERM
SENECAL, JEAN-PHILIPPE	100042961	PERM
HEVEY, RICHARD	100010118	PERM
ST-LOUIS, MAXIME	100088645	PERM
MILMORE, GUY	281973999	PERM
DUBEAU, KIM	100055462	PERM
CLOUTIER, CHRISTINE	018222360	PERM

LÉGENDE :

PERM : employé permanent

PREG : employé cadre régulier

TAUB : fonctionnaire auxiliaire occupant un poste dont la durée maximale est de 1820 heures par année

MISE À JOUR DES DÉCISIONS

Annexe A (modifiée[1])

Liste et statut des employés de la Ville dont les services sont prêtés au Bureau en date du renouvellement de la présente convention

1) Employés cadres

Nom	Matricule	Statut
POISSON,ANDRE	100186036	TCON
LAROCQUE,DENIS	100128188	TCON
TOUSIGNANT,SYLVAIN	100133492	TCON
COULANGES,CHELENE	173091999	PERM
BOUDRIAS,MELANIE	200151999	PERM
LAROSE,FREDERIK	100013101	PERM

2) Employés affiliés au Syndicat des professionnelles et professionnels de Montréal

Nom	Matricule	Statut
EMOND,PHILIPPE	240696999	PERM
THIBAULT, ANNE	100276164	TOCC
GAUTHIER,GABRIELLE	205280999	PERM
THIBAULT,KIM	187236999	PERM
SMAOUI,AMINE	100140664	PERM
BOURQUE,MARIANNE	100265416	PERM

3) Employés affiliés au Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal

Nom	Matricule	Statut
CLOUTIER,CHRISTINE	18222360	PERM
KAING,KIM THAY	100180028	PERM
BEDARD,EMILIE	100069738	PERM
MARIN,ISABELLE	100097534	PERM
DEPELTEAU,KARINE	100109659	PERM
DESPEIGNES,MARIE	100109315	PERM
VARIN,SERGE	100160763	PERM
HILINSKA,ANNA	100062886	PERM
DUCROS,MARIE-CHRISTINE	100109247	PERM
DLUGOSZEWSKI, MICHAL	100188961	PERM

[1] Annexe A modifiée suite au renouvellement aux mêmes termes et conditions de l'entente-cadre et de la convention de prêt de service, entre le Bureau de Taxi de Montréal et la Ville de Montréal, pour une durée de deux ans, soit du 1er janvier 2021 au 21 décembre 2022 (GDD no 1208480008)

LEBLANC,PASCALE	100156087	PERM
MASSICOTTE,JINNY	322153999	PERM
JOHNSON,STEPHANIE	692002000	PERM
HEVEY,ERIC	100002108	PERM
LEMIEUX,LISSA	100042226	PERM
SENECAL,JEAN-PHILIPPE	100042961	PERM
HEVEY,RICHARD	100010118	PERM
ST-LOUIS,MAXIME	100088645	PERM
GAUTHIER,SIMON	100002105	PERM
BLANCO,CLAUDIA	100248043	TAUB
MAZOUZ,SARAH-MYRIAM	100207218	TAUB
GADOURY, SYLVIE	104862999	TAUB
ABAUNZA LUNA,JAIME BOSCO	100185877	TAUB
KAYAL,HADEL	100236565	TAUB
GAREAU,DONNA	100048311	TAUB
DIEUMEGARDE, LINE	100037106	TAUB
SAMUEL,MAXIME	100014629	TAUB
CIOPLANTA,STEFAN	100199715	TAUB
LEROUX,KEVEN	100122260	TAUB
LEBRUN,YANN	100219025	TAUB

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208480008

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Objet :	Approuver la reconduction, aux mêmes termes et conditions, de l'entente-cadre et de la convention de prêt de services intervenues entre le Bureau du Taxi de Montréal et la Ville de Montréal (CG18 0684), pour une durée de deux ans, à compter du 1er janvier 2021 / Accorder une contribution financière de 3 381 300 $ à cet organisme pour l'année 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1208480008_VF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-30

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208087003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) QRadar on Cloud d'IBM pour une durée de 36 mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, pour un montant maximal de 950 162,14 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 126 700 $ au net en 2022 et un ajustement récurrent de 212 100 $ au net à compter de 2023.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente de gré à gré, d'une durée de 36 mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la pour la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) Qradar on Cloud d'IBM, incluant le le support et les mises à jour, pour une somme maximale de 950 162,14, taxes incluses, conformément à son offre de service en date 27 novembre 2019;

2. d'autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 126 700 $ au net en 2022 et un ajustement récurrent de 212 100 $ au net à compter de 2023;

3. d'imputer ces dépenses de consommation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront assumées à 12,08 % par l'agglomération et à 87,92 % par la Ville centre selon le taux de répartition appliqué aux activités mixtes d'administration générale;

4. d'autoriser le directeur de la Direction de la sécurité de l'information, du Service des TI, à signer le contrat à commande du CAG.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-12-02 12:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208087003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) QRadar on Cloud d'IBM pour une durée de 36 mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, pour un montant maximal de 950 162,14 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 126 700 $ au net en 2022 et un ajustement récurrent de 212 100 $ au net à compter de 2023.

CONTENU

CONTEXTE

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.
La Ville a été nommée « Ville intelligente et numérique de l'année 2016 » par « l'Intelligent Community Forum (ICF) » à Columbus, en Ohio. De plus, le 14 mai 2019, la Ville acceptait le premier prix, une subvention de 50 M$, lors du Défi des Villes intelligentes d'Infrastructure Canada. Afin que Montréal continue de se développer comme une Ville intelligente et numérique, elle doit se doter des meilleurs outils de travail dans un souci d'efficacité, de performance, d'économie d'échelle et de meilleurs services aux citoyens.

L'acquisition, l'intégration, la configuration, le déploiement, la formation, le soutien et la maintenance d'une solution logicielle de type infonuagique pour un système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) répondront aux besoins opérationnels actuels et futurs du Service des TI.

Le Service des TI contribue au bon fonctionnement des unités administratives de la Ville et l'acquisition d'un SIEM permettra notamment d'avoir de nouveaux moyens modernes et actuels pour surveiller les comportements anormaux à l'interne, de surveiller les machines (serveurs, pare-feu, etc.), de faciliter l'automatisation des réponses à une attaque (cloisonnement réseau ou autres) mais également d'avoir une meilleure visibilité pour améliorer la revue et l'audit de sécurité.

À cet effet, l'investissement pour moderniser les outils informatiques du Service des TI

repose en grande partie sur les exigences de cette acquisition d'un SIEM pour la mise en oeuvre d'une plateforme numérique adaptable aux divers processus de l'architecture d'affaires.

Suite à l'adoption du projet de loi 37 visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et Infrastructures technologiques Québec, le CAG a récemment informé la Ville que les ententes se feront dorénavant par l'entremise du CAG, anciennement Centre des services partagés du Québec (CSPQ).

Le CAG offre maintenant un contrat à commandes pour les produits QRadar d'IBM à l'ensemble des organismes publics à travers des revendeurs qualifiés. Le contrat à commande pour les produits QRadar fait partie d'une entente-cadre conclue avec IBM, en vigueur depuis le 27 novembre 2019 et celle-ci n'a pas de date de fin.

Le présent dossier vise à conclure une entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) d'IBM nommé QRadar incluant le support et les mises à jour pour le logiciel Qradar pour une durée de 36 mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, pour un montant maximal de 950 162,14 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 126 700 $ au net en 2022 et un ajustement récurrent de 212 100 $ au net à compter de 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) QRadar on Cloud d'IBM, pour une durée de 36 mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, à travers le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats sous l'entente-cadre EC-030201 signée le le 27 novembre 2019 entre le Centre de services partagés du Québec et IBM Canada Ltée.

JUSTIFICATION

La dépense est prévue au PDI 2021 du Service des technologies de l'information pour la souscription initiale au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) QRadar on Cloud d'IBM. Le modèle de souscription est mensuel et il est basé sur le nombre d'événements qui seront traités mensuellement à mesure que l'adhésion de nouveaux périphériques à surveiller progresse. L'ajout de nouveaux périphériques à surveiller sera payé mensuellement au PDI de février 2021 à décembre 2023. Pour ce qui est de la facturation des périphériques déjà pris en charge, elle sera réalisée au budget de fonctionnement de février 2021 à décembre 2023.
L'acquisition, l'intégration, la configuration, le déploiement, la formation, le soutien et la maintenance d'une solution logicielle de type infonuagique pour un système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) répondront aux besoins opérationnels actuels et futurs du Service des TI. QRadar d'IBM permettra notamment d'avoir de nouveaux moyens modernes et actuels pour surveiller les comportements anormaux à l'interne, de surveiller les machines (serveurs, pare-feu, etc.), de faciliter l'automatisation des réponses à une attaque (cloisonnement réseau ou autres), mais également d'avoir une meilleure visibilité pour améliorer la revue et l'audit de sécurité.

Une vigie a été menée et deux produits se sont démarqués en tant que systèmes de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) fiables et répondant aux besoins de

la Ville, soit le produit de Microsoft (Sentinel) ainsi que celui d'IBM (Qradar) tous les deux disponibles auprès du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) a signé l'entente-cadre EC-030201 le 27 novembre 2019 avec IBM Canada limitée pour la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) QRadar on Cloud d'IBM, valide pour l'ensemble des organismes du gouvernement du Québec et pour les municipalités du Québec.

En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du CAG ou par l'entremise de celui-ci. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de la firme IBM Canada Ltée, via l'adhésion à un contrat à commandes de logiciels disponibles sur le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), selon les termes et conditions qui ont été négociés entre les deux parties.

L'estimation de ce contrat correspond au montant exact de celle indiquée au sommaire, car elle était basée sur les prix du catalogue disponible via le CAG.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 950 162,14 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023.
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses) :

	2021 (période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021)	**2022** (période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022)	**2023** (période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023)	**Total**
Souscription initiale au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) Qradar on Cloud d'IBM et ajout de nouveaux périphériques. PDI	80 637,95 $	72 906,11 $	76 992,09 $	**230 536,15 $**
Renouvellements de la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) Qradar on Cloud d'IBM. BF	112 067,51 $	257 027,07 $	350 531,41 $	**719 625,99$**
	192 705,46 $	**329 933,18 $**	**427 523,50**	**950 162,14 $**

Dépenses capitalisables (PDI) :
La dépense de **230 536,15 $**, taxes incluses (210 510,23 $ net de taxes), sera imputée au PDI du Service des TI au projet 60110 - Programme de sécurité et de continuité TI et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG15-040 et de compétence locale 15-044.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 49,8% pour 2021. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes. Ce taux est révisé annuellement.

Budget de fonctionnement :

La dépense de **719 625,99 $** taxes incluses (657 114,45 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense sera financée par un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 126 700 $ au net en 2022 et un ajustement récurrent de 212 100 $ au net à compter de 2023.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permet notamment d'assurer l'intégrité des données de la Ville en situation de télétravail et ainsi maximiser la mobilité des employés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La souscription à un système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) permettra notamment d'avoir de nouveaux moyens modernes et actuels pour surveiller les comportements anormaux à l'interne, de surveiller les machines (serveurs, pare-feu, etc.), de faciliter l'automatisation des réponses à une attaque (cloisonnement réseau ou autres) mais également d'avoir une meilleure visibilité pour améliorer la revue et l'audit de sécurité. Cette initiative permettra d'assurer l'intégrité des données de la Ville et une productivité accrue de l'ensemble des organismes et des employés de la Ville que ce soit en période de télétravail ou éventuellement lors de la reprise des opérations dans les locaux de la Ville.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La souscription à un système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) permettra d'offrir un environnement de travail plus sécuritaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE : 9 décembre 2020;
- Approbation du dossier par le CM : 14 décembre 2020;

- Approbation du dossier par le CG : 17 décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Aziz CHOUKRALLAH, Service des technologies de l'information
Hamza CHARAHBILI HAROUCHI, Service des technologies de l'information
Nathalie BRODEUR, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel ARHAB
Conseiller en analyse et contrôle de gestion - Gestion fournisseurs TI

Tél : 438 401-0536
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-09

Michel NANTEL
Chef de section - Infrastructures et opérations de sécurité

Tél : 514 867-0451
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
Directeur

Tél : 514 945-8929
Approuvé le : 2020-11-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2020-11-18



PROPOSOTION POUR ACQUISITION DE LOGICIELS

QRadar on Cloud & Resilient on Cloud
2020-10-25

SIA innovations

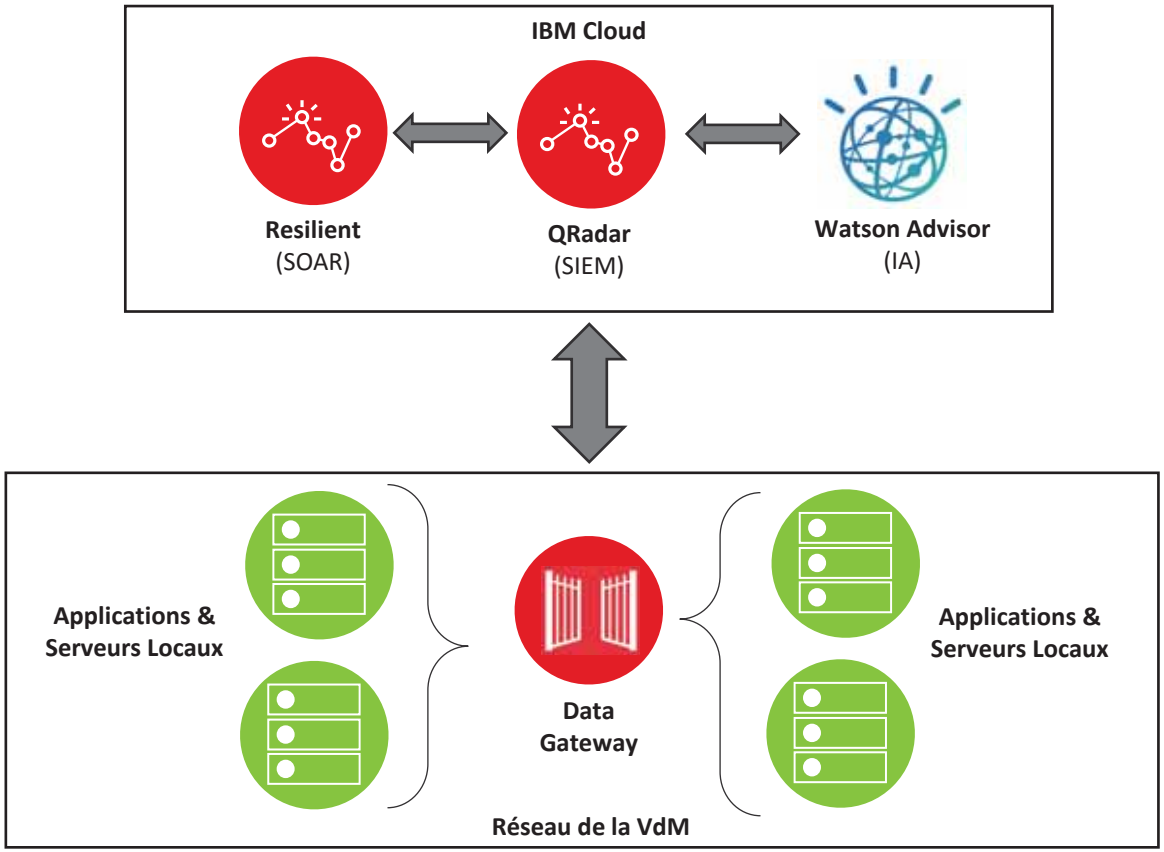
CONTEXTE D'AFFAIRE

- **La Ville de Montréal est à revoir sa stratégie en matière de sécurité informatique et elle désire mettre en place des technologies de SIEM et de SOAR pour les aider dans leur parcours.**
- **Le 8 juillet 2020, IBM et SIA ont réalisé la démonstration des solution IBM QRadar on Cloud & IBM Resilient on Cloud, solution qui sont présentes dans le catalogue infonuagique de l'ITQ AI-7784.**
- **Plusieurs rencontres d'exploration ont eu lieu depuis et le présent document inclut la proposition pour les composantes logicielles de la solution.**

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

SOLUTION PROPOSÉE - APERÇU

- **SIA propose IBM QRadar on Cloud & IBM Resilient on Cloud.**
- **La solution sera en mesure d'accéder aux sources d'événements de la Ville au moyen de Data Gateway qui seront installés dans les centres de données de la Ville.**



3

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

CALENDRIER D'ACQUISITION – 2020

Composantes		Mois	Total
		1	
Numéro d'item	Description	Dec-20	2020
	IBM Qradar on Cloud		
	Nombre d'EPS Total:	500	
D1PTLLL	IBM QRadar on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On	$ 191.40	$ 191.40
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription	$ 3,066.00	$ 3,066.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription	$ 537.00	$ 537.00
D1QRRLL	IBM Resilient Incident Response Platform on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -
	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud		
	# d'utilisateurs concurrents:	3	
	# d'Items:	3000	
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month	$ 4,323.60	$ 4,323.60
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month	$ 720.00	$ 720.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$	$ -	$ -
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$	$ -	$ -

Grand Total:	$ 8,838.00	$ 8,838.00

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

CALENDRIER D'ACQUISITION – 2021

Composantes		Mois												Total
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Numéro d'item	Description	Jan-21	Feb-21	Mar-21	Apr-21	May-21	Jun-21	Jul-21	Aug-21	Sep-21	Oct-21	Nov-21	Dec-21	2021
	IBM Qradar on Cloud													
	Nombre d'EPS Total:	500	500	1000	1000	1800	1800	1800	1800	2500	2500	3000	3000	
D1PTLLL	IBM QRadar on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 2,296.80
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription	$ 3,066.00	$ 3,066.00	$ 6,132.00	$ 6,132.00	$ 7,360.79	$ 7,360.79	$ 7,360.79	$ 7,360.79	$ 8,436.00	$ 8,436.00	$ 9,204.00	$ 9,204.00	$ 83,119.14
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription	$ 537.00	$ 537.00	$ 1,074.00	$ 1,074.00	$ 1,846.80	$ 1,846.80	$ 1,846.80	$ 1,846.80	$ 2,523.00	$ 2,523.00	$ 3,006.00	$ 3,006.00	$ 21,667.20
D1QRRLL	IBM Resilient Incident Response Platform on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud													
	# d'utilisateurs concurrents:	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	
	# d'Items:	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 4,323.60	$ 51,883.20
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 720.00	$ 8,640.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
	Grand Total:	$ 8,838.00	$ 8,838.00	$ 12,441.00	$ 12,441.00	$ 14,442.59	$ 14,442.59	$ 14,442.59	$ 14,442.59	$ 16,194.00	$ 16,194.00	$ 17,445.00	$ 17,445.00	$ 167,606.34

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

CALENDRIER D'ACQUISITION – 2022

Composantes		Mois												Total
		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Numéro d'item	Description	Jan-22	Feb-22	Mar-22	Apr-22	May-22	Jun-22	Jul-22	Aug-22	Sep-22	Oct-22	Nov-22	Dec-22	2022
	IBM Qradar on Cloud													
	Nombre d'EPS Total:	3000	3000	3500	3500	3500	3500	5000	5000	5000	5000	5500	5500	
D1PTLLL	IBM QRadar on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 2,296.80
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription	$ 9,204.00	$ 9,204.00	$ 9,972.03	$ 9,972.03	$ 9,972.03	$ 9,972.03	$ 12,276.00	$ 12,276.00	$ 12,276.00	$ 12,276.00	$ 12,965.98	$ 12,965.98	$ 133,332.05
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription	$ 3,006.00	$ 3,006.00	$ 3,488.98	$ 3,488.98	$ 3,488.98	$ 3,488.98	$ 4,938.00	$ 4,938.00	$ 4,938.00	$ 4,938.00	$ 5,369.93	$ 5,369.93	$ 50,459.75
D1QRRLL	IBM Resilient Incident Response Platform on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud													
	# d'utilisateurs concurrents:	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	
	# d'Items:	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 86,472.00
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 14,400.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
	Grand Total:	$ 20,807.40	$ 20,807.40	$ 22,058.40	$ 22,058.40	$ 22,058.40	$ 22,058.40	$ 25,811.40	$ 25,811.40	$ 25,811.40	$ 25,811.40	$ 26,933.30	$ 26,933.30	$ 286,960.60

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

CALENDRIER D'ACQUISITION – 2023

Composantes		Mois												Total
		26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	
Numéro d'item	Description	Jan-23	Feb-23	Mar-23	Apr-23	May-23	Jun-23	Jul-23	Aug-23	Sep-23	Oct-23	Nov-23	Dec-23	2023
	IBM Qradar on Cloud													
	Nombre d'EPS Total:	6000	6000	7000	7000	7000	7000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	
D1PTLLL	IBM QRadar on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 191.40	$ 2,296.80
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription	$ 13,656.00	$ 13,656.00	$ 15,036.00	$ 15,036.00	$ 15,036.00	$ 15,036.00	$ 19,176.00	$ 19,176.00	$ 19,176.00	$ 19,176.00	$ 19,176.00	$ 19,176.00	$ 202,512.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription	$ 5,802.00	$ 5,802.00	$ 6,665.93	$ 6,665.93	$ 6,665.93	$ 6,665.93	$ 9,258.00	$ 9,258.00	$ 9,258.00	$ 9,258.00	$ 9,258.00	$ 9,258.00	$ 93,815.70
D1QRRLL	IBM Resilient Incident Response Platform on Cloud Service Level Agreement	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud													
	# d'utilisateurs concurrents:	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	
	# d'Items:	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 7,206.00	$ 86,472.00
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 1,200.00	$ 14,400.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -	$ -
	Grand Total:	$ 28,055.40	$ 28,055.40	$ 30,299.33	$ 30,299.33	$ 30,299.33	$ 30,299.33	$ 37,031.40	$ 37,031.40	$ 37,031.40	$ 37,031.40	$ 37,031.40	$ 37,031.40	$ 399,496.50

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

CONFIGURATION – IBM QRADAR ON CLOUD

Item	Description	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
D1PTLLL	IBM QRadar on Cloud Service Level Agreement	1	$0.00	$0.00
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On per 256 Assets Monthly Subscription - Month 1-12	1	$2,296.80	$2,296.80
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On per 256 Assets Monthly Subscription - Month 13-24	1	$2,296.80	$2,296.80
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On per 256 Assets Monthly Subscription - Month 25-36	1	$2,296.80	$2,296.80
D1Q0VLL	IBM QRadar on Cloud Vulnerability Management Add-On per 256 Assets Monthly Subscription - Month 37	1	$191.40	$191.40
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 1-3	5	$1,839.60	$9,198.00
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 4-5	10	$1,226.40	$12,264.00
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 6-9	18	$1,635.73	$29,443.14
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 10-11	25	$674.88	$16,872.00
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 12-15	30	$1,227.20	$36,816.00
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 16-19	35	$1,139.66	$39,888.10
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 20-23	50	$982.08	$49,104.00
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 24-25	55	$471.49	$25,931.95
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 26-27	60	$455.20	$27,312.00
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 28-31	70	$859.20	$60,144.00
D1SWCLL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second per Monthly Subscription - Month 32-37	100	$1,150.56	$115,056.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 1-3	5	$322.20	$1,611.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 4-5	10	$214.80	$2,148.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 6-9	18	$410.40	$7,387.20
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 10-11	25	$201.84	$5,046.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 12-15	30	$400.80	$12,024.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 16-19	35	$398.74	$13,955.90
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 20-23	50	$395.04	$19,752.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 24-25	55	$195.27	$10,739.85
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 26-27	60	$193.40	$11,604.00
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 28-31	70	$380.91	$26,663.70
D1SWELL	IBM QRadar on Cloud 100 Events Per Second Data Capacity per Monthly Subscription - Month 32-37	100	$555.48	$55,548.00
	Total:			**$595,590.64**

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

CONFIGURATION – IBM RESILIENT ON CLOUD

Item	Description	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
D1QRRLL	IBM Resilient Incident Response Platform on Cloud Service Level Agreement	1	$0.00	$0.00
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month - Month 1-12	3	$17,294.40	$51,883.20
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month - Month 13	3	$1,441.20	$4,323.60
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month - Month 14-25	5	$17,294.40	$86,472.00
D22U3LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User per Month - Month 26-37	5	$17,294.40	$86,472.00
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month - Month 1-12	3	$2,880.00	$8,640.00
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month - Month 13	3	$240.00	$720.00
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month - Month 14-25	5	$2,880.00	$14,400.00
D22V0LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items per Month - Month 26-37	5	$2,880.00	$14,400.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$ -- Month 1 - 37	1	$0.00	$0.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$ -- Month 1 - 37	1	$0.00	$0.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$ -- Month 1 - 37	1	$0.00	$0.00
D22U4LL	IBM Resilient SOAR Platform on Cloud (CU) Concurrent User Overage - Overage per unit = 2,645$ -- Month 1 - 37	1	$0.00	$0.00
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$ -- Month 1-37	1	$0.00	$0.00
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$ -- Month 1-37	1	$0.00	$0.00
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$ -- Month 1-37	1	$0.00	$0.00
D22V5LL	IBM Resilient Actions on Cloud per Thousand Items Overage - Overage per unit = 440$ -- Month 1-37	1	$0.00	$0.00
	Total:			**$267,310.80**

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

TERMES ET CONDITIONS

- **Prix courants en dollars canadiens selon les prix approuvé par IBM en date du 20 octobre 2020.**
- **La présente proposition assume un engagement global de 37 mois sur la présente configuration avec un mode de facturation mensuel en avance. La Ville s'engage à payer les factures dans un délai de 30 jours suivant la date de la facture.**
- **Ces prix sont assujettis aux termes et condition du catalogue infonuagique de l'ITQ AI-7784. La Ville de Montréal devra contacter le courtier infonuagique afin d'obtenir une soumission formelle et signer le contrat d'acquisition.**

© SIA Innovations Inc. 2020 - All rights reserved - Confidential

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208087003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Direction
Objet :	Conclure une entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la souscription au système de gestion de l'information et des événements de sécurité (SIEM) QRadar on Cloud d'IBM pour une durée de 36 mois, soit du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, pour un montant maximal de 950 162,14 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 126 700 $ au net en 2022 et un ajustement récurrent de 212 100 $ au net à compter de 2023.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208087003 BF aj. base budgétaire.xlsx

Virement crédit_GDD 1208087003 PTI.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget Direction du Conseil et Soutien financier
Tél : 872-5066

Co-Auteur
Gilles Bouchard
Conseiller budgétaire
514-872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-01

Yves COURCHESNE
Directeur du Service des Finances

Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances , Direction

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207731006

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Approuver un projet de convention modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et le Mouvement des artisans du changement (CE20 1104) afin de réajuster la fin de la période du projet au 31 décembre 2021.

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'approuver un projet de modification de convention entre la Ville de Montréal et le Mouvement des artisans du changement, réajustant la fin de la période de convention du 31 décembre 2021 initialement prévu au 31 décembre 2020 et précisant les modalités et conditions du remboursement.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-12-01 15:24

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207731006**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Approuver un projet de convention modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et le Mouvement des artisans du changement (CE20 1104) afin de réajuster la fin de la période du projet au 31 décembre 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le 5 août 2020, le Comité exécutif a approuvé une convention de contribution financière à l'organisme le Mouvement des artisans du changement pour la planification et l'animation des activités montréalaises de l'initiative Mission 100 tonnes.
L'initiative vise à mobiliser et sensibiliser le plus grand nombre de Montréalais et Montrélaises possible à l'importance de nettoyer les cours d'eau locaux et de modifier nos habitudes de consommation, notamment en lien avec la réduction des plastiques à usage unique. La contribution demandée à la Ville permettrait la planification et l'animation de 11 nettoyages officiels et de nombreux autres nettoyages spontanés. Cette démarche vise à contribuer à retirer 100 tonnes de déchets des écosystèmes québécois par 11 activités de nettoyage des berges dans 11 arrondissements montréalais.

La mouture 2020 du programme prévoyait également la Journée du fleuve, une corvée grand public à grande échelle organisée en partenariat avec le Regroupement des Éco-quartiers (REQ) qui a eu lieu le 19 septembre 2020. L'organisme soutient également des corvées parallèles organisées par des OBNL ou des citoyens sur le territoire montréalais.

Or, vue le confinement afférent à la pandémie de COVID-19, 5 des 11 corvées ont dû être reportées au printemps 2021. La convention a été revue pour tendre la période du projet du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021, alors que la séquence de réalisation des activités restantes devra être planifiée au printemps selon l'évolution du contexte sanitaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1104 – 5 août 2020 – Accorder un soutien financier non récurrent de 25 000$ au Mouvement des artisans du changement pour la planification et la coordination des activités

de nettoyage des berges, prévues dans le cadre de l'édition montréalaise 2020 de la Mission 100 tonnes et approuver une convention à cet effet.
CE19 0406 – 13 mars 2019 – Accorder un soutien financier non récurrent de 16 000 $ au Mouvement des artisans du changement pour soutenir le projet « Mission 100 tonnes » visant à planifier en 2019 des activités de nettoyage des berges dans les 11 arrondissements riverains de la Ville de Montréal.

CM18 1332 – 19 novembre 2018 – Déclaration pour la reconnaissance de l'urgence climatique.

CA18 27 0307 – 2 octobre 2018 – Accorder et ratifier des contributions financières à divers organismes, pour une somme totale de 8 300 $, provenant du budget de soutien des élu(e) s pour l'année 2018.

DESCRIPTION

NA

JUSTIFICATION

NA

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La première facture (20 000$) prévue à la convention a été traitée par le BTER et payée, et la deuxième facture (5 000$) sera traitée sur réception d'un bilan de l'ensemble des 11 activités à la suite des cinq (5) interventions restantes, qui seront réalisées entre le printemps et la fin de l'été 2021. La planification des activités sera précisée au moment de la planification logistique des travaux au début du printemps 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NA

IMPACT(S) MAJEUR(S)

NA

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de distanciation prescrites dans le cadre de la pandémie ont forcé le report d'une partie des activités au printemps 2021.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

NA

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2020 - Signer la convention mise à jour avec l'organisme.
Printemps-Été 2021 - Réaliser les activités restantes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

NA

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jeanne PARISEAU, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas ADAMS
Conseiller en planification

Tél : (514) 872-1151
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-25

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi environnmental

Tél : 514-872-6508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2020-12-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2020-12-01

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du règlement RCE 02-004;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE MOUVEMENT DES ARTISANS DU CHANGEMENT**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 7499, avenue Christophe-Colomb, Montréal, Québec, H2R 2S8, agissant et représentée par Jimmy Vigneux, administrateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription d'organisme : 1168078377

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme promoteur d'une démarche locale, nationale et internationale de nettoyage des berges des cours d'eau;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directeur du Bureau de la transition écologique et de la résilience;

2.7 « **Unité administrative** » : Le Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.1 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.2 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la

présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent mille dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $), au plus tard dans les trente (30) jours suivant le dépôt du bilan financier de l'utilisation de la contribution de la Ville et du rapport faisant état de la visibilité assurée pendant le projet, à remettre au responsable au plus tard le 31 décembre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7499, avenue Christophe-Colomb, Montréal, Québec, H2R 2S8, et tout avis doit être adressé à l'attention de l'administrateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155, rue Notre-Dame Est, annexe, 1er étage, B. 1.201, Montréal, Québec, H2Y 1B5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

LE MOUVEMENT DES ARTISANS DU CHANGEMENT

Par : _____
Jimmy Vigneux, administrateur

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (CE20 ….).

ANNEXE 1

PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet de la mairesse et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

MISSION 100 TONNES



MONTRÉAL

RAPPORT

Montréal



La Mission 100 tonnes à Montréal en 2019 c'est:

- Plus de 10 tonnes de déchets retirés
- 175 000 personnes atteintes
- Près de 50 nettoyages

En 2019

La Mission 100 tonnes, dans le cadre du partenariat avec la Ville de Montréal, a été extrêment active sur le territoire montréalais en 2019. Durant la dernière année, la Mission 100 tonnes a permis le retrait de plus de 10 tonnes de déchets des cours d'eau entourant l'Île de Montréal dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Ville-Marie, Verdun, LaSalle, Le Sud-Ouest, Lachine, Rivière-des-Prairies -- Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord, Ahuntsic-Cartierville, L'Île-Bizard -- Sainte-Geneviève et Pierrefonds-Roxboro.



La Mission 100 tonnes à Montréal en 2019 c'est:



- **C'est onze nettoyages officiels dans le cadre du partenariat organisés dans onze arrondissements;**
-
- **C'est également près d'une cinquantaine de nettoyages supplémentaires organisés par des citoyens ou des organismes;**
- **Au total c'est plus de 10 tonnes de déchets retirés des cours d'eau;**
- **Au total c'est près de 1500 personnes qui ont participé aux différents nettoyages;**
- **Deux nettoyages sous-marin;**
- **C'est plus de 175 000 personnes atteintes lors de nos publications sur les réseaux sociaux;**
- **C'est plus 5000 intéractions sur nos réseaux sociaux.**



Rapport 2019

Calendrier officiel 2019

Participants	Poids (kg)	Lieux et dates
7	55	Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles (L'angle 82e rue et la rue Bellerive): 30 juillet
4	25	Le Sud-Ouest (Place des Bassins) : 9 juillet
50	449	Verdun (Quai 5160) : 27 avril
20	299	Ville-Marie (Parc du Pied-du-Courant) : 8 juin
40	51	Ahuntsic-Cartierville (Parc de la Merci) : 13 août
30	294	L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève (Pointe-Théoret) : 27 août
15	75	Lachine (Promenade Père Marquette) : 4 juin
8	80	LaSalle (Parc Marie-Claire Kirkland-Casgrain) : 2 juillet
25	318	Mercier—Hochelaga-Maisonneuve (Promenade Bellerive) : 8 juin
25	270	Montréal-Nord (Parc Aimée-Léonard) : 14 septembre :
7	55	Pierrefonds-Roxboro (Parc des Rapides-du-Cheval-Blanc) : 3 septembre

Montage financier

Planification:	3000$
Logistique:	7000$
Matériel de corvée:	2500$
Matériel promotionnel:	2500$
Communication et promotion:	4000$
Déplacement:	1000$
Autres:	1000$
Total:	21 000$

Budget réel

Planification:	5000$
Logistique:	9000$
Matériel de corvée:	1500$
Matériel promotionnel:	1500$
Communication et promotion:	1000$
Déplacement:	2000$
Autres:	1000$
Total:	21 000$



Rapport 2019

Retombées 2019

- Plus de 175 000 personnes atteintes sur nos réseaux sociaux
- Plus de 10 tonnes de déchets retirés sur les rives de Montréal
- Mobilisation citoyenne importante avec plus de 1469 participants
- Près d'une cinquantaine de nettoyages en inclant les 11 nettoyages officiels
- Quelques articles dans les médias locaux
- Logo de la Ville de Montréal sur les sceaux et les t-shirts de la Mission 100 tonnes
- 11 vidéos produits après chacun des événements
- Publication sur les réseaux sociaux avec le logo de la Ville de Montréal







Rapport 2019

Tâches dans le cadre des nettoyages officiels

- **Prise de contact avec les travaux publics de chaque Arrondissement pour établir le lieu et la date;**
- **Repérage pour vérifier la quantité de déchets présents et un accès sécuritaire;**
- **Création des outils promotionnels pour chaque nettoyage;**
- **Contact avec les organismes en environnement de chaque arrondissement;**
- **Création et mise en ligne d'un événement Facebook pour chaque nettoyage;**
- **Mobilisation citoyenne et promotion de chaque nettoyage;**
- **Présence sur les lieux de chaque nettoyage et prêt de matériel à tous les participants;**
- **S'assurer de la transmission des consignes de sécurité et mention du partenariat avec la Ville de Montréal;**
- **Gestion du nettoyage et pesée des déchets;**
- **Mise en ligne d'une vidéo à la fin de chaque nettoyage;**
- **Contact avec les travaux publics pour s'assurer du ramassage des déchets suite au nettoyage.**

Conclusion

Pour première année, nous sommes très satisfaits du résultat de cette première collaboration. Nous avons réussi à mobiliser et sensibiliser des centaines de Montréalais et Montréalaises pour la protection de nos cours d'eau. Voici quelques recommandations dans l'éventualité d'une nouvelle collaboration en 2020.

- **Assurer un meilleur contact avec la division des communications de chaque Arrondissement et ne pas seulement compter sur la division des travaux publics pour transmettre l'information;**
- **Créer la programmation en concertation avec les Éco-quartiers et les autres groupes environnementaux si cela est possible;**
- **Collaborer avec la division des communications de chaque Arrondissement pour maximiser les retombées médiatiques;**



Rapport 2019

Conclusion

Outre les 11 nettoyages officiels, plus d'une quarantaine de nettoyage ont été effectués pour la Mission 100 tonnes par des citoyens et/ou des organismes. L'un des objectifs de la Mission 100 tonnes est justement de mobiliser les citoyens à entreprendre des nettoyages de leur propre initiative. C'est donc une grande réussite d'avoir mobilisé des centaines de citoyens à faire des nettoyages en dehors des nettoyages officiels. Le nombre de personnes participants à ces différents nettoyages varie de 1 à 200 personnes, mais on parle d'une moyen d'environ 30 personnes par nettoyage. Le rôle de la Mission 100 tonnes dans l'organisation de ces nettoyages est principalement, grâce à ces actions de communication, la mobilisation des gens à organiser ces nettoyages et à s'y joindre. Nous avons régulièrement accompagné des volontaires pour les conseiller dans leurs démarches. Nous nous sommes également joint à certains d'entre eux pour les aider dans leur nettoyage et pour leur faire profiter de notre matériel de nettoyage.

Concernant les différences au niveau budgétaire, nous avons été obligés de mettre beaucoup plus d'heures de travail en planification et en logistique car la communication avec chacun des Arrondissement à nécessité plus de travail que nous l'avions évalué au départ. Ceci ne nous a aucunement empêché d'atteindre nos objectifs, mais nous avons réduit quelque peu les budgets de promotion afin de compenser.

Sur les réseaux sociaux c'est près d'une cinquantaine de publications, dont 11 vidéos, qui ont été publiées avec la mention de notre partenariat avec la Ville de Montréal. Nous avons en moyenne 3500 personnes atteintes par publication. Le bandeau de la page Facebook de la Mission 100 tonnes a également eu une photo avec la mention de la Ville de Montréal durant 50 jours durant la saison estivale.







Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208927003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter les avenants 2020-2 et 2020-3 au contrat de prêt de 60 millions de dollars entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal bonifiant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 (PAUPME) avec le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et augmentant le montant du prêt de 10 millions de dollars.

Il est recommandé :
1. d'approuver l'avenant 2020-02 au contrat de prêt de 60 millions de dollars conclu entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 afin de pouvoir faire bénéficier les entreprises du Volet AERAM;
2. d'approuver l'avenant 2020-03 au contrat de prêt de 60 millions de dollars conclu entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 afin d'augmenter le montant du prêt de 10 millions de dollars
3. d'approuver la réception de la somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-23 11:52

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208927003**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter les avenants 2020-2 et 2020-3 au contrat de prêt de 60 millions de dollars entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal bonifiant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 (PAUPME) avec le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et augmentant le montant du prêt de 10 millions de dollars.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2020, le Québec connaît une situation économique exceptionnelle causée par la pandémie de la COVID-19;
Cette pandémie et les mesures restrictives afférentes affectent grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;
Dans ce contexte, le 3 avril 2020, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19; cette mesure est dotée d'une enveloppe de 150 millions de dollars rendue disponible aux municipalités régionales de comté (MRC) et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises.
Le programme d'aide du gouvernement, dont l'objectif est de favoriser l'accès à une aide financière pour les entreprises afin de maintenir, consolider ou relancer les activités affectées par la pandémie de la COVID-19, a permis à l'agglomération de Montréal de recevoir un prêt au montant de 40 millions de dollars qui vise à soutenir, pour une période limitée, les entreprises admissibles.
Le 2 juin 2020, le gouvernement a autorisé une enveloppe additionnelle de 100 M$ aux municipalités régionales de comté (MRC) et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises;

Un prêt additionnel au montant de 20 millions de dollars a été octroyé à l'agglomération de Montréal afin de bonifier le programme d'aide qui vise à soutenir, pour une période limitée, davantage d'entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19;

Le 1er octobre 2020, le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) a annoncé la bonification du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) avec le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM).

Un prêt additionnel au montant de 10 millions de dollars a été octroyé à l'agglomération de Montréal afin de bonifier le programme d'aide qui vise à soutenir, pour une période limitée, davantage d'entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19.

Jusqu'à maintenant, près de 74 % du prêt de 60 millions de dollars a été octroyé aux entreprises admissibles au programme d'aide.

Le présent dossier vise à faire adopter les avenants 2020-2 et 2020-3 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la mise en place du Programme d'aide financière dans l'agglomération de Montréal.

La Ville de Montréal a confié à ses organismes délégataires, les six (6) organismes du réseau PME MTL, sa gestion ainsi que son déploiement sur le territoire de l'agglomération, incluant le volet AERAM, et ce, en conformité avec les normes du programme définies par le gouvernement du Québec. Les ajustements requis aux ententes de délégation feront l'objet d'un dossier distinct.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 20 0376 - 27 août 2020 «Adopter l'avenant 2020-1 au contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal prolongeant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 (CG20 0212) afin d'augmenter le montant du prêt de 20 millions de dollars »
CG20 0239 – 14 mai 2020 « Approuver les projets d'addendas aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL, conditionnellement à l'autorisation de la Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation »
CG 20 0212 – 23 avril 2020 « Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet »

DESCRIPTION

L'avenant 2020-2 au contrat de prêt prévoit les modifications au contrat de prêt conclu entre le MEI et la Ville, soit :
L'ajout du Volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) pour les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.Ce volet s'applique aux entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges), ce qui est le cas de l'agglomération de Montréal, et dans un secteur d'activités économiques impacté.

L'entreprise admissible à ce volet pourra voir convertir en pardon de prêt (transformation du prêt en subvention) l'équivalent de 80 % de son prêt octroyé dans le cadre du PAUPME, et ce, en fonction des conditions suivantes :
- être une entreprise devant cesser en tout ou en partie ses activités;
- le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par établissement et doit être réclamé pour des frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
- les taxes municipales et scolaires;
- le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
- les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
- les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);

- les assurances;
- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association.

Les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

Les entreprises sont admissibles à l'aide bonifiée pour un mois donné, si elles ont été visées par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant ce mois;
Ce volet est en vigueur pour le mois d'octobre 2020. En cas de prolongation de l'ordonnance de fermeture, il pourra s'appliquer jusqu'au mois de décembre 2020;
Les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME peuvent déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

Les sommes transformées en subvention à une entreprise suite à un « pardon de prêt » ne feront pas l'objet d'un remboursement par les PME MTL à la Ville et par la Ville au gouvernement du Québec.

Les actifs du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme. Ces frais ne peuvent excéder 3 % de l'enveloppe budgétaire allouée dans le cadre du programme.

Toutes les autres conditions et modalités du prêt consenti par le MEI à la Ville de Montréal demeurent inchangées.

L'avenant 2020-3 au contrat de prêt prévoit les modifications au contrat de prêt conclu entre le MEI et la Ville, soit :

- l'augmentation du prêt de 60 000 000 $ à 70 000 000 $;
- les modalités de versement de ce montant additionnel.

Toutes les autres conditions et modalités du prêt consenti par le MEI à la Ville de Montréal, incluant les nouvelles modalités apportées par l'avenant 2020-02, demeurent inchangées.

Cette somme sera versée à la Ville sous forme de prêt sans intérêt;

Le MEI procédera au déboursement du montant de 10 000 000 $ si la Ville a démontré que le premier versement de 40 000 000 $ et le deuxième versement de 10 000 000 $ ont été utilisés à 100 % et le troisième versement de 10 000 000 $ a été utilisé à un minimum de 75 % aux fins du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises.

JUSTIFICATION

Le présent dossier s'inscrit dans la suite des mesures d'urgences promulguées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal.
Le programme permet à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d'urgences pour aider les entreprises dans le contexte de la crise du COVID-19, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022, Accélérer Montréal , et ainsi qu'à l'entente intervenue entre la Ville et le MEI relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en oeuvre de cette stratégie.
L'approbation des deux avenants permettra de diminuer les conséquences économiques de la pandémie et des fermetures ordonnées pour les entreprises admissibles et favoriser la relance de leurs activités.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu à l'Article 19 (11.1) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.
L'approbation des addendas 2020-2 et 2020-3 au contrat de prêt n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec l'économie sociale ainsi qu'en aidant les entreprises oeuvrant dans ce secteur à surmonter les effets de la crise liée au Covid-19.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre la continuité du Programme d'aide d'urgence aux PME impactées par la crise du Covid-19 qui s'applique à l'ensemble du territoire de l'agglomération.
Le "pardon de prêt" représente une mesure positive sur la capacité financière des entreprises dans un contexte de relance économique.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La non continuité du programme pourrait affecter négativement la capacité des entreprises montréalaises à reprendre leurs opérations après la crise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ajustements apportés par les avenants ont déjà été annoncés par le gouvernement du Québec. Aucune opération de communication n'est donc prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur du nouveau Volet: Décembre 2020;
Début de l'octroi de l'aide aux entreprises: Décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie BOCHET
Conseillère en analyse et gestion financière

Tél : 514-868-7885
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-11-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208927003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter les avenants 2020-2 et 2020-3 au contrat de prêt de 60 millions de dollars entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal bonifiant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 (PAUPME) avec le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et augmentant le montant du prêt de 10 millions de dollars.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à leur validité et à leur forme, les avenants 2020-2 et 2020-3 au Contrat de prêt intervenu entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal.

FICHIERS JOINTS

Avenant_Montréal_Contrat de prêt-signed 10M$ (2020-03).pdf

Avenant zones rouges_Montréal (1).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

AVENANT 2020- 3

AU CONTRAT DE PRÊT

conclu dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises

ENTRE

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation ici représenté par Mario Limoges, sous-ministre adjoint à l'entrepreneuriat et à la compétitivité des entreprises et des régions, pour et au nom du gouvernement du Québec, dûment autorisé en vertu des Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Économie et de l'Innovation (RLRQ, chapitre M-14.1, r. 2),

ci-après appelé le « **MINISTRE** »;

ET

La Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____,

ci-après appelée la « **VILLE**».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le 28 avril 2020, le gouvernement du Québec et la VILLE ont signé un contrat de prêt pour l'établissement de la mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19, le programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises;

ATTENDU QUE ce contrat de prêt précise les modalités du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises et les modalités de remboursement du prêt consenti à la VILLE par le gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement du Québec depuis le 30 septembre 2020 et dont la fermeture a été ordonnée afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, ces modifications ayant été confirmées dans un avenant au contrat de prêt;

ATTENDU QUE le 2 juin 2020, le gouvernement du Québec a autorisé une enveloppe additionnelle de 100 000 000 $ aux municipalités régionales de comté et aux villes afin que celles-ci viennent directement en aide aux entreprises;

ATTENDU QUE les conditions et modalités d'octroi d'un prêt additionnel aux municipalités régionales de comté et aux villes ont été autorisées le 2 juin 2020;

ATTENDU QUE la VILLE a reçu un montant additionnel de 20 000 000 $, lequel a été confirmé dans un avenant au contrat de prêt;

ATTENDU QUE la VILLE est admissible à un montant additionnel de 10 000 000 $;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier certaines conditions et modalités prévues aux articles 1 et 2 du contrat pour tenir compte de ce montant additionnel octroyé à la VILLE.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1.- L'article 1 du contrat de prêt signé le 28 avril 2020, modifié par l'avenant 1, est de nouveau modifié par le remplacement de « soixante millions de dollars (60 000 000 $) » par « soixante-dix millions de dollars (70 000 000 $) ».

2.- L'article 2.1 de ce contrat, modifié par l'avenant 1, est de nouveau modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

« e. un quatrième versement, au montant de dix millions de dollars (10 000 000 $), si elle a démontré que les premier et le deuxième versements ont été utilisés à 100 % et que le troisième versement a été utilisé à un minimum de 75 % aux fins du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises ».

Initiales des parties

_____

_____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT AVENANT AU CONTRAT DE PRÊT SIGNÉ LE 28 AVRIL 2020, FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX.

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

à Québec, ce 11ième jour de novembre 2020.



Mario Limoges

sous-ministre adjoint

Secteur de l'entrepreneuriat, de la compétitivité des entreprises et des régions

POUR LA VILLE

à……..……., ce…..……. jour de…..……. 2020.

Me Yves Saindon

Greffier

AVENANT 2020-

AU CONTRAT DE PRÊT

conclu dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises

ENTRE

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation ici représenté par Mario Limoges, sous-ministre adjoint du Secteur de l'entrepreneuriat, de la compétitivité des entreprises et des régions, pour et au nom du Gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MINISTRE** »;

ET

La Ville de Montréal, personne moral de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____,

ci-après appelée la « **Ville** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le 28 avril 2020, le gouvernement du Québec et la **Ville** ont signé un contrat de prêt pour l'établissement de la mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19, le programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises, dans le cadre de son Fonds local d'investissement;

ATTENDU QUE ce contrat de prêt précise les modalités du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises et les modalités de remboursement du prêt consenti à la **Ville** par le gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE suite à cette décision, il y a lieu d'apporter des modifications à l'égard du contrat de prêt et du cadre d'intervention du programme Aide d'urgence aux PME.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1.- L'article 3.4 du contrat de prêt signé le 28 avril 2020 est remplacé par l'article suivant :

> « 3.4 rendre compte mensuellement d'un état de situation présentant les prêts, garanties de prêts et pardons de prêts octroyés par entreprise dans le cadre du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises suivant les exigences prescrites et par l'intermédiaire de tout outil mis à sa disposition par le **MINISTRE**; ».

2.- L'article 5.1 de ce contrat est remplacé par l'article suivant :

> « 5.1 La **Ville** s'engage à rembourser le montant total du prêt consenti selon les modalités suivantes :
>
> a. un versement est effectué le 31 mars 2030.
>
> Ce versement est égal à l'évaluation du portefeuille de placements, jusqu'à concurrence du montant prêté.
>
> Dans la mesure où, le 31 mars 2030, la **Ville** ne dispose pas des liquidités suffisantes pour acquitter en totalité le solde du prêt consenti, ce solde devra être remboursé à la demande du **MINISTRE**.
>
> Les sommes octroyées par une **Ville** sous la forme de pardon de prêt aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 ne feront pas l'objet d'un remboursement au gouvernement.
>
> Sous condition d'un déploiement des sommes accordées, le **MINISTRE** pourrait potentiellement radier, à terme, une portion du prêt dans la mesure où celle-ci démontre qu'elle ne pourra pas récupérer les sommes en raison de la fermeture définitive des entreprises aidées. ».

3.- L'article 7. de ce contrat est remplacé par l'article suivant :

> « La **Ville** s'engage à utiliser les actifs du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises aux seules fins de la réalisation des activités de ce programme.

Les actifs du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme. Ces frais ne peuvent excéder 3 % de l'enveloppe budgétaire allouée dans le cadre du programme. ».

4.- L'annexe Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Cadre d'intervention du contrat de prêt est remplacée par la suivante :

PROGRAMME AIDE D'URGENCE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

CADRE D'INTERVENTION

1. Objectif

Le programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19. Ce programme s'inscrit dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

2. Clientèles admissibles

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- la production ou distribution d'armes;
- les jeux de hasard et d'argent, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- la production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;
- toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

Conditions d'admissibilité :

- l'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- l'entreprise ne doit pas être sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), ch. B-3);

- l'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- l'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- l'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19.

3. Projets admissibles

Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.

Le financement porte sur le besoin en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminé sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.

Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidité causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

4. Nature de l'aide accordée

L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3 %.

Un moratoire de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt. Un moratoire additionnel allant jusqu'à 12 mois sur le capital pourra être accordé.

Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.

L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

Volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale

Le 1er octobre 2020, une bonification du PAUPME, le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM), a été annoncé pour les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.

Ce volet s'applique aux entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté.

L'entreprise admissible à ce volet pourra voir convertir en pardon de prêt l'équivalent de 80 % de son prêt octroyé dans le cadre du PAUPME, et ce, en fonction des conditions suivantes :

- être une entreprise devant cesser en tout ou en partie ses activités;
- le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par établissement et doit être réclamé pour des frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
  - les taxes municipales et scolaires;
  - le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
  - les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
  - les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
  - les assurances;
  - les frais de télécommunication;
  - les permis et les frais d'association.

Les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

- les entreprises sont admissibles à l'aide bonifiée pour un mois donné, si elles ont été visées par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois;
- ce volet est en vigueur pour le mois d'octobre 2020. En cas de prolongation de l'ordonnance de fermeture, il pourra s'appliquer en novembre 2020 et en décembre 2020;
- les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME peuvent déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

5. Conditions de versement et de remboursement des aides consenties

Les projets autorisés feront l'objet d'un contrat entre la Ville et l'entreprise.

Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt ainsi que les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

- Dans le cadre du volet AERAM, le contrat établira les modalités du pardon de prêt pour les frais fixes admissibles encourus par l'entreprise. Le pardon de prêt prendra effet à la fin du moratoire de remboursement de trois mois (capital et intérêt) et sur réception des pièces justificatives démontrant les frais fixes admissibles déboursés pour la période couverte. Ces documents sont requis pour déterminer le montant admissible au pardon de prêt.

Le contrat de prêt établira les modalités de reddition de comptes de l'entreprise.

6. Modalités générales du programme

Le programme se termine le 30 avril 2021.

En conséquence, à compter du 1er mai 2021, les MRC et Villes devront cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce programme.

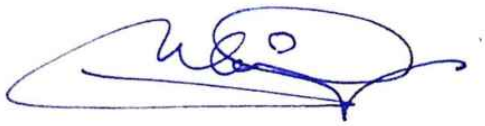
7. Résultats visés

Le programme vise le maintien, consolidation et relance des activités des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT AVENANT- AU CONTRAT DE PRÊT, FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

à Québec, ce 21ième jour d'octobre 2020.



Mario Limoges

Sous-ministre adjoint

Secteur de l'entrepreneuriat, de la compétitivité des entreprises et des régions

POUR LA Ville

à……..…….., ce…..……. jour de…..…….. 2020.

Yves Saindon

greffier

Initiales des parties

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208927003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Adopter les avenants 2020-2 et 2020-3 au contrat de prêt de 60 millions de dollars entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal bonifiant le Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 (PAUPME) avec le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et augmentant le montant du prêt de 10 millions de dollars.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208927003 MEI 10M$.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4254

Co-Auteur Nathalie Bouchard
Conseillère en gestion - Finances
Tél: (514) 872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-23

Raoul CYR
Directeur - comptabilité et informations financières
Tél : 514-872-2436

Division : Service des finances , Direction De La Comptabilité Et Des Informations Financières

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1206794002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 250 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique (MSP) en raison des besoins créés par la COVID-19 pour soutenir la coordination des interventions sociales et offrir des services de proximité adaptés aux besoins des citoyens, pour l'année 2021 / Approuver le projet de lettre d'engagement du MSP établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution / Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de 250 000 $ / Autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale à en assurer la répartition et le suivi

Il est recommandé :

1. d'autoriser la réception d'une contribution financière de 250 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique (MSP) en raison des besoins créés par la COVID-19 pour soutenir la coordination des interventions sociales et offrir des services de proximité adaptés aux besoins des citoyens, pour l'année 2021;
2. d'approuver le projet de lettre d'engagement du MSP établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution;
3. d'autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de 250 000 $ et autoriser le virement de ce montant vers le Service de la diversité et de l'inclusion;
4. d'autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale à affecter ce montant pour le soutien aux interventions sociales conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-27 09:50

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206794002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 250 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique (MSP) en raison des besoins créés par la COVID-19 pour soutenir la coordination des interventions sociales et offrir des services de proximité adaptés aux besoins des citoyens, pour l'année 2021 / Approuver le projet de lettre d'engagement du MSP établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution / Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de 250 000 $ / Autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale à en assurer la répartition et le suivi

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 septembre dernier, le ministère de la Sécurité publique (MSP) annonçait l'octroi d'une aide financière d'urgence de 2 M$ aux organismes communautaires et aux centres urbains pour soutenir les milieux face aux défis vécus sur le terrain en contexte de pandémie. De ce montant, 250 000 $ sont destinés à la Ville. En effet, la Ville étant un partenaire incontournable dans les efforts gouvernementaux pour endiguer la propagation de la COVID -19, le gouvernement du Québec souhaite mettre à profit sa capacité à former des réseaux et à coordonner les interventions afin d'offrir des services de proximité adaptés aux besoins de la population en collaboration avec les organismes communautaires. En outre, la Ville dispose de structures de coordination pour agir en matière de développement social et d'inclusion des clientèles vulnérables. Cette reconnaissance du positionnement stratégique des administrations locales et régionales est au cœur de la politique ministérielle en prévention de la criminalité du MSP.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

L'aide financière octroyée par le MSP en raison des besoins créés par la COVID-19 vise à soutenir la coordination des interventions et à offrir des services de proximité adaptés aux

besoins de la population, en collaboration avec les organismes qui agissent sur son territoire.
À Montréal, cette somme permettra de bonifier ou d'ajouter des interventions dans l'espace public afin de favoriser la sécurité et la cohabitation. Elle permettra de renforcer des interventions dans le métro et ajouter des interventions ponctuelles visant à répondre à des enjeux de sécurité urbaine et de cohabitation sociale.

JUSTIFICATION

Avec la pandémie, les problématiques de vulnérabilités, d'insécurité et de cohabitation dans l'espace public se sont accentuées de manière exponentielle. Une présence accrue d'intervenants qualifiés dans certains secteurs est un besoin avéré et exprimé par les acteurs en sécurité urbaine consultés par le MSP et la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de dépenses équivalent à l'entente avec le MSP soit, une somme de 250 000 $ est requis. Cette dépense sera assumée par la ville centrale.
Cette dépense additionnelle provenant d'une subvention du MSP sera consacrée à couvrir différentes dépenses de fonctionnement, notamment pour soutenir des actions en matière de cohabitation sociale.

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses. Ce montant additionnel devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale .

La lettre de confirmation du versement de cette somme est disponible en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette initiative s'inscrit dans la priorité 3 du plan de développement durable 2016-2020 *Ensemble pour une métropole durable* qui se lit comme suit : « Assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les interventions déployées dans le cadre de cette initiative visent à réduire les préjudices aux personnes marginalisées tout en recherchant des solutions équitables et inclusives aux enjeux vécus par une partie de la population. En ce sens, les projets soutenus permettront d'aller plus loin dans l'aide offerte par la Ville aux personnes vulnérables.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

C'est dans le cadre de la pandémie actuelle que la Ville a reçu ce soutien financier du MSP. L'utilisation de ce budget de dépense additionnelle permettra à la Ville d'adoucir les effets néfastes de la pandémie qui perdure, auprès des populations les plus vulnérables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévue dans la lettre d'engagement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2020 Présentation du dossier au comité exécutif

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc LORTIE
Conseiller en developpement communautaire

Tél : 514 872-3553
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-17

Ramana ZANFONGNON
Cheffe de division - Lutte contre la pauvreté et l'itinérance

Tél : 438 354-6851
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice du SDIS
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2020-11-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206794002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 250 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique (MSP) en raison des besoins créés par la COVID-19 pour soutenir la coordination des interventions sociales et offrir des services de proximité adaptés aux besoins des citoyens, pour l'année 2021 / Approuver le projet de lettre d'engagement du MSP établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution / Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de 250 000 $ / Autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale à en assurer la répartition et le suivi

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-11-20 - Lettre engagement VDM et MSP FINALE (visée).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-23

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514 501-6487
Division : Droit contractuel



FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE COVID-19

VILLES

Lettre d'engagement

Bénéficiaire : **Ville de Montréal**

Montant accordé : **250 000 $**

Engagement : L'aide financière supplémentaire octroyée en raison des besoins créés par la COVID-19 vise à soutenir le bénéficiaire dans la coordination des interventions et à offrir des services de proximité adaptés aux besoins de ses citoyens en collaboration avec les organismes qui agissent sur son territoire.

Durée : Le bénéficiaire s'engage à utiliser l'aide financière sur une période maximale de douze (12) mois se terminant au plus tard le 31 mars 2022.

Le financement octroyé par le ministère de la Sécurité publique (MSP) devra être utilisé pour :

- améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux populations vulnérables, notamment en soutenant les coûts liés à l'augmentation des heures d'ouverture des services d'urgence offerts;
- couvrir les coûts liés aux activités de médiation sociale, de soutien et d'accompagnement offertes par les organismes de première ligne afin d'éviter, par une approche préventive, que les situations conflictuelles ne prennent de l'ampleur;
- faciliter l'accès à des montants forfaitaires afin de répondre aux besoins de base (hébergement temporaire, loyer, nourriture, suivi psychosocial d'urgence, dépannage) pour les clientèles vulnérables ou non admissibles aux programmes d'assistance financière comme les personnes en situation d'itinérance, de prostitution ou exploitées sexuellement;
- structurer la prise en charge par les acteurs locaux des jeunes aux prises avec des enjeux de santé mentale et de toxicomanie en coordonnant l'intervention des différents partenaires et favorisant l'accès aux ressources appropriées;
- initier des mesures ou des interventions multidisciplinaires permettant de mieux protéger et servir les populations à risque en fonction des mesures sanitaires en cours.

De plus, le bénéficiaire s'engage à :

cibler et rejoindre les populations vulnérables et à risque de délinquance ou de victimisation; utiliser l'aide financière reçue aux fins pour lesquelles elle a été octroyée et décrites à l'annexe A; indiquer la contribution du MSP dans les activités de communication, les publications, les annonces publicitaires et les communiqués liés à la présente aide financière;

déposer d'ici le 31 mars 2021, un rapport préliminaire et, au plus tard le 31 mars 2022, un rapport final portant sur l'utilisation des fonds octroyés à partir des canevas transmis par le MSP;

conserver les pièces justificatives concernant l'utilisation des fonds;

aviser sans tarder le MSP de tout montant non utilisé de la subvention et, le cas échéant, à procéder à son remboursement.

En foi de quoi, le bénéficiaire a signé

Représentant du bénéficiaire **Lieu et date**

Transmettre par courrier électronique les documents nécessaires à :

prevention.criminalité@msp.gouv.qc.ca

ANNEXE A
UTILISATION DE L'AIDE FINANCIÈRE

La **Ville de Montréal** souhaite bonifier et ajouter des interventions dans l'espace public pour favoriser la sécurité et la cohabitation, dont certaines bénéficient déjà d'un soutien municipal dans le cadre de mesures telles que le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes, le Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine ou le Plan d'action en itinérance 2018-2020.

En conformité avec les orientations et les dépenses admissibles du financement supplémentaire octroyé par le MSP, la Ville de Montréal prévoit :

Bonifier les interventions dans le métro de l'équipe de médiation sociale (50 000 $);
Bonifier ou ajouter des interventions ponctuelles afin de répondre au manque de ressources pour les enjeux de sécurité urbaine et de cohabitation sociale (200 000 $).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206794002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Autoriser la réception d'une contribution financière de 250 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique (MSP) en raison des besoins créés par la COVID-19 pour soutenir la coordination des interventions sociales et offrir des services de proximité adaptés aux besoins des citoyens, pour l'année 2021 / Approuver le projet de lettre d'engagement du MSP établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution / Autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu additionnel de 250 000 $ / Autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale à en assurer la répartition et le suivi

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206794002 Covid-19 2021 v2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-26

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1206037011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m², situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec pour fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 mètres carrés, connu et désigné comme étant les lots 3 041 554, 3 041 553, 3 041 552, 3 041 551, 3 041 550, 3 041 549, 3 041 548, 3 041 547, 3 041 546, 3 041 545, 3 041 544, 3 041 543, 3 041 542, 3 041 541, 3 041 540, 3 041 534, 3 041 533, 3 041 532, 3 041 531, 3 041 530, 3 041 529, 3 041 528, 3 041 527, 3 041 526, 3 041 525, 3 041 524, 3 041 523, 3 041 522, 3 041 521, 3 041 520 et une partie du lot 3 041 555, tous du cadastre du Québec, situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, au prix de 10 000 000 $, plus les taxes applicables, soit 11 497 500 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions stipulés à l'acte.

2. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fidéicommis et le Vendeur, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 60 % par la ville centrale, pour un montant de 6 000 000 $, plus les taxes applicables.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec pour fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 mètres carrés, connu et désigné comme étant les lots 3 041 554, 3 041 553, 3 041 552, 3 041 551, 3 041 550, 3 041 549, 3 041 548, 3 041 547, 3 041 546, 3 041 545, 3 041 544, 3 041 543, 3 041 542, 3 041 541, 3 041 540, 3 041 534, 3 041 533, 3 041 532, 3 041 531, 3 041 530, 3 041 529, 3 041 528, 3 041 527, 3 041 526, 3 041 525, 3 041 524, 3 041 523, 3 041 522, 3 041 521, 3 041 520 et une partie du lot 3 041 555, tous du cadastre du Québec, situé entre l’avenue de Hampton et l’avenue Royal, au nord de l’avenue de Monkland, dans l’arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, au prix de 10 000 000 $ plus les taxes applicables, soit 11 497 500 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions stipulés à l'acte.

2. d’approuver un projet de convention de services professionnels entre Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fidéicommis et le Vendeur, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville.

3. d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 32 % par l’agglomération, pour un montant de 3 200 000 $, plus les taxes applicables.

Il est recommandé au conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec pour fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 mètres carrés, connu et désigné comme étant les lots 3 041 554, 3 041 553, 3 041 552, 3 041 551, 3 041 550, 3 041 549, 3 041 548, 3 041 547, 3 041 546, 3 041 545, 3 041 544, 3 041 543, 3 041 542, 3 041 541, 3 041 540, 3 041 534, 3 041 533, 3 041 532, 3 041 531, 3 041 530, 3 041 529, 3 041 528, 3 041 527, 3 041 526, 3 041 525, 3 041 524, 3 041 523, 3 041 522, 3 041 521, 3 041 520 et une partie du lot 3 041 555, tous du cadastre du Québec, situé entre l’avenue de Hampton et l’avenue Royal, au nord de l’avenue de Monkland, dans l’arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, au prix de 10 000 000 $ plus les taxes applicables, soit 11 497 500 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions stipulés à l'acte.

2. d’approuver un projet de convention de services professionnels entre Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fidéicommis et le Vendeur, établissant certaines obligations constituant une stipulation en faveur de la Ville.

3. d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 8 % par l’arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour un montant de 800 000 $, plus les taxes applicables.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-11-23 10:44

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206037011**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m², situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01

CONTENU

CONTEXTE

Les YMCA du Québec (le « Vendeur ») a offert à la Ville d'acquérir la portion aménagée en parc (l'« Immeuble ») pour la somme de 10 000 000 $, plus les taxes applicables. L'Immeuble sert présentement aux activités du YMCA Notre-Dame-de-Grâce. Le Vendeur s'est montré favorable à vendre l'Immeuble à la condition qu'une partie y soit aménagée à des fins de parc. En contrepartie, le Vendeur s'est engagé à transmettre une lettre d'intention stipulant le maintien des activités du Vendeur dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce. Cette lettre d'intention a été transmise le 16 novembre 2020 à la Ville.

Cette acquisition sera à des fins d'usage mixte. Environ un tiers de l'Immeuble sera dédié à la réalisation d'un projet de logements sociaux et communautaires et les deux tiers restants seront aménagés en parc local. Le partage exact des usages sur l'Immeuble sera confirmé par le Service de l'habitation et l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, suite à la prise de possession.

Suite à l'acquisition de l'Immeuble, le Service de l'habitation planifiera avec ses partenaires le type de projet de logements sociaux et communautaires et le nombre de logements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de présenter aux autorités compétentes pour approbation un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert du Vendeur l'Immeuble, connu et désigné comme étant les lots 3 041 554, 3 041 553, 3 041 552, 3 041 551, 3 041 550, 3

041 549, 3 041 548, 3 041 547, 3 041 546, 3 041 545, 3 041 544, 3 041 543, 3 041 542, 3 041 541, 3 041 540, 3 041 534, 3 041 533, 3 041 532, 3 041 531, 3 041 530, 3 041 529, 3 041 528, 3 041 527, 3 041 526, 3 041 525, 3 041 524, 3 041 523, 3 041 522, 3 041 521, 3 041 520 et une partie du lot 3 041 555, tous du cadastre du Québec, d'une superficie de 8 919,7 m^2, pour un prix de 10 000 000 $, plus les taxes applicables.
Afin de réaliser la transaction avant la fin de l'année 2020, le projet d'acte, si approuvé par les instances municipales, sera signé en spécifiant que la partie du lot 3 041 555 du cadastre du Québec touchée par la transaction nécessitera une opération cadastrale. Le Vendeur s'est engagé à réaliser dans les meilleurs délais cette opération.

Considérant que l'acte de vente ne sera pas publié au registre foncier tant que l'opération cadastrale à l'égard du lot 3 041 555 ne sera pas complétée, le Vendeur convient que le paiement de la transaction sera transmis à son fiduciaire à la suite de la signature de l'acte. Il est attendu, dans le projet de convention de services professionnels à intervenir entre le Vendeur et son fiduciaire, que ce dernier retiendra la totalité du prix de vente dans son compte en fidéicommis, le tout selon les termes et conditions prévus dans ladite convention. En effet, le fiduciaire devra conserver la totalité du prix de vente dans son compte en fidéicommis jusqu'à ce que celui-ci reçoive une confirmation écrite de la part du notaire de la Ville, M^{e} Caroline Boileau, indiquant que l'acte de vente a été dûment publié au registre foncier par sommaire, et ce, sans entrée adverse. Sur réception d'une telle confirmation, le fiduciaire pourra remettre le prix de vente au Vendeur.

L'étude de caractérisation des sols phases I et II, réalisée par l'entreprise WSP, conclut que la qualité des sols de l'Immeuble est conforme aux usages projetés.

Le dossier sera présenté à la Commission permanente sur l'examen des contrats, puisqu'il s'agit d'un contrat dont la valeur est supérieure à 10 M$ et est transigé à une valeur inférieure à la valeur marchande.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· L'acquisition de l'Immeuble permettra de créer un parc local dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce.

· L'acquisition de l'Immeuble permettra la réalisation d'un projet de logements sociaux et communautaires.

· Le prix d'acquisition de 10 000 000 $ (1 121,11 $/$m^2$), plus les taxes applicables, a été négocié de gré à gré avec le Vendeur. Le prix d'acquisition est inférieur à l'évaluation de la valeur marchande établie par la Division des analyses immobilières du SGPI.

· L'ensemble des intervenants est favorable à l'acquisition de l'Immeuble.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette acquisition au prix de 11 497 500 $, taxes incluses, soit 10 498 750 $ net de ristourne, sera assumée comme suit :
SGPI - Un montant maximal de 6 299 250 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-040 – Acquisition et travaux sur immeubles.

Service de l'habitation : Un montant maximal de 3 359 600 $ sera financé par le règlement d'emprunt Acquisition d'immeubles destinés à la revente à des organismes communautaires pour la réalisation de nouveaux logements sociaux et communautaires RCG 18-029 Acquisitions Immobilières à des fins de revente CG 18 04 68. Ces budgets sont de compétence d'agglomération puisqu'ils concernent le logement social qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce: Un montant maximal de 839 900 $ sera financé par le surplus affecté de l'Arrondissement, soit 500 000 $ par le surplus affecté au Fonds d'achat et d'aménagement de terrains et 339 900 $ par le surplus affecté à la rénovation et à la construction de bâtiments.

Cette dépense sera assumée à 32 % par l'Agglomération, à 60 % par la Ville-Centre et à 8 % par l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Elle sera faite en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette acquisition permettra la création d'un parc local, tout en améliorant la qualité de vie des citoyens du quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette acquisition permettra la création d'un parc local et la réalisation d'un projet de logements sociaux et communautaires. Tout délai ou refus d’approbation par les instances risque de compromettre cette transaction.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a aucun impact sur le dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y aura une opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2020 : signature de l'acte
Hiver 2021 : réalisation de l'opération cadastrale prévue à la transaction
Hiver 2021 : publication de l'acte de vente par sommaire au registre foncier

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Johanne DEROME, 20 novembre 2020
Marianne CLOUTIER, 20 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-18

Jacinthe LADOUCEUR
Chef de division des transactions

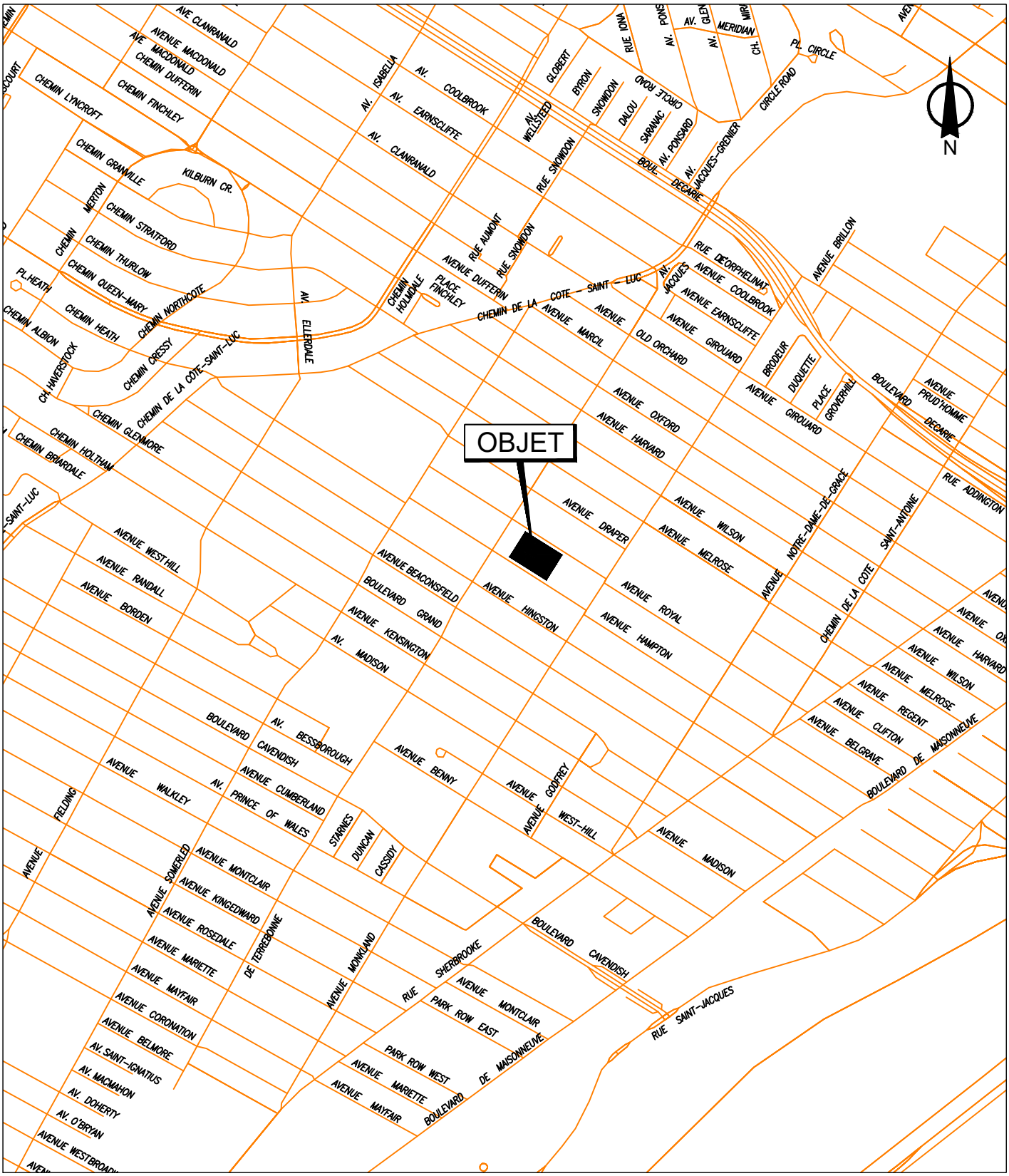
Tél : 514 872-0069
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-11-23



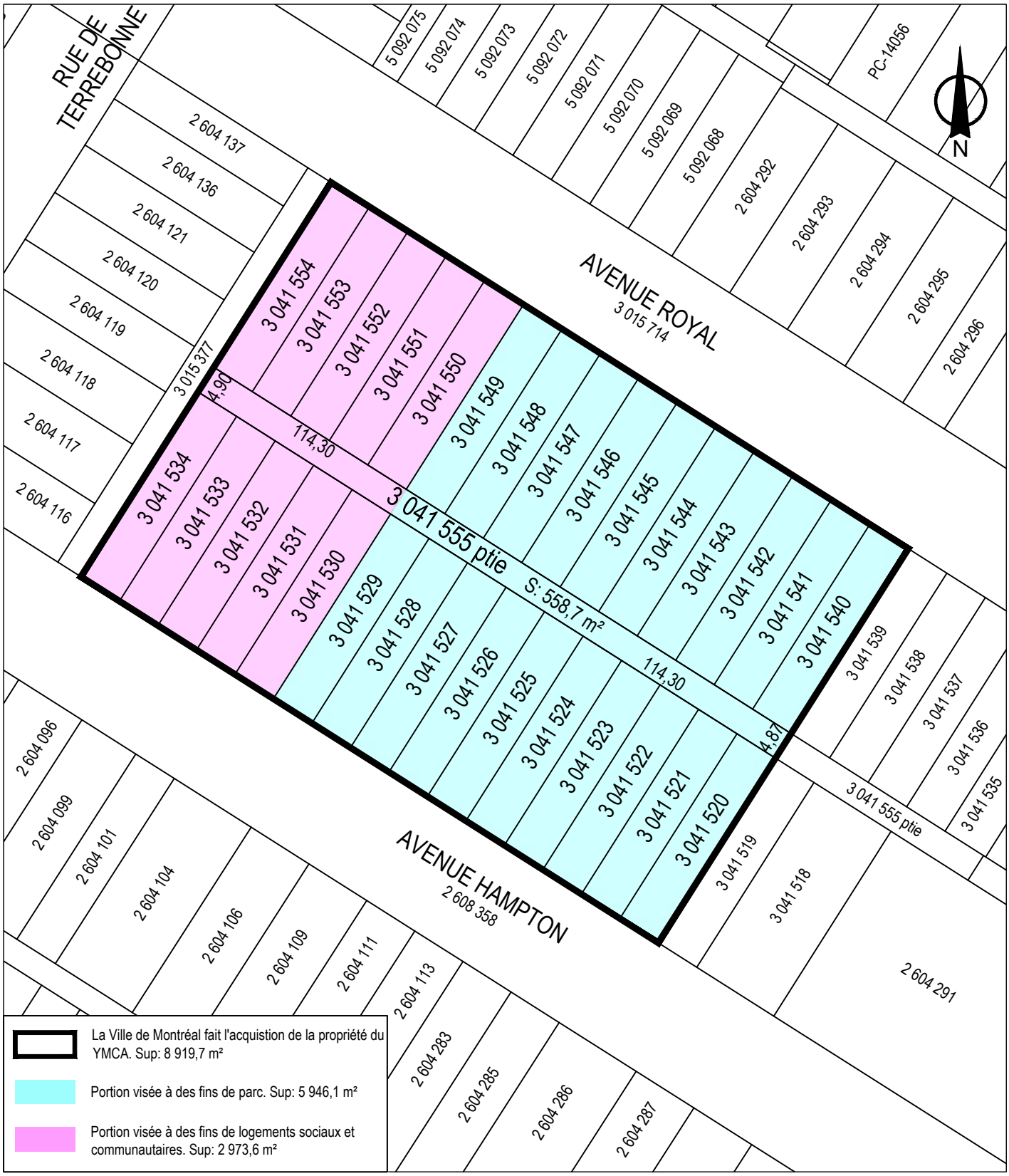
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7260-01
Mandat: 18-0053-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 20-06-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



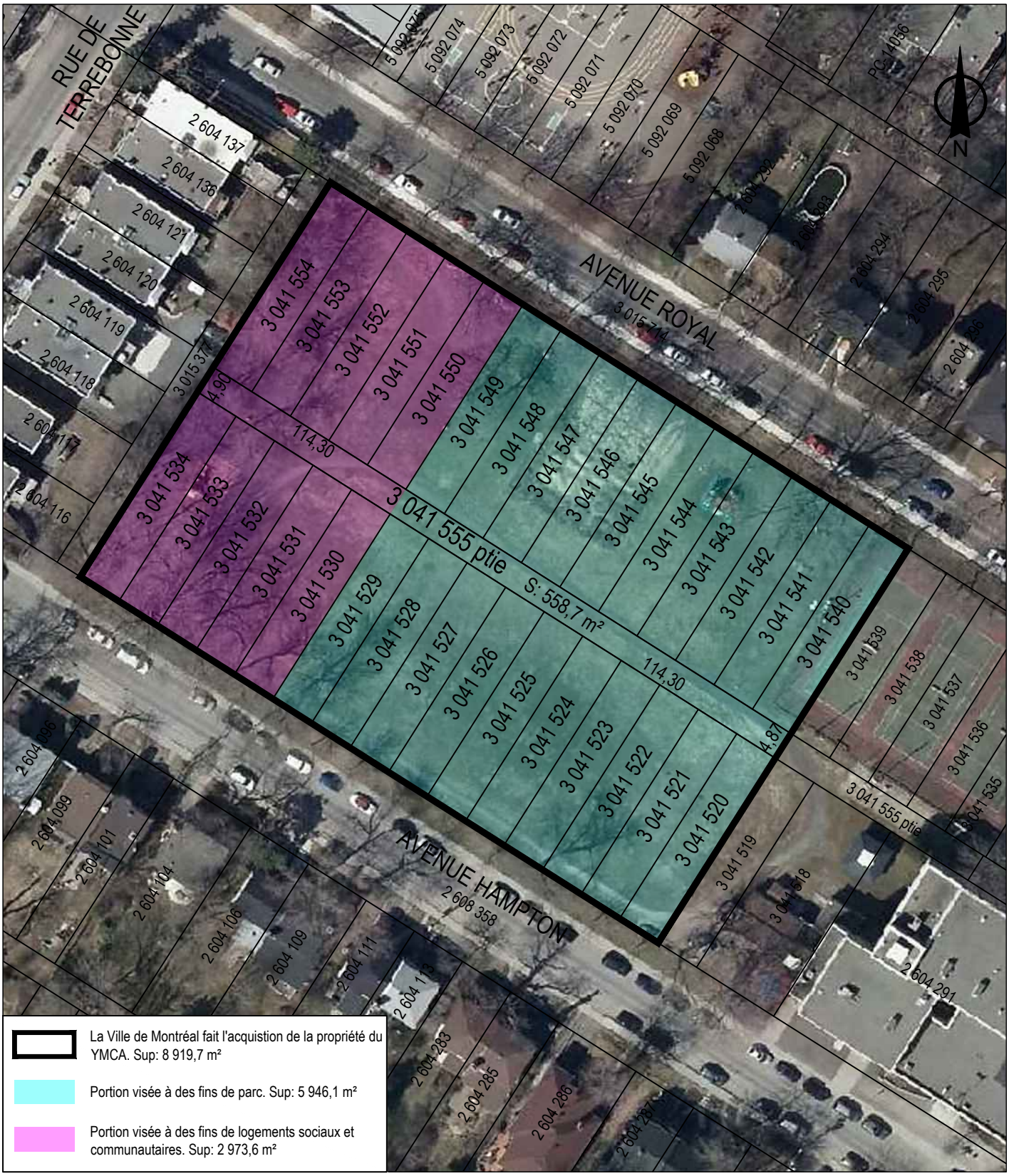
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H05-005-7260-01
Mandat: 18-0053-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:900
Date: 20-06-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



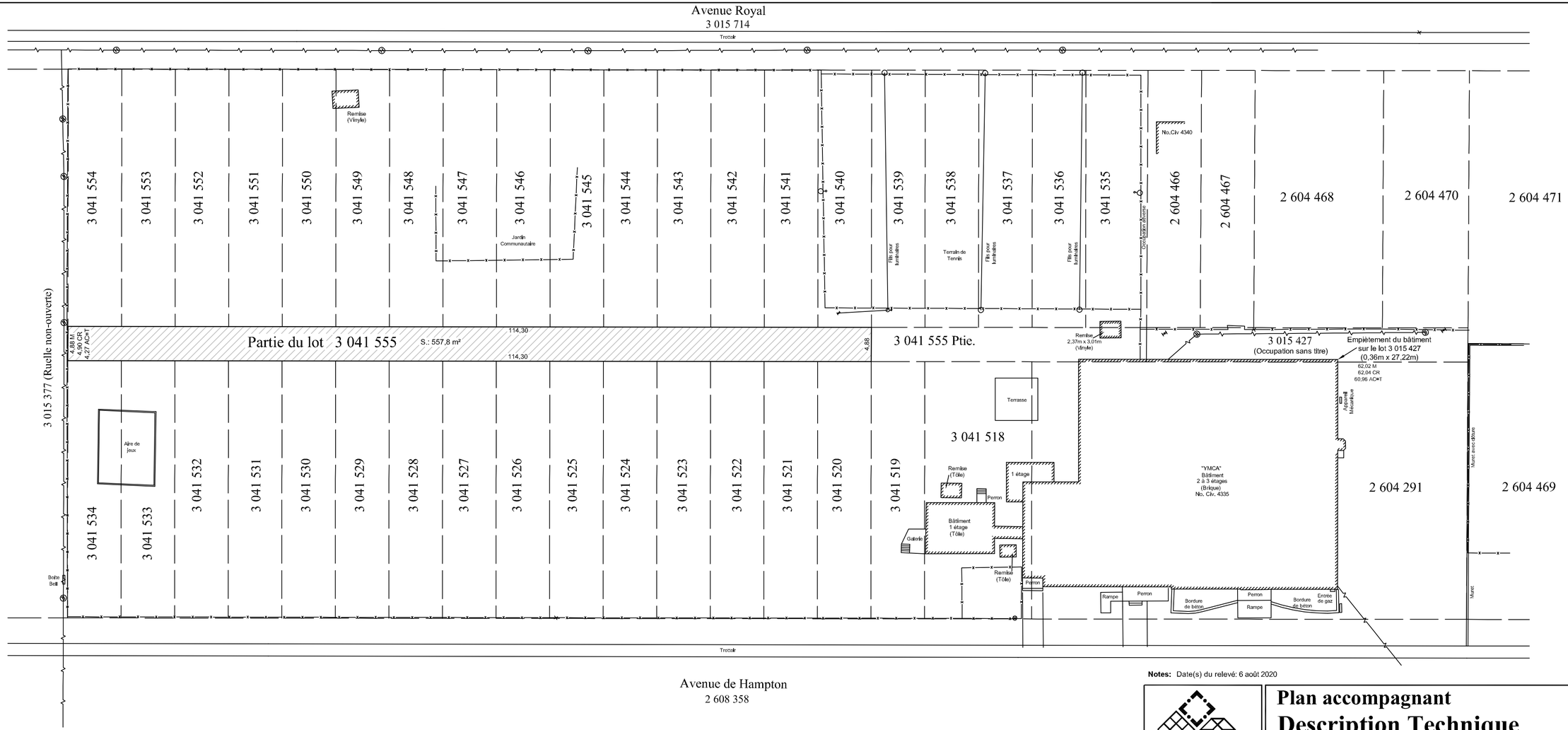
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

Plan P: plan de cadastre & photo aérienne
Dossier: 31H05-005-7260-01
Mandat: 18-0053-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:900
Date: 20-06-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



Notes: Date(s) du relevé: 6 août 2020

Le Groupe Conseil
T.T. Katz Blain+Paquin

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
INGÉNIEURS-CONSEILS

LAND SURVEYORS
CONSULTING ENGINEERS

3901 o. Jean-Talon, bureau 300
Montréal, Québec H3R 2G4
Tél: 514 341-3408
Fax: 514 341-0058
info@katz.qc.ca

Plan accompagnant
Description Technique

Date	23 novembre 2020		
Dossier File	Projet Project	Plan Drawing
49415	20835	76

Échelle Scale	1:400 Mesure Métrique	Chef d'équipe Crew chief	R.C.	Calcul par Computed by	S.P.
Lot(s) no.	Partie du lot 3 041 555	Dessiné par Drawn by	G.S.	Vérifié par Verified by	
Cadastre	Québec				
Circonscription foncière Registration division	Montréal				
Municipalité Municipality	Ville de Montréal (arr. Côte-des-Neiges/NDG)				

Signé à Montréal

Robert Katz

No. Minute: 12598 A.G. Ing. Q.L.S. Eng.

Notes
Nonobstant les servitudes pouvant être indiquées au présent plan, cette propriété doit faire l'objet d'une recherche notariale pour compléter et/ou confirmer les titres et les servitudes l'affectant.

Toute reproduction de ce plan est interdite en vertu des dispositions de la loi sur les droits d'auteur R.S.C., C-30, S1.

Toutes les dimensions de lot(s) montrées concordent avec celles inscrites au Titre et Cadastre (si applicable), sauf indication contraire.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206037011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m², situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de vente donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du conseiller juridique du Vendeur à l'effet que le Vendeur est d'accord avec ce projet d'acte de vente.

Considérant que l'acte de vente ne sera pas publié au registre foncier tant que l'opération cadastrale à l'égard du lot 3 041 555 ne sera pas complétée, un contrat de services professionnels a été signé entre le Vendeur et son Fiduciaire afin de s'assurer que le prix de vente soit retenu dans le compte en fidéicommis du Fiduciaire, et ce, jusqu'à ce que celui-ci reçoive une confirmation écrite de notre Service indiquant que l'acte de vente a été dûment publié au registre foncier par sommaire, et ce, sans entrée adverse. La Ville signe le contrat de services professionnels qu'aux seules fins d'accepter les stipulations qui sont faites en sa faveur par le Vendeur et son fiduciaire. Compte tenu de ce qui précède, le chèque, représentant le prix d'acquisition de l'Immeuble, doit être libellé à l'ordre de Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fidéicommis.

N/D 20-002556

FICHIERS JOINTS

2020-11-23 Acquisition.docContrat de services profesionnels signé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-589-7571

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-23

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-589-7571

Division : Droit notarial

1206037011
20-002556

L'AN DEUX MILLE VINGT

Le

Devant **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

LES YMCA DU QUÉBEC, personne morale sans but lucratif (anciennement connue sous le nom de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL), légalement constituée le vingt-quatre (24) décembre mille huit cent soixante-dix (1870) en vertu des lois du Québec et maintenant régie par la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), immatriculée sous le numéro 1141011800 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1435, rue Drummond, à Montréal, province de Québec, H3G 1W4, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, représentée par _____, greffier et _____, secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisés en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à la minute 3 602 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée;

c) de l'article 130 paragraphe 6 de la Charte;

d) de l'article 5, alinéa 2 du Règlement intérieur du conseil d'Arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044); et

e) de la résolution numéro CA adoptée par le conseil

d'arrondissement le ( ) deux mille vingt (2020) et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par la représentante avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Le Vendeur et la Ville sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

Lesquelles, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU que, conformément à ses règlements généraux, le conseil d'administration du Vendeur a obtenu l'approbation d'au moins les deux tiers des voix exprimées par les membres du Vendeur, une copie de la résolution approuvant la présente transaction étant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable par le Vendeur en présence de la notaire soussignée;

ATTENDU QUE le Vendeur a remis une lettre à la Ville le seize (16) novembre deux mille vingt (2020) dans laquelle il confirme avoir l'intention de maintenir ses activités sur le territoire de la Ville de Montréal, copie de ladite lettre étant jointe aux présentes après avoir été reconnue véritable par les Parties en présence de la notaire soussignée ;

ATTENDU QUE le Vendeur s'est engagé à procéder dans les meilleurs délais à l'opération cadastrale requise afin d'attribuer un lot distinct à la partie du lot 3 041 555 vendu aux termes des présentes;

Ces faits étant déclarés, **LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

OBJET DU CONTRAT

Le Vendeur vend, à des fins de parc et à des fins de logements sociaux et communautaires, à la Ville qui accepte :

DÉSIGNATION

1) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT (3 041 520)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT ET UN (3 041 521)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

3) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-DEUX (3 041 522)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

4) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (3 041 523)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-QUATRE (3 041 524)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

6) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-CINQ (3 041 525)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

7) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (3 041 526)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

8) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-SEPT (3 041 527)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

9) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-HUIT (3 041 528)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

10) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-NEUF (3 041 529)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

11) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE (3 041 530)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

12) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE ET UN (3 041 531)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

13) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX (3 041 532)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

14) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-TROIS (3 041 533)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

15) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-QUATRE (3 041 534)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

16) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE (3 041 540)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

17) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE ET UN (3 041 541)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

18) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-DEUX (3 041 542)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

19) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-TROIS (3 041 543)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

20) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (3 041 544)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

21) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-CINQ (3 041 545)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

22) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-SIX (3 041 546)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

23) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-**

SEPT (3 041 547) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

24) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-HUIT (3 041 548)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

25) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-NEUF (3 041 549)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

26) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE (3 041 550)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

27) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE ET UN (3 041 551)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

28) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-DEUX (3 041 552)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

29) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-**

TROIS (3 041 553) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

30) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE (3 041 554)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

31) Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-CINQ (3 041 555 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de forme irrégulière, bornée vers le Nord-Est par les lots 3 041 540, 3 041 541, 3 041 542, 3 041 543, 3 041 544, 3 041 545, 3 041 546, 3 041 547, 3 041 548, 3 041 549, 3 041 550, 3 041 551, 3 041 552, 3 041 553, 3 041 554 et mesurant dans cette limite cent quatorze mètres et trente centièmes (114,30 m); vers le Sud-Est par une autre partie dudit lot 3 041 555 et mesurant dans cette limite quatre mètre et quatre-vingt-huit centièmes (4,88 m); vers le Sud-Ouest par les lots 3 041 520, 3 041 521, 3 041 522, 3 041 523, 3 041 524, 3 041 525, 3 041 526, 3 041 527, 3 041 528, 3 041 529, 3 041 530, 3 041 531, 3 041 532, 3 041 533, 3 041 534 du cadastre du Québec et mesurant dans cette limite cent quatorze mètres et trente centièmes (114,30 m); vers le Nord-Ouest par le lot 3 015 377 (Ruelle) et mesurant dans cette limite quatre mètres et quatre-vingt-huit centièmes (4,88 m), selon les mesures et quatre mètres et quatre-vingt-dix (4,90 m) selon le cadastre rénové; contenant une superficie de cinq cent cinquante-sept mètres carrés et huit dixièmes (557,8 m^2);

Le tout conformément au plan annexé à une description

technique préparée par Robert Katz, arpenteur-géomètre, le vingt-trois (23) novembre deux mille vingt (2020) sous le numéro 12598 de ses minutes, dossier 49415-20835-76, une copie de ce plan et de cette description technique demeurant annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après collectivement nommés l'« **Immeuble** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Vendeur est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

1) Pour le lot **3 041 520** : En vertu d'un acte de vente par John Smith DRUMMOND en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 205 177;

2) Pour les lots **3 041 521** et **3 041 522** : En vertu d'un acte de vente par Thomas Charles Savage en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 205 178;

3) Pour les lots **3 041 523** et **3 041 546** : En vertu d'un acte de vente par THE ROSS REALTY COMPANY LIMITED en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le vingt-huit (28) mars mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 208 484;

4) Pour le lot **3 041 524** : En vertu d'un acte de vente par Charlotte Susan Nelson en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 205 179;

5) Pour le lot **3 041 525** : En vertu d'un acte de vente par George Alexander McLean en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 205 180;

6) Pour les lots **3 041 526** et **3 041 527** : En vertu d'un acte de vente par DOMINION EQUITY AND SECURITES COMPANY LIMITED en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le vingt-huit (28) mars mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 208 724;

7) Pour le lot **3 041 528** : En vertu d'un acte de vente par Harry Wiest en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 181;

8) Pour le lot **3 041 529** : En vertu d'un acte de vente par Walter Albert Watson en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 182;

9) Pour le lot **3 041 530** : En vertu d'un acte de vente par Clair Catherine Mc Grory, Bridget Caulfield Mc Grory, Francis Mc Grory, Bernard Mc Grory, Arthur Mc Grory, John McGrory, Wilfrid McGrory, Catherine Mc Grory en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le vingt-huit (28) mars mille neuf cent trente (1930), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 242 617;

10) Pour le lot **3 041 531** : En vertu d'un acte de vente par Ville de Montréal en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le quatre (4) avril mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 209 455;

11) Pour les lots **3 041 532** et **3 041 533** : En vertu d'un acte de vente par Donald McKenzie Rowat en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^e^ Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1^er^) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 183;

12) Pour le lot **3 041 534** : En vertu d'un acte de vente par Bernard Fahey en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^e^ Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1^er^) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 184;

13) Pour les lots **3 041 540** et **3 041 541** en vertu :

- D'un acte de vente par Marguerite Trépanier en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^e^ Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le vingt-huit (28) mars mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 208 169; et

- D'un acte de cession par Marie Marguerite Anna Langevin, Eva Langevin, Edouard W. Lavoie (agissant à titre de tuteur de Cécile Katherine Langevin) en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^e^ Randolf H. BRIDGMAN,

notaire, le vingt-huit (28) mars mille neuf cent trente (1930), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 242 715;

14) Pour les lots **3 041 542** et **3 041 543** : En vertu d'un acte de vente par Albert Arthur Labelle en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 188;

15) Pour le lot **3 041 544** : En vertu d'un acte de vente par Maria Turner en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 189;

16) Pour le lot **3 041 545** : En vertu d'un acte de vente par Jean Baptiste Deseve en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 190;

17) Pour le lot **3 041 547** : En vertu d'un acte de vente par Herbert Harrison en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie

a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 191;

18) Pour le lot **3 041 548** : En vertu d'un acte de vente par James Brazier en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant Me Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 192;

19) Pour le lot **3 041 549** : En vertu d'un acte de vente par Walter V. Rennie en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant Me Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 193;

20) Pour le lot **3 041 550** : En vertu d'un acte de vente par Omer Decoste en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant Me Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 194;

21) Pour les lots **3 041 551** et **3 041 552** : En vertu d'un acte de vente par William Smith Nish en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant Me Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription

foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 195;

22) Pour les lots **3 041 553** et **3 041 554** : En vertu d'un acte de vente par William Allaster en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le premier (1er) février mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro sous le numéro 205 196;

23) Pour le lot **3 041 555** : En vertu d'un acte vente par THE ROSS REALTY COMPANY LIMITED en faveur de YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION OF MONTREAL, reçu devant M^{e} Randolf H. BRIDGMAN, notaire, le vingt-huit (28) mars mille neuf cent vingt-neuf (1929), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 208 316.

GARANTIE

Cette vente est faite avec la seule garantie du droit de propriété et sans aucune garantie et aux risques et périls de la Ville, en ce qui concerne l'état et la qualité des sols de l'Immeuble.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que le Vendeur n'a aucune responsabilité relativement à l'état et la qualité des sols de l'Immeuble, la Ville l'acquérant, à cet égard seulement, à ses seuls risques et périls, qu'elle ait effectué ou non une étude de caractérisation des sols.

POSSESSION

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

TRANSFERT DE RISQUES

La Ville assume les risques afférents à l'Immeuble à compter de la signature des présentes conformément à l'article 950 du *Code civil du Québec*.

DOSSIER DE TITRES

Le Vendeur ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à la Ville relativement à l'Immeuble.

ATTESTATIONS

i) ATTESTATIONS DU VENDEUR

Le Vendeur atteste que :

a) l'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;

b) les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour;

c) l'Immeuble n'est l'objet d'aucune servitude;

d) il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

e) il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est;

f) il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer le présent acte et pour exécuter les obligations qui en découlent. Sa signature du présent acte et l'exécution des obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires et n'exigent aucune autre mesure ni consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune autre mesure ni consentement aux termes d'une loi lui étant applicable;

g) le présent acte constitue une obligation valable et exécutoire du Vendeur;

h) la signature du présent acte, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur des obligations qui en découlent et le respect par celui-ci des dispositions des présentes

n'entraînent pas : (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ce contrat, entente, acte ou engagement; ni (iii) une violation de toute loi;

i) à sa connaissance, il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminent devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

j) il n'est pas en défaut en vertu de quelque jugement, ordre, injonction, décret d'un quelconque tribunal, bureau, agence, arbitre ou commission pouvant affecter l'Immeuble ou la capacité du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes;

k) il n'existe aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit pouvant lier la Ville;

l) l'Immeuble est totalement vacant et exempt de toutes activités

commerciales ou industrielles.

ii) **<u>ATTESTATIONS DE LA VILLE</u>**

La Ville atteste :

a) qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

b) qu'elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

<u>OBLIGATIONS DE LA VILLE</u>

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que la Ville s'engage à remplir, savoir :

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

b) Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Vendeur. Tous autres honoraires professionnels

de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1).

En conséquence, la Ville remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes municipales payée en trop.

Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la date des présentes, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

De plus, le Vendeur reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les*

cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis une copie de ce règlement au Vendeur.

CONSIDÉRATION

Cette vente est ainsi consentie pour le prix de **DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000,00 $),** que le Vendeur reconnaît avoir reçu de la Ville à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

Le Vendeur charge la notaire instrumentante de remettre cette somme à la signature des présentes, à son acquit, à son Fiduciaire, Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fidéicommis. Les Parties consentent à ce que le prix de vente soit remis au Fiduciaire afin qu'il en soit disposée conformément aux termes du Contrat de services professionnels intervenu entre le Vendeur et le Fiduciaire en date du vingt (20) novembre deux mille vingt (2020), DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

RENONCIATION

Le Vendeur, à titre de propriétaire des lots DEUX MILLIONS SIX CENT QUATRE MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-ONZE (2 604 291), TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT DIX-HUIT (3 041 518), TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT DIX-NEUF (3 041 519), TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-CINQ (3 041 535), TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-SIX (3 041 536), TROIS

MILLIONS, QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-SEPT (3 041 537), TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-HUIT (3 041 538), TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-NEUF (3 041 539) du cadastre du Québec et la Ville, à titre de propriétaire de l'Immeuble, renoncent, à toutes fins que de droit, à tout droit de passage pouvant exister en leur faveur suite au dépôt du plan de subdivision créant le lot 170-620 du cadastre de la Municipalité de la Paroisse de Montréal (ruelle), aujourd'hui connu comme étant le lot TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-CINQ (3 041 555) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

EN CONSÉQUENCE, les Parties requièrent l'officier de la publicité des droits de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* (L.R.C. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Vendeur.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de

l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

Le Vendeur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 119307031RT 0001;
T.V.Q. : 1006243548 TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin

comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Vendeur et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : LES YMCA DU QUÉBEC;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : VILLE DE MONTRÉAL;

c) le siège du cédant est au : 1435, rue Drummond, à Montréal, province de Québec, H3G 1W4;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l’Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l’Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000,00 $);

g) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000,00 $);

h) le montant du droit de mutation est de : DEUX CENT QUATRE-VINGT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DOUZE DOLLARS (280 692,00 $);

i) le cessionnaire est un organisme public défini à l’article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l’exonération du droit de mutation conformément à l’article 17a) de ladite loi;

j) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

LES PARTIES déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et l’avoir exemptée d’en donner lecture, les Parties déclarent accepter l’utilisation de procédés technologiques pour

clore le présent acte tel qu'autorisé par l'arrêté 2020-4304 du ministre de la Justice daté du trente et un (31) août deux mille vingt (2020), identifient et reconnaissent véritables les annexes, puis signent à distance en présence de la notaire soussignée.

LES YMCA DU QUÉBEC

_____

Par :

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par :

_____

M^e^ Caroline BOILEAU, notaire

CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS

Intervenu à Montréal, le 20e jour de novembre 2020

ENTRE

FASKEN MARTINEAU DUMOULIN, S.E.N.C.R.L., représentée par Me Richard Clare**,** avocat et associé, ayant son domicile professionnel au 800, rue du Square-Victoria, bureau 3500, à Montréal, province de Québec, H4Z 1E9;

ci-après nommée le « **Fiduciaire** »

ET

LES YMCA DU QUÉBEC, personne morale sans but lucratif légalement constituée le vingt-quatre (24) décembre mille huit cent soixante-dix (1870) en vertu des lois du Québec et maintenant régie par la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), immatriculée sous le numéro 1141011800 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1435, rue Drummond, à Montréal, province de Québec, H3G 1W4, agissant et représentée par Stéphane Vaillancourt, président directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 7 novembre 2020.

ci-après nommée le « **Client** »

1. PRÉAMBULE :

1.1 **ATTENDU** que le Client s'est engagé à vendre à la Ville de Montréal (la « **Ville** ») à certaines conditions, un immeuble connu et désigné comme étant :

DÉSIGNATION

1) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT (3 041 520)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT ET UN (3 041 521)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

3) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-DEUX (3 041 522)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

4) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (3 041 523)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-QUATRE (3 041 524)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

6) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-CINQ (3 041 525)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

7) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-SIX (3 041 526)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

8) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-SEPT (3 041 527)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

9) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-HUIT (3 041 528)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

10) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-NEUF (3 041 529)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

11) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE (3 041 530)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

12) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE ET UN (3 041 531)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

13) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX (3 041 532)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

14) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-TROIS (3 041 533)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

15) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT TRENTE-QUATRE (3 041 534)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

16) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE (3 041 540)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

17) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE ET UN (3 041 541)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

18) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-DEUX (3 041 542)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

19) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-TROIS (3 041 543)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

20) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (3 041 544)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

21) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-**

CINQ (3 041 545) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

22) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-SIX (3 041 546)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

23) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-SEPT (3 041 547)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

24) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-HUIT (3 041 548)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

25) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT QUARANTE-NEUF (3 041 549)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

26) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE (3 041 550)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

27) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE ET UN (3 041 551)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

28) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-DEUX (3 041 552)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

29) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-TROIS (3 041 553)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

30) Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-QUATRE (3 041 554)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

31) Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS QUARANTE ET UN MILLE CINQ CENT CINQUANTE-CINQ (3 041 555 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

Ci-après nommé l'« **Immeuble** » ;

1.2 **ATTENDU** que cette vente est consentie pour le prix total de **DIX MILLIONS DE DOLLARS (10 000 000,00 $)** (ci-après le **« Prix de vente »**);

1.3 **ATTENDU** que l'Immeuble n'est affecté d'aucune charge en date des présentes;

Ces faits étant établis, le Client et le Fiduciaire conviennent de ce qui suit :

2. OBJET DU CONTRAT

Le Client retient les services professionnels du Fiduciaire et lui confie le mandat de préparer toute la documentation et de faire toutes les démarches requises pour :

2.1 Déposer dans le compte de « Fasken Martineau DuMoulin, S.E.N.C.R.L., s.r.l., en fidéicommis », et ce, dès la signature de l'acte de vente entre la Ville et le Client, un montant de 10 000 000,00 $ représentant le Prix de vente payé par la Ville;

2.2 Le Fiduciaire devra conserver la totalité du Prix de vente dans son compte en fidéicommis jusqu'à ce que celui-ci reçoive une confirmation écrite de la part du notaire de la Ville, M^{e} Caroline Boileau, indiquant que l'acte de vente a été dûment publié au registre foncier par sommaire, et ce, sans entrée adverse. Sur réception d'une telle confirmation, le Fiduciaire pourra remettre le Prix de vente au Vendeur.

Dans l'éventualité où il y a présence d'entrées contradictoires au registre foncier, le Client mandate, aux présentes, le Fiduciaire pour que celui-ci demande les états de compte requis auprès des créanciers et prépare les actes de mainlevée.

Si le Prix de vente est suffisant pour payer tous les créanciers, le Client mandate, aux présentes, le Fiduciaire afin que celui-ci procède, dans un délai de dix (10) jours suivant la publication de l'acte de vente, au remboursement total et final des charges en vue d'obtenir la radiation de telles charges.

Si toutefois le Prix de vente n'est pas suffisant pour payer tous les créanciers afin d'obtenir la radiation de toutes les charges sur l'Immeuble, le Vendeur devra, dans un délai de dix (10) jours suivant la publication de l'acte de vente, remettre au Fiduciaire les sommes suffisantes afin que ce dernier puisse procéder au remboursement total et final en vue d'obtenir la radiation de telles charges. Il est entendu que le Fiduciaire ne pourra débourser aucune somme et n'effectuer aucun paiement à même le montant versé par la Ville, tant qu'il n'aura pas obtenu du Client les sommes suffisantes pour obtenir la radiation de telles charges, le cas échéant. De plus, si le Client fait défaut de remettre au Fiduciaire les sommes suffisantes pour obtenir dans le délai imparti, la Ville pourra, à sa seule discrétion, demander l'annulation de la vente, auquel cas le Client s'engage à : (a) signer tout acte pertinent pour y donner effet; (b) donner ordre au Fiduciaire de rembourser à la Ville le montant payé par la Ville (10 000 000,00 $); (c) payer à la Ville tous autres frais et dommages engagés ou subis par la Ville et; (d) assumer les frais et honoraires relatifs à l'acte d'annulation.

2.3 Compte tenu de ce qui précède, le Client donne mandat au Fiduciaire, qui accepte, de faire les démarches requises et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, de préparer les documents suivants :

2.3.1 Le cas échéant, faire toute demande d'état de compte auprès des créanciers;

2.3.2 Émettre les chèques et autres effets requis conformément aux instructions contenues aux présentes;

2.3.2 Publier, le cas échéant, les actes de mainlevée radiant toute charge existante au registre des radiations du bureau de la

publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal **et émettre les copies, dont une pour la Ville**;

2.3.3 Remettre la totalité ou, le cas échéant, le résidu du Prix de vente au Client.

3. HONORAIRES

Pour la réalisation du mandat, le Client s'engage à rémunérer le Fiduciaire selon entente entre eux quant aux frais et honoraires. Pour plus de clarté, il est entendu que le paiement des sommes requises à titre d'honoraires par le Fiduciaire ainsi que les frais et déboursés relatifs au présent contrat ne sera pas exigible de la Ville et que le défaut du Client de payer au Fiduciaire les sommes requises à ce titre ne sera pas opposable à la Ville.

4. CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

4.1 Le Fiduciaire est et doit demeurer neutre et indépendant du Client pendant la durée du présent contrat.

4.2 Le Fiduciaire doit maintenir et protéger la confidentialité des sommes détenues et ne peut les utiliser ni les divulguer sauf aux conditions spécifiquement stipulées au présent contrat.

4.3 Le Fiduciaire aura le droit de faire des copies des pièces justificatives appuyant le décaissement des sommes déposées tel que raisonnablement requis pour satisfaire ses obligations aux présentes et en vertu de la réglementation régissant ses obligations professionnelles.

4.4 Le Fiduciaire ne doit en aucun cas être tenu responsable des actes ou des déclarations du Client ou de ses représentants, son seul devoir étant de détenir les sommes déposées à titre de Fiduciaire et de les remettre à qui de droit conformément aux dispositions applicables des présentes.

4.5 Le Fiduciaire n'est responsable que de ses propres actes, de sa négligence et de ses manquements. Il n'est pas responsable dans le cas où il agit ou refuse d'agir d'après un avis écrit de ses conseillers juridiques.

4.6 Le Fiduciaire peut démissionner en tout temps en donnant un préavis de 30 jours au Client ou tout avis plus court que le Client peut alors accepter. Par ailleurs, le Client peut révoquer le mandat du Fiduciaire pour un motif sérieux et tout temps en donnant un préavis de 30 jours à cet effet au Fiduciaire. Si le poste du Fiduciaire devient vacant, le Client doit nommer un nouveau dépositaire et donner instruction au Fiduciaire de lui remettre les sommes encore détenues par le Fiduciaire en vertu du présent contrat. Dans tous les cas, le Fiduciaire demeure toutefois en poste tant que son successeur n'est pas nommé et que les sommes détenues ne lui ont pas été convenablement transférées.

4.7 Sur terminaison de son mandat aux conditions du paragraphe 4.6 des présentes, le Fiduciaire devra transférer les sommes détenues en sa possession sans délai au nouveau dépositaire, selon les instructions du Client à cet égard.

5. Le présent contrat est régi en vertu des lois de la province de Québec et à celles du Canada y étant applicables.

Le Fiduciaire et le Client ont signé comme suit en quatre (4) exemplaires, à Montréal, ce 20e jour de novembre 2020.

FASKEN MARTINEAU DUMOULIN, S.E.N.C.R.L.
Par : Me Richard Clare

Témoin : Sébastien Marcoux

LES YMCA DU QUÉBEC
Par : Stéphane Vaillancourt

Témoin : Michel Racine

Par les présentes, la Ville accepte toutes les clauses des présentes qui constituent une stipulation en sa faveur.

À Montréal, le _____ 2020.

Ville de Montréal
Par :

Témoin :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1206037011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m², situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206037011 - Certification de fonds - portion Arrondissement.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206037011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m², situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206037011 - Acquisitions lots YMCA Québec - portion GPI.xlsx

GDD1206037011 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

Co-auteur: Carolina Rodriguez

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.017

2020/12/09 08:30

Dossier # : 1206037011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m², situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01



Rapport_CEC_SMCE206037011.pdf

Dossier # :1206037011

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic –Cartierville

Mme Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 17 décembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE206037011

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m2, situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01.

"Original signé"	*"Original signé"*
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE206037011

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parc et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m2, situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, pour le prix de 11 497 500 $, incluant les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7260-01.

À sa séance du 25 novembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 10 M$;
- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ qui consiste en :
    - une transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.

Le 2 décembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars 2020. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont présenté les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Les YMCA du Québec, aux fins de parcs et de logements sociaux et communautaires, un terrain vacant d'une superficie de 8 919,7 m2, situé entre l'avenue de Hampton et l'avenue Royal, au nord de l'avenue de Monkland, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

Les responsables de ce dossier ont expliqué que le prix de 10 M$ négocié est inférieur à la juste valeur marchande établie pour ce terrain vacant. La juste valeur marchande de ce terrain est actuellement de 12,5 M$; cependant, dans le cadre de la négociation menée, il a été convenu de maintenir l'entente originale conclue en 2018, alors que la juste valeur marchande était de 10 M$. Il a été précisé que l'entente prévoit la poursuite

de certaines activités du Y sur la portion aménagée en parc local pour les trois quarts de la superficie du terrain et que le développement du logement social et communautaire se ferait sur le quart du lot. En conclusion, il a été précisé que les travaux de lotissement finaux sont à venir en 2021.

Au terme de son examen, la Commission salue le processus de négociations ayant permis de boucler cette transaction en un temps record. Du point de vue de la Commission, il s'agit d'un dossier salutaire qui permet de poursuivre les objectifs de développement du logement social et communautaire dans un secteur de la Ville où l'accès au logement est plus difficile. En conclusion, la Commission comprend que la transaction exclut l'acquisition du bâtiment existant en raison de sa vétusté et de son déficit d'entretien.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- Contrat de plus de 10 M$;
- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ qui consiste en :
    - une transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE206037011 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1204962002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'aménagement de rue publique afin de relier la rue des Bassins à la rue William, d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé sis au 1990 rue William, dans l'arrondissement du Sud - Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0240-02. N/Mandat 18-0307

Il est recommandé :

1. de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'aménagement de rue, d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé, situé au 1990, rue William, dans l'arrondissement du Sud - Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 182,8 m²;

2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3. d'autoriser une dépense de 1 730 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, pour permettre cette acquisition;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel;

5. d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de la Division de la géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-11-25 15:59

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204962002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'aménagement de rue publique afin de relier la rue des Bassins à la rue William, d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé sis au 1990 rue William, dans l'arrondissement du Sud - Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0240-02. N/Mandat 18-0307

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (le « SUM ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin d'acquérir un immeuble connu comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de désenclaver un secteur de l'arrondissement du Sud-Ouest par le bouclage de la rue des Bassins (anciennement rue Basin) à la rue William, conformément aux normes et exigences du Service de sécurité incendie de Montréal. Cette acquisition permettra également de désenclaver le secteur, en lien avec la mise en œuvre de projets de copropriétés et de coopératives d'habitation.
Le propriétaire actuel de l'immeuble concerné, 2014-2092 Québec inc. (le « Propriétaire »), a été approché par le SGPI. Plusieurs tentatives de négociations ont été entreprises, soit pour une acquisition de gré à gré, une location de terrain, la création d'une servitude de passage d'utilités publiques ou encore un échange de terrains. Ces approches n'ont malheureusement pas donné de résultats. Étant donné que les négociations n'ont permis de compléter cette acquisition, l'expropriation demeure l'option retenue.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à décréter l'acquisition d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé, situé au 1990, rue William, dans l'arrondissement du Sud - Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec, d'une superficie de 182,8 m² (l' « Immeuble »), par voie d'expropriation ou par tout autre moyen considérant l'impossibilité de s'entendre de gré à gré avec le Propriétaire. Cet immeuble est requis pour réaliser le projet de relier la rue des Bassins à la rue William. L'adoption du décret d'expropriation par la Ville permettra d'entreprendre les procédures d'expropriation.
L'Immeuble est représenté sur le plan joint et réalisé par Gabriel Bélec-Dupuis, arpenteur-géomètre, le 15 juillet 2020, sous le numéro 634 de ses minutes.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande de décréter l'expropriation de l'Immeuble pour les motifs suivants :

· Cette acquisition permettra de désenclaver le secteur par la création d'un passage qui reliera la rue des Bassins à la rue William.

· La création de ce lien permettra de répondre aux normes des exigences du Service de sécurité incendie de Montréal.

· Il a été impossible de négocier de gré à gré avec le Propriétaire un prix dans les limites acceptables pour la Ville.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition de l'Immeuble de gré à gré ou par expropriation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon la division des analyses immobilières du SGPI, le coût potentiel d'expropriation est estimé à 1 730 000 $, en date du 7 octobre 2020, plus les taxes applicables. L'estimation du coût potentiel d'acquisition par voie d'expropriation comprend, le cas échéant, le coût d'achat, les frais de caractérisation des sols, des dommages potentiels, intérêts et frais d'experts. Ce coût n'équivaut pas à la valeur marchande de l'Immeuble, ni à la valeur au propriétaire, ni à une fourchette maximale de la valeur pour une acquisition de gré à gré, ni à l'indemnité d'expropriation. Il ne peut donc être utilisé à une fin autre que budgétaire.

Les crédits requis pour l'acquisition de l'Immeuble de gré à gré ou par le décret d'expropriation seront imputés au SUM, tel que mentionné à l'intervention du Service des finances.

La valeur de l'Immeuble au rôle foncier 2020-2023 est de 718 000 $.

Cette acquisition au montant de 1816 283,75 $, net de ristournes, sera financée par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-039.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PTI 2020-2022 (projet 40139).

Projet	2020	2021	2022	ultérieur	total
Projet 40139 - PPU Griffintown	0	1816	0	0	1816

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'acquisition de l'Immeuble permettra de relier les rues des Bassins et William, le tout afin de permettre de désenclaver ce secteur et d'améliorer la circulation des citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra l'acquisition de l'Immeuble, le désenclavement du secteur, le respect des normes et exigences du Service de sécurité incendie de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décret d'expropriation: décembre 2020
Procédures d'expropriation et prise de possession de l'Immeuble: 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Cassandre LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest
Jacques GOUDREAULT, Service des infrastructures du réseau routier
Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine LOISELLE
Conseillière en immobilier

Tél : 438-992-4670

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-13

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844

Télécop. :		**Télécop. :**	514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-11-25

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	UNE PARTIE DU LOT 1 573 209
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	LE SUD-OUEST

Ce bien-fonds faisant l'objet d'une expropriation pour fins de rue, situé au nord-ouest de la rue des Bassins et au sud-est de la rue William entre la rue Canning et la rue des Seigneurs, est indiqué par les lettres ABCDA (article 1) sur le plan B-130 SAINT-ANNE préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 15 juillet 2020 dont copie accompagne la présente description technique.

Ledit bien-fonds est décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description technique correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1 .- Une partie du lot UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE DEUX CENT NEUF (1 573 209 ptie) du cadastre du Québec :

de figure irrégulière :

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le sud-est, par le lot 2 091 726, faisant partie de la rue des Bassins;
- Vers le sud-ouest, par la partie restante du lot 1 573 209;

/2

- Vers le nord-ouest, par le lot 1 573 904, faisant partie de la rue William;
- Vers le nord-est, par le lot 5 467 590, faisant partie du PC-34316;

MESURANT :

- Le long de la ligne sud-est, dix mètres et six centièmes (10,06 m.);
- Le long de la ligne sud-ouest, dix-sept mètres et soixante-quatre centièmes (17,64 m.);
- Le long de la ligne nord-ouest, neuf mètres et soixante centièmes (9,60 m.);
- Le long de la ligne nord-est, vingt mètres et vingt centièmes (20,20 m.);

CONTENANT :

en superficie cent quatre-vingt-deux mètres carrés et huit dixièmes (182,8 m²).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le 15 juillet 2020 sous le numéro 634 de mes minutes au dossier 23179 du greffe commun des arpenteurs-géomètres de la Ville de Montréal.

GABRIEL BÉLEC-DUPUIS
Arpenteur-géomètre

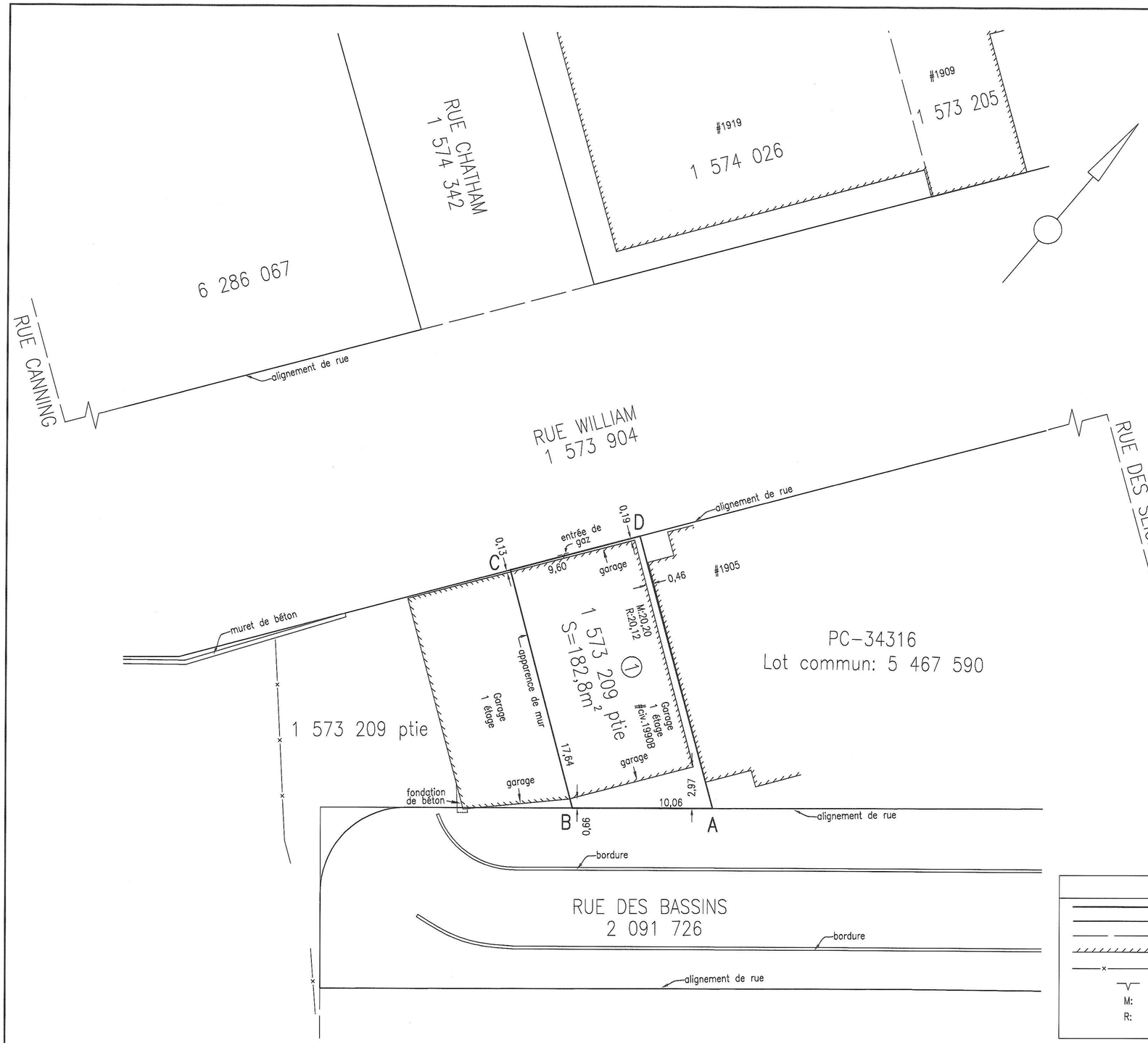
Dossier : 23179
Copie conforme à l'original

Montréal, le _____

_____
Arpenteur-géomètre

GABRIEL BÉLEC DUPUIS
2665
2020-08-31
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

AP26531



LÉGENDE

———	: limite du bien-fonds
———	: emprise de rue
— — —	: limite de lot bornant
//////	: bâtiment
—×—×—	: clôture
⌐¬	: entrée de gaz
M:	: mesure constatée
R:	: mesure au cadastre du Québec

code du microfilm A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 1 573 209

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-ouest de la
RUE DES BASSINS
et au sud-est de la
RUE WILLIAM
entre la
RUE CANNING
et la
RUE DES SEIGNEURS

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION POUR FINS DE RUE

NOTES: 1- Le levé terrain a été effectué le 30 juin 2020.
2- Le bien-fonds faisant l'objet d'une expropriation est identifié par les lettres ABCDA (article 1).
3- Le lot 1 573 209 est la propriété de «9014-2092 QUEBEC INC.» en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 13 916 175.
4- Le lot 1 573 209 devra faire l'objet d'une correction cadastrale.
5- Système de référence utilisé: SCOPQ NAD83 SCRS (fuseau 8).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 15 juillet 2020

Préparé par: GABRIEL BÉLEC-DUPUIS
Arpenteur-géomètre

Minute Nº 634

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le
Arpenteur-géomètre

Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-7670 (31H05-010-3835) Dessin: J.Lapierre

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 23179 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Arpenteure-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Le Sud-Ouest

PLAN Nº B-130 SAINTE-ANNE

23179D.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1204962002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'aménagement de rue publique afin de relier la rue des Bassins à la rue William, d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé sis au 1990 rue William, dans l'arrondissement du Sud - Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0240-02. N/Mandat 18-0307

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La fin pour laquelle l'expropriation est demandée est conforme à la Loi.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cassandre LOUIS
Avocate
Tél : 514-872-2675

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-08-28

Annie GERBEAU
Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Division Droit fiscal, évaluation et transaction financière

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204962002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins d'aménagement de rue publique afin de relier la rue des Bassins à la rue William, d'un immeuble avec bâtiment dessus érigé sis au 1990 rue William, dans l'arrondissement du Sud - Ouest, connu et désigné comme étant une partie du lot 1 573 209 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-0240-02. N/Mandat 18-0307

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1204962002 -certification de fonds modifiée.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-09

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-7652
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1204501003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Cours de Brésoles inc., autrefois connu sous la dénomination sociale 9341-9557 Québec inc., un délai supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 29 décembre 2021, à titre gratuit, pour réaliser son obligation de construire, stipulée à l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 207 619 concernant les immeubles sis aux 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest et aux 51 et 53, rue de Brésoles, arrondissement de Ville-Marie. N/Réf. : 31H12-005-0272-04

Il est recommandé

- d'accorder un délai supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 29 décembre 2021, à Cours de Brésoles inc., pour réaliser notamment son obligation de construction des fondations du bâtiment portant les numéros civiques 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest dans l'arrondissement Ville-Marie, avec toutes les autres obligations prévues à l'acte intervenu devant M^{e} Mario Viglione, notaire, le 29 juin 2017 sous le numéro 11 719 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 3 juillet 2017, sous le numéro 23 207 619.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-11-25 16:02

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204501003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder à Cours de Brésoles inc., autrefois connu sous la dénomination sociale 9341-9557 Québec inc., un délai supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 29 décembre 2021, à titre gratuit, pour réaliser son obligation de construire, stipulée à l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 207 619 concernant les immeubles sis aux 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest et aux 51 et 53, rue de Brésoles, arrondissement de Ville-Marie. N/Réf. : 31H12-005-0272-04

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a vendu deux (2) immeubles par appel public de soumissions dans un secteur névralgique du Vieux Montréal. Un seul soumissionnaire a déposé sa soumission. C'est ainsi que la vente de la Ville de Montréal à la société 9341-9557 Québec inc., aujourd'hui connu sous le nom de Cours de Brésoles inc. (l'« Acquéreur »), a été faite par acte intervenu devant M^{e} Mario Viglione, notaire, le 29 juin 2017 sous le numéro 11 719 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 3 juillet 2017, sous le numéro 23 207 619 ci-après nommé l'« Acte de vente ». Le premier immeuble est connu comme étant le lot 1 181 218 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal avec les bâtisses portant les numéros 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest (l'Immeuble 1). Le deuxième immeuble est connu comme étant le lot 1 181 220 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal avec les bâtisses portant les numéros 51 et 53, rue de Brésoles (l'Immeuble 2), ci-après (les « Immeubles »). Les lots précités sont aujourd'hui réunis pour former le lot 6 192 597 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Aux termes de l'Acte de vente, l'Acquéreur s'engageait à réaliser :

- La construction d'un bâtiment à partir de l'Immeuble 1, en restaurant la structure restante incluant la façade; et
- La réparation, la réfection et la restauration de l'Immeuble 2.

La valeur des travaux apparaissant au permis devait être d'au moins 5 M$. Une fois les travaux réalisés, cet investissement devait être confirmé par un certificat d'architecte. Les travaux sur les Immeubles devaient être complétés dans un délai de 42 mois, soit au plus tard le 29 décembre 2020. Afin de garantir l'accomplissement de son obligation de construire, l'Acquéreur a consenti un droit de résolution en faveur de la Ville.

Or, le 9 septembre 2020, dans le cadre du suivi des obligations, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le «SGPI») a transmis à l'Acquéreur un avis lui demandant l'avancement de réalisation de son obligation de construire les Immeubles. Le 11 septembre 2020, l'Acquéreur a transmis une lettre à la Ville énonçant les travaux exécutés à ce jour et demandant un délai additionnel soit jusqu'au 29 décembre 2021.

Les motifs de cette demande de délais sont justifiés au fait que l'Acquéreur a dû reporter les travaux de construction de l'Immeuble 1 car des travaux non prévus et urgents étaient requis afin de stabiliser, en front sur la rue Notre-Dame un mur mitoyen qui menaçait de s'effondrer. Malgré tout, la construction de l'Immeuble 2 s'est poursuivi et est en cours. L'Acquéreur mentionne qu'il a respecté son obligation d'investir 5 M$ dans la construction des Immeubles, tel qu'attesté par le certificat d'architecte.

Le présent sommaire a pour but de demander aux autorités municipales d'accorder à l'Acquéreur une prolongation du délai de construction d'une année, soit jusqu'au 29 décembre 2021, lui permettant ainsi de respecter les obligations prévues à l'Acte de vente relatives à la construction des fondations de l'Immeuble 1.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0758 - 13 juin 2017 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à 9341-9554 Québec inc. deux immeubles contigus situés au 22-26, rue Notre-Dame Ouest et au 51-53, rue de Brésoles, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme de 1 375 000 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

Le SGPI recommande d'accorder à l'Acquéreur un délai supplémentaire de 12 mois, soit jusqu'au 29 décembre 2021, pour réaliser notamment son obligation de construire les fondations de l'Immeuble 1 ainsi que toutes les autres obligations prévues à l'Acte de vente..

JUSTIFICATION

Il est justifié d'approuver le délai supplémentaire pour la construction des Immeubles considérant les points suivants :

- qu'il y a eu arrêt des travaux de construction de l'Immeuble 1 afin de permettre les travaux de réparation du mur mitoyen du côté ouest qui menaçait de s'effondrer;
- que l'Acquéreur a obtenu toutes les autorisations requises, le permis ayant été émis en 2018;
- qu'un certificat d'architecte démontre un investissement de l'ordre de 5 M$ exigé dans l'Acte de vente;
- que les obligations de la construction de l'Immeuble 2 ont été respectées;
- qu'il y a une bonne collaboration avec l'Acquéreur;
- que la clause résolutoire vient à échéance le 29 juin 2022, soit 6 mois après la prolongation du délai de construction permettant ainsi à la Ville d'exercer son recours prévue en vertu de la clause résolutoire;

En conséquence et en tenant compte que l'Arrondissement concerné est favorable à ce projet, il y a lieu que les autorités municipales approuve la prolongation du délai de construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet de restauration des Immeubles met en valeur ces bâtiments à caractère patrimoniaux du Vieux Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'accorder une prolongation du délai de construire, le projet de construction pourrait être compromis. Effectivement, l'Acquéreur ne veut pas poursuivre les travaux ne sachant pas si la Ville exercerait ses recours prévus à la clause résolutoire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le 29 juin 2021, le SGPI devra faire un suivi des obligations de construire auprès de l'Acquéreur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Francis LEFEBVRE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-11-16

Catherine LEFORT
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 978-3588
Télécop. :

Jacinthe LADOUCEUR
Chef de division des transactions

Tél : 514 872-0069
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-11-25

VENTE

NV 0830

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT, ce vingt-neuf juin.
(2017-06-29)

NO: 11 719

DEVANT M^e^ Mario VIGLIONE, notaire, exerçant à Montréal, Province de Québec.

COMPARAISSENT

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), dont l'adresse principale est au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **M^e^ Yves SAINDON**, avocat, dûment autorisé aux présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et les résolutions suivantes:

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM17 0758, adoptée par le conseil municipal à sa séance du treize (13) juin deux mille dix-sept (2017);

copies certifiées desdites résolutions demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par ledit représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET

9341-9554 QUÉBEC INC., société par actions constituée sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), dûment immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1171869408, ayant son siège social à 6455, rue Jean-Talon Est, bureau 1003, en la Ville de Montréal (arrondissement de Saint-Léonard), Province de Québec, H1S 3E8, représentée par **Alberto (Albert) BERNARDI**, son Président, dûment autorisé aux termes d'une résolution de son conseil d'administration en date du quinze (15) juin deux mille dix-sept (2017), dont copie demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'« **Acquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur ci-après collectivement nommés les « **Parties** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend à l'Acquéreur qui accepte, les immeubles dont les désignations suivent:

DÉSIGNATION I

UN EMPLACEMENT ayant front sur la rue Notre-Dame Ouest, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE DEUX CENT DIX-HUIT (1 181 218)** au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

AVEC toutes les bâtisses dessus construites, notamment celle portant les numéros civiques **22 et 26, rue Notre-Dame Ouest, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, H2Y 1S6**.

SUJET à une servitude de tolérance d'empiètement créée aux termes de l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **10 165 754**.

SUJET à une servitude de tolérance d'empiètement créée aux termes de l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **12 247 289**.

Ci-après nommé l' « **Immeuble 1** »

DÉSIGNATION II

UN EMPLACEMENT ayant front sur la rue de Brésoles, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro **UN MILLION CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE DEUX CENT VINGT (1 181 220)** au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

AVEC toutes les bâtisses dessus construites, notamment celle portant les numéros civiques **51 et 53, rue de Brésoles, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, H2Y 1V7**.

SUJET à ce qui suit :

- une permission pour gicleurs automatiques créée aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **1 730 792**;

- une servitude de vue, d'air, de lumière et de droit de mitoyenneté créée aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **1 629 724**; et

- une servitude de vue créée aux termes de l'acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **3 678 561**.

Ci-après nommé l' **« Immeuble 2 »**

L'Immeuble 1 et l'Immeuble 2 étant collectivement nommés les « **Immeubles** »

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire des Immeubles pour les avoir acquis aux termes des actes suivants:

(i) **AVIS D'EXPROPRIATION** par la VILLE DE MONTRÉAL à Harold ROSEN, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **15 036 658**; et

(ii) **AVIS DE TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ** par la VILLE DE MONTRÉAL à Harold ROSEN, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro **15 337 386**.

FERMETURE

La Ville déclare que les Immeubles ont été fermés et retirés de son domaine public en vertu de la résolution mentionnée dans sa comparution.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol des Immeubles (les « **Sols** »), incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur les Immeubles faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur les achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres et une étude de caractérisation des Sols.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur les Immeubles le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni certificat de localisation, ni plan à l'Acquéreur relativement aux Immeubles.

POSSESSION ET OCCUPATION

L'Acquéreur devient propriétaire des Immeubles à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

DÉCLARATIONS DU VENDEUR

La Ville déclare:

1. Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ., c. I-3).

2. Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

D'autre part, l'Acquéreur s'oblige à ce qui suit:

1. Prendre les Immeubles dans l'état où ils se trouvent actuellement, sujets aux servitudes continues et discontinues, apparentes ou non apparentes s'y rattachant, déclarant les avoir vus et examinés à sa satisfaction.

2. Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur les Immeubles ainsi que toute destination qu'il entend leur donner sont conformes aux lois et règlement en vigueur.

3. À assumer, à compter de la date des présentes, le paiement de toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées à l'égard des Immeubles.

4. Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation des Immeubles du fait que les Immeubles auraient été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

5. Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publicité et des copies pour toutes les Parties, dont trois (3) pour la Ville.

OBLIGATIONS DE TRANSFORMER ET/OU DE CONSTRUIRE

(a) L'Acquéreur s'engage à réaliser, en conformité avec les lois et règlements en vigueur, un projet de transformation et/ou de construction sur les Immeubles comprenant notamment :

- La construction d'un bâtiment à partir du bâtiment portant les numéros civiques 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, H2Y 1S6 en restaurant la structure restante incluant la façade; et

- La réparation, la réfection et la restauration du bâtiment portant les numéros civiques 51 et 53, rue de Brésoles, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, H2Y 1V7;

La valeur totale des travaux apparaissant au(x) permis devra être d'**au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $)** (matériaux installés et main-d'œuvre)**.** Une fois les travaux réalisés, cet investissement de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) devra être confirmé par un certificat d'architecte remis à la Ville, le tout à sa satisfaction.

Les travaux sur les Immeubles devront être complétés dans un délai de **QUARANTE-DEUX (42) mois à compter** de la date des présentes.

(b) L'Acquéreur s'engage à respecter la règlementation en vigueur dans l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation du projet de transformation et/ou de construction;
(c) L'Acquéreur déclare avoir pris connaissance des orientations contenues dans l' « Énoncé patrimonial » les « Orientations de conservation », les « Orientations additionnelles du ministère de la Culture et dans les Communications » et du document intitulé « Interventions archéologiques », et s'engage à les respecter.

DROIT DE RÉSOLUTION EN FAVEUR DU VENDEUR

Les obligations et engagements de l'Acquéreur découlant des présentes, notamment ceux résultant du titre **OBLIGATIONS DE TRANSFORMER ET/OU DE CONSTRUIRE** seront garantis par un droit de résolution en faveur de la Ville. Ainsi, en cas de défaut de l'Acquéreur de se conformer à ses engagements et obligations, la Ville, sans préjudice à ses autres recours, demandera la résolution de la vente conformément aux dispositions des articles 1742 et suivants du *Code civil du Québec* et l'Acquéreur s'engage à signer alors tout document pertinent pour y donner effet.

Dans ce cas, la Ville redeviendra propriétaire des Immeubles libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, et il est convenu entre les Parties qu'elle aura droit de garder les deniers à elle payés par l'Acquéreur pour l'achat des Immeubles, ainsi que les constructions, impenses, améliorations et additions sur les Immeubles, à titre de dommages et intérêts liquidés, sans aucune indemnité pour l'Acquéreur et les tiers.

MAINLEVÉE DU DROIT DE RÉSOLUTION

Pourvu que l'Acquéreur ne soit pas en défaut de remplir l'une quelconque des obligations prises aux termes des présentes, la Ville accordera mainlevée du droit de résolution prévu au titre précèdent dès que:

(a) l'Acquéreur aura obtenu l'autorisation du ministère de la Culture et des Communications ainsi que tout permis requis pour la réalisation de son projet sur les Immeubles. La valeur minimale des travaux apparaissant au(x) permis devra correspondre au montant indiqué au titre **OBLIGATIONS DE TRANSFORMER ET/OU DE CONSTRUIRE**, le tout, en conformité avec les lois et règlements en vigueur;

(b) l'Acquéreur aura remis à la Ville un document prouvant qu'il a obtenu une offre de financement émise par une institution financiers canadienne reconnue à l'égard de l'Immeuble 1 ou de l'Immeuble 2 en fonction de l'immeuble à l'égard duquel il désire obtenir une mainlevée;

(c) l'Acquéreur aura soumis une demande de mainlevée par écrit à la Ville;

(d) l'Acquéreur aura fourni à la Ville une lettre de garantie bancaire, telle que décrite ci-dessous, laquelle sera remise à la Ville lors de la demande de la première mainlevée, le cas échéant;

(e) l'Acquéreur aura finalisé les travaux de construction des fondations du bâtiment à être construit à partir du bâtiment portant les numéros civiques 22 et 26, rue Notre-Dame Ouest, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, H2Y 1S6, lesdites fondations devant être complétées jusqu'à la hauteur du niveau de la rue Notre-Dame;

(f) l'Acquéreur aura investi dans le bâtiment portant les numéros civiques 51 et 53, rue de Brésoles, en la Ville de Montréal (arrondissement de Ville-Marie), Province de Québec, H2Y 1V7 pour des travaux de réparation, d'amélioration, de réfection ou de construction, une somme totalisant **TROIS CENT MILLE DOLLARS (300 000,00 $)** (matériaux installés et main-d'œuvre), et ce, tel que confirmé par un certificat d'architecte, membre en règle de l'Ordre des architectes du Québec, soumis par l'Acquéreur avec sa demande de mainlevée;

Si, pour le projet, il y a un remembrement cadastral des Immeubles en un seul lot:

La mainlevée sera accordée par la Ville uniquement lorsque toutes les conditions détaillées ci-haut auront été réalisées. Aucune mainlevée par phase ou partielle ne pourra être accordée.

Si, pour le projet, les deux lots sont conservés:

La mainlevée pour l'Immeuble 1 sera accordée par la Ville uniquement lorsque les conditions (a), (b), (c), (d) et (e) détaillées ci-haut auront été réalisées.

La mainlevée pour l'Immeuble 2 sera accordée par la Ville uniquement lorsque les conditions (a), (b), (c), (d) et (f) détaillées ci-haut auront été réalisées.

Lettre de garantie bancaire

Afin de garantir les obligations et les engagements de l'Acquéreur contenus au titre **OBLIGATIONS DE TRANSFORMER ET/OU DE CONSTRUIRE**, l'Acquéreur devra remettre à la Ville, avant sa demande de mainlevée ou lors de la première demande de mainlevée si deux (2) lots sont conservés, une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle émise par une institution financière dûment autorisée à faire affaire au Québec d'un montant de **CINQ CENT MILLE DOLLARS (500 000,00 $)**, valable pour une année, renouvelable et encaissable sur le territoire de l'Île de Montréal et acceptable à la Ville.

Sans préjudice à ses autres recours, cette lettre de garantie bancaire pourra être encaissée par la Ville, à première demande, en cas de non-respect d'une ou des obligations prévue(s) au titre **OBLIGATIONS DE TRANSFORMER ET/OU DE CONSTRUIRE** ou si l'Acquéreur fait défaut de renouveler la lettre de garantie bancaire au moins trente (30) jours avant son échéance, nonobstant tout litige entre l'Acquéreur et la Ville .

Libération de la lettre de garantie bancaire

La Ville libérera la lettre de garantie bancaire lorsque l'Acquéreur lui aura remis:

(a) Un rapport, à la satisfaction de la Ville, préparé par un architecte, membre en règle de l'Ordre des architectes du Québec, attestant qu'une somme minimale de **CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 $)** a été investie dans les Immeubles;

(b) Une lettre du Directeur de l'Aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie mentionnant que les éléments énumérés aux paragraphes (b) et (c) du titre **OBLIGATIONS DE TRANSFORMER ET/OU DE CONSTRUIRE** ont été respectés.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis copie de ladite politique à l'Acquéreur.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

PRIX

Cette vente est faite pour le prix de **UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE DOLLARS (1 375 000,00 $)** dont CENT QUARANTE MILLE DOLLARS (140 000, 00 $) ont été reçus avant ce jour et UN MILLION DEUX CENT TRENTE-CINQ MILLE DOLLARS (1 235 000,00 $) que la Ville reconnaît avoir reçu en date des présentes de l'Acquéreur, dont quittance finale.

DÉCLARATIONS DES PARTIES RELATIVEMENT À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.).

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants:

T.P.S.: 121364749RT 0001
T.V.Q.: 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants:

TPS: **765209895RT0001**
TVQ: **1223842352TQ0001**

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Cette vente est faite en conformité avec le formulaire de soumission signé par l'Acquéreur en date du vingt-deux (22) juin deux mille seize (2016) et le Cahier d'appel public de soumissions no. 31H12-005-0272-04-APS1.

Sauf incompatibilité, les Parties confirment les ententes et les obligations qui y sont contenues mais non reproduites aux présentes.

CONSENTEMENT À MODIFICATION CADASTRALE

La Ville accorde son consentement à toute modification cadastrale éventuelle entraînant une nouvelle numérotation des Immeubles.

La Ville donne son consentement uniquement à titre de créancier, tel que requis par l'article 3044 du *Code civil du Québec*.

ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Transactions immobilières, Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction des transactions immobilières et de la sécurité, au 303, rue Notre-Dame est, 2e étage, Montréal, H2Y 3Y8;

avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) L'Acquéreur fait élection de domicile au numéro 6455, rue Jean-Talon Est, bureau 1003, à Montréal (arrondissement de Saint-Léonard), Province de Québec, H1S 3E8.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Acquéreur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

DÉLAIS

Les délais mentionnés aux présentes sont de rigueur. Toutefois, pour déterminer le défaut de l'Acquéreur en raison de quelque délai fixé dans cet acte, on doit tenir compte de tout retard apporté par la Ville elle-même, lorsque tel retard peut raisonnablement empêcher ou retarder l'accomplissement par l'Acquéreur de ses engagements, ainsi que de toute force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA *LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES.*

Les Parties aux présentes, ci-après nommées le cédant et le cessionnaire, dans le but de se conformer aux prescriptions de la Loi ci-dessus relatée, établissent et reconnaissent les faits et mentions suivants:

1. Le nom et adresse du siège social du cédant sont les suivants:

   VILLE DE MONTRÉAL, 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

2. Le nom et adresse du siège social du cédant sont les suivants:

   9341-9554 QUÉBEC INC., 6455, rue Jean-Talon Est, bureau 1003, en la Ville de Montréal (arrondissement de Saint-Léonard), Province de Québec, H1S 3E8;

3. Municipalité sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble: **Montréal**;

4. Montant de la contrepartie pour l'Immeuble 1 est de : **HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUINZE DOLLARS (896 995,00 $)**;

   Montant de la contrepartie pour l'Immeuble 2 est de : **QUATRE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT MILLE CINQ DOLLARS (478 005,00 $)**;

5. Montant de la base d'imposition pour l'Immeuble 1 est de : **UN MILLION QUATRE CENT DEUX MILLE NEUF CENTS DOLLARS (1 402 900,00 $)**;

   Montant de la base d'imposition pour l'Immeuble 2 est de : **SEPT CENT DIX-SEPT MILLE SIX CENTS DOLLARS (717 600,00 $)** ;

6. Montant du droit de mutation pour l'Immeuble 1 est de : **VINGT-SIX MILLE SOIXANTE-DOUZE DOLLARS ET CINQUANTE CENTS (26 072,50 $)**;

   Montant du droit de mutation pour l'Immeuble 2 est de : **DIX MILLE NEUF CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS (10 952,00 $)**;

7. Exonération: NIL;

8. Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ audit lieu de Montréal, sous le numéro **ONZE MILLE SEPT CENT DIX-NEUF (11 719)** des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les Parties signent avec et en présence du notaire soussigné.

(SIGNÉ) **VILLE DE MONTRÉAL**

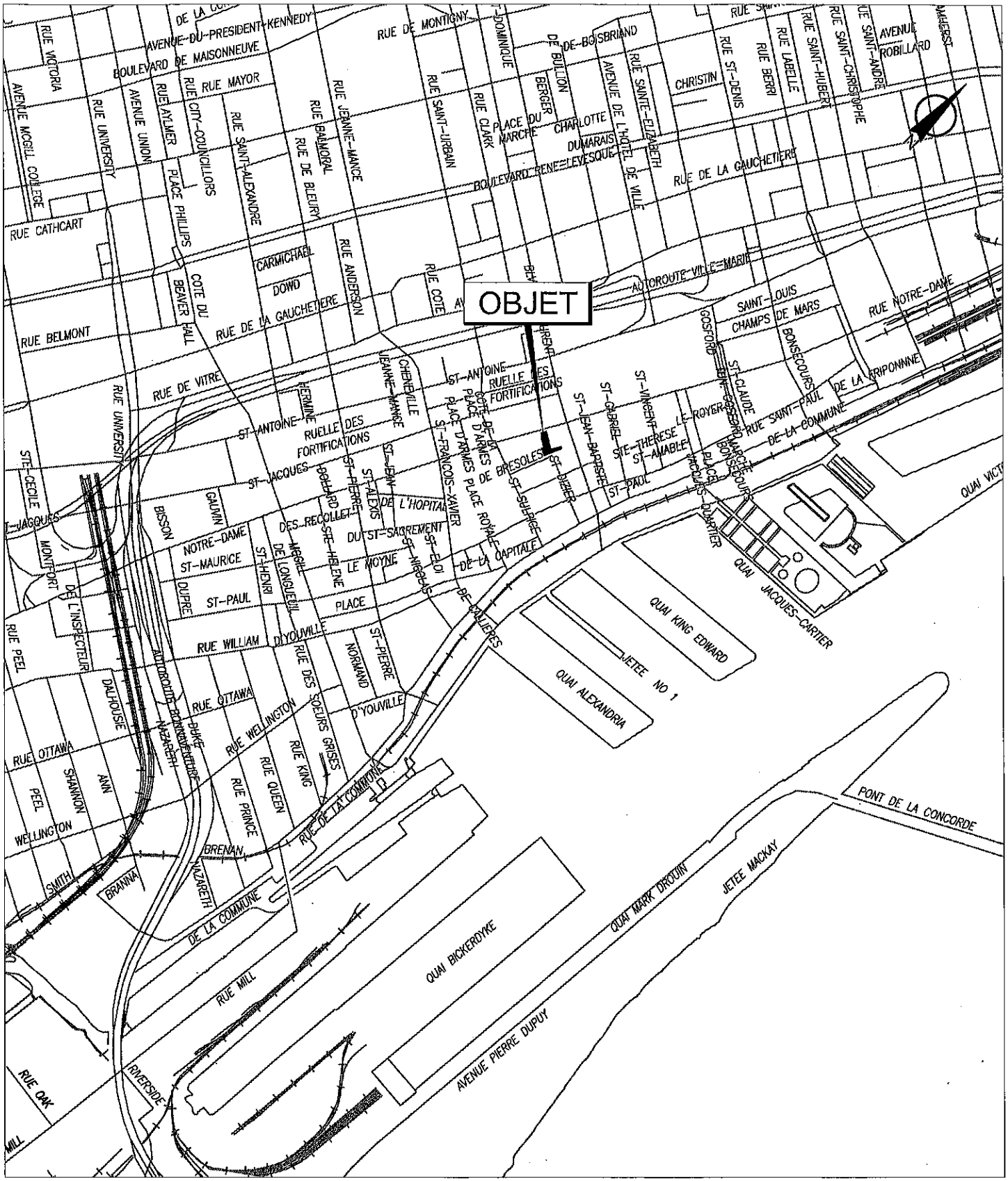
Par: **M^e^ Yves SAINDON**

(SIGNÉ) **9341-9554 QUÉBEC INC.**

Par: **Alberto (Albert) BERNARDI**, Président

(SIGNÉ) **M^e^ Mario VIGLIONE, notaire.**

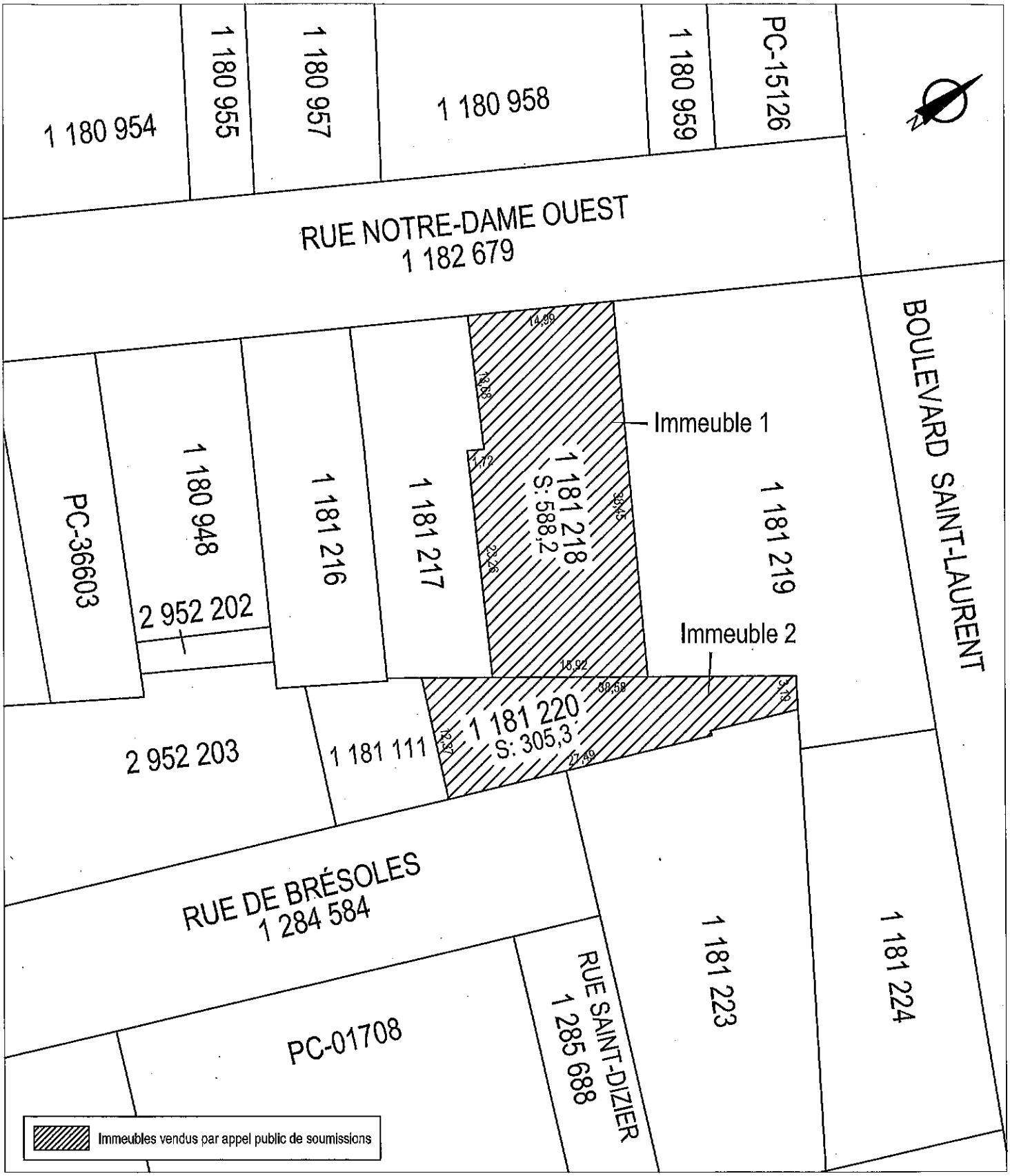
Copie certifiée conforme



Plan A : Plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0272-04
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 17-01-12

Ville-Marie
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0272-04
Production : CL
Échelle : 1:500
Date : 23-02-16

Ville-Marie
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
Division des transactions
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Téléphone : 514 872-2149
Télécopieur : 514 872-8350
Catherine.lefort@montreal.ca

PAR COURRIEL

Le 9 septembre 2020

Monsieur Alberto Bernardi, président
9341-9554 Québec inc.
6455, rue Jean-Talon Est, bureau 1003
Montréal (Québec) H1S 3E8

abernardi@blenda.ca

N/Réf. : 31H12-005-0272-04 / Mandat 20-0309-T

OBJET : Deux Immeubles situés au 22-26 Notre-Dame et 51-53 rue de Brésoles
Lots : 1 181 218 et 1 181 220 aujourd'hui étant le lot 6 192 597 du cadastre du Québec
Arrondissement de Ville-Marie

Monsieur,

Nous vous prions de vous référer au titre « Obligations de transformer et/ou de construire », de l'acte de vente intervenu le 29 juin 2017 devant Me Mario Viglione, notaire, sous le numéro 11 719 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 207 619.

Après vérification, nous avons constaté que le projet prévu à l'acte de vente est arrêté. **À cet effet, nous aimerions vous aviser que vous serez en défaut advenant le cas où les travaux de construction ne seraient pas complétés au 29 décembre 2020.**

En conséquence, il serait requis que vous nous soumettiez un échéancier des travaux qui vous permettront de remplir vos obligations.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Catherine Lefort
Chargé de soutien technique en immobilier

CL/ns

p. j. Plans B et C

COURS DE BRÉSOLES INC.

PAR COURRIEL

Le 11 septembre 2020

Madame Catherine Lefort
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
Division des transactions
30, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Catherine.lefort@montreal.ca

OBJET : **Deux Immeubles situés au 22-26 Notre-Dame Ouest et 51-53 rue de Brésoles**
Lots : 1 181 218 et 1 181 220 aujourd'hui étant le lot 6 192 597 du cadastre du Québec
Arrondissement Ville-Marie

Madame,

En réponse à votre lettre que nous venons de recevoir et conformément au message téléphonique que vous a laissé notre architecte Franco Ruccolo mercredi après-midi et votre conversation téléphonique subséquente, nous vous demandons de communiquer avec messieurs Francis Lefebvre (514-872-0544) architecte à l'émission des Permis de construire à l'arrondissement Ville-Marie et André Girard (514-872-2504) inspecteur de l'arrondissement Ville-Marie. Vos collègues sont parfaitement informés des justifications des retards; notamment l'instabilité dans le mur mitoyen ouest observé vers le 8 novembre 2019 ainsi que la pandémie du covid-19, de la fermeture par le gouvernement du Québec des chantiers de construction et de retards occasionnés par la réouverture des chantiers tout en respectant les mesures de distanciation.

Le 8 novembre 2019 s'est manifestée une instabilité du mur mitoyen ouest. À la suite du danger que cette situation représentait pour les occupants du 30-34 Notre-Dame Ouest, le service d'incendie de la Ville de Montréal et la CNESST ont évacué le bâtiment concerné et fermé notre chantier pour la partie sur l'ancien lot 1 181 218.

6455, rue Jean-Talon Est Suite 1003, Saint-Léonard, Québec H1S 3E8
Tel: 514-255-7788 Fax: 514-255-9731

Nos travaux pour cette partie de notre projet ne peuvent reprendre que suite à la réparation et/ou reconstruction du mur mitoyen.

La valeur des coûts impliqués pour la reprise de ce mur est importante et ces travaux devaient nécessairement faire l'objet d'un permis de construction émis par la Ville de Montréal. Une demande pour permis a été présentée le 20 avril 2020 et un permis a été délivré le 4 août 2020. Ces travaux qui sont sous la responsabilité de notre voisin ont débuté vers le 20 août et l'entrepreneur nous informe que les travaux affectant notre projet devront être terminés vers la fin de décembre 2020. Nous allons à ce moment être en mesure de reprendre nos travaux pour cette partie du projet.

Vos collègues pourront également vous confirmer l'excellente collaboration dont chacun a fait preuve tout au long de l'avancement de ce dossier et en particulier depuis le début du chantier de construction. Ils savent depuis plusieurs mois que les travaux ne seront pas complétés pour le 29 décembre 2020. Nous leur avons demandé de transmettre cette constatation à qui de droit à la Ville de Montréal et de nous indiquer si d'autres démarches étaient requises de notre part. La crise du Covid-19, ayant également affecté l'efficacité des communications internes à la Ville de Montréal, est probablement responsable du fait que vous n'ayez pas encore été mise au courant de l'avancement de ce chantier et des délais supplémentaires requis par des forces majeures (hors du contrôle de quiconque).

Pour votre information, nous n'avons jamais arrêté les travaux sur ce projet. Nous avons continué à exécuter tout ce qui était possible tout en respectant les consignes du Service Incendie de la Ville de Montréal et de la CNESST. Pour le bâtiment sur la rue De Brésoles, nous avons complété la structure de béton du 5^{e} étage et nous devrions compléter la dalle structurale du toit principal pour la fin de la semaine prochaine pour le bâtiment avant sur Notre-Dame, nous avons complété tous les travaux préparatoires et la quasi-totalité du sous-œuvre du mur mitoyen est.

Bien que nous subissons un retard sur l'échéancier, nous vous confirmons que nous respectons largement la deuxième obligation relativement au montant des travaux investis d'un minimum de cinq millions de dollars (5 000 000$). En effet, nous avons jusqu'à ce jour déjà investi au-delà de cinq millions de dollars (5 000 000$), et comptons en investir encore dix millions de dollars (10 000 000$) jusqu'à la fin du chantier.

Considérant les sommes importantes que nous avons déjà investies dans le projet, nous avons obtenu de la Banque Royale du Canada une offre de financement pour les sommes nécessaires pour compléter les travaux. Pour que cette dernière s'implique, elle exige une mainlevée du droit de résolution présentement enregistré en faveur de la Ville de Montréal. À ce moment nous respectons toutes nos obligations ainsi que les conditions (a), (b), (c), (d) et (f) nécessaires pour l'émission

de la mainlevée, mais à cause des événements relatés, nous ne pourrons respecter la condition établie au paragraphe (e) avant la fin de mars 2021.

Nous comprenons que les exigences du paragraphe (e) sont motivées par une volonté du Conseil municipal de s'assurer de notre engagement à compléter le projet. Nous vous soumettons que même si les événements encourus nous ont empêchés de finaliser la construction des fondations jusqu'à la hauteur du niveau de la rue Notre-Dame pour la partie du bâtiment sur l'ancien lot 1 181 218 nous avons quand même respecté l'esprit du résultat recherché par l'ajout de ce paragraphe. L'avancement des travaux sur la partie du bâtiment sur De Brésoles ainsi que l'investissement substantiel effectué à ce jour témoignent de notre engagement à compléter le projet selon les plans soumis pour permis.

Nous sommes d'avis qu'il est dans l'intérêt du projet et de toutes les parties concernées que les travaux avancent le plus rapidement possible. Dans ce but et en considération des sommes importantes déjà investies, nous vous demandons que le conseil municipal envisage la possibilité d'annuler le paragraphe (e) comme prérequis à l'émission de la « Mainlevée du droit de résolution ». L'implication d'une institution financière ne ferait que consolider l'engagement de compléter le projet dans les plus brefs délais.

Nous vous soumettons aussi que les délais encourus dans la réalisation de ce projet sont le résultat de force majeure et qu'en conformité avec la clause « **DÉLAIS** » à la page 8 du contrat de vente intervenu le vingt-neuf juin de l'an deux mille dix-sept, l'obligation de compléter les travaux sur les Immeubles soit reportée au 29 décembre 2021.

Nous demeurons disponibles pour tout renseignement additionnel ou pour toute réunion que vous pourriez juger nécessaire.

Espérant que nos demandes soient accueillies favorablement, veuillez agréer chère Mme Lefort, l'expression de nos sentiments distingués.

Cours de Brésoles Inc.



Alberto Bernardi, président

cc : Linda BERTRAND/MONTREAL linda.bertrand@montreal.ca
Franco L. Ruccolo <francoruccolo@rfa-architectes.com>

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207921001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Faire un don de deux cent soixante quinze mille dollars (275 000 $) à l'organisme Centraide du Grand Montréal dans le cadre de sa campagne de financement 2020.

1- de faire un don de 275 000 $ à l'organisme Centraide du Grand Montréal, dans le cadre de sa campagne de financement 2020;
2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-11-26 15:38

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207921001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Faire un don de deux cent soixante quinze mille dollars (275 000 $) à l'organisme Centraide du Grand Montréal dans le cadre de sa campagne de financement 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la campagne Centraide des employés et des retraités de la Ville de Montréal est une cause corporative importante. Centraide est en effet un partenaire majeur de la Ville de Montréal. Cet organisme travaille principalement sur quatre axes : soutenir la réussite des jeunes, assurer l'essentiel, briser l'isolement et bâtir des milieux de vie rassembleurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1370 – 16 décembre 2019 - Faire un don de 275 000 $ à l'organisme Centraide du Grand Montréal, dans le cadre de sa campagne de financement 2019
CM18 1057 – 17 septembre 2018 - Faire un don de 250 000 $ à Centraide du Grand Montréal dans le cadre de sa campagne de financement 2018.
CM17 1381 - 11 décembre 2017 - Faire un don de 200 000 $ à l'organisme Centraide du Grand Montréal dans le cadre de sa campagne de financement 2017.
CM16 1442 - 21 décembre 2016 - Faire un don de 150 000 $ à l'organisme Centraide du Grand Montréal dans le cadre de la campagne de financement 2016.

DESCRIPTION

Les élus, les employés et les retraités de la Ville de Montréal sont engagés auprès de Centraide pour une 52^{e} année. Depuis 1968, des milliers d'hommes et de femmes, impliqués dans toutes les unités de la Ville, ont contribué à écrire une formidable histoire de cœur et de mobilisation.

Pour soutenir cet engagement, la Ville souhaite faire un don institutionnel à Centraide de deux cent soixante quinze mille dollars (275 000 $) en 2020. Ce montant s'ajoutera aux dons individuels de ses employés, de ses retraités et de ses élus. L'objectif de un million cinquante mille dollars de promesse de don ayant été dépassé en 2019, et en cette année de pandémie, l'objectif global 2020 est de un million cent mille dollars. Ceci démontre toute la générosité et la volonté de l'appareil municipal à participer au bien-être de la communauté.

JUSTIFICATION

Centraide est un organisme qui, par ses actions et le financement de nombreux organismes communautaires, contribue de façon très importante à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sur le territoire de Montréal. À travers 350 organismes, Centraide améliore la vie d'un citoyen sur sept du Grand Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à ce dossier sont disponibles au budget du Cabinet du directeur général; ce dossier ne comporte donc aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

pas d'impact lié à la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le résultat de la campagne corporative Centraide 2020 fera l'objet d'une opération de communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Judith BOISCLAIR, Service des finances

Lecture :

Judith BOISCLAIR, 26 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émeline DAVID
Campagne Centraide

Tél : 5148680913
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-02

Normand LAPOINTE
Directeur - adjoint au directeur général

Tél : 514 708-5637
Télécop. : 514 872-2896

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207921001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Objet :	Faire un don de deux cent soixante quinze mille dollars (275 000 $) à l'organisme Centraide du Grand Montréal dans le cadre de sa campagne de financement 2020.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207921001 Centraide.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-26

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1203302003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour l'édition spéciale du Salon Visez Droit qui se tiendra de la mi-janvier à la mi-avril 2021.

1. Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal, dans le cadre de l'édition spéciale du Salon Visez Droit se déroulant de la mi-janvier à la mi-avril 2021;
2. D'imputer cette dépense au budget 2021 du Service des affaires juridiques, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-11-27 08:35

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203302003**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour l'édition spéciale du Salon Visez Droit qui se tiendra de la mi-janvier à la mi-avril 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le Barreau de Montréal est actuellement à préparer une édition spéciale du « Salon Visez Droit » principalement en virtuel. Ce salon articulera une panoplie d'activités permettant aux citoyens et citoyennes de trouver réponse à des questions juridiques, tout en favorisant la diffusion d'informations d'ordre général sur le système judiciaire québécois.
Tout comme il l'avait fait pour l'édition 2020, le Barreau de Montréal sollicite un partenariat financier avec le Service des affaires juridiques (SAJ) pour cette édition spéciale par le biais d'une subvention de 10 000 $.

Un tel soutien avait été accordé, par le biais de la résolution CE20 0233, pour la 23e édition du Salon Visez Droit à laquelle la Ville de Montréal était partenaire principale, mais celle-ci a été annulée en raison de la pandémie (Covid-19) et le versement ne fut en conséquence pas versé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0233 | 20 février 2020 | Accorder un soutien financier non récurrent de 10 000 $ au Barreau de Montréal, dans le cadre du Salon Visez Droit qui se tiendra du 30 mars au 2 avril 2020, au Complexe Desjardins.

DESCRIPTION

Dans le contexte actuel de pandémie, l'édition spéciale du Salon Visez Droit se tiendra essentiellement en virtuel.
En voici les grandes lignes :

- Édition spéciale du Salon Visez Droit de la mi-janvier à la mi-avril 2021, avec de nombreuses d’activités virtuelles au programme : jeux-questionnaires, conférences, capsules d’information, procès simulés, consultations juridiques gratuites (virtuelles ou par téléphone), etc. ;

- La Ville de Montréal, en sa qualité de principale partenaire de l'événement, pourra réserver autant de plages qu'elle le souhaite dans cette programmation pour présenter les divers services et programmes;
- Si les directives de la Santé publique le permettent, la dernière journée se tiendrait au complexe Desjardins et des dignitaires pourront être invités à y prononcer quelques mots.

La Direction des poursuites pénales et criminelles du SAJ participe déjà depuis plus de 10 ans au Salon Visez Droit.

Il s'agit d'une opportunité importante pour les justiciables de poser des questions générales sur les activités de la cour municipale (constat, procès criminel, etc.) et d'obtenir des informations sur les nombreux programmes sociaux offerts à la cour municipale.

JUSTIFICATION

La cour municipale de Montréal est la plus importante cour pénale au Canada (en volume). La participation au Salon Visez Droit permet de favoriser une meilleure diffusion de ce qui y est réalisé par les équipes de procureur.e.s ainsi que les activités des nombreux partenaires et organismes impliqués.

Il s'agit d'une belle opportunité d'informer les citoyens et citoyennes montréalais.es de divers services offerts par la cour municipale de la Ville de Montréal concernant les programmes sociaux tels que, le programme d'accompagnement justice santé mentale (PAJ -SM), le programme d'accompagnement justice itinérance à la cour (PAJIC), le programme d'accompagnement justice toxicomanie (PAJTO), le programme entraide vol à l'étalage (programme EVE), le programme Point-Final (récidivistes alcool au volant), le programme accompagnement justice - maltraitance aux aînés (PAJMA), le programme de conciliation et le programme Côté Cour (Violence conjugale et intrafamiliale).

Les citoyens et citoyennes pourront également découvrir plusieurs facettes de la cour qui font de celle-ci une cour de justice de proximité unique.

Le Barreau de Montréal s'associe chaque année à des partenaires de prestige afin d'offrir à la population une programmation de qualité.

Chaque année, il y a plus de 35 000 personnes qui visitent le Salon Visez Droit.

Nous croyons que la prolongation cette année de la durée de l'activité en mode virtuel permettra de rejoindre encore plus de citoyens et citoyennes.

Finalement, il est pertinent pour la Ville d'avoir une plus grande visibilité auprès de la communauté juridique montréalaise, que ce soit afin de mieux faire connaître ses divers programmes sociaux de la cour municipale que pour favoriser le recrutement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la contribution non récurrente de la Ville sont disponibles au budget du Service des affaires juridiques. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune nouvelle incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne les activités de la cour municipale laquelle est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel de pandémie, l'édition du Salon Visez Droit 2020 qui était prévue du 30 mars au 2 avril 2020 a été annulée.
L'édition spéciale du Salon Visez Droit 2021 se tiendra essentiellement en virtuel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Lyne LÉVEILLÉ, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-12

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2020-11-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2020-11-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203302003

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour l'édition spéciale du Salon Visez Droit qui se tiendra de la mi-janvier à la mi-avril 2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1203302003 - Contribution Salon Visez droit.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Prépposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point De Service Hdv
Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-23

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe

Tél : 514 872-7512
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207731004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 74 200$ au Front commun pour la transition énergétique pour la planification et l'animation de la démarche Chantiers Montréal ZéN.

Il est recommandé:

- d'accorder un soutien financier non récurrent de 74 200$ au Front commun pour la transition écologique pour la planification et l'animation de la démarche Chantiers Montréal ZéN;
- d'approuver une convention à cet effet;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-12-01 15:15

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207731004**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 74 200$ au Front commun pour la transition énergétique pour la planification et l'animation de la démarche Chantiers Montréal ZéN.

CONTENU

CONTEXTE

En septembre 2020, le Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ) soumettait une demande au Bureau de la transition écologique (BTER) pour la réalisation du projet *Les chantiers Montréal ZéN* (zéro émissions nettes). Le FCTÉ est un regroupement de 86 organisations environnementales, citoyennes, syndicales, communautaires et étudiantes représentant collectivement 1,8 million de personnes, dont une partie significative non-précisée est montréalaise.
Cette organisation vise à rassembler les organisations québécoises actives en transition écologique équitable, et s'engage à ''(…) jouer un rôle incontournable dans l'urgent virage vers une société neutre en carbone. Ce faisant, il veut promouvoir une transition structurante et porteuse de justice sociale''. En septembre 2019, le FCTÉ lançait la démarche Québec ZéN, décrite comme ''une initiative de dialogue social ayant pour but d'accélérer la transition vers la société carboneutre de demain, plus juste et plus résiliente sur tous les plans : environnemental, social et économique'', chantier de concertation intersectoriel ayant regroupé près de 200 représentants de 70 organisations de typologies non-spécifiées (mais incluant 11 universités). Cette série d'ateliers a mené à l'adoption d'une feuille de route ''aussi exhaustive et consensuelle que possible'' vers la carboneutralité pour l'ensemble de la province.

La FCTÉ désire maintenant procéder à la deuxième phase de la démarche Québec ZéN, soit de tenir des ateliers de transition similaires dans les régions de la province. La mise en œuvre d'une démarche analogique à Montréal et l'opérationnalisation d'une interface citoyenne locale font l'objet de la présente demande de l'organisme. Cette initiative de mobilisation citoyenne s'inscrirait en complément des efforts de la Ville et de ses partenaires en mobilisation de la société civile montréalaise, qui visera davantage les organisations locales de tout acabit.

Les chantiers ZéN sont complémentaires avec les efforts de mobilisation proposés dans le cadre du Partenariat climat Montréal (PCM - D 1207731005), qui proposeront des chantiers

de travail sectoriel visant notamment, parmi plusieurs autres orientations, l'élaboration collaborative et intersectorielle d'interventions communautaires citoyennes. Les deux démarches sont fondées dans une approche de transition écologique commune, et visent des objectifs identiques, alors que des auditoires différents seront visés. Alors que le PCM impliquera davantage de groupes citoyens représentatifs pour travailler à l'élaboration de stratégies d'ensemble, les chantiers ZéN viseront l'élaboration d'initiatives locales, fondées sur les priorités des membres de la communauté dans des quartiers ou arrondissements spécifiques.

Il est à noter que cette démarche s'inscrit en complémentarité avec d'autres projets de la Ville présentant des interfaces avec ses parties prenantes externes et avec les citoyens, et ne présente pas d'interférence avec ceux-ci. Le BTER collabore avec les services responsables de ces initiatives afin d'assurer la cohérence entre les interventions des différents acteurs municipaux. Des synergies fortes sont notamment entrevues avec le programme de budget participatif du Service de l'expérience citoyenne et des communications et ceux des arrondissements, alors que la mobilisation découlant des chantiers ZéN pourra les encourager à définir des interventions et les proposer dans le cadre des appels à projets citoyens. L'équipe du BTER a directement contribué à l'élaboration des orientations et critères du programme de la ville centrale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1332 – 19 novembre 2018 – Déclaration pour la reconnaissance de l'urgence climatique.
CE19 1542 - Recommander au conseil municipal et au conseil d'agglomération le dépôt du document intitulé « Inventaire des émissions de gaz à effet de serre 2015 - Collectivité montréalaise ».

CE19 1049 - Approuver l'addenda à l’entente de collaboration entre la Ville de Montréal, le C40 Cities Climate Leadership Group, la fondation David Suzuki et la fondation familiale Trottier d'une durée de 2 ans pour la réduction des émissions de GES, l’adaptation aux changements climatiques et la résilience face aux changements climatiques et l’engagement et la mobilisation des acteurs clés dans le contexte de la réduction des émissions de GES et l’adaptation aux changements climatiques afin d’ajouter les six partenaires suivants : le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal de la Direction régionale de santé publique, la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman, la Fondation McConnell, la Caisse de dépôt et du placement du Québec, la Fondation Écho et la Fondation Espace pour la vie.

CG19 0459_- 24 octobre 2019 - Déposer le document intitulé Suivi du Plan d’adaptation aux changements climatiques de l’agglomération de Montréal 2015-2020.

CE18 1992 – 5 décembre 2018 – Approuver l'Entente de Collaboration entre la Ville de Montréal, le C40 Cities Climate Leadership Group, la fondation David Suzuki et la fondation familiale Trottier d'une durée de 2 ans pour la réduction des émissions de GES, l’adaptation aux changements climatiques et la résilience face aux changements climatiques et l’engagement et la mobilisation des acteurs clés dans le contexte de la réduction des émissions de GES et l’adaptation aux changements climatiques.

CM18 1332 – 19 novembre 2018 – Déclaration pour la reconnaissance de l'urgence climatique.

CM18 1085 – 17 septembre 2018 – Résolution du conseil municipal : que la Ville de Montréal prenne acte des engagements pris lors du Sommet de San Francisco et s’engage à mobiliser les citoyens et l’ensemble des forces vives montréalaises pour relever ce défi

majeur et mettre en œuvre des mesures concrètes à la hauteur de ces enjeux.

CG18 0330 – 21 juin 2018 - Dépôt du document intitulé « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre corporatives 2013-2020 ».

CG18 0329 – 21 juin 2018 - Dépôt du document intitulé « Suivi du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020 ».

CG16 0437 - 22 juin 2016 - Adopter le Plan Montréal durable 2016-2020.

CG15 0780 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

CM15 1454 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

DESCRIPTION

Les chantiers Québec ZéN visent les objectifs généraux suivants :
- Accueillir le plus largement possible la pleine diversité des savoirs scientifiques, des sensibilités politiques et des perspectives d'analyse par rapport à la transition énergétique;
- doter la Ville d'un outil de planification, de prise de décision et de mobilisation en transition écologique;
- rassembler et mobiliser les citoyens locaux montréalais autour de la transition écologique;
- identifier les résistances et opportunités dans leurs quartiers.

Elle vise également les cibles spécifiques suivantes pour le chantier montréalais:
- Appuyer la mobilisation de la collectivité montréalaise dans l'atteinte de ses objectifs climatiques;
- ''100 formé.e.s ; 300 engagé.e.s activement ; 3 300 influencé.e.s positivement ; 33 000 touché.e.s''
par les actions de rayonnement mises de l'avant.

Pour atteindre ces objectifs et cibles, le FCTÉ animera des ateliers de travail pour présenter aux citoyens participants une vision inspirante d'un Montréal carboneutre à partir de la Feuille de route du Québec vers la carboneutralité du FCTÉ. Ces ateliers réuniraient et formeraient au moins 20 personnes par quartier ou arrondissement participant d'ici la fin du projet (au moins 100 personnes en tout) pour faciliter la cocréation d'une esquisse de plan d'action par quartier ou arrondissement participant. Les participants seraient ''accompagnés de chercheurs, de spécialistes en transition, en gestion du changement, en communication sur le climat et en mobilisation ainsi que d'acteurs sociaux influents''.Pour cette démarche le FCTÉ tenterait également d'impliquer les acteurs locaux en transition écologique ayant participé aux chantiers Québec ZéN, notamment Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville (MEAC), Imagine Lachine Est, Solon, TIESS et la Coalition-Climat Montréal.

Le calendrier suivant est prévu pour la tenue des ateliers:

Période	**Activités**
Automne-Hiver 2020	3 collectivités, quartiers ou arrondissements, 2 séances virtuelles par arrondissement
Hiver 2021	2 collectivités, quartiers ou arrondissements, 2 séances (virtuelles ou présentielles, selon les recommandations de la santé publique) par arrondissement

Hiver-Printemps 2021	Suite aux réunions de l'automne, les participant.e.s agissent de manière autonome sur le terrain, individuellement et collectivement, afin d'élargir l'adhésion à la transition
Début du printemps 2021	1 séance de retour dans chacun des 5 quartiers ou arrondissements participants (virtuelles ou présentielles, selon les recommandations de la santé publique
Fin du printemps 2021	Dépôt d'une compilation des résultats obtenus et propositions de suites à donner

La sélection des arrondissements et quartiers visés par la démarche sera faite en collaboration avec le BTER.

JUSTIFICATION

La mise en oeuvre de la transition écologique à la Ville de Montréal et l'atteinte des cibles du plan climat présentement en développement exigeront au cours des prochaines années un renforcement des capacités locales pour la réalisation d'initiatives de réduction des GES, d'adaptation aux changement climatiques, de résilience urbaine et de réduction des GES. La démarche proposée visera en ce sens à outiller et opérationnaliser les démarches locales par l'implication des citoyens dans un processus pédagogique et collaboratif avec le soutien d'experts et forces vives du milieu. Le projet représente donc un aspect clé des efforts de mobilisation entrevues pour la mise en oeuvre du plan climat.
La démarche propose également une certaine harmonisation des orientations en transition écologique à l'échelle provinciale, ce qui contribuera au partage des vocabulaires et des orientations entre les Villes de la province et améliorera la qualité de la réponse nationale aux enjeux climatiques en environnementaux auxquels nous faisons face collectivement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour la réalisation de ce projet la Ville propose une contribution de 74 200$, soit 55% du montage financier total de 134 000$ (45% en coordination, 16% pour la préparation des rencontres, 25% pour la rémunération des spécialistes, 8% pour la compilation des résultats et 17% pour la publicité et les outils de communications). Les 45% restants du montage financier seront fournis par le FCTÉ lui-même et des partenaires, qui ne sont pas spécifiés à l'exception de la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La démarche s'inscrit en cohérence avec le développement durable et avec la transition écologique, alors qu'elle contribue significativement au développement des capacités locales et à la mobilisation des citoyens et des organisations locales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de la Ville représente permettra la faisabilité financière de l'événement, étant donné qu'elle représente 55% du montage financier total.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La démarche permettra de maintenir le momentum de la mobilisation locale et l'organisation du travail dans les quartiers malgré les contraintes reliées à la pandémie. Dans la mesure où le confinement ne permettrait pas la mise en oeuvre des ateliers, ils seront tenus de façon virtuelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y aura des opérations de communications en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2020 - Présentation du dossier au CE;
Novembre 2020 - Printemps 2021 - Mise en oeuvre de la démarche.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs en place.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jeanne PARISEAU, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Caroline BOIVIN, 19 octobre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thomas ADAMS
Conseiller en planification

Tél : (514) 872-1151
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-20

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi environnmental

Tél : 514-872-6508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sidney RIBAUX

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sidney RIBAUX

Directeur
Tél :
Approuvé le : 2020-12-01

Directeur
Tél :
Approuvé le : 2020-12-01

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du règlement RCE 02-004;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE FRONT COMMUN POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 870 av. De Salaberry, Québec (Québec) G1R 2T9, Canada, agissant et représentée par Carole Dupuis, Présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription d'organisme : 1173207748

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme promoteur d'une démarche nationale et locale de mobilisation vers la transition écologique;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directeur du Bureau de la transition écologique et de la résilience;

2.7 « **Unité administrative** » : Le Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.1 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.2 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la

présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-quatorze mille deux cent dollars (74 200 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de soixante-cinq mille dollars (65 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de neuf mille deux cent dollars (9 200 $), au plus tard dans les trente (30) jours suivant le dépôt du bilan financier de l'utilisation de la contribution de la Ville et du rapport faisant état de la visibilité assurée pendant le projet, à remettre au responsable au plus tard le 31 décembre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 870 av. De Salaberry, Québec (Québec) G1R2T9, Canada, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155, rue Notre-Dame Est, annexe, 1er étage, B. 1.201, Montréal, Québec, H2Y 1B5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

LE MOUVEMENT DES ARTISANS DU CHANGEMENT

Par : _____
Carole Dupuis, Présidente

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (CE20 ….).

ANNEXE 1

PROJET

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

    - Offrir au cabinet de la mairesse et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

CHANTIERS MONTRÉAL ZéN (Zéro émission Nette)

FRONT COMMUN POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
Créé en 2015, le Front commun pour la transition énergétique regroupe 86 organisations environnementales, citoyennes, syndicales, communautaires et étudiantes représentant collectivement 1,8 million de personnes (**dont une forte proportion habite Montréal)** - soit plus de 2 Québécois.es sur 10 et près de la moitié de la population active du Québec.

MISSION
Le Front commun pour la transition énergétique regroupe des organisations qui contribuent à l'élaboration collective et à la mise en œuvre d'une transition énergétique structurante et porteuse de justice sociale.

VISION
Conscient de l'interdépendance des dimensions écologiques, énergétiques, économiques et sociales, guidé par la conviction que la transition énergétique est une occasion exceptionnelle de transformations profondes à tous ces égards, le Front commun veut jouer un rôle incontournable dans l'urgent virage vers une société neutre en carbone. Ce faisant, il veut promouvoir une transition structurante et porteuse de justice sociale.

LE PROJET QUÉBEC ZéN
Le 30 septembre 2019, le Front commun pour la transition énergétique donnait le coup d'envoi de Québec ZéN (zéro émission nette), une initiative de dialogue social ayant pour but d'accélérer la transition vers la société carboneutre de demain, plus juste et plus résiliente sur tous les plans : environnemental, social et économique.

Québec ZéN a donné lieu à une vaste concertation visant à accueillir le plus largement possible la pleine diversité des savoirs scientifiques, des sensibilités politiques et des perspectives d'analyse par rapport à la transition énergétique. Plus de 190 personnes, membres du Front commun et spécialistes externes appartenant à plus de 70 organisations différentes et à une quinzaine de départements, chaires de recherches ou facultés de 11 universités, y ont participé. Résultat : une Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité aussi exhaustive et consensuelle que possible. Québec ZéN entame maintenant sa deuxième phase: des chantiers de la transition un peu partout au Québec, d'où la présente proposition pour Montréal.

Un outil et un atout pour Montréal :

La Ville de Montréal a adopté des objectifs aussi ambitieux que nécessaires en regard de la transition énergétique. Nous sommes convaincus que pour atteindre une réduction de 55% des GES en 2030 et réaliser Montréal carboneutre en 2050, les "Chantiers Montréal ZéN" sont un outil et un atout de taille pour la Ville de Montréal.

Objectif général :

Rassembler et outiller des citoyennes et des citoyens pour qu'ils et elles se mobilisent et mobilisent leurs concitoyen.ne.s en faveur de la transition dans leur collectivité, notamment en identifiant les résistances au changement face à ces enjeux; et en élaborant des pistes de solutions à ces résistances.

Quoi :

Chantiers Montréal ZéN
Dialogue-Formation avec des citoyens d'un quartier ou d'un arrondissement intéressés à la transition.

Qui :
Organisé par le Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ) en collaboration avec des organismes locaux actifs sur les questions de transition, dont les organismes membres du FCTÉ;

- Rassemblant de petits groupes diversifiés (âge, sexe, origine ethnique) de citoyennes et de citoyens (20-25 personnes) d'un même quartier ou arrondissement;
- Accompagnés de chercheurs, de spécialistes en transition, en gestion du changement, en communication sur le climat et en mobilisation ainsi que d'acteurs sociaux influents.

Quand :

- Automne 2020 : 3 collectivités, quartiers ou arrondissements, 2 séances virtuelles par arrondissement;
- Hiver 2021 : 2 collectivités, quartiers ou arrondissements, 2 séances (virtuelles ou présentielles, selon les recommandations de la santé publique) par arrondissement;
- Hiver-Printemps : suite aux réunions de l'automne, les participant.e.s agissent de manière autonome sur le terrain, individuellement et collectivement, afin d'élargir l'adhésion à la transition;
- Début du printemps 2021 : une séance de retour dans chacun des 5 quartiers ou arrondissements participants (virtuelles ou présentielles, selon les recommandations de la santé publique);
- Fin du printemps 2021 : dépôt d'une compilation des résultats obtenus et propositions de suites à donner.

Comment :

- Présenter une vision inspirante d'un Montréal carboneutre à partir de la Feuille de route du Québec vers la carboneutralité du FCTÉ;
- Susciter l'adhésion à cette vision;
- Outiller les participants pour qu'ils deviennent des acteurs du changement aptes à mobiliser leurs concitoyens en faveur de cette vision :
    - Développer sa capacité d'influence;
    - Cartographier le quartier et identifier ses leaders;
    - Cibler collectivement un ou plusieurs enjeux;
    - Identifier les résistances au changement face à ces enjeux;
    - Identifier des pistes de solutions à ces résistances;
    - Imaginer sa collectivité carboneutre avec la contribution d'artistes (illustrateurs, graphistes, autres);
    - Élaborer une esquisse de plan d'action sur le terrain et sur le Web.

Objectifs spécifiques:

- Réunir et former au moins 20 personnes par quartier ou arrondissement participant d'ici la fin du projet (au moins 100 personnes en tout);
- Faciliter la cocréation d'une esquisse de plan d'action par quartier ou arrondissement participant;
- Compiler les résultats obtenus et proposer des pistes d'action supplémentaires

Résultats attendus au terme du projet :
100 formé.e.s ; 300 engagé.e.s activement ; 3 300 influencé.e.s positivement ;
33 000 touché.e.s dans nos actions de rayonnement

- Les participantes et les participants développeront une vision globale de la transition
- Les participantes et les participants auront une meilleure connaissance des freins à la transition et des façons de surmonter ces freins dans leur quartier ou leur arrondissement;
- Les participantes et les participants auront significativement amélioré leur pouvoir d'agir et leur capacité d'influence sur le terrain;

- Chaque participante et participant aura suscité l'engagement actif de deux autres personnes en moyenne;
- Chaque participante et participant aura influencé positivement dix personnes en faveur des changements nécessaires à la transition en moyenne.

Autres partenaires :

Ces organismes sont déjà des partenaires confirmés du projet national « Québec ZéN », notamment pour Ahuntsic-Cartierville et Lachine, et sont des partenaires naturels et privilégiés pour les « Chantiers Montréal ZéN » que le FCTÉ pourrait rallier à son projet par exemple : Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville (MEAC); Imagine Lachine Est; Solon; TIESS; Coalition-Climat Montréal etc.

Budget :

Description	Détail	Ville de Montréal	FCTÉ et partenaires	Sous-total
Coordination et lien avec les participant.e.s	30 $ * 32 semaines * 35 heures	**33 600 $**		**33 600 $**
Développement de la méthodologie	80 heures * 80 $		**6 400 $**	**6 400 $**
Production des outils pédagogiques	40 heures * 80 $		**3 200 $**	**3 200 $**
Préparation et animation des rencontres	15 rencontres * 10 h * 80 $ * 2 animateurs	**12 200 $**	**12 200 $**	**24 400 $**
Rémunération des spécialistes	15 rencontres * 6 h * 200 $ * 3 spécialistes	**18 000 $**	**36 000**	**54 000 $**
Compilation des résultats et développement de propositions	40 heures * 80 $	**6 400 $**		**6 400 $**
Communication	Publicités sur les réseaux sociaux	**1 000 $**		**1 000 $**
	Outils de communication (graphisme, impression, distribution)	**3 000 $**	**2 000 $**	**5 000 $**
Total		**74 200 $**	**59 800 $**	**134 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207731004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 74 200$ au Front commun pour la transition énergétique pour la planification et l'animation de la démarche Chantiers Montréal ZéN.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207731004 Front commun québécois.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-30

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.023

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1205890001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, d'un montant de 15 000 $ à l'organisme Espaces Temps pour mettre en œuvre deux sessions de cours connectés automne 2020 et hiver 2021 - Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
- d'accorder une contribution financière de 15 000$ à l'organisme Espace temps pour mettre en œuvre deux sessions de cours connectés automne 2020 et hiver 2021

- d'approuver le projet de convention de contribution à cet effet

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-11-24 14:14

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205890001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, d'un montant de 15 000 $ à l'organisme Espaces Temps pour mettre en œuvre deux sessions de cours connectés automne 2020 et hiver 2021 - Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2009, l'organisme à but non lucratif Espaces Temps accompagne les organisations dans la conception et la mise en œuvre de projets innovants à impact social. En 2018, Espaces Temps s'est associé à l'Université Concordia et à la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour adapter et implanter le programme vancouvérois City Studio à Montréal. CitéStudio Montréal est un trait d'union entre l'expertise des employé·e·s de la Ville de Montréal et la créativité des étudiant·e·s universitaires. Coordonné par l'organisme Espaces temps en collaboration avec le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM) et l'Université Concordia, ce programme vise à faire collaborer la Ville de Montréal et des étudiant·e·s universitaires de premier cycle. Grâce à un mécanisme de pairage, les employé·e·s de la Ville se voient offrir un espace d'exploration et d'expérimentation pour innover sur leurs projets.

Le premier pilote des cours connectés CitéStudio Montréal a eu lieu au semestre d'automne 2019 et a permis d'explorer cinq défis urbains portés par différents services. L'évaluation de l'initiative auprès des participants de la Ville a révélé plusieurs impacts positifs, dont la découverte de nouvelles perspectives sur leurs défis et un enrichissement de leurs connaissances concernant les approches et outils permettant d'innover. Les employé.es de la Ville participant ont également exprimé avoir retiré beaucoup d'engagement et de mobilisation à pouvoir mettre en valeur et à partager leur expertise auprès des étudiant.es. Au sein de la Ville, cette première édition de CitéStudio Montréal a été portée conjointement par le LIUM et le Service du développement économique (SDÉ) et a bénéficié d'une contribution financière non récurrente de 30 000$ du SDÉ.

Face au succès remporté lors de la première édition, le LIUM a décidé de s'engager pour un deuxième pilote des cours connectés. En mode virtuel du fait de la pandémie, ce sont quatre défis qui ont été appariés pour la session d'automne actuellement en cours, tandis que les parties prenantes travaillent parallèlement au pairage pour la session d'hiver 2021.

La démarche d'innovation induite par les «cours connectés» s'inscrit dans la mission du LIUM, soit de faire émerger des solutions innovantes aux défis urbains de concert avec les citoyen.nes, les partenaires externes, et les employé.es de la Ville.

Les défis du semestre d'automne 2020 s'inscrivent dans plusieurs des grandes orientations stratégiques de la Ville : Relance post-covid; Transition écologique et résilience; Solidarité et inclusion; Créativité, innovation et collaboration; Développement à l'échelle des quartiers.

Plus spécifiquement, CitéStudio répond à la fois à des objectifs de la Ville et à des objectifs du LIUM, notamment:

- Faire de l'innovation un principe directeur à la Ville;
- Développer les compétences en innovation des employés municipaux;
- Participer à la mobilisation des employés de la Ville;
- Collaborer avec l'écosystème interne et externe;
- Favoriser la transversalité au sein de la Ville de Montréal.

La Ville est engagée à trois niveaux:

- Mobiliser les employés et les accompagner à identifier les défis urbains sur lesquels travailler;
- Participer à 3 rencontres avec les étudiants dans les cours pour exposer les défis et partager l'expertise municipale;
- Contribuer au financement du projet sous la forme d'une contribution financière non récurrente pour les sessions automne 2020 et hiver 2021 des « Cours connectés ».

Le présent sommaire décisionnel vise donc à proposer un soutien non récurrent de 15 000 $ pour la mise en œuvre du deuxième pilote des «Cours connectés» CitéStudio Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1574 - 9 octobre 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 30 000 $ à Espaces Temps Montréal, pour la mise en oeuvre de la phase pilote des « cours connectés » de Cité Studio, pour la période d'octobre à décembre 2019

DESCRIPTION

CityStudio est un programme développé depuis 2011 entre l'Université Simon Fraser et la Ville de Vancouver pour amener des étudiant.es universitaires de premier cycle, ses employé.es municipaux et des membres de la communauté à travailler ensemble sur des problématiques urbaines et ce, dans une perspective de ville durable.
Grâce à l'apprentissage expérientiel et à la collaboration avec la Ville, les participant.es de CitéStudio explorent des problématiques urbaines actuelles à travers l'expérimentation et une diversité de perspectives. Les participant.es développent leurs compétences en innovation, en collaboration et en design de solutions et de prototypes.

JUSTIFICATION

Le projet représente aussi un bon levier d'apprentissage et de collaboration à l'interne, notamment grâce à l'événement d'émergence de défis urbains, qui mène des employé.es d'unités d'affaires différentes à travailler ensemble sur un même enjeu commun.

Inspiré du modèle à succès de Vancouver renommé "CitéStudio Montréal" pour son adaptation montréalaise, le projet est aujourd'hui porté par l'OBNL Espaces Temps, en partenariat avec l'Université Concordia.

- Espaces Temps a acheté la Licence CityStudio à Vancouver au nom des partenaires du projet et apporte son expertise en matière de construction de partenariats et design de services pour la coordination du projet pilote.
- L'Université Concordia est le premier partenaire universitaire de CitéStudio : l'université met à disposition ses professeur.es et ouvre ses cours aux participant.es de CitéStudio, où interviendront les employé.es de la Ville à titre de formateurs et formatrices invité.es et de «clients».

Le projet CitéStudio complète les autres types de partenariats existants entre la Ville et le milieu universitaire puisqu'il s'adresse spécifiquement à des étudiant.es de premier cycle. Par ailleurs, l'approche de "maillage improbable", c'est-à-dire le maillage d'un défi urbain avec une discipline académique différente du sujet du défi, favorise l'innovation et la créativité.

Avant de procéder au maillage, le LIUM coordonne une phase d'émergence des défis. Avant le début de l'année scolaire, le LIUM lance un appel à tous aux employé.es de la Ville pour participer à un événement visant à définir leurs enjeux urbains actuels. Ces enjeux peuvent ensuite être développés dans le cadre de divers projets d'innovation, dont CitéStudio. Cette année, 26 employé.es provenant de 10 services et 5 arrondissements ont formulé plus de 50 défis.

Le budget pour les cours connectés d'automne 2020 et d'hiver 2021 est de 183 000 $.

La Ville de Montréal contribue à hauteur de 15 000 $.
La participation de la Ville correspond à 8,2 % du budget, dont les sources budgétaires sont les suivantes :

Contributeur	%	Montant
Revenus en espèces		
Ville de Montréal		15 000, 00 $
Secrétariat à la région métropolitaine (FIRM)		94 000, 00 $
Université Concordia		34 000, 00 $
Revenus en nature		
Espaces temps		34 000, 00 $
Université Concordia		6 000, 00 $
Total		183 000, 00$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il convient d'autoriser une dépense totale de 15 000 $.

Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2020	TOTAL
15 000 $	15 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier contribue à promouvoir l'innovation et le savoir pour une croissance économique durable**.**

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que la présente contribution ne serait pas allouée, la Ville de Montréal limite sa capacité à influencer le programme et nuit à la capacité du programme CitéStudio Montréal à se développer dans l'avenir.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Impact du projet sur la relance post-COVID
Afin d'être en phase avec le contexte urbain et de répondre aux priorités montréalaises, le thème pour ces deux sessions est : *Comment utiliser la relance post-COVID pour redéfinir nos quartiers et créer le Montréal de demain?* Les défis sont donc développés à la fois en fonction du contexte immédiat de pandémie et d'une vision à long-terme.

Impact de la COVID sur le projet
Étant donné le contexte sanitaire, l'ensemble des cours connectés et l'exposition se font en virtuel pour la session d'automne 2020 et celle d'hiver 2021. Cela influencera les travaux des étudiant.es qui ne pourront présenter les prototypes en personne et devront adapter leurs présentations. Afin d'offrir l'expérience CitéStudio maximale aux participants et permettre au plus grand nombre de voir les projets, l'équipe d'Espace temps a prévu la mise en ligne d'une plateforme pour exposer les projets pendant un certain temps.

Par ailleurs, certains maillages qui auraient pu bénéficier d'un travail terrain ou de l'implication de d'autres parties prenantes telles que des citoyen.nes n'ont pas été privilégiés au moment du maillage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sur les résultats de la recherche va être coordonnée avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Août à décembre 2020 : déroulement des cours connectés - automne.
Décembre 2020 : exposition des prototypes étudiants - automne.
Janvier à avril 2021 : déroulement des cours connectés - hiver.
Avril ou Mai 2021 : exposition des prototypes étudiants - hiver.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie POULIN, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Andrée RODRIGUE
conseiller(ere) en planification

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-18

Stéphane GUIDOIN
directeur-laboratoire d'innovation urbaine

Tél : 514-872-7482
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphane GUIDOIN
directeur-laboratoire d'innovation urbaine
Tél : 514-872-7482
Approuvé le : 2020-11-18

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre Dame Est, à Montréal, Québec représentée aux présentes par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG060006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci après appelée la « **Ville** »

ET : **ESPACES TEMPS**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 5605, avenue de Gaspé, espace 106, Montréal (Québec) H2T 2A4, agissant et représentée par Vincent Chapdelaine, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 823279401RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 215420589TQ0001

Ci après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme accompagnateur d'organisations dans la conception et la mise en œuvre de projets innovants à impact social.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM), Stéphane Guidoin ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable. Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre vingt dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement :

- un versement au montant de quinze mille dollars (15 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 mai 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5605, avenue de Gaspé, espace 106, Montréal (Québec) H2T 2A4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre Dame Est, à Montréal, Québec représentée par Me Yves Saindon, greffier, , et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur du LIUM. .

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de ..... 20__

ESPACES TEMPS

Par : _____
Vincent Chapdelaine, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE …….).

ANNEXE 1

PROJET

Depuis 2009, l'organisme à but non lucratif Espaces Temps accompagne les organisations dans la conception et la mise en œuvre de projets innovants à impact social. En 2018, Espaces Temps s'est associé à l'Université Concordia et à la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour adapter et implanter le programme vancouvérois City Studio à Montréal. CitéStudio Montréal est un trait d'union entre l'expertise des employé·e·s de la Ville de Montréal et la créativité des étudiant·e·s universitaires, en faisant collaborer la Ville de Montréal et des étudiant·e·s universitaires de premier cycle. Grâce à un mécanisme de pairage, les employé·e·s de la Ville se voient offrir un espace d'exploration et d'expérimentation pour innover sur leurs projets.

CitéStudio Montréal est aujourd'hui coordonné par Espaces temps, en collaboration avec le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM) et l'Université Concordia. En tant que coordonnateur, Espaces Temps apporte son expertise en matière de construction de partenariats et de design de services pour la phase pilote des "cours connectés", en plus d'avoir acheté la Licence CityStudio au nom des partenaires du projet. Quant à elle, l'Université Concordia est le premier partenaire universitaire de CitéStudio : l'université met à disposition ses professeur.es et ouvre ses cours aux participant.es de CitéStudio, où interviendront les employé.es de la Ville à titre de formateurs et formatrices invité.es et de «clients».

Le premier pilote des cours connectés CitéStudio Montréal a eu lieu au semestre d'automne 2019 et a permis d'explorer cinq défis urbains portés par différents services. L'évaluation de l'initiative auprès des participants de la Ville a révélé plusieurs impacts positifs, dont la découverte de nouvelles perspectives sur leurs défis et un enrichissement de leurs connaissances concernant les approches et outils permettant d'innover. Les employé.es de la Ville participant ont également exprimé avoir retiré beaucoup d'engagement et de mobilisation à pouvoir mettre en valeur et à partager leur expertise auprès des étudiant.es. Au sein de la Ville, cette première édition de CitéStudio Montréal a été portée conjointement par le LIUM et le Service du développement économique (SDÉ) et a bénéficié d'une contribution financière non récurrente de 30 000$ du SDÉ.

Face au succès remporté lors de la première édition, le LIUM a décidé de s'engager pour un deuxième pilote des cours connectés. En mode virtuel du fait de la pandémie, ce sont quatre défis qui ont été appariés pour la session d'automne actuellement en cours, tandis que les parties prenantes travaillent parallèlement au pairage pour la session d'hiver 2021. Afin d'être en phase avec le contexte urbain et de répondre aux priorités montréalaises, le thème pour ces deux sessions est : *Comment utiliser la relance post-COVID pour redéfinir nos quartiers et créer le Montréal de demain?* Les défis sont donc développés à la fois en fonction du contexte immédiat de pandémie et d'une vision à long-terme.

Calendrier et étape(s) subséquente(s)
Août à décembre 2020 : déroulement des cours connectés - automne.
Décembre 2020 : exposition des prototypes étudiants - automne.
Janvier à avril 2021 : déroulement des cours connectés - hiver.
Avril ou Mai 2021 : exposition des prototypes étudiants - hiver.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Protocole de visibilité

L'organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec.

En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il est essentiel de :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet à la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec

- Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Villepour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le

programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.**

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du gouvernement du Québec, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le ministère de la Culture et des Communications :

- Inviter par écrit la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;

- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;

- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.

Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

- Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et de celui du gouvernement du Québec disponibles sur : http://ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques

Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires.

De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

- À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par la Ville.
  À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement

Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca

) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

- Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.

- Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.

-

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles ci-dessus, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

- tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);

- s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;

- s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville, veuillez adresser votre demande par courriel à : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205890001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , -
Objet :	Accorder un soutien financier, non récurrent, d'un montant de 15 000 $ à l'organisme Espaces Temps pour mettre en œuvre deux sessions de cours connectés automne 2020 et hiver 2021 - Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205890001 Espaces temps.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-19

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.024

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208741008

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 371 525 $ à cinq différents organismes pour le montant et le projet indiqués en regard de chacun d'eux, pour 2020, en soutien à leur offre en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dédié à la réalisation de projets relatifs à l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 150 000 $ aux trois organismes ci-après désignés, pour le montant et le projet indiqué en regard de chacun d'eux, pour 2020, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dédié à la réalisation de projets relatifs à l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du Fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables :

Organisme	Projet	Soutien recommandé
La Porte ouverte Montréal	**Ouverture 24h/7**	**50 000 $**
Projet Ado-Communautaire en Travail de rue	**Halte-chaleur Nord de l'île de Montréal**	**50 000 $**
Action jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI)	**Halte-chaleur Ouest-de-l'île**	**50 000 $**

2. d'approuver les trois projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Il est recommandé de recommander au conseil d'agglomération :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 221 525 $ aux deux organismes ci-après désignés, pour le montant et le projet indiqué en regard de chacun d'eux, pour 2020, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dédié à la réalisation de projets relatifs à l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du Fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables :

Organisme	Projet	Soutien recommandé
Mission Bon Accueil	**« Unité de débordement temporaire des services d'hébergement d'urgence en itinérance pour la période hivernale 2020-2021 (Hôtel Place Dupuis) »**	**121 525 $**
Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé inc.	**« Ancien YMCA »**	**100 000 $**

2. d'approuver les deux projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-26 17:01

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208741008**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 371 525 $ à cinq différents organismes pour le montant et le projet indiqués en regard de chacun d'eux, pour 2020, en soutien à leur offre en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dédié à la réalisation de projets relatifs à l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a reçu un don de 1 192 500 $ provenant du « Fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables » de Fondation AMC. Ce fonds soutient les efforts des villes auprès des populations vulnérables, particulièrement affectées par la pandémie actuelle.
Le budget additionnel de dépense 1 192 500 $ permet à la Ville d'offrir du soutien financier, notamment pour les services de centres de jour et les centres d'hébergement d'urgence aux personnes en situation d'itinérance ainsi qu'aux activités de sécurité alimentaire. Il facilite, entre autres, le plan de transition des actions de la Ville en itinérance, depuis le début de la pandémie, vers le communautaire. Les mesures mises en place pour répondre à plusieurs besoins exprimés sur le terrain ont nécessité, et nécessitent encore des investissements importants de la Ville pour soutenir les personnes les plus vulnérables de ses communautés à traverser la crise. Montréal souhaite continuer à mieux rejoindre les personnes vulnérables, en particulier celles en situation d'itinérance et celles vivant de l'insécurité alimentaire, touchées durement par les conséquences de la pandémie. Elle souhaite aider également les personnes migrantes allophones, notamment à statut précaire, dans leur recherche de services communautaires et planifier l'aide qu'elle peut offrir aux plus vulnérables vivant une fracture numérique depuis le début de la crise de la COVID-19.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0604 du 19 novembre 2020
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 770 975 $, à sept organismes, pour 2020, soit 150 000 $ à Projets autochtones du Québec pour son projet « PAQ-Refuge d'urgence temporaire pour femmes, hommes et couples autochtones au complexe Guy Favreau », 185 000 $ à Mission Bon Accueil pour « Centre d'accueil et de référencement multi-partenaires du Royal Victoria », 60 000 $ à C.A.R.E. Montréal (centre d'Aide et de réinsertion) pour « Centre d'accueil et de référencement multi-partenaires du Royal Victoria », 133 975 $ à Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé Inc. pour « Refuge CAP-CARE », 100 000 $ à Association d'entraide Le Chaînon Inc. pour « Accueil de jour, mesures sanitaires et accompagnement pour les femmes en difficulté ou à risque d'itinérance » et 92 000 $ à La cantine pour tous pour son projet « Soutien aux membres de la cantine pour tous » dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale relatif à l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du Fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables
CE20 1587 du 14 octobre 2020
Autoriser la réception d'une contribution financière de 1 192 500 $ provenant de Fondation AMC dans le cadre de son Fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables / Approuver un projet de convention entre cet organisme et la Ville de Montréal, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution / Autoriser le Service de la diversité et de l'inclusion sociale à affecter ce montant pour le soutien aux personnes vulnérables

DESCRIPTION

Ce financement de 371 525 $ a fait l'objet d'un appel de projets dans le cadre des mesures hivernales en itinérance. Il a été réalisé en fonction de la ventilation prévue du budget additionnel de dépenses permis grâce à la réception du don reçu de Fondation AMC, que la Ville a autorisé le 14 octobre dernier, à savoir :
Dossier de l'itinérance :

- 630 000 $ pour appuyer le plan de transition afin de favoriser le retour des services d'hébergement temporaire d'urgence vers le secteur communautaire, ces services comprenant aussi un volet alimentaire
- 370 000 $ pour appuyer les mesures hivernales en itinérance 2020-2021 qui comprennent de l'hébergement avec services alimentaires et du transport de personnes vers les ressources

Autres dossiers - populations vulnérables :

- 192 500 $ pour de l'aide alimentaire d'urgence aux familles, pour le soutien à des projets répondant aux besoins et enjeux des personnes immigrantes ou allophones de Montréal et pour le soutien à la fracture numérique

Les soutiens recommandés par la Ville en appui à la lutte contre la COVID-19 ont pour but de combler les lacunes criantes au chapitre du bien-être des populations vulnérables dans la collectivité montréalaise, de contribuer à la résilience à court et à long terme des intervenants communautaires qui viennent en aide aux populations vulnérables. L'organisme bénéficiaire utilisera le soutien financier de la Ville pour couvrir des dépenses admissibles se rapportant à des activités admissibles, tel que spécifié dans l'appel de projets susmentionné.

Un premier dossier d'octroi de soutiens financiers dans le cadre du don reçu de la Fondation AMC a été approuvé par le conseil d'agglomération le 19 novembre dernier. Il visait le financement de sept projets relatifs à des services d'hébergement d'urgence, à de l'aide

alimentaire d'urgence aux familles et à des besoins et des enjeux des personnes immigrantes ou allophones.

JUSTIFICATION

La pandémie de COVID-19 accentue plusieurs inégalités sociales dans la population montréalaise et précarise encore davantage des groupes déjà vulnérables. Le don de Fondation AMC est versé à la Ville pour leur venir en aide. Ainsi, la Ville pourra soutenir la mise en place de mesures hivernales destinées aux personnes en situation d'itinérance et dont la qualité de vie s'est amoindrie depuis le début de la crise.
Le SDIS recommande d'accorder un soutien financier à cinq différents organismes pour la réalisation de cinq projets dans le cadre de l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du Fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables. Les soutiens financiers aux divers organismes ayant répondu à l'appel de projets correspondent au premier rapport préliminaire déposé par la Ville et accepté par le donataire (en pièces jointes), un rapport final est requis le 2 février 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 371 525 $, est prévu au SDIS et est financé par le budget de dépenses additionnelles dédié aux projets relatifs à l'initiative de subventions de Fondation AMC au titre du Fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.
Le tableau suivant illustre le montant du soutien qu'il est recommandé d'accorder pour 2020 :

Organisme	Projet	Soutien recommandé
La porte ouverte Montréal	« Ouverture 24h/7 »	**50 000 $**
Mission Bon Accueil	« Unité de débordement temporaire des services d'hébergement d'urgence en itinérance pour la période hivernale 2020-2021 (hôtel Place Dupuis) »	**121 525 $**
Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé Inc.	« Ancien YMCA »	**100 000 $**
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	« Halte-chaleur Nord de l'île de Montréal »	**50 000 $**
Action jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI)	« Halte-chaleur Ouest-de-l'île (OI) »	**50 000 $**

Les tableaux des soutiens financiers versés par toute unité de la Ville aux cinq organismes de ce dossier au cours de la période de 2017 à 2019 sont en Pièces jointes. Un tableau du cumul des soutiens accordés et recommandés, à ce jour, au titre du Fond COVID-19 est aussi en Pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet répond notamment à la priorité : Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé et à l'action 9 : Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'autorisation des soutiens financiers recommandés dans ce dossier permettra d'utiliser le budget de dépenses additionnelles qui découle de la subvention accordée à la Ville par Fondation AMC pour la soutenir dans ses efforts d'aide auprès de ses populations les plus vulnérables, efforts additionnels qu'elle doit assumer de par la situation de la pandémie de COVID-19.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

C'est dans le cadre de la pandémie actuelle que la Ville, à l'instar des autres villes canadiennes, a reçu en soutien financier un don de Fondation AMC. L'utilisation de ce budget de dépenses additionnelles en un soutien financier destiné aux organismes de ce dossier pour la réalisation de leur projet respectif permettra à la Ville d'adoucir les effets néfastes de la pandémie qui perdure auprès de ses populations les plus vulnérables. Le modèle de projet de convention de contribution financière utilisé pour ce dossier comprend les clauses COVID-19. Il est pris dans la banque de documentés juridiques du système de gestion des instances et correspond au modèle général COVID-19 - SUB-01.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2020 Présentation au comité exécutif
Décembre 2020 Présentation au conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-11-17

Aissata OUEDRAOGO
Agente de recherche

Tél : 514 872-8849
Télécop. :

Ramana ZANFONGNON
Cheffe de division - Lutte contre la pauvreté et l'itinérance

Tél : 438 354-6851
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice - Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2020-11-26

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 1208741008

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE (AJOI)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 15632, boulevard Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 1C4, agissant et représentée par Mme Tania Charron, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 82967 5610 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 82967 5610 RT0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 82967 5610 RR000

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme service d'intervention de travail de rue/de milieu (proximité) auprès des jeunes âgés de 12 à 25 ans à risque et/ou en difficulté de l'Ouest de l'Île;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de

la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, soit la demande de soutien avec la description du Projet, l'échéancier de ce dernier et la reddition de compte;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.1.4 déposer un Rapport final sous forme projet le 20 janvier 2021 et un Rapport final à la fin du projet tenant compte des corrections et mises à jour et intégrant les commentaires de la Ville, le cas échéant;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de

CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de CENT MILLE dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CINQUANTE MILLE** dollars (**50 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **QUARANTE-CINQ MILLE** dollars (**45 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $), au plus tard le 31 mars 2021

Tel que spécifié en 4.1.4., un Rapport final sous forme projet est attendu au plus tard le 20 janvier 2021 et sous forme finale au plus tard le 30 avril 2021, un mois après la fin du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 15632, boulevard Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 1C4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE (AJOI)

Par : _____
MmeTania Charron, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2020 (Résolution CE20 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 1208741008

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR D'ALIMENTATION ET DE PARTAGE ST-BARNABÉ INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1475, avenue Bennett, Montréal, Québec, H1V 2S5, agissant et représentée par Mme Isabelle Piché, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 13207 4121 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1011509343 DQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 0919720-09

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec la pauvreté et l'exclusion sociale en aidant les populations défavorisées et vulnérables sur le plan de la sécurité alimentaire et de l'hébergement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, soit la demande de soutien avec la description du Projet, l'échéancier de ce dernier et la reddition de compte;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été

employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.1.4 déposer un Rapport final sous forme projet le 20 janvier 2021 et un Rapport final à la fin du projet tenant compte des corrections et mises à jour et intégrant les commentaires de la Ville, le cas échéant;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT MILLE** dollars (**100 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **QUATRE-VINGT-DIX MILLE** dollars (**90 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **DIX MILLE** dollars (**10 000** $), au plus tard le 31 mars 2021

Tel que spécifié en 4.1.4., un Rapport final sous forme projet est attendu au plus tard le 20 janvier 2021 et sous forme finale au plus tard le 30 avril 2021, un mois après la fin du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1475, avenue Bennett, Montréal, Québec, H1V 2S5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

CARREFOUR D'ALIMENTATION ET DE PARTAGE ST-BARNABÉ INC.

Par : _____
Mme Isabelle Piché, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CG20 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 1208741008

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA PORTE OUVERTE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 3535, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2X 2H8, agissant et représentée par Mme Mélodie Racine, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 831334453 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1166795675
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 811334453R001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec la pauvreté et l'exclusion sociale en aidant les populations défavorisées et vulnérables sur le plan de la sécurité alimentaire et de l'hébergement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de

la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, soit la demande de soutien avec la description du Projet, l'échéancier de ce dernier et la reddition de compte;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.1.4 déposer un Rapport final sous forme projet le 20 janvier 2021 et un Rapport final à la fin du projet tenant compte des corrections et mises à jour et intégrant les commentaires de la Ville, le cas échéant;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de

CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de CENT MILLE dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CINQUANTE MILLE** dollars (**50 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **QUARANTE-CINQ MILLE** dollars (**45 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $), au plus tard le 31 mars 2021

Tel que spécifié en 4.1.4., un Rapport final sous forme projet est attendu au plus tard le 20 janvier 2021 et sous forme finale au plus tard le 30 avril 2021, un mois après la fin du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3535, avenue du Parc, Montréal, Québec, H2X 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

LA PORTE OUVERTE MONTRÉAL

Par : _____
Mme Mélodie Racine, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 1208741008

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MISSION BON ACCUEIL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 606, rue de Courcelle, Montréal, Québec, H4C 3L5, agissant et représentée par M. Samuel Watts, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 108195215RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1006269032TQ0002
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 108195215RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de

la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, soit la demande de soutien avec la description du Projet, l'échéancier de ce dernier et la reddition de compte;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.1.4 déposer un Rapport final sous forme projet le 20 janvier 2021 et un Rapport final à la fin du projet tenant compte des corrections et mises à jour et intégrant les commentaires de la Ville, le cas échéant;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de

CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de CENT MILLE dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CENT VINGT ET UN MILLE CINQ CENT VINGT-CINQ** dollars (**121 525** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **CENT NEUF MILLE TROIS CENT SOIXANTE-TREIZE** dollars (**109 373** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **DOUZE MILLE CENT CINQUANTE-DEUX** dollars (**12 152** $), au plus tard le 31 mars 2021.

Tel que spécifié en 4.1.4., un Rapport final, sous forme projet, est attendu au plus tard le 20 janvier 2021 et sous forme finale au plus tard le 30 avril 2021, un mois après la fin du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **30 avril 2021**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 606, rue de Courcelle, Montréal, Québec, H4C 3L5, Montréal, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

MISSION BON ACCUEIL

Par : _____
M. Samuel Watts, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CG20 …….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 1208741008

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PROJET ADO COMMUNAUTAIRE EN TRAVAIL DE RUE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 8105 rue de Gaspé, Montréal, Québec, H2P 2J9, agissant et représentée par Robert Paris, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 131248015
Numéro d'inscription TVQ : 1011695015
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 131248015

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'organisme entend agir directement auprès des jeunes et personnes en difficulté afin de promouvoir de saines habitudes de vie, de prévenir les comportements à risque et de favoriser le mieux vivre ensemble;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, soit la demande de soutien avec la description du Projet, l'échéancier de ce dernier et la reddition de compte;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été

employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.1.4 déposer un Rapport final sous forme projet le 20 janvier 2021 et un Rapport final à la fin du projet tenant compte des corrections et mises à jour et intégrant les commentaires de la Ville, le cas échéant;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de

CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de CENT MILLE dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de CENT MILLE dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CINQUANTE MILLE** dollars (**50 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **QUARANTE-CINQ MILLE** dollars (**45 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $), au plus tard le 31 mars 2021,

Tel que spécifié en 4.1.4., un Rapport final sous forme projet est attendu au plus tard le 20 janvier 2021 et sous forme finale au plus tard le 30 avril 2021, un mois après la fin du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 8105, rue de Gaspé, Montréal, Québec, H2P 2J9, et tout avis doit être adressé à l'attention au directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

PROJET ADO COMMUNAUTAIRE EN TRAVAIL DE RUE

Par : _____
Robert Paris, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208741008

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 371 525 $ à cinq différents organismes pour le montant et le projet indiqués en regard de chacun d'eux, pour 2020, en soutien à leur offre en matière d'hébergement d'urgence des personnes sans-abri dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dédié à la réalisation de projets relatifs à l'initiative de subvention de Fondation AMC au titre du fonds COVID-19 d'aide communautaire pour populations vulnérables / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208741008 Fonds Covid.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-19

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.025

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207103004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder au Conseil canadien pour les réfugiés un soutien financier de 5 000 $ pour l'organisation d'une consultation pancanadienne abordant les enjeux de la protection des réfugiés dans le contexte de la COVID tenue virtuellement du 26 novembre au 11 décembre 2020 - Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 5 000 $, pour l'année 2020, au Conseil canadien pour les réfugiés pour l'organisation d'une consultation pancanadienne abordant les enjeux de la protection des réfugiés dans le contexte de la COVID dans le cadre du budget du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-30 08:50

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207103004**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder au Conseil canadien pour les réfugiés un soutien financier de 5 000 $ pour l'organisation d'une consultation pancanadienne abordant les enjeux de la protection des réfugiés dans le contexte de la COVID tenue virtuellement du 26 novembre au 11 décembre 2020 - Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

De l'automne 2015 à fin 2017, le Québec a accueilli 11 252 réfugiés syriens, dont 7 297 à Montréal, soit près de 65 % (données du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec du 4 décembre 2017). Le Québec a ensuite accueilli un grand nombre de demandeurs d'asile qui se sont établis à Montréal. Près de 25 000 d'entre eux ont ainsi fait leur demande d'audience au Québec en 2017, et près de 28 000 en 2018. Ces demandeurs d'asile viennent s'ajouter aux autres nouveaux arrivants qui arrivent généralement à Montréal (hors du contexte de la pandémie) et qui possèdent des statuts variés : réfugié, travailleur temporaire, immigrant économique ou encore étudiant international.
Par le biais du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) - Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM), la Ville de Montréal veille à la concertation, coordination et cohésion des actions en matière d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes sur son territoire. Bien que la responsabilité première incombe aux gouvernements fédéral et provincial, en accord avec les principes de ville responsable et engagée, les instances municipales veillent à poser les actions nécessaires afin que le processus d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile soit le plus efficace possible.

À travers l'axe « Ville responsable et engagée » de son plan Montréal inclusive 2018-2021 dévoilé le 5 décembre 2018, la Ville de Montréal réaffirme sa volonté de :

- Offrir un accès aux services municipaux sans discrimination et sans peur;
- Contribuer à la coordination et à l'élargissement de l'offre de services aux personnes à statut précaire d'immigration, y compris aux demandeurs d'asile;
- Mettre en place des mécanismes pour accroître la protection des personnes à statut précaire d'immigration contre des abus ou actes criminels.

C'est dans le cadre des actions de la Ville pour soutenir les personnes à statut précaire d'immigration sur son territoire que le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) a invité le SDIS-BINAM à soutenir un événement, soit la consultation pancanadienne d'automne « Au-

delà des défis : prospérer au temps de pandémie », qui se tiendra virtuellement du 26 novembre au 11 décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0391 - 13 mars 2019
Accorder un soutien financier de 5 000 $ au Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) pour l'organisation d'une consultation pancanadienne portant sur les enjeux de la protection des réfugiés et de l'accueil des nouveaux arrivants, tenue du 26 au 28 novembre 2018, dans le cadre des dossiers relatifs à la « Ville responsable et engagée ».

DESCRIPTION

Depuis 1978, le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) a établi des liens entre les personnes et les organismes à travers le Canada pour les soutenir dans leur travail ardu et passionné de protéger les réfugiés et de faire du Canada un pays accueillant pour les nouveaux arrivants.
En 2018, leur 40e anniversaire soutenu par la Ville de Montréal a offert au CCR l'occasion de mettre en valeur leurs réalisations et de reconnaître toutes les contributions significatives, petites ou grandes, qui ont concouru à leur succès. Près de 400 participants de toutes les régions canadiennes y avait alors pris part.

Le CCR invite le BINAM à soutenir à nouveau leur grande consultation pancanadienne d'automne qui a pour thème: « Au-delà des défis : prospérer au temps de pandémie ». L'événement virtuel se tiendra du 26 novembre au 11 décembre 2020. Cette consultation nationale rassemblera cette fois plus de 700 participants de partout au Canada, y compris des réfugiés et des immigrants, des représentants d'ONG, des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que des avocats, des universitaires, des travailleurs communautaires et des jeunes nouveaux arrivants.

En soutenant cet événement, la Ville permet au CCR de fournir un espace de discussion, d'apprentissage et de mobilisation important sur les droits des réfugiés et des immigrants aux niveaux local et national. Cet événement est aussi l'occasion d'œuvrer encore un peu plus à l'édification de collectivités plus accueillantes et inclusives pour les réfugiés et les immigrants, ainsi que de fortifier les liens entre les organismes de Montréal et leurs homologues québécois et canadiens.

La demande de soutien financier de l'organisme, le budget présenté ainsi que le programme détaillé des activités de l'événement font partie intégrante du projet de convention avec l'organisme de la section Documents juridiques.

JUSTIFICATION

Les objectifs poursuivis par cette grande consultation pancanadienne font écho à ceux du plan d'action de la Ville de Montréal en matière d'intégration des nouveaux arrivants, Montréal inclusive 2018-2021, permettant de faire de Montréal une ville toujours plus accueillante et inclusive, où l'intégration des nouveaux arrivants est l'affaire de tous.
Les consultations du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) sont conçues dans l'objectif de passer des enjeux à l'action. Les réunions des groupes de travail encadrent les discussions : s'informer des enjeux au début et, après les ateliers, discuter des façons d'agir. Lors de la séance plénière de clôture, les participants adoptent de nouvelles politiques et passent en revue les principales mesures de suivi.

Pour ces raisons, le SDIS-BINAM avait reçu positivement leur demande de soutien financier par le passé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 5 000 $, est prévu au budget du SDIS, à même le budget du BINAM. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Organisme	Financement ($)	Projet	Soutien recommandé - 2020	Soutien ville/projet global (%)
Conseil canadien pour les réfugiés	Ville de Montréal - 5 000 $	**Consultation pancanadienne: « Au-delà des défis : prospérer au temps de pandémie »**	**5 000 $**	**12,31 %**
	Dons - 5 000 $			
	Autres commandites - 5 655 $			
	Inscription - 24 950 $			
	TOTAL: 40 605 $			

Il s'agit de la deuxième contribution financière de la Ville de Montréal pour ce projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier s’inscrit dans l'action 9 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet proposé par le présent sommaire s'ajoute aux initiatives précédentes de la Ville en matière d'accueil et de soutien à l'intégration des réfugiés, des migrants à statut précaire incluant les demandeurs d'asile et des personnes sans statut légal. Cela démontre que la Ville de Montréal joue un rôle d'acteur-clé en matière d'inclusion et d'intégration, et cela dans l'objectif de promouvoir un discours positif sur l'immigration et d'éveiller la conscience collective pour que l'on comprenne que l'Intégration sociale et économique des immigrants, c'est l'affaire de tous.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La consultation se tiendra en format virtuel et le modèle de convention utilisé est le modèle général COVID-19 SUB-01 pris dans la banque de documents juridiques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le protocole de visibilité en vigueur sera appliqué par l'organisme partenaire lors de l'événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2020 présentation au comité exécutif pour ratification du soutien financier accordé.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-France RENÉ
Conseillère en planification

Tél : 438-880-8303
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
Directrice du BINAM

Tél : 514-872-4877
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice du SDIS
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2020-11-30

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 155, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B5, agissant et représentée par maître Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL CANADIEN POUR LES RÉFUGIÉS**, personne morale sans but lucratif, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (S.R.C. 1970, c. C-32), dont l'adresse principale est le 301-6839A rue Drolet Montréal (Québec) H2S 2T1, agissant et représentée par Janet Dench, directrice exécutive, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme se voue à la défense des droits et à la protection des réfugiés et des autres migrants vulnérables, au Canada et dans le monde, et à l'établissement des réfugiés et des immigrants au Canada. Depuis 1978, l'Organisme a établi des liens entre les personnes et les organismes à travers le Canada pour les soutenir dans leur travail ardu et passionné de protéger les réfugiés et de faire du Canada un pays accueillant pour les nouveaux arrivants.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de la grande consultation pancanadienne d'automne qui a pour thème: "Au-delà des défis : prospérer au temps de pandémie", tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de

la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet, budget proposé et programmation de l'événement;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM).

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Règlements généraux et lettre patentes

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses

dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cinq mille dollars (5 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement :

- un versement au montant de **cinq mille dollars (5 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui

permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 301-6839A rue Drolet Montréal (Québec) H2S 2T1 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice exécutive de l'Organisme. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Maître Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

CONSEIL CANADIEN POUR LES RÉFUGIÉS

Par : _____
Janet Dench, directrice exécutive

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CE20 …….).

Canadian Council for Refugees
Conseil canadien pour les réfugiés

Consultation virtuelle d'automne

Au delà des défis : prospérer en temps de pandémie

INVITATION À DEVENIR COMMANDITAIRE

Nous sommes heureux d'annoncer que le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) tiendra la consultation virtuelle d'automne "Au-delà des défis : prospérer au temps de pandémie" du 26 novembre au 11 décembre 2020.

Cet événement national rassemblera plus de 700 participants de partout au Canada, y compris des réfugiés et des immigrants, des représentants d'ONG, des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que des avocats, des universitaires, des travailleurs communautaires et des jeunes nouveaux arrivants.

Le CCR souhaite vous inviter à soutenir cet événement majeur puisque nous comptons sur les dons et les inscriptions pour organiser cet événement important. En soutenant notre événement, vous rehausserez le profil de votre organisme et permettrez au CCR de fournir un espace de discussion, d'apprentissage et de mobilisation importants sur les droits des réfugiés et des immigrants aux niveaux local et national.

SÉANCES ET ATELIERS

- Plénière d'ouverture avec la Sénatrice Ratna Omidvar comme conférencière principale
- Créer des alliances : perspectives autochtones sur l'accueil des nouveaux arrivants
- Enjeux liés à la détermination du statut de réfugié dans le contexte de la COVID
- Approches innovantes en logement
- Inadmissibilité liée à la sécurité : des vies en suspens
- Défis de la réunification familiale
- Causes profondes des déplacements
- Marcher un mille dans ces souliers
- La frontière É-U-Canada à l'époque de la COVID
- Racisme envers les personnes noires - inégalités dans les systèmes
- Membre de la famille ou étranger? Les réfugiés accueillis par le Canada
- Lancement de la trousse d'outils sur la durabilité de l'engagement des jeunes: partage des leçons clés et des questions importantes
- Atelier de formation sur la gestion de la pandémie: le confinement et au-delà
- Lutte contre la traite : recours et protection disponibles

POUR PLUS D'INFORMATIONS, SVP CONTACTER

Van-Thao Dam, Coordonnatrice de la collecte de fonds à vdam@ccrweb.ca

Merci beaucoup de votre intérêt et de votre contribution !

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207103004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Objet :	Accorder au Conseil canadien pour les réfugiés un soutien financier de 5 000 $ pour l'organisation d'une consultation pancanadienne abordant les enjeux de la protection des réfugiés dans le contexte de la COVID tenue virtuellement du 26 novembre au 11 décembre 2020 - Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207103004 Prosperer temps de pandemie.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-27

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.026

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.027

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208354001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 39 600 $ à la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) pour la réalisation d'une étude de quantification des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA) dans la chaîne de valeur québécoise et la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrés par les PGA avec l'expertise de VCMI. Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution financière maximale de 39 600 $ à la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) pour la réalisation d'une étude de quantification des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA) dans la chaîne de valeur québécoise et la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrés par les PGA avec l'expertise de VCMI. Approuver le projet de convention à cet effet.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-12-01 15:22

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208354001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 39 600 $ à la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) pour la réalisation d'une étude de quantification des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA) dans la chaîne de valeur québécoise et la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrés par les PGA avec l'expertise de VCMI. Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Contrer le gaspillage alimentaire est au cœur des priorités de la Ville de Montréal. Dans son plan directeur des matières résiduelles (PDGMR), la Ville de Montréal s'est donnée l'objectif de réduire de 50% le gaspillage alimentaire. Les stratégies envisagées comprennent l'instauration de nouvelles réglementations pour les commerces ainsi que de la sensibilisation et de l'information par des communications innovantes. La réduction du gaspillage alimentaire de 50 % est également une action phare du *Plan climat* pour réduire les émissions de GES de la collectivité Montréalaise.

Afin d'atteindre leurs objectifs, le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) ainsi que la Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement entendent réaliser une importante campagne changement de comportement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0520 – 22 octobre 2020 - Accorder un soutien financier de 150 000 $ à Montréal - Métropole en santé pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour l'année 2020-2021, dans le cadre du Fonds de développement des territoires / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG20 0477 - 24 septembre 2020 - Adoption - « Règlement établissant le programme de subvention à l'innovation ouverte pour les entreprises émergentes » dans le cadre du plan de relance en développement économique - COVID-19 / Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre;

CG20 0407 – 27 aout 2020 - Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2020-2025;

CM20 0793 – 24 août 2020 - Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré, d'un montant de 169 960 $, à la Chaire de recherche de transition écologique de l'UQAM pour l'évaluation du projet « Système alimentaire local et intégré » dans le cadre du Défi des villes intelligentes / Approuver un projet de convention à cet effet;

CM20 0154 – 24 février 2020 - Accorder un soutien financier maximal de 500 000 $ à l'organisme Récolte, pour initier le projet du système alimentaire local et intégré qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG19 0460 - 24 octobre 2019 – Dépôt du document intitulé « Inventaire des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise - Inventaire 2015;

CM18 1085 – 17 septembre 2018 – Résolution du conseil municipal : que la Ville de Montréal prenne acte des engagements pris lors du Sommet de San Francisco et s’engage à mobiliser les citoyens et l’ensemble des forces vives montréalaises pour relever ce défi majeur et mettre en œuvre des mesures concrètes à la hauteur de ces enjeux;

CM18 1332 – 19 novembre 2018 – Déclaration pour la reconnaissance de l'urgence climatique;

CG16 0437 - 22 juin 2016 - Adopter le Plan Montréal durable 2016-2020.

DESCRIPTION

RECYC-QUÉBEC et Montréal souhaitent collaborer à la réalisation d’une étude de la quantification des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA) dans la chaîne de valeur québécoise avec l’expertise de VCMI. La contribution de Montréal interviendra autour d’une quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrés par les PGA.
Les objectifs du projet sont :

a. Faire un portrait du gaspillage alimentaire au Québec ;
b. Évaluer le volume et le type de gaspillage se produisant à chaque maillon de la chaîne de valeur, ainsi que les sources et les destinations de ces pertes;
c. Estimer l’empreinte carbone du gaspillage alimentaire global et pour chaque niveau de la chaîne par type d’aliment.

JUSTIFICATION

Étant donné le manque de données précises disponibles sur le territoire de Montréal, il est difficile de cibler les secteurs qui permettront d’obtenir un fort impact. C’est pourquoi la Ville de Montréal souhaite acquérir des données qui permettront de mieux comprendre la problématique et d’évaluer les meilleures stratégies pour atteindre les objectifs de réduction du gaspillage alimentaire.
Afin de partager les efforts pour l’acquisition de données, la Ville de Montréal souhaite participer financièrement à l’étude pilotée par Recyc-Québec avec la firme VCMI pour

quantifier le gaspillage alimentaire aux différents secteurs de la chaîne de valeur du système alimentaire.

La contribution financière de la Ville permettra notamment de quantifier l'empreinte carbone associée au gaspillage alimentaire afin de mesurer les impacts sur la réduction des émissions de GES. Les données de l'étude permettront également d'alimenter la consultation publique sur le gaspillage alimentaire qui aura lieu à l'automne 2020.

L'étude servira également à mieux connaître les secteurs à prioriser pour les programmes ciblant les entreprises émergente en transition écologique et économie circulaire du plan de relance en développement économique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière de 39 600$ $ à l'organisme Recyc-Québec pour la gestion et la réalisation de l'étude avec VCMI. Cette somme sera partagée entre le budget du Bureau de la transition écologique et de la résilience (62,5%) et le budget du Service de l'environnement (37,5%). La somme de 24 750 $ est prévue au budget du Bureau de la transition écologique et de la résilience et la somme de 14 850 $ est prévue au budget de Service de l'Environnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le gaspillage alimentaire est un enjeu planétaire important. La gestion de ces denrées inutilisées génère des impacts environnementaux, sociaux et économiques significatifs qui s'additionnent à ceux qui découlent de leur production, de leur transport, de leur distribution ou de leur transformation. En plus d'occasionner une utilisation inadéquate de nos ressources, l'enfouissement de ces aliments génère des émissions de gaz à effet de serre qui contribuent aux changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au Canada, 58 % de la nourriture est jetée tout au long de la chaîne alimentaire, de la fourche à la fourchette, pour un total de 35,5 millions de tonnes. Une part de cette énorme quantité est constituée de résidus inévitables comme les os et les coquilles d'œufs. Les données récoltées par l'étude permettront de cibler les meilleures stratégies pour atteindre l'objectif du PDGMR et du Plan Climat de réduire de 50% le gaspillage alimentaire à Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

On évalue à 11,2 millions de tonnes la quantité de résidus évitables, soit d'aliments qui auraient dû être mangés ou donnés (ex. : à des banques alimentaires) plutôt que jetés. Cela représente suffisamment de nourriture pour nourrir toutes les personnes habitant au Canada pendant près de 5 mois. Dans le contexte d'insécurité financière et d'accès aux aliments associés à la pandémie actuelle, s'attaquer au gaspillage alimentaire revêt une toute nouvelle pertinence.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pas de communications prévues pour l'instant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'entente se terminera au plus tard le 31 août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BÉLANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Félissa LAREAU
Conseillère en planification

Tél : 5148721172
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-25

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi environnmental

Tél : 514-872-6508
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2020-12-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2020-12-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208354001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 39 600 $ à la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) pour la réalisation d'une étude de quantification des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA) dans la chaîne de valeur québécoise et la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrés par les PGA avec l'expertise de VCMI. Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-11-26 - Entente VDM et Recyc-QC _finale_ visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BÉLANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-27

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514 501-6487
Division : Droit contractuel

RECYC-QUÉBEC
Québec



CONVENTION DE CONTRIBUTION ET LICENCE

N° de contrat: 4031

ENTRE : **SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE**, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage*, (RLRQ, c. S-22.01), ayant son siège au 300, rue Saint-Paul, bureau 411, Québec (Québec) G1K 7R1, représentée par Sonia, Gagné, Présidente-directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes;

(Ci-après « RECYC-QUÉBEC »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

(Ci-après la « Ville»)

RECYC-QUÉBEC et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE RECYC-QUÉBEC a entamé une étude visant la quantification des pertes et du gaspillage alimentaire (ci-après « PGA ») dans la chaîne de valeur québécoise (ci-après l'« Étude »).

ATTENDU QUE RECYC-QUÉBEC a mandaté Value Chain Management International inc. (ci-après « VCMI ») pour la réalisation de cette Étude.

ATTENDU QUE RECYC-QUÉBEC et la Ville souhaitent collaborer dans le cadre d'un volet de cette Étude, à savoir l'élaboration d'un calculateur de gaz à effet de serre, (ci-après « GES ») en équivalent carbone, permettant la quantification des émissions de GES engendrés par les PGA (ci-après le « Projet »).

ATENDU QU'à la demande de la Ville, RECYC-QUÉBEC a demandé à VCMI que le Projet soit ajouté à l'Étude actuellement en cours.

ATTENDU QUE RECYC-QUÉBEC confirme à la Ville que VCMI a accepté que le Projet soit ajouté à son offre de services et que celui-ci sera effectivement réalisé par VCMI.

ATTENDU QUE le Projet entraînera des frais supplémentaires de trente-neuf mille six cents dollars (39 600$).

ATTENDU.QUE la Ville souhaite contribuer financièrement au Projet.

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à RECYC-QUÉBEC.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1) OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à préciser les modalités et les conditions du versement par la Ville d'une contribution financière à RECYC-QUÉBEC, laquelle doit être dédiée exclusivement au Projet.

La présente convention prévoit également l'octroi d'une licence d'utilisation par RECYC-QUÉBEC en faveur la Ville.

2) OBLIGATIONS DE LA VILLE

2.1 En considération de l'exécution par RECYC-QUÉBEC de l'ensemble des obligations stipulées à la présente convention, la Ville versera à RECYC-QUÉBEC la somme de trente-neuf mille six cents dollars (39 600$) pour le Projet.

2.2 Cette somme sera versée conformément aux modalités suivantes :

- Un premier versement de vingt-quatre mille six cents dollars (24 600$) à la signature de la présente convention par les deux Parties;
- La balance du montant total de la contribution financière, soit quinze mille dollars (15 000$), à la remise par RECYC-QUÉBEC du Projet à la Ville.

2.3 Malgré ce qui précède, la Ville peut suspendre, réduire ou annuler sa contribution financière si RECYC-QUÉBEC refuse ou néglige d'exécuter, en tout ou en partie, une de ses obligations à sa satisfaction.

2.4 La Ville aura la responsabilité de réviser et de bonifier la section du rapport portant sur le Projet. Elle devra s'assurer que la méthodologie soit robuste et que les données soient présentées de façon vulgarisée. Elle s'engage à faire bénéficier RECYC-QUÉBEC de son expertise ainsi que tout autre interlocuteur que celle-ci pourrait désigner dans le cadre du Projet.

2.5 La Ville participera aux travaux du comité de suivi de l'Étude mis en place par RECYC-QUÉBEC.

3) OBLIGATIONS DE RECYC-QUÉBEC

En considération de la contribution financière de la Ville, RECYC-QUÉBEC s'engage à :

3.1 réaliser le Projet;

3.2 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement et uniquement pour les fins du Projet, le tout dans le cadre de la réalisation de l'Étude requise par RECYC-QUÉBEC;

3.3 transmettre à la Ville tous les livrables qu'elle obtiendra de VCMI dans le cadre de l'Étude, incluant, mais sans être limité par ce qui suit, le Projet ainsi qu'un rapport faisant état de l'ensemble des résultats obtenus;

3.4 assumer tous les coûts et les risques associés à la réalisation de l'Étude et assumer tout dépassement des coûts requis pour son entière réalisation, étant entendu que la contribution financière de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à ce qui est mentionné à l'article 2 (obligations de la Ville) de la présente convention;

3.5 assumer la coordination de l'Étude. Elle assurera le suivi des communications entre VCMI et Ville et sera l'interlocutrice privilégiée des parties prenantes et du comité de suivi. RECYC-QUÉBEC organisera les rencontres, préparera les ordres du jour, cherchera à obtenir le consensus des partenaires et rapportera l'information dans des comptes rendus;

3.6 informer la Ville de l'état d'avancement du Projet et lui rendre compte de l'utilisation du montant de la contribution financière versée.



3.7 à prendre en compte les suggestions de la Ville dans la réalisation de l'Étude et à les intégrer dans la mesure du possible.

3.8 aviser par écrit la Ville de toute situation particulière ou problématique liée à la réalisation du Projet, le tout dans les plus brefs délais à compter de la connaissance de ladite situation ou problématique.

3.9 Rembourser à la Ville, à la demande de cette dernière, le montant de la contribution financière versée si le Projet ne peut être fourni par RECYC-QUÉBEC.

3.10 Rembourser à la Ville, à la demande de cette dernière, le montant de la contribution financière versée si cette somme n'est pas utilisée exclusivement et uniquement pour les fins du Projet.

4) PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LICENCE

RECYC-QUÉBEC sera la seule et unique propriétaire des livrables produits dans le cadre de l'Étude.

En considération de la contribution financière de la Ville, RECYC-QUÉBEC concède en faveur de la Ville une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, irrévocable, libre de redevances et incessible à l'égard de tous les livrables produits dans le cadre de l'Étude. Conformément à cette licence, la Ville pourra utiliser, à ses propres fins, tous les livrables développés dans le cadre de l'Étude.

Toute autre utilisation ou diffusion devra être approuvée par RECYC-QUÉBEC.

5) AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

La Ville s'engage à présenter à RECYC-QUÉBEC, pour son accord préalable, tous les documents de promotion relatifs à l'Étude, notamment pour s'assurer de la conformité de ces publications aux normes de communication, de visibilité et d'utilisation du logo de RECYC-QUÉBEC. Ils devront notamment minimalement contenir une mention indiquant que l'Étude a été réalisée par RECYC-QUÉBEC. Elle accepte la participation d'un représentant de RECYC-QUÉBEC à toute cérémonie officielle et à toute annonce ou présentation publique liée à la présentation des livrables découlant de l'Étude, le cas échéant.

6) RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Chaque Partie pourra résilier unilatéralement la présente convention si :

a. l'autre Partie fournit sciemment de faux renseignements ou documents ou fait de fausses représentations ou garanties;
b. l'autre Partie fait défaut de remplir l'une ou l'autre des conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention ou fait défaut d'agir avec la diligence et le professionnalisme auxquels l'autre Partie est en droit de s'attendre;
c. l'entente 4032 entre RECYC-QUÉBEC et VCMI est résiliée;

Pour ce faire, la Partie qui souhaite résilier la présente convention adresse un avis écrit de résiliation à l'autre Partie en précisant le motif de la résiliation. En cas de résiliation par la Ville, un avis sera transmis à RECYC-QUÉBEC indiquant son intention de recommander à l'instance décisionnelle compétente de mettre fin à la présente convention. Dans les deux cas, la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis, sous réserve que la recommandation de la Ville de mettre fin à la présente convention soit refusée par l'instance décisionnelle compétente.



Dans l'éventualité où la présente convention serait résiliée par RECYC-QUÉBEC, la Ville se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant de la contribution financière qui aura été versée à la date de la résiliation. Dans le cas où la présente convention est résiliée par la Ville, cette dernière pourrait demander à RECYC-QUÉBEC de lui remettre les sommes versées mais non encore engagées en date de la résiliation.

7) CESSION

Les droits et obligations d'une Partie contenus à la présente convention ne peuvent, sous peine de nullité de celle-ci, être cédés sans l'accord de l'autre Partie.

8) AVIS

Tout avis exigé en vertu de la présente convention doit être donné par écrit et être transmis par un moyen permettant de prouver la réception à un moment précis à l'adresse de la Partie concernée, tel qu'indiqué ci-après :

La Ville
Mme Marieke Cloutier
Chef de division –Mobilisation, Biodiversité, Résilience
155, rue Notre-Dame Est, Annexe, 1er étage, local 1.152, Montréal (Québec)H2Y 1 B51
Marieke.cloutier@montreal.ca

RECYC-QUÉBEC
Mme Maxine Dallaire
Agente de recherche et de planification
141, avenue du Président-Kennedy, 8e étage
Montréal (Québec) H2X 1Y4
Tel. : 514-352-5002, poste 2297
m.dallaire@recyc-quebec.gouv.qc.ca

Mme Geneviève Dussault
Agente de recherche et de planification
300, rue St-Paul
Québec (Québec) G1K 7R1
Tel. : 418 643-0394, poste 3244
g.dussault@recyc-quebec.gouv.qc.ca

Tout changement à l'adresse d'une des Parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre Partie.

9) DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur au moment de la signature par la dernière Partie et se terminera lorsque toutes les obligations qui y sont prévues auront été accomplies mais au plus tard le 31 août 2021, sous réserve du droit de résiliation de l'une ou l'autre des Parties.

10) LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Les Parties à la présente convention ne peuvent être tenues responsables pour le préjudice pouvant résulter des gestes, omissions ou négligences de l'autre Partie, son personnel, ses mandataires, ses consultants, ses sous-traitants et ses agents ou de toute autre personne dûment autorisée à la représenter.



11) CONFIDENTIALITÉ

Les documents et informations fournis par une Partie dans le cadre du Projet et qui concernent celle-ci, ses membres et ses partenaires, ses employés, ses clients et ses fournisseurs sont strictement confidentiels. Chaque Partie s'engage à ne pas divulguer ni utiliser ces informations confidentielles à quelconque fin autre que pour l'exécution de ses obligations ou l'exercice de ses droits en vertu de la présente convention. Chaque Partie s'engage à prendre des mesures de sécurité raisonnables pour éviter que ces informations soient consultées ou divulguées sans leur consentement. Sur demande d'une Partie, ses informations confidentielles lui seront remises ou seront détruites de façon sécuritaire.

DISPOSITIONS FINALES

12.1 La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'accord intervenu entre les Parties.

12.2 Les Parties peuvent convenir d'une modification à la présente convention. Cette modification doit, pour être valide, être consignée dans un écrit signé et daté par les Parties.

12.3 La présente convention est réputée conclue à Québec. Elle est régie par les lois du Québec et tout litige en découlant doit être porté devant le tribunal compétent du district judiciaire de Québec, à l'exclusion de toute autre juridiction.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION EN DOUBLE EXEMPLAIRE À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE :

Le …….e jour de ……..2020

RECYC-QUÉBEC

Par : _____
Sonia Gagné
Présidente-Directrice générale

Le …….e jour de ……..2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution CE ……..)



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208354001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 39 600 $ à la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) pour la réalisation d'une étude de quantification des pertes et du gaspillage alimentaires (PGA) dans la chaîne de valeur québécoise et la quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) engendrés par les PGA avec l'expertise de VCMI. Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208354001 Recyc-Québec.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

Co-auteure: Marie-Claude Joly, Conseillère budgétaire, (514) 872-6052

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-01

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.029

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208395003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 - Somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soumissionnaire) - Approuver un projet de convention à cette fin - Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour les services professionnels pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022, pour une somme maximale de 4 438 969,75$, taxes incluses, conformément au devis inclus dans l'appel d'offres public 20-18496 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'approuver le projet de convention à cette fin;

3. d'ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés en 2020 et seront considérés en 2021 et 2022 dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-12-04 15:10

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208395003**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 - Somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soumissionnaire) - Approuver un projet de convention à cette fin - Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023

CONTENU

CONTEXTE

La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19, art. 108 à 108.6) prévoit que le conseil doit nommer un vérificateur externe pour au moins trois ou au plus cinq exercices financiers. À la fin de son mandat, l'auditeur externe demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé à nouveau,
Afin de procéder à la nomination de l'auditeur externe, comme pour les années antérieures, la Ville a procédé par appel d'offres public (20-18283) le 20 juillet 2020. Tel que mentionné à l'art. 108.2.1, cet appel d'offres public visait les services d'audit externe suivants et cela pour les années financières 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024:

1. les comptes et affaires du vérificateur général;
2. les états financiers de la Ville et de toute personne morale visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 107.7 de la LCV, soit:
    - toute personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:
        - a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la Ville;
        - b) la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50 % des membres de son conseil d'administration;
        - c) la Ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50 % de ses parts ou actions votantes en circulation;
3. la conformité du taux global de taxation réel à la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1);
4. tout document que détermine le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) par règlement publié à la Gazette officielle du Québec.

Suite à cet appel d'offres public, trois (3) entreprises ont obtenu les documents d'appel d'offres sur le site de SEAO (système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec). De ces trois entreprises, une seule a déposé une soumission, soit la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./ s.r.l. Un suivi fut effectué par le Service de l'approvisionnement concernant le non dépôt d'une soumission par les deux (2) autres entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres public. L'une des firmes a mentionné qu'elle n'était pas en mesure d'exécuter ces travaux tandis que l'autre firme d'audit Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L. a mentionné qu'elle a décliné l'invitation compte tenu du différend concernant l'interprétation juridique faite par la Ville au niveau de l'article 108,5 de la LCV, soit :

« 108.5 Ne peuvent agir comme vérificateur externe de la municipalité :
4 ^{o} « une personne qui, durant l'exercice sur lequel porte la vérification, a directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, quelque part, intérêt ou commission dans un contrat avec la municipalité ou relativement à un tel contrat, ou qui tire quelque avantage de ce contrat, sauf si son rapport avec ce contrat découle de l'exercice de sa profession. »

Suite à l'analyse des clauses administratives de l'appel d'offres public, la soumission de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./ s.r.l.fut rejetée dû au fait que le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) de l'entreprise ayant obtenu les documents d'appel d'offres public ne correspondait pas à celui de l'entreprise ayant déposé la soumission. Suite au rejet de cette soumission, étant donné qu'il n'y avait pas d'autre soumissionnaire, le processus d'appel d'offres public a été fermé et l'ensemble des documents nécessaires à la clôture de cet appel d'offres public a été intégré sur le site SEAO.

En octobre 2020, un autre appel d'appel d'offres public fut publié (20-18496), mais cette fois-ci pour les années 2020, 2021 et 2022 et comprenait les mêmes travaux que ceux inclus dans le précédent appel d'offres public, incluant les addenda ci rapportant.

Suite à cet appel d'offres public, 2 firmes d'audit et une ville québécoise ont obtenu les documents d'appel d'offres sur le site SEAO. De ces 3 preneurs des devis d'appel d'offres public, une seule firme a déposé une soumission, soit la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. La soumission fut acceptée au niveau des clauses administratives et elle fut aussi jugée conforme par le comité de sélection. Par contre, lors de l'analyse finale du bordereau de prix, la soumission comportait des modifications au niveau du bordereau de prix. Après analyse de ces modifications par le Service des affaires juridiques, la soumission fut jugé acceptable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0026 - 31 janvier 2019 - Autoriser une dépense additionnelle maximale de 1 517 441,00 $ taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire non prévus à la convention initiale devant être effectués par la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des exercices financiers de 2019 et 2020, et ce, en conformité avec les modifications législatives.
CG17 0491 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des états financiers pour les années 2017, 2018 et 2019 pour une somme maximale de 1 391 248 $, taxes incluses - Appel d'offres public (17-16055) / Approuver un projet de convention à cette fin - 1 soumissionnaire, 1 conforme.

DESCRIPTION

Conformément à la Loi sur les citées et villes, l'auditeur externe, tout comme le vérificateur général de la Ville, doit émettre à la suite de son audit une opinion sur les états financiers annuels de la Ville. Lorsque la Ville opte pour un appel d'offres public, le mandat de l'auditeur externe est pour au moins trois ou au plus cinq exercices financiers. À la fin de

son mandat, l'auditeur externe demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé à nouveau.

JUSTIFICATION

À la suite du processus d'appel d'offres public (20-18496) pour lequel les deux (2) grandes firmes d'audit ont pris le cahier de charge (Deloitte S.E.N.C.R.L./ s.r.l. et Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.), une seule soumission fut reçue, soit celle de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L.. Suite à l'analyse de la soumission de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. par le comité de sélection, celle-ci a été jugée conforme. Après analyse de ces modifications par le Service des affaires juridiques, la soumission fut jugé acceptable.
Tableau concernant le prix et l'estimé de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. tel qu'inclus dans l'appel d'offres public 20-18496 d'octobre 2020 :

Firmes soumissionnaires	Prix, taxes incluses	Contingences	Total
		-	
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	4 438 969,75 $	-	4 438 969,75 $
Estimation des professionnels ($) (professionnels internes)	4 599 000,00 $	-	4 599 000,00 $
Coût moyen des soumissions reçues			00,00 $
Écart entre la moyenne et la plus base conforme (%)			0 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			00,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			0 %
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($)			160 030,25 $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)			3,48 %

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (référence 1110573002) et de la résolution numéro CG11 0131, le dossier devra être soumis à ladite commission pour étude étant donné que le montant du contrat de services professionnels est supérieur à 1 M$ et que l'adjudicataire en est à son cinquième octroi de contrat consécutif avec la Ville. De plus, une seule soumission fut reçue suite au processus d'appel d'offres public (20-18496) et celle-ci fut jugée conforme.

En date du 5 novembre 2019, la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. » a obtenu son autorisation de la part de L'AMP pour la période du 5 novembre 2019 au 4 novembre 2022.

Suite à l'analyse de la conformité administrative par le Service de l'approvisionnement, la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. n'est pas déclaré non conforme en vertu du règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'est pas inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de l'audit externe de la Ville pour les années 2020, 2021 et 2022 est de 4 438 969,75 $ incluant les taxes. En fonction du nombre d'heures prévues au contrat pour les trois années, selon le tarif horaire moyen, les honoraires d'audit pour chacun des exercices financiers, incluant les taxes et tenant compte du remboursement d'une portion de la taxe provinciale et du remboursement intégral de la taxe fédérale accordée aux municipalités seront de :

Année	Heures prévues	Honoraires	Taxes	Remboursement taxe fédéral et provinciale	Crédits
2020	7 338	1 250 096,00 $	187 201,88 $	124 853,34 $	1 312 444,54 $
2021	7 259	1 277 682,00 $	191 332,88 $	127 608,47 $	1 341 406,41 $
2022	7 321	1 333 035,00 $	199 621,99 $	133 136,89 $	1 399 520,10 $
	21 918	**3 860 813,00 $**	**578 156,75 $**	**385 598,70 $**	**4 053 371,05 $**

Les coûts totaux de ces travaux d'audit externe pour 2020, 2021 et 2022 s'élèvent à 4 438 969,75 $ taxes incluses et seront assumés à 100 % par le budget de fonctionnement de la Direction de la comptabilité et des informations financières.

Les crédits budgétaires requis en 2020 au financement de cette dépense ont été considérés en 2020 et ceux de 2021 et 2022 seront considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération pour les années 2021 et 2022.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

07-12-2020 - Comité exécutif
08-12-2020 - Commission permanente d'examen des contrats
09-12-2020 - Comité exécutif
14-12-2020 - Conseil municipal
17-12-2020 - Conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Michael SAOUMAA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-03

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-12-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-12-04

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, Greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société de comptables professionnels agréés, ayant sa principale place d'affaires au 1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal Bureau 500 Montréal QC H3B 0M7, représentée par M. Martin Granger, dûment autorisé à agir aux fins des présentes tel qu'il le déclare ;

Ci-après nommé : le **« Contractant »**

Nº d'inscription TPS : 13324 5290 RT0001
Nº d'inscription TVQ : 1012314163 TQ0001

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, pour l'audit externe des états financiers de la Ville pour les exercices financiers 2020, 2021 et 2022 ainsi que des organismes compris dans son périmètre comptable, tel que présenté dans l'offre de service

présentée par le Contractant le 26 novembre 2020 (appel d'offres public 20-18496);

« **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 26 novembre 2020 (appel d'offres public 20-18496);

« **Directeur** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » : le Service des finances.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

2.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour l'audit externe de ses états financiers pour les exercices financiers 2020, 2021 et 2022 ainsi que des organismes compris dans son périmètre comptable;

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve de l'article 10 (RÉSILIATION), prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses obligations.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utile à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui

seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexe 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la somme prévue à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 dans la mesure où le Contractant fait des représentations à la Ville à l’effet que son activité ou ses services ne sont pas taxables, prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne en capital, intérêts et frais, eu égard à toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales pour le paiement des taxes;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l’avancement des travaux en regard

notamment de l’évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l’objet de la présente convention;

6.11 n’entreprendre aucun travail susceptible d’entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l’autorisation écrite de la Ville;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l’exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s’engage à lui verser une somme maximale de quatre million quatre cent trente-huit mille neuf cent soixante-neuf dollars et soixante-quinze cents (4 438 969,75 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. La prétention du Contractant selon laquelle son activité ou les services rendus aux termes de la présente convention ne sont pas taxables n’engage aucunement la responsabilité de la Ville et, dans un tel cas, aucune somme additionnelle ne sera versée par la Ville au Contractant à titre de taxes.

8.2 Les factures adressées à la Ville par le Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

8. 3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention;

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. Le Directeur avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Directeur tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture;

10.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Directeur. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.3, 6.4 et 6.9 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

12.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

12.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

12.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1190, Avenue des Canadiens-de-Montréal Bureau 500 Montréal QC H3B 0M7, et tout avis doit être adressé à l'attention de M. Martin Granger. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

12.8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 2020

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Par : _____
Martin Granger, associé

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2020 (Résolution CG20….)

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(le SOUMISSIONNAIRE doit joindre ce document à sa Soumission)

Autorité des marchés publics
Québec

Le 5 novembre 2019

DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L.
A/S MONSIEUR MARC PERRON
22, ADELAIDE ST W
SUITE 200
TORONTO (ON) M5H 0A9

No de décision : 2019-DAMP-1074
N° de client : 3000304180

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous DELOITTE LLP, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **4 novembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 865-0223
www.amp.gouv.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Résultats de la recherche

Aucune entreprise trouvée au RENA en date du 2020-11-30 09:06:19

Critères de recherche : 3345704335 (numéro d'entreprise du Québec)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208395003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 - Somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soumissionnaire) - Approuver un projet de convention à cette fin - Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18496 DET CAH.pdf 20-18496 Intervention.pdf

20-18496 tableau d'évaluation des soumissions.pdf 20-18496 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michael SAOUMAA
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-280-1994

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-04

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18496 — No du GDD : 1208395003

Titre de l'appel d'offres : SERVICES PROFESSIONNELS POUR L'AUDIT EXTERNE DES ÉTATS FINANCIERS DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DES ORGANISMES COMPRIS DANS SON PÉRIMÈTRE COMPTABLE.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 10 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 26 - 11 - 2020

Ouverture faite le : 26 - 11 - 2020

Date du comité de sélection : 2 - 12 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 2 - 11 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 5 - 2021

Date d'échéance révisée : 25 - 5 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	4438969,75	√	

Information additionnelle

Des quatre (4) preneurs du cahier des charges, un (1) a soumissionné. Des trois (3) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, on retrouve une municipalité et la firme Deloitte S.E.N.C.R.L/s.r.l qui s'est procurée deux (2) fois les documents . La raison de non-participation pour une firme est: la demande est jugée restrictive à cause de l'interprétation de l'article 108.4 de la Loi sur les cités et villes(autres mandats avec la ville). La municipalité n'a pas transmis son formulaire de non-participation. Un (1) addenda a été publié pour cet appel d'offre pour l'ajout d'un outil complémentaire de calcul(Bordereau de prix en format Excel). La seule soumission reçue et la plus basse conforme est de 3,5% inférieur à l'estimation réalisée.

Préparé par : Hugues K. M'Nyampara — Le 2 - 12 - 2020

20-18496 - SERVICES PROFESSIONNELS POUR L'AUDIT EXTERNE DES ÉTATS FINANCIERS DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DES ORGANISMES COMPRIS DANS SON PÉRIMÈTRE COMPTABLE

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de mission 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	4,50	13,75	8,50	19,50	22,50	22,75	91,5	4 438 969,75 $	0,32	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Hugues K. M'Nyampara

Comité	
Date	mercredi 02-12-2020
Heure	14 h 00
Lieu	Visioconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18496
Numéro de référence : 1417803
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SERVICES PROFESSIONNELS POUR L'AUDIT EXTERNE DES ÉTATS FINANCIERS DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DES ORGANISMES COMPRIS DANS SON PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.. 1190 avenue des Canadiens de Montréal, suite 500 Montréal, QC, H3B 0M7 NEQ : 3345704335	Madame Mary Conway Téléphone : 613 786-7560 Télécopieur :	**Commande : (1803747)** 2020-10-26 13 h 47 **Transmission :** 2020-10-26 13 h 47	3396690 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (devis) 2020-11-02 14 h 39 - Courriel 3396691 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (bordereau) 2020-11-02 14 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gestion Deloitte s.e.c. Bay Adelaide East 8 Adelaide Street West, Suite 200 Toronto, ON, M5H 0A9 http://www.deloitte.ca NEQ : 3364165525	Madame Mary Conway Téléphone : 613 786-7560 Télécopieur :	**Commande : (1803733)** 2020-10-26 13 h 34 **Transmission :** 2020-10-26 13 h 34	3396690 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (devis) 2020-11-02 14 h 39 - Courriel 3396691 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (bordereau) 2020-11-02 14 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com NEQ : 3342037838	Madame Annie Givern Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	**Commande : (1804443)** 2020-10-27 17 h 09 **Transmission :** 2020-10-27 17 h 09	3396690 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (devis) 2020-11-02 14 h 39 - Courriel 3396691 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (bordereau) 2020-11-02 14 h 39 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Pointe-Claire. 451 boul. Saint-Jean Pointe-Claire, QC, H9R 3J3 http://www.pointe-claire.ca NEQ :	Madame Joyce Cheong Youne Téléphone : 514 630-1300 Télécopieur :	**Commande : (1808937)** 2020-11-09 15 h 50 **Transmission :** 2020-11-09 15 h 50	3396690 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (devis) 2020-11-09 15 h 50 - Téléchargement 3396691 - 20-18496 Addenda_1,Q-R-Ajout d'un outil complémentaire:Fichier Excel BDP (bordereau) 2020-11-09 15 h 50 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208395003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 - Somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soumissionnaire) - Approuver un projet de convention à cette fin - Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208395003 - Inf. financières - Deloitte S.E.N.C.R.L.s.r.l..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-4764

Pierre Blanchard
Conseiller budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
541-872-6714

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-04

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier

Tél : 514 245-8779

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.029

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208395003

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 - Somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18496 (1 soumissionnaire) - Approuver un projet de convention à cette fin - Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300 $ au budget 2022 et de 58 100 $ au budget 2023



Rapport_CEC_SMCE208395003.pdf

Dossier # :1208395003

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

Mme Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 17 décembre 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE208395003

Nomination de l'auditeur externe et Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 pour une somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin. Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300$ au budget 2022 et de 58 100$ au budget 2023.

"Original signé"	***"Original signé"***
Karine Boivin Roy Présidente	Linda Lajeunesse Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à un ou à plusieurs des critères fixés par les conseils qui ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE208395003

Nomination de l'auditeur externe et Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l. pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022 pour une somme maximale de 4 438 969,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin. Ajuster de manière récurrente la base budgétaire pour un montant total de 262 300$ au budget 2022 et de 58 100$ au budget 2023.

À sa séance du 25 novembre 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de service professionnel d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à un 5e octroi consécutif pour un contrat récurrent;*
    - *une seule soumission a été reçue à la suite de l'appel d'offres.*

Le 7 décembre dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus qui sévit depuis la mi-mars. Au cours de cette séance, les responsables du dossier du Service des finances ont présenté les différentes étapes franchies dans le cadre de cet appel d'offres et ont répondu aux questions des commissaires concernant ce contrat de services professionnels pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2020, 2021 et 2022.

Le Service a informé la Commission que Deloitte est auditeur de la Ville depuis la fusion municipale en 2002. Puis, il a été expliqué que l'envergure de ce contrat, l'un des deux plus gros mandats d'audit externe au Canada avec celui de la Ville de Toronto, en fait un dossier exigeant et hautement spécialisé. En outre, le marché est fermé aux différentes firmes déjà sous contrat avec la Ville de Montréal pour d'autres mandats, ce qui explique la réception d'une seule soumission conforme puisque différentes firmes intéressées ne peuvent malheureusement pas soumissionner et qui fait en sorte que la firme adjudicataire en est à un cinquième octroi consécutif pour un contrat récurrent depuis 2002. L'historique des différents processus d'octroi passés a été présenté. Les

responsables du dossier ont précisé qu'il s'agissait d'une relance de l'appel d'offres originalement lancé le 20 juillet 2020, qui n'avait pas permis de recevoir plus d'une soumission avérée non conforme, qui a donc dû être rejetée. Lors de ce premier appel d'offres public, les réponses obtenues pour expliquer les désistements étaient le manque de ressources nécessaires pour l'ampleur des travaux de la Ville et le fait d'avoir d'autres mandats avec la Ville. Cette relance, d'une durée de 31 jours sans aucun addenda a permis de recevoir une soumission. Parmi les trois firmes qui se sont procuré les documents d'appel d'offres, deux se sont désistées, dont une ville et une firme sous entente contractuelle avec la Ville avec laquelle il existe un différend d'interprétation juridique relativement à l'article 108.5 de la *Loi sur les cités et villes.*

Au terme de son examen, la Commission souligne son appréciation de l'historique détaillé des octrois passés depuis 2002, tout en déplorant que l'ampleur des travaux de vérification externe pour la Ville de Montréal et ses paramunicipales est d'une envergure telle que ceci a pour effet de fermer le marché, et ce, sans compter que des firmes ne peuvent soumissionner en raison de leurs autres engagements avec la Ville. La Commission est néanmoins d'avis que la durée de la relation contractuelle avec une même firme est particulièrement longue pour ces services puisque Deloitte en est déjà à son 5e contrat sur quelque 20 années de service pour ce contrat récurrent. Par conséquent, la Commission recommande que des travaux soient menés, sans plus attendre, afin de déterminer les moyens concrets qui pourront être pris pour ouvrir le marché, et ce, dans l'objectif d'assurer la réception de plus d'une soumission conforme lors du prochain appel d'offres, en évaluant notamment la durée de contrat qui sera la plus favorable à la réception du plus grand nombre de soumissions possibles. Finalement, deux corrections ont été demandées au sommaire décisionnel. La première pour corriger l'écart de prix présenté au tableau d'analyse entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimé de contrôle et la seconde pour ajouter le second critère d'examen applicable au mandat de la Commission relativement à la réception d'une seule soumission conforme.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des finances pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de service professionnel d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à un 5e octroi consécutif pour un contrat récurrent;*
    - *une seule soumission a été reçue à la suite de l'appel d'offres.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE208395003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.030

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208927004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver les addenda aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six (6) organismes PME MTL conditionnellement à l'adoption du dossier 1208927003 lequel vise à faire adopter les avenants 2020-02 et 2020-03 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permettent la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME (PAUPME) affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal avec le volet Aides aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et l'augmentation de 10 millions de dollars de l'aide d'urgence pour la petite et moyenne entreprises - COVID 19.

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont signé les avenants 2020-02 et 2020-03 au contrat de prêt qui bonifie le Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence ») avec le volet AERAM ;
ATTENDU QUE la Ville a confié aux 6 organismes du réseau PME MTL la gestion du Fonds d'urgence;

ATTENDU QU'après vérification, l'autorisation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation n'est pas requise pour cette modification aux ententes de délégation.

EN CONSÉQUENCE, il est recommandé :

1 - d'approuver les addendas aux ententes de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et :

PME MTL Centre-Est;
PME MTL Centre-Ouest;
PME MTL Centre-Ville;
PME MTL Ouest-de-l'Île;

PME MTL Est-de-l'Île;
PME MTL Grand-Sud-Ouest;

2- d'autoriser la Ville à octroyer des prêts additionnels totalisant 10 000 000,00 $ aux organismes suivants en vue de leur permettre de poursuive la gestion et le déploiement du Fonds d'urgence :
PME MTL Centre-Est = 1 688 000 $
PME MTL Centre-Ouest = 462 000 $
PME MTL Centre-Ville = 5 940 000 $
PME MTL Est de l'île = 624 000$
PME MTL Grand Sud-Ouest = 543 000 $
PME MTL Ouest de l'île = 743 000 $

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-12-07 09:59

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208927004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Approuver les addenda aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six (6) organismes PME MTL conditionnellement à l'adoption du dossier 1208927003 lequel vise à faire adopter les avenants 2020-02 et 2020-03 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permettent la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME (PAUPME) affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal avec le volet Aides aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et l'augmentation de 10 millions de dollars de l'aide d'urgence pour la petite et moyenne entreprises - COVID 19.

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 avril 2020, le gouvernement a mis en place un programme d'aide d'urgence pour la petite et moyenne entreprise doté d'une enveloppe de 150 M$ pour appuyer les entreprises touchées
par la pandémie de la COVID-19. Ce programme est destiné aux municipalités régionales de comté (MRC) ainsi qu'aux villes de Montréal et de Québec, afin que celles-ci puissent venir en
aide aux entreprises au moyen de prêts à bas taux d'intérêt. Ce programme d'aide attribue à l'agglomération de Montréal un prêt de 40M$ qui vise à soutenir, pour une période limitée, les entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19. À cet effet, un contrat de prêt entre la Ville de Montréal et le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) a été conclu et il est prévu qu'un organisme délégataire puisse être chargé d'assurer la gestion de l'aide accordée aux
entreprises.
Pour opérationnaliser ce programme d'aide, la Ville de Montréal a confié aux six organismes du réseau PME MTL, à savoir PME MTL Centre-Est, PME MTL Centre-Ouest, PME MTL Centre-Ville, PME MTL Est-de-l'Île, PME MTL Grand Sud-Ouest et PME MTL Ouest-de-l'Île, la gestion du programme et l'octroi des aides financières aux entreprises.
Rappelons que le réseau PME MTL offre un ensemble de services professionnels et de financements accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale établis sur l'île de Montréal.

Le 2 juin 2020, le gouvernement a autorisé une enveloppe additionnelle de 100 M$ aux MRC et aux villes dont 20 M$ additionnels sont attribués à l'agglomération de Montréal.

Le 1er octobre 2020, le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) a annoncé la bonification du programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) avec le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM).
Le 11 novembre 2020, un prêt additionnel au montant de 10 millions de dollars a été confirmé à l'agglomération de Montréal afin de bonifier le programme d'aide qui vise à soutenir, pour une période limitée, davantage d'entreprises admissibles éprouvant des difficultés financières en raison de la COVID-19. Cette aide sera versée par le MEI au cours du mois de janvier à la Ville de Montréal. Jusqu'à maintenant, près de 88 % du prêt de 60 millions de dollars a été octroyé aux entreprises admissibles au programme d'aide.

Le présent dossier, qui s'inscrit dans la suite des mesures d'urgences promulguées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal depuis le 19 mars 2020, concerne l'approbation d'addendas aux 6 ententes de délégation et de financement convenues avec les organismes du réseau PME MTL afin de :
- modifier le cadre d'intervention du PAUPME par l'ajout du volet AERAM;
- augmenter pour les six organismes du Réseau PME MTL, la somme disponible pour les entreprises.
Après vérification, l'autorisation du MAMH n'est pas requise pour cette modification aux ententes de délégation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0375 - 27 août 2020 "Approuver, conditionnellement à l'adoption du dossier 1208298002 lequel vise à faire adopter l'avenant 2020-01 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permet la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME affectées par la COVID-19 dans l'agglomération de Montréal par le biais des six organismes du réseau PME MTL"
CG20 0239 – 14 mai 2020 « Approuver les projets d'addendas aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six organismes PME MTL, conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation »
CG 20 0212 – 23 avril 2020 « Approuver un contrat de prêt de 40 millions de dollars entre le ministère de l'Économie et de l'Innovation et la Ville de Montréal établissant le Programme
d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 / Approuver un projet de convention à cet effet »
CG16 0203 - 24 mars 2016- Demander au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire d'autoriser la Ville à conclure des ententes de délégation de sa compétence en
matière de soutien et de promotion de l'entrepreneuriat avec les six organismes PME MTL

DESCRIPTION

L'objectif du programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 est de favoriser l'accès à une aide financière pour les PME afin de
maintenir, consolider ou relancer les activités affectées par la pandémie de la COVID-19.
Le programme vise les entreprises de tous les secteurs d'activités, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes. L'aide accordée aux
entreprises prendra la forme d'un prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt appliqué par l'organisme délégataire désigné par la Ville sera de
3 %. La Ville de Montréal assumera les intérêts encourus pendant la période de six mois du moratoire de remboursement du capital sur les prêts consentis aux entreprises
Le Volet AERAM s'applique aux entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté. L'entreprise admissible à

ce volet pourra voir convertir en pardon de prêt (transformation du prêt en subvention) l'équivalent de 80 % de son prêt octroyé dans le cadre du PAUPME et ce, en fonction des conditions suivantes :

- Être une entreprise devant cesser en tout ou en partie ses activités;
- Le montant maximal mensuel du pardon de prêt est de 15 000 $ par établissement et doit être réclamé pour certains frais fixes déboursés pour la période de fermeture visée :

- les taxes municipales et scolaires;
- le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
- les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
- les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
- les assurances;
- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association.

Les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus.
Les entreprises sont admissibles à l'aide bonifiée pour un mois donné, si elles ont été visées par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois.

- Ce volet est en vigueur à compter du mois d'octobre 2020 et s'applique pour les mois de novembre et décembre 2020. Conditionnellement à l'autorisation du MEI et en fonction de la prolongation de la fermeture des entreprises situées en zone en alerte maximale (zone rouge), ce volet pourra également s'appliquer pour les mois de janvier, février, mars et avril 2021.
- Le pardon de prêt ne s'applique pas aux prêts octroyés avant le 1er octobre 2020. Toutefois, les 6 organismes PME MTL pourraient accorder un pardon sur un prêt octroyé avant le

1er octobre 2020, selon les conditions mentionnées ci-haut, si le prêt octroyé couvre les frais fixes admissibles pour la période visée par une ordonnance de fermeture.

Les prêts accordés aux entreprises à partir de la somme additionnelle de 10 000 000 $ comportent les mêmes conditions à l'exception du moratoire de remboursement du capital et des intérêts. Pour ces prêts, un moratoire automatique de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera. Un second moratoire sur le capital pouvant aller jusqu'à 3 mois et un report des intérêts sur ce même 3 mois pourraient être accordés. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois et un report des intérêts sur ce même 6 mois pourraient être accordés.

La répartition de la somme additionnelle de 10 000 000 $ du programme d'aide d'urgence entre les 6 organismes PME MTL est définie selon les critères suivants :
- le nombre d'établissements enregistrés hors alerte maximale sur le territoire couvert ;
- le nombre d'établissements enregistrés en alerte maximale sur le territoire couvert.

De plus, une pondération supplémentaire de 50% a été appliquée à l'organisme PME MTL Centre-Ville afin de prendre en considération l'importante baisse d'achalandage du Centre-Ville.

Le versement de la somme additionnelle est conditionnel à l'utilisation de 90% des sommes déjà versées au titre du PAUPME.
En date du 30 novembre 2020, trois organismes (PME MTL Centre-Est, PME MTL Centre-Ville et PME MTL Grand Sud-Ouest) ont démontré l'utilisation de 90% des sommes versées au titre du PAUPME.

Organisme délégataire	Montant à verser

PME MTL Centre-Est	1 688 000 $
PME MTL Centre-Ouest	462 000 $
PME MTL Centre-Ville	5 940 000 $
PME MTL Est-de-l'Île	624 000 $
PME MTL Grand Sud-Ouest	543 000 $
PME MTL Ouest de l'Île	743 000 $
Total	**10 000 000 $**

Le prêt effectué à chacun des organismes ne porte pas intérêt en faveur de la Ville. Par contre, les prêts effectués par chacun des organismes auprès des différentes entreprises et organismes portent un intérêt de 3 % et ces intérêts appartiennent intégralement à la Ville de Montréal, permettant ainsi d'assumer les différents frais encourus par ce Fonds d'urgence.
Enfin, il est à noter que :

- Les présentes sommes qui seront octroyées à certains des territoires de PME MTL, particulièrement le Centre-Ville et le Centre-Est, seront épuisées dés la fin du mois de décembre 2020.
- Compte tenu du prolongement au-delà du mois de décembre des mesures imposées aux entreprises situées en zone rouge, les besoins de liquidités des entreprises seront significatives pour le 1er trimestre 2021.
- Les aides octroyées par le MEI n'étant pas suffisantes pour répondre aux enjeux à court terme des entreprises montréalaises, des sommes supplémentaires seront à prévoir en vue de répondre adéquatement aux besoins des entreprises.

JUSTIFICATION

Le présent dossier s'inscrit dans la suite des mesures d'urgences promulguées pour appuyer les entreprises de l'agglomération de Montréal.
Ces modifications aux ententes de délégation sont nécessaires pour assurer la poursuite du programme d'aide aux petites et moyennes entreprises suite à la conclusion du contrat de prêt
additionnel entre le MEI et la Ville.
Le programme d'aide aux petites et moyennes entreprises permet à la Ville de Montréal de poursuivre le déploiement de mesures d'urgences pour aider les PME affectées par les effets économiques de la pandémie COVID-19, et ce, en demeurant conforme à la Stratégie de développement économique 2018-2022 Accélérer Montréal ainsi qu'à l'entente intervenue entre la Ville et le MEI relative à l'octroi d'une aide de 150 M$ pour la mise en oeuvre de cette stratégie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le prêt aux six organismes du Réseau PME MTL vient s'ajouter à la somme déjà remise suite aux décisions CG16 0713, CG17 0244, CG18 0113, CG18 0431, CG18 0671, CG20 0239, CG 20 0375. Il est financé à 100 % par l'avenant 2020-03 au contrat de prêt octroyé à la Ville de Montréal par le MEI dans le cadre de la continuité du Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19.
Cette aide sera versée par le MEI au cours du mois de janvier 2021 à la Ville de Montréal.
Afin de garantir la mise à disposition immédiate de l'aide d'urgence pour les entreprises, la Ville de Montréal procédera au versement d'une avance aux 6 organismes du Réseau PME MTL.
Ce prêt est considéré comme une opération sur les comptes du bilan et n'a aucun effet sur le budget opérationnel de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme contribuera au Plan de développement durable de la collectivité montréalaise par le soutien financier de projets d'affaires en lien avec l'économie sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permettre la continuité du Programme d'aide d'urgence aux PME impactées par la crise du Covid-19 qui s'applique à l'ensemble du territoire de l'agglomération.
Le "pardon de prêt" représente une mesure positive sur la capacité financière des entreprises dans un contexte de relance économique.
Advenant une incapacité du Gouvernement du Québec à confirmer des sommes supplémentaires en vue de couvrir les besoins des entreprises pour le 1er trimestre 2021, les entreprises montréalaises seraient exposées à des difficultés financières accrues.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet permettra de soutenir financièrement les PME de l'agglomération affectées par la crise du COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur du nouveau volet : Décembre 2020
Versement des sommes additionnelles aux organismes : à partir de Décembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie BOCHET
Conseillère en analyse et gestion financière

Tél : 514-868-7885
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-11-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208927004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Approuver les addenda aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six (6) organismes PME MTL conditionnellement à l'adoption du dossier 1208927003 lequel vise à faire adopter les avenants 2020-02 et 2020-03 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permettent la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME (PAUPME) affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal avec le volet Aides aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et l'augmentation de 10 millions de dollars de l'aide d'urgence pour la petite et moyenne entreprises - COVID 19.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à leur validité et à leur forme les addenda aux ententes de délégation à intervenir entre la Ville de Montréal et les six organismes du réseau PME MTL, soient PME MTL Est-de-l'Île, PME MTL Centre-Est, PME MTL Centre-Ouest, PME MTL Ouest-de-l'île, PME MTL Centre-ville et PME MTL Grand Sud-Ouest.

FICHIERS JOINTS

2020-12-06 VFinale Ouest_ Addenda 6 visée.pdf

2020-12-06 VFinale GSO_ Addenda 6 visée.pdf

2020-12-06 VFinale Est_ Addenda 6 visée.pdf

2020-12-06 VFinale CV_ Addenda 7 visée.pdf

2020-12-06 VFinale CO_ Addenda 5 visée.pdf

2020-12-06 VFinale CE_ Addenda 7 visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-06

Julie DOYON

Avocate
Tél : 514-872-6873

Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel



ADDENDA 6
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL OUEST-DE-L'ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 7300, Autoroute Transcanadienne, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H9R 1C7, agissant et représentée par Nicolas Roy, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 86288 9599 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1086653580 TQ0001

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000,00 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-1 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du Fonds d'urgence afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 et que suite à cette décision, le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-2 au Contrat de prêt, permettant ainsi qu'à certaines conditions une partie des prêts deviennent non-remboursables;

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-3 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 60 000 000 $ à 70 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert et que suite aux avenants 2020-2 et 2020-3 au Contrat de prêt entre le MEI et la Ville, l'Annexe IX de l'Entente de délégation doit être modifiée;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 7 830 000 $ » par le montant de « 8 573 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 1.1 prêter à l'ORGANISME, un montant maximal de 8 573 000 $ qu'il administrera au titre du Fonds d'urgence. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant toute sa durée. L'ORGANISME doit informer la Ville dès que 90% du prêt a été utilisé, soit 7 715 700 $; »

3. Le paragraphe 2.1 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.1 gérer le Fonds d'urgence et utiliser les actifs du Fonds d'urgence aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds d'urgence et dans le respect de toutes les conditions, prévues au Cadre d'intervention du Fonds d'urgence, joint en annexe A de la présente Annexe IX. Les actifs du Fonds d'urgence, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du Fonds d'urgence

et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les actifs du Fonds d'urgence peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme ainsi que les honoraires d'audit du rapport audité du Fonds d'urgence (tel que décrit à l'Annexe B de la présente Annexe IX). Ces frais ne peuvent excéder 234 900 $. Aucuns frais de dossier, frais de gestion ou tous autres frais ne peuvent être imposés aux entreprises bénéficiant du Fonds d'urgence, sauf sur autorisation écrite préalable de la Ville. L'intégralité du Fonds d'urgence appartient à la Ville; ».

4. Le paragraphe 2.12 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.12 à l'échéance de chacun des prêts, remettre à la Ville au plus tard le 31 janvier de l'année suivante la totalité du prêt remboursé par le Bénéficiaire. Toutefois, les sommes octroyées par l'ORGANISME sous la forme de pardon de prêt aux Bénéficiaires dont l'entreprise a dû cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu'elle est située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 ne feront pas l'objet d'un remboursement à la Ville (le pardon de prêt aux entreprises correspond à une somme maximale de 80% du prêt octroyé en vertu du Fonds d'urgence aux entreprises); ».

5. Le paragraphe 2.13 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement de la phrase « La Ville assumera le montant de la radiation et les frais de perception » par « La Ville assumera le montant de la radiation ».

6. Dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant que l'ORGANISME a utilisé 90% du montant initial du prêt de 7 830 000 $, soit 7 047 000 $, la Ville lui versera la différence entre le montant initial du prêt de 7 830 000 $ et le montant de 8 573 000 $,soit 743 000 $ (ci-après le « Montant additionnel du prêt »).

7. L'Annexe A de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe A jointe au présent addenda.

8. L'Annexe B de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe B jointe au présent addenda.

9. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

10. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL OUEST-DE-L'ÎLE

Par : _____
Nicolas Roy
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).

ANNEXE A

CADRE D'INTERVENTION DU FONDS D'URGENCE

1. FONDEMENTS DU FONDS D'URGENCE

1.1 Objet

Le Fonds d'urgence vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

Le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (ci-après « AERAM ») permet la bonification du Fonds d'urgence afin d'aider les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.

1.2 Objectifs

Le Fonds d'urgence permet de pallier le manque de liquidités causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2. POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

2.1 Entreprises admissibles

2.1.1 Entreprises admissibles au Fonds d'urgence

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- La production ou distribution d'armes;
- Les jeux de hasard et d'argent, les établissements de machines à sous, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;

- Toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

2.1.2 Entreprises admissibles au AERAM

Sont admissibles les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté.

Une entreprise ayant déjà obtenu un prêt dans le cadre du Fonds d'urgence peut bénéficier de ce volet si elle démontre que ce prêt est utilisé pour couvrir les frais fixes mensuels.

2.2 Conditions d'admissibilité

2.2.1 Conditions d'admissibilité au Fonds d'urgence

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- L'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- L'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19;
- Les commerces situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pourront en faire mention afin que ce soit pris en compte dans l'analyse de la rentabilité.

2.2.2 Conditions d'admissibilité au volet AERAM

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise doit avoir cessé en tout ou en partie ses activités;
- L'entreprise doit démontrer ses frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
    - les taxes municipales et scolaires;
    - le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
    - les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
    - les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
    - les assurances;

- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association;
- les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

- L'entreprise doit avoir été visée par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois;
- L'entreprise, ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME, située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) peut déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

2.3 Projets admissibles

- Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.
- Les besoins en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminés sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.
- Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidité causé par :
  - une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
  - un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2.4 Aide financière

2.4.1 Fonds d'urgence

- L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3%.
- Un moratoire de 6 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt accordés à partir du montant initial du prêt de 7 830 000 $ moins la somme de 234 900 $ pour les frais de gestion, soit 7 595 100 $ (ci-après le « Montant net du prêt »). L'entreprise bénéficiera alors d'un congé d'intérêts pour une période de 6 mois. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois de même qu'un report des intérêts sur 6 mois pourraient être accordés.
- Dès que le Montant net du prêt de 7 595 100 $ aura été épuisé, pour tous les contrats accordés à partir du Montant additionnel du prêt, un moratoire automatique de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera. Un second moratoire sur le capital pouvant aller jusqu'à 3 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 3 mois pourraient être accordés. Un moratoire

additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 6 mois pourraient être accordés.

- Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.
- L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

2.4.2 Volet AERAM

- Le volet AERAM est en vigueur à compter du mois d'octobre 2020 et s'applique pour les mois de novembre et décembre 2020. Conditionnellement à l'autorisation du MEI et en fonction de la prolongation de la fermeture des entreprises situées en zone en alerte maximale (zone rouge), ce volet pourra également s'appliquer pour les mois de janvier, février, mars et avril 2021. La Ville avisera par écrit l'ORGANISME de la prolongation de l'application de ce volet suite à l'obtention de l'autorisation du MEI.
- Le prêt pourra être converti en pardon de prêt jusqu'à l'équivalent de 80%. Le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par entreprise.
- Le pardon de prêt prendra effet à la fin des trois premiers mois du moratoire de remboursement (capital et intérêt) et sur réception des pièces justificatives démontrant les frais fixes admissibles déboursés pour la période couverte.

3. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

3.1 Demande d'aide financière

Pour obtenir une aide financière, l'entreprise présente une demande d'aide financière, qui sera évaluée par le CIE. Celui-ci accepte les demandes d'aide financière répondant aux conditions d'admissibilité. Un sommaire mensuel des demandes d'aide financière approuvé par le CIE sera présenté pour ratification au conseil d'administration de l'ORGANISME.

3.2 Composition du CIE

Le CIE est composé du directeur général et du directeur de l'investissement / financement de l'ORGANISME.

3.3 Modalités d'octroi de l'aide financière

Chaque projet autorisé fera l'objet d'un contrat entre l'ORGANISME et l'entreprise. Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt et pardons de prêts, les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

Il établira également les modalités de reddition de comptes de l'entreprise, l'obligation de fournir un état financier annuel interne et l'obligation de fournir

toutes informations requises de la part de la Ville, afin de permettre à l'organisme PME MTL de répondre à sa reddition de comptes exigée par la Ville de Montréal.

4. TERMINAISON

Le Fonds d'urgence se ferme le 30 avril 2021, à compter du 1er mai 2021, l'ORGANISME devra cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce Fonds d'urgence.

ANNEXE B

REDDITIONS DE COMPTES ET ÉCHÉANCES

Note : Les redditions de comptes, rapports et autres documents à remettre à la Ville doivent être présentés selon la forme, les exigences et les outils mis à la disposition de l'ORGANISME par la VILLE ou le MEI.

Rapports/Documents à fournir	**Descriptif**	**Échéances**
Rapport hebdomadaire du Fonds d'urgence	Le rapport doit présenter les prêts et garanties octroyés par entreprise et doit être produit conformément aux exigences du ministre en utilisant le fichier fourni par le ministre.	Chaque mercredi pour la semaine précédente pour la période du 1er avril 2020 jusqu'à l'utilisation complète du prêt octroyé par la Ville ou jusqu'au 30 avril 2021, sauf si indication contraire.
Copie électronique du compte rendu des recommandations d'investissement du CIE	s/o	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque mois.
Déclaration trimestrielle des dérogations de la LISM	Déclaration confirmant qu'aucune aide financière n'a été octroyée en dérogation de la LISM ou qui ne respecterait pas les paramètres autrement autorisés dans la présente entente.	Au plus tard, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport trimestriel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit inclure : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement.	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : Nombre total d'entreprises ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises ayant bénéficié de	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier 2020 et 45 jours suivant le 30 avril 2021 si des prêts ont été octroyés après le 31 décembre 2020 et avant le 30

	l'aide et du pardon de prêts par secteur d'activités • Nombre d'entreprises d'économie sociale ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises à but lucratif ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Montant de l'aide totale octroyée et montant total du pardon de prêt octroyé • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé par secteur d'activités • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises d'économie sociale • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises à but lucratif • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises d'économie sociale • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises à but lucratif.	avril 2021
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier, jusqu'au remboursement complet du Fonds d'urgence

	défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement • le nombre et le solde de dossiers radiés.	
Rapport non audité du Fonds d'urgence	Le rapport non audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la Ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Au plus tard le 21 janvier de chaque année.
Rapport audité du Fonds d'urgence	Le rapport audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Dans les 3 mois de la fin de son exercice financier.

Politique relative à la gestion du compte bancaire du Fonds d'urgence	La politique doit prévoir : - un solde minimum dans le compte bancaire - le type de placements autorisés La politique doit être établie pour la durée de la présente Annexe IX.	Dans les 30 jours suivant la fin de l'exercice financier.



ADDENDA 6
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL GRAND SUD-OUEST**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 3617, rue Wellington, Verdun, Québec, H4G 1T9, agissant et représentée par Marie-Claude Dauray, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 81679 2162 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222784561 TQ0001

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000,00 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-1 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du Fonds d'urgence afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 et que suite à cette décision**,** le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-2 au Contrat de prêt, permettant ainsi qu'à certaines conditions une partie des prêts deviennent non-remboursables;

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-3 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 60 000 000 $ à 70 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert et que suite aux avenants 2020-2 et 2020-3 au Contrat de prêt entre le MEI et la Ville, l'Annexe IX de l'Entente de délégation doit être modifiée;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 5 916 000 $ » par le montant de « 6 459 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 1.1 prêter à l'ORGANISME, un montant maximal de 6 459 000 $ qu'il administrera au titre du Fonds d'urgence. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant toute sa durée. L'ORGANISME doit informer la Ville dès que 90% du prêt a été utilisé, soit 5 813 100 $; »

3. Le paragraphe 2.1 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.1 gérer le Fonds d'urgence et utiliser les actifs du Fonds d'urgence aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds d'urgence et dans le respect de toutes les conditions, prévues au Cadre d'intervention du Fonds d'urgence, joint en annexe A de la présente Annexe IX. Les actifs du Fonds d'urgence, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du Fonds d'urgence

et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les actifs du Fonds d'urgence peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme ainsi que les honoraires d'audit du rapport audité du Fonds d'urgence (tel que décrit à l'Annexe B de la présente Annexe IX). Ces frais ne peuvent excéder 177 480 $. Aucuns frais de dossier, frais de gestion ou tous autres frais ne peuvent être imposés aux entreprises bénéficiant du Fonds d'urgence, sauf sur autorisation écrite préalable de la Ville. L'intégralité du Fonds d'urgence appartient à la Ville; ».

4. Le paragraphe 2.12 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.12 à l'échéance de chacun des prêts, remettre à la Ville au plus tard le 31 janvier de l'année suivante la totalité du prêt remboursé par le Bénéficiaire. Toutefois, les sommes octroyées par l'ORGANISME sous la forme de pardon de prêt aux Bénéficiaires dont l'entreprise a dû cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu'elle est située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 ne feront pas l'objet d'un remboursement à la Ville (le pardon de prêt aux entreprises correspond à une somme maximale de 80% du prêt octroyé en vertu du Fonds d'urgence aux entreprises); ».

5. Le paragraphe 2.13 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement de la phrase « La Ville assumera le montant de la radiation et les frais de perception » par « La Ville assumera le montant de la radiation ».

6. Dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant que l'ORGANISME a utilisé 90% du montant initial du prêt de 5 916 000 $, soit 5 324 400 $, la Ville lui versera la différence entre le montant initial du prêt de 5 916 000 $ et le montant de 6 459 000 $, soit 543 000 $ (ci-après le « Montant additionnel du prêt »).

7. L'Annexe A de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe A jointe au présent addenda.

8. L'Annexe B de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe B jointe au présent addenda.

9. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

10. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL GRAND SUD-OUEST

Par : _____
Marie-Claude Dauray
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).

ANNEXE A

CADRE D'INTERVENTION DU FONDS D'URGENCE

1. FONDEMENTS DU FONDS D'URGENCE

1.1 Objet

Le Fonds d'urgence vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

Le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (ci-après « AERAM ») permet la bonification du Fonds d'urgence afin d'aider les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.

1.2 Objectifs

Le Fonds d'urgence permet de pallier le manque de liquidités causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2. POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

2.1 Entreprises admissibles

2.1.1 Entreprises admissibles au Fonds d'urgence

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- La production ou distribution d'armes;
- Les jeux de hasard et d'argent, les établissements de machines à sous, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;

- Toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

2.1.2 Entreprises admissibles au AERAM

Sont admissibles les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté.

Une entreprise ayant déjà obtenu un prêt dans le cadre du Fonds d'urgence peut bénéficier de ce volet si elle démontre que ce prêt est utilisé pour couvrir les frais fixes mensuels.

2.2 Conditions d'admissibilité

2.2.1 Conditions d'admissibilité au Fonds d'urgence

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- L'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- L'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19;
- Les commerces situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pourront en faire mention afin que ce soit pris en compte dans l'analyse de la rentabilité.

2.2.2 Conditions d'admissibilité au volet AERAM

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise doit avoir cessé en tout ou en partie ses activités;
- L'entreprise doit démontrer ses frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
    - les taxes municipales et scolaires;
    - le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
    - les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
    - les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
    - les assurances;

- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association;
- les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

- L'entreprise doit avoir été visée par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois;
- L'entreprise, ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME, située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) peut déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

2.3 Projets admissibles

- Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.
- Les besoins en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminés sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.
- Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidité causé par :
  - une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
  - un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2.4 Aide financière

2.4.1 Fonds d'urgence

- L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3%.
- Un moratoire de 6 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt accordés à partir du montant initial du prêt de 5 916 000 $ moins la somme de 177 480 $ pour les frais de gestion, soit 5 738 520 $ (ci-après le « Montant net du prêt »). L'entreprise bénéficiera alors d'un congé d'intérêts pour une période de 6 mois. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois de même qu'un report des intérêts sur 6 mois pourraient être accordés.
- Dès que le Montant net du prêt de 5 738 520 $ aura été épuisé, pour tous les contrats accordés à partir du Montant additionnel du prêt, un moratoire automatique de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera. Un second moratoire sur le capital pouvant aller jusqu'à 3 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 3 mois pourraient être accordés. Un moratoire

additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 6 mois pourraient être accordés.

- Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.
- L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

2.4.2 Volet AERAM

- Le volet AERAM est en vigueur à compter du mois d'octobre 2020 et s'applique pour les mois de novembre et décembre 2020. Conditionnellement à l'autorisation du MEI et en fonction de la prolongation de la fermeture des entreprises situées en zone en alerte maximale (zone rouge), ce volet pourra également s'appliquer pour les mois de janvier, février, mars et avril 2021. La Ville avisera par écrit l'ORGANISME de la prolongation de l'application de ce volet suite à l'obtention de l'autorisation du MEI.
- Le prêt pourra être converti en pardon de prêt jusqu'à l'équivalent de 80%. Le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par entreprise.
- Le pardon de prêt prendra effet à la fin des trois premiers mois du moratoire de remboursement (capital et intérêt) et sur réception des pièces justificatives démontrant les frais fixes admissibles déboursés pour la période couverte.

3. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

3.1 Demande d'aide financière

Pour obtenir une aide financière, l'entreprise présente une demande d'aide financière, qui sera évaluée par le CIE. Celui-ci accepte les demandes d'aide financière répondant aux conditions d'admissibilité. Un sommaire mensuel des demandes d'aide financière approuvé par le CIE sera présenté pour ratification au conseil d'administration de l'ORGANISME.

3.2 Composition du CIE

Le CIE est composé du directeur général et du directeur de l'investissement / financement de l'ORGANISME.

3.3 Modalités d'octroi de l'aide financière

Chaque projet autorisé fera l'objet d'un contrat entre l'ORGANISME et l'entreprise. Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt et pardons de prêts, les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

Il établira également les modalités de reddition de comptes de l'entreprise, l'obligation de fournir un état financier annuel interne et l'obligation de fournir

toutes informations requises de la part de la Ville, afin de permettre à l'organisme PME MTL de répondre à sa reddition de comptes exigée par la Ville de Montréal.

4. TERMINAISON

Le Fonds d'urgence se ferme le 30 avril 2021, à compter du 1er mai 2021, l'ORGANISME devra cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce Fonds d'urgence.

ANNEXE B

REDDITIONS DE COMPTES ET ÉCHÉANCES

Note : Les redditions de comptes, rapports et autres documents à remettre à la Ville doivent être présentés selon la forme, les exigences et les outils mis à la disposition de l'ORGANISME par la VILLE ou le MEI.

Rapports/Documents à fournir	**Descriptif**	**Échéances**
Rapport hebdomadaire du Fonds d'urgence	Le rapport doit présenter les prêts et garanties octroyés par entreprise et doit être produit conformément aux exigences du ministre en utilisant le fichier fourni par le ministre.	Chaque mercredi pour la semaine précédente pour la période du 1er avril 2020 jusqu'à l'utilisation complète du prêt octroyé par la Ville ou jusqu'au 30 avril 2021, sauf si indication contraire.
Copie électronique du compte rendu des recommandations d'investissement du CIE	s/o	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque mois.
Déclaration trimestrielle des dérogations de la LISM	Déclaration confirmant qu'aucune aide financière n'a été octroyée en dérogation de la LISM ou qui ne respecterait pas les paramètres autrement autorisés dans la présente entente.	Au plus tard, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport trimestriel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit inclure : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement.	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : Nombre total d'entreprises ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises ayant bénéficié de	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier 2020 et 45 jours suivant le 30 avril 2021 si des prêts ont été octroyés après le 31 décembre 2020 et avant le 30

	l'aide et du pardon de prêts par secteur d'activités • Nombre d'entreprises d'économie sociale ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises à but lucratif ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Montant de l'aide totale octroyée et montant total du pardon de prêt octroyé • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé par secteur d'activités • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises d'économie sociale • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises à but lucratif • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises d'économie sociale • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises à but lucratif.	avril 2021
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier, jusqu'au remboursement complet du Fonds d'urgence

	défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement • le nombre et le solde de dossiers radiés.	
Rapport non audité du Fonds d'urgence	Le rapport non audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la Ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Au plus tard le 21 janvier de chaque année.
Rapport audité du Fonds d'urgence	Le rapport audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Dans les 3 mois de la fin de son exercice financier.

Politique relative à la gestion du compte bancaire du Fonds d'urgence	La politique doit prévoir : - un solde minimum dans le compte bancaire - le type de placements autorisés La politique doit être établie pour la durée de la présente Annexe IX.	Dans les 30 jours suivant la fin de l'exercice financier.



ADDENDA 6
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL EST-DE-L'ÎLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 7305, boulevard Henri-Bourassa Est, bureau 200, Montréal, Québec, H1E 2Z6, agissant et représentée par Annie Bourgoin, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 89736 0939 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1018996797 TQ0001

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 et 5, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000,00 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-1 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du Fonds d'urgence afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 et que suite à cette décision, le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-2 au Contrat de prêt, permettant ainsi qu'à certaines conditions une partie des prêts deviennent non-remboursables;

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-3 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 60 000 000 $ à 70 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert et que suite aux avenants 2020-2 et 2020-3 au Contrat de prêt entre le MEI et la Ville, l'Annexe IX de l'Entente de délégation doit être modifiée;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 7 842 000 $ » par le montant de « 8 466 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 1.1 prêter à l'ORGANISME, un montant maximal de 8 466 000 $ qu'il administrera au titre du Fonds d'urgence. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant toute sa durée. L'ORGANISME doit informer la Ville dès que 90% du prêt a été utilisé, soit 7 619 400 $; »

3. Le paragraphe 2.1 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.1 gérer le Fonds d'urgence et utiliser les actifs du Fonds d'urgence aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds d'urgence et dans le respect de toutes les conditions, prévues au Cadre d'intervention du Fonds d'urgence, joint en annexe A de la présente Annexe IX. Les actifs du Fonds d'urgence, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du Fonds d'urgence

et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les actifs du Fonds d'urgence peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme ainsi que les honoraires d'audit du rapport audité du Fonds d'urgence (tel que décrit à l'Annexe B de la présente Annexe IX). Ces frais ne peuvent excéder 235 260 $. Aucuns frais de dossier, frais de gestion ou tous autres frais ne peuvent être imposés aux entreprises bénéficiant du Fonds d'urgence, sauf sur autorisation écrite préalable de la Ville. L'intégralité du Fonds d'urgence appartient à la Ville; ».

4. Le paragraphe 2.12 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.12 à l'échéance de chacun des prêts, remettre à la Ville au plus tard le 31 janvier de l'année suivante la totalité du prêt remboursé par le Bénéficiaire. Toutefois, les sommes octroyées par l'ORGANISME sous la forme de pardon de prêt aux Bénéficiaires dont l'entreprise a dû cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu'elle est située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 ne feront pas l'objet d'un remboursement à la Ville (le pardon de prêt aux entreprises correspond à une somme maximale de 80% du prêt octroyé en vertu du Fonds d'urgence aux entreprises); ».

5. Le paragraphe 2.13 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement de la phrase « La Ville assumera le montant de la radiation et les frais de perception » par « La Ville assumera le montant de la radiation ».

6. Dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant que l'ORGANISME a utilisé 90% du montant initial du prêt de 7 842 000 $, soit 7 057 800 $, la Ville lui versera la différence entre le montant initial du prêt de 7 842 000 $ et le montant de 8 466 000 $, soit 624 000 $ (ci-après le « Montant additionnel du prêt »).

7. L'Annexe A de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe A jointe au présent addenda.

8. L'Annexe B de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe B jointe au présent addenda.

9. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

10. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL EST-DE-L'ÎLE

Par : _____
Annie Bourgoin
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).

ANNEXE A

CADRE D'INTERVENTION DU FONDS D'URGENCE

1. FONDEMENTS DU FONDS D'URGENCE

1.1 Objet

Le Fonds d'urgence vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

Le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (ci-après « AERAM ») permet la bonification du Fonds d'urgence afin d'aider les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.

1.2 Objectifs

Le Fonds d'urgence permet de pallier le manque de liquidités causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2. POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

2.1 Entreprises admissibles

2.1.1 Entreprises admissibles au Fonds d'urgence

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- La production ou distribution d'armes;
- Les jeux de hasard et d'argent, les établissements de machines à sous, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;

- Toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

2.1.2 Entreprises admissibles au AERAM

Sont admissibles les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté.

Une entreprise ayant déjà obtenu un prêt dans le cadre du Fonds d'urgence peut bénéficier de ce volet si elle démontre que ce prêt est utilisé pour couvrir les frais fixes mensuels.

2.2 Conditions d'admissibilité

2.2.1 Conditions d'admissibilité au Fonds d'urgence

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- L'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- L'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19;
- Les commerces situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pourront en faire mention afin que ce soit pris en compte dans l'analyse de la rentabilité.

2.2.2 Conditions d'admissibilité au volet AERAM

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise doit avoir cessé en tout ou en partie ses activités;
- L'entreprise doit démontrer ses frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
    - les taxes municipales et scolaires;
    - le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
    - les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
    - les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
    - les assurances;

- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association;
- les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

- L'entreprise doit avoir été visée par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois;
- L'entreprise, ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME, située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) peut déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

2.3 Projets admissibles

- Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.
- Les besoins en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminés sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.
- Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidité causé par :
  - une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
  - un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2.4 Aide financière

2.4.1 Fonds d'urgence

- L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3%.
- Un moratoire de 6 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt accordés à partir du montant initial du prêt de 7 842 000 $ moins la somme de 235 260 $ pour les frais de gestion, soit 7 606 740 $ (ci-après le « Montant net du prêt »). L'entreprise bénéficiera alors d'un congé d'intérêts pour une période de 6 mois. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois de même qu'un report des intérêts sur 6 mois pourraient être accordés.
- Dès que le Montant net du prêt de 7 606 740 $ aura été épuisé, pour tous les contrats accordés à partir du Montant additionnel du prêt, un moratoire automatique de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera. Un second moratoire sur le capital pouvant aller jusqu'à 3 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 3 mois pourraient être accordés. Un moratoire

additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 6 mois pourraient être accordés.

- Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.
- L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

2.4.2 Volet AERAM

- Le volet AERAM est en vigueur à compter du mois d'octobre 2020 et s'applique pour les mois de novembre et décembre 2020. Conditionnellement à l'autorisation du MEI et en fonction de la prolongation de la fermeture des entreprises situées en zone en alerte maximale (zone rouge), ce volet pourra également s'appliquer pour les mois de janvier, février, mars et avril 2021. La Ville avisera par écrit l'ORGANISME de la prolongation de l'application de ce volet suite à l'obtention de l'autorisation du MEI.
- Le prêt pourra être converti en pardon de prêt jusqu'à l'équivalent de 80%. Le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par entreprise.
- Le pardon de prêt prendra effet à la fin des trois premiers mois du moratoire de remboursement (capital et intérêt) et sur réception des pièces justificatives démontrant les frais fixes admissibles déboursés pour la période couverte.

3. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

3.1 Demande d'aide financière

Pour obtenir une aide financière, l'entreprise présente une demande d'aide financière, qui sera évaluée par le CIE. Celui-ci accepte les demandes d'aide financière répondant aux conditions d'admissibilité. Un sommaire mensuel des demandes d'aide financière approuvé par le CIE sera présenté pour ratification au conseil d'administration de l'ORGANISME.

3.2 Composition du CIE

Le CIE est composé du directeur général et du directeur de l'investissement / financement de l'ORGANISME.

3.3 Modalités d'octroi de l'aide financière

Chaque projet autorisé fera l'objet d'un contrat entre l'ORGANISME et l'entreprise. Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt et pardons de prêts, les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

Il établira également les modalités de reddition de comptes de l'entreprise, l'obligation de fournir un état financier annuel interne et l'obligation de fournir

toutes informations requises de la part de la Ville, afin de permettre à l'organisme PME MTL de répondre à sa reddition de comptes exigée par la Ville de Montréal.

4. TERMINAISON

Le Fonds d'urgence se ferme le 30 avril 2021, à compter du 1er mai 2021, l'ORGANISME devra cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce Fonds d'urgence.

ANNEXE B

REDDITIONS DE COMPTES ET ÉCHÉANCES

Note : Les redditions de comptes, rapports et autres documents à remettre à la Ville doivent être présentés selon la forme, les exigences et les outils mis à la disposition de l'ORGANISME par la VILLE ou le MEI.

Rapports/Documents à fournir	**Descriptif**	**Échéances**
Rapport hebdomadaire du Fonds d'urgence	Le rapport doit présenter les prêts et garanties octroyés par entreprise et doit être produit conformément aux exigences du ministre en utilisant le fichier fourni par le ministre.	Chaque mercredi pour la semaine précédente pour la période du 1er avril 2020 jusqu'à l'utilisation complète du prêt octroyé par la Ville ou jusqu'au 30 avril 2021, sauf si indication contraire.
Copie électronique du compte rendu des recommandations d'investissement du CIE	s/o	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque mois.
Déclaration trimestrielle des dérogations de la LISM	Déclaration confirmant qu'aucune aide financière n'a été octroyée en dérogation de la LISM ou qui ne respecterait pas les paramètres autrement autorisés dans la présente entente.	Au plus tard, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport trimestriel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit inclure : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement.	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : Nombre total d'entreprises ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises ayant bénéficié de	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier 2020 et 45 jours suivant le 30 avril 2021 si des prêts ont été octroyés après le 31 décembre 2020 et avant le 30

	l'aide et du pardon de prêts par secteur d'activités • Nombre d'entreprises d'économie sociale ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises à but lucratif ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Montant de l'aide totale octroyée et montant total du pardon de prêt octroyé • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé par secteur d'activités • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises d'économie sociale • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises à but lucratif • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises d'économie sociale • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises à but lucratif.	avril 2021
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier, jusqu'au remboursement complet du Fonds d'urgence

	défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement • le nombre et le solde de dossiers radiés.	
Rapport non audité du Fonds d'urgence	Le rapport non audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la Ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Au plus tard le 21 janvier de chaque année.
Rapport audité du Fonds d'urgence	Le rapport audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Dans les 3 mois de la fin de son exercice financier.

Politique relative à la gestion du compte bancaire du Fonds d'urgence	La politique doit prévoir : - un solde minimum dans le compte bancaire - le type de placements autorisés La politique doit être établie pour la durée de la présente Annexe IX.	Dans les 30 jours suivant la fin de l'exercice financier.



ADDENDA 7
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL CENTRE-VILLE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 700, Montréal, Québec, H3A 1E4, agissant et représentée par Christian Perron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 88098 8225 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1021820683 TQ0001

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4, 5 et 6, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000,00 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-1 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du Fonds d'urgence afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 et que suite à cette décision, le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-2 au Contrat de prêt, permettant ainsi qu'à certaines conditions une partie des prêts deviennent non-remboursables;

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-3 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 60 000 000 $ à 70 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert et que suite aux avenants 2020-2 et 2020-3 au Contrat de prêt entre le MEI et la Ville, l'Annexe IX de l'Entente de délégation doit être modifiée;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 17 760 000 $ » par le montant de « 23 700 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 1.1 prêter à l'ORGANISME, un montant maximal de 23 700 000 $ qu'il administrera au titre du Fonds d'urgence. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant toute sa durée. L'ORGANISME doit informer la VILLE dès que 90% du prêt a été utilisé soit 21 330 000 $; ».

3. Le paragraphe 2.1 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.1 gérer le Fonds d'urgence et utiliser les actifs du Fonds d'urgence aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds d'urgence et dans le respect de toutes les conditions, prévues au Cadre d'intervention du Fonds d'urgence, joint en annexe A de la présente Annexe IX. Les actifs du Fonds d'urgence, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du Fonds d'urgence

et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les actifs du Fonds d'urgence peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme ainsi que les honoraires d'audit du rapport audité du Fonds d'urgence (tel que décrit à l'Annexe B de la présente Annexe IX). Ces frais ne peuvent excéder 532 800 $. Aucuns frais de dossier, frais de gestion ou tous autres frais ne peuvent être imposés aux entreprises bénéficiant du Fonds d'urgence, sauf sur autorisation écrite préalable de la Ville. L'intégralité du Fonds d'urgence appartient à la Ville; ».

4. Le paragraphe 2.12 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.12 à l'échéance de chacun des prêts, remettre à la Ville au plus tard le 31 janvier de l'année suivante la totalité du prêt remboursé par le Bénéficiaire. Toutefois, les sommes octroyées par l'ORGANISME sous la forme de pardon de prêt aux Bénéficiaires dont l'entreprise a dû cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu'elle est située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 ne feront pas l'objet d'un remboursement à la Ville (le pardon de prêt aux entreprises correspond à une somme maximale de 80% du prêt octroyé en vertu du Fonds d'urgence aux entreprises); ».

5. Le paragraphe 2.13 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement de la phrase « La Ville assumera le montant de la radiation et les frais de perception » par « La Ville assumera le montant de la radiation ».

6. Dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant que l'ORGANISME a utilisé 90% du montant initial du prêt de 17 760 000 $, soit 15 984 000 $, la Ville lui versera la différence entre le montant initial du prêt de 17 760 000 $ et le montant de 23 700 000 $, soit 5 940 000 $ (ci-après le « Montant additionnel du prêt »).

7. L'Annexe A de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe A jointe au présent addenda.

8. L'Annexe B de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe B jointe au présent addenda.

9. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

10. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL CENTRE-VILLE

Par : _____
Christian Perron
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).

ANNEXE A

CADRE D'INTERVENTION DU FONDS D'URGENCE

1. FONDEMENTS DU FONDS D'URGENCE

1.1 Objet

Le Fonds d'urgence vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

Le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (ci-après « AERAM ») permet la bonification du Fonds d'urgence afin d'aider les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.

1.2 Objectifs

Le Fonds d'urgence permet de pallier le manque de liquidités causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2. POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

2.1 Entreprises admissibles

2.1.1 Entreprises admissibles au Fonds d'urgence

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- La production ou distribution d'armes;
- Les jeux de hasard et d'argent, les établissements de machines à sous, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;

- Toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

2.1.2 Entreprises admissibles au AERAM

Sont admissibles les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté.

Une entreprise ayant déjà obtenu un prêt dans le cadre du Fonds d'urgence peut bénéficier de ce volet si elle démontre que ce prêt est utilisé pour couvrir les frais fixes mensuels.

2.2 Conditions d'admissibilité

2.2.1 Conditions d'admissibilité au Fonds d'urgence

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- L'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- L'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19;
- Les commerces situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pourront en faire mention afin que ce soit pris en compte dans l'analyse de la rentabilité.

2.2.2 Conditions d'admissibilité au volet AERAM

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise doit avoir cessé en tout ou en partie ses activités;
- L'entreprise doit démontrer ses frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
    - les taxes municipales et scolaires;
    - le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
    - les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
    - les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
    - les assurances;

- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association;
- les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

- L'entreprise doit avoir été visée par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois;
- L'entreprise, ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME, située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) peut déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

2.3 Projets admissibles

- Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.
- Les besoins en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminés sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.
- Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidité causé par :
  - une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
  - un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2.4 Aide financière

2.4.1 Fonds d'urgence

- L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3%.
- Un moratoire de 6 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt accordés à partir du montant initial du prêt de 17 760 000 $ moins la somme de 532 800 $ pour les frais de gestion, soit 17 227 200 $ (ci-après le « Montant net du prêt »). L'entreprise bénéficiera alors d'un congé d'intérêts pour une période de 6 mois. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois de même qu'un report des intérêts sur 6 mois pourraient être accordés.
- Dès que le Montant net du prêt de 17 227 200 $ aura été épuisé, pour tous les contrats accordés à partir du Montant additionnel du prêt, un moratoire automatique de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera. Un second moratoire sur le capital pouvant aller jusqu'à 3 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 3 mois pourraient être accordés. Un moratoire

additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 6 mois pourraient être accordés.

- Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.
- L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

2.4.2 Volet AERAM

- Le volet AERAM est en vigueur à compter du mois d'octobre 2020 et s'applique pour les mois de novembre et décembre 2020. Conditionnellement à l'autorisation du MEI et en fonction de la prolongation de la fermeture des entreprises situées en zone en alerte maximale (zone rouge), ce volet pourra également s'appliquer pour les mois de janvier, février, mars et avril 2021. La Ville avisera par écrit l'ORGANISME de la prolongation de l'application de ce volet suite à l'obtention de l'autorisation du MEI.
- Le prêt pourra être converti en pardon de prêt jusqu'à l'équivalent de 80%. Le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par entreprise.
- Le pardon de prêt prendra effet à la fin des trois premiers mois du moratoire de remboursement (capital et intérêt) et sur réception des pièces justificatives démontrant les frais fixes admissibles déboursés pour la période couverte.

3. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

3.1 Demande d'aide financière

Pour obtenir une aide financière, l'entreprise présente une demande d'aide financière, qui sera évaluée par le CIE. Celui-ci accepte les demandes d'aide financière répondant aux conditions d'admissibilité. Un sommaire mensuel des demandes d'aide financière approuvé par le CIE sera présenté pour ratification au conseil d'administration de l'ORGANISME.

3.2 Composition du CIE

Le CIE est composé du directeur général et du directeur de l'investissement / financement de l'ORGANISME.

3.3 Modalités d'octroi de l'aide financière

Chaque projet autorisé fera l'objet d'un contrat entre l'ORGANISME et l'entreprise. Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt et pardons de prêts, les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

Il établira également les modalités de reddition de comptes de l'entreprise, l'obligation de fournir un état financier annuel interne et l'obligation de fournir

toutes informations requises de la part de la Ville, afin de permettre à l'organisme PME MTL de répondre à sa reddition de comptes exigée par la Ville de Montréal.

4. TERMINAISON

Le Fonds d'urgence se ferme le 30 avril 2021, à compter du 1er mai 2021, l'ORGANISME devra cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce Fonds d'urgence.

ANNEXE B

REDDITIONS DE COMPTES ET ÉCHÉANCES

Note : Les redditions de comptes, rapports et autres documents à remettre à la Ville doivent être présentés selon la forme, les exigences et les outils mis à la disposition de l'ORGANISME par la VILLE ou le MEI.

Rapports/Documents à fournir	**Descriptif**	**Échéances**
Rapport hebdomadaire du Fonds d'urgence	Le rapport doit présenter les prêts et garanties octroyés par entreprise et doit être produit conformément aux exigences du ministre en utilisant le fichier fourni par le ministre.	Chaque mercredi pour la semaine précédente pour la période du 1er avril 2020 jusqu'à l'utilisation complète du prêt octroyé par la Ville ou jusqu'au 30 avril 2021, sauf si indication contraire.
Copie électronique du compte rendu des recommandations d'investissement du CIE	s/o	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque mois.
Déclaration trimestrielle des dérogations de la LISM	Déclaration confirmant qu'aucune aide financière n'a été octroyée en dérogation de la LISM ou qui ne respecterait pas les paramètres autrement autorisés dans la présente entente.	Au plus tard, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport trimestriel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit inclure : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement.	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : Nombre total d'entreprises ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises ayant bénéficié de	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier 2020 et 45 jours suivant le 30 avril 2021 si des prêts ont été octroyés après le 31 décembre 2020 et avant le 30

	l'aide et du pardon de prêts par secteur d'activités • Nombre d'entreprises d'économie sociale ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises à but lucratif ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Montant de l'aide totale octroyée et montant total du pardon de prêt octroyé • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé par secteur d'activités • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises d'économie sociale • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises à but lucratif • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises d'économie sociale • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises à but lucratif.	avril 2021
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier, jusqu'au remboursement complet du Fonds d'urgence

	défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement • le nombre et le solde de dossiers radiés.	
Rapport non audité du Fonds d'urgence	Le rapport non audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la Ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Au plus tard le 21 janvier de chaque année.
Rapport audité du Fonds d'urgence	Le rapport audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Dans les 3 mois de la fin de son exercice financier.

Politique relative à la gestion du compte bancaire du Fonds d'urgence	La politique doit prévoir : - un solde minimum dans le compte bancaire - le type de placements autorisés La politique doit être établie pour la durée de la présente Annexe IX.	Dans les 30 jours suivant la fin de l'exercice financier.



ADDENDA 5
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL CENTRE-OUEST**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 1350, rue Mazurette, bureau 400, Montréal, Québec, H8N 1H2, agissant et représentée par Marc-André Perron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 82045 1946 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1207855100 TQ0001

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3 et 4, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000,00 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-1 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du Fonds d'urgence afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 et que suite à cette décision**,** le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-2 au Contrat de prêt, permettant ainsi qu'à certaines conditions une partie des prêts deviennent non-remboursables;

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-3 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 60 000 000 $ à 70 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert et que suite aux avenants 2020-2 et 2020-3 au Contrat de prêt entre le MEI et la Ville, l'Annexe IX de l'Entente de délégation doit être modifiée;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 9 762 000 $ » par le montant de « 10 224 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 1.1 prêter à l'ORGANISME, un montant maximal de 10 224 000 $ qu'il administrera au titre du Fonds d'urgence. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant toute sa durée. L'ORGANISME doit informer la VILLE dès que 90% du prêt a été utilisé, soit 9 201 600 $; »

3. Le paragraphe 2.1 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.1 gérer le Fonds d'urgence et utiliser les actifs du Fonds d'urgence aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds d'urgence et dans le respect de toutes les conditions, prévues au Cadre d'intervention du Fonds d'urgence, joint en annexe A de la présente Annexe IX. Les actifs du Fonds d'urgence, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du Fonds d'urgence

et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les actifs du Fonds d'urgence peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme ainsi que les honoraires d'audit du rapport audité du Fonds d'urgence (tel que décrit à l'Annexe B de la présente Annexe IX). Ces frais ne peuvent excéder 292 860 $. Aucuns frais de dossier, frais de gestion ou tous autres frais ne peuvent être imposés aux entreprises bénéficiant du Fonds d'urgence, sauf sur autorisation écrite préalable de la Ville. L'intégralité du Fonds d'urgence appartient à la Ville; ».

4. Le paragraphe 2.12 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.12 à l'échéance de chacun des prêts, remettre à la Ville au plus tard le 31 janvier de l'année suivante la totalité du prêt remboursé par le Bénéficiaire. Toutefois, les sommes octroyées par l'ORGANISME sous la forme de pardon de prêt aux Bénéficiaires dont l'entreprise a dû cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu'elle est située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 ne feront pas l'objet d'un remboursement à la Ville (le pardon de prêt aux entreprises correspond à une somme maximale de 80% du prêt octroyé en vertu du Fonds d'urgence aux entreprises); ».

5. Le paragraphe 2.13 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement de la phrase « La Ville assumera le montant de la radiation et les frais de perception » par « La Ville assumera le montant de la radiation ».

6. Dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant que l'ORGANISME a utilisé 90% du montant initial du prêt de 9 762 000 $, soit 8 785 800 $, la Ville lui versera la différence entre le montant initial du prêt de 9 762 000 $ et le montant de 10 224 000 $, soit 462 000 $ (ci-après le « Montant additionnel du prêt »).

7. L'Annexe A de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe A jointe au présent addenda.

8. L'Annexe B de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe B jointe au présent addenda.

9. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

10. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL CENTRE-OUEST

Par : _____
Marc-André Perron
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).

ANNEXE A

CADRE D'INTERVENTION DU FONDS D'URGENCE

1. FONDEMENTS DU FONDS D'URGENCE

1.1 Objet

Le Fonds d'urgence vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

Le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (ci-après « AERAM ») permet la bonification du Fonds d'urgence afin d'aider les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.

1.2 Objectifs

Le Fonds d'urgence permet de pallier le manque de liquidités causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2. POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

2.1 Entreprises admissibles

2.1.1 Entreprises admissibles au Fonds d'urgence

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- La production ou distribution d'armes;
- Les jeux de hasard et d'argent, les établissements de machines à sous, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;

- Toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

2.1.2 Entreprises admissibles au AERAM

Sont admissibles les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté.

Une entreprise ayant déjà obtenu un prêt dans le cadre du Fonds d'urgence peut bénéficier de ce volet si elle démontre que ce prêt est utilisé pour couvrir les frais fixes mensuels.

2.2 Conditions d'admissibilité

2.2.1 Conditions d'admissibilité au Fonds d'urgence

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- L'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- L'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19;
- Les commerces situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pourront en faire mention afin que ce soit pris en compte dans l'analyse de la rentabilité.

2.2.2 Conditions d'admissibilité au volet AERAM

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise doit avoir cessé en tout ou en partie ses activités;
- L'entreprise doit démontrer ses frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
    - les taxes municipales et scolaires;
    - le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
    - les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
    - les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
    - les assurances;

- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association;
- les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

- L'entreprise doit avoir été visée par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois;
- L'entreprise, ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME, située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) peut déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

2.3 Projets admissibles

- Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.
- Les besoins en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminés sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.
- Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidité causé par :
  - une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
  - un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2.4 Aide financière

2.4.1 Fonds d'urgence

- L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3%.
- Un moratoire de 6 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt accordés à partir du montant initial du prêt de 9 762 000 $ moins la somme de 292 860 $ pour les frais de gestion, soit 9 469 140 $ (ci-après le « Montant net du prêt »). L'entreprise bénéficiera alors d'un congé d'intérêts pour cette période de moratoire de 6 mois. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois de même qu'un report des intérêts sur 6 mois pourraient être accordés.
- Dès que le Montant net du prêt de 9 469 140 $ aura été épuisé, pour tous les contrats accordés à partir du Montant additionnel du prêt, un moratoire automatique de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera. Un second moratoire sur le capital pouvant aller jusqu'à 3 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 3 mois pourraient être accordés. Un moratoire

additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 6 mois pourraient être accordés.

- Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.
- L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

2.4.2 Volet AERAM

- Le volet AERAM est en vigueur à compter du mois d'octobre 2020 et s'applique pour les mois de novembre et décembre 2020. Conditionnellement à l'autorisation du MEI et en fonction de la prolongation de la fermeture des entreprises situées en zone en alerte maximale (zone rouge), ce volet pourra également s'appliquer pour les mois de janvier, février, mars et avril 2021. La Ville avisera par écrit l'ORGANISME de la prolongation de l'application de ce volet suite à l'obtention de l'autorisation du MEI.
- Le prêt pourra être converti en pardon de prêt jusqu'à l'équivalent de 80%. Le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par entreprise.
- Le pardon de prêt prendra effet à la fin des trois premiers mois du moratoire de remboursement (capital et intérêt) et sur réception des pièces justificatives démontrant les frais fixes admissibles déboursés pour la période couverte.

3. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

3.1 Demande d'aide financière

Pour obtenir une aide financière, l'entreprise présente une demande d'aide financière, qui sera évaluée par le CIE. Celui-ci accepte les demandes d'aide financière répondant aux conditions d'admissibilité. Un sommaire mensuel des demandes d'aide financière approuvé par le CIE sera présenté pour ratification au conseil d'administration de l'ORGANISME.

3.2 Composition du CIE

Le CIE est composé du directeur général et du directeur de l'investissement / financement de l'ORGANISME.

3.3 Modalités d'octroi de l'aide financière

Chaque projet autorisé fera l'objet d'un contrat entre l'ORGANISME et l'entreprise. Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt et pardons de prêts, les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

Il établira également les modalités de reddition de comptes de l'entreprise, l'obligation de fournir un état financier annuel interne et l'obligation de fournir

toutes informations requises de la part de la Ville, afin de permettre à l'organisme PME MTL de répondre à sa reddition de comptes exigée par la Ville de Montréal.

4. TERMINAISON

Le Fonds d'urgence se ferme le 30 avril 2021, à compter du 1er mai 2021, l'ORGANISME devra cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce Fonds d'urgence.

ANNEXE B

REDDITIONS DE COMPTES ET ÉCHÉANCES

Note : Les redditions de comptes, rapports et autres documents à remettre à la Ville doivent être présentés selon la forme, les exigences et les outils mis à la disposition de l'ORGANISME par la VILLE ou le MEI.

Rapports/Documents à fournir	**Descriptif**	**Échéances**
Rapport hebdomadaire du Fonds d'urgence	Le rapport doit présenter les prêts et garanties octroyés par entreprise et doit être produit conformément aux exigences du ministre en utilisant le fichier fourni par le ministre.	Chaque mercredi pour la semaine précédente pour la période du 1er avril 2020 jusqu'à l'utilisation complète du prêt octroyé par la Ville ou jusqu'au 30 avril 2021, sauf si indication contraire.
Copie électronique du compte rendu des recommandations d'investissement du CIE	s/o	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque mois.
Déclaration trimestrielle des dérogations de la LISM	Déclaration confirmant qu'aucune aide financière n'a été octroyée en dérogation de la LISM ou qui ne respecterait pas les paramètres autrement autorisés dans la présente entente.	Au plus tard, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport trimestriel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit inclure : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement.	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : Nombre total d'entreprises ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises ayant bénéficié de	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier 2020 et 45 jours suivant le 30 avril 2021 si des prêts ont été octroyés après le 31 décembre 2020 et avant le 30

	l'aide et du pardon de prêts par secteur d'activités • Nombre d'entreprises d'économie sociale ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises à but lucratif ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Montant de l'aide totale octroyée et montant total du pardon de prêt octroyé • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé par secteur d'activités • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises d'économie sociale • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises à but lucratif • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises d'économie sociale • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises à but lucratif.	avril 2021
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier, jusqu'au remboursement complet du Fonds d'urgence

	défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement • le nombre et le solde de dossiers radiés.	
Rapport non audité du Fonds d'urgence	Le rapport non audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la Ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Au plus tard le 21 janvier de chaque année.
Rapport audité du Fonds d'urgence	Le rapport audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Dans les 3 mois de la fin de son exercice financier.

Politique relative à la gestion du compte bancaire du Fonds d'urgence	La politique doit prévoir : - un solde minimum dans le compte bancaire - le type de placements autorisés La politique doit être établie pour la durée de la présente Annexe IX.	Dans les 30 jours suivant la fin de l'exercice financier.



ADDENDA 7
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « **Ville** »)

ET : **PME MTL CENTRE-EST**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 6224, rue Saint-Hubert, Montréal, Québec, H2S 2M2, agissant et représentée par Jean-François Lalonde, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 81904 4165 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222690796 TQ0001

(ci-après appelé l'« **ORGANISME** »)

La Ville et l'ORGANISME sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente de délégation, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG16 0347 en date du 19 mai 2016, et que cette entente de délégation a été modifiée par les addendas 1, 2, 3, 4 ,5 et 6, lesquels ont tous été approuvés par le conseil d'agglomération (ci-après l'« Entente de délégation »);

ATTENDU QUE la délégation avait été autorisée par le Ministre;

ATTENDU QUE le Québec connaît une situation économique exceptionnelle qui affecte grandement les entreprises de toutes les régions et plus particulièrement les commerces locaux et les entreprises de services;

ATTENDU QUE dans ce contexte, le gouvernement du Québec a mis en place une mesure spécifique d'appui aux entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation (ci-après le « MEI ») et la Ville ont conclu un contrat de prêt (ci-après le « Contrat de prêt ») par lequel la Ville a reçu un prêt de 40 000 000,00 $ pour l'établissement du Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (ci-après le « Fonds d'urgence »);

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-1 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 40 000 000 $ à 60 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE le 1er octobre 2020, le gouvernement du Québec a autorisé des modifications aux normes et modalités du Fonds d'urgence afin de permettre l'octroi de contributions non remboursables aux entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 et que suite à cette décision**,** le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-2 au Contrat de prêt, permettant ainsi qu'à certaines conditions une partie des prêts deviennent non-remboursables;

ATTENDU QUE le MEI et la Ville ont signé l'avenant 2020-3 au Contrat de prêt, lequel augmente le montant du prêt de 60 000 000 $ à 70 000 000 $ dans le cadre du Fonds d'urgence;

ATTENDU QUE la Ville a confié à l'ORGANISME la gestion du Fonds d'urgence pour le territoire qu'il dessert et que suite aux avenants 2020-2 et 2020-3 au Contrat de prêt entre le MEI et la Ville, l'Annexe IX de l'Entente de délégation doit être modifiée;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8A de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement du montant du prêt de « 10 890 000 $ » par le montant de « 12 578 000 $ ».

2. Le paragraphe 1.1 de l'article 1 de l'Annexe IX de l''Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 1.1 prêter à l'ORGANISME, un montant maximal de 12 578 000 $ qu'il administrera au titre du Fonds d'urgence. Ce prêt ne porte aucun intérêt pendant toute sa durée. L'ORGANISME doit informer la VILLE dès que 90% du prêt a été utilisé, soit 11 320 200 $; »

3. Le paragraphe 2.1 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.1 gérer le Fonds d'urgence et utiliser les actifs du Fonds d'urgence aux seules fins de la réalisation des activités du Fonds d'urgence et dans le respect de toutes les conditions, prévues au Cadre d'intervention du Fonds d'urgence, joint en annexe A de la présente Annexe IX. Les actifs du Fonds d'urgence, comprennent tous les revenus sur les investissements effectués dans le cadre du Fonds d'urgence

et tous les remboursements de capital sur les sommes investies. Les actifs du Fonds d'urgence peuvent également être utilisés pour couvrir les frais associés à l'analyse des demandes et au suivi des dossiers, les frais directement associés à la récupération des mauvaises créances sur les aides financières et les frais bancaires du compte du programme ainsi que les honoraires d'audit du rapport audité du Fonds d'urgence (tel que décrit à l'Annexe B de la présente Annexe IX). Ces frais ne peuvent excéder 326 700 $. Aucuns frais de dossier, frais de gestion ou tous autres frais ne peuvent être imposés aux entreprises bénéficiant du Fonds d'urgence, sauf sur autorisation écrite préalable de la Ville. L'intégralité du Fonds d'urgence appartient à la Ville; ».

4. Le paragraphe 2.12 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacé par le suivant :

   « 2.12 à l'échéance de chacun des prêts, remettre à la Ville au plus tard le 31 janvier de l'année suivante la totalité du prêt remboursé par le Bénéficiaire. Toutefois, les sommes octroyées par l'ORGANISME sous la forme de pardon de prêt aux Bénéficiaires dont l'entreprise a dû cesser en totalité ou en partie ses activités parce qu'elle est située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020 ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 ne feront pas l'objet d'un remboursement à la Ville (le pardon de prêt aux entreprises correspond à une somme maximale de 80% du prêt octroyé en vertu du Fonds d'urgence aux entreprises); ».

5. Le paragraphe 2.13 de l'article 2 de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est modifié par le remplacement de la phrase « La Ville assumera le montant de la radiation et les frais de perception » par « La Ville assumera le montant de la radiation ».

6. Dans les 5 jours ouvrables suivant le dépôt d'une demande démontrant que l'ORGANISME a utilisé 90% du montant initial du prêt de 10 890 000 $, soit 9 801 000 $, la Ville lui versera la différence entre le montant initial du prêt de 10 890 000 $ et le montant de 12 578 000 $, soit 1 688 000 $ (ci-après le « Montant additionnel du prêt »).

7. L'Annexe A de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe A jointe au présent addenda.

8. L'Annexe B de l'Annexe IX de l'Entente de délégation est remplacée par l'Annexe B jointe au présent addenda.

9. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

10. Tous les autres termes et conditions de l'Entente de délégation demeurent inchangés.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

PME MTL CENTRE-EST

Par : _____
Jean-François Lalonde
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution CG20).

ANNEXE A

CADRE D'INTERVENTION DU FONDS D'URGENCE

1. FONDEMENTS DU FONDS D'URGENCE

1.1 Objet

Le Fonds d'urgence vise à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID-19 dans le contexte d'une situation économique exceptionnelle et circonstancielle.

Le volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (ci-après « AERAM ») permet la bonification du Fonds d'urgence afin d'aider les entreprises devant cesser en totalité ou en partie leurs activités parce qu'elles sont situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) déterminées par le gouvernement depuis le 30 septembre 2020, ordonnant notamment leur fermeture afin de protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19.

1.2 Objectifs

Le Fonds d'urgence permet de pallier le manque de liquidités causé par :

- une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
- un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2. POLITIQUES D'INVESTISSEMENT

2.1 Entreprises admissibles

2.1.1 Entreprises admissibles au Fonds d'urgence

Sont admissibles les entreprises à but lucratif, y compris les coopératives et les entreprises de l'économie sociale ayant des activités marchandes affectées par la pandémie de la COVID-19 à l'exception des activités suivantes :

- La production ou distribution d'armes;
- Les jeux de hasard et d'argent, les établissements de machines à sous, les sports de combat, les courses ou autres activités similaires;
- La production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues à l'exception des projets visant les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada avec DIN, ou leurs

ingrédients, et les projets de recherche et développement avec une licence de Santé Canada;

- Toute activité dont l'objet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.);
- Toute autre activité qui serait de nature à porter atteinte à la moralité.

2.1.2 Entreprises admissibles au AERAM

Sont admissibles les entreprises situées dans les zones en alerte maximale (zones rouges) et dans un secteur d'activité économique impacté.

Une entreprise ayant déjà obtenu un prêt dans le cadre du Fonds d'urgence peut bénéficier de ce volet si elle démontre que ce prêt est utilisé pour couvrir les frais fixes mensuels.

2.2 Conditions d'admissibilité

2.2.1 Conditions d'admissibilité au Fonds d'urgence

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise est fermée temporairement, susceptible de fermer ou montre des signes avant-coureurs de fermeture;
- L'entreprise est dans un contexte de maintien, de consolidation ou de relance de ses opérations;
- L'entreprise a démontré le lien de cause à effet entre ses problématiques financières ou opérationnelles et la pandémie de la COVID-19;
- Les commerces situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pourront en faire mention afin que ce soit pris en compte dans l'analyse de la rentabilité.

2.2.2 Conditions d'admissibilité au volet AERAM

- L'entreprise doit être en activité au Québec depuis au moins un an;
- L'entreprise ne doit pas être sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (L.R.C. (1985), ch. C-35) ou de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. (1985), ch. B-3);
- L'entreprise doit avoir cessé en tout ou en partie ses activités;
- L'entreprise doit démontrer ses frais fixes mensuels déboursés pour la période de fermeture visée :
    - les taxes municipales et scolaires;

- le loyer (la portion non couverte par un autre programme gouvernemental);
- les intérêts payés sur les prêts hypothécaires;
- les frais liés aux services publics (ex. : électricité et gaz);
- les assurances;
- les frais de télécommunication;
- les permis et les frais d'association;
- les salaires, les avantages sociaux, les cotisations patronales et sociales, les impôts et taxes ainsi que les autres frais fixes sont exclus;

- L'entreprise doit avoir été visée par une ordonnance de fermeture durant au moins 10 jours durant le mois;
- L'entreprise, ayant déjà reçu un prêt dans le cadre du PAUPME, située dans les zones en alerte maximale (zones rouges) peut déposer une nouvelle demande de prêt additionnel d'un montant maximal de 50 000 $.

2.3 Projets admissibles

- Le financement permet de soutenir, pour une période limitée, le fonds de roulement d'une entreprise dont la situation financière est précaire afin qu'elle soit en mesure de maintenir, consolider ou relancer ses activités.

- Les besoins en fonds de roulement nécessaire au maintien des opérations de l'entreprise, déterminés sur la base de dépenses justifiées et raisonnables et démontrant de bonnes perspectives de rentabilité à moyen terme.

- Le financement devra permettre de pallier le manque de liquidités causé par :
  - une impossibilité ou une réduction substantielle de la capacité de livrer le produit (bien ou service) ou la marchandise;
  - un problème d'approvisionnement en matières premières ou produits (bien ou service).

2.4 Aide financière

2.4.1 Fonds d'urgence

- L'aide accordée pourra prendre la forme d'un prêt ou d'une garantie de prêt. L'aide financière pourra atteindre un montant maximal de 50 000 $. Le taux d'intérêt sera de 3%.

- Un moratoire de 6 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera automatiquement sur tous les contrats de prêt accordés à partir du montant initial du prêt de 10 890 000 $ moins la somme de 326 700 $ pour les frais de gestion, soit 10 563 300 $ (ci-après le « Montant net du prêt »). L'entreprise bénéficiera alors d'un congé d'intérêts pour cette période de moratoire de 6 mois. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à

6 mois de même qu'un report des intérêts sur 6 mois pourraient être accordés.

- Dès que le Montant net du prêt de 10 563 300 $ aura été épuisé, pour tous les contrats accordés à partir du Montant additionnel du prêt, un moratoire automatique de 3 mois sur le capital et les intérêts s'appliquera. Un second moratoire sur le capital pouvant aller jusqu'à 3 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 3 mois pourraient être accordés. Un moratoire additionnel sur le capital allant jusqu'à 6 mois et un report des intérêts sur ces mêmes 6 mois pourraient être accordés.

- Un amortissement de 36 mois, excluant le moratoire de remboursement devra être prévu. Exceptionnellement, l'amortissement pourrait aller jusqu'à 60 mois, excluant le moratoire de remboursement.

- L'aide accordée ne pourra être jumelée à une aide obtenue dans le cadre du programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE).

2.4.2 Volet AERAM

- Le volet AERAM est en vigueur à compter du mois d'octobre 2020 et s'applique pour les mois de novembre et décembre 2020. Conditionnellement à l'autorisation du MEI et en fonction de la prolongation de la fermeture des entreprises situées en zone en alerte maximale (zone rouge), ce volet pourra également s'appliquer pour les mois de janvier, février, mars et avril 2021. La Ville avisera par écrit l'ORGANISME de la prolongation de l'application de ce volet suite à l'obtention de l'autorisation du MEI.

- Le prêt pourra être converti en pardon de prêt jusqu'à l'équivalent de 80%. Le montant maximal mensuel est de 15 000 $ par entreprise.

- Le pardon de prêt prendra effet à la fin des trois premiers mois du moratoire de remboursement (capital et intérêt) et sur réception des pièces justificatives démontrant les frais fixes admissibles déboursés pour la période couverte.

3. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

3.1 Demande d'aide financière

Pour obtenir une aide financière, l'entreprise présente une demande d'aide financière, qui sera évaluée par le CIE. Celui-ci accepte les demandes d'aide financière répondant aux conditions d'admissibilité. Un sommaire mensuel des demandes d'aide financière approuvé par le CIE sera présenté pour ratification au conseil d'administration de l'ORGANISME.

3.2 Composition du CIE

Le CIE est composé du directeur général et du directeur de l'investissement / financement de l'ORGANISME.

3.3 Modalités d'octroi de l'aide financière

Chaque projet autorisé fera l'objet d'un contrat entre l'ORGANISME et l'entreprise. Ce contrat établira les conditions d'octroi du prêt ou de la garantie de prêt et pardons de prêts, les modalités de remboursement de l'aide et les responsabilités des parties.

Il établira également les modalités de reddition de comptes de l'entreprise, l'obligation de fournir un état financier annuel interne et l'obligation de fournir toutes informations requises de la part de la Ville, afin de permettre à l'organisme PME MTL de répondre à sa reddition de comptes exigée par la Ville de Montréal.

4. TERMINAISON

Le Fonds d'urgence se ferme le 30 avril 2021, à compter du 1er mai 2021, l'ORGANISME devra cesser d'octroyer des prêts ou garanties de prêts aux entreprises dans le cadre de ce Fonds d'urgence.

ANNEXE B

REDDITIONS DE COMPTES ET ÉCHÉANCES

Note : Les redditions de comptes, rapports et autres documents à remettre à la Ville doivent être présentés selon la forme, les exigences et les outils mis à la disposition de l'ORGANISME par la VILLE ou le MEI.

Rapports/Documents à fournir	**Descriptif**	**Échéances**
Rapport hebdomadaire du Fonds d'urgence	Le rapport doit présenter les prêts et garanties octroyés par entreprise et doit être produit conformément aux exigences du ministre en utilisant le fichier fourni par le ministre.	Chaque mercredi pour la semaine précédente pour la période du 1er avril 2020 jusqu'à l'utilisation complète du prêt octroyé par la Ville ou jusqu'au 30 avril 2021, sauf si indication contraire.
Copie électronique du compte rendu des recommandations d'investissement du CIE	s/o	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque mois.
Déclaration trimestrielle des dérogations de la LISM	Déclaration confirmant qu'aucune aide financière n'a été octroyée en dérogation de la LISM ou qui ne respecterait pas les paramètres autrement autorisés dans la présente entente.	Au plus tard, dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport trimestriel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit inclure : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement.	Au plus tard, dans les 10 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : Nombre total d'entreprises ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises ayant bénéficié de	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier 2020 et 45 jours suivant le 30 avril 2021 si des prêts ont été octroyés après le 31 décembre 2020 et avant le 30

	l'aide et du pardon de prêts par secteur d'activités • Nombre d'entreprises d'économie sociale ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Nombre d'entreprises à but lucratif ayant bénéficié de l'aide et du pardon de prêts • Montant de l'aide totale octroyée et montant total du pardon de prêt octroyé • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé par secteur d'activités • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises d'économie sociale • Montant de l'aide octroyée et montant du pardon de prêt octroyé aux entreprises à but lucratif • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises d'économie sociale • Nombre total d'emplois maintenus pour les entreprises à but lucratif.	avril 2021
Rapport annuel du Fonds d'urgence	Ce rapport doit présenter : • le nombre et le solde des dossiers actifs • le nombre et le solde des dossiers en	Dans les 45 jours suivant la fin de l'exercice financier, jusqu'au remboursement complet du Fonds d'urgence

	défaut • le nombre et le solde de dossiers en recouvrement • le nombre et le solde de dossiers radiés.	
Rapport non audité du Fonds d'urgence	Le rapport non audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la Ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Au plus tard le 21 janvier de chaque année.
Rapport audité du Fonds d'urgence	Le rapport audité du Fonds d'urgence devrait inclure les éléments suivants : - Le solde de l'encaisse; - Le solde des placements à terme; - Le solde détaillé des prêts par entreprise à recevoir; - Le solde détaillé par entreprise des provisions pour prêts douteux; - Le solde du compte à payer à la Ville composé des intérêts perçus sur les prêts; - Le solde de la dette auprès de la ville incluant les radiations de prêts préalablement autorisés par la Ville.	Dans les 3 mois de la fin de son exercice financier.

Politique relative à la gestion du compte bancaire du Fonds d'urgence	La politique doit prévoir : - un solde minimum dans le compte bancaire - le type de placements autorisés La politique doit être établie pour la durée de la présente Annexe IX.	Dans les 30 jours suivant la fin de l'exercice financier.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208927004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Approuver les addenda aux ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et les six (6) organismes PME MTL conditionnellement à l'adoption du dossier 1208927003 lequel vise à faire adopter les avenants 2020-02 et 2020-03 au contrat de prêt consenti à la Ville de Montréal par le ministre de l'Économie et de l'Innovation (MEI) qui permettent la bonification du Programme d'aide d'urgence aux PME (PAUPME) affectées par la covid-19 dans l'agglomération de Montréal avec le volet Aides aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM) et l'augmentation de 10 millions de dollars de l'aide d'urgence pour la petite et moyenne entreprises - COVID 19.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208927004 - Addenda Direction Comptabilité...xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4254

Co-auteur: Nathalie Bouchard
Conseillère en gestion - Finances
Tél: (514) 872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-04

Raoul CYR
Directeur - comptabilité et informations financières
Tél : 514-872-2436

Division : Service des finances , Direction De La Comptabilité Et Des Informations Financières
des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1205890004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale (CM20 0284) afin de prolonger la durée de la convention initiale pour recevoir les livrables. Autoriser M. Stéphane Guidoin, directeur du LIUM, à signer l'addenda à la convention de contribution au nom de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :
- d'approuver l'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale (CM20 0284) afin de prolonger la durée de la convention initiale pour recevoir les livrables.
- d'autoriser M. Stéphane Guidoin, directeur du LIUM, à signer l'addenda à la convention de contribution au nom de la Ville de Montréal.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-12-07 13:14

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205890004**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale (CM20 0284) afin de prolonger la durée de la convention initiale pour recevoir les livrables. Autoriser M. Stéphane Guidoin, directeur du LIUM, à signer l'addenda à la convention de contribution au nom de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, Montréal gagnait le grand prix de 50 000 000$ au Défi des villes intelligentes du Canada. Il s'agit d'un appel à candidatures du ministère des infrastructures et des collectivités du Canada visant à financer des projets municipaux et encourageant les collectivités à adopter une approche axée sur les villes intelligentes pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées. La candidature de Montréal porte sur la mobilité et l'accès à l'alimentation pour les personnes vulnérables.
Le Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) vient s'inscrire dans le volet gouvernance collaborative de la candidature de la Ville dans le Défi des villes intelligentes du Canada, qui vise à appuyer de manière transversale l'innovation et l'implication des citoyens et des citoyennes pour la réalisation des projets en mobilité et alimentation. Cette initiative permettra par ailleurs de soutenir l'administration municipale et les organismes partenaires dans la recherche et la mise en place de modes de gouvernance adaptés aux préceptes des villes intelligentes, tels que la création d'instances favorisant la participation citoyenne dans la prise de décisions, une gouvernance partagée, la mise en place et la gestion de communs physiques et technologiques ou encore, l'inclusion d'objectifs d'acceptabilité sociale dans les technologies développées.

Pour réaliser le LICER, les cinq partenaires du pôle gouvernance que sont la Maison de l'innovation sociale (MIS), Dark Matter Labs, l'École nationale d'administration publique (ENAP), le Lab Ville prospective de l'Université de Montréal et le Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM) se sont dotés d'un comité de pilotage qui établira la planification des activités des prochaines années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM20 0284 -Accorder un soutien financier maximal de 235 907 $ à la Maison de l'innovation sociale (MIS) pour démarrer le projet de Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada.
- CE 191701 - 6 novembre 2019 - Autoriser un budget de dépenses additionnelles

équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La contribution financière accordée par la résolution CM20 0284 porte sur le soutien à l'organisme pour lui permettre de préciser et de structurer la proposition de projet développée et soumise par la Ville dans le cadre du dépôt de sa candidature au Défi des villes intelligentes du Canada. Par l'octroi de cette contribution financière, la MIS pourra ainsi développer un dossier de projet détaillé reflétant les engagements de tous les membres du comité de partenaires du pôle gouvernance en lien avec la candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Le dossier de projet détaillé vise à définir la planification globale de l'initiative sur une durée de cinq ans (comprenant entre autres: l'analyse des besoins, la définition de la portée de ce qui sera réalisé, les coûts associés aux différentes étapes de réalisation, les requis en ressources humaines et matérielles, l'établissement d'indicateurs de performance et de mesures d'impact citoyen). Rappelons que le Laboratoire table sur l'importance d'innover sur le plan de la réglementation. En effet, les Administrations municipales ont parfois de la difficulté à s'ajuster aux mutations rapides qui ont cours dans nos sociétés. Comme la candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada a reçu plusieurs propositions de projets innovants et qu'il importe de soutenir leur plein déploiement, la MIS collaborera avec le LIUM à titre d'intermédiaire, dans la mobilisation et l'engagement d'une diversité d'acteurs du pôle gouvernance issus de différents réseaux, secteurs et échelles d'intervention (universitaires, citoyens, privés, publics, municipaux, nationaux, etc.), afin d'identifier les freins réglementaires à leur mise en œuvre et proposer des alternatives concrètes et réalistes.

Le LICER est un projet collectif impliquant de nombreux partenaires et qui sera piloté par la MIS. Les premiers thèmes traités dans le cadre du LICER seront ceux de notre candidature : la mobilité, l'alimentation et la gouvernance des données. Le projet nous amènera à analyser et comprendre les causes des problématiques spécifiques des porteurs de projets, d'identifier des solutions puis les tester de façon pratique. Les apprentissages et recommandation issus de ces travaux de réflexion et d'expérimentation seront documentés et communiqués aux partenaires du Défi des villes intelligentes et autres parties prenantes.

L'ensemble de ces activités permettra d'analyser les freins à l'innovation et à la participation citoyenne dans la mise en œuvre des projets du Défi des villes intelligentes et de trouver des pistes de solutions pour les adresser dans une optique d'amélioration de la gouvernance municipale.

JUSTIFICATION

Des événements hors du contrôle du partenaire (Maison de l'innovation sociale, MIS) ont amené certains délais dans la réalisation d'activités nécessaires à la complétion du dossier de projet, principal livrable prévu à la convention de contribution de 2020 pour le projet du Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER).
Plus spécifiquement, le contexte associé à la COVID-19, a entraîné pour certains porteurs de projets du Défi des villes intelligentes un retard dans le déploiement de leur projet, ce qui a réduit leur disponibilité à participer aux démarches d'écoute et de diagnostic nécessaire au LICER et ralentit le calendrier des activités permettant de valider avec eux la bonne compréhension des enjeux réglementaires à expérimenter et leur capacité à s'impliquer dans le processus proposé dans le cadre du dossier de projet.

Pour ces raisons, et au regard des demandes complémentaires demandées par la Ville à la première ébauche de dossier de projet présentée par la Maison de l'innovation sociale, nous recommandons une extension de la convention actuelle de 3 mois (jusqu'au 31 mars 2021) pour accorder à la Maison de l'innovation sociale le temps nécessaire pour finaliser le dossier de projet, en considérant le temps requis pour les validations auprès des porteurs de projets et les bonifications demandées par la Ville. Les sommes déjà versées, mais non dépensées par l'organisme en raison du ralentissement des activités associées au contexte de COVID-19 et du délai de recrutement de la ressource dédiée à la coordination de projet permettront de supporter la prolongation de l'entente actuelle sans engendrer des coûts additionnels.

À l'issue de cette première étape de démarrage, deux livrables seront déposés par l'organisme, soit :

1. Un rapport de phase comprenant :
- Un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et les résultats obtenus;
- Les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pouvant être utiles à d'autres partenaires complétant le même genre de document.

2. Le dossier de projet visant à planifier le déploiement du Laboratoire pour les quatre prochaines années, comprenant notamment:
- les raisons qui justifient la pertinence de la mise en place du Laboratoire dans le cadre du Programme de Villes intelligentes;
- les besoins auxquels répondra le Laboratoire ;
- les résultats escomptés et la façon dont on prévoit les mesurer;
- la définition de ce qui sera livré au terme de l'activation du Laboratoire et de la forme escomptée de ses livrables;
- la planification sommaire des différentes phases (qui, quand, quoi, comment et combien).

Le dossier de projet servira de base de référence pour consolider une vision commune du Laboratoire et de sa mise en œuvre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une contribution financière maximale de 235 907 $ à la MIS a été accordée le 23 mars 2020 par le Conseil municipal, pour la production des livrables mentionnés en annexe 1 de la convention de contribution financière, soit pour le 15 décembre 2020. Un premier versement de 213 000 $ a été versé à la MIS le 6 avril 2020.

Compte tenu du contexte exceptionnel de la pandémie, nous proposons que le second versement au montant de vingt-deux mille neuf cent sept dollars (22 907 $), au plus tard le 1er décembre 2020 et conditionnellement à ce que le premier versement ait été entièrement utilisé, soit repoussé au plus tard le 1er mars 2021.

- La MIS utilisera une portion de la contribution (130 907 $) pour assurer son implication dans le Projet, en permettant de rémunérer le personnel qui sera dédié à la coordination des activités de mise en œuvre du Projet (rédaction, animation d'atelier et de comité de travail, concertation avec tous les porteurs des projets du Défi des villes intelligentes, analyses d'opportunités, etc.) et autres dépenses connexes.

- Une autre partie de la contribution (85 000 $) sera versés à d'autres partenaires (ENAP, Dark Matter Lab, Université de Montréal) pour leurs activités de recherche associés à au développement du Projet et pour leur participation à des ateliers de

prototypage et production de rapports. Les ateliers sont animés par la MIS.

- Un fond de contingence de 20 000 $ a été budgété pour pouvoir répondre aux imprévus.

Le présent dossier concerne une compétence de la ville centrale et la contribution financière de 235 907 $ sera imputée tel qui suit: 100% au budget du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal (LIUM) financé par la subvention de 50 000 000 $ du gouvernement du Canada, dans le cadre de la compétition pancanadienne du Défi des villes intelligentes d'Infrastructure Canada et ne laissant aucune charge aux contribuables.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Laboratoire vise à développer des modes de participation qui permettront d'engager les acteurs de manière cohésive et innovante pour contribuer à faire de Montréal une ville plus durable. D'une part, l'implication accrue des acteurs dans les processus décisionnels est de plus en plus valorisée comme une composante importante de modèles de gouvernance permettant de favoriser le développement durable des villes. D'autre part, le Laboratoire permettra d'appuyer des initiatives innovantes susceptibles d'avoir des impacts positifs sur la durabilité des villes, notamment en matière de mobilité et d'alimentation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du Laboratoire est une composante centrale à la mise en œuvre du volet gouvernance du Programme des Villes intelligentes. L'approbation par le Conseil municipal d'un prolongement de la convention de contribution afin que le financement soit complet à la Maison de l'innovation sociale représente à cet égard un jalon important dans notre stratégie de mise en œuvre pour l'ensemble du programme, considérant qu'il s'agit d'un projet transversal susceptible d'appuyer tous les acteurs/actrices impliqué(e)s. Dans l'éventualité où le prolongement de l'entente ne serait pas accordée, la MIS ne pourrait pas terminer la production des livrables mentionnés en annexe 1 de la convention de contribution financière qui, s'inscrivent dans le développement des initiatives telles que décrites dans la candidature, ce qui aurait le potentiel de générer un impact négatif sur le respect de l'engagement de la Ville de Montréal auprès d'Infrastructure Canada, qui a fixé à cinq ans le délai maximum de réalisation des initiatives du Défi des villes intelligentes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte COVID-19, il a été impossible à certains partenaires de participer comme prévu aux démarches diagnostiques du LICER. Également due à la pandémie, la coordination du projet a été touchée par le départ imprévu d'une ressource humaine de la MIS travaillant sur le Projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans l'attente d'une clarification des attentes fédérales en termes de communication et dans une optique de collaboration entière et de valorisation des actions liées au Défi des villes intelligentes, la MIS suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu: la réalisation des activités planifiées du Projet jusqu'au 31 mars 2021 (extension du 30 décembre 2020 au 31 mars 2021 de la convention actuelle avec l'addenda en pièce jointe) ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de comptes pour

cette période.
- Deuxième versement au 1er mars 2021 au lieu du 1er décembre 2020;
- Fournir les livrables Rapport de phase et Dossier de projet au plus tard le 15 mars 2021 (annexe 1) au lieu du 15 décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-03

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats
Tél : 514-872-9609
Approuvé le : 2020-12-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1205890004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Approuver l'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale (CM20 0284) afin de prolonger la durée de la convention initiale pour recevoir les livrables. Autoriser M. Stéphane Guidoin, directeur du LIUM, à signer l'addenda à la convention de contribution au nom de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme l'addenda à la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale.

FICHIERS JOINTS

2020-12-03 VFinale Addenda 1 Convention avec la MIS visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-04

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
04 DÉC. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 1

À la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale – CM20 0284

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, représentée aux présentes par monsieur Stéphane Guidoin, directeur du Laboratoire d'innovation urbaine, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM20 ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MAISON DE L'INNOVATION SOCIALE**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 2069, rue Parthenais, Montréal, Québec, H2K 3T2, agissant et représentée par Patrick Dubé, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 745160127
Numéro d'inscription TVQ : 1224108211

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville verse une contribution financière à l'Organisme pour démarrer les activités du laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire (LICER) qui s'inscrit dans le volet gouvernance collaborative de la candidature de la Ville dans le Défi des villes intelligentes du Canada, laquelle a été approuvée par le conseil municipal par la résolution CM20 0284 en date du 23 mars 2020 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 5.2 de la Convention initiale est remplacé par l'article 5.2 suivant :

   « La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

   - un premier versement au montant de deux cent treize mille dollars (213 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

   - un deuxième versement au montant de vingt-deux mille neuf cent sept dollars (22 907 $), au plus tard le 1er mars 2021 et conditionnellement à ce que le premier versement ait été entièrement utilisé.

   Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention ».

2. L'article 9 de la Convention initiale est remplacé par l'article 9 suivant :

   « La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

   Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties ».

3. À l'Annexe A de la Convention initiale, dans la section « Échéancier et coûts » du tableau « Dossier de projet » la date de remise du dossier de projet est modifiée par le remplacement de « Remise du dossier de projet au plus tard le 15 décembre 2020 » par « Remise du dossier de projet au plus tard le 15 mars 2021 ».

4. À l'Annexe A de la Convention initiale, dans la section « Échéancier et coûts » du tableau « Dossier de projet » la date de remise du rapport de phase est modifiée par le remplacement de « Remise du rapport de phase au plus tard le 15 décembre 2020 » par « Remise du rapport de phase au plus tard le 15 mars 2021 ».

5. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

6. Le présent addenda prend effet à la date de la dernière signature des Parties.

[La page signature suit]

LA PRÉSENTE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphane Guidoin, directeur

Le .....e jour de 2020

MAISON DE L'INNOVATION SOCIALE

Par : _____
Patrick Dubé, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2020 (Résolution CM).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205890004

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Approuver l'addenda modifiant la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Maison de l'innovation sociale (CM20 0284) afin de prolonger la durée de la convention initiale pour recevoir les livrables. Autoriser M. Stéphane Guidoin, directeur du LIUM, à signer l'addenda à la convention de contribution au nom de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205890004 prolongation MIS.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-04

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207999009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda à la convention de services intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable afin de prolonger l'entente jusqu'au 31 décembre 2021 (CM20 0653)

Il est recommandé :
d'approuver l'addenda à la convention de services intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable (entente initiale CM20 0653).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-12-08 08:28

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207999009**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'addenda à la convention de services intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable afin de prolonger l'entente jusqu'au 31 décembre 2021 (CM20 0653)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville a confié cinq mandats spécifiques à l'Agence de mobilité durable dans le cadre du Document d'orientations adopté en décembre 2019 par le Comité exécutif. Selon le Document d'orientations, ces mandats spécifiques doivent faire l'objet de conventions spécifiques à conclure entre la Ville et l'Agence de mobilité durable, notamment concernant leur financement. En effet, le budget de fonctionnement 2020 de l'Agence de mobilité durable autorisé par le conseil municipal n'inclut pas les montants requis pour réaliser les mandats prioritaires. La convention de service dont il est question dans le présent dossier décisionnel permet de préciser les échéances et les livrables de chacun des projets spécifiques. Le 15 juin 2020, le conseil municipal a approuvé le projet de convention de service entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour l'année 2020. Cette convention prendra fin le 31 décembre 2020. Toutefois, afin de finaliser les mandats prioritaires et n'ayant pas utilisé toutes les sommes prévues à cette entente, l'Agence de mobilité durable souhaite prolonger la convention de service actuelle jusqu'au 31 décembre 2021. L'objet du présent dossier décisionnel est donc d'approuver la prolongation de la convention de service conclue avec l'Agence de mobilité durable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM20 0653 - Approuver un projet de convention de service entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable pour l'année 2020 - Autoriser une dépense de 2 000 000 $, toutes taxes incluses, le cas échéant, à l'Agence selon les modalités prévues au projet de convention et autoriser l'affectation du montant de 2 000 000 $ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales
- CM20 0287 - 23 mars 2020 - Adopter les prévisions budgétaires pour l'année 2020 de l'Agence de mobilité durable / Autoriser l'affectation de 2 992 000 $ provenant du surplus accumulé non affecté de compétences locales
- CM19 1364 - 16 décembre 2019 - Approuver un projet d'entente-cadre à intervenir entre l'Agence de mobilité durable et la Ville de Montréal, pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2020

DESCRIPTION

Les cinq mandats spécifiques confiés par la Ville de Montréal à l'Agence sont les suivants :
1. Réaliser un plan de délocalisation des agents de stationnement dans le cadre d'une stratégie globale visant l'application équitable des règlements sur le territoire;
2. Développer des solutions, tant technologiques que réglementaires, pour améliorer l'expérience et l'offre de stationnement au centre-ville dans le cadre des travaux sur la rue Sainte-Catherine Ouest et optimiser son usage;
3. Instaurer la lecture de plaques d'immatriculation pour l'émission de constats d'infraction de stationnement;
4. Ajuster et réviser les tarifs actuels pour les stationnements sur rue et hors rue en fonction de la demande (tarification dynamique);
5. Mettre en place un mode de perception en différé pour le stationnement tarifé sur rue pour les véhicules en libre-service;
L'ensemble des livrables et les échéances pour chacun des cinq mandats sont décrits en annexe de la convention de service.

JUSTIFICATION

La Ville a priorisé 5 mandats parmi ceux qu'elle donne à l'Agence afin que celle-ci puisse livrer, dès ses deux premières années d'existence, des résultats concrets et de la valeur pour les citoyens. L'Agence de mobilité durable n'a pas pu réaliser les mandats selon les échéances prévues dans l'Entente initiale et la Ville et l'Agence souhaitent que ces cinq mandats prioritaires soient finalisés;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les versements sont prévus comme suit :

- Un premier versement d'une somme maximale de 1 millions de dollars (1 000 000 $) toutes taxes incluses le cas échéant, pour démarrer les projets associés aux cinq mandats spécifiques à la signature de l'entente par les deux parties; - déjà versé
- Un deuxième versement d'une sommes maximale de 1 millions de dollars (1 000 000 $) toutes taxes incluses le cas échéant, dans les 30 jours de la remise d'un rapport de reddition de compte, pour la période se terminant le 31 décembre 2021, à la satisfaction du Directeur du service de l'urbanisme et de la mobilité ou son représentant dûment autorisé.

Cette dépense est assumée à même l'affectation de surplus reçu en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

na

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'Agence ne pourrait pas réaliser les mandats qui lui ont été confiés sans le budget associé. Il en va donc de :

- La réussite du démarrage de l'Agence;
- La crédibilité de l'Agence à réaliser ses engagements;
- La livraison de valeur pour les citoyens en matière de stationnement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La crise de la COVID-19 a eu un impact majeur sur le stationnement du fait du confinement décrété par le gouvernement du Québec pendant plusieurs mois ainsi que des mesures prises pour permettre la distanciation physique pendant et après le confinement. Les revenus issus des parcomètres ont diminué de façon majeure en 2020. L'Agence de mobilité durable n'a donc pas les moyens de poursuivre les projets sans la contribution initialement prévue de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 9 décembre 2020 : Comité exécutif
- 14 décembre 2020 : Conseil municipal
- 1er janvier 2021 : Début du prolongement de la convention
- 31 décembre 2021 : Fin de la convention

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Étienne GUIMOND)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent - Ext CHEVROT, Agence de mobilité durable

Lecture :

Laurent - Ext CHEVROT, 7 décembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stephanie BLAIS
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-8509
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-04

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-12-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207999009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Objet :	Approuver l'addenda à la convention de services intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable afin de prolonger l'entente jusqu'au 31 décembre 2021 (CM20 0653)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme l'addenda à la convention de service intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable.

FICHIERS JOINTS

2020-12-07 VFinale Addenda visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-07

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel



ADDENDA

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la « **Ville** »)

ET : **AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE**, personne morale constituée par lettres patentes, dont l'adresse principale est située au 640, rue Saint-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, province de Québec, H3C 1L9, agissant et représentée aux présentes par Laurent Chevrot, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 755 904 273 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1227 093 133 TQ0001

(ci-après nommée l'« **Agence** »)

L'Agence et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignées dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente dans laquelle la Ville s'engage à verser jusqu'à 2 millions de dollars à l'Agence de mobilité durable pour la réalisation de cinq mandats prioritaires, conformément à l'Entente-cadre et au Document d'orientations, laquelle a été approuvée par le conseil municipal par la résolution CM20 0653 en date du 15 juin 2020 (ci-après l' « Entente initiale »);

ATTENDU QUE l'Agence de mobilité durable n'a pu réaliser les mandats selon les échéances prévues dans l'Entente initiale et que la Ville et l'Agence souhaitent que ces cinq mandats prioritaires soient finalisés;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 4 de l'Entente initiale est remplacé par l'article 4 suivant :

« La présente entente prend effet au moment de sa signature par les deux Parties et se termine le 31 décembre 2021, le tout sous réserve des articles 11 et 12. »

2. L'Annexe 1 de l'Entente initiale est remplacée par l'Annexe 1 jointe au présent addenda.

3. Tous les autres termes et conditions de l'Entente initiale demeurent inchangés.

4. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

LE PRÉSENT ADDENDA A ÉTÉ SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, EN LA VILLE DE MONTRÉAL, PAR LES PARTIES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Montréal, le e jour de 2020

AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

Par : _____
Laurent Chevrot
Directeur général

Cette entente a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le jour de 2020 (résolution).

ANNEXE 1

Description des biens livrables que l'Agence produira en 2020-2021 dans le cadre de la réalisation des Mandats spécifiques

MANDAT 1 :

Développer des solutions pour améliorer l'expérience et l'offre de stationnement au centre-ville dans le cadre des travaux sur la rue Sainte-Catherine Ouest et optimiser son usage.

Contexte :
Dans le cadre du réaménagement de la rue Sainte-Catherine, la Ville va procéder à un réaménagement de l'espace public, ce qui implique une révision de l'offre de stationnement tarifé. Pour répondre à la demande, la Ville veut mettre de l'avant le stationnement privé hors rue, optimiser son usage et l'intégrer à son offre de service via une application. Par ailleurs, de nouvelles fonctionnalités doivent être offertes aux citoyens pour améliorer leur expérience et réduire le temps de recherche d'un stationnement. Le projet, qui s'inscrira à termes dans le dossier de la mobilité intégrée, mené dans le cadre du défi des villes intelligentes du Canada, se décline en deux phases :

Phase 1 :
- Participation au projet pilote sur le stationnement pour identifier des solutions technologiques et/ou réglementaires;
- Tests de fonctionnalités supplémentaires de l'application mobile P$ Service Mobile (gestion des stationnements hors rue, cartographie des stationnements disponibles par typologie de couleur, etc.)

Phase 2 : Bonification ou remplacement de l'application de P$ Service Mobile. Les résultats du projet pilote alimenteront la refonte de l'application.

Livrables :

	Échéances
1. Conclure des ententes avec Indigo et Passport pour le développement d'une version test de l'application mobile pour le projet Sainte-Catherine	Juillet 2020
2. Lancement de l'application mobile accompagnée d'un programme marchand (disponible si la SDC le souhaite) Communication sur le projet pilote auprès de la population et des commerçants	Juillet-août 2020
3. Démarches similaires auprès d'autres propriétaires ou gestionnaires de stationnement	Décembre 2020
4. Indication des disponibilités des places en temps réel grâce au jalonnement dynamique	Juin 2021
5. Stratégie d'évolution de l'application mobile en fonction notamment des apprentissages du projet pilote (en vue de la refonte de l'application P$ Service Mobile en 2021 ou 2022)	Avril 2021

MANDAT 2 :

Instaurer la lecture de plaques d'immatriculation pour l'émission de constats d'infractions de stationnement.

Contexte :
La Lecture Automatisée de Plaques d'Immatriculation (LAPI) (ou Automatic Number Plate Recognition system – ANPR) est une méthode d'identification qui utilise des techniques de traitement d'images et de vision par ordinateur pour lire les plaques d'immatriculation de véhicules. Elle correspond à l'étape de « captation » du processus d'émission de constats d'infractions qui en comprend trois : capter, constater, signifier.

Cette technologie est utilisée au Québec pour le contrôle de la vitesse ainsi que les péages. Dans ce cas, les photos radar sont envoyées au Centre de traitement de la preuve (centralisée à l'échelle du Québec) où la constatation des infractions est réalisée. Le SPVM l'utilise également afin de repérer des véhicules, par exemple, en fuite ou dont la plaque d'immatriculation n'aurait pas été payée.

Un projet pilote utilisant la lecture automatisée de plaque a été réalisé par la Société en commandite Stationnement de Montréal (SCSM) depuis 2012 afin de tester la possibilité de l'utiliser pour l'émission des constats d'infraction de stationnement. Différentes technologies ont été testées afin de vérifier leur efficacité dans le contexte montréalais. Un rapport de la SCSM, remis à la Ville en janvier 2019, indique que les enjeux technologiques (accessibilité des outils technologiques, géolocalisation précise toute l'année et sur tout le territoire du centre-ville, qualité des photos, etc.) seraient surmontables et que la lecture de plaques serait plus efficace que la méthode traditionnelle de constatation sur le terrain (en termes de nombres de constats par heure de travail des agents).

Des enjeux juridiques et légaux sont cependant à relever avant le déploiement de la lecture automatisée de plaque pour l'émission de constats d'infractions au stationnement : amendement du Code de procédure pénale (hors du contrôle de l'Agence), validation du mode de constitution de la preuve, signification de l'infraction et vérification de l'efficacité des processus.

En reprenant le mandat et les activités de la SCSM, l'Agence de mobilité durable aura donc à mettre en place la lecture de plaque afin d'augmenter le taux de conformité et l'optimisation du travail des agents de stationnement sur le terrain.

Livrables :

	Échéances
1. Expérimentation de contrôle des plaques avec un arrondissement (SRRR), incluant l'émission de vignettes digitales	Décembre 2020
2. Intégration de l'émission de vignettes digitales dans l'expérimentation avec un arrondissement (SRRR)	Décembre 2021
3. Mise à jour de la veille stratégique et technologique liée à la technologie de la lecture automatisée de plaque d'immatriculation	Décembre 2021

MANDAT 3 :

Ajuster et réviser les tarifs actuels pour les stationnements sur rue et hors rue en fonction de la demande (tarification dynamique).

Contexte :
En 2019, la Ville a décrété une augmentation paramétrique des tarifs de stationnement sur rue sur l'ensemble des zones tarifaires. Cette décision était nécessaire, mais le caractère paramétrique de la variation tarifaire est contraire à une approche basée sur la gestion de la demande et inappropriée pour une application dans des contextes hétérogènes. De même, tel qu'illustré dans la littérature, l'ampleur de la variation tarifaire adoptée (+ 0,25 $) est peu susceptible d'induire une modification des habitudes de déplacements des automobilistes, la demande en stationnement étant relativement inélastique.

D'un autre côté, les tarifs des stationnements publics hors rue sont actuellement ajustés pour tenir compte de l'inflation et du marché environnant, sans toutefois considérer systématiquement l'utilisation effective des différents terrains de stationnement. L'utilisation des terrains peut être observée par l'intermédiaire des taux d'occupation. Cette situation s'avère sous-optimale, autant sur le plan financier qu'en matière de gestion de la mobilité. De fait, lorsque la demande est forte et que les stationnements sont remplis, la simple indexation des tarifs prive la Ville de revenus potentiels. De même, lorsque la demande est faible, le maintien de tarifs trop élevés nuit à l'atteinte d'un taux d'occupation optimal. Ceci favorise le report sur rue dans certains contextes et, conséquemment, une utilisation de l'espace public pour le stationnement au détriment d'autres usages potentiels.

Afin d'atteindre les objectifs visés par la Ville relativement à la gestion du stationnement, les tarifs doivent être modulés en fonction de la demande et du milieu. Lorsque la pression sur le stationnement est élevée dans un secteur, le tarif doit être rehaussé. À l'inverse, lorsque la demande dans un secteur est faible, le prix doit être révisé à la baisse ou l'offre de stationnement réduite.

La modulation des tarifs (en fonction de la plage horaire et de la zone) permet de refléter l'achalandage et d'assurer conséquemment la disponibilité d'espaces de stationnement. Cette disponibilité réduit ainsi la congestion et les effets néfastes liés à la circulation des automobilistes en quête d'un espace vacant, tout en procurant des revenus à la Ville.

Livrables :

	Échéances
1. Recommandations quant à la modulation des tarifs horaires en fonction du taux d'occupation observé pour les stationnements tarifés sur rue et hors rue (transmises au Service de l'urbanisme et de la mobilité) et plan d'action	Juillet 2020
2. Mise en œuvre d'un projet pilote approuvé par la Ville	Septembre 2021

MANDAT 4 :

Réaliser un plan de délocalisation des agents de stationnement dans le cadre d'une stratégie globale visant l'application uniforme des règlements sur le territoire.

Contexte :
À compter du 1er janvier 2020, les agents de stationnement (ADS) ainsi que les préposés au remorquage (PAR) sous l'actuelle responsabilité du SPVM seront transférés à l'Agence de mobilité durable. Cela représente l'équivalent de plus de 180 employés à temps plein et environ 110 véhicules.

Les agents de stationnement ainsi que leurs véhicules sont actuellement localisés au 1500 rue des Carrières dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie. Un plan directeur est en cours d'élaboration pour ce secteur et le site est destiné à changer de vocation prochainement, ce qui obligera les équipes à déménager à court ou moyen terme.

Pour l'instant, il s'agit d'un des rares sites pouvant accueillir l'ensemble des employés et des véhicules au même endroit. Toutefois, le fait que tous les ADS soient localisés au même endroit engendre certaines problématiques puisque ceux-ci couvrent presque l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, ce qui rend la desserte des arrondissements excentrés difficile, d'autant plus aux heures de pointe. En effet, la congestion routière empêche fréquemment les ADS d'être présents sur le terrain au début des heures d'interdiction de stationnement, ce qui représente une perte de revenus provenant des constats d'infractions et une iniquité dans le contrôle de la réglementation sur l'ensemble du territoire.

Il est donc souhaité de délocaliser les ADS et de les répartir, par exemple, dans 4 pôles (nord-sud-est-ouest).

Cette délocalisation permettrait ainsi d'optimiser les déplacements des ADS, de diminuer les distances parcourues, de limiter les retards causés par la congestion routière et surtout de s'assurer que la réglementation sur le stationnement soit appliquée de façon uniforme sur l'ensemble du territoire.

Livrables :

	Échéances
1. Offre de service aux arrondissements dans le cadre de l'offre de service du conseil municipal (article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec)	Juin 2020
2. Augmentation du nombre d'agents de stationnement dans le cadre de l'offre de service	Juillet à décembre 2020
3. Stratégie de bonification de la surveillance du stationnement, incluant les éléments pertinents en termes de niveau de service, d'optimisation des localisations et des routes des agents de stationnement	Juin 2021

MANDAT 5 :

Mettre en place un mode de perception en différé pour le stationnement tarifé sur rue pour les véhicules en libre−service (VLS).

Contexte :
Les véhicules en libre−service sont présents sur le territoire de la Ville de Montréal depuis 2013. En 2016, l'administration municipale a mis en place un encadrement réglementaire pour l'ensemble du territoire afin d'harmoniser les pratiques de gestion à l'égard de ce service de transport, encadrement qui a été revu en 2018 afin d'atteindre ces trois objectifs :

- Assurer un meilleur accès pour les VLS au centre−ville ainsi qu'à d'autres arrondissements;
- Garantir la progression des VLS à Montréal;
- Encourager l'électrification des transports dans la mise en place d'un nouveau modèle de gestion.

En plus des modifications apportées à l'encadrement réglementaire, la Ville de Montréal s'est engagée dans deux projets distincts, soit la révision des tarifs et l'accès au centre−ville de Montréal en permettant le stationnement des VLS devant un parcomètre. En août 2019, le conseil municipal a également adopté une résolution visant à modifier le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) afin de prévoir un mode de perception différent pour les VLS stationnés dans un espace tarifé, de manière à ce que le tarif de stationnement n'ait pas à être préalablement payé pour cet espace.

En ce qui concerne l'accès au centre−ville pour les VLS, l'enjeu principal consiste au paiement du stationnement tarifé sur rue une fois le trajet terminé par l'usager. Étant donné qu'il est difficile d'évaluer combien de temps le véhicule sera stationné dans cet espace tarifé, il s'avère difficile pour l'usager de payer un montant minimal pour le stationnement. Ainsi, le fournisseur de VLS présent sur le territoire de la Ville de Montréal interdit à ses usagers de terminer leur location de véhicules dans un espace de stationnement tarifé sur rue.

Afin de contrer cet enjeu, plusieurs villes américaines ont mis en place des mécanismes permettant aux compagnies de VLS de payer le stationnement tarifé en différé. Ceci implique notamment des modifications réglementaires et des ententes entre la municipalité et les fournisseurs.

Dans le cas de la Ville de Montréal, le secteur du centre−ville n'est présentement pas accessible aux VLS (entre les rues Peel et Amherst), du fait que la grande majorité des espaces de stationnement sur rue sont tarifés. Comme mentionné précédemment, l'administration municipale souhaite identifier des solutions afin de permettre un accès de ce service au centre−ville.

À la suite de plusieurs discussions avec la Société en commandite Stationnement de Montréal (SCSM) (l'Agence de mobilité durable à compter du 1er janvier 2020), le service des affaires juridiques, le bureau du contrôleur général et les fournisseurs de VLS (à l'époque Communauto et Car to Go, ayant depuis cessé ses activités à Montréal), le scénario envisagé pour le mode de perception du tarif de stationnement en différé se

base sur un partage de données avec l'ensemble des acteurs concernés. Par ce partage d'informations, l'Agence de mobilité durable s'assurera du positionnement des véhicules, de leur temps passé dans un espace de stationnement, et ainsi, du juste montant à payer en fonction des tarifs établis par la Ville.

Livrable :

	Échéances
1. Conclusion d'une entente entre le fournisseur de VLS et l'Agence de mobilité durable en ce qui concerne les modalités pour le partage de données, les méthodes de paiement et les critères de gestion du parc de véhicules du projet pilote	Juillet 2020

VERSEMENTS PRÉVUS POUR L'ENSEMBLE DES CINQ (5) MANDATS :

- Un premier versement d'une somme maximale de 1 million de dollars (1 000 000 $) pour poursuivre les projets associés aux Mandats spécifiques à la signature de l'entente par les deux parties;
- Un deuxième versement d'une somme maximale de 1 million de dollars (1 000 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport de Reddition de compte, pour la période se terminant le 31 décembre 2021, à la satisfaction du Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207999009

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Bureau des plans et politiques
Objet :	Approuver l'addenda à la convention de services intervenue entre la Ville de Montréal et l'Agence de mobilité durable afin de prolonger l'entente jusqu'au 31 décembre 2021 (CM20 0653)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207999009 addenda convention AMD.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7363

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-04

Francine LEBOEUF
Professionnelle chef d'équipe
Tél : 514-872-0985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1201097018

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de la piste cyclable dans la rue de Marseille entre les rues Viau et Anne-Hébert / Autoriser le remboursement de la dépense de 53 042,24 $ non taxable via la facturation interne à l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

Il est recommandé :

1. D'accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de la piste cyclable dans la rue de Marseille entre les rues Viau et Anne-Hébert.

2. D'autoriser le remboursement de la dépense de 53 042,24 $ non taxable via la facturation interne à l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie et d'imputer cette dépense conformément à l'intervention financière. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-23 09:43

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201097018**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de la piste cyclable dans la rue de Marseille entre les rues Viau et Anne-Hébert / Autoriser le remboursement de la dépense de 53 042,24 $ non taxable via la facturation interne à l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau de voirie artérielle de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105). Par ailleurs, le 24 octobre 2019 le conseil d'agglomération avait délégué au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2020, les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal. Sachant que l'aménagement et le réaménagement de la piste cyclable sur laquelle il souhaite intervenir est de la juridiction du conseil municipal par délégation du conseil d'agglomération, l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve a offert d'y réaliser les travaux en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui stipule que « Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services ». L'acceptation de l'offre de services de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve constitue l'objet du présent dossier. L'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve a proposé de prendre en charge l'ensemble des travaux d'aménagement cyclable dans la rue de Marseille entre les rues Viau et Anne-Hébert. De fait, l'arrondissement a justifié une intervention rapide à cet endroit ainsi. « *Il est anticipé que le nouvel aménagement cyclable, déployé conjointement aux*

nouvelles mises à sens unique, comportera des bénéfices notables sur l'apaisement de la circulation, et ultimement la qualité de vie du quartier, considérant le caractère local de la rue. »

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 27 0368 - 7 décembre 2020 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), de prendre en charge la réalisation des travaux associés aux aménagements cyclables sur la rue De Marseille, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et abroger la résolution CA20 270229 concernant l'affectaction de 50 000 $ au surplus de l'arrondissement. - GDD 1208409020
CA20 27 0229 - 31 août 2020 - Affecter une somme de 50 000 $ du surplus budgétaire de l'arrondissement afin de réaliser un projet d'aménagement cyclable sur la rue de Marseille, entre les rues Viau et Anne-Hébert. - GDD 1206223012

CA20 27 0189 - 6 juillet 2020 - D'édicter une ordonnance établissant la mise en sens unique de la rue de Marseille vers l'ouest, entre les rues Viau et Dickson, et vers l'est, entre les rues Lacordaire et Anne-Hébert. - GDD 1208409012

CG19 0483 - 24 octobre 2019 - Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2020, la délégation au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - GDD 1196407001

DESCRIPTION

Il s'agit :
1. d'accepter l'offre de services de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de la piste cyclable dans la rue de Marseille entre les rues Viau et Anne-Hébert
2. d'autoriser le remboursement de la dépense de 53 042,24 $ non taxables à Direction de l'Entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie (via une facturation interne). Les équipes de Rosemont-La-Petite-Patrie ont réalisé les travaux de marquage et de signalisation du projet.

Le projet consiste au déploiement d'un nouvel axe cyclable est-ouest structurant pour le secteur de Mercier-Ouest. L'arrondissement a effectué en septembre 2020 l'aménagement de bandes cyclables dans la rue de Marseille dans les deux directions en rive entre les rues Viau et Anne-Hébert. Une voie de circulation et une voie de stationnement ont été retirées, afin de libérer l'espace nécessaire pour de larges corridors cyclables dédiés en rive. La chaussée carrossable se voit ainsi réduite à une largeur de 5,9 m comprenant une voie de circulation automobile et une rangée de stationnement. Les plans d'aménagement figurent en pièces jointes.

Les travaux de marquage d'aménagements cyclables sur la rue de Marseille ont été coordonnés avec la mise à sens unique de la rue réalisée à la fin du mois de septembre 2020.

JUSTIFICATION

Dans le contexte où des sommes s'avèrent disponibles pour défrayer les coûts de l'aménagement et que l'aménagement de cette voie cyclable, identifiée au plan vélo 2019, approuvé par le conseil d'agglomération, est une compétence relevant de la ville-centre, il est proposé que l'offre de services de l'arrondissement soit acceptée par le conseil municipal et que les coûts de réalisation soit assumés par le SUM.

Il est à noter que l'arrondissement a choisi de procéder aux travaux, avant l'acceptation de son offre de services par le conseil de la ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'arrondissement a produit les plans de marquage et de signalisation. Les coûts des travaux doivent être assumés par le SUM.
Le budget requis pour financer les travaux d'aménagement des liens cyclables identifiés par l'arrondissement dans son offre de services s'élève à un maximum de 53 042,24 $ non taxable pour les coûts des travaux. Tout dépassement de coûts devra faire l'objet d'une approbation préalable par la Direction de la mobilité.

Les crédits requis par le SUM (53 042,24 $ non taxable) proviennent du centre de responsabilité 103362. Voir les détails dans l'intervention du service des finances.

Une écriture de journal sera faite pour le remboursement à l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux permettent d'aménager un lien sécuritaire et confortable traversant l'arrondissement, ce qui améliore la qualité des aménagements cyclables. Ce lien facilite et sécurise les déplacements des cyclistes et améliore la santé et la qualité de vie des citoyens, en favorisant l'utilisation du vélo et donc la réduction de l'utilisation de l'automobile et des gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'offre de services de l'arrondissement n'est pas acceptée, la situation de non conformité de cet aménagement perdurera.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Toute activité de communication dans le cadre de ce dossier devra faire l'objet d'une coordination avec le service des communications de la Ville centre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

7 Décembre 2020 : Résolution du conseil d'arrondissement pour offrir les services de l'arrondissement au Service de l'urbanisme et de la mobilité.
Décembre 2020 : acceptation de l'offre de services de l'arrondissement par le CM.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard C GAGNON, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-16

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-11-23



Références

N° de plan:	Description:

Notes

Légende

Marques sur la chaussée

- Ligne axiale
- Ligne axiale discontinue (Ligne de délimitation de voies)
- Ligne de rive
- Ligne de continuité
- Ligne de guidage
- Ligne de corridor pour les piétons
- Bandes de passage
- Ligne de continuité (voie cyclable)
- (J) Marque de couleur jaune
- (E) À effacer
- {(E)} Tronçon à effacer
- Marque existant
- Marque proposé

Signalisation écrite

- AB-YZ → Panneau existant
- AB-YZ → Panneau proposé
- N Nouvelle signalisation
- C Signalisation à conserver
- R Signalisation à remplacer
- D Signalisation à déplacer
- E / X Signalisation à enlever

Plan de localisation

Ce plan ne peut être utilisé à d'autres fins que pour celles pour lesquelles il a été préparé sans une autorisation écrite de la direction des transports de la Ville de Montréal.

Révisions

N°	Date	Description	Resp. projet
00	2020-09-08	Émis pour réalisation	F.C.

Montréal
Service se l'urbanisme et de la mobilité
Direction de la mobilité
Division de l'aménagement et des grands projets
Bureau d'aménagement des voies cyclables
801, rue Brennan, 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Intervenants

Conception:
Tristan Fournier-Morand, Ag. tech.
François de la Chevrotière, Ing.
Ralph Vicière, Ing.

Chef de division:
Richard Gagnon

Approuvé par:
François de la Chevrotière, Ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
INGÉNIEUR François De La Chevrotière 5037580 QUÉBEC
2020-09-08

Projet: Rue Marseille
De la rue Viau à la rue Beauclerck

Arrondissement(s): Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Nature des travaux:
Marquage et signalisation

Numéro de projet:

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
1 : 500 584mm x 2415

FEUILLET	Arrondissement	Dossier	Plan	Révision
1de3				00



Références

N°. de plan.	Description.

Notes

Légende

Marques sur la chaussée

Ligne simple
Ligne double
Ligne de rive
Ligne de continuité
Ligne de guidage
Ligne de rétrécissement (ZEX 40 pieds)
Bandes de passage
Ligne de continuité (rate cyclable)
Marque de couleur jaune
Il efface
Pourquoi je efface
Marque arrêtant
Marque proposé

Signalisation écrite

Panneau arrêtant
AB-R → Panneau proposé
Nouvelle signalisation
Signalisation à conserver
Signalisation à remplacer
Signalisation à déplacer
Signalisation à enlever

Plan de localisation



Ce plan ne peut être utilisé à d'autres fins que pour celles pour lesquelles il a été préparé sans une autorisation écrite de la direction des transports de la Ville de Montréal.

Révisions

N°	Date	Description	Réalisé par
00	2020-09-08	Émis pour réalisation	F.C.

Intervenants

Montréal
Service de l'urbanisme et de la mobilité
Direction de la mobilité
Division de l'aménagement et des grands projets
Bureau d'aménagement des voies cyclables
801, rue Brennan, 8e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Conception:
Tristan Fournier-Morand, Ag. tech.
François de la Chevrotière, Ing.
Ralph Vicière, Ing.

Dessin:
Richard Gagnon

Approuvé par:
François de la Chevrotière, Ing.

Sceau de l'ingénieur(e)

Titre

Rue Marseille
De la rue Viau à la rue Beaudoin

Arrondissement(s): Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

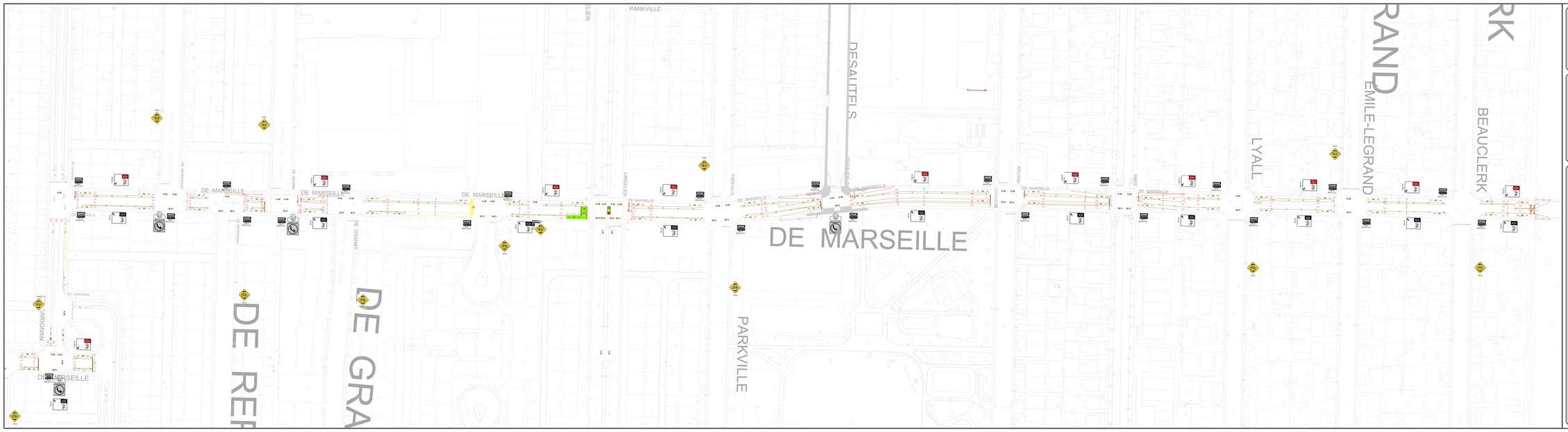
Nature des travaux:
Marquage et signalisation

Numéro de projet:

DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
1 : 500 594mm x 2415

Plan n°	Emplacement	Numéro	Dim	Révision
2de3				00



Références

N°. de plan.	Description

Notes

Légende

Marques sur la chaussée

- Ligne simple
- Ligne double
- Ligne de rive
- Ligne de continuité
- Ligne de guidage
- Ligne de voie (ligne de pointillés)
- Bandes de passage
- Ligne de cyclovoie (voie cyclable)
- Flèche directionnelle
- À effacer / Marque à effacer
- Marque existante
- Marque proposée

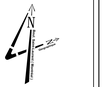
Signalisation écrite

AB-XZ → Panneau existant

AB-XZ → ➡ Panneau proposé

- Nouvelle signalisation
- Signalisation à conserver
- Signalisation à remplacer
- Signalisation à déplacer
- Signalisation à enlever

Plan de localisation



Ce plan ne peut être utilisé à d'autres fins que pour celles pour lesquelles il a été préparé sans une autorisation écrite de la direction des transports de la Ville de Montréal.

Révisions

N°	Date	Description	Réalisé par projet
00	2020-09-08	Emis pour réalisation	F.C.

Intervenants

Montréal

Service se l'urbanisme et de la mobilité
Direction de la mobilité
Division de l'aménagement et des grands projets
Bureau d'aménagement des voies cyclables

801, rue Brennan, 8e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Conception:
Tristan Fournier-Morand, Ag. tech.
François de la Chevrotière, Ing.
Ralph Viciére, Ing.

Chef de dossier:
Richard Gagnon

Approuvé par:
François de la Chevrotière, Ing.

Ordre des Ingénieurs du Québec
François de la Chevrotière
Ingénieur
Membre n° 5037

Projet

Rue Marseille
De la rue Viau à la rue Beauclerk

Arrondissement(s): Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Nature des travaux:
Marquage et signalisation

Numéro de projet:

(S): DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle:
1 : 500 — 584mm x 2500

Feuillet	Arrondissement	Numéro	Sub	Révision
3de3				00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201097018

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Accepter l'offre de services du conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de la piste cyclable dans la rue de Marseille entre les rues Viau et Anne-Hébert / Autoriser le remboursement de la dépense de 53 042,24 $ non taxable via la facturation interne à l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1201097018.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Étienne GUIMOND
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7363
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.002

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.003

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208740001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Offrir aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de la gestion et de la planification immobilière pour faire la gestion globale et réaliser les projets d'aménagement du Programme aquatique de Montréal - volet construction d'équipements aquatiques intérieurs, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

Il est recommandé :

1. D'offrir aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de la gestion et de la planification immobilière pour faire la gestion globale et réaliser les projets d'aménagement du Programme aquatique de Montréal - volet construction d'équipements aquatiques intérieurs, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-10-19 17:36

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208740001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Offrir aux arrondissements concernés, les services professionnels du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et du Service de la gestion et de la planification immobilière pour faire la gestion globale et réaliser les projets d'aménagement du Programme aquatique de Montréal - volet construction d'équipements aquatiques intérieurs, et ce, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En 2012, la Ville de Montréal s'est dotée d'un plan directeur des équipements aquatiques, un instrument de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités et de sports aquatiques. Ce plan reflète les caractéristiques, la vaste étendue, la démographie et le rôle distinctif de la métropole. L'année suivante, le conseil municipal a adopté le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025 qui présente les objectifs, les engagements et les actions qui permettront à la Ville de tendre vers un réseau aquatique montréalais multiforme, au bénéfice de tous les Montréalais.es.

Le Programme aquatique de Montréal (PAM) - volet construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs, adopté en août 2018, est l'une des actions prévues au Plan d'intervention. Il a pour objectif de soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs multifonctionnels dans les zones d'influence sous-dotées ou de remplacement d'équipements existants non adéquats. Il a notamment pour but d'assurer une répartition équilibrée sur le territoire des complexes aquatiques permettant le développement du sport régional en natation, plongeon, water-polo et natation artistique.

Ce programme vise ainsi à prioriser les projets et s'assurer que les plus pertinents soient démarrés au moment le plus opportun et réalisés conformément aux critères de sélection et aux besoins identifiés. La prise en charge des projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) et le Service de la gestion et planification immobilière (SGPI) a notamment pour objectif de développer les expertises, permettre un accès organisé aux

connaissances accumulées et standardiser le processus de cheminement des projets. Plus spécifiquement :

- le SGPMRS agit à titre de gestionnaire du programme (promoteur et service requérant). Il a notamment pour responsabilités de mettre en application et de gérer le programme ainsi que de s'assurer du respect des objectifs de celui-ci;
- le SGPI supervise et gère les projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs. À titre de gestionnaire de projets (service exécutant), il s'occupe notamment de la planification, de la coordination, du contrôle et du suivi de chacune des activités nécessaires à leurs réalisations.

C'est dans ce contexte que le SGPMRS et le SGPI veulent offrir aux arrondissements leurs services à titre de promoteur, requérant et exécutant des projets de construction d'équipements aquatiques intérieurs dans le cadre de la mise en œuvre du PAM - volet construction d'équipements aquatiques intérieurs, et ce, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1454 - 29 août 2018
Adopter le Programme aquatique de Montréal - volet construction d'équipements aquatiques intérieurs

CM14 1123 - 24 novembre 2014
Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014
.
CM13 0340 - 23 avril 2013
Adopter le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025

DESCRIPTION

Compte tenu des responsabilités et champs de compétence dévolus aux arrondissements, le conseil municipal, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, doit autoriser le SGPMRS et le SGPI à offrir leurs services aux arrondissements, avant que ces derniers puissent leur déléguer la réalisation des projets du PAM - volet construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs, en acceptant la fourniture de leurs services.
Chaque arrondissement désirant se prévaloir du financement et des services de la Ville centre devra à cette fin décider comme suit :

- qu'il adhère aux objectifs du PAM - volet construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs;
- qu'il s'engage à opérer, entretenir et animer à ses frais l’équipement aquatique intérieur construit dans le cadre de ce programme avec l’objectif de maintenir une bonne qualité d’usage;
- qu'il s’engage à ce que l’équipement aquatique intérieur construit dans le cadre de ce programme ainsi que sa vocation sportive régionale soient maintenus pour une période minimale de quinze ans;
- qu'il accepte l'offre du SGPMRS et du SGPI à titre de promoteur, requérant et exécutant des projets de construction d'équipements aquatiques intérieurs dans le cadre du programme.

JUSTIFICATION

Comme les travaux seront exécutés pour des équipements aquatiques qui relèveront de la compétence des arrondissements, ceux-ci devront accepter la présente offre de service du conseil de la Ville afin de permettre au SGPMRS et au SGPI la réalisation des projets dans le cadre de la mise en œuvre du PAM - volet construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs, en acceptant la fourniture de leurs services, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ., c. C-11.4).
Dans une perspective de planification globale du Programme aquatique de Montréal - volet construction d'équipements aquatiques intérieurs, l'offre est faite à l'ensemble des arrondissements afin que s'il y a émergence de nouveaux besoins dans d'autres arrondissements, par exemple en raison de la fermeture permanente d'une installation aquatique, nous n'ayons pas à refaire une nouvelle offre de service.

Le dossier a été fait de façon globale pour le Programme car nous ne souhaitons pas refaire l'offre à chaque projet. Chaque arrondissement pourra accepter l'offre le moment venu de démarrer un projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les budgets requis pour la mise en œuvre du PAM - volet construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs sont prévus au programme décennal d'immobilisation (PDI) du SGPMRS.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du Plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.
Par ailleurs, les projets de nouveaux centres aquatiques intérieurs prévoient mettre de l’avant des mesures de développement durable afin d’obtenir une certification « LEED Or » en accord avec la « Politique de développement durable des édifices municipaux de la Ville de Montréal ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs permettra de développer dans les zones sous dotées l’offre de services aquatique. L'impact de tels projets d'envergure sur la collectivité et le tissu urbain est important, en termes de santé et de bien-être de la population d'abord, mais aussi en termes de développement urbain et économique. Ils contribueront à mettre en place un environnement et des conditions favorables au sport et à l'activité physique pour tous les citoyens montréalais et notamment le développement du sport régional et la prévention des noyades par l’apprentissage de la natation par l'entremise de programme comme « Nager pour survivre ».
Ne pas autoriser l'offre de service aux arrondissements aura pour conséquence de reporter les projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2020 : Conseil municipal
Hiver 2021 : Acceptation de l'offre de service par les arrondissements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie HOULE, Lachine
Marlène M GAGNON, Verdun
Francyne GERVAIS, Pierrefonds-Roxboro
Claudel TOUSSAINT, Montréal-Nord
Guy R ROY, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jean CAPPELLI, Service de la gestion et de la planification immobilière
Michel SOULIÈRES, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Stéphanie HOULE, 15 octobre 2020
Michel SOULIÈRES, 13 octobre 2020
Marlène M GAGNON, 9 octobre 2020
Jean CAPPELLI, 9 octobre 2020
Francyne GERVAIS, 9 octobre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yannick TRUDEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 438 377-7425
Télécop. : ND

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-09

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2020-10-15

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-10-19

PAM

PROGRAMME AQUATIQUE DE MONTRÉAL

VOLET CONSTRUCTION D'ÉQUIPEMENTS AQUATIQUES INTÉRIEURS

Sports Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

Août 2018

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 1

1. DESCRIPTION 2

1.1. Objectif 2

1.2. Justification 2

2. RÔLES ET RESPONSABILITÉS 3

2.1. Parties prenantes 3

2.2. Cadre de gouvernance 3

2.3. Rôles des principales parties prenantes 4

2.3.1. Service de la diversité sociale et des sports 4

2.3.2. Service de la gestion et planification immobilières 4

2.3.3. Arrondissements 4

3. CRITÈRES GÉNÉRAUX D'ADMISSIBILITÉ 5

3.1. Admissibilité du demandeur 5

3.2. Admissibilité du projet 5

3.3 Grille de priorisation des projets 7

4. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE 7

4.1. Autres sources de financement 7

4.2. Dépenses admissibles 8

4.3. Dépenses non admissibles 8

5. RENSEIGNEMENTS 9

ANNEXE 1 : DIAGRAMME DE GOUVERNANCE 10

ANNEXE 2 : AFFECTATION DES PRINCIPALES RESPONSABILITÉS 11

PRÉAMBULE

La Ville de Montréal s'est dotée d'un plan directeur des équipements aquatiques, un instrument de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités et de sports aquatiques qui reflète ses caractéristiques, sa vaste étendue, sa démographie et son rôle distinctif.

Le plan directeur des équipements aquatiques de la Ville de Montréal comprend :

- le portrait des dix-neuf arrondissements;
- le diagnostic qui présente l'état de la situation pour l'ensemble de la Ville de Montréal, une analyse des éléments du système ainsi que de l'offre de services offerts aux Montréalais et de leur participation aux différentes activités aquatiques dans un contexte de grande disparité entre les arrondissements;
- le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025 (PIAM 2013-2025) qui présente les objectifs, les engagements et les actions qui permettront à la Ville de tendre vers un réseau aquatique montréalais multiforme, au bénéfice de tous les Montréalais.

Au cours des prochaines années, des efforts devront être consentis pour constituer un réseau adéquat d'équipements aquatiques. Celui-ci devra permettre de répondre plus spécifiquement aux besoins du sport régional tout en répondant aux besoins des familles montréalaises.

Le Plan d'intervention aquatique de Montréal a été adopté par le conseil municipal le 22 avril 2013 (CM13 0340). Il prévoit, notamment, la mise en place d'un programme afin de soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs multifonctionnels dans les zones d'influence sous dotée[1] ou de remplacement d'équipements existants non adéquats (avec fermeture de ces derniers).

Le PAM –volet Construction prévoit des investissements annuels à long terme (2018-2027). Un bilan du programme sera déposé auprès du comité exécutif de la Ville au terme de la réalisation de tous les projets d'équipements aquatiques intérieurs identifiés.

[1] Voir l'annexe 3 pour plus de détails.

1. DESCRIPTION

1.1. OBJECTIF

Le programme a pour objectif de soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leur projet de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs multifonctionnels et au remplacement d'équipements aquatiques intérieurs existants non adéquats.

L'objectif spécifique de ce volet est d'assurer sur l'ensemble du territoire, une répartition équilibrée des installations et plus particulièrement des complexes aquatiques et des équipements spécialisés permettant le développement du sport régional en natation, plongeon, water-polo et nage synchronisée.

1.2. JUSTIFICATION

Le réseau des équipements récréatifs et sportifs de la Ville s'est constitué au fil des ans sous l'égide des anciennes municipalités qui la composent. Cherchant à répondre aux besoins exprimés par sa collectivité, chaque communauté, selon un rationnel qui lui était propre, s'est dotée de différents équipements aquatiques. Aujourd'hui, les citoyens de Montréal profitent donc d'un parc d'équipements aquatiques variés et répartis de façon non uniforme sur le territoire. Pour certains arrondissements, l'offre d'équipements aquatiques intérieurs est inexistante ou minime.

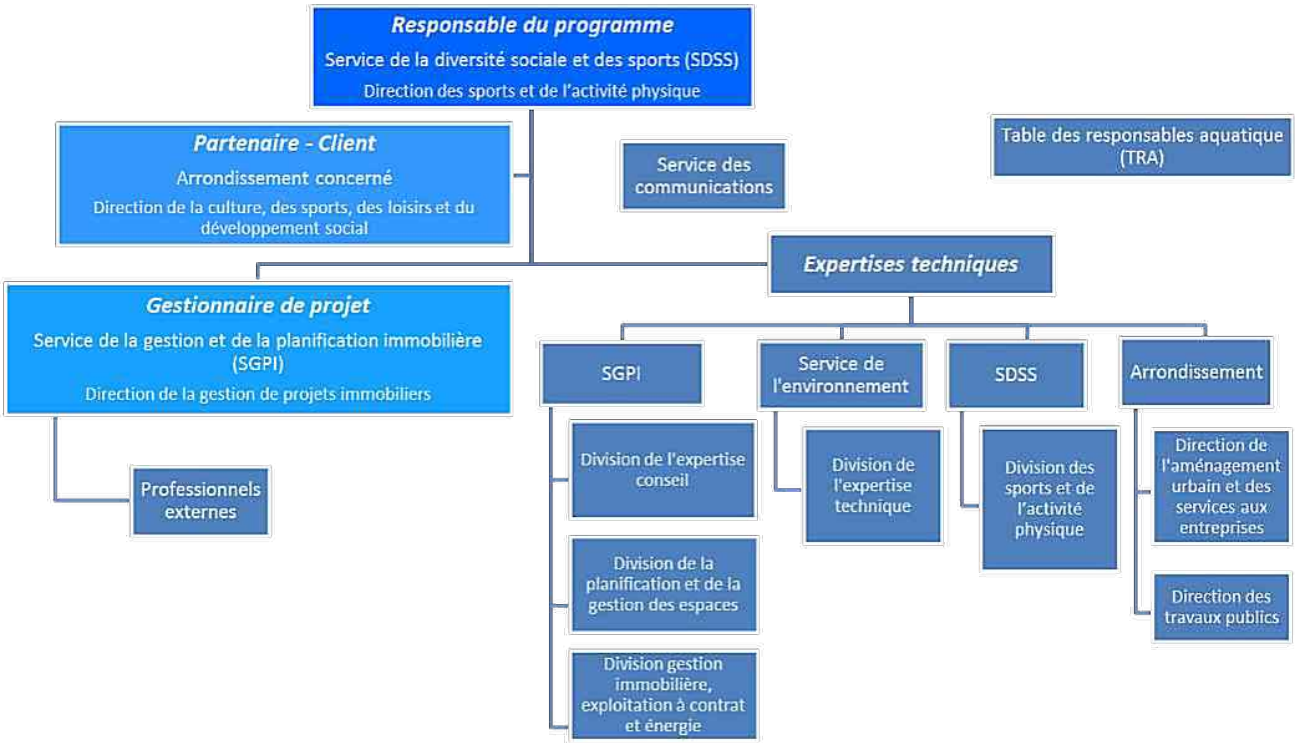
Une stratégie territoriale par zone d'influence devra être privilégiée. Le territoire de la Ville de Montréal est vaste et il est illusoire de vouloir que tous les citoyens puissent avoir accès à tous les types d'équipements aquatiques couvrant l'ensemble des programmes de chaque discipline sportive dans leur voisinage, quartier et arrondissement.

Les futurs équipements aquatiques intérieurs de Montréal doivent être conçus comme des lieux de vie, de bien-être et de santé, attirant une clientèle diversifiée, composée de personnes de tous âges qui cherchent une détente ou une activité physique plus intense. Les nouveaux équipements devraient également disposer de bassins sportifs de 25 mètres de longueur comprenant au moins huit couloirs et/ou inclure les équipements spécialisés nécessaires au développement de certaines disciplines sportives aquatiques.

2. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

2.1. PARTIES PRENANTES

Les différentes parties prenantes internes et externes dans la réalisation des projets du PAM – volet construction apparaissent ci-dessous :



2.2. CADRE DE GOUVERNANCE

La structure de gouvernance du PAM – volet construction apparaît dans l'organigramme de l'annexe 1.

Elle se résume comme suit :

- Unité requérante : Service de la diversité sociale et des sports (SDSS)
- Unité exécutante : Service de la gestion et planification immobilière (SGPI) – deux équipes de projets pilotées chacune par un gestionnaire immobilier et un coordonnateur du programme.
- Clients - bénéficiaires : arrondissements
- Deux comités de pilotage (niveaux directeurs et chefs de division) supervisent la réalisation des projets.
- Groupes techniques à mettre en place selon l'évolution du projet.
- Deux équipes projet se chargeront, en alternance, de la gestion et de la réalisation des projets identifiés dans le programme. Il sera ainsi possible de développer une expertise en gestion de projets de construction d'équipements aquatiques et d'assurer une efficience aux fils des ans.

Seront membres de l'équipe le chargé de projet du SGPI et le professionnel du SDSS chargé de l'application du PIAM. Pour chacun des projets, un représentant de ou des arrondissements concernés se greffera à cette équipe. Il sera ainsi possible de développer une expertise en gestion de projets de construction d'équipements aquatiques intérieurs et d'assurer une efficience aux fils des ans.

Les principales responsabilités sont affectées tel que décrit dans l'annexe 2.

2.3. RÔLES DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES

2.3.1. SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS

Le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) est le gestionnaire du PAM – volet Construction. Il a notamment pour responsabilités :

- De mettre en application et de gérer le programme;
- De s'assurer du respect des objectifs du programme;
- D'obtenir les règlements d'emprunt pour le programme ainsi que toute autre source de financement;
- De suivre les coûts (incluant les prévisions) et les échéanciers afin d'en rendre comptes;
- De veiller à la saine gestion financière du programme afin d'en optimiser la performance (coûts / bénéfices);
- D'effectuer les vérifications globales associées aux projets et au programme;
- D'être membre de chacune des équipes projets;
- De fournir, dans la mesure de ses moyens, une expertise liée aux aspects fonctionnels et opérationnels des équipements aquatiques.

2.3.2. SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION IMMOBILIÈRES

Le Service de la gestion et planification immobilières (SGPI) a pour rôles et responsabilités de superviser et gérer les projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs. Plus spécifiquement, le SGPI s'occupera de la planification, de la coordination, du contrôle et du suivi de chacune des activités nécessaires à la réalisation des projets. Il est imputable de la qualité, de l'avancement et des coûts (incluant les prévisions) de la réalisation des projets pour lesquels il a été mandaté.

2.3.3. ARRONDISSEMENTS

Pour chacun des projets, l'arrondissement (ou les arrondissements) doit :

- Déléguer minimalement un représentant de l'arrondissement à titre de membre de l'équipe projet;
- Participer activement à la définition des besoins et à leur conciliation au cours du processus d'élaboration du programme fonctionnel et technique du projet;
- S'assurer de la consultation des organismes locaux partenaires et de la communication avec les citoyens de l'arrondissement touchant au projet et notamment de son acceptabilité sociale;
- Informer le représentant du Service de la diversité sociale et des sports de toutes les démarches et demandes de financement qu'il entreprend ainsi que du résultat de celles-ci;
- Remettre au Service de la diversité sociale et des sports pour la première année d'opération de l'équipement une copie de chacune des programmations saisonnières (automne, hiver, printemps et été) et démontrer que des activités dirigées (cours de natation, aquaforme...), sportives (natation, plongeon, waterpolo, nage synchronisée...) et de bain libre sont offerts.

- Participer à l'évaluation post-mortem du projet.

3. CRITÈRES GÉNÉRAUX D'ADMISSIBILITÉ

3.1. ADMISSIBILITÉ DU DEMANDEUR

- Le demandeur doit être un arrondissement ou un regroupement d'arrondissements de la Ville de Montréal;
- Il doit soumettre un dossier d'opportunité préliminaire de projet (DOP) conforme aux objectifs du programme;
- Il doit présenter une résolution du conseil d'arrondissement qui indique que :
  - il adhère aux objectifs et aux obligations du Programme;
  - il s'engage à opérer, entretenir et animer à ses frais l'équipement aquatique intérieur construit dans le cadre de ce Programme avec l'objectif de maintenir une bonne qualité d'usage (il doit s'assurer de dispenser une formation adéquate au personnel de gestion);
  - il s'engage à ce que l'équipement aquatique intérieur construit dans le cadre de ce Programme ainsi que sa vocation sportive régionale soient maintenues pour une période minimale de quinze (15) ans;
  - il accepte l'offre du Service de la gestion et de planification immobilière pour la gestion du projet de construction de l'équipement aquatique intérieur dans le cadre du Programme (article 85 de la Charte de la Ville de Montréal).
- Il doit répondre de l'acceptabilité sociale du projet qu'il propose.

3.2. ADMISSIBILITÉ DU PROJET

Pour être admissible au soutien financier du PAM – volet construction, le projet soumis dans le DOP doit répondre aux conditions suivantes :

- Le site d'implantation doit être de propriété municipale ou démontrer qu'il pourra l'être à l'acceptation du projet;
- Le projet doit être lié à un investissement en développement, soit la construction d'un équipement aquatique intérieur multifonctionnel qui présente les caractéristiques techniques nécessaires à la pratique du sport régional et un usage récréatif, par exemple :
  - Piscine 25 m avec au minimum 8 corridors;
  - Des tremplins de 1 m et de 3 m;
  - Un bassin récréatif de dimensions variables avec une entrée plage et des jeux d'eau d'une superficie minimale de 250 m²;
  - Des gradins (minimum de 250 sièges) permettant l'accueil d'événements.

  La mise aux normes, l'amélioration fonctionnelle, la rénovation, la réhabilitation ou la transformation d'équipements existants ne sont pas admissibles à ce Programme.

- Être localisé dans une zone d'influence sous dotée[1] ou viser le remplacement d'un équipement aquatique intérieur existant désuet (avec fermeture ou reconversion de ce dernier)[2];
- Être accessible par des modes de transport actifs et durables et disposer des services afférents pour accueillir les usagers en vélo (vélo stations sécuritaires, etc.).

Le projet doit être en adéquation avec les grandes orientations et les politiques de la Ville, notamment :

- Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025,
- Politique du sport et de l'activité physique,
- Politique municipale d'accessibilité universelle,
- Plan d'urbanisme de Montréal,
- Politique familiale de Montréal,
- Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal,
- Déclaration de la Ville de Montréal sur le sport régional,
- Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal,
- Plan d'action municipal pour les aînés,
- Politique de l'enfant,
- Politique du patrimoine.

---

[1] Le Plan directeur des équipements aquatiques de la Ville de Montréal a identifié en 2012 que plus de 75 % de la population n'est pas adéquatement desservie par une ou plusieurs piscines intérieures dans l'ouest de la Ville (Pierrefonds-Roxboro–Île-Bizard–Sainte-Geneviève), dans le centre-sud (Verdun) et dans le nord-est (Anjou). Voir l'annexe 3.

[2] C'est le cas notamment dans Rosemont-La-Petite-Patrie.

3.3 GRILLE DE PRIORISATION DES PROJETS

Les projets identifiés sont priorisés selon les critères suivants :

Critères	Paramètres de mesure	Pointage maximum
1. Offre actuelle d'équipements sportifs	Déficit en équipement aquatique intérieur (ratio m²/10 000 hab.) Déficit en équipements sportifs et parcs municipaux Déficit en équipements sportifs et espaces verts de tiers Vétusté des équipements municipaux existants	**25**
2. Profil de la population	Nombre de jeunes de moins de 20 ans Fréquence du faible revenu après impôt Proportion de familles monoparentales Prévalence des personnes atteintes de maladies non transmissibles (diabète, hypertension, etc.) Proportion de la population présentant un faible niveau d'activité physique	**15**
3. Caractéristiques du projet	Adéquation avec les politiques et programmes de la Ville Acceptabilité sociale du projet Offre supra locale Accessibilité universelle bonifiée et sports adaptés Potentiel d'accueil d'événements sportifs régionaux et provinciaux	**20**
4. Localisation du projet	Caractère stratégique du site : sujet à des activités de développement ou situé dans un pôle sportif d'intérêt exceptionnel, un pôle sportif multisports d'envergure ou un pôle de qualité de vie Complémentarité avec les installations à proximité Levier pour la requalification du territoire Accessibilité par transport en commun, par réseaux cyclables ou piétonniers	**15**
5. Dossier d'opportunité de projet (DOP)	DOP approuvé par le SDSS et le SGPI DOP approuvé par le SDSS et en attente d'approbation par le SGPI DOP pas encore approuvé ou pas présenté	**25**
Total		**100**

4. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE

Le financement par la Ville correspond à 100 % des coûts du projet de construction d'un équipement aquatique intérieur tel que présenté dans le DOP, sous réserve des budgets adoptés par le conseil municipal.

Les dépenses capitalisables reliées à la réalisation du projet seront imputées à même un règlement d'emprunt corporatif.

Dans un souci d'équité, un arrondissement ne peut présenter plus d'une demande à ce programme.

4.1. AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT

Les projets peuvent également faire l'objet d'une aide financière provenant d'un autre gouvernement, d'une agence ou d'un mandataire du gouvernement du Québec, du gouvernement fédéral, d'un autre partenaire (OBNL, privé, etc.) ou d'un programme complémentaire sous la responsabilité d'un autre service administratif municipal (par exemple le Programme d'accessibilité universelle ou le Fonds énergie).

4.2. DÉPENSES ADMISSIBLES

L'admissibilité des dépenses est établie par le Service de la diversité sociale et des sports en fonction des disponibilités budgétaires et de la contribution réservée au projet, du programme préliminaire des besoins et de l'évaluation des coûts (classe D[3]) présentés dans le DOP. À titre exceptionnel et sous réserve de l'approbation de l'Administration municipale, les dépenses admissibles pourront être réexaminées à l'étape de la réception des soumissions.

Les dépenses doivent être capitalisables et comprendre la partie des taxes non remboursables. Les coûts admissibles doivent être associés à des biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du projet.

Ces coûts comprennent :

- Les coûts liés à la réalisation du programme fonctionnel et technique[4] ainsi que des études techniques préalables à l'exécution des travaux;
- Les honoraires et frais de services professionnels reliés au projet;
- Le coût des travaux[5], incluant les contingences et les travaux d'emplacement (démolition, excavation et décontamination des sols, aménagement paysager et rétention des eaux de ruissellement) et en excluant les travaux d'archéologie qui peuvent faire l'objet d'une demande spécifique;
- Le coût des équipements techniques spécialisés et du mobilier[6] (y compris leur installation);
- Les coûts en incidences du projet;
- Les coûts des communications publiques exigées par la Ville relativement au projet admissible;
- Les frais rattachés à l'intégration d'une œuvre d'art au projet exigée par la loi (si applicable).

4.3. DÉPENSES NON ADMISSIBLES

- Les coûts d'acquisition des terrains;
- Le coût des fouilles archéologiques;
- Les coûts des études de faisabilité et de planification;
- Les taxes et autres coûts pour lesquels l'arrondissement a droit à un remboursement;
- Les engagements ou contributions en nature;
- Les coûts de location d'immeubles et d'autres installations;
- Les frais juridiques;
- Les frais usuels d'entretien et ceux liés à l'exploitation;
- Les frais de consultation.

---

[3] Une évaluation de classe D correspond à une estimation faite par des professionnels ventilée par élément, fondée sur un programme fonctionnel et technique, incluant la connaissance des conditions du marché.

[4] Un programme fonctionnel et technique est le résultat d'un processus méthodologique dont l'aboutissement est la synthèse claire des nécessités fonctionnelles et techniques considérées sous les contraintes des coûts et des délais de réalisation du projet.

[5] Lorsqu'un projet comprend plus d'un secteur d'activités ou des fonctions non admissibles, les dépenses admissibles au programme seront calculées au prorata des superficies de construction attribuables aux activités aquatiques et connexes par rapport à la superficie de construction totale du ou des ouvrages faisant l'objet de travaux.

[6] Tout mobilier, équipement, appareil, système technologique et leurs accessoires requis pour soutenir directement et exclusivement les activités sportives et récréatives prévues dans le projet.

5. RENSEIGNEMENTS

Personnes-ressources :

Ville de Montréal
Direction adjointe – Qualité de vie
Service de la diversité sociale et des sports

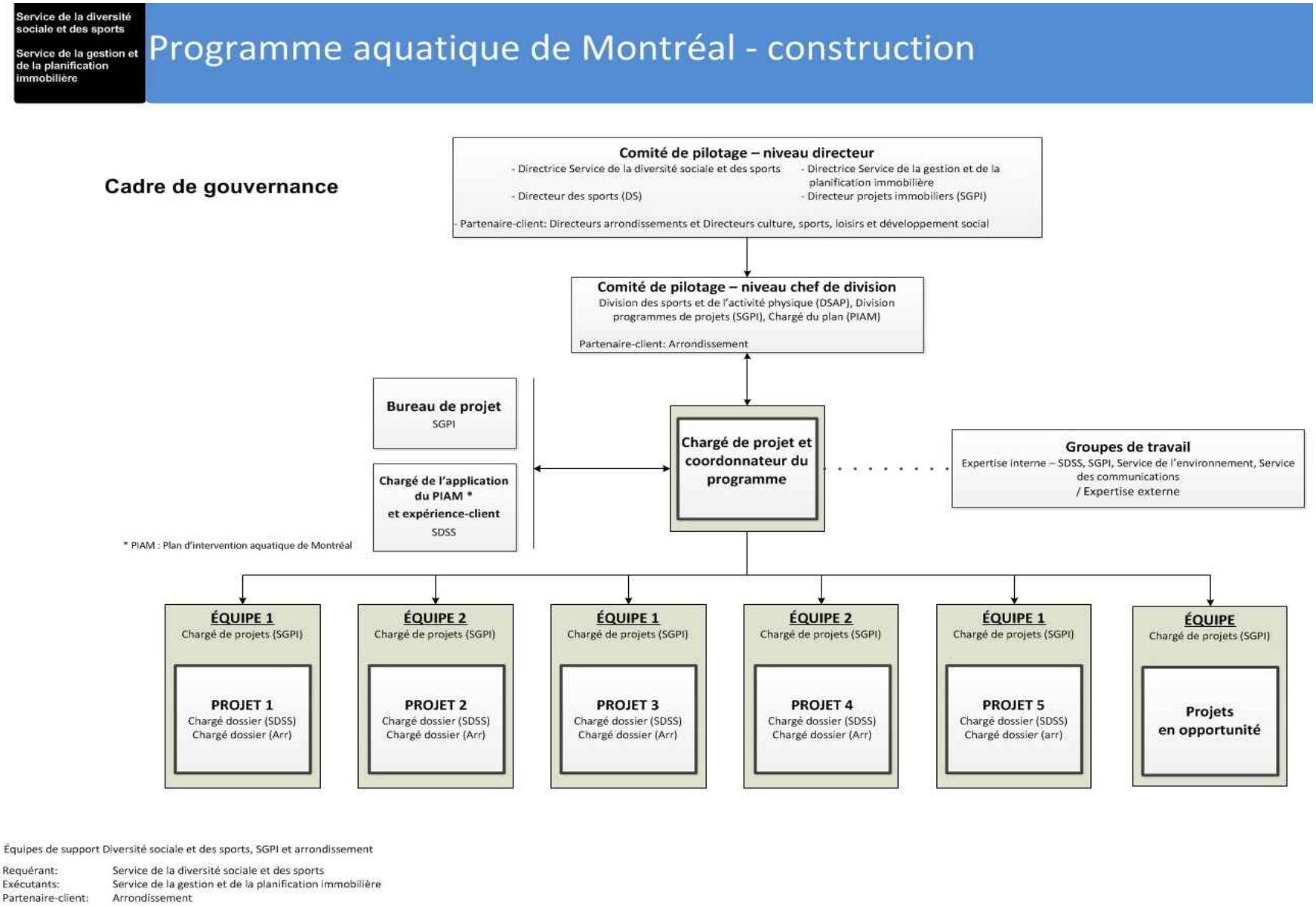
Christine Lagadec
Chef de division sports et activité physique
Tél. : (514) 872-4720
Téléc. : (514) 872-9255
Courriel : christine.lagadec@ville.montreal.qc.ca

Djaffer Hellel
Conseiller en aménagement
Tél. : (514) 872-8091
Téléc. : (514) 872-9255
Courriel : dhellel@ville.montreal.qc.ca

Guy Roy
Conseiller en aménagement
Tél. : (514) 872-6762
Téléc. : (514) 872-9255
Courriel : guyr.roy@ville.montreal.qc.ca

Dominique Lemay
Conseillère en planification
Tél. : (514) 872-5672
Téléc. : (514) 872-9255
Courriel : dominique.lemay@ville.montreal.qc.ca

ANNEXE 1 : Diagramme de gouvernance du PAM – volet construction d'équipements aquatiques intérieurs



ANNEXE 2 : Affectation des principales responsabilités

R: Responsable	A: Approuve	C: Collabore*	I: Informé

	Équipe de projet								
	Chargé de projet (SGPI)	Chargé de l'application du PIAM (SDSS)	Chargé de dossier (arrondissement)	Comité de pilotage	Comité directeur	Arrondissement	Groupes de travail	CCGPE et CCPE	Instances (CE / CM)
Mise en place des comités								A	
Coordination & avancement du Prog.		**R**		C	A			I	
Priorisation des projets		**R**		C	I			A	
Coordination de la réalisation des projets	**R**	C	C	I	I				
Suivi et contrôle financier du programme	C	**R**	C	I	I		C	A	
Plan de communication**	C	C	C	I	A	I	**R**		
PP démarrage à planification	**R**	C	C	I	I			A	
Processus de PFT	**R**	C	C	I	A	I			
PP planification à exécution	**R**	C	C	I	I			A	
Octroi et administration des contrats	**R**			I	I	I			A
Suivi de l'avancement des travaux	**R** A	I	I	I	I				
Mise en service immeuble***	C	I	C	A	I		**R**		
Programmation/mise en opération	I	C	C	A	I	**R**			
Formation/accompagnement	I	**R**	C	A	I				
Réception provisoire	**R**	C	C	I	I	I			
Inauguration selon Plan de comm.	**R**	C	C	C	A	C	C		
Réception finale	**R**	C	C	A	I				
Clôture	C	C	C	A	I		**R**		
Bilan du projet / Bilan des bénéfices	C	C	C	I	I		**R**	A	
Démobilisation des équipes	I	I	I	**R**	A	I			
Bilans du programme****	C	**R**	C	I	I			A	

* Peut impliquer un livrable ou une partie de livrable

** Groupe piloté par le Service des communications

*** Groupe piloté par le SGPI

**** Suite à la réalisation de tous les projets identifiés

CCGPE : Comité corporatif de gestion des projets d'envergure

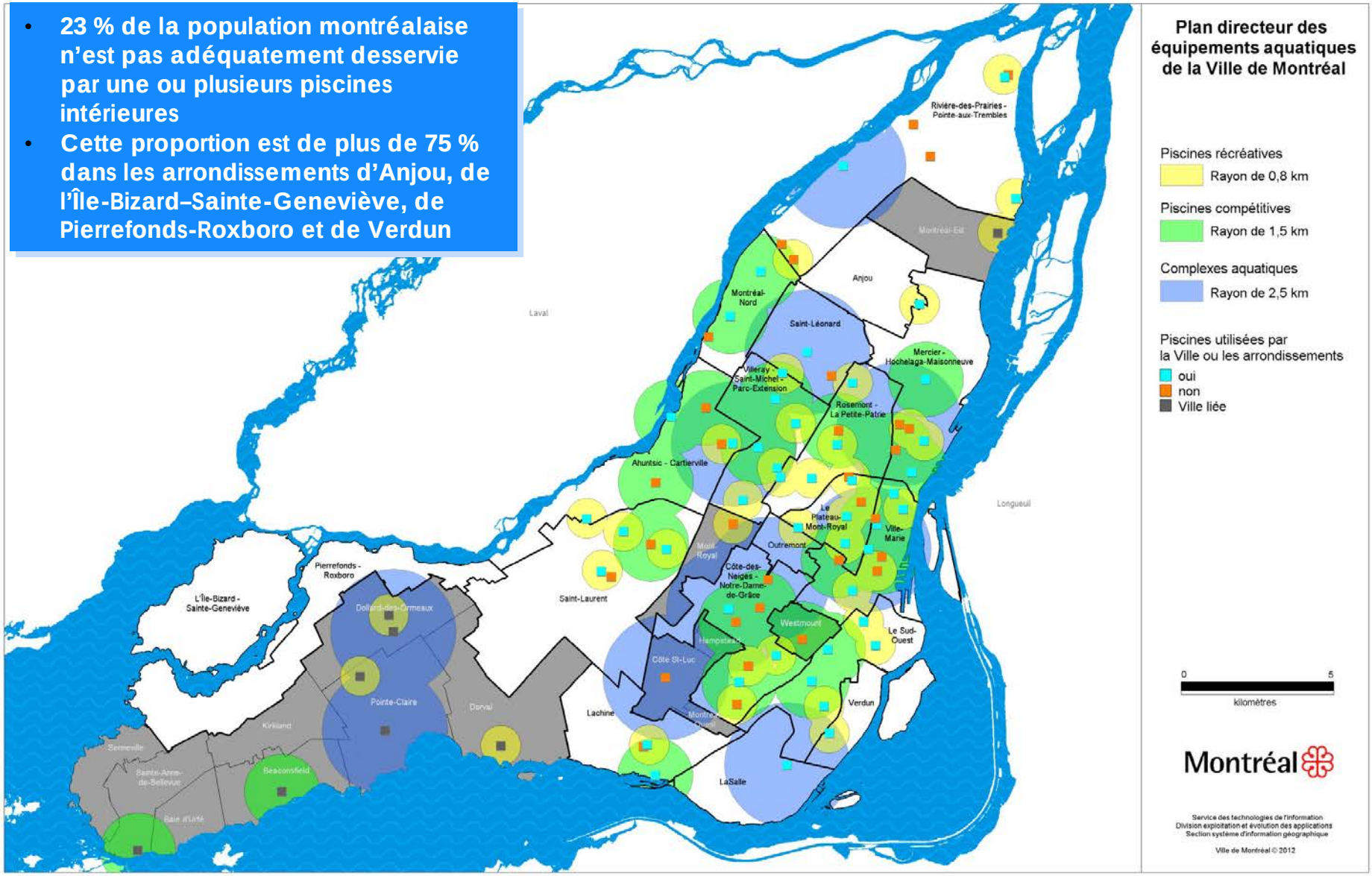
CCPE : Comité de coordination des projets / programmes d'envergure

CE : Comité exécutif

CM : Conseil municipal

ANNEXE 3 : Desserte des équipements aquatiques de Montréal, 2011 (source : Plan directeur des équipements aquatiques - Synthèse, page 8*)

- **23 % de la population montréalaise n'est pas adéquatement desservie par une ou plusieurs piscines intérieures**
- **Cette proportion est de plus de 75 % dans les arrondissements d'Anjou, de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et de Verdun**



* Cette carte représente la situation de 2011. Elle évolue avec le temps.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207968005

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de Mme Cécile Deschamps à titre de membre du Conseil interculturel de Montréal pour un second terme de 3 ans, du 23 janvier 2021 au 23 janvier 2024. Approuver la nomination de M. Juste Rajaonson à titre de vice-président du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat débutant le 23 janvier 2021 et se terminant le 17 décembre 2021.

Il est recommandé d'approuver :

- le renouvellement du mandat de Mme Cécile Deschamps à titre de membre du Conseil interculturel de Montréal pour un second terme de 3 ans, du 23 janvier 2021 au 23 janvier 2024;
- la nomination de M. Juste Rajaonson à titre de vice-président du Conseil interculturel de Montréal, en remplacement de Mme Marie-Christine Jeanty, pour un mandat débutant le 23 janvier 2021 et se terminant le 17 décembre 2021.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-11-23 14:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207968005**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de Mme Cécile Deschamps à titre de membre du Conseil interculturel de Montréal pour un second terme de 3 ans, du 23 janvier 2021 au 23 janvier 2024. Approuver la nomination de M. Juste Rajaonson à titre de vice-président du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat débutant le 23 janvier 2021 et se terminant le 17 décembre 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du Conseil interculturel (CIM), notamment le nombre de membres constituant le Conseil et leurs qualifications. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés dans les six mois (article 11).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1358 - 16 décembre 2019 - Approuver la nomination de M. Souleymane Guissé à titre de président du Conseil interculturel de Montréal (CIM) pour un mandat de 2 ans, de janvier 2020 à janvier 2022, de Mme Angela Sierra au titre de vice-présidente du CIM pour un mandat débutant en janvier 2020 et se terminant le 23 mars 2021 et de Mme Marie-Christine Jeanty au titre de vice-présidente du CIM pour un mandat débutant en janvier 2020 et se terminant en janvier 2021. Approuver le renouvellement du mandat de M. François Fournier à titre de membre du CIM pour un second mandat de 3 ans se terminant le 21 novembre 2022 (1197968005).
CM19 1043 - 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (1194320002).
CM18 0187 - 17 décembre 2018 - Approuver la nomination de deux membres du Conseil

interculturel de Montréal (CIM), pour un mandat de trois ans, de décembre 2018 à décembre 2021, soit M. Frédéric Dejean et M. Juste Rajaonson (1187968004).
CM18 0107 - 22 janvier 2018 - Approuver la nomination de cinq membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), pour un mandat de trois ans, de janvier 2018 à janvier 2021, soit Mme Wafa Al Hamed, M. Stendolph Ismael, M. Rafael Benitez, Mme Marie-Christine Jeanty et Mme Cécile Deschamps. Approuver le renouvellement pour un deuxième mandat la nomination de deux membres soit Mme Fanny Guérin et Mme Angela Sierra jusqu'au 23 mars 2021. Désigner M. Moussa Sène à la présidence et Mme Sabine Monpierre à la première vice-présidence jusqu'au terme de leurs mandats respectifs (1176467002).

DESCRIPTION

1 - Renouvellement de mandat
Le règlement (19-051) stipule que les mandats de membres sont renouvelables une seule fois pour une durée maximale de trois ans.

Mme Cécile Deschamps est membre du CIM depuis le 22 janvier 2018. Elle a accompli un premier mandat et désire poursuivre son engagement pour un deuxième mandat. Sachant qu'elle a démontré l'intérêt, la motivation et l'engagement à occuper ce poste et qu'elle participe activement aux diverses activités du CIM, il est recommandé de la nommer pour un second mandat se terminant le 23 janvier 2024.

Nom	Date de fin du 1er mandat	Date de début du 2e mandat	Date de fin du 2e mandat
Cécile Deschamps	22 janvier 2021	23 janvier 2021	23 janvier 2024

2 - Désignation de la vice-présidence
Selon le Règlement (19-051), le mandat de la vice-présidence du CIM est d'une durée de 2 ans, renouvelable pour la même période de façon consécutive une fois (article 7).
La personne membre d'un conseil peut poser sa candidature pour le siège de la présidence et pour l'un des sièges à la vice-présidence au sein de ce conseil. L'élection du siège de la présidence se fait par vote à la majorité absolue lors d'une assemblée et l'élection des sièges à la vice-présidence se fait par vote à la majorité simple lors d'une assemblée. Le conseil recommande la ou les candidatures au conseil de la ville (article 31).

À la suite de la fin de mandat de la membre et vice-présidente Mme Marie-Christine Jeanty, le poste de la vice-présidence est vacant. Afin de combler ce poste, des élections ont été organisées à l'assemblée des membres du 4 novembre 2020. La majorité requise des membres présents ont élu M. Juste Rajaonson à titre de vice-président du CIM. La comptabilisation des votes a été faite par Mme Myriame Laforce, secrétaire-recherchiste, et Mme Mollie Dujardin, agissant à titre de scrutatrice. M. Juste Rajaonson est recommandé à titre vice-président. Sa désignation sera en vigueur jusqu'à la fin de son mandat à titre de membre le 17 décembre 2021.

À la suite des élections, la désignation suivante est recommandée :

Nom	Titre	Date de début de 1er mandat à ce titre	Date de fin de ce titre

Juste Rajaonson	Vice-président	23 janvier 2021	17 décembre 2021

JUSTIFICATION

Processus de sélection et de nomination des membres :
Afin de recruter les membres du CIM, un appel de candidatures et un processus de sélection ont été réalisés à l'automne 2018.

Lors de la campagne de recrutement, les actions suivantes ont été posées :

I. Un appel public de candidatures dans deux journaux montréalais, un envoi électronique auprès des organismes partenaires du CIM et une campagne sur les réseaux sociaux couvrant la période du 27 août au 14 octobre 2018 ont été réalisés;
II. La pré-sélection des candidates selon les critères stipulés dans le Règlement sur le Conseil interculturel de Montréal;
III. La constitution d'un jury de sélection composé d'élu.e.s – Mme Joséfina Blanco (Projet Montréal), remplacée par M. Younes Boukala (Projet Montréal) pour une séance et Mme Effie Giannou (Ensemble Montréal) – et d'un représentant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – M. Alain Lavoie, conseiller en développement communautaire à Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations. Mme Marie-Claude Haince secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal agissait comme coordonnatrice du processus. À l'automne 2019 un second jury de sélection a été composé d'élu.e.s – Mme Joséfina Blanco (Projet Montréal) et M. Josué Corvil (Ensemble Montréal) –, d'un représentant du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – M. Mehdi Lekehal, conseiller en planification, Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations – et de la gestionnaire du Service du greffe – Mme Marie-Eve Bonneau, cheffe de division, Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil. Mme Marie-Claude Haince secrétaire-recherchiste du Conseil interculturel de Montréal agissait comme secrétaire du processus;
IV. La production des recommandations du jury de sélection au CIM;
V. La production d'une recommandation par le CIM à la responsable de la diversité montréalaise en septembre 2020, Mme Cathy Wong.

Les candidat.e.s retenus répondent aux critères énoncés à l'article 5 du règlement 19-051 :
Pour devenir membre du Conseil interculturel de Montréal, chaque personne doit :

1 ° résider sur le territoire de la Ville de Montréal;
2 ° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience et de l'expertise en matière de relations interculturelles;
3 ° avoir une connaissance des enjeux municipaux;
4 ° avoir participé de façon active à un ou plusieurs secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;
5 ° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières;
6 ° ne pas être à l'emploi de la Ville de Montréal ou d'un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise;
7 ° ne pas avoir, directement ou indirectement, par elle-même ou par un associé, un contrat avec la Ville de Montréal ou avec un parti politique œuvrant en politique municipale montréalaise, sous réserve des exceptions prévues à l'article 116 de la Loi sur les cités et ville (RLRQ, chapitre C-19).

Ce sont donc 81 candidatures qui ont été reçues dans le cadre de cet appel. De ce nombre, 22 candidat(e)s ont été reçu(e)s en entrevue par un premier comité de sélection et six au cours du second. Une même grille d'entrevue a été utilisée lors des rencontres avec les candidat(e)s et une note a été attribuée à chacun(e). Au total, 21 candidat(e)es ont été inscrit(e)s sur une liste de réserve pour des besoins de comblement de postes éventuels et sept candidat(e)s n'ont pas été retenu(e)s.

Désignation de la vice-présidence :
M. Juste Rajaonson est membre du CIM depuis le 17 décembre 2018. Il a démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper le poste de vice-président et participent assidûment aux diverses activités du CIM. Sa désignation comme vice-président est donc recommandée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CIM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la production d'avis et la tenue d'activités traitant de la question des relations interculturelles, le Conseil vise à informer l'Administration municipale des principaux enjeux et à formuler diverses recommandations visant à favoriser un mieux vivre ensemble. La nominations de membres est donc essentielle au bon déroulement des activités et travaux du CIM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'élection s'est tenue lors d'une assemblée virtuelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué de presse sera émis et l'annonce sera également faite sur les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude HAINCE
Secrétaire-recherchiste

Tél : 438-993-8984
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-12

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-11-23

CÉCILE DESCHAMPS

OBJECTIF :

Poser ma candidature au Conseil Interculturel de Montréal

Sommaire des compétences

- ❖ Longue carrière en intervention sociale
- ❖ Connaissance approfondie du quartier Centre-Sud et citoyenne engagée
- ❖ Facilité de communication avec les communautés interculturelles particulièrement auprès des immigrants latino-américains
- ❖ Langues : français, anglais fonctionnel, espagnol

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Centre Jeunesse de la Montérégie 1980-2008

Agente de relations humaines
- ➢ Intervention auprès des adolescents issus de différentes communautés ethniques et des Premières Nations

Agente de probation
- ➢ Intervention spécialisée auprès des jeunes contrevenants

Centre des Services Sociaux Richelieu de Valleyfield 1966-1980

Technicienne en assistance sociale
- ➢ Intervention auprès de clientèles variées : personnes âgées, handicapées physiques et intellectuels, adolescents, enfants

Institut Doréa, Franklin 1965-1966

Éducatrice-enseignante
- ➢ Clientèle de jeunes déficients intellectuels

FORMATION

Université du Québec, UQAM, Montréal 1991
Maîtrise en Intervention Sociale (scolarité complétée)

Université du Québec, UQAM, Montréal 1982
Baccalauréat en Travail Social

Université de Montréal 1974
Certificat en animation de groupe

Cégep de Valleyfield, 1972
Cégep du Vieux Montréal
DEC Technique d'assistance sociale

IMPLICATION SOCIALE

Cric/Centre des Ressources en Interculturel, Montréal 2014 à ce jour
Projet Femmes Relais

- Formation sur différents volets de la société québécoise : système de santé, scolaire, organismes communautaires…
- Femmes parlant différentes langues et de différentes cultures voulant aider les personnes de leur communauté et de leur quartier

Membre du comité de coordination du Groupe d'intervention Ste-Marie 2014 à ce jour
Implication citoyenne

Membre du Conseil d'administration de Au Coup de Pouce 2008-2015
Organisme communautaire

Membre du comité de sélection des Studios Ville-Marie 2013
Organisme sans but lucratif dans le domaine du logement

Membre du Conseil d'administration du Centre Jean-Claude Malépart 2012
Centre communautaire de sports et de loisirs

Membre de l'association de résidents des Faubourgs de Montréal 2011
Association de résidents du quartier

Juste Rajaonson

Profil

- Professeur, développement durable et gestion (depuis 2020)
- Membre du Conseil Canadien des normes en Gouvernance des organisations (depuis 2020)
- Ancien membre du Groupe de travail des sous-ministres fédéraux en innovation dans la fonction publique
- Ancien évaluateur/auditeur de politiques et de programmes gouvernementaux
- Champs d'expertise : développement durable, évaluation de programmes publics, études urbaines
- 15 ans d'expérience ayant mené au succès de politiques, de programmes et de projets urbains et régionaux de développement (Bureau du Conseil privé, Développement économique Canada, Vérificateur général du Québec, CIRANO[1], ENAP[2], INRS-UCS[3], Université Ryerson)

Expérience récente (cinq dernières années)

- Depuis 2020 : École des sciences de la gestion – Université du Québec à Montréal
  Professeur, développement durable et gestion

- 2019-2020 : Bureau du Conseil privé – Gouvernement du Canada
  Conseiller, Groupe de travail des sous-ministres sur l'innovation dans la fonction publique

  - Planification et réalisation de projets interministériels d'innovation dans la fonction publique

- 2016-2020 : Développement économique Canada pour les régions du Québec
  Évaluateur/auditeur des politiques et des programmes d'intervention fédéraux

  - Coordination de l'examen annuel de la gestion des programmes de subventions
  - Planification, réalisation et supervision de travaux d'évaluation de programmes de 200M$ et plus
  - Évaluation des risques ministériels

- 2015-2020 : Université de Montréal
  Chargé de cours

  - Gouvernance métropolitaine, économie urbaine et régionale, géographie économique

Services à la collectivité

- Conseil Canadien des normes depuis 2020
  Membre du comité d'élaboration des normes en gouvernance des organisations (ISO/TC 309)

- Groupe de recommandations et d'actions pour un meilleure environnement depuis 2020
  Vice-président

- Conseil interculturel de Montréal, Ville de Montréal depuis 2019
  Membre du comité Avis et recherche

[1] Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations
[2] École nationale d'administration publique
[3] Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation culture et société

Certification et formation

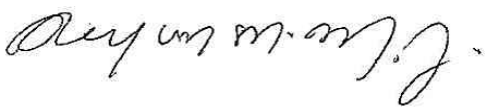
- *Management Essentials & Sustainable Business Management* 2020
  Harvard Business School Online

- Doctorat (PhD) en études urbaines 2017
  Institut national de la recherche scientifique / Université du Québec à Montréal

- Maitrise (MSc) en études urbaines 2011
  Institut national de la recherche scientifique / Université du Québec à Montréal

- Baccalauréat (BSc) en géographie environnementale 2005
  Université de Montréal

Mise à jour le 16 octobre 2020



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.006

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1207721005

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination d'Évelyne Jean-Bouchard à titre de membre du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de trois ans se terminant en décembre 2023.

Il est recommandé :

- de nommer Évelyne Jean-Bouchard à titre de membre du Conseil des Montréalaises, pour un premier mandat de trois ans se terminant en décembre 2023, en remplacement de Mélissa Gaboury dont le poste de membre est vacant.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-11-23 14:02

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207721005**

Unité administrative responsable :	Conseil des Montréalaises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 g) soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination d'Évelyne Jean-Bouchard à titre de membre du Conseil des Montréalaises pour un premier mandat de trois ans se terminant en décembre 2023.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement du Conseil des Montréalaises (CM), notamment le nombre de membres constituant le Conseil et leurs qualifications. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres, dont une personne siégeant à la présidence et deux personnes siégeant à la vice-présidence (article 3). Lorsqu'il y a des départs ou des fins de mandat, les postes devenus vacants doivent être comblés dans les 6 mois.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 - **17 septembre 2019** - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.
CM19 0944 - 20 août 2019 - Approuver la nomination de Mélissa Gaboury à titre de membre pour un premier mandat de trois ans se terminant en août 2022.
CM04 0410 - 18 mai 2004 - Adoption du Règlement sur le Conseil des Montréalaises.

DESCRIPTION

Selon l'article 10.4 du règlement (19-051), un poste de membre devient vacant si la personne qui l'occupe fait défaut d'assister sans raison valable à trois assemblées régulières consécutives, sous réserve de l'article 12.
Étant donné que Mélissa Gaboury s'est absentée sans motif valable à plus de trois assemblées consécutives lors de l'année 2020, son poste est vacant.

Pour combler ce poste vacant, la nominations d'Évelyne Jean-Bouchard est recommandée:

Nom	Date de début du 1er mandat	Date de fin du 1er mandat	En remplacement de

Évelyne Jean-Bouchard	Décembre 2020	Décembre 2023	Mélissa Gaboury

JUSTIFICATION

Processus de sélection des nouvelles membres:
Afin de recruter les membres du CM, un appel de candidatures et un processus de sélection ont été réalisés durant l'automne 2018.

Lors de la campagne de recrutement, les actions suivantes ont été posées :

1. Un appel public de candidatures dans deux journaux montréalais, un envoi électronique dans plus de 230 organismes en condition féminine et une campagne dans les réseaux sociaux couvrant la période du 27 août au 14 octobre 2018 ont été réalisés.
2. La pré-sélection des candidates selon les critères stipulés dans le *Règlement sur le Conseil des Montréalaises.*
3. La constitution d'un jury de sélection composé de mesdames Fanny Magini (Projet Montréal), Karine Boivin-Roy (Ensemble Montréal), toutes élues municipales. Mme Nadia Bastien, chef de division à la Direction de la diversité sociale et des sports, Mme Charlotte Thibault, ancienne présidente du Conseil des Montréalaises ont agi à titre de personnes ressources et Mme Kenza Bennis, secrétaire-recherchiste du Conseil des Montréalaises, a agi à titre de coordonnatrice du processus.
4. La production des recommandations du jury de sélection au CM.
5. La production d'une recommandation par le CM à la responsable de la condition féminine au comité exécutif, Mme Rosannie Filato et à la conseillère associée à la condition féminine, Mme Suzie Miron.

La sélection des membres a été faite de telle sorte à respecter le *Règlement sur le Conseil des Montréalaises* :
« Pour devenir membre du Conseil, toute personne doit :

1. manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de condition féminine;
2. avoir une connaissance des enjeux municipaux;
3. avoir participé de façon active à un ou plusieurs des secteurs suivants de la vie montréalaise : économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;
4. faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières;
5. résider dans l'un des 19 arrondissements de la Ville de Montréal ».

Des 94 Montréalaises intéressées, 20 candidates ont été convoquées en entrevue, 19 ont été vues en entrevue et 14 ont été retenues. Une liste de ces candidates (liste de réserve) a été constituée pour combler les futurs postes vacants.
La liste des candidates retenues a été constituée en tenant compte de l'excellence de la contribution des candidates dans le domaine du statut de la femme et de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la volonté de refléter la diversité de Montréal selon les paramètres suivants : groupe d'âge, origine ethnique, lieu de résidence, champ d'activités. Vingt candidates ont réussi le processus de sélection selon une grille d'entrevue et de pointage. Le choix des candidates se fait en priorisant celles qui ont obtenu les notes les

plus élevées, tout en tenant compte de la complémentarité des expertises et du lieu de résidence. Il est à noter que les Montréalaises ayant soumis leur candidature lors de cette campagne de recrutement résident principalement dans les quartiers centraux.

Évelyne Jean-Bouchard a été sélectionnée parmi les personnes inscrites dans la liste de réserve des candidatures. Ce choix tente d'assurer une représentativité de la diversité géographique, linguistique, ethno-culturelle, intergénérationnelle, sociale et professionnelle. En effet, au Conseil des Montréalaises, siègent actuellement 14 femmes provenant des 8 arrondissements suivants:

- Le Sud-Ouest (1);
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (1)
- Rosemont-La Petite-Patrie (3);
- Verdun (2).
- Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (1)
- Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (2)
- Lachine (1)
- Plateau-Mont-Royal (3)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant alloué pour le fonctionnement du CM est assuré à 100 % par la Ville de Montréal qui alloue des ressources permanentes pour son fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nomination de membres au CM s'inscrit dans la promotion de la participation citoyenne aux affaires de la cité. L'existence même tout comme les dossiers et les avis produits par le CM touchent à de nombreux critères et principes du plan de développement durable de la Ville de Montréal comme l'équité entre les genres, la promotion des transports collectifs et l'amélioration des conditions de vie, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal respecte son engagement de travailler à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes et réalise des actions en conséquence. L'étape de nomination des membres du CM, dans un souci d'équité et de représentation de la population féminine montréalaise, montre sa volonté de bâtir une société égalitaire mais aussi inclusive et solidaire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La nomination de la nouvelles membre sera annoncée par communiqué de presse après la séance du conseil municipal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kenza BENNIS
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-9074
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-23

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-0077
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-11-23

Évelyne Jean-Bouchard

Résumé

Ph.D. en droit de l'Université d'Ottawa. Boursière CRSH/Vanier, du FQRSC et du CRDI, Bourse Alice Wilson (SRC), Médaille du Barreau de Paris. 6 ans d'expérience professionnelle en gestion de projet, conseils et recherches en droits de la personne. Expérience sur le terrain en Afrique francophone, en Haïti et dans les milieux autochtones du Québec. 2 ans d'expérience en enseignement en théories des sciences sociales, sur la méthodologie de la recherche et sur les droits de la personne.

* congé de maternité de janvier 2014 à décembre 2015 (enfant avec besoins particuliers)

Scolarité

2018-2020 Chercheure postdoctorale, *CRDP - Université de Montréal*

Projet: « *Les femmes et la gouvernance autochtone au Québec: revendiquer et satisfaire des droits dans un contexte de pluralisme juridique* »

Directeurs de recherche : Pierre Noreau, professeur titulaire, Faculté de droit
Karine Gentelet, professeure adjointe, UQO

En partenariat avec l'Association des Femmes Autochtones du Québec inc.

2009-2017 Ph.D. en droit, *Université d'Ottawa*

Thèse : « *Le rapport des Congolaises au droit et à leurs droits : participer aux processus de changements normatifs à l'est de la RDC* »

Directrice de recherche : Lucie Lamarche, professeure titulaire, Faculté de droit

Comité: Pacifique Manirakiza, professeur agrégé, Faculté de droit
Murielle Paradelle, professeure agrégée Faculté de droit
Ghislain Otis, professeur titulaire, Faculté de droit
Étienne Le Roy, Professeur émérite, Université Sorbonne - Paris 1

2006-2008 LL.M. en droit international, *Université du Québec à Montréal*

Mémoire : « *Les États déstructurés : une application contemporaine du pluralisme juridique ?*

Le cas haïtien»

Directeur de recherche : Bernard Duhaime, professeur titulaire, sciences juridiques

2003-2006 B.A. en relations internationales et droit international, *Université du Québec à Montréal*

Bourses

Bourse postdoctorale Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (2018-2020) – 81 000$

Bourse d'études supérieures Vanier / Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (2011-2014) - 150 000$

Bourse de recherche du Centre de recherche en développement international du Canada (CRDI) (2011-2012) - 20 000$

Bourse Nicole Senécal en droit international (2012) – 10 000$

Bourse d'excellence de l'Université d'Ottawa (2010 -2013) - 22 500 $

Bourse de doctorat du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (2010-2013) - 60 000 $ (déclinée)

Bourse d'admission de l'Université d'Ottawa (2009 - 2013) - 70 900 $ (déclinée)

Bourse d'excellence de l'UQAM pour les cycles supérieurs (2008) – 5 000 $

Bourse de l'AUF pour la réalisation d'un stage pratique (2006) – 3 000 $

Prix et Distinctions

Bourse Alice Wilson de la Société Royale du Canada (2018) – pour les femmes d'une compétence exceptionnelle en recherche au niveau postdoctoral

Médaille du Barreau de Paris pour le ou la meilleur(e) étudiant(e) aux programmes d'études supérieures en droit de l'Université d'Ottawa - thèse de doctorat (2016)

Prix Roderick A. MacDonald pour le meilleur essai étudiant de l'Association Canadienne Droit et Société (2016) - article : «Pour une approche féministe du pluralisme juridique: le *jeu des lois* revisité»

Expériences en enseignement

Cours enseignés à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa

DCC 2521/DRC 4729 : Théories du droit et des sciences sociales - Cours interdisciplinaire offert aux étudiants (40) au premier cycle en droit et en sciences sociales (automne 2012)

DCL 5501 : Méthodologie de la recherche interdisciplinaire - Enseignement du volet interdisciplinaire du cours de deuxième cycle (18) sur la méthodologie de la recherche dans le programme de la maîtrise en droit notarial (été 2010 et 2011)

DCC 2703 : Méthodologie des droits de la personne - enseignement du cours introductif sur le web pour les étudiants de la Faculté des sciences sociales (2009-2010)

Expériences professionnelles

Juillet à novembre 2011 et mai à septembre 2012

Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, Université d'Ottawa, chercheure

Recherches au Nord Kivu (RDC) auprès de groupes locaux de femmes, de magistrats, de chefs coutumiers et d'organisations de développement, en partenariat avec le centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI) et le collectif d'associations féminines pour le développement au Nord Kivu (CAFED)

Mars 2008 à août 2009 :

Association des Femmes Autochtones du Québec (FAQ), Kahnawake, analyste juridique et politique

Analyser les impacts de projets de loi et de politiques gouvernementales sur la situation des femmes autochtones, rédiger des mémoires sur des thèmes spécifiques à la situation des femmes autochtones, organiser des ateliers de formations sur la situation des femmes autochtones et leurs droits, définir des options pour des prises de position stratégiques, soutien à la défense des positions de l'Association auprès des médias, des instances gouvernementales et internationales.

Septembre 2006 à janvier 2008 :

Clinique internationale de défense des droits humains de l'Université du Québec à Montréal (CIDDHU), Montréal, coordonnatrice

Coordonner le déroulement général des activités de la clinique : coordination d'équipes d'étudiants, recherches, gestion et élaboration de projets, budget et financement, assistance dans les dossiers de défense des droits humains auprès des instances internationales, développement de partenariats avec des organisations non gouvernementales dans les Amériques, en Afrique et en Asie.

Avril à août 2007 :

Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI), Haïti, coopérante volontaire

Offrir une assistance technique dans le cadre du projet sur l'appui à la promotion de la paix et de la citoyenneté dans le Nord-Est (APC-NE). Appui à la formation en gestion des conflits. Appui à la tenue d'ateliers sur la prévention de la criminalité. Réalisation d'une étude de cas sur les clubs d'écoute mis sur pied dans la région. Appui à la rédaction d'un concept de projet en matière de sécurité communautaire. Réalisation d'une étude de cas dans un bidonville de Port-au-Prince, Cité l'Éternel.

Juillet à septembre 2006 :

Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), Sénégal, conseillère en droits des femmes, coopérante volontaire

Répertorier les organisations œuvrant pour les droits humains au Sénégal, identification des obligations prises par le Sénégal au niveau international et identification des éléments de plaidoyer en matière de droit des femmes, développement de partenariats.

Février à juin 2006 :

Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI), coopérante volontaire, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry

Appuyer l'équipe du projet sous-régional pour la réduction d'armes légères et de petit calibre (PSR- ALPC) au niveau de la systématisation des approches et des leçons apprises. Rédaction d'un document sur la systématisation des expériences des partenaires (ONG nationales, communautés locales, autorités militaires). Capitalisation des approches et des méthodologies développées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. Rédaction d'une étude comparative des législations relatives aux ALPC dans les différents pays concernés et identification des éléments de plaidoyer. Appui à l'organisation du bilan de programmation annuel.

Mai à septembre 2005 :

Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI), Montréal, unité droits, paix et démocratie, adjointe à la recherche

Synthèse et analyse des enjeux liés à la sécurité dans le cadre des interventions du CECI, soutien dans l'élaboration d'un manuel de formation sur l'approche de

développement fondée sur les droits humains, appui à la réalisation d'un manuel de formation sur la résolution de conflit.

Décembre 2004 à juillet 2005 :

Revue québécoise de droit international (RQDI), Montréal, rédactrice à l'administration
Responsable de la publicité, représentation dans les conférences et les colloques, recherche de commanditaires.

Juillet à décembre 2004 :

Revue québécoise de droit international (RQDI), Montréal, éditrice aux recensions
Commande d'ouvrages récents publiés dans le domaine du droit international, recherche d'étudiants pour la rédaction des recensions, révision des recension

Mai à août 2004 :

Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI), Montréal, unité droits, paix et démocratie et direction régionale Afrique, stagiaire
Réalisation d'une banque de données de références relatives à l'approche de développement fondée sur les droits humains, réalisation de dossiers synthèse sur la stratégie de développement de neuf pays africains francophones.

Autres expériences pertinentes

2009-2011 : Présidente, Association des étudiant(e)s aux études supérieures en droit, Université d'Ottawa

2000 : Travaux communautaires à Cuba

1998 : Immersion linguistique au Costa Rica

1985-1992 : Séjours au Mali et en République Démocratique du Congo

Langues parlées et écrites : français (langue maternelle), anglais (avancé), espagnol (intermédiaire).

Publications

Monographie

Évelyne Jean-Bouchard, *Les actrices (in)visibles: expériences de juridicité à l'est de la RDC*, Paris, Karthala (accepté, sous la supervision d'Étienne Le Roy)

Articles

Évelyne Jean-Bouchard. "From Global to Local: SDG#16, Access to Justice and Women's Rights in North Kivu (DRC)." Centre for International Governance Innovation Policy Brief. (Accepté pour publication.)

Évelyne Jean-Bouchard (2018) « Les droits des femmes et les processus de changements normatifs à l'est de la RDC » *Revue canadienne d'études du développement* (invitation- numéro spécial, soumis)

Évelyne Jean-Bouchard (2017) « Sexual Violence Issues in Eastern Congo: Processes of Local and Global Co-Constitution» 51(2) *Revue Canadienne des Études Africaines* 257-273 (http://www.tandfonline.com/eprint/4hhgz3cdpA5AFNMaUe5C/full)

Évelyne Jean-Bouchard (2015) « La violence envers les femmes à l'est de la République Démocratique du Congo: briser le mythe d'un droit omnipotent » 34(1) *Revue Droits et Libertés* 25-32.

Évelyne Jean-Bouchard (2015) « Rule of Law Reforms and Institutional Change Processes in Eastern Congo: Neo-Institutional Economics vs *Multijuralism*», *Global Jurist* 15(1), 61-79 (http://www.degruyter.com/view/j/gj.2015.15.issue-1/gj-2014-0013/gj-2014-0013.xml)

Évelyne Jean-Bouchard (2014) « The (In)Visible Subject: Women's Normative Strategies in Eastern Congo » *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law* 46(3), 357-373 (http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/07329113.2014.986947),

Évelyne Jean-Bouchard, (2014) « Une histoire de droits: jeu d'acteurs et pluralisme juridique en République Démocratique du Congo» *Revue Générale de Droit* 44 (1), 193-216.

Joanne Ottereyes, Évelyne Jean-Bouchard et al. (2008) « Les femmes autochtones au Québec » *Les Cahiers de la femme* 26, 59-69.

Bernard Duhaime, "Protecting Human Rights in the Americas: recent achievements and challenges for the future," dans Lynne Boulder, *Governing the Americas: Regional Institutions at the Crossroads*, Rienner Publishers, 2007. (research collaborator)

Conférences

Sexual Violence Issues in Eastern Congo: Processes of Local and Global Co-Constitution, Conférence annuelle de l'Association des Études Africaines, Chicago, 16 au 17 novembre 2017 (prsentation et animation du panel *Women and Conflict-Induced Violence*)

Les actrices (in)visibles: expériences de juridicité à l'est de la RDC, Conférence annuelle de l'Association Canadienne des Études Africaines, Université Ryerson, Toronto, 31 mai au 2 juin 2017 (présentation, seule auteure)

Sexual Violence Issues in Eastern Congo: Processes of Local and Global Co-Constitution. Human Rights in Time of Ambiguity, Fordham University, New-York, 13 au 15 juin 2016 (présentation, seule auteure)

Rule of Law Reforms and Institutional Change Processes in Eastern Congo: Neo-Institutional Economics vs Multijuridisme, Conférence Droit et Limites, Université Sciences Po Paris, France, 19 et 20 mai 2014 (présentation, seule auteure)

The reconstruction of normative spaces during a postconflict period: women's experiences in Congo (DRC), International Studies Association, Feminist Security Studies, University of San Francisco, USA, 3 au 6 avril 2013 (présentation seule, seule auteure)

Women relationship to law in Congo (DRC): the consequence of multiple normative processes in a failed State context, Australian and New Zealand Law and History Society Conference: Giving law, receiving law, University of Technology, Sydney, Australie, 10 au 14 décembre 2012 (présentation seule, seule auteure)

Le rapport des Congolaises au droit et à leurs droits: participer à la reconstruction des espaces normatifs en période post-conflit, Conférence de la Chaire Shirley E. Greenberg pour les femmes et la profession juridique, Université d'Ottawa, 7 mars 2012 (présentation seule, seule auteure)

Étudier l'expérience des femmes congolaises: quelques réflexions méthodologiques, Séminaire des doctorants, Université d'Ottawa, 15 février 2012 (présentation seule, seule auteure)

*Protecting Women's Rights in the Context of State Failure: The Congolese Case***,** Jubilee Congress of the Commission on Legal Pluralism, University of Cape Town, Afrique du Sud, 8-10 septembre 2011 (présentation, seule auteure)

La protection des droits des femmes dans le contexte de l'échec étatique : quelques réflexions théoriques et méthodologiques, Congrès de l'Association canadienne de Droit et Société, Université du Nouveau Brunswick et Université Saint-Thomas, Fredericton, 29-31 mai 2011 (présentation, seule auteure)

Le droit, l'espace et le lieu, Conférences des étudiants aux études supérieures, Faculté de droit, Université d'Ottawa, 19-20 mai 2011 (organisatrice)

La protection des droits des femmes dans le contexte de l'échec étatique : quelques réflexions théoriques et méthodologiques, Conférence des étudiants diplômés, Centre d'études en politiques internationales, Ottawa, Université d'Ottawa, mars 2011 (présentation, seule auteure)

CONSEIL DES MONTRÉALAISES – TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES

NOM	Arrondissement	1er mandat Membre	2e mandat Membre	1er mandat Pr / VP	2e mandat Pr / VP
Marie-Ève Rancourt	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	**Août 2016-Août 2019** GDD 1164233002 CM16 0901 du 22 août 2016	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019		
Mélissa Côté-Douyon Vice-présidente	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Sept.2017 – sept.2020** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	**Janv.2020 - Janv.2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019	
Anarudha Dugal Vice-présidente puis présidente	Sud-Ouest	**Sept.2017 – sept.2020** GDD 1174233005 CM17 1175 du 25 sept. 2017	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	**Vice-présidente** **Fév 2020 -Fév 2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019 **Présidente** **Sept 2020-sept 2022** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	
Josiane Maheu	Verdun	**Janv 2015-Janv 2018** GDD 1144233006 CM14 1224 du 15 déc 2014	**Jan.2018 – Jan.2021** GDD 1177721001 CM18 0109 du 22 janv 2018	**Jan.2018 – Jan.2020** GDD 1177721001 CM18 0109 du 22 janv 2018	
Zina Laadj	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	**1 jan.2016- 31 Déc 2018** GDD 1154233006 CM15 1464 du 14 déc 2015	**1er jan.2019- 31 Déc 2021** GDD 1187721003 CM18 1488 du 17 déc. 2018		
Dominique Daigneault	Rosemont-La-Petite-Patrie	**1er jan.2019- 31 Déc 2021** GDD 1187721003 CM18 1488 du 17 déc. 2018			
Sylvie Cajelait	Lachine	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019		**Sept 2020-sept 2022** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020	

Andrée Fortin	Verdun	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Mélissa Gaboury	Le Plateau Mont-Royal	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Selma Tannouche-Bennani	Rosemont-La-Petite-Patrie	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Stéphanie Viola-Plante	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Août 2019-août 2022** GDD 1197721002 CM19 0944 du 20 août 2019			
Darly Joseph	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	**Déc 2019- Déc 2022** GDD 1197721006 CM19 1356 du 16 déc 2019			
Mélissa Garrido	Plateau Mont-Royal	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020			
Alexe-Lépine-Dubois	Plateau Mont-Royal	**Sept 2020-sept 2023** GDD 1207721002 CM20 0947 du 21 sept 2020			

Il y a un poste vacant : celui d'André-Yanne Parent, qui a démissionné le 17 septembre 2020

CE : 30.007

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1200348011

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter une somme de 90 000 $ en provenance de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets d'Espace pour la vie. Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent à ce revenu additionnel.

Il est recommandé:

1. D'accepter une somme de 90 000 $ de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets du service de l'Espace pour la vie.
2. D'autoriser un budget additionnel de revenus-dépenses de 90 000 $, couvert par la contribution de la Fondation Espace pour la vie.
3. D'imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-30 09:16

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200348011**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accepter une somme de 90 000 $ en provenance de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets d'Espace pour la vie. Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent à ce revenu additionnel.

CONTENU

CONTEXTE

La mission de la Fondation Espace pour la vie est de contribuer financièrement au développement d'Espace pour la vie et aux missions culturelles, sociales, éducatives et scientifiques de ses institutions, afin de les faire rayonner sur les plans local, national et international.
Dans cette perspective, elle participe au financement de différents projets du service de l'Espace pour la vie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1826 (27 novembre 2019) - Accepter une somme de 80 000 $ de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets du service de l'Espace pour la vie.
CE19 1099 (3 juillet 2019) - d'accepter une somme de 445 040 $ de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets du Service de l'Espace pour la vie.

CE18 2073 (12 décembre 2018) - accepter une somme de 40 887 $ de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets du Service de l'Espace pour la vie.

DESCRIPTION

Divers projets sont financés en tout ou en partie par cette contribution de la Fondation Espace pour la vie :
Jardin nourricier - remise des récoltes du Jardin botanique à la communauté (13 000 $ à l'horticulture et 7 000 $ à la restauration)

Chaque année, le Jardin botanique de Montréal remet ses surplus de récoltes à des cuisines collectives. Par exemple, en 2020, considérant l'impact économique de la pandémie sur les familles montréalaises les plus démunies, l'équipe d'horticulture du Jardin botanique a décidé d'augmenter les surfaces habituellement dédiées à la culture de légumes. Près de 800 caisses de légumes ont été ainsi distribuées. Des aliments préparées par le restaurant du Jardin botanique ont également été remis.

Mission monarque (10 000 $)

Mission monarque est un projet de recherche initié par l'Insectarium visant la sauvegarde du monarque grâce à la participation citoyenne. En documentant leurs observations, les citoyens aident les scientifiques à mieux comprendre l'habitat de reproduction du papillon, au Canada.

La mise en oeuvre du projet Tisser des liens avec la terre et les peuples (30 000 $ au Jardin botanique et 20 000 $ à l'Insectarium):

Dans l'esprit de collaboration qui a permis au Jardin des Premières-Nations de voir le jour au Jardin botanique, et considérant l'importance des connaissances autochtones quant à la relation entre l'humain et la nature, Espace pour la vie souhaite accroître l'impact de ce jardin et, davantage encore, faire rayonner la culture, le savoir et l'art de ces peuples, tout en leur offrant un lieu et des activités où ils pourront se retrouver et exprimer leur culture, dans une perspective de guérison et de réconciliation.

Le projet comporte plusieurs axes, mis en œuvre de différentes manières :

- Un lieu de guérison (tente de sudation en collaboration avec le Foyer des femmes autochtones, interventions de Sedalia Fazio, aînée, guide spirituelle et femme-médecine de la nation Mohawk, etc.)
- Un lieu de savoir-faire (formations in-situ pour faire valoir les créations ingénieuses qui ont permis aux Autochtones de maîtriser leur environnement, animation sur l'agriculture, particulièrement les trois-sœurs et sur les modes de vie (canots d'écorce, paniers, porte-bébés, vêtements, outils de chasse et de pêche, ustensiles de cuisine, etc.)
- Un lieu de recherche pour la santé autochtone (travaux d'Alain Cuerrier, ethnobotaniste au Jardin botanique qui travaille avec les Cris du Nord du Canada pour préserver le savoir lié à plus de 400 plantes médicinales dans la pharmacopée des autochtones du Québec et sur les plantes antidiabétiques).
- Un lieu qui favorise les échanges et la création pour les jeunes Autochtones (développement d'un programme en collaboration et pour les jeunes Autochtones).
- Les Sentinelles du Nunavik (programme de recherche participative de l'Insectarium, qui vise à produire un guide d'identification des insectes et papillons du Nunavik).
- Un lieu qui valorise l'art autochtone (création d'oeuvre éphémères, programme de mise en valeur de l'art autochtone dans les boutiques d'Espace pour la vie).
- Un lieu pour faire rayonner la culture autochtone (événements présentés au Jardin des Premières-Nations tels la fête ancestrale de la Sagabone, le Makusham et le Solstice des Nations – Journée nationale des peuples autochtones)

Cette contribution est le deuxième versement d'un don de 300 000 $ de Rio Tinto, sur trois ans.

Camps de jour d'Espace pour la vie (5 000 $)

Les camps de jour d'Espace pour la vie sont prisés des jeunes de 7 à 14 ans. Ils permettent aux jeunes amoureux de la nature de profiter d'une foule d'activités éducatives reliées aux sciences naturelles telles que la botanique, l'entomologie, l'ornithologie, la géologie, la biologie, l'écologie et l'astronomie. Des excursions, des activités sportives, des jeux et des sorties complètent ce programme aussi amusant qu'instructif. Par l'intermédiaire de la Bourse Jérôme-Curadeau, un fonds dédié, la Fondation permet chaque année à plusieurs enfants ayant des besoins particuliers ou venant de milieux défavorisés de participer aux camps de jour d'Espace pour la vie.

Visite virtuelle des musées d'Espace pour la vie pour les aînés (5 000 $)

Les musées d'Espace pour la vie sont des lieux de ressourcement, de loisir, de socialisation et de stimulation pour les aînés. En cette période de pandémie, alors que les musées sont fermés, Espace pour la vie va produire une visite virtuelle sous la forme d'un film d'environ 10-15 minutes, qui sera spécialement conçu pour les ainés, avec une trame narrative adaptée à leurs intérêts, un environnement sonore évocateur pour eux et un contenu pertinent. Cette visite leur sera offerte gratuitement via le web afin de contribuer à réduire leur isolement.

JUSTIFICATION

Les contributions de la Fondation Espace pour la vie permettent de bonifier les efforts de la Ville de Montréal quant au développement et au renouvellement des activités et événements d'Espace pour la vie, plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel de dépenses de fonctionnement de 90 000 $, couvert par la contribution de la Fondation Espace pour la vie, est requis. Cette dépense sera assumée par la ville centrale.
Ce montant additionnel provenant de la contribution de la Fondation Espace pour la vie couvrira différentes dépenses de fonctionnement pour les projets mentionnés ci-haut.

Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville, compte tenu des budgets additionnels équivalents de revenus et de dépenses. Ce montant devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service de l'Espace pour la vie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Grâce à cette contribution, les activités peuvent être réalisées à leur plein potentiel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Géraldine JACQUART
Conseillère en planification

Tél : 514 872-1442
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-26

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)

Tél : 514 872-9033
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice du Service Espace pour la vie (par interim)
Tél : 514 872-9033
Approuvé le : 2020-11-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200348011

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Accepter une somme de 90 000 $ en provenance de la Fondation Espace pour la vie pour la réalisation de différents projets d'Espace pour la vie. Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent à ce revenu additionnel.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1200348011.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-30

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1206335006

Unité administrative responsable :	Service des finances , Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Reconduire, à compter du 2 novembre 2020, le mandat de M. Yves Courchesne au Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) jusqu'à son remplacement

Il est recommandé :

- de reconduire, à compter du 2 novembre 2020, le mandat de M. Yves Courchesne au Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) jusqu'à son remplacement.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-12-04 14:01

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206335006**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Dépenses communes , Bureau des régimes de retraites
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Reconduire, à compter du 2 novembre 2020, le mandat de M. Yves Courchesne au Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) jusqu'à son remplacement

CONTENU

CONTEXTE

Ce dossier vise à reconduire le mandat d'un membre au sein du Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1791, séance 11 novembre 2020, remplacement de M. Sterling Downey par Mme Valérie Patreau au Conseil d'administration de l'ABRPPVM (1206335005)
CE20 1112, séance du 5 août 2020, remplacement de M. Jacques Marleau par M. Richard Audet au Conseil d'administration et au Comité des placements de l'ABRPPVM (1206335004)
CE20 0438, séance du 1er avril 2020, remplacement de Mme Lisa Christensen par M. Sterling Downey au Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) (1206335002)
CE18 1504, séance du 5 septembre 2018, remplacement de M. Peter McQueen par Mme Manon Barbe au Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) (1183720004)
CE18 0124, séance du 17 janvier 2018, nomination de membres du Conseil de l'ABRPPVM (1173720001)
CE16 1722, séance du 2 novembre 2016, nommer Yves Courchesne au conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal et M. Alan DeSousa au Comité des placements de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) (1163720003)
CE16 0222, séance du 10 février 2016, nommer Mme Sylvie Monette au conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) (1163720001)
CE14 0250, séance du 19 février 2014, nommer Alan DeSousa au conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM) et nommer M. Edward Janiszewski au comité des placements de l'ABRPPVM (1143720001)
CE13 0128, séance du 6 février 2013, nommer Pierre Mainville au conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de

Montréal (ABRPPVM) (1132904003)
CE10 0157 - 10 février 2010 - reconduire ou nommer, à compter du 10 février 2010, les personnes recommandées aux différentes commissions de régimes de retraite, au conseil d'administration de l'ABRPPVM ou au comité des placements. (1103720001)
CE09 0670 - séance du 29 avril 2009, reconduire M. Jacques Marleau au Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal et à son Comité des placements, à compter du 9 mars 2009, jusqu'à son remplacement (1093720002)
CE06 0683 - séance du 10 mai 2006 - nomination de membres du Conseil de l'ABRPPVM et du comité des placements désigné par le comité exécutif (1061629001)

DESCRIPTION

Conseil d'administration de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal (ABRPPVM)

- Reconduire le mandat de M. Yves Courchesne à compter du 2 novembre 2020, et ce, jusqu'à son remplacement.

JUSTIFICATION

Le mandat de M. Courchesne est venu à échéance le 1er novembre 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

ne s'applique pas

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Paul SIMARD
Conseiller - Caisses de retraite

Tél : 514 872-6520
Télécop. : 514 872-1855

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-12-02

Gabriel MORIN
Directeur du Bureau des régimes de retraite de Montréal

Tél : 514 872-8378
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gabriel MORIN
Directeur du Bureau des régimes de retraite de Montréal
Tél : 514 872-8378
Approuvé le : 2020-12-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-12-02

CE : 30.010

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.011

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1206705002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du paragraphe 7° de l'article 41 du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009), pour autoriser l'entrée en vigueur de la section III - Réparation des équipements à partir du 1er janvier 2021.

Il est recommandé d'édicter, en vertu du paragraphe 7° de l'article 41 du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009), l'ordonnance ayant pour objet d'autoriser l'entrée en vigueur de la section III - Réparation des équipements à partir du 1er janvier 2021.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-27 16:28

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206705002**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du paragraphe 7° de l'article 41 du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009), pour autoriser l'entrée en vigueur de la section III - Réparation des équipements à partir du 1er janvier 2021.

CONTENU

CONTEXTE

Dans la foulée de l'entente « Réflexe Montréal » sur le statut de métropole, la Ville de Montréal a obtenu de la Société d'habitation du Québec (SHQ), en 2018, le transfert de pouvoirs et de budgets relatifs à trois programmes d'habitation, ce qui lui confère la capacité de revoir ces programmes selon les priorités et besoins montréalais. Le Programme d'adaptation de domicile est l'un de ces trois programmes.
Suite à l'adoption du *Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile* (20-009) en mars 2020, le programme PAD Montréal est entré en vigueur en mai 2020 à l'exception de la Section III - Réparation des équipements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0309 - 23 mars 2020. Adoption du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (1206705001)

DESCRIPTION

Le programme d'adaptation de domicile de Montréal (PAD Montréal) s'adresse aux personnes en situation de handicap résidant sur le territoire de la ville de Montréal qui ont besoin de réaliser des travaux d'adaptation pour pouvoir accéder à leur domicile, y circuler et y mener leurs activités de la vie courante.
Il comprend trois volets: l'adaptation proprement dite, le remplacement des équipements et la réparation des équipements.

Les volets adaptation et remplacement sont entrés en vigueur en mai 2020. En vertu de l'article 41.7, le règlement prévoit que la date d'entrée en vigueur de la section III sera

déterminée par ordonnance du comité exécutif. Le présent sommaire propose à cet effet un projet d'ordonnance.

JUSTIFICATION

À titre de mandataire de la Société d'habitation du Québec (SHQ), la Ville de Montréal détient de longue date une expertise en matière de gestion du programme destiné à l'adaptation des logements occupés par des personnes en situation de handicap, à l'exception du volet Réparation qui était géré par la SHQ sur tout le territoire de la province du Québec.
Avec le transfert des pouvoirs et des budgets liés au PAD, la Ville doit aussi administrer le volet Réparation qui consiste à octroyer une subvention pour la réparation d'un équipement ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre de la section II du règlement 20-009 ou du programme d'adaptation de domicile de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

Alors que la subvention pour l'adaptation est versée au propriétaire du logement dans lequel les travaux ont lieu, la subvention pour la réparation est versée directement à l'entreprise qui effectue la réparation, ce qui requiert une procédure particulière, notamment l'implantation d'un numéro d'appel unique.

La Ville de Montréal a donc décidé de repousser la mise en oeuvre de ce volet dans une deuxième étape, permettant ainsi aux employés de la Division des programmes du Service de l'habitation d'assurer un transfert adéquat. Pour l'année 2020, la SHQ a continué de traiter les demandes de réparation pour la Ville de Montréal. Il n'y a donc pas eu de rupture de service. Toutefois, il est prévu que la Ville assume cette responsabilité à compter du 1er janvier 2021.

Rappelons que l'adaptation des logements par les subventions du PAD Montréal s'inscrit dans les orientations municipales en faveur de l'accessibilité universelle (Plan d'action 2019-2020 en accessibilité universelle).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses reliées au PAD Montréal, incluant l'adaptation, la réparation et le remplacement des équipements, sont admissibles au budget transféré par la SHQ à la Ville dans le cadre de l'entente Métropole pour le volet Adaptation de domicile. Ce budget est suffisant pour absorber les dépenses liées au volet réparation qui s'élèvent environ à 350 000 $ par année.
Ce budget relève d'une compétence locale en matière d'habitation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le PAD Montréal répond aux défis de l'inclusion et de la lutte contre les inégalités énoncés dans le Plan Montréal durable 2016-2020. Il s'inscrit notamment dans l'action 12 visant à rendre les bâtiments accessibles universellement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entrée en vigueur du volet réparation du PAD Montréal est essentielle afin de s'assurer qu'il n'y aura pas de rupture de services puisque la SHQ n'assumera plus ce volet à partir du 31 décembre 2020. Or il s'agit d'un aspect important, bien que peu coûteux, du programme, car il permet de prolonger la durée de vie des adaptations de domicile.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L’impact de la crise sanitaire est minime car les demandes de réparation se font exclusivement par téléphone. Aucun employé de la Ville n’a à se déplacer pour vérifier le besoin de réparation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur de la Section III Volet Réparation des équipements le 1er janvier 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cécile POIRIER
Conseillère en développement - habitation

Tél : 514-872-8910
Télécop. : 517-872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-18

Martin ALAIN
Chef de division

Tél : 514 872-3488
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER

Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-11-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1206705002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu du paragraphe 7° de l'article 41 du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009), pour autoriser l'entrée en vigueur de la section III - Réparation des équipements à partir du 1er janvier 2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Ordonnance#1_PADMontreal_FINAL.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-27

Julie FORTIER
AvocatE
Tél : 514 872-6396
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION MUNICIPALE POUR L'ADAPTATION DE DOMICILE (20-009)

ORDONNANCE ÉTABLISSANT LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA SECTION III - RÉPARATION DES ÉQUIPEMENTS (NUMÉRO 1)

Vu le paragraphe 7° de l'article 41 du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009);

À la séance du 9 décembre 2020, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. La section III intitulée « Réparation des équipements » du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009) entre en vigueur le 1er janvier 2021.

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1206705002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208146001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter le règlement sur le programme d'appui à la rénovation de petits bâtiments résidentiels.

Il est recommandé:
- d'adopter le Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de petits bâtiments résidentiels.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-23 07:50

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208146001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter le règlement sur le programme d'appui à la rénovation de petits bâtiments résidentiels.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a adopté il y a près de 20 ans les programmes *Rénovation résidentielle majeure* et *Rénovation à la carte* , pierres angulaires de son offre en matière de programmes de subventions pour la rénovation de bâtiments résidentiels. Le programme *Stabilisation des fondations* , adopté à la même période, cible des bâtiments dont les fondations doivent être stabilisées en raison d'un tassement du sol. Ces trois programmes ont longtemps bénéficié d'un financement de la Société d'habitation du Québec par le biais du *Programme Rénovation Québec* , lequel visait notamment la revitalisation des quartiers détériorés des grandes agglomérations du Québec.
Depuis la signature de l'entente métropole « Réflexe Montréal » en 2017, et de l'entente de transfert de pouvoirs et budgets de la Société d'habitation qui a suivi en 2018, la Ville dispose de la capacité de revoir ses programmes selon ses priorités. Ainsi, dans le cadre de l'axe 4 de sa Stratégie 12 000 logements, la Ville de Montréal a entamé une refonte de ces trois programmes. Le premier jalon de cette refonte a été l'adoption, en mars 2020, du programme *Réno logement abordable* (Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs) qui vise la rénovation de bâtiments de 6 logements et plus.

Le présent sommaire propose, pour compléter la refonte, l'adoption du programme *RénoPlex* pour les bâtiments de 1 à 5 logements (Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de petits bâtiments résidentiels). Le programme est axé sur la transition écologique de ces bâtiments, notamment la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre et leur adaptation aux changements climatiques projetés, dont l'augmentation d'épisodes de pluies abondantes et de périodes de sécheresse. Il est prévu que ce nouveau programme remplace le volet du programme *Rénovation à la carte* s'adressant aux bâtiments de 1 à 5 logements ainsi que le programme *Stabilisation des fondations* .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0304, 23 mars 2020 : Adoption du règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (14-036), afin de fermer le volet rénovation et réserver l'admissibilité au volet démolition-reconstruction aux organismes à but non-lucratif.
CM20 0305, 23 mars 2020 : Adopter le règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037), afin de retirer l'admissibilité de certains types de bâtiments.
CM19 0783, 18 juin 2019 : Adoption du règlement modifiant le Règlement sur la subvention

municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037), afin de modifier l'admissibilité et les exigences de la subvention pour les organismes à but non lucratif;
CM14 1044, 28 octobre 2014 : Adoption du règlement 14-036 sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles;
CM14 1044, 28 octobre 2014 : Adoption du règlement 14-037 sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés;
CM14 1044, 28 octobre 2014 : Adoption du règlement 14-038 sur la subvention municipale à la stabilisation des fondations des bâtiments résidentiels.
CM03 0045 – 27 janvier 2003. Adoption du Règlement sur la subvention à la rénovation résidentielle pour des travaux mineurs (03-006) ;
CM03 0044 – 27 janvier 2003. Adoption du Règlement sur la subvention à la stabilisation des fondations des bâtiments résidentiels (03-005);
CM02 0973 – 16 décembre 2002. Approbation de l'entente entre la SHQ et la Ville de Montréal relatif au Programme Rénovation Québec.

DESCRIPTION

Le programme *Réno Plex* a comme objectif principal de stimuler la rénovation et le maintien en bon état des bâtiments résidentiels de 1 à 5 logements en misant notamment sur des travaux de transition écologique. Les modalités du programme sont résumées ci-dessous :

Critères d'admissibilité

- **Type de bâtiment :** 1 à 5 logements.
- **Une admissibilité aux travaux pouvant être subventionnés qui diffère en fonction de la valeur foncière par superficie et ciblant les bâtiments de plus faible valeur foncière.**
    - Les bâtiments de 2 à 5 logements dont la valeur foncière par mètre carré de superficie se situe sous un plafond de 1 300 $/m2, en moyenne, accèdent à l'ensemble des travaux admissibles au programme. (27 000 bâtiments admissibles comprenant 78 000 logements).
    - Les bâtiments de 1 à 5 logements dont la valeur foncière par m2 dépasse ce premier plafond mais est inférieure à un deuxième plafond de 2 320 $/m2 accèdent à une portion restreinte de l'ensemble des travaux admissibles, notamment ceux visant les fondations, le changement d'une entrée d'eau en plomb, le remplacement d'un système de chauffage au mazout et comprenant les travaux pour prémunir les bâtiments contre des infiltrations et des inondations. (180 000 bâtiments et 370 000 logements, maisons unifamiliales incluses).
    - Les bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier ou intégrant des parties non-résidentielles sont visés par des plafonds spécifiques de valeur foncière.
- **Accès facilité**. Les organismes à but non lucratif (OBNL) en habitation, incluant les coopératives d'habitation, sont admissibles sans égard à leur valeur foncière.
- **Ampleur des travaux.** Un projet de rénovation doit atteindre un minimum de subvention (3 000 $) équivalent à environ 10 000 $ en travaux reconnus pour le bâtiment pour être admissible.

Travaux

- **Obligatoires :** remplacement du système de chauffage au mazout, travaux liés à la santé et la sécurité.
- **Admissibles** (liste non exhaustive)**:**
    - Transition écologique: travaux visant à prévenir les infiltrations d'eau par une entrée de garage en contrepente, installation

d'isolation thermique, installation d'une thermopompe centrale, travaux pour se prémunir contre des fortes pluies, travaux électriques pour installer une borne de recharge de véhicule électrique, installation d'une toiture verte;
- Logement sain: remplacement d'une entrée d'eau en plomb ou en acier galvanisé, installation de hottes de cuisine et de ventilateurs de salle de bain.
- Enveloppe : réfection du revêtement extérieur, de la toiture, des balcons, remplacement des portes et fenêtres;
- Fondations: stabilisation des murs de fondation à l'aide de pieux, installation d'un drain de fondation, imperméabilisation des murs;

Suivi

- Le nombre de vérifications en début de processus a été réduit; les propriétaires requérant.e.s procèdent plus rapidement aux travaux, en veillant à ce que leurs travaux respectent les exigences du programme.
- Les travaux sont vérifiés à la fin du chantier, avant le paiement.

Aide financière

- **Montants.** Les montants de subvention ont été calculés pour représenter entre 25% et 30% du coût estimé des travaux. Des montants plus élevés sont prévus pour les travaux favorisant la transition écologique.
- **Aide maximale.** 20 000 $ pour les bâtiments de 1 logement, 40 000 $ pour les bâtiments de 2 à 5 logements. L'aide maximale est doublée pour les OBNL en habitation.

Maintien en place des locataires

- **Informations aux locataires.** Les ménages locataires sont informés du montant total des travaux reconnus, du montant de la subvention et de leurs recours possibles en cas de désaccord sur l'augmentation de loyer.
- **Contrôle.** Les propriétaires doivent notamment rembourser la subvention en cas d'éviction illégale des locataires, de transformation de logements ou encore si le bâtiment est rendu vacant après les travaux, sur une période de 12 mois après le paiement.

Règlements complémentaires

- Parallèlement au présent sommaire, les programmes existants (Règlement 14-037 sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés, le Règlement 14-038 sur la subvention municipale à la stabilisation des fondations des bâtiments résidentiels ainsi que le Règlement 14-036 sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles) seront fermés.

JUSTIFICATION

Le programme *RénoPlex* est proposé dans un contexte marqué, en habitation, par un faible taux d'inoccupation et par des défis d'abordabilité, auxquels s'ajoutent l'impératif d'assurer une transition écologique et de relancer l'économie de Montréal dans un contexte de pandémie. Les caractéristiques du programme répondent à ces enjeux :

Cibles du programme

- Comparé aux programmes actuels, 12% plus de logements, et 8 000 ménages familiaux de plus pourraient bénéficier des travaux de rénovation.
- Le programme cible les immeubles les plus susceptibles d'offrir des logements abordables car il utilise comme critère d'admissibilité principal la faible valeur

foncière. Par ailleurs, les coopératives et OBNL d'habitation sont admissibles sans égard à la valeur foncière.
- L'admissibilité a été élargie à toute la Ville et modulée par arrondissement, approche plus compatible avec une relance économique. Le programme actuel *Rénovation à la carte* mise sur une admissibilité territoriale.

Travaux

- *Transition écologique - consulter la rubrique "développement durable".*
- **Consolider ce qui fonctionne.** Les forfaits populaires dans les programmes actuels ont été conservés, et les moins utilisés ont été retirés.
- **Refléter les coûts réels.** Les travaux admissibles à l'intérieur sont limités au remplacement d'un système de chauffage central au mazout, et l'installation de ventilateurs extracteurs dans la salle de bain et la cuisine. Les montants d'aide ont été bonifiés pour refléter les coûts de rénovation sur le marché actuel. Une vigie des coûts sera effectuée et les montants ajustés sur une base récurrente.
- **Améliorer sans déranger.** Le règlement subventionne les travaux qui permettent de maintenir un bon état les bâtiment et le logements mais qui n'exigent pas le déplacement des locataires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications réglementaires n'auront pas d'incidence budgétaire car les enveloppes budgétaires globales dédiées au Programme Rénovation Québec (PRQ) demeurent les mêmes. La Société d'habitation du Québec (SHQ) rembourse habituellement 50% des dépenses attribuables au PRQ. Ce dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville. Les dépenses projetées pour le programme sont incluses dans le budget 2021. Le programme étant nouveau, des ajustements pourraient être nécessaires. Le présent dossier concerne une compétence locale en matière d'habitation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une série de travaux favorisant la transition écologique sont admissibles au programme RénoPlex:

- **Réduire les gaz à effet de serre** : remplacement du chauffage et chauffe-eau au mazout (obligatoire), travaux électriques pour l'installation d'une borne pour voiture électrique
- **Se prémunir contre les fortes pluies** : imperméabilisation et réparation des fondations, installation d'un drain de fondation, mesure visant à atténuer les risques d'infiltrations liées aux entrées de garage en contre-pente;
- **Lutter contre les îlots de chaleur** : installation d'un toit végétal, pavés alvéolés
- **Favoriser des logements sains** : entrée d'eau en plomb, ventilation

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service de l'habitation prévoit approuver annuellement des demandes pour 325 bâtiments. Par comparaison, le précédent programme avait permis, en moyenne au cours des cinq dernières années de toucher annuellement 224 bâtiments de 1 à 5 logements . Il est estimé que le montant annuel des subventions accordées sera de 4,9 M$, comparé à 2,9 M$ pour ce type de bâtiment (moyenne des cinq années précédentes)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le traitement des demandes sera assuré par des employé.es qui sont principalement en télétravail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est planifiée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion lors du conseil municipal du 14 décembre 2020.
Adoption au conseil municipal du 25 janvier 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alec DERGHAZARIAN
Conseiller en développement de l'habitation

Tél : 514 872-8086
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-13

Martin ALAIN
Chef de division

Tél : 514 872-3488
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-11-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208146001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Adopter le règlement sur le programme d'appui à la rénovation de petits bâtiments résidentiels.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Reglement_programme petits batiments_2020-12-03_FINAL (1).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-20

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME D'APPUI À LA RÉNOVATION DE PETITS BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« aide gouvernementale » : toute aide financière pour la rénovation d'un bâtiment accordée par le gouvernement du Québec ou du Canada ou l'un de ses ministères ou mandataires, à l'exclusion d'un crédit d'impôt ou d'un prêt;

« aire d'étage »: l'une ou l'autre des superficies suivantes :

1° la superficie ainsi identifiée au rôle d'évaluation foncière en vigueur du bâtiment visé par la demande;

2° dans le cas d'un bâtiment détenu en copropriété divise, la somme des superficies visées au paragraphe 1° pour l'ensemble des unités d'évaluation foncière du bâtiment;

3° si la superficie visée au paragraphe 1° n'est pas indiquée au rôle d'évaluation foncière ou si celle-ci n'est plus exacte suite à une modification apportée au bâtiment depuis le dernier dépôt du rôle d'évaluation foncière, la somme de la superficie de chaque étage du bâtiment, mesurée entre les faces externes des murs extérieurs ou à partir de la face externe des murs extérieurs jusqu'à l'axe des murs coupe-feu, en excluant la superficie d'un garage lié au bâtiment par un seul côté de ses murs.

Au sens du premier alinéa, un étage est une partie d'un bâtiment comprise entre deux planchers ou entre un plancher et un plafond, incluant la partie d'un bâtiment située sous les combles du toit et pourvue d'un plancher, à l'exclusion d'une mezzanine ou d'une partie du bâtiment dont le plancher est plus bas que 0,4 mètre sous le niveau moyen du sol adjacent au bâtiment.

« bâtiment accessoire » : une construction comportant une dalle de béton coulée, attachée ou non au bâtiment dont elle constitue une dépendance, tel un hangar, un garage, à l'exclusion d'une galerie fermée, d'une armoire de rangement sur une galerie, d'une remise à jardin ou d'un garage qui partage plus d'un mur avec le bâtiment;

« bâtiment » : un bâtiment doté d'au moins un branchement d'eau distinct, d'une entrée électrique distincte, qui ne partage pas de mur avec un autre bâtiment, sauf s'il s'agit d'une séparation coupe-feu, et qui comporte une partie résidentielle comprenant au moins un logement;

« directeur» : le directeur du Service de l'habitation ou son représentant autorisé;

« logement » : une pièce ou une suite de pièces servant ou destinée à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, où on peut préparer et consommer des repas et dormir, et comportant des installations sanitaires composées d'au moins un cabinet d'aisance, d'une baignoire ou d'une douche, d'un lavabo et d'un évier de cuisine;

« OBNL » :

1° une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle elle doit offrir en location des logements et une clause selon laquelle aucune ristourne ne peut être versée aux membres;

2° un organisme régi par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) dont l'acte constitutif inclut une clause selon laquelle l'organisme doit offrir en location des logements et une clause qui prévoit qu'aucun membre du conseil d'administration ne peut être rémunéré à ce titre;

3° une société paramunicipale, à l'exception de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM).

« requérant » : le propriétaire du bâtiment ou une personne disposant d'une offre d'achat acceptée pour le bâtiment ou, lorsqu'il s'agit d'un bâtiment détenu en copropriété divise, le syndicat de copropriété, et tout mandataire dûment autorisé;

«valeur foncière» : la valeur foncière du bâtiment, du terrain ou de l'immeuble inscrite au rôle d'évaluation foncière qui est en vigueur le jour du dépôt de la demande de subvention en vertu du présent règlement.

Lorsque l'unité d'évaluation foncière dont fait partie le bâtiment visé par la demande comprend plus d'un bâtiment, la valeur foncière attribuée au bâtiment et au terrain faisant l'objet de la demande est calculée selon les formules suivantes:

valeur du bâtiment = valeur foncière des bâtiments de l'unité d'évaluation foncière x (nombre de logements dans le bâtiment ÷ nombre total de logements de l'unité d'évaluation foncière)

valeur du terrain = valeur foncière du terrain de l'unité d'évaluation foncière x (nombre de logements dans le bâtiment ÷ nombre total de logements de l'unité d'évaluation foncière);

SECTION II
APPLICATION

2. Le présent règlement vise la mise en place d'un programme de subvention pour la rénovation de bâtiments résidentiels comportant de 1 à 5 logements sur le territoire de la Ville de Montréal.

SOUS- SECTION 1
BÂTIMENTS ADMISSIBLES

3. Seul un bâtiment comportant de 1 à 5 logements répondant aux conditions suivantes peut faire l'objet de la subvention prévue au présent règlement :

1° sa valeur foncière, additionnée à celle de son terrain, ne dépasse pas 1 200 000$;

2° il répond à l'une ou à l'autre des conditions suivantes:

a) il fait partie d'un ensemble immobilier identifié au rôle d'évaluation foncière et le rapport entre la valeur foncière du bâtiment et son aire d'étage est équivalent ou inférieur à 890 $/m2;

b) il comporte des usages autres que résidentiels et le rapport entre la valeur foncière du bâtiment et son aire d'étage est équivalent ou inférieur à 780 $/ m2;

c) s'il n'est pas visé par les sous-paragraphes a) et b) :

i) il comporte au moins 2 logements et le rapport entre la valeur foncière du bâtiment et son aire d'étage est inférieur ou égal au plafond A;

ii) s'il n'est pas visé par le sous-paragraphe i), le rapport entre la valeur foncière du bâtiment et son aire d'étage est inférieur ou égal au plafond B.

Aux fins du premier alinéa, les plafonds A et B sont déterminés dans le tableau suivant selon l'arrondissement dans lequel se trouve le bâtiment faisant l'objet de la demande :

Arrondissement	**Plafond A ($/m^2)**	**Plafond B ($/m^2)**
Ahuntsic-Cartierville	1460	2320
Anjou	1540	2320
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	1560	2320
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	970	2320
Lachine	1080	2320
LaSalle	1350	2320
Le Plateau-Mont-Royal	1560	2320

Le Sud-Ouest	1420	2320
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	1320	2320
Montréal-Nord	1150	2320
Outremont	1560	2320
Pierrefonds-Roxboro	1250	2320
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	1220	2320
Rosemont–La Petite-Patrie	1530	2320
Saint-Laurent	1420	2320
Saint-Léonard	1370	2320
Verdun	1230	2320
Ville-Marie	1300	2320
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	1400	2320

Aux fins du deuxième alinéa, si un bâtiment de trouve sur le territoire de deux arrondissements, les plafonds de l'arrondissement qui sont les plus élevés s'appliquent.

Malgré le premier alinéa, est reconnu admissible sans égard à sa valeur foncière ou au rapport entre la valeur foncière du bâtiment et son aire d'étage un bâtiment:

1° dont le propriétaire est un OBNL;

2° qui fait l'objet d'une emphytéose ou d'un bail dont le terme est d'au moins 5 ans à compter de la date de dépôt de la demande de subvention avec un OBNL visé aux paragraphes 2° ou 3° de la définition d'OBNL.

4. Malgré l'article 3, le présent règlement ne s'applique pas à :

1° un bâtiment construit ou transformé en bâtiment résidentiel ou mixte depuis moins de 20 ans à la date du dépôt de la demande de subvention;

2° un bâtiment dont plus de 50% de la superficie est destinée à un usage non résidentiel;

3° un bâtiment dont plus de 50% des logements sont inoccupés ou ne font pas l'objet d'un bail en vigueur, sauf si l'inoccupation est le résultat d'une évacuation décrétée par la Ville ou ordonnée par un tribunal;

4° un bâtiment situé sur un terrain sur lequel une réserve foncière à des fins publiques est en vigueur;

5° un bâtiment qui fait l'objet d'une aide financière continue à l'exploitation de l'immeuble en vertu d'un programme gouvernemental ou municipal de logement social, sauf s'il s'agit du programme de supplément au loyer;

6° un bâtiment où les logements sont accessoires à un usage institutionnel, notamment un presbytère, un séminaire, un noviciat, un couvent, un pensionnat, un établissement de détention ou une résidence étudiante;

7° un bâtiment comportant un usage exclusivement commercial desservant ou destiné à desservir une clientèle de passage, notamment un hôtel, un motel, une maison de touristes ou tout logement offert en location pour 30 jours et moins;

8° un bâtiment appartenant à la Couronne du chef du Canada ou du chef de la Province ou à l'un de leurs mandataires, ou pris à bail par la Couronne du chef du Canada ou du chef de la Province ou par l'un de leurs mandataires;

9° un bâtiment occupé ou destiné à être occupé exclusivement par un établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S- 4.2);

10° un bâtiment utilisé par une ressource liée à un établissement public de santé et de services sociaux aux fins d'offrir de l'hébergement, notamment un établissement privé conventionné ou une ressource intermédiaire au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2);

11° un bâtiment qui a fait l'objet d'une demande de subvention approuvée en vertu de l'article 10, mais pour lequel le requérant a perdu son droit à la subvention en vertu de l'article 34, si moins de 12 mois se sont écoulés depuis l'avis transmis par le directeur en vertu de cet article et le dépôt de la nouvelle demande.

SOUS- SECTION 2
TRAVAUX ADMISSIBLES

5. Sont admissibles les travaux suivants dans la mesure où ils sont exécutés conformément aux conditions du présent règlement et qu'ils sont approuvés par le directeur en vertu de l'article 10 :

1° fondations :

a) l'excavation, le remblayage et le compactage autour des fondations, uniquement aux fins de la réalisation des travaux admissibles visant la fondation énumérés aux sous-paragraphes b) à c) et au sous-paragraphe d)i).

b) la stabilisation :

(1) si au moins un mur de fondation présente des signes d'instabilité et a subi un affaissement différentiel de plus de 25 mm à la suite d'un tassement du sol, les travaux de stabilisation des fondations, notamment l'installation d'éléments de fondation profonde, le remplacement des fondations instables et l'installation d'un pieu sous un composant de la structure du bâtiment, notamment une poutre;

c) l'étanchéité et l'isolation des murs de fondation :

i) la réparation d'une fissure;

ii) l'imperméabilisation;

iii) la pose d'un isolant;

d) drainage de la fondation :

i) l'installation ou le remplacement d'un drain de fondation;

ii) l'installation d'une nouvelle fosse de retenue et d'une nouvelle pompe;

iii) l'installation ou le remplacement d'une margelle;

2° enveloppe :

a) la réfection ou la restauration d'un revêtement extérieur;

b) la réfection ou la restauration du couronnement ornemental du bâtiment, notamment de la corniche, la mansarde, la fausse mansarde ou le faux-pignon ;

c) la pose d'isolant thermique ou de membrane d'étanchéité;

3° toiture :

a) le remplacement de la membrane d'un toit plat ou du revêtement d'un toit en pente;

b) l'ajout d'une toiture végétalisée;

c) la pose d'un isolant thermique rigide;

4° ouvertures :

a) l'ajout ou le remplacement d'une fenêtre ou d'une porte, y compris de son cadre, dans une ouverture nouvelle, existante ou modifiée;

b) la remise à neuf intégrale d'une fenêtre ou d'une porte en bois et, le cas échéant, le remplacement du vitrage;

c) le remplacement d'un lanterneau;

5° saillies :

a) la réfection des balcons;

b) le remplacement d'un escalier d'au moins 3 marches, un palier n'étant toutefois pas considéré comme une marche;

c) le remplacement d'un garde-corps;

6° plomberie :

a) le remplacement de la partie privée d'une entrée de service d'eau en plomb ou en acier galvanisé, sauf s'il est réalisé dans le cadre d'une opération de remplacement d'entrées d'eau par la Ville;

b) l'ajout d'une nouvelle colonne d'évacuation pluviale;

c) l'installation d'un clapet anti-retour;

7° chauffage et climatisation:

a) le remplacement d'un appareil producteur de chaleur s'il est central, notamment une chaudière ou une fournaise, et s'il est alimenté au mazout ou au gaz naturel;

b) le remplacement d'un chauffe-eau s'il est alimenté au mazout ou au gaz naturel;

8° ventilation :

a) lorsqu'il n'y a pas de conduit de ventilation ou lorsqu'un conduit en place est non-conforme quant à son matériau ou sa dimension, l'installation ou le remplacement :

i) d'un conduit d'évacuation pour une sécheuse;

ii) d'un ventilateur pour une surface de cuisson et de son conduit;

iii) d'un appareil ou d'un système d'extraction d'air de la salle de bain et de son conduit;

9° électricité :

a) le remplacement du panneau de distribution électrique d'un logement ou d'une partie commune;

b) l'installation d'une borne de recharge pour véhicule électrique;

10° aménagement extérieur :

a) la démolition d'un bâtiment accessoire;

b) le remplacement de surfaces minéralisées par des surfaces végétales, incluant le pavé alvéolé;

11° entrée de garage avec contre-pente :

a) si le niveau du plancher du garage est plus bas que le niveau de la rue:

i) le comblement et le réaménagement de l'entrée de garage;

ii) les travaux visant à prévenir les infiltrations d'eau par une ouverture donnant sur l'entrée de garage, notamment la porte de garage;

Malgré le premier alinéa :

1° pour les bâtiments admissibles visés au sous-paragraphe c) ii) du paragraphe 2° de l'article 3, seuls les travaux visés aux paragraphes 1°, 6°, 7°, 9° et 11° du premier alinéa sont admissibles.

2° pour la partie exclusivement non-résidentielle, incluant des espaces extérieurs, d'un bâtiment mixte, seuls les travaux visés aux paragraphes 1°, 2°, 3° et 6° sont admissibles.

3° les travaux visant une partie du bâtiment qui a été construite ou transformée en contravention aux règlements municipaux ne sont pas admissibles, sauf si la situation est corrigée avant le versement de la subvention.

6. Pour être considéré admissible, le montant de la subvention calculé conformément à l'article 18 pour les travaux prévus à l'article 5 doit, à l'exclusion de la subvention pour les frais professionnels admissibles, totaliser au moins 3000 $.

7. Ne sont pas admissibles :

1° les travaux d'agrandissement donnant lieu à l'augmentation en hauteur de bâtiment, en aire de bâtiment ou en aire de plancher, ou les travaux accessoires à un tel agrandissement sauf s'il s'agit de travaux d'installation d'un toit végétalisé sur l'agrandissement;

2° les travaux visant des parties de bâtiment construites ou transformées en contravention aux règlements municipaux, sauf si la situation est régularisée avant le versement de la subvention;

3° la portion des travaux admissibles ayant déjà fait l'objet d'une subvention ou approuvée pour une subvention à la rénovation dans le cadre du volet rénovation résidentielle du Programme Rénovation Québec (PRQ) ou d'une subvention municipale à la rénovation au cours des 5 années depuis la date du paiement final d'une telle subvention antérieure;

4° les travaux exécutés avant que le requérant n'ait reçu l'approbation prévue à l'article 10, sauf sur autorisation écrite du directeur, les travaux devant être exécutés sans délai après le dépôt de la demande en raison du fait que le bâtiment présente une condition dangereuse pour la sécurité des occupants ou du public ou sont nécessaires pour conserver le bâtiment, ces travaux n'étant cependant pas considérés comme approuvés au sens de l'article 10.

SOUS- SECTION 3
FRAIS ADMISSIBLES

8. Aux fins du calcul du montant de la subvention, sont admissibles les frais professionnels pour planifier les travaux admissibles, notamment l'élaboration des plans et devis.

SECTION III
DEMANDE DE SUBVENTION

9. Un requérant doit présenter une demande de subvention au moyen du formulaire fourni par la Ville dûment complété et se conformer aux conditions suivantes :

1° payer le montant exigible fixé au règlement annuel sur les tarifs pour l'étude de la demande de subvention;

2° déposer auprès du directeur :

a) un document établissant qu'il est le propriétaire du bâtiment visé par la demande telle l'inscription au registre foncier ou, dans le cas où il n'est pas encore propriétaire, une offre d'achat acceptée. Lorsque la demande vise un bâtiment détenu en copropriété divise, la demande doit être présentée par le syndicat de copropriété et la preuve doit être une copie de son enregistrement au Registraire des entreprises du Québec;

b) un document établissant le mandat de toute personne agissant au nom du propriétaire, le cas échéant;

c) dans le cas d'un bâtiment dont l'aire d'étage n'est pas indiquée au rôle d'évaluation foncière, un certificat de localisation à jour ou un plan préparé par

un professionnel habilité par la loi permettant de calculer l'aire d'étage conformément au paragraphe 3°de la définition d'aire d'étage;

d) tous plans, analyses, devis ou soumissions concernant les travaux visés par la demande qui sont disponibles au moment du dépôt de celle-ci;

e) toute demande de permis ou de certificat déposée à l'occasion du dépôt de la demande de subvention en vertu du présent règlement;

f) une copie de tout bail en vigueur signé par le propriétaire et le locataire ou de toute preuve d'occupation permettant de démontrer de l'atteinte du niveau d'occupation visé au paragraphe 3° de l'article 4;

g) dans le cas d'une demande faite par un OBNL, une lettre de son représentant autorisé indiquant, le cas échéant, qu'une demande à un programme d'aide gouvernementale a été ou sera déposée par l'OBNL et décrivant l'objet de la demande ou un document attestant du dépôt d'une telle demande;

h) une autorisation signée du propriétaire du bâtiment permettant à la Ville de procéder à toute inspection requise aux fins de l'application du présent règlement.

Le directeur peut exiger du requérant toute information complémentaire nécessaire pour permettre l'étude de la demande de subvention.

SECTION IV
APPROBATION CONDITIONNELLE DE LA DEMANDE

10. Lorsque les formalités prévues à l'article 9 sont remplies et que la demande répond aux conditions du présent règlement, le directeur informe le demandeur, par écrit, si sa demande fait l'objet d'une approbation conditionnelle ou si elle est refusée.

Lorsque le directeur établit que des informations complémentaires sont nécessaires pour l'approbation conditionnelle de la demande, il en informe par écrit le requérant, qui doit les déposer auprès du directeur dans un délai de 30 jours suivant la date de l'avis du directeur, à défaut de quoi la demande est fermée sans autre avis.

11. L'avis d'approbation conditionnelle indique la date de l'approbation conditionnelle et prévoit :

1° les travaux visant à corriger un désordre qui doivent également être effectués pour que les travaux soient considérés admissibles;

2° les travaux qui sont considérés admissibles;

3° les travaux, parmi les suivants, qui doivent obligatoirement être réalisés préalablement au versement de toute subvention :

a) le remplacement d'un système de chauffage au mazout par un système central alimenté par l'électricité;

b) les travaux liés à la santé et la sécurité et les travaux visant à corriger les infractions signifiées par la Ville;

c) les travaux de réhabilitation requis en cas de contamination fongique;

d) l'élimination, par toute méthode à l'exception de la fumigation, d'insecte, rat et souris, et la rédaction d'un rapport attestant du résultat de l'intervention d'un gestionnaire parasitaire, et répertoriant notamment les produits et techniques d'extermination utilisés et leur homologation, le cas échéant;

4° les façades, superficies, éléments, logements ou autres zones auxquels les travaux admissibles sont limités;

5° les exigences techniques applicables aux travaux;

6° le montant préliminaire de la subvention.

SECTION V
EXÉCUTION DES TRAVAUX

SOUS-SECTION I
DÉLAIS

12. L'approbation conditionnelle de la subvention en vertu de l'article 10 est nulle et sans effet quant aux travaux visés par la demande de subvention qui n'ont pas été réalisés dans un délai de 18 mois, calculé à partir de la date d'approbation conditionnelle.

Si le permis requis pour la réalisation des travaux est émis après l'approbation conditionnelle, les délais précisés au premier alinéa pour avoir droit à la subvention sont reportés d'autant de jours, jusqu'à un délai maximal de 24 mois de la date d'approbation conditionnelle.

Sur réception d'une demande écrite du requérant, présentée avant l'expiration du délai maximal visé au premier ou deuxième alinéa, le directeur peut prolonger une seule fois les délais d'une durée de 3 mois.

La prolongation du délai selon les modalités du deuxième ou troisième alinéa n'a pas pour effet de prolonger le délai inscrit au permis.

SOUS-SECTION II
CONDITIONS DE RÉALISATION DES TRAVAUX ADMISSIBLES

13. Le requérant doit, préalablement à l'exécution de tous travaux, obtenir tout permis ou autorisation requis en vertu de toute loi ou règlement en vigueur au Québec.

14. Les travaux admissibles visés par la demande doivent respecter les lois et les règlements en vigueur au Québec.

15. Les travaux doivent être exécutés par un ou plusieurs entrepreneurs détenant une licence valide de la catégorie ou la sous-catégorie appropriée selon les travaux visés, émise par la Régie du bâtiment du Québec.

SOUS-SECTION III
EXIGENCES TECHNIQUES APPLICABLES AUX TRAVAUX

16. Les exigences suivantes s'appliquent pour l'ensemble des travaux admissibles :

1° les travaux doivent donner lieu à un composant sécuritaire et étanche, le cas échéant, et qui remplit les fonctions pour lesquelles il a été conçu;

2° tout appareil, produit ou matériau utilisés doivent être homologués, le cas échéant, pour l'usage qui en est fait.

17. Lorsque les travaux visent l'une des catégories ci-dessous, les exigences techniques correspondantes doivent être respectées pour que les travaux soient considérés admissibles à la subvention, sauf si cette exigence est inconciliable avec une autre exigence légale :

1° fondations :

a) excavation, remblayage et compactage :

i) la tranchée excavée doit être :

(1) étayée au besoin;

(2) comblée par des granulats;

(3) recouverte d'une membrane géotextile;

ii) le terrain affecté doit être remis en état, avec une pente minimale de 2% permettant d'éloigner les eaux de ruissellement de la fondation;

b) stabilisation :

i) les travaux doivent :

(1) être conformes aux plans et devis;

(2) assurer la stabilisation de toutes les parties du bâtiment visées par les travaux;

(3) inclure des mesures de protection des fondations contre le gel;

(4) comprendre l'installation d'au moins un pieu sous un mur de fondation existant du bâtiment, à l'exclusion de la partie du mur de fondation située sous un espace non-habitable, notamment une cour anglaise, un escalier extérieur, un balcon et un garage qui partage au plus un mur avec le bâtiment;

ii) un mur de fondation remplacé doit être stabilisé à l'aide de pieux sur toute sa longueur;

iii) une poutre stabilisée doit, en plus des exigences visées au sous-paragraphe i), être située à l'intérieur du périmètre formé par les murs de fondation du bâtiment;

c) étanchéité des murs de fondation :

i) une fissure doit être réparée par injection de résine;

ii) les travaux d'imperméabilisation doivent inclure l'application d'une membrane pulvérisée et d'une membrane drainante;

iii) l'isolant :

(1) doit être posé sur une fondation comportant une membrane d'étanchéité en rouleau et ne permettant pas d'infiltrations d'eau ou de transfert d'humidité;

(2) doit être installé pour couvrir au moins 600 mm à partir du niveau du sol;

d) drainage de la fondation :

i) le pied des murs de fondation extérieurs doit être drainé au moyen de tuyaux ou de drains posés à l'extérieur des fondations qui doivent acheminer l'eau de drainage vers une fosse de retenue munie d'un couvercle étanche située à l'intérieur du bâtiment;

ii) le tuyau de drainage peut être installé à l'intérieur des murs de fondation dans le cas d'un mur qui est mitoyen ou qui est construit à la limite de propriété;

iii) le drain de fondation doit évacuer l'eau vers le réseau d'égout de la Ville par l'un ou l'autre de ces moyens :

(1) directement, par gravité;

(2) par le biais d'une fosse de retenue située à l'intérieur du bâtiment munie d'un couvercle étanche et d'une pompe avec appoint d'urgence;

iv) un nouveau puisard doit inclure un système de pompe de puisard alimentée à l'électricité intégrant une pompe auxiliaire d'urgence alimentée par batterie;

v) les nouvelles margelles doivent être en acier galvanisé;

2° enveloppe :

a) la réfection ou la restauration d'un mur en maçonnerie doit viser toutes les composantes du revêtement mural qui sont en maçonnerie, y compris les linteaux et allèges;

b) les ouvrages de maçonnerie réparés ou installés doivent être lavés à l'eau à basse pression et brossés après avoir été posés;

c) s'il s'agit de réparations d'un mur de briques, la brique existante doit être défaite, nettoyée et réinstallée, ou lorsqu'il n'est pas possible de réinstaller la brique existante, elle doit être remplacée par une brique de même dimension et couleur;

d) si les travaux incluent le rejointoiement, les joints de mortier doivent :

i) être évidés d'une profondeur minimale de 2 fois l'épaisseur du joint ou jusqu'au niveau du mortier sain, la portion évidée ne devant pas être inférieure à 25 mm de profondeur;

ii) être remplis d'un nouveau mortier en plusieurs couches et compactés;

e) un revêtement mural extérieur ne peut être en vinyle;

f) la restauration d'un couronnement ornemental doit :

i) viser toute sa longueur;

ii) inclure, outre du sablage et de la peinture, des travaux visant notamment le remplacement des éléments manquants ou fortement dégradés, le débosselage ou la soudure;

g) un mur hors sol doit être isolé :

i) de l'extérieur :

ii) à l'aide d'un isolant ou d'une membrane d'étanchéité qui ne constitue pas une barrière pare-vapeur;

iii) en scellant tout joint à l'aide d'un ruban approprié;

h) isolation des combles du toit ou de l'entre toit :

i) l'isolation de l'entre-toit d'un toit plat est conditionnelle à l'évaluation, par un professionnel habilité par la loi, de la structure de toit afin d'établir si elle peut supporter le poids additionnel de la neige pouvant s'accumuler en raison de la réduction des pertes thermiques conséquente aux travaux;

ii) l'isolation doit être posée du côté du plafond et il doit exister un espace ventilé à l'air libre entre l'isolant et le support de couverture;

i) si les travaux visent un mur qui inclut des pénétrations de conduits, câbles, fils ou autres services, ces ouvertures doivent être scellées et, le cas échéant, isolées;

3° toiture :

a) pour tout toit dont la pente est inférieure à 2 unités à la verticale dans 12 unités à l'horizontale (2 :12) ou à 16,7 %, à l'exception d'une partie du toit occupée par un équipement mécanique ou une terrasse, seuls les revêtements suivants doivent être utilisés :

i) toit végétalisé;

ii) un matériau de couleur blanche, à l'exclusion d'un ballast de couleur blanche, notamment du gravier blanc ou d'un matériau peint de couleur blanche;

iii) un matériau dont l'indice de réflectance solaire (IRS) est d'au moins 78, attesté par les spécifications du fabricant;

iv) une combinaison de revêtements identifiés aux sous-paragraphes i) à iii);

b) pour un toit qui n'est pas visé au sous-paragraphe a), si des bardeaux d'asphalte sont installés, ils doivent être visés par une garantie minimale de 10 ans sur l'installation;

c) les travaux visant le toit doivent inclure les travaux suivants :

i) dégarnir jusqu'au pontage de bois et le réparer si nécessaire;

ii) refaire la finition sous le prolongement du toit et sous le pontage au besoin avec un matériau qui permet une ventilation adéquate de l'entretoit;

iii) installer pour la ventilation de l'entretoit des cols-de-cygne ou autres aérateurs statiques;

iv) installer des boîtiers isolés recouverts de tôle galvanisée avec clapets métalliques pour recevoir les conduits de ventilation mécanique;

v) isoler et sceller les sorties de ventilation, les murets des lanterneaux, les bases des équipements mécaniques, et l'ouverture laissée par une cheminée démolie jusque sous le pontage du toit;

vi) selon le type de toit :

(1) toit plat: réparer les fascias là où requis, remplacer la membrane et tous les solins;

(2) toit en pente: remplacer le revêtement de toit existant et installer une protection du débord de toit avec une membrane composite autocollante ou en matériaux à enduits bitumineux modifiés d'une largeur minimale de 900 mm;

4° ouvertures :

a) une nouvelle fenêtre fixe ne peut être installée que si une fenêtre fixe existante était installée dans une ouverture existante ou si l'ouverture est nouvelle;

b) les nouvelles fenêtres fixes ou ouvrantes sont composées d'un nouveau vitrage et d'un nouveau cadre et doivent, sauf dans le cas d'un lanterneau :

i) être homologuées selon la version 5 ou une version supérieure de la norme Energy Star;

ii) intégrer une pellicule à faible émissivité;

c) dans le cas d'un cadre de bois restauré :

i) le nouveau vitrage doit être en verres doubles scellés;

d) les nouvelles portes :

i) doivent inclure toute la quincaillerie nécessaire à leur bon fonctionnement;

ii) doivent comporter un vitrage homologué Energy Star;

5° saillies :

a) les travaux visant un balcon doivent inclure la réfection du plancher, du soffite et du fascia;

b) la structure du nouvel escalier doit être en acier ou en aluminium soudé;

c) un nouveau garde-corps doit être en acier ou en aluminium soudé;

6° plomberie:

a) le remplacement d'une entrée d'eau doit viser la section privée du branchement d'eau, jusqu'au robinet d'arrêt installé à l'intérieur du bâtiment, si celui-ci est entièrement ou partiellement en plomb ou en acier galvanisé;

b) lorsqu'une nouvelle colonne d'évacuation pluviale est installée, les travaux doivent inclure :

i) le découplage de la colonne d'évacuation unitaire de l'avaloir pour la dévier et la faire sortir au toit afin que la ventilation du réseau d'évacuation sanitaire soit toujours assurée;

ii) l'installation une nouvelle descente pluviale intérieure raccordée à l'avaloir existant;

iii) le raccordement de la descente pluviale au branchement existant desservant les appareils sanitaires situés au rez-de-chaussée, en la munissant notamment d'un clapet anti-retour normalement fermé;

iv) l'installation d'un tuyau d'évacuation en amont du clapet anti-retour pour rejeter l'eau à l'extérieur;

v) l'eau pluviale rejetée doit s'éloigner des fondations du bâtiment, et, lorsque la surface est perméable, des mesures doivent être prises pour empêcher l'érosion du sol;

c) lorsqu'un clapet est installé :

i) il doit être de type « normalement fermé » anti-retour et posé sur le branchement d'un appareil relié au collecteur principal ou sur le bras de siphon d'un appareil;

ii) toute ouverture pratiquée dans la dalle de béton pour effectuer les travaux doit être comblée avec du béton, à l'exclusion de l'espace réservé au couvercle d'accès au clapet;

7° chauffage et conditionnement de l'air :

a) l'appareil de chauffage de remplacement :

i) doit être central et desservir un nombre égal ou supérieur de logements que l'appareil de chauffage remplacé;

ii) doit être alimenté directement et exclusivement par l'électricité ou être une thermopompe;

8° ventilation :

a) les travaux admissibles doivent viser tous les logements sauf si un appareil ou des conduits sont en place et qu'ils respectent les exigences visées aux sous-paragraphes b), c) ou d), le cas échéant;

b) un nouveau conduit de ventilation doit :

i) être rigide;

ii) être en acier galvanisé;

iii) s'il dessert une hotte de cuisine et s'il traverse une séparation coupe-feu ou un logement autre que celui où est situé l'appareil, être installé dans une boîte de gypse de type X construite autour du conduit depuis l'appareil ou depuis l'armoire de cuisine contigu à l'appareil jusqu'à la sortie extérieure;

iv) évacuer directement à l'extérieur de manière directe;

v) desservir un seul appareil de ventilation;

c) lorsqu'un ventilateur est installé dans une salle de bain, il doit :

i) avoir une capacité nominale d'extraction d'au moins 43 L/s (90 pi^3/min);

ii) être homologué Energy Star;

iii) être doté d'un dispositif de commande à minuterie ou d'un humidistat intégré;

iv) atteindre un niveau sonore maximal de 1 sone;

d) lorsqu'un ventilateur est installé pour la surface de cuisson, il doit :

i) atteindre une capacité d'extraction d'au moins 118 L/s (250 pi^3 /min);

ii) atteindre un niveau sonore maximal de 1,5 sone à basse vitesse;

9° électricité :

a) lorsqu'un panneau de distribution électrique d'un logement ou d'une partie commune est remplacé :

i) l'entrée électrique principale du bâtiment doit être remplacée si nécessaire;

ii) il doit être relocalisé si son emplacement existant n'est pas conforme;

b) lorsqu'une borne de recharge pour véhicule électrique est installée:

i) elle doit être neuve et alimentée à une tension de 240 volts;

ii) le panneau électrique doit en permettre l'installation, sans quoi sa capacité doit être augmentée;

iii) le filage alimentant la borne de recharge doit être branché directement sur le panneau électrique;

10° aménagement extérieur :

a) la portion du terrain où des surfaces minéralisées ont été retirées doit être excavée et préparée en vue d'y installer :

i) une surface végétale;

ii) du pavé alvéolé ou un treillis stabilisateur pour végétaux;

iii) une combinaison des revêtements identifiés aux sous-paragraphes i) à ii);

b) lorsqu'un bâtiment accessoire est démoli, les travaux doivent inclure :

i) la démolition des fondations ou de la dalle sur sol;

ii) la désaffectation des installations de plomberie et d'électricité, le cas échéant;

iii) la réparation des composants du bâtiment principal touchés par la démolition, le cas échéant;

iv) l'aménagement en surface du terrain affecté, y compris la réparation de la clôture et la pose d'un couvre-sol végétal, incluant le pavé alvéolé.

11° entrée de garage avec contre-pente :

a) une entrée de garage peut être visée par des travaux de comblement visant à rendre la pente descendante vers la rue si les conditions suivantes sont respectées :

   i) il y a une fonction résidentielle au sous-sol;

   ii) le bâtiment est conforme au Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout (11-010) au terme des travaux;

   iii) les travaux incluent :

      (1) le retrait de la porte de garage existante et de ses mécanismes;

      (2) le comblement de l'ouverture de la porte de garage par un mur de fondation;

      (3) selon le cas, lorsqu'une porte existante donne accès au sous-sol, son comblement par un mur de fondation ou l'aménagement d'une cour anglaise permettant d'y accéder;

      (4) la désaffectation ou la modification des installations d'électricité;

      (5) la modification ou la désaffectation des installations de plomberie, notamment le prolongement du drain français et la désaffectation de l'avaloir de la pente de garage sauf dans le cas de l'aménagement d'une cour anglaise;

      (6) le retrait du couvre sol, notamment le pavé ou l'asphalte, de l'accès au garage;

      (7) condamner, le cas échéant, les branchements inutilisés;

      (8) la démolition des murs de soutènement, le cas échéant;

      (9) le remblayage de la pente et son recouvrement et l'aménagement d'une case de stationnement;

b) lorsqu'un nouveau caniveau d'entrée de garage est aménagé ou lorsqu'un caniveau est remplacé, il doit :

   i) avoir une largeur égale ou supérieure à celle des ouvertures du garage, notamment à la porte du garage;

   ii) acheminer l'eau vers une fosse située à l'intérieur du bâtiment;

   iii) être en béton;

   iv) avoir une profondeur minimale de 200 mm;

c) lorsqu'un nouveau dos d'âne est aménagé, il doit avoir une surélévation d'au moins 100 mm par rapport au niveau supérieur de l'entrée charretière et être aménagée sur toute la largeur de l'aire de stationnement;

SECTION VI
MONTANT DE LA SUBVENTION

18. Sous réserve des articles 21 à 23, le montant de la subvention est déterminé comme suit :

1° fondations :

a) 140 $ par mètre linéaire pour l'excavation, le remblayage, le compactage;

b) stabilisation :

i) 200 $ pour un pieu structural;

ii) 450 $ pour un pieu non-mitoyen sous un mur en béton;

iii) 600 $ pour un pieu non-mitoyen et une longrine sous un mur en moellons;

iv) 650 $ par mètre linéaire de mur de fondations remplacé, s'il s'agit d'un mur comportant des pieux sous toute sa longueur;

Les montants visés aux sous-paragraphes i) à iv) qui précèdent sont divisés par deux lorsqu'il s'agit d'un mur mitoyen.

c) étanchéité :

i) 320 $ pour la réparation d'une fissure;

ii) 50 $ par m^2 pour imperméabiliser une fondation;

iii) 5 $ par m^2 pour isoler les fondations de l'extérieur, pour chaque tranche de R-5 ajoutée;

d) drainage :

i) 40 $ par mètre linéaire de drain pour installer ou remplacer un drain de fondation intérieur ou extérieur;

ii) 1440 $ par bâtiment pour installer une nouvelle pompe de puisard dans une nouvelle fosse;

iii) 300 $ pour l'installation ou le remplacement d'une margelle;

2° enveloppe :

a) 110 $ par m^2 pour remplacer ou restaurer un revêtement de brique;

b) 540 $ par m^2 pour remplacer ou restaurer un revêtement de pierre;

c) 40 $ par m^2 pour installer un nouveau revêtement extérieur, à l'exclusion d'un revêtement visé aux sous-paragraphes a) ou b), incluant une corniche ou une mansarde;

d) 50 $ par m^2 pour rejointoyer un mur extérieur en brique;

e) 130 $ par mètre linéaire pour refaire le couronnement, incluant les corniches ou les mansardes autre qu'en bardeau;

f) 3 $ par m^2 pour isoler un mur hors sol de l'extérieur, pour chaque tranche de R-4 ajoutée;

g) 2 $ par m^2 pour isoler l'entretoit ou un toit avec comble, pour chaque tranche de R-20 ajoutée;

3° toiture :

a) 80 $ par m^2 pour un toit végétal;

b) 20 $ par m^2 pour toit en pente;

c) 50 $ par m^2 pour une membrane blanche;

d) 2 $ par m^2 pour poser un isolant rigide sur le toit;

4° ouvertures :

a) 310 $ pour le remplacement d'une fenêtre fixe ou ouvrante;

b) 490 $ pour le remplacement d'un lanterneau;

c) 420 $ pour le remplacement d'une porte;

d) 330 $ pour la restauration d'une porte en bois;

e) 530 $ pour le remplacement d'une porte avec imposte;

f) 530 $ pour l'installation d'une porte-patio;

5° saillies :

a) 180 $ par m^2 pour la réfection d'un balcon;

b) 100 $ par marche pour remplacement complet d'un escalier par un escalier à structure métallique soudée;

c) 50 $ par mètre linéaire pour remplacement d'un garde-corps;

d) 80 $ par mètre linéaire pour remplacement d'un garde corps galbé;

6° plomberie :

a) 1900 $ pour remplacement d'une entrée d'eau en plomb;

b) 360 $ par clapet anti-retour de type normalement fermé installé sous une dalle existante;

c) 600 $ pour dévier le drain de toit;

7° chauffage et climatisation :

a) 750 $ par logement visé, pour le remplacement d'un appareil de chauffage au mazout par un appareil de chauffage central électrique;

b) 1000 $ par logement visé, pour le remplacement d'un appareil de chauffage au mazout par une thermopompe centrale;

c) 500 $ pour une plinthe additionnelle lorsque le nouveau chauffage central est une thermopompe;

d) 410 $ pour un chauffe-eau électrique;

8° ventilation :

a) 20 $ par mètre linéaire pour l'installation d'un conduit d'évacuation;

b) 360 $ pour l'installation d'un ventilateur extracteur de surface de cuisson;

c) 240 $ pour l'installation d'un ventilateur extracteur de salle de bain;

9° électricité :

a) 470 $ pour l'installation d'un panneau électrique d'au moins 100A et de moins de 200A;

b) 970 $ pour l'installation d'un panneau électrique d'au moins 200A;

c) 280 $ pour les travaux électriques, à l'exclusion de ceux visés aux sous paragraphes a) ou b), nécessaires à l'installation d'une borne de recharge de véhicule électrique;

10° aménagement paysager :

a) 1500 $ pour la démolition d'un bâtiment accessoire;

b) 500 $ pour remplacer une surface asphaltée ou une dalle de béton d'un minimum de 10 m^2 par une surface végétale ou un pavé alvéolé;

11° entrée de garage :

a) 9 000 $ pour le comblement d'une entrée de garage;

b) 90 $ pour l'aménagement d'un dos d'âne à l'entrée du garage;

c) 150 $ par mètre linéaire pour refaire le caniveau de la fosse de garage.

19. Afin d'établir le montant de la subvention, le directeur calcule les quantités visées à l'article 18 qui ont été utilisées dans le cadre des travaux. Lorsque les quantités sont calculées au mètre linéaire ou au mètre carré, elles sont arrondies au dixième inférieur;

20. Le montant de la subvention pour des frais professionnels est de 500 $, sous réserve des articles 21 à 23.

21. La somme de la subvention pour les travaux et les frais admissibles est multipliée par un facteur de 1,5 lorsque le propriétaire est un OBNL.

22. Malgré les articles 18 à 21, le montant maximal de la subvention pouvant être accordée en vertu du présent règlement est de :

1° pour un bâtiment comptant 1 logement:

a) 30 000 $ dans le cas d'un OBNL;

b) 20 000 $ dans les autres cas;

2° pour un bâtiment comptant 2 à 5 logements :

a) 60 000 $ dans le cas d'un OBNL;

b) 40 000 $ dans les autres cas.

23. Le montant de la subvention pour les travaux ainsi que celui pour les frais admissibles, calculés conformément aux articles 18 à 21, sont chacun plafonnés à 50 % de leurs coûts réels respectifs, sauf dans le cas d'un OBNL où le plafond est de 75 % des coûts réels.

24. Si un même bâtiment est visé par plus d'une demande de subvention sur une période de 10 ans à partir de la date d'approbation de la première demande, les montants maximaux de subvention prévus à l'article 22 sont réduits, lors de l'approbation des autres demandes, en proportion du montant de subvention déjà octroyé.

25. Les subventions provenant d'autres sources et visant les mêmes travaux doivent être déduites du montant de la subvention calculé conformément à la présente sous-section, sauf si le requérant est un OBNL ou s'il s'agit d'une aide liée :

1° à l'isolation thermique ou à l'étanchéité de l'enveloppe du bâtiment;

2° aux bornes de recharge de véhicules électriques;

3° au remplacement ou la remise en état d'un système de chauffage.

Malgré le premier alinéa, le cumul de la subvention et d'une aide gouvernementale reçue pour les travaux ou frais admissibles visés par la demande de subvention ne doit pas excéder 80% du coût réel des travaux et des frais établis conformément à l'article 23, auquel cas le montant maximal de la subvention est réduit jusqu'à atteindre ce pourcentage.

26. Lorsqu'un bâtiment a subi un sinistre, avant ou pendant l'exécution des travaux, le montant de toute indemnité versée ou à être versée en rapport avec ce sinistre notamment en vertu d'un contrat d'assurance doit être déduit du coût réel des travaux et des frais admissibles pris en compte dans le calcul de la subvention.

27. Aucune subvention n'est octroyée pour les travaux qui ont été réalisés après le délai dont dispose le requérant en vertu de l'article 12.

SECTION VII
APPROBATION DÉFINITIVE ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

28. Si le projet du requérant est modifié après l'approbation conditionnelle, il doit en aviser le directeur par écrit. Celui-ci vérifie l'admissibilité des travaux suivant les changements apportés et informe le requérant par écrit si les modifications apportées au projet ont pour effet de changer les travaux faisant l'objet de l'approbation conditionnelle accordée en vertu de l'article 10 et le montant préliminaire de la subvention.

Toutefois, si le retrait de travaux a pour effet de réduire la subvention estimée en deçà du minimum prévu à l'article 6, le directeur ferme la demande et en avise le requérant par écrit.

29. La subvention est versée selon les conditions suivantes :

1° les travaux admissibles et obligatoires ont été réalisés, et ce, conformément au présent règlement et au permis, le cas échéant, délivré pour les travaux;

2° le requérant dépose auprès du directeur :

a) les attestations de fin des travaux, incluant :

i) les travaux et frais admissibles au sens du présent règlement, les distinguant de ceux non admissibles, le cas échéant;

ii) la signature du professionnel habilité par la loi lorsque les travaux admissibles visent la stabilisation des fondations;

iii) le numéro de licence de la Régie du bâtiment du Québec des entrepreneurs ayant effectué les travaux;

iv) la confirmation que les travaux ont été faits conformément aux exigences du présent règlement.

v) une copie de toute pièce justificative, reçu ou facture finale permettant notamment d'y retrouver les numéros TPS et TVQ de l'entrepreneur;

b) une copie de toute pièce justificative, reçu ou facture visant les matériaux achetés aux fins des travaux lorsque non inclus dans la facture de l'entrepreneur;

c) une copie de tout permis requis pour l'exécution des travaux;

d) une attestation à l'effet qu'un inspecteur du Service de l'eau confirme que le bâtiment est conforme aux exigences du Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout (11-010) dans le cas de travaux visés au paragraphe 11° de l'article 17;

e) une preuve des garanties applicables, notamment une garantie de 10 ans pour la nouvelle toiture par l'entrepreneur couvreur;

f) dans le cas de l'installation d'une membrane de toiture composée d'élastomère bicouche, d'éthylène-propylène-diène monomère (EPDM) ou de polyoléfine thermoplastique (TPO), une preuve que l'entrepreneur couvreur qui a exécuté les travaux est accrédité par le manufacturier pour l'installation de la membrane;

g) lorsqu'un bâtiment a subi un sinistre, avant ou pendant l'exécution des travaux, un document précisant le montant de toute indemnité versée ou à être versée en rapport avec ce sinistre notamment en vertu d'un contrat d'assurance.

Le directeur peut exiger du requérant toute information complémentaire nécessaire pour permettre le versement de la subvention.

30. En plus des exigences prévues à l'article 29, le directeur peut :

1° exiger que le requérant dépose, préalablement au versement de la subvention, une demande dans un programme d'aide gouvernementale lorsqu'il en existe un reconnaissant comme admissibles une partie ou l'ensemble des travaux ou frais visés par la demande de subvention;

2° retenir le versement d'une partie de la subvention jusqu'au versement d'une aide gouvernementale s'il considère que son cumul avec celle-ci peut excéder 80% du coût réel des travaux et des frais admissibles à la demande;

3° exiger, lorsque la subvention est déjà versée en totalité et que, dans les 12 mois qui suivent le dernier versement, son cumul à l'aide gouvernementale reçue excède 80% de la valeur des travaux et des frais admissibles de la demande, le remboursement du montant excédant ce pourcentage dans le délai qu'il lui indique.

Si une aide gouvernementale est versée au bénéficiaire après le versement de la subvention et que le cumul de cette aide et de la subvention excède 80 % de la valeur des travaux et des frais admissibles de la demande, celui-ci est tenu d'en informer le directeur et de lui rembourser le montant excédentaire dans le délai que ce dernier lui indique.

31. Lorsqu'un bâtiment pour lequel une demande de subvention a été approuvée en vertu du présent règlement change de propriétaire avant que cette subvention ne soit versée ou à l'intérieur d'une période de 24 mois suivant le dernier versement de la subvention, le nouveau propriétaire peut succéder aux droits relatifs à cette subvention du propriétaire antérieur, à condition de se conformer aux exigences du présent règlement.

Aux fins du premier alinéa et sous réserve de toute autre exigence applicable du présent règlement, le nouvel acquéreur doit déclarer le transfert de propriété au directeur et lui fournir une copie de l'acte de vente notarié en minute du bâtiment.

SECTION VIII
VÉRIFICATION DU RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

32. Le directeur peut, à tout moment et ce, jusqu'à 24 mois suivant le dernier versement de la subvention, faire une vérification du respect des conditions d'admissibilité prévues au présent règlement.

Aux fins de cette vérification, le requérant doit conserver tout document permettant de confirmer le respect des conditions d'admissibilité prévues au présent règlement.

33. Dans le cadre d'une vérification prévue à l'article 32, le directeur peut exiger du requérant tout document permettant de vérifier le respect des exigences prévues au présent règlement.

Tout document mentionné dans l'avis du directeur doit être fourni dans les 60 jours suivant la date de cet avis.

Les documents demandés peuvent porter sur toute condition mentionnée au présent règlement.

SECTION IX
PERTE ET REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

34. La survenance de l'une ou l'autre des situations suivantes, une fois la demande déposée, entraîne la perte du droit à la subvention :

1° le requérant ne donne pas suite à la demande de vérification effectuée conformément à l'article 32 dans les délais prescrits;

2° le bâtiment ou une partie du bâtiment visé par la subvention change de destination, selon l'une ou l'autre des situations suivantes :

a) la transformation d'un logement en espace non résidentiel;

b) la transformation d'un logement en maison de chambres;

c) la transformation d'un logement locatif en copropriété divise ou indivise;

3° un logement dans le bâtiment visé par les travaux admissibles fait l'objet d'un agrandissement, d'une diminution de superficie habitable ou d'une subdivision, à l'exception :

a) d'un bâtiment exclusivement résidentiel comportant un logement;

b) d'un agrandissement qui résulte en une augmentation de l'espace habitable du bâtiment;

4° l'aliénation totale ou partielle du bâtiment par un OBNL lorsque le nouveau propriétaire ne répond pas aux critères d'admissibilité ou la perte du statut d'OBNL par l'organisme;

5° le requérant fait l'objet d'un jugement final concluant qu'il a évincé ou repris un logement du bâtiment de façon illégale dans le cadre des travaux faisant l'objet de la subvention prévue au présent règlement;

6° plus de 50% des logements sont inoccupés ou ne font pas l'objet d'un bail valide sauf si la vacance est le résultat d'une évacuation décrétée par la Ville ou ordonnée par un tribunal.

Un logement occupé par un propriétaire-occupant est reconnu faire l'objet d'un bail valide au sens du premier alinéa;

7° toute fausse représentation, fraude, tentative de fraude ou autres manœuvres dolosives, notamment la présentation :

a) des factures présentant des coûts différents de ceux réellement prévus ou payés pour les travaux et les frais admissibles au sens de ce règlement;

b) de baux désignant des locataires fictifs ou n'occupant pas réellement le logement.

Lorsque l'une ou l'autre des situations mentionnées au premier alinéa survient dans les 24 mois suivant le versement de la subvention, le requérant a l'obligation de rembourser ce versement, sauf s'il s'agit de la situation visée par les paragraphes 3° et 5°, où le montant à rembourser est proportionnel au nombre de logements visés divisé par le nombre total de logements dans le bâtiment.

Le directeur avise le requérant de la perte de la subvention par écrit en lui indiquant, le cas échéant, le montant reçu en vertu du présent règlement qu'il doit rembourser dans un délai de 60 jours suivant la réception de cet avis.

Le requérant de la subvention et le nouveau propriétaire du bâtiment, le cas échéant, sont solidairement responsables de cette remise.

SECTION X

XX-XXX/24

ORDONNANCES

35. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° modifier la procédure prévue pour calculer l'aire d'étage dans la définition d'« aire d'étage » prévue au paragraphe 3° de l'article 1;

2° modifier le nombre de logements requis pour qu'un bâtiment soit admissible au paragraphe 2° de l'article 3;

3° modifier les montants maximaux de valeur foncière précisés à l'article 3.

4° modifier le pourcentage de la superficie destinée à un usage non résidentiel mentionné au paragraphe 2° de l'article 4;

5° modifier le pourcentage de logements vacants ou les conditions d'inoccupation mentionnés au paragraphe 3° de l'article 4;

6° modifier la liste des travaux admissibles prévue au premier alinéa de l'article 5;

7° modifier la liste restreinte des travaux admissibles prévus aux paragraphes 1° et 2° du deuxième alinéa de l'article 5;

8° modifier les montants minimaux de la subvention prévus à l'article 6;

9° ajouter, modifier ou retirer des travaux admissibles accessoires à un agrandissement prévus au paragraphe 1° de l'article 7;

10° modifier la liste des documents requis pour la demande de subvention prévue au paragraphe 2° de l'article 9;

11° ajouter, modifier ou retirer des travaux obligatoires prévus au paragraphe 3° de l'article 11;

12° modifier les délais prévus à l'article 12;

13° modifier les exigences techniques prévues à la sous-section III de la section V;

14° modifier la méthode de calcul des quantités prévue à l'article 19;

15° modifier les montants des subventions prévus aux articles 18 et 20;

16° modifier le facteur de multiplication visant les OBNL précisé à l'article 21;

17° modifier le montant maximal que peut atteindre la subvention énoncée à l'article 22;

18° modifier le pourcentage du coût réel énoncé à l'article 23;

19° modifier le nombre d'années prescrit à l'article 24 devant s'écouler entre la date d'approbation d'une subvention et le dépôt d'une nouvelle demande d'aide financière avant de pouvoir accéder à la subvention maximale;

20° modifier la liste de subvention d'autres sources qui n'entraînent pas une déduction de la subvention énoncée à l'article 25.

21° modifier la liste des documents requis pour le paiement de la subvention prévue au paragraphe 2° de l'article 29;

22° modifier le nombre de mois de la période de vérification selon l'article 32;

23° modifier la liste des situations entraînant la perte de la subvention de l'article 34;

24° établir, par catégorie d'immeuble, de catégorie d'admissibilité ou de bénéficiaires, la portion ou le montant maximal des fonds dédiés au présent programme qui doit être consacré aux subventions visant une telle catégorie.

SECTION XI
DURÉE DU PROGRAMME DE SUBVENTION

36. Le programme de subvention établi au présent règlement prend fin lorsque les fonds qui y sont affectés sont épuisés ou à la date fixée par ordonnance du comité exécutif.

SECTION XII
ENTRÉE EN VIGUEUR

37. Le présent règlement entre en vigueur le 1er février 2021.

SECTION IX
DISPOSITION TRANSITOIRE

38. À partir du 1er février 2021, toute nouvelle demande de subvention présentée en vertu des règlements suivants est réputée avoir été soumise en vertu du présent règlement :

1° Règlement sur la subvention municipale à la rénovation et à la démolition-reconstruction résidentielles (14-036);

2° Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037);

3° Règlement sur la subvention municipale à la stabilisation des fondations des bâtiments résidentiels (14-038).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le devoir le XXXXXX.

GDD : 1208146001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.003

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208677011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand.

D'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot située à l'intersection du boulevard Monk, et des rues Saint-Patrick et Briand.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-11-30 09:04

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 9 novembre 2020	Résolution: CA20 22 0300

Donner un avis de motion et adopter un premier projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand (dossier 1208677011)

Le conseiller Sauvé donne avis de motion qu'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand sera présenté pour adoption à une séance ultérieure;

Considérant l'avis de motion donné à la présente séance.

Il est proposé par Craig Sauvé

appuyé par Anne-Marie Sigouin

ET RÉSOLU :

D'adopter le premier projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection Monk, Saint-Patrick et Briand et de le transmettre au conseil municipal pour adoption, conformément à l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

De déléguer au secrétaire d'arrondissement le pouvoir de procéder à la consultation publique requise dans le respect des dispositions de l'arrêté 2020-074 de la ministre de la Santé et des Services sociaux du 2 octobre 2020, notamment en remplaçant l'assemblée publique de consultation prescrite par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) par une consultation écrite d'une durée de 15 jours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1208677011

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Sylvie PARENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 novembre 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1208677011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'état d'urgence sanitaire et dans le respect des décrets ministériels portant sur les procédures autre que référendaires qui font partie du processus décisionnel d'un organisme municipal et qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens;
Compte tenu de l'impossibilité de tenir l'assemblée publique normalement prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), l'arrondissement a remplacé l'assemblée de consultation par une consultation écrite de 15 jours annoncée préalablement par un avis public.

L'arrondissement a tenu une consultation écrite du 12 au 26 novembre 2020. Un avis public a été diffusé le 11 novembre 2020. Les citoyennes et citoyens ont eu 15 jours pour transmettre leurs commentaires écrits, par courriel ou par la poste. Une présentation en lien avec le projet ainsi qu'une capsule vidéo présentant le projet ont été disponibles sur le site internet de l'arrondissement.

Au terme de la consultation, aucun commentaire n'a été reçu.

Le rapport de consultation est en pièce jointe à ce présent sommaire.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daphné CLAUDE
Secrétaire-recherchiste

514 872-1950
Tél :
Télécop. : 000-0000

Le Sud-Ouest
Montréal

RAPPORT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE ÉCRITE
TENUE DU 12 AU 26 NOVEMBRE 2020 :

Projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot située à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand – dossier 1208677011

La consultation publique écrite, pour le projet ci-haut mentionné, s'est tenue, en conformité avec l'arrêté ministériel 2020-074 et la résolution CA20 220300.

Aucune question et aucun commentaire n'a été transmis à l'Arrondissement durant la période de cette consultation publique écrite concernant ce projet de règlement.

Le 27 novembre 2020,

(S) Original signé

Daphné Claude
Secrétaire-recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1208677011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand.

D'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot située à l'intersection du boulevard Monk, et des rues Saint-Patrick et Briand.

Signé par Sylvain VILLENEUVE **Le** 2020-10-30 17:34

Signataire : Sylvain VILLENEUVE

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208677011**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande de modification du Plan d'urbanisme porte sur la révision de la carte des secteurs de densité de la partie 1 du Plan d'urbanisme relative à l'arrondissement du Sud-Ouest, afin d'harmoniser la hauteur maximale permise aux abords du canal de Lachine, où celle-ci est majoritairement établie à 6 étages. Cette modification concerne l'ensemble du secteur Cabot ainsi qu'une portion de l'îlot délimitée par les rues Saint-Patrick, Briand, de Villiers et Monk où la hauteur maximale permise au Plan d'urbanisme est de 4 étages.

Dans le cadre de la sélection du site du 4000, rue Saint-Patrick (propriété de la Ville) comme objet de la seconde édition de l'appel à projets Réinventer Montréal, le Service de la gestion et de la planification immobilière ainsi que l'arrondissement du Sud-Ouest ont entamé une réflexion sur l'opportunité d'augmenter la hauteur permise au Plan d'urbanisme afin de renforcer le potentiel d'attractivité de l'ensemble du secteur Cabot et particulièrement du site du 4000, rue Saint-Patrick qui présente de nombreux défis en raison de l'état de dégradation du bâtiment, son intérêt historique et archéologique ainsi que la présence de sols contaminés.

Par ailleurs, la demande de modification du Plan d'urbanisme répond également à une opportunité pour l'arrondissement du Sud-Ouest de densifier une tête d'îlot en bordure du Canal de Lachine et d'y bonifier un projet de construction de logements sociaux dans un secteur où l'offre en la matière est particulièrement déficiente.

Cette modification au Plan d'urbanisme n'entraînera pas une concordance au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest (01-280).

Le conseil municipal peut adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme conformément aux articles 109 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0670 : Adoption du Plan de Développement Urbain, Économique et Social (PDUÉS) Turcot, le 29 mai 2018 (no GDD 1180511002).

DESCRIPTION

Le projet vise à modifier la carte de secteurs de densité du chapitre du Plan d'urbanisme consacré à l'arrondissement du Sud-Ouest, afin de modifier les paramètres de densité du secteur Cabot en remplaçant sa catégorie actuelle 12-07 par 12-04 (implantation identique et augmentation de la hauteur maximale permise de 4 à 6 étages), ainsi que ceux des lots 1 243 263, 1 243 264 et 1 243 265 du cadastre du Québec localisés sur l'îlot Monk/Saint-Patrick/Briand/de Villiers où la catégorie actuelle est 12-03, par 12-02 (réduction de l'implantation maximum de élevé à moyen et augmentation de la hauteur maximale permise de 4 à 6 étages).

JUSTIFICATION

Le site du 4000, rue Saint-Patrick est localisé dans le secteur Cabot. Secteur d'emploi à vocation industrielle, ce secteur a connu un lent déclin depuis le milieu du XXe siècle. La modification au Plan d'urbanisme demandée trouve ainsi sa place dans une démarche plus large. En effet, l'augmentation de la hauteur maximale s'inscrit à la fois dans les conclusions des études de développement économique commandées par PME-Montréal, mais surtout dans la continuité des objectifs inscrits au Plan d'urbanisme, notamment en lien avec la consolidation des secteurs d'emplois.
Le secteur Cabot est identifié comme secteur de Planification détaillé de portée locale au chapitre de l'arrondissement du Sud-Ouest au Plan d'urbanisme, mais constitue également un secteur prioritaire d'intervention dans le Plan de développement urbain, économique et social Turcot adopté par l'arrondissement en 2018.

Dans le PDUÉS-Turcot, la vocation industrielle du secteur Cabot y est réaffirmé, ainsi que l'importance accordée à la mise en valeur de son héritage patrimonial industriel. Conjointement aux investissements réalisés sur le domaine public dans le cadre des travaux de reconstruction de l'échangeur Turcot (désenclavement par le prolongement du Boulevard de la Vérendrye et de la rue Hadley, valorisation des espaces libérés par le déplacement de l'autoroute 15 en espaces verts), l'augmentation de la hauteur maximale constitue un incitatif à l'investissement privé et vise à assurer des conditions favorables au renouveau du secteur, ainsi qu'à la mise en valeur de son patrimoine.

Quant à l'ensemble du territoire de l'arrondissement, face à la pression exercée par le développement résidentiel, l'offre en superficie industrielle a reculé au cours des dernières années, tandis que la fabrication urbaine à petite échelle et les industries de hautes technologies connaissent un essor. En effet, alors que le Sud-Ouest bénéficie de la présence de l'ETS et de pépinières et incubateurs à entreprises, l'arrondissement peine à retenir ces jeunes entreprises faute de locaux disponibles et abordables.

En ce sens, l'augmentation de la hauteur permise sur l'ensemble du secteur Cabot vise à offrir un incitatif significatif en faveur du redéveloppement des terrains privés et amorcer son renouveau industriel. Tandis que la reconversion du 4000, rue Saint-Patrick dans le cadre de l'appel à projets international C40 Réinventer Montréal est perçue comme pouvant être la pierre angulaire de ce renouveau, à travers l'augmentation de la hauteur maximale, l'objectif est d'augmenter l'attractivité d'un site vacant depuis 2013 et améliorant son potentiel de rentabilité afin d'assurer une participation importante à la démarche et la

proposition de projets profondément innovants, propres à faire du bâtiment une signature pour le secteur Cabot.

Concernant l'augmentation de la hauteur proposée sur une portion de l'îlot délimitée par les rues Saint-Patrick, Briand, de Villiers et Monk, celle-ci répond à un double objectif. D'une part, celle-ci favorise à harmoniser le potentiel de développement du long du Canal de Lachine en prolongeant un secteur dont la hauteur maximale est de 6 étages. En effet, la section de Saint-Patrick constitué de deux têtes d'îlot, allant de la rue Beaulieu à Briand marque une discontinuité quant à la hauteur permise au Plan d'urbanisme le long du Canal entre l'emprise de l'autoroute 15 et la limite ouest de l'arrondissement.

D'autre part, il s'agit d'une opportunité de bonifier un projet de logements sociaux dans un des secteurs les moins bien desservis de l'arrondissement et d'assurer sa faisabilité et sa rentabilité. Les bâtiments de 4 étages représentant un défi financier en raison de l'amortissement des surcoûts associés à l'obligation d'implanter un ascenseur pour les bâtiments à partir de 4 étages.

Avis du Comité Mixte :
Lors de la séance du 4 septembre 2020, le Comité Mixte a émis un avis favorable avec des recommandations à l'égard de la demande de modification du Plan d'urbanisme. L'avis peut être consulté en pièce jointe du présent sommaire.

Avis du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) :
Lors de la séance du 05 octobre 2020, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande de modification du Plan d'urbanisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'augmentation proposée de la hauteur au Plan d'urbanisme répond à plusieurs enjeux de développement durable.

Développement social

Mixité sociale :
La modification du plan va permettre la bonification d'un projet de logements sociaux dans un secteur où l'offre disponible est très insuffisante pour répondre aux besoins de la population. L'augmentation de la hauteur va ainsi permettre de renforcer la mixité social dans les secteurs Ville-Émard-Côte-Saint-Paul.

Identité et patrimoine :
Dans le secteur Cabot, l'augmentation de la hauteur permise au Plan d'urbanisme vise à favoriser l'usage de la procédure de PPCMOI afin d'offrir un levier à l'arrondissement du Sud -Ouest pour s'assurer la mise en valeur de ses bâtiments d'intérêt patrimoniaux. Ceux-ci constituent en effet, une part importante de l'identité du Sud-Ouest.

Par ailleurs, la valorisation de l'héritage industriel ainsi que des vestiges archéologique du secteur Cabot sont inscrits parmi les orientations du PDUÉS Turcot.

Culture et économie sociale :
Parmi les orientations inscrites dans l'appel à projets du C40 Réinventer Montréal, on retrouve parmi les considérants à prendre en compte, l'aménagement d'espaces :

- abordables pour l'usage d'ateliers d'artistes et d'artisans;
- dédiés à des activités en économie sociale et communautaire.

Développement économique
L'augmentation de la hauteur permise dans le secteur Cabot vise à offrir un incitatif en faveur du redéveloppement d'un secteur industriel qui bénéficie d'une excellente localisation mais qui fait face à plusieurs défis (contamination des sols, contraintes réglementaires pour les bâtiments d'intérêts patrimoniaux, hauteur permise et desserte en transport collectif limité, etc).

Dans le sillage de la reconversion du 4000, rue Saint-Patrick dans le cadre du processus d'appel à projet via le C40 Réinventer Montréal, l'objectif est de favoriser un renouveau industriel de l'ensemble du secteur par le développement d'espaces locatifs propres à maintenir sur le territoire du Sud-Ouest, les nombreuses jeunes entreprises de hautes technologies et de fabrication légère qui se développent dans le cadre du Quartier de l'innovation de Montréal. Il s'agit ainsi d'assurer la pérennité des entreprises locales et la création d'un écosystème favorable à leur développement.

Parmis les orientations inscrites dans l'appel à projets du C40 Réinventer Montréal, on retrouve parmis les considérants à prendre en compte, l'inclusion d'une pépinière pour les entreprises technologiques et de fabrication légère.

Transition écologique_:
L'appel à projets du C40 Réinventer Montréal s'inscrit pleinement dans les valeurs de la transition écologique et vise la réalisation de projet ambitieux, innovant et responsable. Ainsi, l'appel à projet prévoit plusieurs défis environnementaux à relever :

- Efficacité énergétique et énergie bas carbone;
- Analyse du cycle de vie et matériaux durables;
- Mobilité bas carbone;
- Résilience climatique et adaptation;
- Services écologiques et emplois verts;
- Gestion durable de l'eau;
- Gestion durable des déchets (matières résiduelles);
- Biodiversité, végétalisation urbaine et agriculture;
- Actions inclusives, bénéfices sociaux et engagement des citoyens;
- Architecture et aménagement innovant.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le processus d'adoption devra se faire en fonction des directives gouvernementales en vigueur, notamment celles concernant les rassemblements de personnes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public annonçant une consultation écrite d'une durée de 15 jours sera publié sur le site internet de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme : 9 novembre 2020;

- Avis public annonçant la consultation écrite de 15 jours : 11 novembre 2020 (prévisionnel)
- Consultation écrite de 15 jours : du 12 novembre au 26 novembre 2020 (prévisionnel);
- Comité exécutif - Adoption d'une résolution recommandant l'adoption du règlement : 9 décembre 2020 (prévisionnel);
- Conseil municipal - Adoption du règlement : 14 décembre 2020 (prévisionnel);
- Avis public annonçant la possibilité de demander à la Commission municipale du Québec un avis sur la conformité du règlement au Schéma d'aménagement : décembre 2020 (prévisionnel);
- Entrée en vigueur du règlement à l'expiration du délai pour faire une demande à la Commission municipale, si aucune demande n'a été reçue. Si une demande a été reçue, entrée en vigueur du règlement sur délivrance de l'attestation de conformité par la Commission municipale : janvier 2021 (prévisionnel).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Charles-Éden GODBOUT, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Charles-Éden GODBOUT, 23 octobre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Baptiste DUPRÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-7579
Télécop. : 514 872-1945

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-15

Julie NADON
Chef de division

Tél : 514 868-5037
Télécop. : 514 872-1945

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Julie NADON
Chef de division, Dir. par Interim
Tél : 514 868-5037
Approuvé le : 2020-10-30

Montréal

AVIS DU COMITÉ MIXTE (COMPOSÉ DE MEMBRES DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER)
Suite à l'assemblée du 4 septembre 2020

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Paramètres de hauteur – Secteur Cabot et Monk/Saint-Patrick

AC20-SO-01_ERRATUM_v2

Localisation :	Secteur Cabot, Arrondissement du Sud-Ouest Secteur délimité par les rues Saint-Patrick, Briand, de Villiers, Pierre-Héroux et Beaulieu, Arrondissement du Sud-Ouest
Reconnaissance municipale :	Le 4000, rue Saint-Patrick est un bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural Le secteur Cabot comprend également plusieurs bâtiments industriels d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle au Plan d'urbanisme
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Reconnaissance fédérale :	Le canal de Lachine est reconnu comme Lieu historique national du Canada

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après le comité mixte) émettent un avis à la demande de l'Arrondissement du Sud-Ouest. La réalisation du projet requiert la modification du Plan d'urbanisme en ce qui a trait au paramètre de hauteur pour le site. Le projet fait l'objet d'un avis du comité mixte à la demande du requérant, en raison de l'impact du projet sur les bâtiments d'intérêt patrimonial situés dans le secteur Cabot.

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX

Le canal de Lachine a été creusé entre 1821 et 1825. Long de quinze kilomètres, il relie alors le Vieux-Montréal au lac Saint-Louis et permet à l'époque de contourner les rapides de Lachine, barrière naturelle à la navigation sur le Saint-Laurent. Rapidement, il contribue à faire de Montréal une plaque tournante des transports en Amérique du Nord au XIX^{e} siècle, mais sa mise en service a peu d'impact immédiat sur le développement urbain des territoires riverains, qui conservent une vocation essentiellement agricole jusqu'au milieu du XIX^{e} siècle. Entre 1843 et 1848, le canal de Lachine est élargi une première fois, puis une deuxième fois en 1873. Des prises d'eau permettant l'utilisation de l'énergie hydraulique sont établies à proximité du bassin numéro 2, de l'écluse Saint-Gabriel et de la côte Saint-Paul. Ces travaux attirent un grand nombre d'industries le long des berges du canal et donnent un essor considérable au développement économique et urbain des territoires riverains. Les petites entreprises situées le long du canal cèdent graduellement la place à d'imposants complexes industriels, faisant ainsi du canal de Lachine le berceau de l'industrialisation au Canada et l'un de ses principaux axes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

C'est à cette époque, en 1940, qu'est construit le complexe de la Canadian Power Boat, situé au 4000, rue Saint-Patrick. Ce complexe, qui fabriquait des bateaux rapides pour la Marine royale canadienne (de 1940 à 1945 environ),

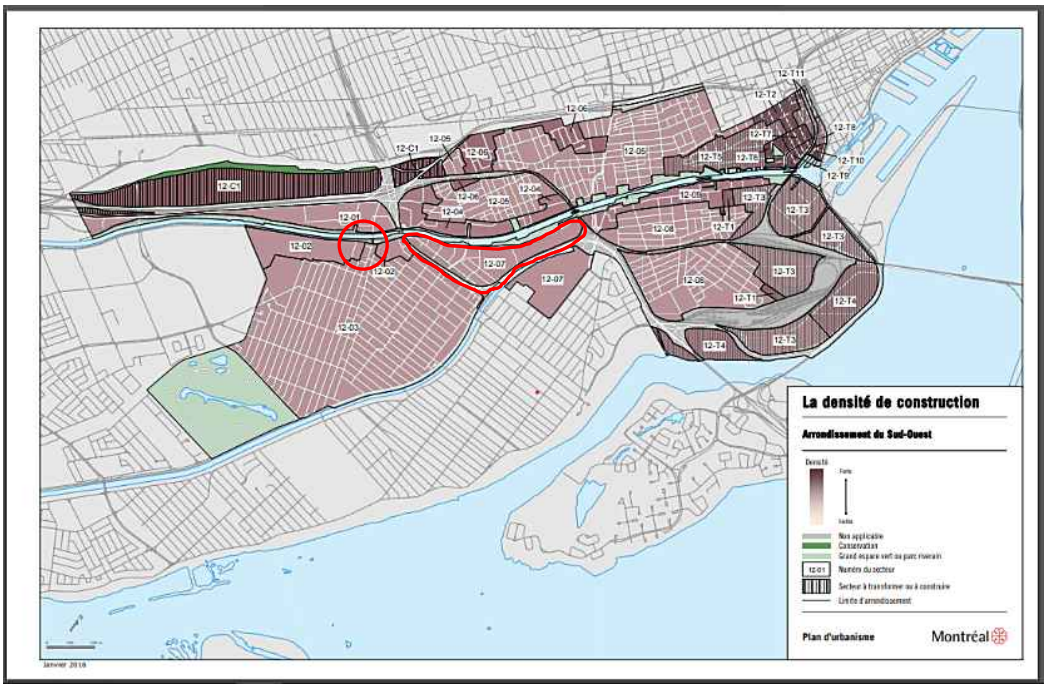
*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6^{e} étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

représente notamment un témoin historique de la contribution de Montréal à l'effort de guerre. Il constitue par ailleurs le seul chantier naval établi le long du canal de Lachine à nous être parvenu à peu près intact. De 1947 à 1967, le complexe est la propriété de la Line Bros (Canada) Ltd, qui procède au remblaiement du bassin et construit une annexe à la jonction de la grande halle et de l'atelier d'assemblage (vers la cour). Aujourd'hui propriété de la Ville de Montréal, le bâtiment est vacant depuis 2013.

À partir de la fin des années 1950, le secteur perd progressivement sa vocation industrielle et amorce un long déclin. L'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent en 1959, qui permet aux navires d'accéder directement aux ports des Grands Lacs, ainsi que l'essor du transport par camion, contribuent à la fermeture du canal de Lachine en 1970. Résidents et entreprises délaissent les anciens quartiers en bordure du canal pour s'installer dans des banlieues et parcs industriels desservis par les nouvelles infrastructures routières. La désignation du canal de Lachine en 1996 par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada en tant que berceau de l'industrialisation au pays et sa réouverture en 2002 à la navigation de plaisance accompagnent un mouvement de réhabilitation de ses berges et des quartiers attenants. Le recyclage d'anciennes usines en habitations et la création d'un parc linéaire sillonné d'un réseau de pistes cyclables consacrent les nouvelles vocations résidentielle et récréotouristique du secteur.

De 2016 à 2018, dans la foulée de la construction de l'échangeur Turcot, l'arrondissement du Sud-Ouest élabore une démarche de planification, le Plan de développement urbain, économique et social (PDUÉS) dont le territoire comprend notamment le secteur Cabot, à l'étude dans le présent avis. Ce dernier, situé au sud du canal de Lachine et s'étendant sur une superficie de 50 hectares, constitue un secteur d'emploi dévitalisé, présentant entre autres un ensemble d'usines disparates, des bâtiments vacants, des terrains sous-utilisés et contaminés, mais aussi un important patrimoine industriel.



Carte montrant la densité de construction dans l'arrondissement Sud-Ouest. Les deux secteurs visés par la modification demandée sont encerclés en rouge (Source : Site web de l'Arrondissement du Sud-Ouest).

MODIFICATION AU PLAN D'URBANISME

La présente demande porte sur la modification de la carte des paramètres de densité du chapitre du Plan d'urbanisme consacré à l'arrondissement du Sud-Ouest, afin d'harmoniser la hauteur maximum permise aux abords du canal de Lachine, actuellement majoritairement établie à 6 étages. La modification demandée porte sur le secteur Cabot (12-07), qui passerait de 4 étages hors-sol à 6 étages, ainsi que sur un petit secteur délimité par les rues Saint-Patrick, Briand, de Villiers, Pierre-Héroux et Beaulieu, qui passerait de 1 à 4 étages à 6 étages.

DESCRIPTION DU PROJET

La présente demande de modification répondrait aux besoins exprimés pour la réalisation de deux projets. Le premier est un projet d'inclusion de logements sociaux hors site, à l'intersection du boulevard Monk et de la rue Saint-Patrick. Le Plan d'urbanisme y permet actuellement une hauteur maximum de 4 étages, limitant ainsi le développement du terrain concerné, lequel fait face à un bâtiment de 6 étages sur la rue Briand. De plus, deux édifices de logements sociaux localisés non loin de là sur le boulevard Monk présentent également une hauteur de 6 étages.

Le deuxième projet vise le site du bâtiment d'intérêt patrimonial localisé au 4000, rue Saint-Patrick dans le secteur Cabot. Propriété de la Ville, ce site a été retenu comme l'objet de la seconde édition de l'appel à projets Réinventer Montréal 2020-2021. Cet appel à projets représente une opportunité importante pour la revalorisation d'un site qui présente de nombreux défis en raison de l'état de dégradation du bâtiment, de son intérêt historique et archéologique ainsi que de la présence de sols contaminés. Ce projet s'inscrit dans une stratégie de planification plus vaste portée par PME-Montréal, visant à accompagner la mutation du caractère industriel traditionnel du canal de Lachine vers le développement d'un corridor de l'innovation, porté par des industries de haute technologie. À travers l'augmentation de la hauteur maximum, l'objectif est d'augmenter l'attractivité d'un site vacant depuis 2013 en améliorant son potentiel de rentabilité et d'assurer ainsi une contribution importante à la démarche et à la proposition de projets innovants, propres à faire du bâtiment une signature pour le secteur Cabot.

ENJEUX ET ANALYSE DE LA DEMANDE

Le comité mixte a reçu les représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité et de l'Arrondissement du Sud-Ouest ainsi que les représentants externes responsables du dossier le 4 septembre 2020. Le comité mixte les remercie pour leur présence et leur présentation, dont il tient à souligner la clarté et la qualité. D'emblée, il souhaite saluer l'Arrondissement d'être venu les voir en amont dans leur démarche de planification. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires et recommandations sur ce qui lui a été présenté.

Gestion des hauteurs dans le secteur Cabot

De manière générale, le comité mixte considère que l'augmentation des paramètres de hauteur pour le secteur Cabot afin d'atteindre une hauteur 6 étages est pertinente dans un contexte de redynamisation des anciens secteurs industriels de Montréal.

Telle que présentée, la proposition cible le changement de hauteur au Plan urbanisme. Or, le dossier de présentation n'illustre pas les intentions de l'Arrondissement en matière de gestion plus fine de ces hauteurs au niveau de la réglementation locale. À cet effet, le comité mixte comprend que l'Arrondissement souhaite conserver les paramètres

de hauteur actuels du Règlement d'urbanisme afin de favoriser le redéveloppement des sites par le biais du projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI). Bien que le comité mixte comprenne les avantages de cette approche pour l'Arrondissement, il considère qu'elle pose aussi plusieurs enjeux. Elle ne permet pas, entre autres, d'anticiper la cohérence des projets entre eux par la mise en œuvre d'une stratégie de hauteur préétablie en fonction de contraintes d'insertion, d'effets d'encadrement souhaités et de composition de la forme urbaine. Ainsi, le comité mixte recommande à l'Arrondissement de préciser les principes spécifiques qui guideront la gestion des hauteurs dans le secteur Cabot en fonction de différents paramètres d'insertion tels que l'harmonisation des marges de recul, l'ensoleillement ou la mise en valeur du patrimoine. Afin d'analyser et de communiquer l'impact du changement de paramètres de hauteur, il encourage les responsables du projet à réaliser des dessins et plans 3D du secteur. De plus, dans un souci d'harmonisation des hauteurs de part et d'autre du canal de Lachine, le comité mixte recommande que les hauteurs de référence soient exprimées en mètres plutôt qu'en nombre d'étages, les bâtiments résidentiels et industriels ayant des hauteurs d'étage fort différentes.

Gestion des hauteurs dans le secteur Monk

Concernant le changement des paramètres de hauteur pour le secteur de la rue Monk, le comité reconnaît le bien-fondé du projet de logement social prévu au carrefour Monk/Saint-Patrick. Il est également sensible à la préservation de la trame résidentielle du quartier Ville-Émard, dont font partie, entre autres, les lots de petites dimensions situés dans la portion sud du secteur. Pour éviter une pression indue sur le parc résidentiel existant, le comité est d'avis que la zone visée par l'augmentation de la hauteur permise devrait se limiter à la portion de l'îlot à redévelopper en front de la rue Saint-Patrick, entre les rues Monk et Briand

Aménagement du domaine public et revitalisation du secteur Cabot

Le comité mixte comprend que le changement de hauteur demandé pour le secteur Cabot suit une démarche de planification de plus grande ampleur réalisée par l'Arrondissement, soit le Plan de développement urbain, économique et social (PDUÉS). Bien que ce document ait été soumis pour consultation au comité mixte en vue du présent avis, les intentions d'aménagement qu'il contient pour le domaine public n'ont pas été présentées lors de la séance. Le PDUÉS a pourtant une grande importance comme instrument stratégique de développement. C'est pourquoi le comité exprime son inquiétude envers plusieurs enjeux qui n'ont pas été abordés dans la présentation et qu'il considère essentiels afin de stimuler le processus de revitalisation de ce secteur industriel, dont l'enclavement du secteur, la qualité de l'espace public, les équipements collectifs, les infrastructures pour les familles, le verdissement et la gestion durable de l'eau. Il est d'avis que l'Arrondissement devrait clarifier les liens entre le changement souhaité au niveau des paramètres de hauteur et les interventions sur le domaine public en vue de revitaliser le secteur.

Outils de planification

Le comité mixte comprend que le contexte de la démarche C40 – Réinventer Montréal oblige un changement rapide des paramètres du Plan d'urbanisme. Toutefois, il considère qu'un document de planification plus complet, comme un PPU, aurait été préférable afin de considérer l'ensemble des enjeux d'aménagement de ce milieu.

Préservation et mise en valeur du patrimoine

Le secteur Cabot possède plusieurs immeubles d'intérêt patrimonial ainsi que de nombreux vestiges rappelant que le canal de Lachine est le berceau de l'industrialisation au Canada. Le comité mixte s'interroge sur l'effet de la modification des paramètres de hauteur sur le potentiel de préservation et de mise en valeur du patrimoine. Il redoute même que cette possibilité soit perçue comme un facteur favorisant la démolition afin de faciliter les constructions de plus grande hauteur. Aussi, dans la démarche de PPCMOI, le comité mixte recommande à l'Arrondissement d'inclure une clause réglementaire visant à lier directement la possibilité de se prévaloir des paramètres de surhauteur lorsqu'un projet préserve un bâtiment patrimonial, et à limiter l'accès à cette option sur les sites sans composantes patrimoniales. Cette mesure viserait à donner un avantage aux promoteurs en prenant en considération les surcoûts potentiels et les exigences des interventions patrimoniales dans la réalisation d'un projet. Enfin, considérant que le 4000 Saint-Patrick est un immeuble appartenant à la Ville de Montréal, le comité mixte souhaite rappeler le rôle d'exemplarité que s'est donné la Ville en matière de gestion du patrimoine culturel à travers sa Politique du patrimoine.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte se dit favorable à la modification des paramètres de hauteur proposée.

Il émet également les recommandations suivantes :

01 Réviser les limites de la zone du secteur Monk visée par l'augmentation de la hauteur permise afin qu'elle comprenne uniquement la portion d'îlot à redévelopper en front de la rue Saint-Patrick, entre le boulevard Monk et la rue Briand;

02 Lier la bonification des projets par accès aux surhauteurs dans le secteur Cabot à la préservation et la mise en valeur des composantes patrimoniales d'un site;

03 Préciser les intentions de réduction de l'enclavement et d'aménagement du domaine public du secteur Cabot;

04 Recourir à un outil de planification plus complet (ex. PPU) pour encadrer les interventions publiques et les projets;

05 Considérer les hauteurs en mètres plutôt qu'en nombre d'étages.

Veuillez s'il vous plaît vous référer au fichier « Annexe – suivi des recommandations » qui accompagne le présent avis.

Le président du Comité Jacques-Viger

ORIGINAL SIGNÉ

Patrick Marmen

Le 25 septembre 2020

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal

ORIGINAL SIGNÉ

Peter Jacobs

Le 25 septembre 2020

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Paramètres de hauteur – Secteur Cabot et Mont/Saint-Patrick

AC20-SO-01_ERRATUM_v2 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Ce tableau a pour but d'informer le comité mixte et le conseil municipal (ou le conseil d'arrondissement) des mesures entreprises par le(s) demandeur(s) suite aux recommandations du présent avis.

Veuillez remplir le tableau ici-bas et l'inclure au dossier qui sera transmis au conseil municipal (ou au conseil d'arrondissement). Veuillez également le transmettre par courriel au comité mixte.

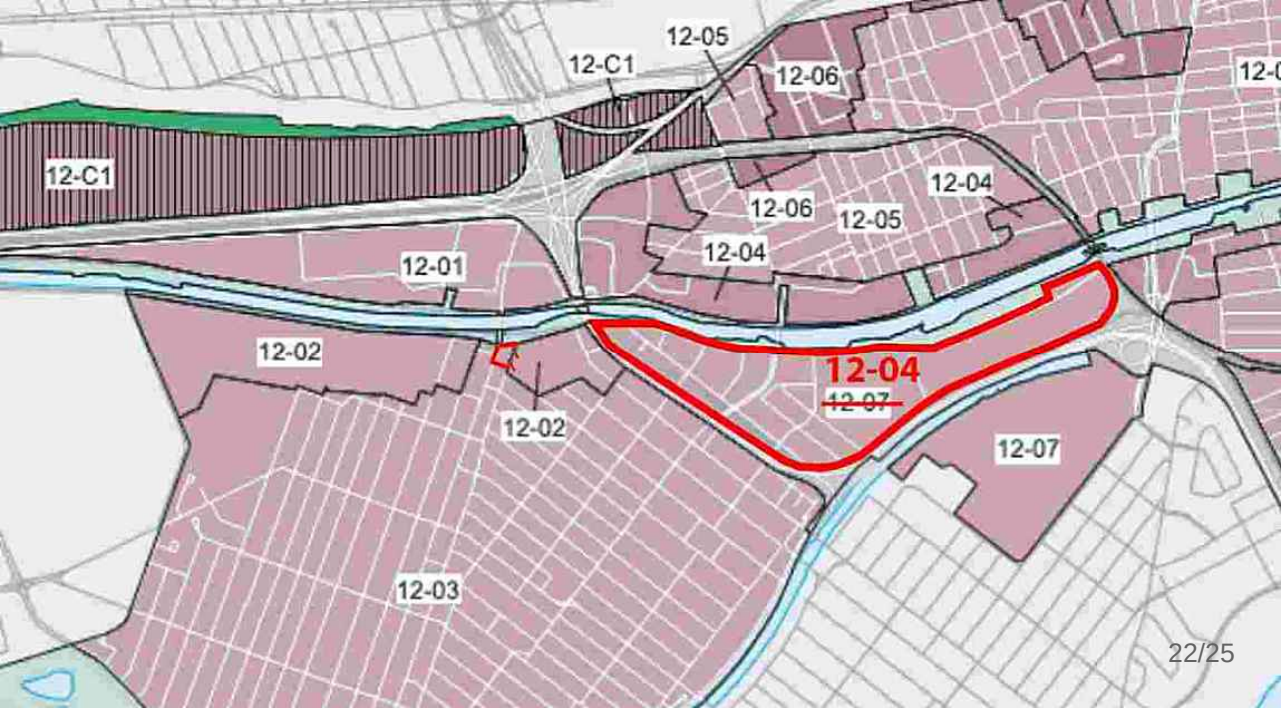
Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations (thèmes) *	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
01	Réviser les limites de la zone du secteur Monk visée par l'augmentation de la hauteur permise afin qu'elle comprenne uniquement la portion d'îlot à redévelopper en front de la rue Saint-Patrick, entre le boulevard Monk et la rue Briand;	**Le projet de règlement a été modifié afin de circonscrire aux 3 lots concernés par le projet de construction de logements sociaux (sur la tête d'îlot Monk/Saint-Patrick/Briand), la modification de la hauteur permise dans le secteur Monk.**
02	Lier la bonification des projets par accès aux surhauteurs dans le secteur Cabot à la préservation et la mise en valeur des composantes patrimoniales d'un site ;	**La préservation et la mise en valeur des bâtiments d'intérêt patrimonial sont des objectifs affirmés dans le chapitre du Plan d'urbanisme dédié à l'arrondissement du Sud-Ouest ainsi que dans le document de planification qu'est le Plan de Développement Urbain, Économique et Social (PDUÉS) Turcot.** **En ne modifiant pas ses normes de zonages actuellement applicables dans le secteur Cabot, l'Arrondissement du Sud-Ouest entend favoriser le recours aux projets particuliers afin de s'assurer que les éventuels projets de construction ou de transformation pour des projets d'une hauteur de 6 étages dans le secteur Cabot, respectent les orientations de l'Arrondissement via des conditions.** **L'arrondissement du Sud-Ouest est doté de critères spécifiques de PIIA pour les immeubles d'intérêts patrimoniaux. Par ailleurs, l'arrondissement a**

		sollicité un accompagnement du Service du patrimoine afin de définir des orientations en matière de préservation et de mise en valeur de ses immeubles d'intérêts patrimoniaux localisés dans le secteur Cabot. **L'arrondissement considère ainsi que la préservation et la mise en valeur des composantes patrimoniales d'un site identifié comme un immeuble d'intérêt patrimonial sont des prérequis pour tout projet dérogeant aux normes de hauteur prévues au règlement d'urbanisme 01-280 de l'arrondissement.**
03	Préciser les intentions de réduction de l'enclavement et d'aménagement du domaine public du secteur Cabot ;	**Les intentions de l'arrondissement du Sud-Ouest afin de réduire l'enclavement du secteur Cabot et l'amélioration du domaine public sont élaborées au sein du document de planification adopté en 2018, le PDUÉS Turcot.** **Dans ce document, il est prévu de désenclaver le secteur Cabot via :** **- le prolongement de la rue Hadley vers la rue Cabot et l'aménagement d'un lien cyclable ;** **- L'aménagement de traverses piétonnes sur la rue Saint-Patrick, dans l'axe du passage de l'écluse de la Côte-Saint-Paul, ainsi que dans l'axe de la passerelle Sir-Georges-Étienne-Cartier;** **- Le prolongement du boulevard de la Vérendrye afin de faire de cet axe la « porte d'entrée » du secteur Cabot.** **Par ailleurs, le PDUÉS détaille les interventions projetées sur le domaine public avec la requalification des espaces libérés dans le cadre des travaux relatifs à l'échangeur Turcot. Ces zones sont ainsi vouées à être aménagées en zones de mitigation environnementale et d'espaces publics avec un important verdissement, la promotion de la biodiversité et l'aménagement de parcours éducatifs.** **Le PDUÉS prévoit également le réaménagement de la rue Saint-Patrick avec :** **- un verdissement massif;** **- l'implantation de mesures d'apaisement de la sécurisation;** **- La sécurisation des intersections et la création de traverses piétonnes ;** **- la réfection et la création de trottoirs;** **- La bonification des aménagements des arrêts d'autobus;** **- Le réaménagement et la sécurisation du viaduc Atwater.**

		Enfin, dans le cadre de l'appel à projets C40 Réinventer Montréal portant sur la requalification du terrain municipal localisé au 4000, rue Saint-Patrick est prévu l'aménagement d'une placette publique à l'intersection des rues Saint-Patrick et Angers
04	Recourir à un outil de planification plus complet (ex. PPU) pour encadrer les interventions publiques et les projets;	**Le PDUÉS constitue une démarche de planification dont certains aspects dépassent les considérations habituelles d'un PPU. Le secteur Cabot y est d'ailleurs identifié comme un secteur d'intervention prioritaire. L'arrondissement du Sud-Ouest considère le PDUÉS Turcot comme un outil de planification suffisamment élaboré pour orienter le redéveloppement du secteur Cabot, même si l'enjeu de la hauteur n'y est pas évoqué.** **En effet, l'analyse de l'intégration des projets en particulier en termes de hauteur fait partie intégrante des prérogatives du Comité consultatif d'urbanisme (CCU). Celui-ci a la charge d'évaluer les projets en fonction de critères établis dans le règlement de PIIA et les documents d'orientations élaborés conjointement avec le service du patrimoine lorsque cela s'applique pour les bâtiments d'intérêt patrimoniale.**
05	Considérer les hauteurs en mètres plutôt qu'en nombre d'étages.	**Par souci de cohérence, l'arrondissement du Sud-Ouest entend conserver la hauteur maximum permise au Plan d'urbanisme en étages.** **En effet, à l'exception du Centre-Ville et du secteur Griffintown, il apparaît que le Plan d'urbanisme privilégie les hauteurs en étages plutôt qu'en mètres.** **Une telle modification ferait du secteur Cabot un cas particulier et nécessiterait la création d'une typologie supplémentaire pour caractériser sa densité permise.** **Les considérations relatives à la hauteur en mètres et à l'intégration dans le cadre bâti sont des éléments faisant partie intégrante des considérations retenues par le CCU lors de l'évaluation des demandes de PIIA et la formulation des recommandations.**

* *Vous référer aux recommandations intégrales à la section « Avis et recommandations du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger » de l'avis.*


12-C1
12-05
12-C1
12-06
12-C1
12-06
12-05
12-04
12-04
12-01
12-02
12-04
12-07
12-02
12-07
12-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208677011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Objet :	Adoption d'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) relativement au secteur Cabot et à la tête d'îlot à l'intersection du boulevard Monk et des rues Saint-Patrick et Briand.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints

FICHIERS JOINTS

2020-10-21-Modif PU-Secteur Cabot.docx

Annexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-10-21

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
04-047-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) RELATIVEMENT AU SECTEUR CABOT ET À LA TÊTE D'ÎLOT SITUÉE À L'INTERSECTION DU BOULEVARD MONK ET DES RUES SAINT-PATRICK ET BRIAND

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

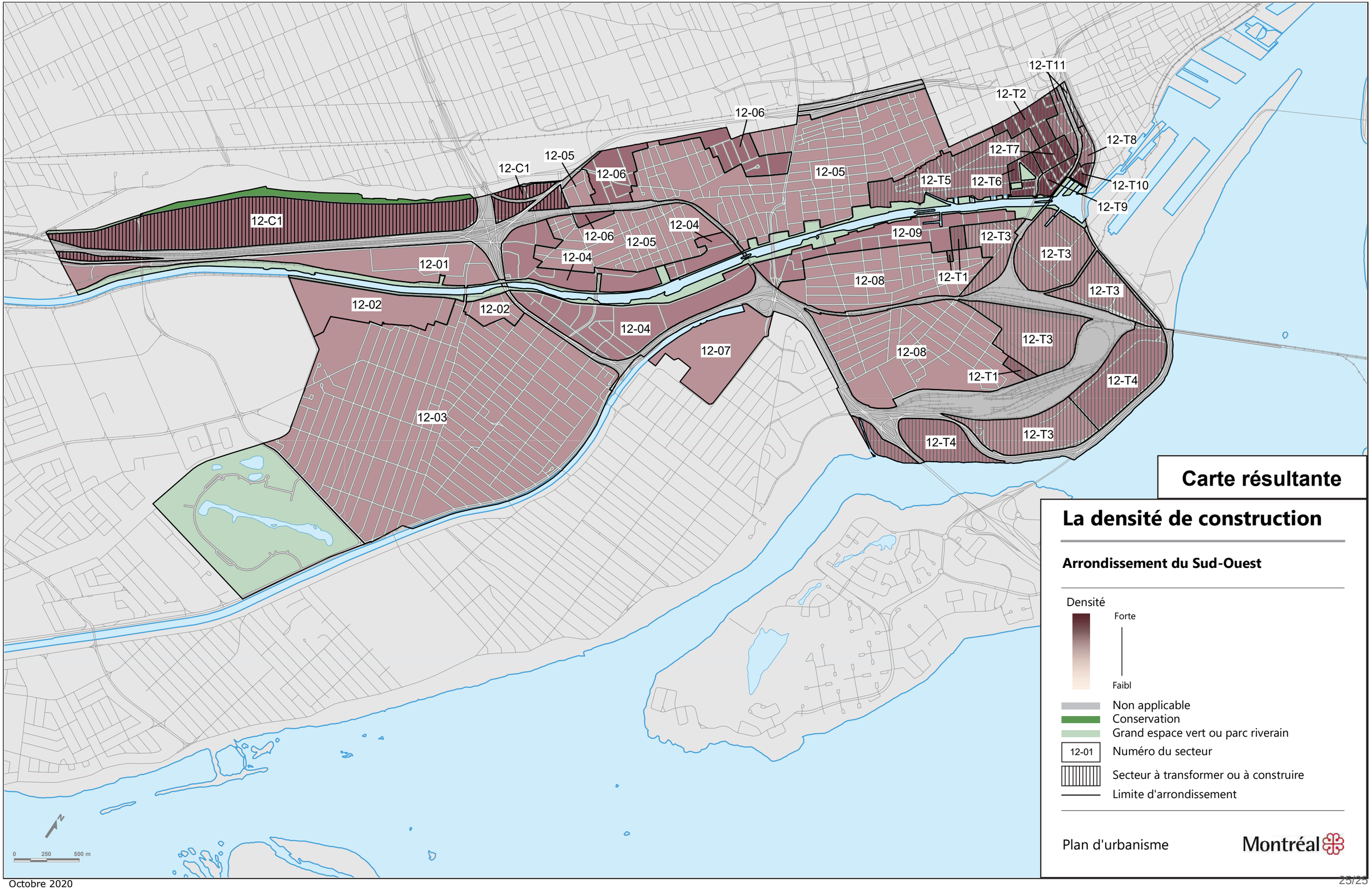
1. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

_____

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 20XX, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 20XX et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1208677011



Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement du Sud-Ouest

Densité

Forte

Faibl

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

12-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

CE : 40.004

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.005

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.006

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1197233007

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 5 450 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière des contributions financières pour le projet de renouvellement des expositions permanentes et des équipements de 2021 à 2025 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 5 450 000$ pour le versement de contributions financières à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes et des équipements de 2021 à 2025 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière » sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-19 16:43

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197233007**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 5 450 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière des contributions financières pour le projet de renouvellement des expositions permanentes et des équipements de 2021 à 2025 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le musée Pointe-à-Callière présente, dans le cadre de son Plan d'immobilisations, un projet de protection des actifs, soit la préservation des vestiges, le renouvellement des expositions permanentes et des équipements muséologiques et technologiques désuets.
Depuis 1992, année de l'ouverture du musée Pointe-à-Callière, la Société du Musée loue de la Ville de Montréal les édifices dans lesquels est logée une partie du musée, soit le 150, rue Saint-Paul Ouest, l'Ancienne-Douane et le 350, place Royale, l'édifice de l'Éperon, en plus des souterrains qui relient les espaces du Musée. De plus, en ce qui a trait à sa gestion, le musée Pointe-à-Callière est l'un des équipements culturels dont la responsabilité de la gestion incombe au conseil de Ville en vertu de la Charte de la Ville de Montréal. À cette fin, une subvention annuelle est versée par la Ville à cet organisme à but non lucratif, selon une entente de partenariat qui a été maintes fois renouvelée depuis 1992. Une entente triennale est en cours pour les années 2020 à 2022.

L'entente conclue avec le Musée prévoit le versement d'une subvention annuelle pour la gestion de ses activités régulières et, éventuellement, des contributions additionnelles pour financer le renouvellement de ses expositions permanentes, des équipements muséologiques et des vestiges. Ces expositions permanentes impliquent des investissements importants, tant en recherche, en conception qu'en production et réalisation muséales. La durée de vie d'une exposition permanente d'un musée est d'environ dix ans. Dans cet intervalle, certaines mises à niveau peuvent être nécessaires afin d'actualiser le contenu et la présentation.

Les contributions additionnelles qui seront consenties par l'administration municipale, au titre du projet de renouvellement des expositions permanentes du Musée, exigent de faire autoriser un règlement d'emprunt municipal spécifique.

Le présent sommaire décisionnel a donc pour objet d'adopter un règlement d'emprunt totalisant 5 450 000 $ pour permettre le financement des projets de renouvellement et d'actualisation des expositions permanentes et des équipements du musée Pointe-à-Callière, selon les priorités définies par l'administration municipale.

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer une continuité de l'offre culturelle de Pointe-à-Callière, dont la mission en est une de conservation, de diffusion et de médiation culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0508 - Le 26 mai 2020 - Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet.
CM18 0816 - Le 19 juin 2018 - Accorder un soutien financier maximal de 4 160 000 $, taxes incluses, à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2018-2020 du musée, identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cette fin;

CM18 0262 - Le 19 février 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 160 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2018-2020 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière;

CM17 0727 - Le 13 juin 2017 - Accorder un soutien financier maximal de 6 300 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du musée / Approuver un projet de convention à cet effet;

CM17 0589 - Le 15 mai 2017 - Accorder un soutien financier de 7 385 600 $ en 2017, de 8 130 600 $ en 2018 et de 8 380 600 $ en 2019, à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350, de la Place Royale, au 150, rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165, 173 et 214, Place d'Youville, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

CM17 0456 - Le 24 avril 2017 - Accorder un soutien financier de 6 000 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière afin de réaliser le projet de fouilles archéologiques du marché Sainte-Anne et du parlement de la province du Canada-Uni, dans le cadre de la troisième phase de son projet d'expansion;

CM16 1283 - Le 22 novembre 2016 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière;

CM15 0666 - Le 25 mai 2015 - Accorder une contribution financière de 12 519 832 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière pour la réalisation de la seconde partie de la phase 2 du projet de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, soit le Collecteur William et les travaux sous la rue d'Youville;

CM15 0525 - Le 28 avril 2015 - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, couvrant la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016, aux fins de l'exploitation du musée dont la contribution totale est de 5 390 600 $ pour 2014, de 5 640 600 $ en 2015 et de 5 890 600 $ en 2016;

DESCRIPTION

Le règlement d'emprunt recommandé, totalisant 5 450 000 $, a pour objectif de permettre à la Ville de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, un financement afin de réaliser le renouvellement de ses expositions permanentes au cours des prochaines années, tel que prévu à l'entente de partenariat entre la Ville et la Société.
Pour la réalisation des travaux de renouvellement des expositions, les montants doivent être octroyés à la Société par le moyen d'une contribution financière. Cette contribution permettra de défrayer les dépenses du projet incluant les honoraires professionnels, les travaux de réaménagement des espaces devant recevoir les nouvelles expositions et tous travaux connexes, l'acquisition et l'installation d'équipements spécialisés ainsi que la fabrication et l'installation de mobilier muséographique.

Les montants totalisant 5 450 000 $ seraient versés pour la réalisation des étapes de projets suivantes de 2021 à 2025 :

1. Remplacer les expositions permanentes des espaces publics;
2. Remplacer les équipements technologiques;
3. Remplacer les équipements muséologiques;
4. Conserver et restaurer les vestiges;
5. Mettre à jour les signalétiques intérieure et extérieure.

JUSTIFICATION

Les musées sont au coeur de l'écosystème culturel montréalais. Ils contribuent au rayonnement et à la vitalité des quartiers et à bonifier l'offre et les activités culturelles de proximité. Le projet s'inscrit dans l'alignement stratégique de Montréal puisqu'il contribue directement à la démocratisation culturelle.
Le projet de renouvellement des expositions permanentes permettra une continuité de l'offre culturelle du musée Pointe-à-Callière qui, au-delà de sa mission de conservation, de diffusion et de médiation culturelle, répondra aussi à un objectif d'initiation et de vulgarisation de l'histoire et du patrimoine montréalais auprès de la population.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 36170 - Pointe-à-Callière - Renouvellement des expositions permanentes de 5 450 000 $ prévu au PDI 2020-2030.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son soutien à la protection du patrimoine et au dynamisme muséologique et culturel, cette entente participe à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet de renouvellement des expositions permanentes permettra d'accroître le rayonnement culturel de Montréal et de répondre aux orientations de la *Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal: Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité* .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19 pour ce règlement d'emprunt.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil municipal : Décembre 2020
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT: Février 2021
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal: Mars 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie ROSE, Service de la culture
Francine LEBOEUF, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle GAY
commissaire - a la culture

Tél : 514-872-0580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-04

Geneviève PICHET
Directrice - développement culturel

Tél : 514-872-1156
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2020-11-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél :
Approuvé le : 2020-11-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1197233007

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 5 450 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière des contributions financières pour le projet de renouvellement des expositions permanentes et des équipements de 2021 à 2025 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



ADP - 1197233007 - Contribution Pointe-à-Callière.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-27

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932
Division : Service des affaires juridiques civiles

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 5 450 000 $ POUR LE VERSEMENT DE CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS DE RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES ET DES ÉQUIPEMENTS DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 5 450 000 $ est autorisé pour le versement de contributions financières à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes et des équipements du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

4. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1197233007

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197233007

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Adopter le règlement autorisant un emprunt de 5 450 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière des contributions financières pour le projet de renouvellement des expositions permanentes et des équipements de 2021 à 2025 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

RE 1197233007 projet 36170.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-09

Cédric AGO
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances

CE : 40.008

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.009

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1204521015

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la bibliothèque William-G.-Boll, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Il est recommandé :

- de renommer « bibliothèque William-G.-Boll » la bibliothèque de Roxboro située au 110, rue Cartier, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-25 14:26

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204521015**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la bibliothèque William-G.-Boll, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

CONTENU

CONTEXTE

Le nom de la bibliothèque de Roxboro a été officialisé le 25 mars 1997 par la Commission de toponymie du Québec. En 2005, à l'occasion du décès de monsieur William G. Boll qui a été conseiller de l'ancienne Ville de Roxboro de 1961 à 1964 et maire de cette ville 1964 à 1990, l'arrondissement de Dollard-des-Ormeaux/Roxboro adoptait une résolution pour que la bibliothèque soit renommée « bibliothèque de Roxboro William G. Boll Roxboro Library ». Cette demande n'a pas eu de suite et le toponyme officiel est demeuré « bibliothèque de Roxboro ». L'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro demande maintenant que la bibliothèque de Roxboro soit renommée « bibliothèque William-G.-Boll ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA05 06 0909 - 6 septembre 2005 : Demande à la Commission de toponymie de modifier le toponyme d'une bibliothèque située sur le territoire et d'officialiser le nouveau toponyme

DESCRIPTION

Renommer « bibliothèque William-G.-Boll » la bibliothèque de Roxboro située au 110, rue Cartier, dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro.

JUSTIFICATION

Bibliothèque William-G.-Boll

Monsieur William George Boll (v.1921 en Grande-Bretagne - 18 août 2005 à Montréal). Botaniste et professeur à l'Université McGill, il s'installe à Roxboro en 1959. Il est élu conseiller municipal de 1961 à 1964, puis maire de la ville de 1964 à 1990. C'est à l'occasion de son décès que l'arrondissement de Dollard-des-Ormeaux–Roxboro a souhaité reconnaître son dévouement et son intégrité en attribuant son nom à la bibliothèque municipale de Roxboro.

Sources :

- « William George Boll », Obituary, *The Montreal Gazette* . [En ligne], 19 décembre 2019. [montrealgazette.remembering.ca/obituary/william-boll-1065919791].
- « Mayor Boll: 25 years at Roxboro's help »The Gazette, Montreal, Thursday, June 15, 1989. [En ligne], 18 novembre 2020. [http://aprpr.org/wp-content/uploads/2014/03/Maire-Wm-G.-Boll-article-The-Gazette-15-juin-1989.jpg].

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a recommandé de renommer la bibliothèque de Roxboro en mémoire de William G. Boll lors de sa séance du 8 juillet 2020.

L'arrondissement appuie ces recommandations.

La famille de monsieur Boll a été informée du projet de dénomination de la Ville de Montréal.

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage efficace.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service des communications et de l'expérience citoyenne, en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être modifié par l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que cette décision aura été officialisée par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne CASTONGUAY, Pierrefonds-Roxboro

Lecture :

Anne CASTONGUAY, 20 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-19

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : (514) 868-7897
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-11-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-11-24



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.010

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1204521016

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le passage Yolène-Jumelle, le parc Saidye-Bronfman et la place du Triangle, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Il est recommandé :

- de nommer « passage Yolène-Jumelle » le passage public reliant la rue Buchan et la rue Jean-Talon Ouest constitué du lot numéro 4 960 187, « parc Saidye-Bronfman » le parc situé à l'intersection de l'avenue Victoria et de la rue Buchan constitué des lots numéros 2 648 742 et 2 648 743, ainsi que « place du Triangle » la place publique située à l'angle de l'avenue Mountain Sights et de la rue Buchan constituée d'une partie du lot numéro 2 652 057 du cadastre du Québec, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2020-11-26 20:23

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204521016**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer le passage Yolène-Jumelle, le parc Saidye-Bronfman et la place du Triangle, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la reconversion de l'ancienne zone industrielle de Namur–Jean-Talon en une nouvelle zone résidentielle connue sous le nom du Triangle, un parc, un passage et une place publique ont été aménagés. Le parc se situe à l'emplacement du terrain d'un ancien concessionnaire automobile à l'intersection de l'avenue Victoria et de la rue Buchan. Le passage relie la rue Buchan et la rue Jean-Talon Ouest et la place est située à l'angle de l'avenue Mountain Sights et de la rue Buchan. La création de ces espaces publics, présentés sur le plan joint au dossier, nécessite l'attribution de nouveaux toponymes.

À la suite d'un appel de propositions amorcé localement et dans l'esprit de l'opération Toponym'Elles mise en place par la Ville de Montréal pour augmenter la visibilité des femmes dans la toponymie montréalaise, des citoyens et organismes communautaires ont proposé des noms de femmes reconnues pour leur contribution à la société montréalaise afin de nommer ces lieux. Parmi ces noms, ceux de Yolène Jumelle et de Saidye Bronfman ont été retenus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Nommer « passage Yolène-Jumelle » le passage public reliant la rue Buchan et la rue Jean-Talon Ouest constitué du lot numéro 4 960 187, « parc Saidye-Bronfman » le parc situé à l'intersection de l'avenue Victoria et de la rue Buchan constitué des lots numéros 2 648 742 et 2 648 743, ainsi que « place du Triangle » la place publique située à l'angle de l'avenue Mountain Sights et de la rue Buchan constituée d'une partie du lot numéro 2 652 057 du cadastre du Québec, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Passage Yolène-Jumelle

Yolène Jumelle (1944-2012). Travailleuse sociale et juriste, madame Jumelle est née à Port-au-Prince en Haïti. Arrivée à Montréal en 1971, elle étudie la sociologie et le droit et s'intéressera particulièrement à la défense des droits humains. Elle a notamment contribué à la fondation de la Maison d'Haïti, du Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR) et de la maison des jeunes L'Ouverture. Nommée juge à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada par le gouvernement du Canada en 1989, elle sera par la suite nommée juge au Tribunal administratif du Québec en 1997. Madame Jumelle a aussi été professeure invitée à la Faculté de droit de l'Université du Rwanda (1998) et à la Faculté de droit de l'Université de Montréal (1999).

Parc Saidye-Bronfman

Née à Plum Coulee au Manitoba en 1896, Saidye Rosner est l'une des quatre filles de Samuel Rosner et Priscilla Berger Rosner, dont les familles se sont installées au Manitoba après avoir fui la Russie et ses pogroms antisémites. Après des études au collège pour filles Havergal et à l'Université du Manitoba, à Winnipeg, elle épouse Samuel Bronfman, chef de l'entreprise familiale œuvrant dans la vente de boissons alcoolisées. Ils s'installent à Montréal en 1924 et grâce aux bonnes affaires de la compagnie Seagram fondée en 1928, la famille Bronfman choisit d'investir dans le mécénat communautaire et artistique, notamment par la création, en 1952, de la Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman (FFSSB). La FFSSB donne des subventions à des groupes communautaires et appuie les initiatives en éducation, en art, en conservation du patrimoine et autres initiatives de la communauté juive. Soulignons notamment la création du Centre Saidye Bronfman, en 1967 (renommé Centre Segal des arts de la scène en 2007), qui est situé dans le quartier Côte-des-Neiges, non loin du nouveau parc. Au cours de sa vie, Saidye Bronfman a financé de nombreuses œuvres caritatives et de nombreux prix comme le prix Saidye-Bronfman du Conseil des arts du Canada qui reconnaît l'excellence dans les métiers d'art depuis 1977. Madame Bronfman a participé aux activités de sa fondation jusqu'à son décès, en 1995, à l'âge de 98 ans.

Place du Triangle

Le secteur est connu depuis un certain temps sous l'appellation du Triangle, étant donné sa forme triangulaire délimitée par les rues Jean-Talon Ouest, de la Savane et l'avenue Mountain Sights. La nouvelle place publique située dans l'emprise de la rue Buchan, à l'angle de l'avenue Mountain Sights, prend elle aussi la forme d'un triangle, d'où son nom.

Sources :

- Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM, Ville de Montréal. 2019-2020.
- « Lives Lived: Yolène Jumelle, 68 », *The Globe and Mail* , 11 février 2013, [En ligne], [https://www.theglobeandmail.com/life/facts-and-arguments/lives-lived-yolene-jumelle-68/article8454843/] (Consulté le 20 novembre 2020).
- L'ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE. « Saidye Rosner Bronfman », Katrine Raymond, [En ligne], 13 août 2019. [https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/saidye-rosner-bronfman].
- CENTRE SEGAL DES ARTS DE LA SCÈNE « Mandat et historique », [En ligne], 18 novembre 2020. [https://www.segalcentre.org/fr/mandat-et-historique].
- CONSEIL DES ARTS DU CANADA. « Le prix Saidye-Bronfman », [En ligne], 18 novembre 2020. [https://prixsaidyebronfman.ca/].

Les noms de mesdames Jumelle et Bronfman sont recommandés dans le cadre de

l'opération Toponym'Elles établie par la Ville de Montréal afin de promouvoir la représentation des femmes dans la toponymie montréalaise.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé ces propositions lors des séances du 26 septembre 2018, du 27 mars 2019 et du 4 octobre 2019.

L'arrondissement appuie ces recommandations.

Les familles de mesdames Jumelle et Bronfman ont été informées des projets de dénomination respectifs.

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

Cette démarche est conforme aux règles reconnues en matière de toponymie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action permet de mettre en valeur un espace public en rendant hommage à deux Montréalaises ayant marqué la société québécoise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service des communications et de l'expérience citoyenne, en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'adoption d'une résolution par le conseil municipal entraînera la transmission des informations toponymiques aux différents fournisseurs de services publics.

L'affichage toponymique pourra être effectué par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce lorsqu'une résolution aura été adoptée par le conseil municipal et que les nouveaux toponymes auront été officialisés par la Commission de toponymie du Québec.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Lucie BÉDARD_URB, 24 novembre 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-19

Mathieu PAYETTE-HAMELIN
Chef de section Division du patrimoine

Tél : (514) 868-7897
Télécop. :

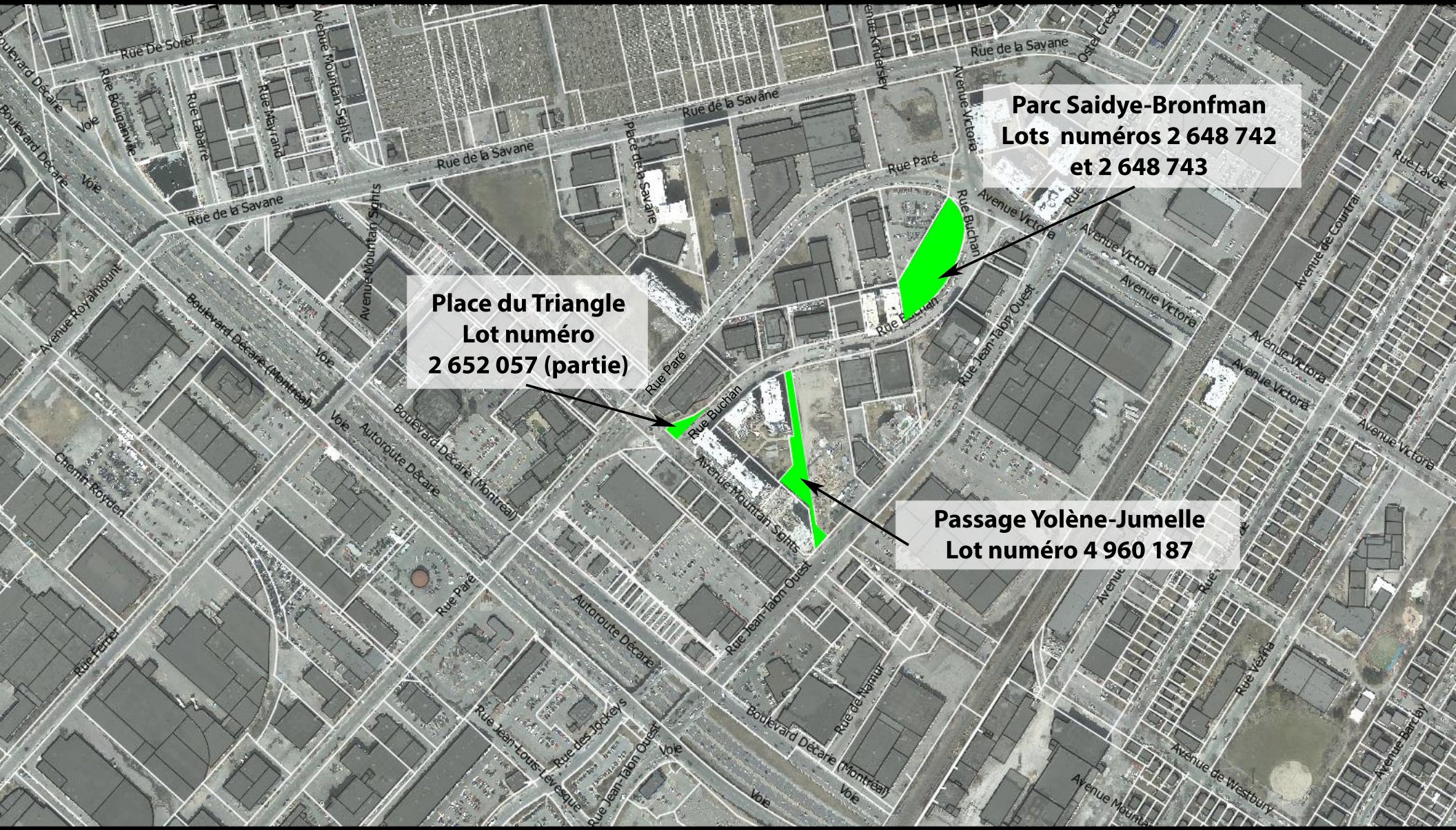
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
Directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-11-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-11-26

Nommer le passage Yolène-Jumelle, le parc Saidye-Bronfman et la place du Triangle, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.
Dossier numéro 1204521016



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
20 novembre 2020

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1200310012

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport du greffier sur les déclarations de réception d'un avantage par les élus

de prendre connaissance du rapport du greffier sur les déclarations de réception d'un avantage par les élus.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-11-26 10:50

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200310012**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport du greffier sur les déclarations de réception d'un avantage par les élus

CONTENU

CONTEXTE

Lorsqu'un élu accepte ou reçoit un avantage décrit à l'article 18 du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la ville et des conseils d'arrondissement, il doit, si cet avantage est d'une valeur de 200 $ ou plus, le déclarer par écrit au greffier de la Ville dans les 30 jours.
Conformément à l'article 19 de ce Code ainsi qu'à l'article 6 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (c. E-15.1.0.1), le greffier de la Ville doit, en décembre de chaque année, faire rapport au conseil municipal de toutes les déclarations reçues au cours de la dernière année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1272 - Dépôt du rapport du greffier relativement aux déclarations de réception d'un avantage par les élus

DESCRIPTION

De déposer le rapport du greffier sur les déclarations de réception d'un avantage par les élus.

JUSTIFICATION

Ce dépôt est fait conformément aux exigences du Règlement surl e code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissements (18-010) et de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (c. E-15.1.0.1).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie DESORMEAUX
Conseillère - analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-5898
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-11-25

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-11-26

Service du greffe
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3142
Télécopieur : 514 872-5655

Rapport du greffier

Déclarations de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010)

Rapport visant les déclarations reçues entre le 19 novembre 2019 et le 18 novembre 2020

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Beaudry, Robert	2019-11-20	Présence à la conférence du Président Barack Obama le 14 novembre 2019 Valeur de 850$	Chambre de commerce du Montréal métropolitain	À titre de représentant officiel du cabinet de la mairesse
Beaudry, Robert	2019-12-20	Deux accès à la représentation du spectacle Axel du Cirque du Soleil. Valeur de 234$	Cirque du Soleil	À titre de membre du comité exécutif, responsable du développement économique et commercial
Beaudry, Robert	2020-08-17	Œuvre d'art intitulé l'Inukshuk en provenance de la Galerie d'Images Boréales.	La Galerie d'Images Boréales	J'ai reçu cette œuvre lors d'une visite de la Galerie d'Images Boréales, en remplacement de la mairesse, Valérie Plante.
Beaudry, Robert	2020-10-01	13 septembre 2018 : Sommet municipal de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) - repas du dîner 20 $ // 30 novembre 2018 : Comité exécutif et Conseil d'administration de l'UMQ. Nuitée d'hébergement payée par l'UMQ (179$) + repas du dîner (20$)	L'Union des municipalités du Québec	À titre de membre du comité exécutif et du Conseil d'administration de l'UMQ
Beaudry, Robert	2020-10-01	8 mai 2019 : Assises 2019 de l'Union des municipalités du Québec. Une nuitée payée par l'UMQ (297,85$) + Frais d'inscription incluant le repas (775$)	L'Union des municipalités du Québec	À titre de membre du comité exécutif et du Conseil d'administration de L'UMQ
Beaudry, Robert	2020-10-01	22 février 2019 : Comité exécutif et Conseil d'administration de l'Union des municipalités du Québec (UMQ). Hébergement 156,39 + repas du dîner 20$ /// 9 mai 2019 : Assises annuelles de l'UMQ : 1 nuit d'hébergement (297,85$) + inscription comprenant le repas (775$)	L'Union des municipalités du Québec	À titre de membre du comité exécutif et du Conseil d'administration de L'UMQ
Beaudry, Robert	2020-10-01	18 mai 2018 : Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec (UMQ). Une nuitée payée (316,54$) + Frais d'inscription incluant le repas (775$)	L'Union des municipalités du Québec	À titre de membre du comité exécutif et du Conseil d'administration de L'UMQ

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Caldwell, Eric Alan	2020-03-13	2 billets pour le match des Blues Jays vs les Yankees le lundi 23 mars d'une valeur de 203$	Laurence Coll, coordonnatrice pour Michel Labrecque Directeur de La RIO	Marque d'hospitalité adressée au conseiller du district Hochelaga de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve où se situe la RIO et le Parc Olympique
Croteau, François William	2020-10-01	Déplacement à Paris par avion et nuits à l'hôtel. Valeur : 3 370 $	L'Association internationale des maires francophones	Conférence « Ville, gestion, protection et valorisation des données numériques qui s'est tenue du 5 au 10 novembre 2019.
Dorais, Benoit	2019-11-19	2 billets pour la grande première de la pièce Coriolian de Shakespeare pour la grande première qui a eu lieu le 18 janvier 2019 et 2 billets pour la première de la création Fleuve qui a eu lieu le 15 novembre 2019	Théâtre du Nouveau Monde	Mes fonctions à titre de président du comité exécutif
Dorais, Benoit	2019-12-20	2 billets pour la première mondiale d'Axel du Cirque du soleil	Conseil des arts de Montréal	Mes fonctions à titre de président du comité exécutif
Goulet, Nathalie	2019-11-21	Billet pour la 15e édition du Gala Arc-en-ciel tenu le 16 novembre	Conseil québecois LGBT	Mes fonctions au comité exécutif
Lessard-Blais, Pierre	2019-11-26	La possibilité d'assister à la pratique du Réal Madrid dans une loge de l'Impact de Montréal en compagnie de mon attaché politique Carlos Acosta le 17 juillet 2019	Kevin Gilmore, président de l'Impact de Montréal	Marque d'hospitalité adressée au Maire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve territoire où avait lieu la pratique publique du réal Madrid. L'invitation n'a pas de valeur monétaire puisqu'aucun billet de loge n'était disponible. Les billets pour le public avait une valeur de 20$ chacun.
Lessard-Blais, Pierre	2020-03-18	4 billets pour le match des Blues Jays vs les Yankees le lundi 23 mars d'une valeur de 406$	Laurence Coll, coordonnatrice pour Michel Labrecque Directeur de La RIO	Marque d'hospitalité adressée au conseiller du district Hochelaga de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve où se situe la RIO et le Parc Olympique

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Mauzerolle, Sophie	2020-08-31	Afin de siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) à Lévis les 21 et 22 février 2019 : Les frais d'hébergement de 157,08$ ont été couverts par l'UMQ (une nuitée + petit déjeuner) Le repas du dîner (20$) Le repas du souper (40$)	L'Union des municipalités du Québec.	À titre de conseillère associée à la mairesse et de membre du conseil d'administration de l'UMQ
Mauzerolle, Sophie	2020-08-19	Afin de participer aux Assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) le 18 mai 2018, à Gatineau : Les frais d'hébergement de 287,85$ ont été couverts par l'UMQ en plus de l'inscription de 775$ (qui inclut les repas)	L'Union des municipalités du Québec.	À titre de conseillère associée à la mairesse et de membre du conseil d'administration de l'UMQ
Mauzerolle, Sophie	2020-08-19	Dans le cadre du Sommet municipal de l'Union des municipalités du Québec du 13 et 14 septembre 2018, à Québec : Les frais d'hébergement de 213$ ont été couverts par l'UMQ (une nuitée + petit déjeuner) Le repas du dîner (20$) Le repas du souper (40$)	L'Union des municipalités du Québec.	À titre de conseillère associée à la mairesse et de membre du conseil d'administration de l'UMQ
Mauzerolle, Sophie	2020-08-19	Afin de participer aux assises annuelle de l'UMQ, les 8 et 9 mai 2019, à Québec : Les frais d'hébergement de 287,85$ ont été couverts par l'UMQ en plus de l'inscription de 775$ (qui inclut les repas)	L'Union des municipalités du Québec.	À titre de conseillère associée à la mairesse et de membre du conseil d'administration de l'UMQ

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description *(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))*	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : *(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))*	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: *(telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e))*
Miron, Suzie	2020-09-02	En tant membre du conseil d'administration de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) – Les frais d'hébergement, de déplacement et de repas ont été assmumés par l'UMQ selon le détail ci-après pour une somme totale de 217,58 $: 2018-11-02 : Comité maritime - Marriott Courtyard de Québec, 253 km x 2 = 506 km - 506 x 0,43 $ = 217.58 $	L'Union des municipalités du Québec (UMQ)	Mes fonctions comme conseillère associée aux infrastructures, à l'eau et à la condition féminine
Miron, Suzie	2020-09-02	En tant que membre du conseil d'administration de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) - Les frais d'hébergement, de déplacement et de repas ont été assumés par L'UMQ, selon les détails ci-après, pour une somme totale de 1 642,88 $: 2019-05-29 : Comité maritime, Sept-Îles – Avion (1 232,96 $) 2019-11-06 : Forum municipal inondations, Hilton Québec – 243km x 0,43$ (104,49$), stationnement (21,85$), petit déjeuner (25,75$) 2019-11-07 : Québec/Lévis/Comité maritime – 32 km x 0,43$ (13,76$), souper (19,45$) 2019-11-08 : Lévis/Comité maritime – hébergement Manoir de Lévis (117,98$) 2019-11-08 : Lévis-Montréal – 248 km x 0,43 $ (106,64$)	L'Union des municipalités du Québec (UMQ)	Mes fonctions comme conseillère associée aux infrastructures, à l'eau et à la condition féminine

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Parent, Marie-Josée	2020-08-26	Les dépenses suivantes ont été couvertes : l'hébergement, pour 2 nuitées au The Sutton Place Hotel Edmonton du 6 février au 8 février 2020 (d'une valeur de 300$ CAD) et le transport (vol Montreal-Edmonton sans escale) aller-retour du 6 février 2020 au 8 février 2020 (d'une valeur de 860$ CAD) ainsi que d'autres dépenses pour les repas et les frais de taxi (d'une valeur de 350$ CAD). Le tout totalisant 1510$CAD	La Commission canadienne de l'UNESCO (CCUNESCO)	Dans le cadre de la réunion du comité consultatif de la Coalition des municipalités inclusives (Commission canadienne de l'UNESCO) à Edmonton
Parent, Marie-Josée	2020-02-09	En tant qu'invitée aux Assises 2019 de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) - Les frais d'hébergement, de déplacement et de repas ont été assumés par l'UMQ, selon les détails ci-après, pour une somme totale de 467,78 $ 2019-05-08 – 2019-05-09 : train aller-retour (102,33$), taxi (8,63$), hébergement (316,18$), repas (23,52$), repas (8,60$), taxi (8,52$)	L'Union des municipalités du Québec (UMQ)	Mes fonctions comme conseillère associée à la culture et à la réconciliation avec les peuples autochtones
Parenteau, Jean-François	2020-07-16	M. Parenteau a payé par carte de visa personnelle pour les frais de : chambre : 355,81 $ + stationnement : 17,25 $ + kilométrage : 216,72 $ = pour un total de 589,78 $ / dont il a reçu un remboursement de l'UMQ	M. Parenteau est membre de l'UMQ et siège au conseil d'administration et au comité exécutif	Autoriser la dépense relative au déplacement de M. Jean-François Parenteau, membre du comité exécutif, responsable des relations gouvernementales, de l'environnement, des services aux citoyens, de l'approvisionnement ainsi que du matériel roulant et des ateliers, les 12 et 13 septembre 2019, afin de prendre part au conseil d'administration extraordinaire de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), à Québec. Les frais d'hébergement (une nuitée) et les frais de transport sont pris en charge par l'UMQ. Donc, pas de rapport de dépenses réelles à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Sommaire : 1191680003

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais de déplacement: vol aller-retour de Montréal à Chicago: 1100.21 $ US -1493.38 $ CAO Frais d'hébergement pour une nuitée à Chicago: 175.00 $ US - 237.54 $ CAO Montant total: 1 730.92 $ CAO	C40 Cities Climate Leadership Group	En tant que conférencière-invitée au Sommet nord-américain sur le climat organisé par C40. Le Sommet nord-américain sur le climat s'est tenu du 4 au 6 décembre 2017 à Chicago.
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais de déplacement : vol aller-retour, de Montréal à Toronto : 615.00 $ Frais d'hébergement pour une nuitée à Toronto : 226.20$ Montant total : 841.20 $	Institut Broadbent	En tant que conférencière-invitée au Sommet du Progrès 2018 organisé par l'Institut Broadbent. Le Sommet du Progrès s'est tenu les 23-24 mars 2018, à Toronto.
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais de déplacement : vol Mexico à Montréal : 582.80 $ CAD Frais d'hébergement pour deux nuitées à Mexico : 354.62 $ USD -479.10 $ CAD Montant total : 1 061.90 $ CAD	C40 Cities Climate Leadership Group	En tant que conférencière-invitée à la Conférence Women4Climate organisée par C40. La conférence s'est tenue le 26 février 2018, à México.
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais hébergement pour une nuitée à Québec: 497.90 $ CAD	Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ)	En tant que conférencière invitée lors d'un événement organisé par la Chambre de commerce et de l'industrie de Québec. L'événement s'est tenu le 4 mai 2018, à Québec
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais hébergement pour 4 nuitées à Marrakech : 1 428.60 $ MAD - 204.09 $ CAD / nuit Montant total: 816.36 $ CAD	Open Society Foundations (OSF)	Participation de la mairesse au 5e forum des maires sur la mobilité, les migrations et le développement. Le forum s'est tenu du 8 au 11 décembre 2018 à Marrakech, Maroc.

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais d'hébergement pour une nuitée à Gatineau : 316.54$	Union des municipalités du Québec (UMQ)	Dans le cadre des Assises annuelles de l'UMQ, le 15 mai 2018, à Gatineau
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais d'hébergement pour une nuitée à Québec: 296.32$	Union des municipalités du Québec (UMQ)	Dans le cadre d'un conseil d'administration régulier de l'UMQ, le 13 septembre 2018, à Québec
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais de déplacement : vol aller-retour de Montréal à Copenhague : Montant forfaitaire de 3 300.00 $ USD -4 344.28 $ CAD Frais d'hébergement pour 3 nuitées à Copenhague : 2514 DKK -521.36 $ CAD Total : 4 865.64 $ CAD	C40 Cities Climate Leadership Group	En tant que conférencière-invitée au Sommet mondial des maires organisé par C40. Le Sommet s'est tenu du 9 au 12 octobre 2019 à Copenhague, au Danemark.
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais d'hébergement pour deux nuitées à Montevideo: 206.05$ CAD	Métropolis	Dans le cadre d'une rencontre regroupant les membres de Métropolis. La rencontre s'est tenue les 5 et 6 avril 2019, à Montevideo, en Uruguay.
Plante, Valérie	2020-10-23	Frais hébergement pour une nuitée à Ottawa : 247.97 $ CAD	Métropolis	Participation de la mairesse au Congrès International Métropolis 2019 Le congrès s'est tenu du 24 au 28 juin 2019, à Ottawa
Popeanu, Magda	2019-12-04	2 billets pour le spectacle Axel du Cirque du soleil, le 19 décembre 2019. Valeur : environ 200$/ l'unité	Organisation du Cirque du soleil	Mes fonctions à titre de vice-présidente du comité exécutif et responsable de la culture.

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Popeanu, Magda	2019-12-04	Entrée à la soirée des Grands Mécines du Musée Pointe-à-Callière, le 26 novembre 2019. Valeur : 1000 $	La Fondation du Musée Pointe-à-Callière	Mes fonctions à titre de vice-présidente du comité exécutif et responsable de la culture.
Popeanu, Magda	2019-12-04	Entrée pour le Bal du Musée des Beaux-Arts de Montréal, le 2 novembre 2019. Valeur approximative : 2000$	La Fondation du Musée des Beaux-Arts de Montréal	Mes fonctions à titre de vice-présidente du comité exécutif et responsable de la culture.
Popeanu, Magda	2019-12-04	Entrée pour le Gala de l'Adisq du 27 octobre 2019. Valeur : 200$	Organisation de l'Adisq	Mes fonctions à titre de vice-présidente du comité exécutif et responsable de la culture.
Popeanu, Magda	2020-07-15	Deux billets (d'une valeur entre 70$ et 90$ chacun) pour assister au bal des enfants de l'OSM le 22 février 2020	Orchestre symphonique de Montréal	Mes fonctions à titre de vice-présidente du comité exécutif et responsable de la culture.
Popeanu, Magda	2020-07-15	Une statue en bronze du maire de Dakar représentant un cheval (valeur inestimable, mais probablement moins de 200$) et un panier avec trois pots de moutarde (moins de 200$) du Maire de Düsseldorf	Du maire de Düsseldorf et du maire de Dakar, lors du 2eme Sommet des maires sur le Vivre ensemble à Düsseldorf en août 2019	Dans le cadre de mes fonctions de vice-présidente du comité exécutif et responsable de la culture et de la diversité montréalaise.
Popeanu, Magda	2020-08-10	En participant à L'envolée classique OSM lors du concert-bénéfice extérieur (à l'aéroport de Montréal) le mercredi 5 août, j'ai reçu un billet de première classe pour ma voiture d'une valeur de 500$	L'Orchestre symphonique de Montréal (OSM)	Mes fonctions de vice-présidente du conseil et exécutif, responsable de la culture et en représentation de la mairesse.

Code d'éthique des élus – 19 novembre 2019 au 18 novembre 2020

Déclaration de réception d'une marque d'hospitalité ou d'un avantage

(Règlement 18-010 - Règlement sur le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement, entré en vigueur le 26 février 2018, article 19)

Nom du membre du conseil	Date de réception de la déclaration	Description (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu de la part de : (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)	Marque d'hospitalité ou avantage reçu dans le cadre de: (*telle qu'indiquée au formulaire fourni par l'élu(e)*)
Popeanu, Magda	2020-10-01	Les frais de déplacement pour le vol de Montréal à Johannesburg aller-retour du 24 août au 29 août 2018 (approximativement 2000$) et d'hébergement (5 nuits, du 25 au 29 août 2018 au DaVinci Hotel on Nelson Mandela Square = 9142,44 ZAR= 743,68$) ont été pris en charge par Metropolis (totalisant une valeur de 2743$) lors de ma participation au Congrès annuel de Metropolis, « Villes métropolitaines et villes-régions inclusives », en août 2018, à Johannesburg (Afrique du Sud).	Metropolis	Dans le cadre de mes fonctions, j'ai été désignée pour remplacer la mairesse de Montréal afin de permettre à la ville de se positionner comme métropole internationale.
Popeanu, Magda	2020-10-01	Les dépenses suivantes ont été couvertes : l'hébergement, deux nuitées à l'hôtel Intercontinental Düsseldorf pour le 30 et le 31 août 2019 (d'une valeur de 444,62$ CAD) ainsi que tous les repas les 30 et 31 août 2019 à l'exception des déjeuners inclus dans l'hébergement (montant approximatif des repas: lunch 50$ x 2 jours =100$ CAD + souper 50 x 2 jours= 100$ CAD, pour un total de 255$ CAD) Le tout totalisant 644,62$CAD	Par le Sommet des maires sur le Vivre ensemble à Düsseldorf en août 2019	Dans le cadre de mes fonctions de vice-présidente du comité exécutif et responsable de la culture
Salem, Aref	2019-11-28	Un séjour pour assister à un symposium sur l'urbanisme et le transport à la ville de Riad (Riad Sustainable city sumposium)	La Commission Royale de la ville de Riad	Invitation à contribuer au symposium et élaborer des pistes de verdissement et de combattre le réchauffement climatique ainsi que sur le futur métro
Thuillier, Émilie	2020-08-31	En remplacement de la Mairesse - Congrès annuel - Phnom Penh, Cambodge du 30 novembre au 8 décembre 2019 - Les frais d'hébergement ont été assumés par l'AIMF du 2 au 5 décembre 2019 (3 nuits) pour une somme totale de 420,00 $.	Association internationale des maires francophones (AIMF)	Mes fonctions comme membre du Comité exécutif

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.002

2020/12/09
08:30

Dossier # : 1202432001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activité 2016-2019+ pour fin d'évaluation périodique en vue de la reconduction du statut de Montréal Ville UNESCO de design

Autoriser le dépôt à l'UNESCO du rapport d'activité 2016-2019+ pour fin d'évaluation périodique (quadriennale) en vue de la reconduction du statut de Montréal Ville UNESCO de design

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-11-30 08:48

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202432001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activité 2016-2019+ pour fin d'évaluation périodique en vue de la reconduction du statut de Montréal Ville UNESCO de design

CONTENU

CONTEXTE

Montréal a obtenu la désignation de Ville UNESCO de design en juin 2006. Son appartenance au Réseau des villes créatives de l'UNESCO comporte des engagements, dont celui, introduit en 2015, de produire tous les quatre ans, un rapport d'activité pour fin d'évaluation périodique et de reconduction de son statut. Un premier rapport a été déposé en février 2016 à la suite duquel le statut de Montréal a été reconduit, fort d'un bilan applaudi et cité en exemple par l'UNESCO. Ce second rapport périodique fait état des activités menées par la Ville de Montréal depuis 2016 en lien avec son statut et ses engagements en tant que membre du Réseau des villes créatives de l'UNESCO. Le Réseau compte à ce jour 246 villes créatives dont 40 sont désignées Villes UNESCO de design.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Les rapports d'évaluation périodique institués en 2015 par l'UNESCO visent à :

- Démontrer un engagement continu et manifeste des membres à la mise en œuvre de l'Énoncé de mission aux niveaux local et international;
- Renouveler l'engagement des membres à travers la présentation d'un plan d'action pour les quatre années suivantes visant à améliorer la mise en œuvre de l'Énoncé de mission du Réseau, ainsi que de contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le Développement durable, en particulier l'Objectif 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »;
- Documenter et encourager la collecte, l'analyse et l'échange d'informations, de connaissances et d'expertise avec l'UNESCO, les autre

villes membres et la communauté internationale sur les activités réalisées vers le développement durable dans le cadre du Réseau, afin de mettre en évidence l'impact des Villes créatives de l'UNESCO sur la mise en œuvre du programme international de développement;
- Illustrer et évaluer l'importance et l'impact d'être une Ville créative aux niveaux local et international et;
- Encourager le développement de recherches et d'études de cas sur les concepts et les expériences des Villes créatives et le potentiel de la culture et de la créativité pour le développement urbain durable, ainsi que la collecte des données et des perspectives sur les nouveaux défis et opportunités dans le contexte urbain.

En réponse à cet engagement, la Ville de Montréal dépose, son second rapport d'évaluation qui fait état de ses réalisations depuis 2016, tant au plan local qu'international.

JUSTIFICATION

La présente vise à prendre acte du dépôt à l'UNESCO du Rapport d'activité 2016-2019+ pour fin d'évaluation en vue de la reconduction du statut de Montréal au titre de Ville UNESCO de design. Le Rapport contient les informations suivantes et se présente comme suit, conformément aux directives prescrites par l'UNESCO.
TABLE DES MATIÈRES

Mot signé conjointement par la Mairesse de Montréal et Luc Rabouin
Nos assises : 30 ans d'actions municipales en design

SECTIONS
1/ Résumé
2/ Informations générales
3/ Contribution au réseau des villes créatives de l'UNESCO
4/ Principales initiatives réalisées à l'échelle locale pour atteindre les objectifs du réseau
5/ Principales initiatives réalisées dans le cadre de coopérations intervilles pour atteindre les objectifs du réseau
6/ Plan d'action sur le moyen terme pour les quatre années à venir
7/ Initiatives menées en réponse à la COVID-19

FIGURES
Figure 1 / Promotion et diffusion/ligne du temps
Figure 2 / Concours et ateliers/ligne du temps
Figure 3 / Mise en réseau international/ligne du temps

ANNEXES
➔ Portrait des professionnel(le)s et des entreprises du design et de l'architecture à Montréal recensement Design Montréal 1re édition, 2019-2020
➔ Impacts de la covid-19 sur le secteur du design et de l'architecture

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le statut de Ville UNESCO de design n'implique, pour l'instant, aucune cotisation à titre de membre du Réseau des villes créatives de l'UNESCO. Aucun engagement financier formel n'est lié à ce dépôt du rapport d'activité quadriennal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le statut de Ville UNESCO de design est indissociable des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations-Unis. En adhérant au Réseau des villes créatives de

l'UNESCO, les villes s'engagent à mettre la créativité au service d'un développement urbain durable. C'est précisément la posture que la Ville a adoptée en se dotant de *l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture* qui positionne les designers comme des alliés de premier plan pour réussir la transition écologique et sociale dans un contexte de crise climatique et sanitaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La présente vise à informer le comité exécutif de la Ville du dépôt aurprès de l'UNESCO, avant le 31 décembre 2020, du rapport d'activité quadriennal. Si la Ville ne déposait pas ce rapport avant la fin de l'année, elle serait susceptible de perdre son statut de Ville UNESCO de design, cette évaluation étant une obligation. https://fr.unesco.org/creative-cities/content/rapports-et-suivi .

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Suite au dépôt du rapport au Comité exécutif, celui-ci sera transmis à l'UNESCO pour fin d'évaluation périodique et de reconduction du statut de Ville UNESCO de design. Le rapport sera mis en ligne sur le site designmontreal.com et fera l'objet d'une nouvelle dans l'infolettre du 16 décembre émise par le Bureau du design. Une stratégie de communication sera élaborée en accord avec le Service des communications au moment de la confirmation de la reconduction du statut au courant de l'année 2021.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

9 décembre 2020 : dépôt du Rapport d'évaluation de Montréal Ville UNESCO de design 2016 -2019+ au Secrétariat du Réseau des villes créatives de l'UNESCO.

Juillet 2021 (à confirmer) : réception de l'évaluation par l'UNESCO.

Annonce de la reconduction du statut de Ville UNESCO de design à la Ville de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-11-29
Marie-Josée LACROIX Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe		Véronique DOUCET Directrice	
Tél : **Télécop. :**	514 984-1735	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-3116

MONTRÉAL
VILLE UNESCO
DE DESIGN

RAPPORT D'ACTIVITÉ / MONTRÉAL VILLE UNESCO DE DESIGN 2016-2019+

DÉCEMBRE 2020

TABLE DES MATIÈRES

1/ RÉSUMÉ
2/ INFORMATIONS GÉNÉRALES
3/ CONTRIBUTION AU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO
4/ PRINCIPALES INITIATIVES RÉALISÉES À L'ÉCHELLE LOCALE
5/ PRINCIPALES INITIATIVES RÉALISÉES DANS LE CADRE DE COOPÉRATIONS INTERVILLES
6/ PLAN D'ACTION SUR LE MOYEN TERME
7/ INITIATIVES MENÉES EN RÉPONSE À LA COVID-19
FIGURES
ANNEXES

9 DÉCEMBRE 2020





Les quatre dernières années dont témoigne ce rapport d'activité ont été marquées par une prise de conscience aiguë de l'urgence climatique et de notre responsabilité collective à l'égard de celle-ci. Les Villes ont le pouvoir d'agir et les métropoles culturelles et créatives comme Montréal disposent d'un réel levier pour devenir des vecteurs de changements.

Fortement inspirée par l'Agenda 2030 des Nations Unies et déterminée à faire sa part pour atteindre les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) établies par l'Accord de Paris, la Ville de Montréal, désignée Ville UNESCO de design en 2006, s'est elle aussi dotée d'un Agenda 2030. Cela positionne les designers et les architectes comme des alliés de la nécessaire transition écologique et sociale.

Adopté en décembre 2019, l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture arrive à point. Les profonds bouleversements sociaux et économiques provoqués par la crise sanitaire mondiale, qui sévit depuis le début de l'année, nous pressent de revoir nos modes et milieux de vie.

Nous vivons un moment extrêmement exigeant à l'issue duquel nous rêvons tous d'un monde meilleur qui aura su saisir l'occasion de se réinventer et de répondre à l'urgence climatique. Nous sommes déterminés à assurer une relance économique, culturelle et sociale verte, juste et inclusive.

Nous le savons, les architectes et les designers font plus que jamais partie de l'équation pour repenser dès maintenant nos villes de façon à permettre un vivre ensemble sécuritaire ainsi qu'une croissance durable et partagée. Les engagements récemment pris par notre administration en faveur de la qualité, de la créativité, de la durabilité et de l'innovation s'imposent et nous guideront vers la réussite de la relance montréalaise.

Le défi est de taille, mais, grâce aux talents créatifs qui font la force de notre métropole et à l'indispensable entraide qui prévaut au sein du Réseau des villes créatives de l'UNESCO, nous n'avons aucun doute qu'ensemble nous parviendrons à le relever.

Valérie Plante
Mairesse de Montréal

Luc Rabouin
Responsable du design au comité exécutif de la Ville de Montréal

NOS ASSISES : 30 ANS D'ACTIONS MUNICIPALES EN DESIGN

Depuis la création du poste de commissaire au design en 1991, la Ville de Montréal met en œuvre des initiatives qui visent à stimuler la création en design et à favoriser le rayonnement des designers montréalais sur les scènes locales et internationales.

Le Bureau du design de la Ville de Montréal a pour mission de mieux aménager la ville avec les designers, d'accompagner la commande municipale en design, de développer le marché des designers montréalais et de promouvoir leur talent. Depuis l'adoption, en décembre 2019, de l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture, le Bureau du design s'est vu confier le mandat de coordonner sa mise en œuvre à l'échelle municipale.

En juin 2006, Montréal a été désignée Ville UNESCO de design, intégrant ainsi le Réseau des villes créatives établi par l'UNESCO qui compte à ce jour 246 villes membres dans 7 pôles de créativité (artisanats et arts populaires, arts numériques, cinéma, design, gastronomie, littérature et musique), dont 40 villes de design. Il est possible de consulter le dossier de candidature (PDF) déposé par la Ville de Montréal en 2006.

En conférant ce titre à Montréal, l'UNESCO a reconnu le potentiel des designers à contribuer au devenir de Montréal ainsi que l'engagement et la détermination de la Ville de Montréal, des gouvernements et de la société civile de miser sur cette force pour améliorer la qualité de vie des Montréalais.

Ni un label, ni une consécration, cette désignation de l'UNESCO était une invitation à développer Montréal autour de sa créativité en design. Depuis, Montréal Ville UNESCO de design est donc un projet de ville, un projet collectif dont la concrétisation dans le temps appelle l'adhésion et l'appropriation de tous : élus, citoyens, experts, entrepreneurs et designers.

En juillet 2016, le statut de Montréal a été reconduit, fort d'un bilan décennal applaudi et cité en exemple par l'UNESCO. Ce second rapport périodique fait état des activités menées par la Ville de Montréal depuis 2016 en lien avec son statut et ses engagements en tant que membre du Réseau des villes créatives de l'UNESCO.

CLIQUEZ ! Ce document intéractif s'anime grâce à des figures, des annexes, des fichiers PDF téléchargeables et des hyperliens.

Note : L'usage du masculin dans ce document a pour unique but d'alléger le texte.

DATES CHARNIÈRES

1991 Création du poste de commissaire au design au sein de la Ville de Montréal

1995 Création des prix Commerce Design Montréal (1995-2004)

2003 Octroi des premières licences Commerce Design à l'international

2004 Colloque international et publication « Nouvelles villes de design »

2005 Adoption du plan d'action municipal « Design de ville | Ville de design »
Implantation du siège social de l'International Design Alliance (ICSID + ICOGRADA + IFI)

2006 Désignation de Montréal Ville UNESCO de design
Création du Bureau du design

2007 Création des Journées Portes Ouvertes Design Montréal (2007-2013)
Rendez-vous Montréal, métropole culturelle

2008 Adoption du Plan d'action Montréal, métropole culturelle 2007-2017
Engagement 3.2 : promouvoir l'excellence en architecture et en design
Engagement 4.4 : affirmer Montréal comme Ville UNESCO de design

2009 Lancement du chantier « Réalisons Montréal Ville UNESCO de design » (2009-2012)

2012 Accueil de la réunion annuelle du Réseau des villes créatives de l'UNESCO
Bilan du chantier « Réalisons Montréal Ville UNESCO de design en actions et en chiffres 2006-2012 »

2014 Colloque international « Quel chantier! - Le design au secours des grands chantiers urbains »

2015 Édition spéciale 20e anniversaire des prix Commerce Design Montréal

2016 Reconduction du statut de Montréal Ville UNESCO de design

2017 Signature de la « Déclaration du design de Montréal » dans le cadre du Sommet Mondial du Design
Lancement d'une démarche de concertation vers une politique municipale du design (cf. l'Agenda montréalais 2030)

2018 Adoption du plan d'action en design « Créer Montréal » (2018-2020)

2019 Adoption de « l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design en architecture »

2020 Mise en œuvre des plans d'urgence et de relance Design COVID-19

1/

RÉSUMÉ

Forte de son bilan décennal à titre de Ville UNESCO de design et de la reconduction de son statut en 2016, la Ville de Montréal a, au cours des quatre dernières années, recentré son action autour des objectifs du Réseau des villes créatives de l'UNESCO en lien avec la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.

Tout en poursuivant un même objectif, soit celui de mettre les talents en design au profit d'un développement économique et urbain durable et d'un milieu de vie de qualité, pour tous et partout sur son territoire, le moment était venu pour la Ville de Montréal d'accélérer l'intégration stratégique et transversale du design dans l'ensemble de ses pratiques.

À l'échelle locale, en marge du développement de notre commande municipale et des activités de promotion des talents montréalais, trois projets majeurs ont été menés à terme durant cette période de consolidation :

- Un nouveau **plan d'action sectoriel en design 2018-2020 «Créer Montréal»** a été lancé en mai 2018
- Un premier **Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture** a été adopté par le conseil municipal en décembre 2019
- Un premier **portrait statistique** sociodémographique et socioéconomique de l'écosystème du design montréalais a été produit et rendu public en septembre 2020

La pandémie de la COVID-19, déclarée en mars 2020, appelait un réajustement de nos priorités et un passage immédiat à l'action *in situ*. Depuis, avec l'aide des designers et d'autres créatifs, l'accent est mis sur le déploiement de mesures d'urgence pour adapter avec l'aide des designers et d'autres créatifs, notre territoire (rues, parcs, places), nos bâtiments municipaux de même que les commerces, afin d'assurer une prestation sécuritaire des services essentiels conforme aux directives de la santé publique.

À l'échelle internationale, Montréal a continué d'être très active au sein du Réseau. Instigatrice, en mars 2019, de la première rencontre intercluster du Réseau des villes créatives nord-américaines, Montréal a aussi été l'hôte de délégations internationales, notamment à l'occasion du Sommet Mondial du Design, en octobre 2017, auquel plusieurs délégués du Réseau et de l'UNESCO ont participé.

Ces quatre dernières années ont été marquées par une croissance rapide du Réseau et une forte augmentation des occasions de coopérations internationales que nous avons su saisir. Concours, prix, expositions, conférences, forums, projets de recherche, les appels à participation destinés à la communauté des designers se sont multipliés. Compte tenu du devoir d'exemplarité qui incombe aux villes créatives de l'UNESCO, et tout particulièrement aux villes de design, des principes éthiques (transparence, équité, reconnaissance, clarté) pour endosser et diffuser les appels, les concours et les prix au sein du Réseau ont été proposés par Montréal et adoptés à l'unanimité en juin 2018.

Depuis l'émergence de la COVID-19, le besoin de partager au sein du Réseau est plus fort que jamais, alors que la pandémie touche successivement toutes les villes. L'expérience commune de cette crise sanitaire planétaire unit et offre une occasion sans précédent d'apprendre et d'expérimenter ensemble.

Un tel contexte appelle le maintien d'une veille au sein du Réseau pour répertorier les initiatives et projets innovants, individuels et collectifs, émanant de la communauté du design, qui se réalisent dans nos villes, régions ou pays pour venir en aide aux citoyens et aux entreprises et soutenir la relance post-COVID-19. Le mouvement est lancé depuis le début du mois d'avril : un premier répertoire d'une centaine d'initiatives provenant de 15 villes a été rapidement constitué à l'invitation de Montréal, Détroit et Courtrai.

RÉSUMÉ (SUITE)

Au cours des prochaines années, en réponse aux nombreux défis de transformation que posent à la fois l'urgence climatique et les enjeux de santé publique, et conformément aux engagements de l'Agenda montréalais 2030, Montréal misera plus que jamais sur la créativité et la force d'innovation des designers, architectes, urbanistes et ingénieurs.

Notre plan d'action s'articulera autour des trois axes suivants :

- la sensibilisation et la formation des acteurs du virage Qualité Design
- l'expérimentation de mesures et de processus Qualité Design
- l'intégration des principes directeurs et l'instauration progressive d'objectifs et de mesures visant la qualité en design et en architecture dans chacun des plans et chacune des politiques de la Ville

Cette crise sanitaire mondiale, aux conséquences économiques, environnementales, sociales et culturelles historiques, nous invite plus que jamais à une remise en question collective de nos modes et milieux de vie. Télétravail, éducation, mobilité, habitat, commerce, tourisme, culture, centre-ville... une mutation profonde est en cours. Elle nous convie à une plus forte solidarité internationale pour mutualiser la recherche de solutions.

La coopération entre pays, régions et villes, aujourd'hui grandement facilitée grâce aux plateformes de communications virtuelles, prend ici tout son sens et sa pertinence. Au cours des quatre prochaines années, Montréal s'appuiera sur son appartenance à divers réseaux de villes et notamment au Réseau des villes créatives de l'UNESCO pour accélérer sa relance qu'elle veut impérativement verte, inclusive et résiliente.

À l'aube du 15e anniversaire de la désignation Montréal Ville UNESCO de design, le présent rapport soumis à l'UNESCO aux fins d'évaluation périodique fait état des principales réalisations et retombées pour Montréal. Le rapport couvre un peu plus de quatre ans, soit de janvier 2016 à juillet 2020.

LÉGENDE DES MOSAÏQUES

MOSAÏQUE SECTION 3
Réunions du Réseau des villes créatives de l'UNESCO, rencontres de travail et du sous-réseau Design, conférences et forums internationaux (2016-2019+)

MOSAÏQUE 1 SECTION 4
Concours de design et d'architecture (2016-2019+)

MOSAÏQUE 2 SECTION 4
Activités de sensibilisation du public, initiatives de promotion du design (2016-2019+)

MOSAÏQUE SECTION 5
Activités et échanges internationaux (2016-2019+) : accueil de délégations, conférences, exposition, partages de bonnes pratiques, etc.

MOSAÏQUE SECTION 7
Initiatives diverses et laboratoires d'aménagements transitoires en réponse à la COVID-19

Crédits photographiques : voir l'annexe 3

2/

INFORMATIONS GÉNÉRALES

NOM DE LA VILLE Montréal

PAYS Canada

DOMAINE CRÉATIF Design

DATE DE DÉSIGNATION
12 mai 2006 (annonce publique 6 juin 2006)

DATE DE SOUMISSION DU PRÉSENT RAPPORT PÉRIODIQUE D'ACTIVITÉ
Décembre 2020

ENTITÉ RESPONSABLE DE LA PRÉPARATION DU RAPPORT
Bureau du design, Ville de Montréal

RAPPORT PRÉCÉDENT ET DATE DE SOUMISSION
Rapport d'activité Montréal Ville UNESCO de design 2012-2015, février 2016

PERSONNE-RESSOURCE COORDONNATRICE DE LA DÉSIGNATION
Marie-Josée Lacroix, commissaire au design et chef d'équipe
Bureau du design, Ville de Montréal










Mondial
du Design
MONTRÉAL 20




krakow
CITY OF LITERATURE
UNESCO


DETROIT
DESIGN






XSW
20
19



CONTRIBUTION AU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO

Montréal a été très active dans sa participation aux activités organisées par le Réseau des villes créatives de l'UNESCO et a maintenu son soutien à la gestion de ce dernier.

PARTICIPATION AUX RÉUNIONS DU RÉSEAU

RÉUNION DE L'ENSEMBLE DU RÉSEAU

De 2016 à 2020, Montréal a participé à toutes les rencontres annuelles du Réseau des villes créatives de l'UNESCO :

2016 Östersund, ville créative de gastronomie (Suède)

2017 Enghien-les-Bains, ville créative d'arts numériques (France)

2018 Cracovie et Katowice, respectivement villes créatives de littérature et de musique (Pologne)

2019 Fabriano / Ascoli Piceno, ville créative d'artisanat et arts populaires (Italie)

2020 Réunion en ligne de la Plateforme des villes de l'UNESCO

Les délégations montréalaises comptaient de deux à trois représentants, dont certains élus politiques et intervenants du milieu du design.

RÉUNION SECTORIELLE DU SOUS-RÉSEAU DESIGN

Afin de faciliter le partage d'expériences et la mise en œuvre de projets de coopération bilatérale et multilatérale entre les **246** villes membres du Réseau, celles-ci sont constituées en sous-réseaux par domaine créatif. Le sous-réseau des villes créatives en design, qui compte en date d'aujourd'hui **40** membres, se réunit sur une base statutaire, deux fois par année.

Depuis 2016, Montréal a participé à neuf réunions sectorielles, dont quatre organisées en marge de la réunion générale annuelle et les cinq autres tenues dans le cadre d'événements d'envergure organisés par des villes de design :

2016 Shenzhen (Chine) convie à Paris (France)

2017 Puebla (Mexico), précédée d'un programme complémentaire à Mexico City

2018 Dundee (Écosse), suivie d'un programme complémentaire offert par Courtrai (Belgique)

2019 Détroit (États-Unis), suivie d'un programme complémentaire offert par Montréal (Canada)

2020 Réunions virtuelles des Villes de design (juillet et octobre 2020)

Depuis 2020, les réunions virtuelles permettent d'ouvrir les échanges à un plus grand nombre de participants tant au sein de la Ville qu'aux partenaires du milieu, favorisant ainsi une meilleure compréhension et adhésion au réseau et accélérant certaines mises en relation.

Montréal s'est également impliquée sur plusieurs autres plateformes internationales d'échanges, dont celle initiée en 2017 par Ico-D qui réunit annuellement les promoteurs des Semaines, Villes, Musées, Festivals et Biennales de design.

ORGANISATION DE RÉUNIONS, ACCUEIL DU RÉSEAU

L'organisation d'une réunion annuelle pour le Réseau des villes créatives de l'UNESCO remonte à 2012.

Depuis, Montréal a été l'instigatrice de la **première rencontre du Réseau des villes créatives nord-américaines en mars 2019**. Elle a aussi régulièrement invité/accueilli des délégués des villes UNESCO de design, notamment à l'occasion du **Sommet Mondial du Design**, en octobre 2017, auquel plusieurs délégués de Puebla, Graz, Shenzhen, Nagoya et Beijing ont participé. Ou, encore, dans la foulée de la réunion de Détroit, en septembre 2019, qui a permis à Helsinki, Geelong, Kaunas et Dundee de participer au programme complémentaire proposé par Montréal. Plus récemment, en février 2020, juste avant le confinement mondial, les coordonnateurs du sous-réseau s'étaient également donné rendez-vous à Montréal pour une réunion de planification. Ces accueils ont systématiquement permis l'établissement d'inspirants dialogues entre les délégués invités, la communauté montréalaise du design et les équipes de la Ville de Montréal.

PREMIÈRE RENCONTRE DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES NORD-AMÉRICAINES

En mars 2019, de concert avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, Montréal organisait une première rencontre régionale des villes créatives nord-américaines à l'occasion de l'événement South by Southwest (SXSW) à Austin au Texas. Profitant de la forte participation des entreprises culturelles et créatives mexicaines, américaines et canadiennes à SXSW, cette activité a favorisé leur mise en réseau de même qu'un premier contact entre les délégués des différentes villes créatives nord-américaines dont près des deux tiers étaient de nouveaux membres du Réseau.

SOMMET MONDIAL DU DESIGN

Du 16 au 25 octobre 2017, Montréal a été l'hôte du Sommet Mondial du Design auquel ont pris part près de 50 organisations internationales, porte-paroles professionnelles des diverses disciplines du design, de l'architecture et de l'aménagement, et plusieurs autres organisations gouvernementales et non gouvernementales concernées par le design, dont l'UNESCO, représentée par Mme Jyoti Hosagrahar, alors directrice de la Division de la créativité du secteur de la culture de l'UNESCO.



À l'issue de ce rassemblement multidisciplinaire historique, les organisations ont signé la Déclaration du design de Montréal (PDF) affirmant d'une même voix la contribution fondamentale du design pour inventer et concevoir le monde d'aujourd'hui et demain et leur engagement collectif envers les objectifs de développement durable des Nations Unies 2030, le Nouvel agenda urbain, l'Accord de Paris sur le climat et la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

SOUTIEN À LA COMMUNICATION ET À LA VISIBILITÉ DU RÉSEAU

Depuis sa désignation en 2006, Montréal promeut activement son statut de Ville UNESCO de design et met systématiquement en valeur les activités et les retombées en lien avec son adhésion au Réseau des villes créatives de l'UNESCO.

À l'automne 2016, à l'occasion du 10e anniversaire de son adhésion au Réseau, la Ville de Montréal organisait l'événement Perspectives Design Montréal 2017 au sommet emblématique de la Place Ville Marie et y conviait tous les partenaires de la communauté du design et de l'architecture pour faire état de son bilan décennal, célébrer la reconduction de son statut de Ville UNESCO de design, annoncer sa programmation 2017 et lancer le catalogue CODE SOUVENIR MONTRÉAL – édition spéciale 375e anniversaire de la fondation de Montréal.



Événement Perspectives Design Montréal 2017
Crédits photographiques : Albert Zablit

PLATEFORMES COMMUNICATIONNELLES ET PORTÉE

Au moment où les plateformes de communication se multiplient, se spécialisent et se démocratisent, le Bureau du design porte une grande attention à ses outils de communication desquels dépendent le succès de ses initiatives de promotion du design, la participation des designers montréalais aux appels lancés à Montréal et au sein du Réseau et, plus globalement, son rayonnement local et international. Les contenus produits pour ses plateformes servent à alimenter le portail fr.unesco.org/creative-cities ainsi que le site internet du sous-réseau designcities.net auquel Montréal contribue annuellement.

- / **100 000+** visites/année du site designmontreal.com en moyenne depuis 2016
- / **2 629** abonnés à l'infolettre
- / 1 page Facebook rejoignant **20 792+** abonnés (doublé en 4 ans)
- / 1 compte Twitter rejoignant **10 800+** abonnés
- / 1 compte Instagram rejoignant **3 745+** abonnés
- / 1 répertoire rassemblant **349** agences montréalaises de design et d'architecture (doublé en 4 ans)

GROUPE DE PILOTAGE, GROUPE DE TRAVAIL

Le sous-réseau des villes UNESCO de design se réunit de façon statutaire deux fois par année. Structurées en véritables ateliers de travail, ces rencontres sectorielles entre experts d'un même domaine permettent de faire le point sur les projets de coopération en cours et à venir (bi et multilatéraux) et de discuter de différentes problématiques communes.

Pour faciliter la poursuite des échanges et favoriser la mise en œuvre de projets communs, les villes UNESCO de design ont convenu, en 2016, à Cracovie de se répartir en groupes de travail autour de quatre thématiques : Développement des affaires, **Politiques publiques**, Éducation et Communication.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES DE SOUTIEN AU DESIGN

Mis en place par Montréal et Dundee, ce groupe collige les meilleures pratiques internationales en matière 1) de politiques de design et d'architecture et 2) de structures de gouvernance pour la mise en œuvre de celles-ci au sein des municipalités. Un projet de recherche collectif, porté par l'Université métropolitaine de Cardiff, est en cours d'élaboration pour cartographier les écosystèmes des villes UNESCO de design, recueillir de nouvelles données sur un cadre commun d'indicateurs et développer des plans d'action ciblés pour chaque ville partenaire.

PARTICIPATION À L'ÉVALUATION DE CANDIDATURES

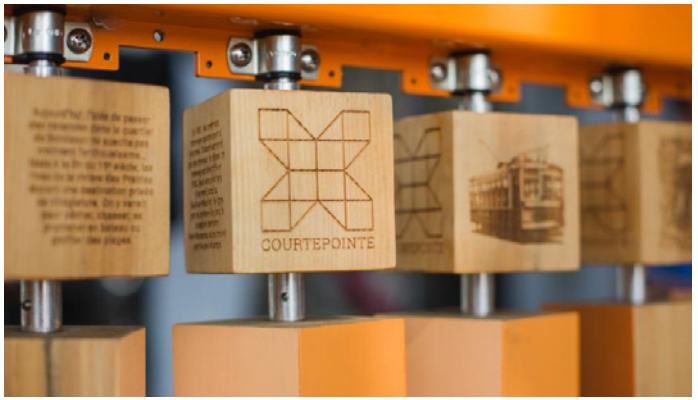
Montréal collabore activement avec l'UNESCO au développement du Réseau des villes créatives dans le but de le faire croître et d'en assurer sa pérennité et sa pertinence.

À cet effet, Montréal :

- a évalué **12** dossiers de villes candidates au sous-réseau Design en 2017
- a évalué les rapports d'activités de villes qui les ont soumis en français
- a conseillé **6** villes envisageant déposer leur candidature : Geelong (Australie), Santiago (Chili), Angoulême et Marseille (France), Fez (Maroc), Launceston (Australie)


CENTRE CULTUREL DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE




COURTEPOINTE


Info travaux
















HARRY ROSEN

PRINCIPALES INITIATIVES RÉALISÉES À L'ÉCHELLE LOCALE

Forte de son bilan décennal à titre de Ville UNESCO de design et de la reconduction de son statut en 2016, la Ville de Montréal a, au cours des quatre dernières années, recentré son action autour des objectifs du Réseau des villes créatives de l'UNESCO en lien avec la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.

Tout en poursuivant un même objectif, soit celui de mettre les talents en design au profit d'un développement économique et urbain durable et d'un milieu de vie de qualité, pour tous et partout sur son territoire, le moment était venu pour la Ville de Montréal d'accélérer l'intégration stratégique et transversale du design dans l'ensemble de ses pratiques.

Trois projets majeurs ont été menés à terme durant cette période de consolidation :

- un nouveau plan d'action sectoriel en design 2018-2020 « Créer Montréal » (PDF) a été lancé en mai 2018
- un premier Agenda montréalais 2030 (PDF) pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture a été adopté par le conseil municipal en décembre 2019
- un premier portrait statistique sociodémographique et socioéconomique de l'écosystème du design montréalais a été produit







PLAN D'ACTION EN DESIGN 2018-2020 «CRÉER MONTRÉAL»

Adopté en mai 2018, le plan d'action en design 2018-2020 «Créer Montréal» est l'un des huit plans issus de la Stratégie de développement économique 2018-2022 «Accélérer Montréal». Il propose des investissements de **3,8 M$** sur trois ans et comporte **5** axes d'intervention qui se déclinent en **15** stratégies et **47** actions.

AXE 1

Intégrer le design de façon stratégique et transversale comme vecteur de développement économique, urbain, culturel et social

- élaboration et mise en œuvre d'un Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture

AXE 2

Développer le marché pour les designers montréalais ici et à l'étranger et renforcer leurs compétences entrepreneuriales

- ouverture de la commande municipale en design et en architecture
- déploiement commercial de la marque CODE SOUVENIR MONTRÉAL auprès des entreprises, des institutions et du grand public
- développement des compétences entrepreneuriales des designers
- promotion des occasions de rayonnement international offertes aux designers montréalais par l'entremise du Réseau des villes créatives de l'UNESCO
- attribution de la bourse Phyllis-Lambert à de jeunes designers et soutien à leur rayonnement à Montréal de même qu'au sein du Réseau

AXE 3

Contribuer à l'amélioration et l'efficience des processus favorisant la qualité en design et en architecture

- mise à jour et diffusion d'outils d'accompagnement et d'encadrement juridiques et administratifs
- développement et déploiement d'une boîte à outils pour l'aménagement des chantiers municipaux qui vise la diminution de leurs impacts
- documentation et analyse des processus de qualité en design et en architecture

AXE 4

Sensibiliser les publics internes et externes au design et à l'architecture

- diffusion sur la plateforme Design Montréal de nouvelles, de concours, de publications, d'événements, d'activités de promotion, de prix et de bourses en lien avec la mission du Bureau du design
- meilleure communication interne et externe des initiatives en design
- ouverture au public des séances de présentation des finalistes de concours devant jury

AXE 5

Soutenir les engagements de Montréal à titre de Ville UNESCO de design et animer le Réseau des villes créatives

- soutien au développement du Réseau ainsi que coopération et échange de bonnes pratiques avec d'autres villes
- respect des engagements inhérents au statut de membre du Réseau

L'AGENDA MONTRÉALAIS 2030 POUR LA QUALITÉ ET L'EXEMPLARITÉ EN DESIGN ET EN ARCHITECTURE

Au cœur des engagements du plan d'action « Créer Montréal » figurait une mesure phare, celle d'élaborer et de mettre en œuvre un Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture (PDF).

Sans doute l'un des plus importants legs de l'administration municipale montréalaise depuis l'obtention de son statut de Ville UNESCO de design, ce document d'orientation et de mobilisation a été adopté le 16 décembre 2019 par les instances politiques (Résolution : CM19 1386, PDF) à l'issue d'une vaste consultation menée sur deux ans, tant à l'interne de la Ville qu'auprès de toutes parties prenantes concernées.

LA QUALITÉ ET L'EXEMPLARITÉ EN DESIGN ET EN ARCHITECTURE : POUR UN MONTRÉAL ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE, ÉCONOMIQUEMENT VIABLE, SOCIALEMENT ÉQUITABLE ET CULTURELLEMENT DIVERSIFIÉ

QU'EST-CE QUE L'AGENDA?

Une posture
Convaincue du lien étroit entre la qualité des milieux de vie et la transition écologique et en réponse à l'appel mondial, la Ville de Montréal s'est donné son propre Agenda : une posture en faveur d'un développement urbain qualitatif, responsable et pérenne pour les générations actuelles et futures.

Un langage commun
Le terme « agenda », aujourd'hui largement utilisé et accepté dans le contexte de la langue française, a été choisi pour se distinguer des politiques existantes qu'il souhaite nourrir et pour permettre une plus grande flexibilité quant à la forme et aux contenus. L'Agenda 21 pour l'environnement (1992), L'Agenda 21 de la culture du Québec (2012) et l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (2015) en sont trois sources d'inspiration tant pour leur caractère mobilisateur que pour les principes de développement durable qu'ils énoncent. L'Agenda constitue la base d'une compréhension commune de ce que l'on entend par qualité, exemplarité et durabilité en design et en architecture.

Une aspiration
Notre ambition pour Montréal prend appui sur les principes de développement durable de la Eeum, signée en 2015 à Gwangju, en Corée du Sud, par sept grandes organisations internationales représentant les professionnels du design, de l'architecture et de l'architecture de paysage. Elle se traduit par l'aspiration suivante :

Une démarche
L'aménagement d'une ville qui vise la durabilité des interventions doit avoir comme objectif premier la qualité des objets, des bâtiments et des espaces urbains qui la composent et qui contribuent au bien-être de ses habitants. C'est une question de responsabilité sociale envers les citoyens actuels et les générations futures. L'urgence d'agir ne peut justifier de faire l'économie de cette qualité.

En s'inscrivant dans une vision à long terme où durabilité et qualité sont liées, l'Agenda montréalais pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture se veut un levier pour réussir la transition écologique et sociale et pour faire des designers et des architectes des alliés de la mise en œuvre de la vision stratégique *Montréal résiliente 2020-2030*.

Des engagements concrets
L'Agenda se concrétise selon les trois axes d'intervention suivants :

- AXE 1 – L'intégration des principes directeurs et l'instauration progressive d'objectifs et de mesures visant la qualité en design et en architecture dans chacun des plans et chacune des politiques de la Ville
- AXE 2 – L'expérimentation de mesures et de processus Qualité Design dès l'énoncé de vision et la planification des projets de la Ville et des territoires en [re]développement (écoquartiers, pôles de développement économique, secteurs d'expérimentation et laboratoires d'innovation)
- AXE 3 – La sensibilisation et la formation des acteurs du virage Qualité Design

Il s'opérationnalise dès 2020 par :

- un mandat de coordination de la mise en œuvre de l'Agenda confié au Bureau du design
- la création d'un groupe d'intégrateurs (voir AXE 1)
- la transformation du plan sectoriel 2018-2020 « Créer Montréal » en un plan transversal de mise en œuvre de l'Agenda 2020-2030
- la détermination, dans le Plan de gestion prévisionnelle des ressources humaines (GPRH), des besoins en expertises spécialisées, consacrées à l'intégration des processus Qualité Design au sein de chaque service et de chaque arrondissement donneur d'ordres en design et en architecture

L'Agenda montréalais 2030 se mesurera sur un horizon de 10 ans par :

- le maintien du statut de Montréal à titre de Ville UNESCO de design (évaluation quadriennale 2020-2024-2028)
- l'appréciation publique portée envers la qualité des objets, des bâtiments et des espaces urbains qui composent la ville
- son effet d'entraînement auprès des autres villes et des acteurs gouvernementaux

Voir aussi Section 6 / Plan d'action sur le moyen terme





Adoption de l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

RECENSEMENT DESIGN MONTRÉAL 2019-2020

Un autre projet majeur des dernières années est le lancement, en janvier 2019, d'une vaste opération visant à dresser des portraits statistiques sociodémographique et socioéconomique précis à la fois 1) des professionnels du design et de l'architecture sur l'île de Montréal et 2) des entreprises et organisations qui y sont établies et qui emploient ces professionnels.

Plus de 2500 personnes ont participé au Recensement Design Montréal 2019-2020 au moyen des sondages en ligne, de la plateforme Réalisons Mtl et de groupes de discussion. L'étude qui en résulte dresse un premier véritable portrait de l'offre et de la demande pour l'ensemble des professions du design et de l'architecture à Montréal. Ce recensement vient ainsi combler un manque notoire de données sur cette industrie créative et permettra de mieux en suivre l'évolution dans les années à venir. L'étude révèle que Montréal est un terreau fertile pour la prospérité de qui choisissent d'y travailler ou de s'y établir.

La Ville de Montréal a certes un rôle à jouer pour maintenir la richesse que représentent ces talents et favoriser l'épanouissement des professionnel(le)s et des entreprises qui ont choisi d'habiter, de travailler et de s'établir à Montréal. Les recommandations qui découlent de cette étude fournissent plusieurs pistes de réflexion et d'actions pour les années à venir.

L'offre : 19 255 professionnels
Environ 19255 professionnels et techniciens en design et en architecture, toutes disciplines confondues, habitaient sur l'île de Montréal en 2016, soit 34 % de ces travailleurs au Québec. Les designers graphiques, illustrateurs et techniciens en graphisme sont les plus nombreux. Ces derniers représentent 46 % des professionnels et des techniciens en design et en architecture dans l'agglomération de Montréal.
Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2016, compilation MCE Conseils

L'offre : 6 609 emplois
Il s'agit du nombre d'emplois occupés par des professionnels en design et en architecture à Montréal. Parmi ce nombre, 3526 emplois sont dans des établissements offrant des services d'architecture.
Source : Statistique Canada, Registre des entreprises 2018, données pour l'agglomération de Montréal, N=768 entreprises

Le salaire moyen : 44 404 $
Il s'agit du revenu annuel moyen des professionnels du design et de l'architecture dans la région métropolitaine de recensement (RMR)[1]. Sur l'île de Montréal, la distribution atteint son sommet de fréquence entre 45000 $ et 60000 $[2].
Sources : [1]Statistique Canada, Recensement de la population 2016.
[2]Recensement Design Montréal 2019-2020, compilation MCE Conseils.
Les données par discipline sont aussi disponibles

La demande : 3 283 entreprises
Il s'agit du nombre d'entreprises établies à Montréal qui ont de fortes chances d'avoir à leur emploi des professionnels du design et de l'architecture. C'est une réalité pour environ 768 d'entre elles qui offrent directement des services de design et d'architecture. Il y a aussi 26 172 autres entreprises œuvrant dans un secteur d'activité où un ou des professionnels du design et de l'architecture pourraient possiblement être mis à contribution. Leur présence peut dépendre de plusieurs facteurs tels que le modèle d'affaires et la taille de l'entreprise, la stratégie en matière de sous-traitance, le marché cible, etc.
Sources : Registre des entreprises du Québec et Statistique Canada, données pour l'agglomération de Montréal, compilation MCE Conseils














AIGUILLAGE URBAIN




CODE SOUVENIR MONTRÉAL
Des cadeaux à vos couleurs !
Un souvenir à remettre à des visiteurs ?
Un cadeau à offrir à vos hôtes, vos clients, votre personnel ?
Voyez comment les designers pourraient les personnaliser !


PLACE DES MONTRÉALAISES
Présentation publique


CODE SOUVENIR DUNDEE
Catalogue of gift items from Dundee designers
Vol. 1



AUTRES INITIATIVES RÉALISÉES À L'ÉCHELLE LOCALE

En marge de ces travaux de fond majeurs, les actions suivantes se sont poursuivies à l'échelle locale :

- un accompagnement continu de la commande municipale par l'entremise de l'encadrement de **concours et panels de design et d'architecture**, une pratique qui requiert encore une dérogation ministérielle à la pièce
- un projet de recherche appliquée en design (signalétique, produits, services) pour améliorer les qualités fonctionnelles et visuelles des **chantiers urbains** et en réduire leurs impacts
- des **initiatives de promotion du design montréalais**
- des **mesures d'urgence COVID-Design** (voir Section 7) pour adapter le domaine public (rues, parcs, places), les bâtiments municipaux et les commerces aux directives de la santé publique afin d'assurer les services essentiels et soutenir la relance économique

Voir Figure 2 / Concours, appels à la création et panels



PLACE DES MONTRÉALAISES (2018)

Concours international d'architecture de paysage pluridisciplinaire

Ce projet de requalification vise à définir un cadre urbain attrayant et de grande qualité réparant la coupure causée dans le secteur par la construction en tranchée de l'autoroute Ville-Marie dans les années 1970. La Ville de Montréal souhaite ainsi restaurer les liens entre la ville historique et ses faubourgs anciens, mettre en valeur un réseau de lieux publics de grande qualité du square Victoria au square Viger et en faire un lieu de commémoration de la place des femmes dans l'histoire de Montréal. Le concours a été remporté par Lemay + Angela Silver + SNC-Lavalin et le projet est en cours de réalisation.





CRÉER LE CORRIDOR DE BIODIVERSITÉ À SAINT-LAURENT (2018)

Concours d'architecture de paysage pluridisciplinaire

Avec un parc industriel couvrant une superficie d'environ 70 % de son territoire, Saint-Laurent est l'un des arrondissements qui présentent les plus importants îlots de chaleur de la région montréalaise. L'arrondissement souhaite ainsi créer des corridors pour permettre la connexion des milieux naturels et autres espaces verts fragmentés par le développement, en plus d'offrir des parcours citoyens. Le projet mis en concours consiste à concevoir un plan directeur d'aménagement et à établir la vision et les lignes directrices qui orienteront l'aménagement et la mise en valeur du corridor de biodiversité sur une portion du territoire.

Le concours a été remporté par Table Architecture + LAND Italia + civiliti + Biodiversité Conseil et le plan directeur peut être consulté ici.

BOÎTE À OUTILS POUR L'AMÉNAGEMENT DES CHANTIERS (2015-2019)

Soucieuse d'améliorer le cadre de vie de ses citoyens et de maintenir l'attrait et la vitalité économique des artères et secteurs impactés par des travaux, la Ville de Montréal a conçu une boîte à outils génériques pour l'aménagement de ses chantiers municipaux. Au terme de ce projet de recherche appliquée en design (produits, graphique et services), ce système comprend plusieurs dispositifs destinés à mieux informer sur les travaux en cours et le projet à venir à mieux délimiter la zone du chantier et à mieux diriger les usagers en leur facilitant l'accès aux différents services (stationnement, commerces, etc.)

Le concours de design du module d'information a été remporté par PARA-SOL avec Paprika + Geniex. Le projet est réalisé et l'ensemble des éléments de la boîte à outils sont intégrés au devis d'appel d'offres auprès des entrepreneurs.

QUELQUES INITIATIVES DE PROMOTION DU DESIGN MONTRÉALAIS

Voir Figure 1 / Promotion et diffusion

MONTRÉAL EST UNE VILLE DE DESIGNERS

À l'automne 2017, à l'occasion du 375e anniversaire de Montréal, du 50e d'Expo 67, véritable tremplin pour l'émergence de plusieurs talents en design, et dans la foulée de la reconduction du statut de Montréal à titre de Ville UNESCO de design, le Bureau du design a tourné les projecteurs vers 10 designers de la relève, issus de son Répertoire des designers montréalais, qui représentent fièrement la créativité de notre métropole.

Cette campagne intitulée Montréal est une ville de designers. Rencontrez 10 designers de la relève ! présentait individuellement les 10 ambassadeurs de tous les domaines de l'architecture et du design en affaires depuis moins de 10 ans et cumulant déjà plusieurs prix professionnels (vidéo). Cette grande opération de communication multiplateforme s'est déroulée du 18 septembre au 26 novembre 2017 et a généré plus de **1 M** d'impressions/vues sur Facebook et Twitter et près de **700 000** impressions/vues dans les médias traditionnels grands publics. L'achalandage du site designmontreal.com a connu, quant à lui, une augmentation de près de 44 % durant ce mois, profitant incidemment à la notoriété de l'ensemble de la communauté.

CODE SOUVENIR MONTRÉAL[1]

Le catalogue CODE SOUVENIR MONTRÉAL vise à promouvoir la créativité montréalaise auprès des acheteurs des secteurs public et privé et du grand public au moyen d'un catalogue d'objets-souvenirs évocateurs de Montréal. Lancé en 2010 et se bonifiant d'édition en édition, ce catalogue est un outil pour faciliter le travail des acheteurs qui souhaitent acquérir des produits représentatifs de Montréal, Ville UNESCO de design, lorsque vient le temps d'offrir des cadeaux symboliques, des objets promotionnels ou des souvenirs.

Nouveau depuis 2019, les designers faisant partie de la sélection CODE SOUVENIR profitent d'une formation de l'École des entrepreneurs pour les aider à atteindre leurs objectifs de croissance.

Depuis 2016, Montréal :

- a publié **2** éditions du catalogue, portant le nombre total à **5** catalogues depuis 2011;
- propose **200+** objets-cadeaux de **60+** designers-producteurs;
- a ouvert **6** espaces-boutiques licenciés;
- a organisé la participation à **12** salons et foires commerciales;
- a généré la vente de **33 500+** objets-cadeaux;
- a engendré **786 600 $+** de revenus de ventes;
- a transféré le concept à **2** villes UNESCO de design (Geelong et Dundee).

(1) « CODE » est l'acronyme de City Of Design et représente le caractère singulier d'une ville. Il s'agit d'une idée originale de Raban Ruddigkeit de l'agence berlinoise ® ruddigkeit corporate ideas.








OR THE FUTURE


12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION
13 CLIMATE ACTION
14 LIFE BELOW WATER
15 LIFE ON LAND
16 PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS
17 PARTNERSHIPS FOR THE GOALS


Welcome to
Kortrijk,
Flander's best
city and region










SEOUL
DESIGN
WEEK
2017


28/61

5/

PRINCIPALES INITIATIVES RÉALISÉES DANS LE CADRE DE COOPÉRATIONS INTERVILLES

Voir Figure 3 / Mise en réseau international

Ces quatre dernières années ont été marquées par une croissance rapide du Réseau et une forte augmentation des occasions de coopérations internationales.

Concours, prix, expositions, conférences, forums, projets de recherche, les appels à participation destinés à la communauté des designers se sont multipliés. Montréal les a constamment relayés sur ses diverses plateformes, soucieuse d'en faire pleinement profiter son écosystème. Une nouvelle section du site designmontreal.com a même été créée afin d'amplifier la diffusion des appels internationaux lancés au sein du Réseau.

Foisonnement également du côté des invitations à partager l'expertise municipale montréalaise sur diverses tribunes tels des forums, des colloques ou des symposiums. Affluence aussi des délégations de villes désireuses de comprendre *in situ* l'approche montréalaise fondée sur la créativité comme moteur de développement urbain durable. Là encore, Montréal a répondu présente, et ce, tant pour être inspirée que pour inspirer, convaincue que la valeur même de son appartenance au Réseau des villes créatives de l'UNESCO repose précisément sur la richesse de tels échanges et sur leur capacité à instruire une saine et juste croissance des villes.

MISE EN RÉSEAU INTERNATIONAL EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2016, Montréal investit en moyenne **100 000 $** par année dans l'activation et l'animation du Réseau des villes créatives de l'UNESCO. Ces sommes sont versées à des actions de coopération et de mise en réseau à la fois pour favoriser le rayonnement des designers montréalais et pour partager les bonnes pratiques de la Ville de Montréal à l'international.

UN PLUS FORT RAYONNEMENT INTERNATIONAL DES DESIGNERS MONTRÉALAIS AU SEIN DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO

Au cours des quatre dernières années seulement, la Ville de Montréal :

- a partagé auprès de la communauté montréalaise du design **75+** appels à participation internationaux, générant **18** lauréats, finalistes, conférenciers ou participants montréalais;
- a participé à **24+** conférences, forums et colloques internationaux, pour un total de près de **54+** depuis la désignation;
- a pris part à **12** expositions internationales mettant en valeur quelque **90+** entreprises montréalaises;
- a soutenu **2** projets pilotes d'exposition collective bénéficiant à **33** entreprises montréalaises :
  - In Toto x Montréal a Milano / Semaine du design de Milan;
  - World Wild Things / Design Monat Graz;
- a réalisé/soutenu **32** missions à l'international auxquelles ont participé **55+** délégués montréalais;
- a décerné **1** bourse Phyllis-Lambert de **10 000 $** à un tandem de la relève, Rainville Sangaré, designers industriels, pour un projet de perfectionnement à Helsinki, Ville créative en design de l'UNESCO.

PRINCIPES GÉNÉRAUX POUR ENDOSSER ET DIFFUSER LES APPELS, CONCOURS ET PRIX

Compte tenu du devoir d'exemplarité qui incombe notamment aux villes UNESCO de design, Montréal a proposé des principes généraux pour endosser et diffuser les appels, les concours et les prix au sein du Réseau. Adoptés à l'unanimité lors de la rencontre du sous-réseau Design à Dundee, en juin 2018, le plein respect de ces principes éthiques (transparence, équité, reconnaissance, clarté de la commande) est dorénavant conditionnel à la diffusion des appels au sein du Réseau.

PARTAGE INTERNATIONAL DES BONNES PRATIQUES

L'expertise de la Ville de Montréal a aussi été fréquemment sollicitée et partagée, et ce, notamment avec :

- toutes les villes UNESCO de design (2018) pour l'établissement des principes généraux d'endossement et de diffusion des appels à participation internationaux
- Détroit (2018) et Courtrai (2020) pour mettre en place les prix Commerce Design
- Dundee (2019) et Geelong (2020) pour reprendre le concept CODE SOUVENIR
- Turin (2018) dans le cadre du Forum « Torino towards an accessible city », pour alimenter sa Politique municipale en matière d'accessibilité universelle

De plus, ce partage de connaissances a été favorisé par :

- l'organisation de **4** conférences ou colloques internationaux
- l'accueil de **16** délégations de l'étranger réunissant quelque **70+** participants du Réseau des villes créatives de l'UNESCO
- le traitement de **20+** demandes de collaboration « interclusters » (appels de projets, demandes d'information, partenariat, échanges, etc.) qui ont été transmises à des partenaires locaux

Réciproquement, plusieurs sources ont directement alimenté, ces dernières années, les réflexions de Montréal et l'élaboration de son premier Agenda 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture. Mentionnons entre autres :

- les meilleures pratiques en matière de politiques de design et d'architecture dans le monde (voir Agenda (PDF), page 63)
- les programmes de soutien au design mis de l'avant par les villes de Courtrai, Détroit, Dundee, Geelong, Helsinki et Saint-Étienne qui ont fait l'objet de présentations aux employés de la Ville de Montréal
- les processus d'encadrement de la qualité en design et en architecture mis en place par les acteurs publics belges, suisses et français et qui ont été présentés dans le cadre du symposium/atelier Les temps de la qualité (2018)
- les appels de projets urbains innovants préparés par C40 Réinventer les villes
- ou les pratiques innovantes centrées sur le design dans le domaine du logement social de Saint-Étienne métropole (2019-2020)

6/

PLAN D'ACTION SUR LE MOYEN TERME POUR LES QUATRE ANNÉES À VENIR

Adopté en décembre 2019, l'Agenda montréalais 2030 (PDF) (voir Section 4) propose une vision transversale qui engage tous les services, les arrondissements et les organismes paramunicipaux à changer leurs façons de faire et à mettre en œuvre, dès à présent, les stratégies nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité et d'exemplarité en matière de design, d'architecture et d'aménagement partout à Montréal.

Coordonnateur de la démarche au sein de la Ville, le Bureau du design devait voir, dès 2020, à transformer son plan d'action sectoriel en design 2018-2020 « Créer Montréal » en un nouveau plan transversal 2020-2030 pour la mise en œuvre de l'Agenda articulé autour de trois axes d'intervention :

- AXE 1 – **L'intégration** des principes directeurs et l'instauration progressive d'objectifs et de mesures visant la qualité en design et en architecture dans chacun des plans et chacune des politiques de la Ville
- AXE 2 – **L'expérimentation** de mesures et de processus Qualité Design dès l'énoncé de vision et la planification des projets de la Ville et des territoires en [re]développement
- AXE 3 – **La sensibilisation** et la formation des acteurs du virage Qualité Design

Or, la pandémie de la COVID-19, déclarée en début 2020, appelait un réajustement des priorités et un passage immédiat à l'action *in situ*. Depuis, l'accent est mis sur le déploiement de mesures d'urgence pour adapter, avec l'aide des designers, le domaine public (rues, parcs, places), les bâtiments municipaux ainsi que les commerces aux directives de la santé publique afin d'assurer une prestation sécuritaire des services essentiels.

Au cours des prochaines années, en réponse aux nombreux défis de transformation que posent à la fois l'urgence climatique et les enjeux de santé publique, Montréal misera plus que jamais sur la créativité et la force d'innovation des designers, architectes, urbanistes et ingénieurs.

Cette crise sanitaire mondiale, aux conséquences économiques, environnementales, sociales et culturelles historiques, nous invite plus que jamais à une remise en question collective de nos modes et milieux de vie. Télétravail, éducation, mobilité, habitat, commerce, tourisme, culture, centre-ville... une mutation profonde est en cours. Elle nous convie à une plus forte solidarité internationale pour mutualiser la recherche de solutions.

La coopération entre pays, régions et villes, aujourd'hui grandement facilitée grâce aux plateformes de communications virtuelles, prend ici tout son sens et sa pertinence. Au cours des quatre prochaines années, Montréal s'appuiera sur son appartenance à divers réseaux de villes et notamment au Réseau des villes créatives de l'UNESCO pour accélérer sa relance qu'elle veut impérativement verte, inclusive et résiliente.

PRINCIPALES INITIATIVES À L'ÉCHELLE LOCALE

SENSIBILISATION ET FORMATION DES ACTEURS DU VIRAGE QUALITÉ DESIGN

L'instauration d'une culture du design passe par une sensibilisation accrue et soutenue de la population, des acteurs et des décideurs quant à l'importance et aux retombées d'un design et d'une architecture de qualité. Le Bureau du design fera un appel de projets pour la réalisation d'outils et de programmes de formation/sensibilisation/éducation destinés à éveiller cette appréciation auprès de divers donneurs d'ouvrages.

> *Une culture du bâti de qualité invite à des efforts dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation afin de permettre un meilleur jugement [...]. Tous les acteurs concernés du secteur privé comme du secteur public portent une responsabilité quant à la qualité de notre environnement bâti qui sera transmis en héritage aux générations futures.*
>
> Déclaration de Davos, Vers une culture du bâti de qualité pour l'Europe, 2018 (PDF)

Objectif
Renforcer une culture de la qualité à Montréal de manière à ce que la durabilité et l'exemplarité en design comme en architecture deviennent une préoccupation partagée par tous, des citoyens aux élus.

Acteurs visés
Tout organisme détenant une expertise en formation/éducation et une crédibilité auprès des groupes cibles à sensibiliser (p. ex., promoteurs immobiliers, coopératives d'habitation, association de commerçants, commissions scolaires).

Bénéficiaires
Montréalais

Résultats attendus
Élévation des exigences de certains publics cibles à l'égard du cadre de vie, meilleur accompagnement public des projets de développement et incidemment augmentation de la qualité de ce qui se construit et s'aménage.

EXPÉRIMENTATION DE MESURES ET DE PROCESSUS QUALITÉ DESIGN

L'Agenda montréalais 2030 nous empresse d'expérimenter des mesures et des processus Qualité Design dès l'énoncé de vision et la planification des projets municipaux. Montréal misera sur ses territoires en [re]développement pour en faire des pôles d'innovation. Un appel de projets municipaux innovants sera lancé en 2021 pour sélectionner des sites laboratoires.

Objectifs
Favoriser la recherche et la conception de solutions innovantes en design et en architecture au profit de la résilience du territoire au moyen de projets expérimentaux à l'échelle du quartier, de la rue (+ places et parcs), des bâtiments publics et du mobilier collectif et urbain.

Acteurs visés
Services et arrondissements municipaux, milieux de la recherche et professionnels du design et de l'architecture

Bénéficiaires
Montréalais : priorité aux populations et entreprises fragilisées par le contexte et les impacts de la pandémie

Résultats attendus
Soutien à une dizaine de projets par année, de diverses échelles, permettant de faire des apprentissages qui alimenteront les projets subséquents (lignes directrices).

INTÉGRATION DES PRINCIPES DE LA QUALITÉ ET DE L'EXEMPLARITÉ EN DESIGN DANS L'ENSEMBLE DES PLANS, POLITIQUES ET DIRECTIVES DE LA VILLE

L'adoption de l'Agenda montréalais 2030 marque le premier jalon d'une intégration transversale et cohérente de principes garants de la qualité en design et en architecture à laquelle Montréal aspire sur tout son territoire, soit dans tous les services, les bureaux, les arrondissements et les organismes paramunicipaux de la Ville de Montréal.

L'Agenda appelle maintenant à une révision des processus et pratiques touchant l'ensemble des domaines d'intervention de la Ville : l'approvisionnement, les affaires juridiques, les ressources humaines, la culture, les communications, les finances, la performance organisationnelle, etc.

Objectifs
Assurer l'intégration des principes directeurs et l'instauration progressive d'objectifs et de mesures visant la qualité en design et en architecture dans chacun des plans et chacune des politiques de la Ville et leur arrimage avec la vision stratégique « Montréal 2030 ».

Acteurs visés
Direction générale et gestionnaires de diverses unités (services et territoires)

Bénéficiaires
Montréalais

Résultats attendus
Conception, préservation et valorisation d'un cadre bâti et d'un paysage urbain montréalais de qualité dans un contexte exigeant de transition écologique et sociale par une transformation des processus, pratiques et modes de gouvernance des projets municipaux.

Quelques exemples :

- instauration d'un outil de gestion de la qualité ou d'un « Test qualité »
  a) dans le processus d'approbation des projets municipaux (cadre de gouvernance)
  b) dans le processus d'approvisionnement en biens et services de la Ville
- prescription de l'utilisation de la boîte à outils pour l'aménagement des chantiers dans la Charte des chantiers montréalais
- intégration des critères de qualité (résilience, adaptabilité) du design comme condition de financement du nouveau Programme d'aide à la rénovation commerciale (PRAM-Commerce)
- instauration d'une mesure d'investissement transversale : 1 % du budget d'aménagement, de rénovation ou de toute nouvelle construction financé par la Ville de Montréal consacré à la recherche, au développement et à l'application de solutions novatrices en design et en architecture visant des infrastructures vertes et résilientes.

PRINCIPALES INITIATIVES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

TRANSFERT D'EXPERTISE ET PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES

Possédant plus de 30 ans d'expérience, Montréal se place comme l'une des villes pionnières les plus expérimentées du Réseau en matière de stratégie de développement et de positionnement par le design.

Les programmes de promotion du design qu'elle a conçus au fil des ans, tels que Commerce Design Montréal ou CODE SOUVENIR MONTRÉAL, sont déjà repris par plusieurs villes dans le monde. De même, son expertise en concours et autres processus d'octroi et d'encadrement de la commande en design est régulièrement sollicitée par divers donneurs d'ouvrage publics, municipalités et ministères soucieux de stimuler des legs de qualité. Enfin, la démarche collaborative menée ces deux dernières années en vue d'élaborer un premier Agenda montréalais 2030 (PDF) suscite aujourd'hui l'intérêt de plusieurs villes désireuses de se doter, elles aussi, d'une telle politique de design.

Montréal poursuivra son accompagnement et continuera de partager cette expertise avec toutes les villes du Réseau qui lui en feront la demande. Cet engagement à l'échelle internationale représente un investissement considérable pour le Bureau du design et s'impose comme l'une des principales mesures du présent plan d'action.

Objectifs
Faciliter la mise en place et la reprise par d'autres villes du Réseau d'initiatives, de stratégies et de processus éprouvés à Montréal.

Acteurs visés
Multiples

Bénéficiaires
Les villes créatives de l'UNESCO et leurs écosystèmes

Résultats attendus
Réduction des coûts de recherche et développement pour les villes accompagnées, accélération de la mise en œuvre des projets et augmentation du taux de succès

ÉTUDE VISANT À CARTOGRAPHIER LES ÉCOSYSTÈMES DES VILLES UNESCO DE DESIGN

Projet de recherche collectif visant à cartographier les écosystèmes des villes UNESCO de design, 2021-2022 (PDF)

Objectifs
Recueillir de nouvelles données sur un cadre commun d'indicateurs, documenter des bonnes pratiques (études de cas) et concevoir des plans d'action ciblés pour chaque ville partenaire

Acteurs visés
Université métropolitaine de Cardiff (Royaume-Uni), les villes UNESCO de design participantes et les acteurs de leur écosystème respectif (seuil minimal : huit villes)

Bénéficiaires
Les villes participantes et plus globalement toutes les autres villes du Réseau qui pourront s'inspirer de cette démarche et des données qu'elle produit

Résultats attendus
Mise à jour du plan d'action en design de la Ville de Montréal en vigueur, proposition d'indicateurs pour mesurer la performance de l'écosystème de design montréalais, conseils pour la mise en œuvre de nouvelles actions, documentation et partage des meilleures pratiques montréalaises en études de cas

ORGANISATION D'UNE RENCONTRE DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES NORD-AMÉRICAINES

Organisation d'une seconde rencontre régionale « inter clusters » des villes créatives nord-américaines

Thématiques envisagées :

- VOLET 1 : Les impacts de la COVID-19 sur nos industries créatives : l'état de la situation en Amérique du Nord
- VOLET 2 : L'après COVID-19 : les industries créatives au secours de la relance des villes

Objectifs
Enrichir la cueillette de données sur la situation des industries créatives et culturelles en Amérique du Nord, s'inspirer des stratégies déployées par les différentes villes et stimuler les échanges au sein du réseau.

Acteurs visés
Commissions nationales pour l'UNESCO (canadienne, mexicaine et américaine), les coordonnateurs et experts des villes créatives du Mexique, des États-Unis et du Canada

Bénéficiaires
Toutes les villes créatives nord-américaines

Résultats attendus
Portrait sensible de la situation en Amérique du Nord, émergence de coopérations intervilles, interclusters, bi et multilatérales.

PLAN DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION

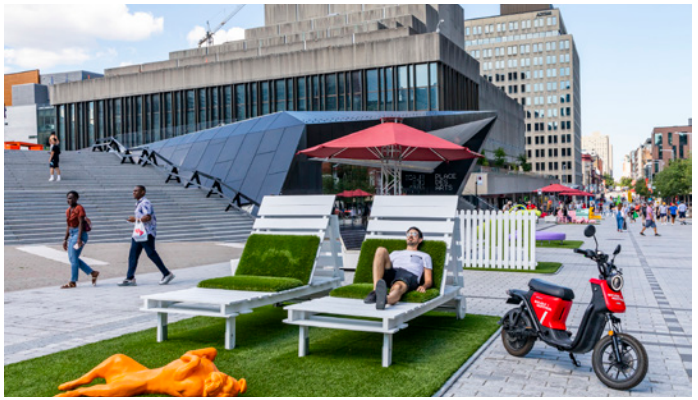
Voir Section 3 / Plateformes communicationnelles et portée

Désormais bien outillée en matière de plateformes de communication, Montréal fera connaître chacune des initiatives prévues à son plan d'action auprès des divers publics qu'elle souhaite sensibiliser et informer, à l'échelle locale et internationale.

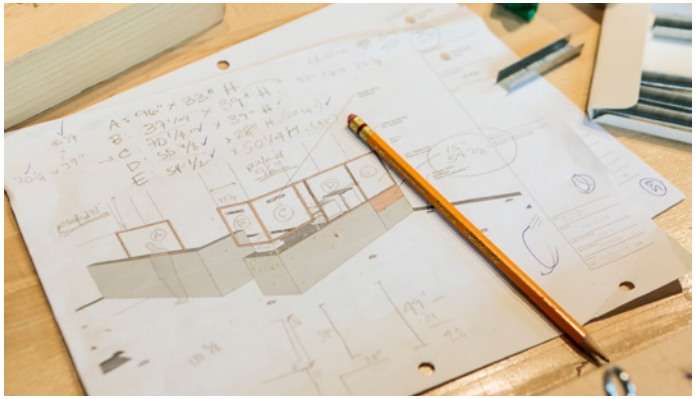
BUDGET ESTIMÉ POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION PROPOSÉ

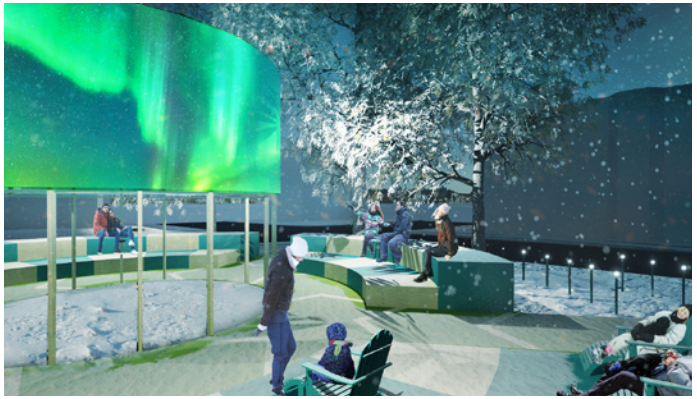
Voir Annexe 1 / Budget











7/

INITIATIVES MENÉES EN RÉPONSE À LA COVID-19

Le 27 février 2020, un premier cas de COVID-19 est détecté au Québec. Les cas se multiplient rapidement dans la région de Montréal qui devient l'épicentre de la maladie au pays. L'urgence sanitaire est déclarée le 13 mars 2020 par le gouvernement du Québec, forçant la fermeture de nombreux lieux publics, dont les écoles, et interdisant les rassemblements de plus de deux personnes. Le télétravail est privilégié pour tous les secteurs et types d'emplois où il est possible de travailler à distance. C'est le début du confinement.

Recherche réalisée par la Chaire UNESCO en paysage urbain de l'Université de Montréal (CUPUM) en réponse à un appel lancé au sein de la Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR/SHS-UNESCO), Montréal/paysage en confinement révèle l'expérience de la ville et du paysage urbain montréalais en mode «confinement». Prenant appui sur une veille informationnelle des médias et des communiqués de presse émis par la Ville de Montréal, cette analyse propose une réflexion sur l'impact de la COVID-19 sur les espaces publics à Montréal (rues, parcs, artères commerciales, trottoirs, pistes cyclables, métros, etc.) où se cristallisent les enjeux du confinement.

À l'instar d'une bonne partie des États de la planète, le Québec met en place des politiques sanitaires exceptionnelles et prône des comportements-barrière pour l'ensemble de la population. Par exemple, des mesures de distanciation physique sont mises en place et plusieurs autres mesures sanitaires s'ajouteront au cours des mois de mars et d'avril. Ces mesures seront assouplies, certaines seront retirées à partir de mai. Le 25 mai, les magasins non essentiels peuvent de nouveau ouvrir leurs portes.

Une seconde vague de pandémie survient dès la mi-septembre. Le 1er octobre, la ville de Montréal passe en zone rouge, palier maximal du système d'alerte de la COVID-19. Ce changement de palier entraîne alors de nombreuses restrictions supplémentaires, comme la fermeture des bars et restaurants (sauf pour les livraisons ou les mets à emporter), la fermeture de certains lieux de divertissement comme les cinémas ou les musées, des salles d'entraînement sportif ou encore une interdiction des rassemblements intérieurs et extérieurs.

INITIATIVES LOCALES

Face à cette crise sanitaire, plusieurs mesures d'urgence sont mises en place par la Ville de Montréal. Les designers et les architectes à l'emploi de la Ville et en pratique privée sont immédiatement mis à contribution pour adapter le domaine public (rues, parcs, places), les bâtiments municipaux de même que les commerces, aux directives de la santé publique afin d'assurer les services essentiels en toute sécurité et de préparer la relance

Parmi les mesures mises en place avec la participation des designers, notons :

- la conception d'une signalétique COVID-19 pour diriger les usagers et communiquer les directives sanitaires sur le domaine public et en périphérie des chantiers
- un nouveau partage de l'espace public pour faciliter et sécuriser la mobilité et favoriser la vente et la consommation hors les murs (corridors sanitaires, pistes cyclables, piétonnisation de rues commerciales)
- un soutien à l'adaptation sanitaire des commerces
- la constitution d'un bassin d'équipes de design pluridisciplinaires prêtes à intervenir
- le financement de projets expérimentaux (laboratoires) d'aménagements transitoires, estivaux et hivernaux, et de leur analyse (observatoires)
- un soutien à l'adaptation sanitaire des bibliothèques (laboratoire en design sur les équipements et services publics)

Plusieurs mesures pour soutenir les industries créatives et culturelles, autres que le design, ont aussi été déployées par la Ville de Montréal. Comme partout dans le monde, celles-ci ont été parmi les plus fragilisées par les retombées de la pandémie, et notamment par la fermeture complète des lieux de diffusion. Montréal a ainsi proposé aux créatifs une appropriation de son domaine public. Un appel à la création incitant la rencontre entre les industries créatives et le milieu des arts et de la culture a été lancé au cours de l'été 2020 à l'issue duquel **10** créations ont été soutenues se déployant dans différents quartiers montréalais, favorisant leur découverte et incitant au tourisme local à Montréal.

APPEL DE QUALIFICATION INNOVANT ET INCLUSIF «REPENSER L'ESPACE PUBLIC» ET LABORATOIRES DE DESIGN COVID-19

Le déconfinement qui a suivi la première vague de la COVID-19 est survenu à l'approche de la saison estivale avec la reprise progressive des activités économiques et commerciales. Ces évènements ont stimulé l'esprit créatif des designers et incité le Bureau du design à mettre en place une structure pour accueillir leurs idées en vue de pouvoir les mettre à contribution. L'application des règles de distanciation physique dans les commerces ayant considérablement réduit la capacité d'accueil de la clientèle à l'intérieur, le partage de l'espace public est apparu comme une nécessité, notamment pour la vente et la consommation, les animations spontanées, de même que pour la circulation (piétons, cyclistes, automobiles et transport collectif).

Pour répondre à ce besoin urgent de repenser l'espace public, le Bureau du design a lancé un appel de qualification visant à constituer un bassin d'équipes pluridisciplinaires en design ayant la capacité, la disponibilité, l'expérience et les compétences pour concevoir et réaliser des aménagements transitoires sur le domaine public, plus particulièrement sur des rues commerciales.

74 équipes réunissant **153** entreprises montréalaises ont déposé leur candidature en moins de 2 semaines et, parmi ces dernières, **57** équipes regroupant **76** entreprises différentes se sont préqualifiées.

Fort de ce bassin d'expertises, le Bureau du design offre son accompagnement aux 19 arrondissements montréalais et rédige et met à jour un cahier de charges comprenant les lignes directrices spécifiques à la réalisation d'aménagements transitoires en contexte de pandémie. Un processus de tirage au sort suivi d'entrevues dirigées est mis en place pour chaque projet. Le bassin d'équipes préqualifiées permet à la Ville de rapidement trouver et sélectionner les ressources dont elle a besoin pour réaliser ces aménagements transitoires et en analyser les résultats.

Les aménagements hivernaux présentent de nouveaux défis. Le bassin est de nouveau mis à contribution pour la conception-réalisation d'une vingtaine de stations hivernales à proximité des rues commerciales. Ces haltes lumineuses aux ambiances chaleureuses, aménagées sur des places, des parcs, des stationnements et des espaces vacants pour le temps des Fêtes, visent à égayer et à améliorer l'expérience de l'attente ou des déplacements actifs vers et depuis les commerces.

En plus de rendre la Ville plus agile dans l'octroi de ses mandats, cette initiative fait découvrir des talents et incite les arrondissements à recourir plus largement à l'expertise des designers, encore méconnue pour certains. Ainsi, à ce jour (novembre 2020), et ce, depuis le mois de juin 2020, **40** équipes issues du bassin ont été mandatées. La valeur totale de ces contrats totalise plus de **1 080 000 $**. Cette pratique fait dorénavant partie de l'offre de services et des processus «qualité design» mis de l'avant par le Bureau du design.

URGENCE COVID ET COVIDESIGN

Depuis le début de la pandémie la Ville de Montréal collabore avec Architecture sans frontières Québec pour venir en aide aux commerçants montréalais, d'abord en soutenant la mission de cet organisme humanitaire, puis en lui confiant la coordination d'un projet de recherche appliquée en design de commerce. Grâce à cette collaboration :

- Plus d'une centaine de commerces et d'organismes ont bénéficié, à ce jour, de conseils et de soutien technique pour adapter leur établissement aux règles sanitaires émises par la Santé publique. Une trentaine de designers et d'architectes ont réalisé des audits de lieux et soutenu les commerçants dans l'adaptation sanitaire de leur établissement, ce qui leur a permis de maintenir leurs activités en toute sécurité tant pour leurs employés que pour leur clientèle.
- Un guide d'adaptation sanitaire et d'aménagements temporaires ainsi qu'un webinaire à l'intention des petits commerces ont été produits et diffusés gratuitement.
- Un appel à idées a été lancé et un groupe d'experts constitué de praticiens et chercheurs dans les domaines du design, de l'architecture, de l'ergonomie, de l'accessibilité universelle, du marketing, du marchandisage et de la sociologie, du commerce de détail et de la restauration, des communications et des technologies est à pied d'œuvre pour repenser le design de commerce en fonction de modèles d'affaires résilients face à la pandémie. Différents modèles d'aménagements sont à l'étude, notamment pour les secteurs de l'alimentation, de la restauration et du commerce de détail. À terme, des lignes directrices issues de cette recherche seront intégrées aux programmes municipaux de subventions à la construction ou à la rénovation commerciale et elles pourront guider les propriétaires d'établissements commerciaux et les designers dans l'application de solutions novatrices et performantes en matière d'aménagement commercial post-COVID.

INITIATIVES INTERVILLES / RÉSEAU

ÉTUDES DE CAS EN RÉPONSE À LA CRISE – ENQUÊTE AUPRÈS DU RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN

Depuis l'émergence de la COVID-19, le besoin de partager au sein du Réseau est plus fort que jamais, alors que la pandémie touche successivement toutes les villes, y provoquant les mêmes bouleversements aux plans social et économique. L'expérience commune de cette crise sanitaire et d'un confinement planétaire unit et offre une occasion sans précédent d'apprendre et d'expérimenter ensemble.

Un tel contexte appelait la mise en place d'une veille au sein du Réseau pour répertorier les initiatives et projets innovants, individuels et collectifs, émanant de la communauté du design qui se réalisent dans nos villes, régions ou pays pour venir immédiatement en aide aux citoyens et aux entreprises et soutenir la relance post-COVID-19.

Dès le 3 avril 2020, à l'initiative de Montréal, avec l'aide de Détroit et Courtrai, alors coordonnateurs du sous-réseau des villes de design, une invitation était lancée à la communauté internationale du design et un sondage était transmis aux **40** villes membres pour qu'elles contribuent à cette base de données et s'inspirent des propositions qu'elle contient.

Cet appel a permis de recenser plus de **100** initiatives provenant de **15** villes. Ce répertoire a servi de référence pour sélectionner les études de cas à partager en plénière lors de la réunion virtuelle du sous-réseau des villes de design qui s'est tenue du 13 au 15 juillet.

FIGURES ET ANNEXES

FIGURE 1 PROMOTION ET DIFFUSION / LIGNE DU TEMPS

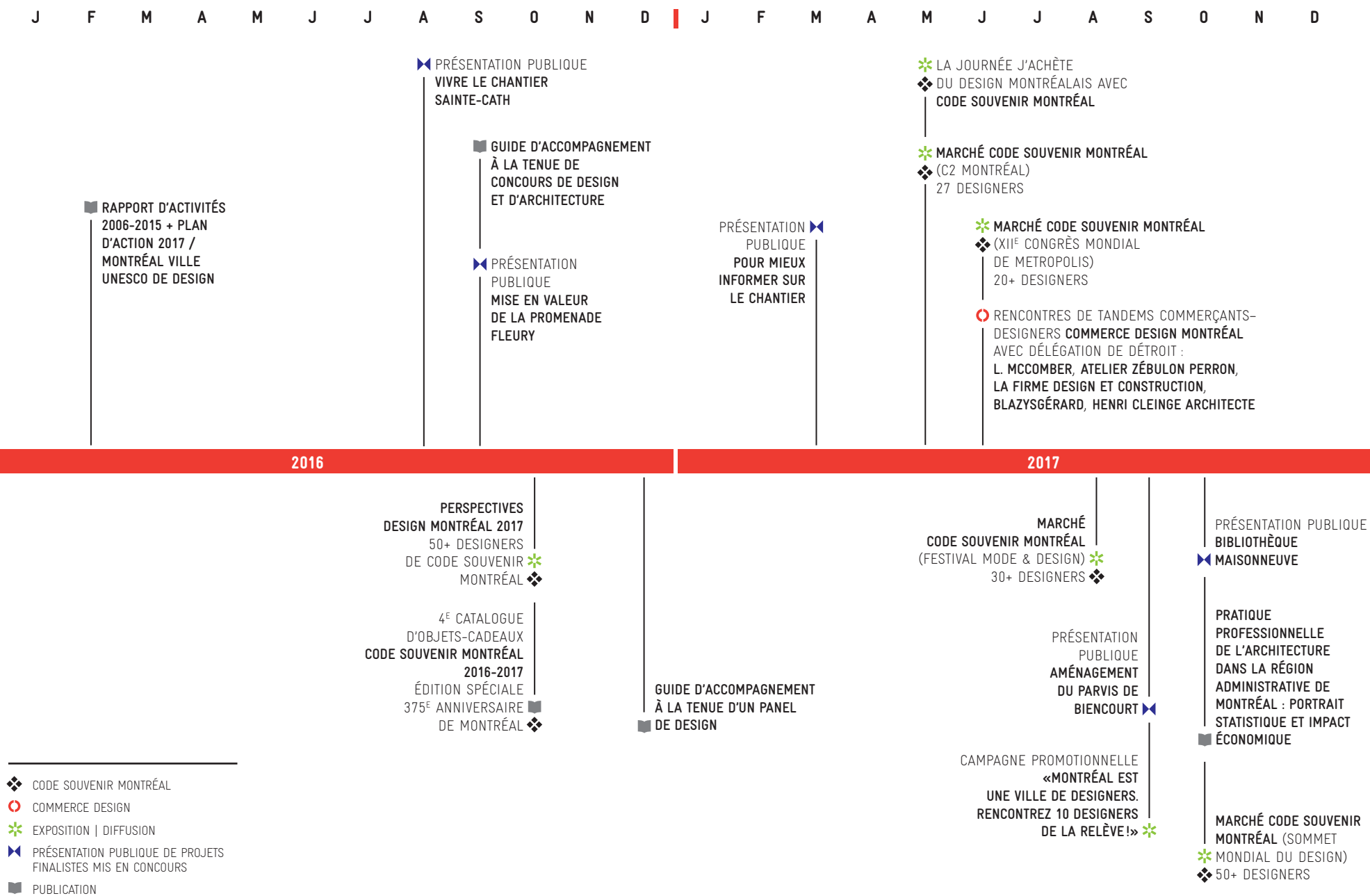


FIGURE 1 PROMOTION ET DIFFUSION / LIGNE DU TEMPS (SUITE)

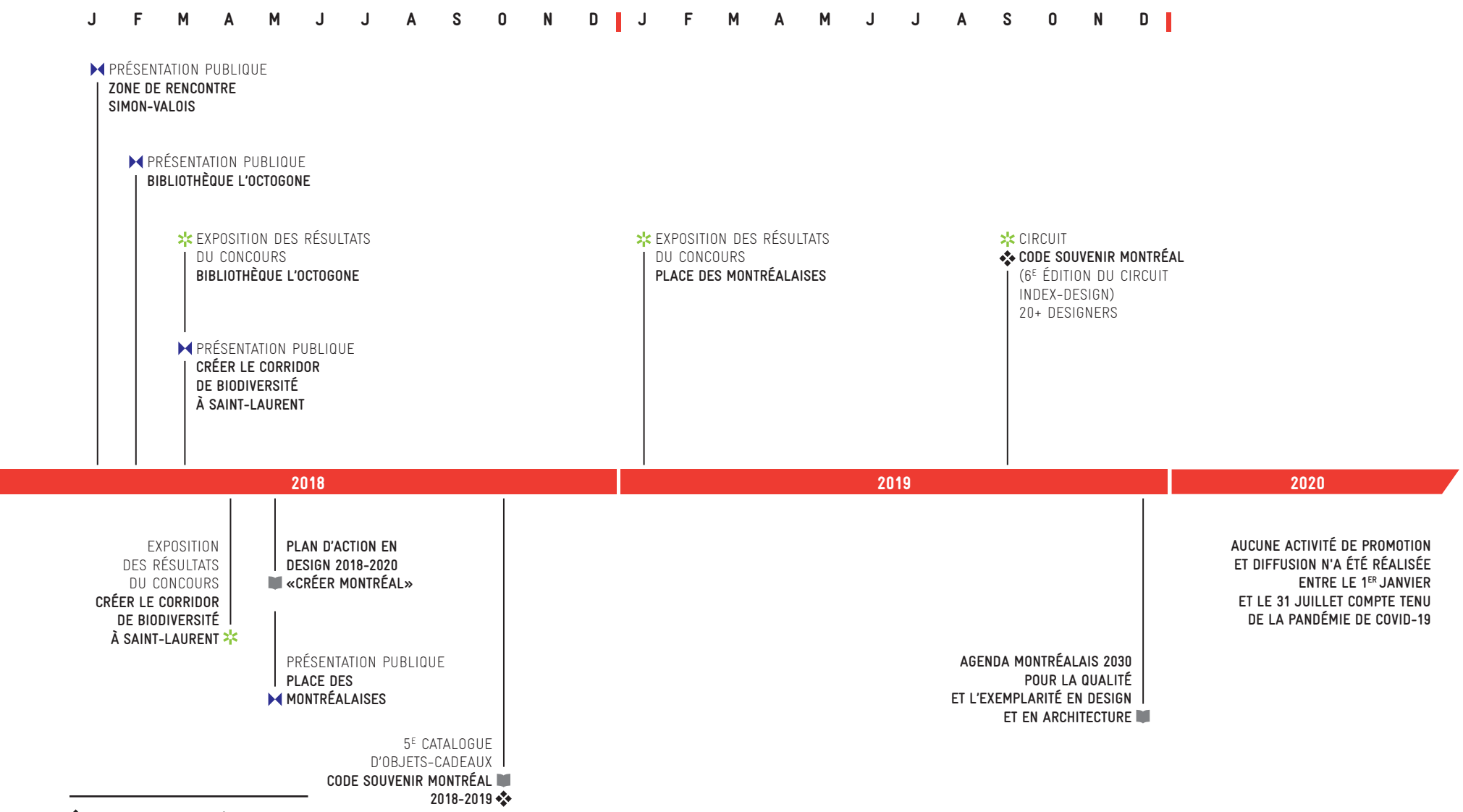


FIGURE 2 CONCOURS, APPELS À LA CRÉATION ET PANELS / LIGNE DU TEMPS

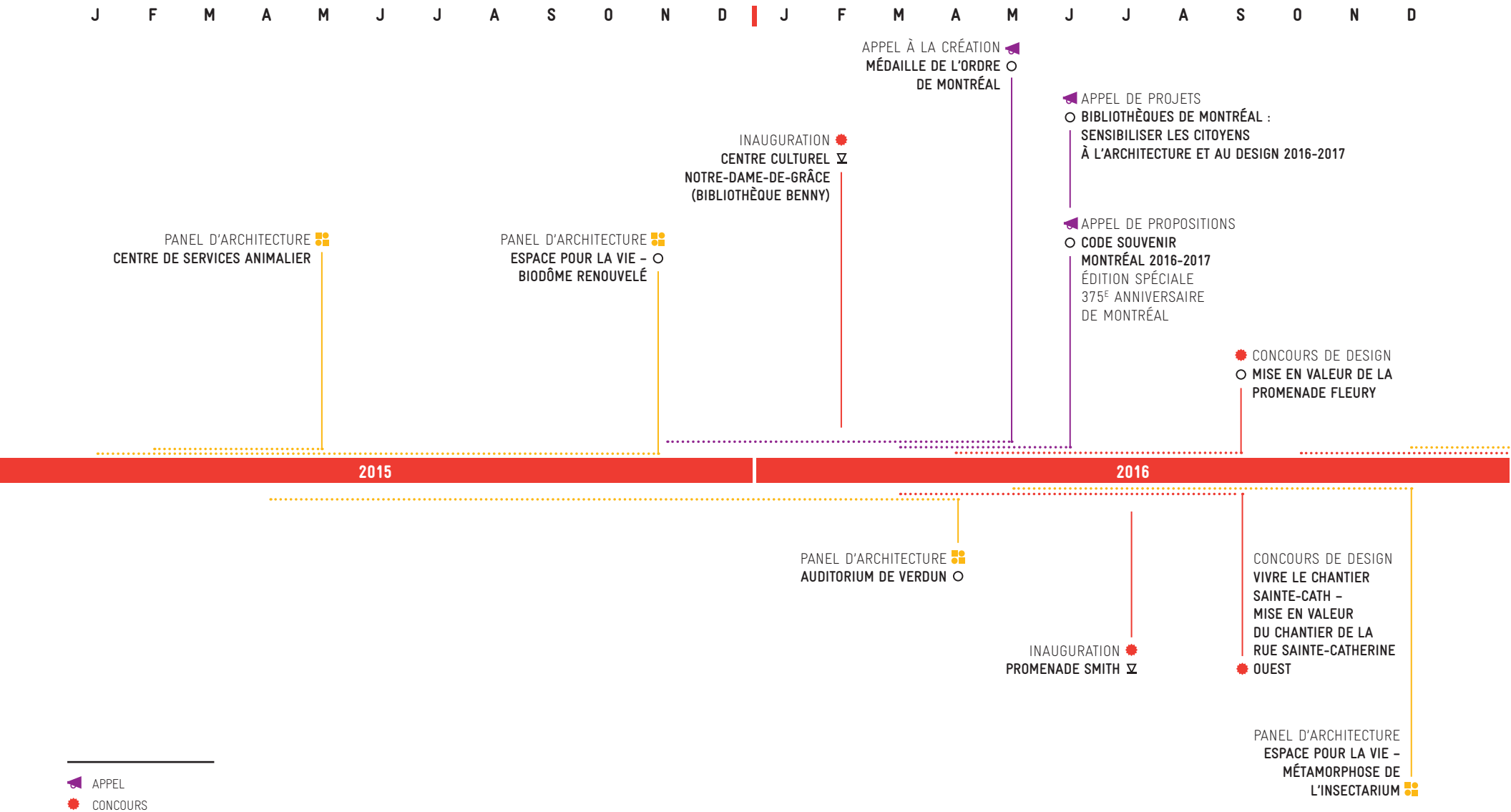
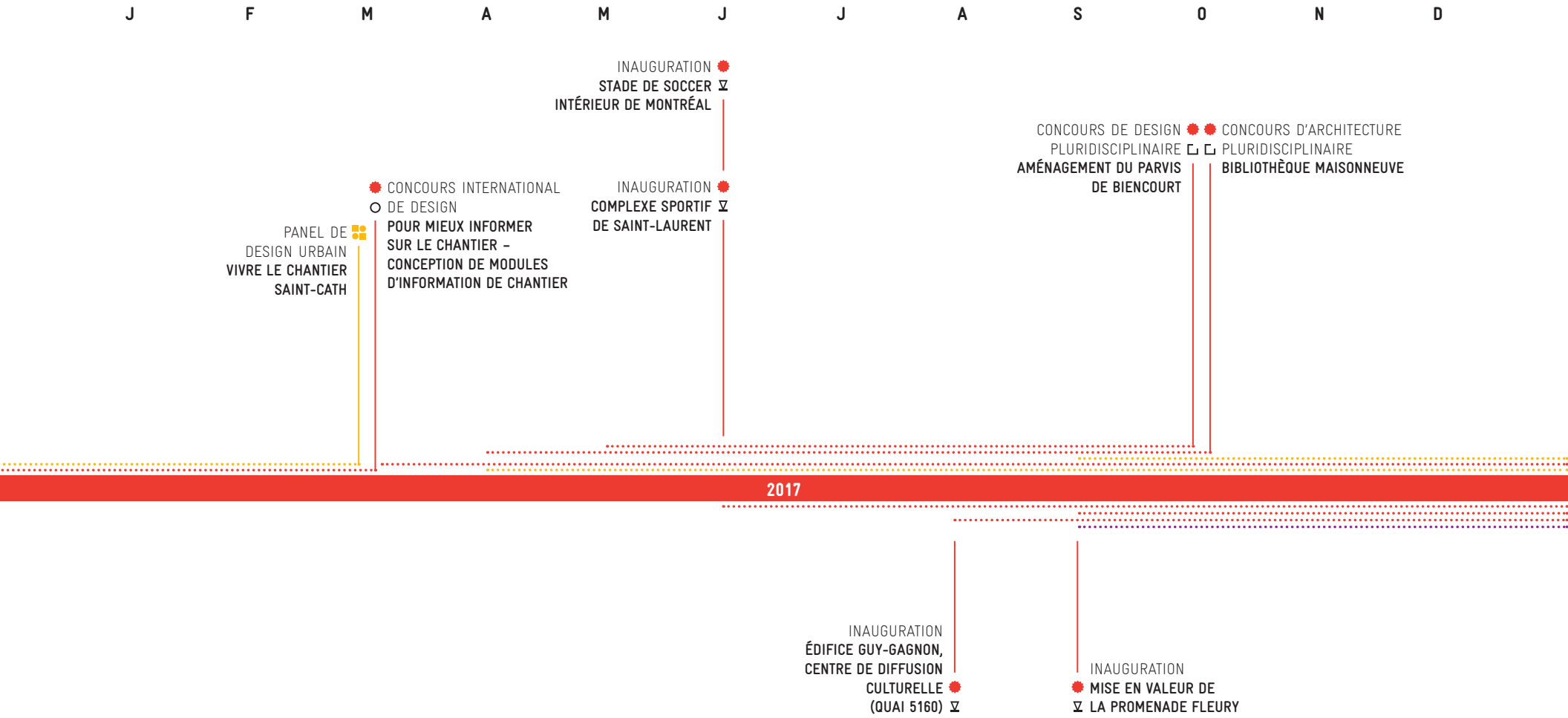


FIGURE 2 CONCOURS, APPELS À LA CRÉATION ET PANELS / LIGNE DU TEMPS (SUITE)



APPEL
CONCOURS
PANEL

RÉALISÉ
INAUGURÉ
EN COURS

FIGURE 2 CONCOURS, APPELS À LA CRÉATION ET PANELS / LIGNE DU TEMPS (SUITE)

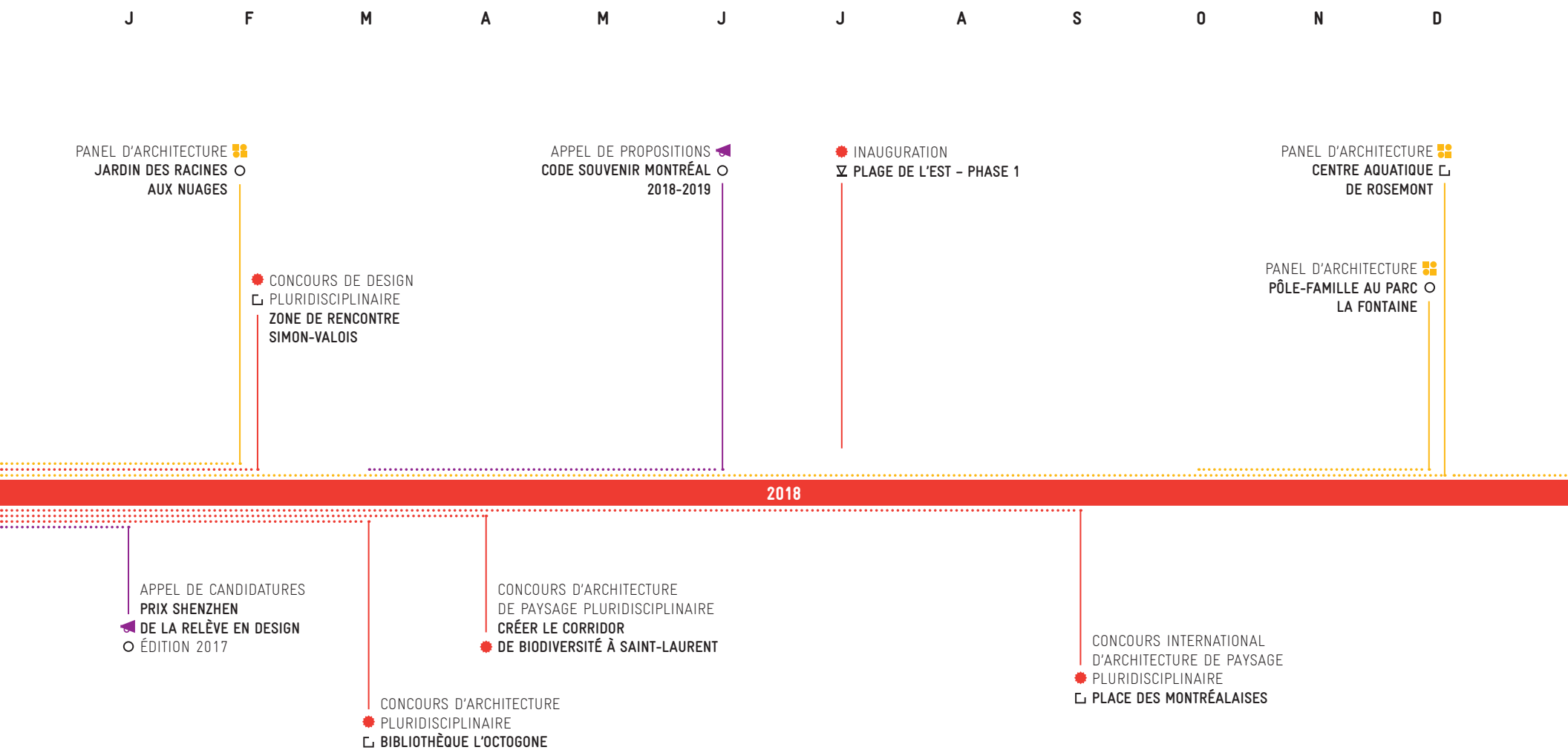


FIGURE 2 CONCOURS, APPELS À LA CRÉATION ET PANELS / LIGNE DU TEMPS (SUITE)

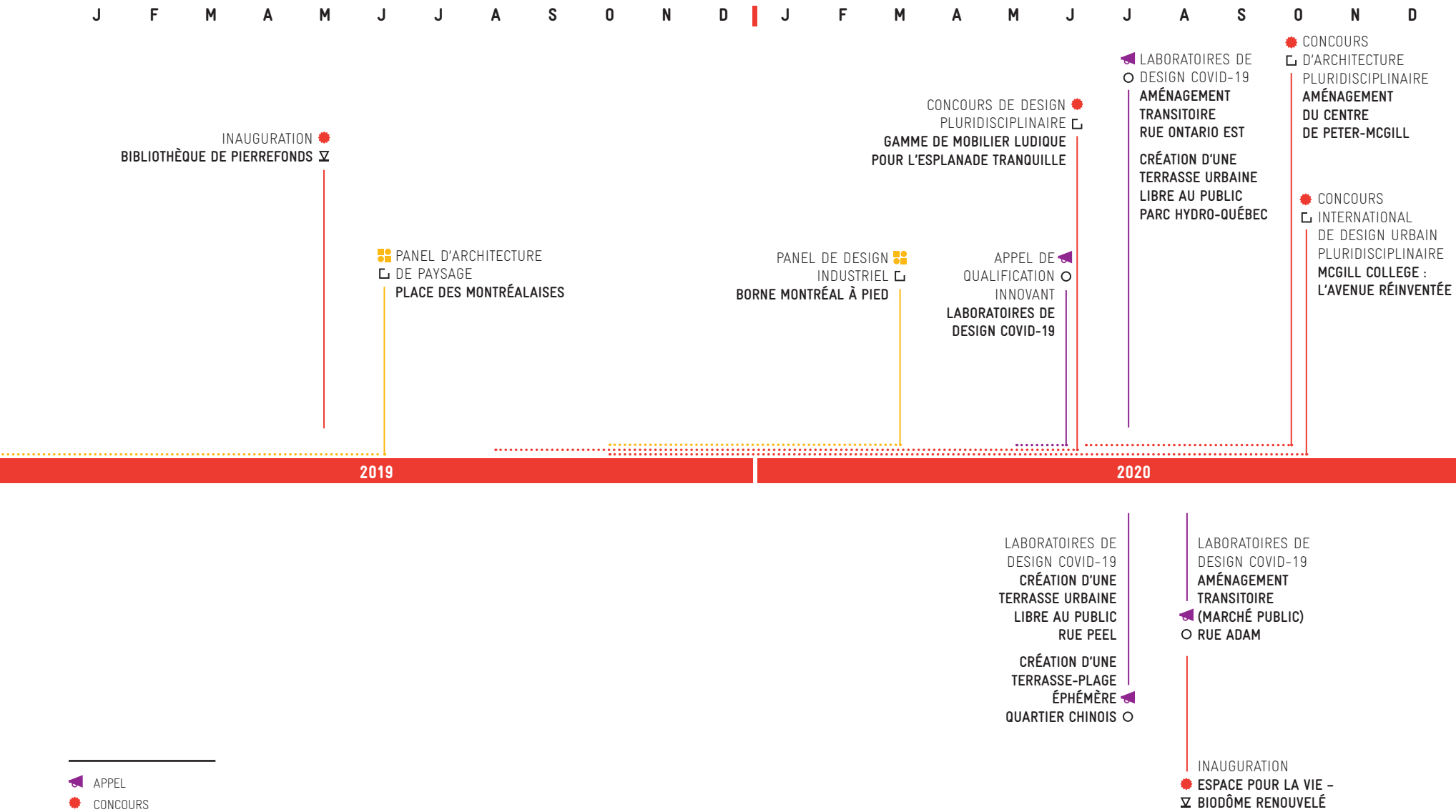


FIGURE 3 MISE EN RÉSEAU INTERNATIONAL / LIGNE DU TEMPS

J F M A M J J A S O N D

PARIS (FRANCE) D
RÉUNION DU SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN

C MONTRÉAL (CANADA)
ACCUEIL DE **FIA GULLIKSSON**, CHEF, ÖSTERSUND (SUÈDE)
COLLOQUE NORDICITÉ

C PARIS (FRANCE)
PRIX SHENZHEN POUR LA RELÈVE EN DESIGN 2015, EXPOSITION
EN PRÉSENCE DES LAURÉATS **JÉRÔME GLAD**, **MAXIM BRAGOLI** ET **ÉLISA SCHNEUWLY** (PÉPINIÈRE & CO.), ET **ÉLYSE LECLERC** ET **GABRIELLE FALARDEAU** (JARRE)

C ÖSTERSUND (SUÈDE)
D RÉUNION ANNUELLE DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO

PARTICIPATION DE **JUSTINE LEGGETT-DUBÉ** À L'ATELIER DES ENTREPRISES CRÉATIVES

PARTICIPATION DE **JARRE**, **PÉPINIÈRE & CO.**, **ACDF ARCHITECTURE**, **KANVA ARCHITECTURE** ET **DAILY TOUS LES JOURS** À L'EXPOSITION «SZ+DAY»

D DÉTROIT (ÉTATS-UNIS)
PRÉSENTATION DU **BILAN DÉCENNAL** DE MONTRÉAL, VILLE UNESCO DE DESIGN ET DU CONCEPT **COMMERCE DESIGN** AU DETROIT DESIGN SUMMIT

2016

BOLOGNE (ITALIE)
PARTICIPATION DE **DAILY TOUS LES JOURS** ET DE L'ARTISTE MONTRÉALAIS **KELLY NUNES** À L'EXPOSITION «PLAY DESIGN: MUSIC AND DESIGN MEET» DURANT LA SEMAINE DU DESIGN DE BOLOGNE C

MONTRÉAL (CANADA)
ÉVÉNEMENT «PERSPECTIVES DESIGN MONTRÉAL 2017», **BILAN DÉCENNAL** DE MONTRÉAL, VILLE UNESCO DE DESIGN ET ANNONCE
□ DU **PLAN D'ACTION 2017**

- BOURSE
- CODE SOUVENIR MONTRÉAL
- COLLOQUE – ENTRETIENS JACQUES CARTIER
- COMMERCE DESIGN
- C RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO
- D SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN
- □ AUTRE ACTIVITÉ STRUCTURANTE

FIGURE 3 MISE EN RÉSEAU INTERNATIONAL / LIGNE DU TEMPS (SUITE)

J F M A M J J A S O N D

SHENZHEN (CHINE) D
PARTICIPATION DE **ÉLYSE LECLERC** ET **GABRIELLE FALARDEAU** (JARRE) ET DE **PHILIPPE CARREAU** (STUDIO DIKINI) À LA CONFÉRENCE ET EXPOSITION «DESIGN FOR THE FUTURE» LA SHENZHEN DESIGN WEEK

BILBAO D
(ESPAGNE)
PARTICIPATION DE **DIANE PARENTEAU** ET **ARTO DOKOUZIAN** (COUPLE D'IDÉES) À SELECTED EUROPE 2017

SAINT-ÉTIENNE (FRANCE) D
PARTICIPATION DE **CÉLINE JUPPEAU** (KOTMO) AU CONCOURS «DESIGN TECH BOOSTER»

ATELIER ET TABLE RONDE «LA VILLE AU TRAVAIL, LA VILLE INCLUSIVE» À LA BIENNALE INTERNATIONALE DE DESIGN DE SAINT-ÉTIENNE

HELSINKI (FINLANDE) D
PARTICIPATION DE **LAMBERT RAINVILLE** ET **NICHOLAS SANGARÉ** (RAINVILLE-SANGARÉ), LAURÉATS DE LA BOURSE PHYLLIS-LAMBERT À LA HELSINKI DESIGN WEEK

MONTRÉAL (CANADA) D
ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **WUHAN** (CHINE)

HELSINKI (FINLANDE)
BOURSE PHYLLIS-LAMBERT DÉCERNÉE À **LAMBERT RAINVILLE** ET **NICHOLAS SANGARÉ**

MONTRÉAL (CANADA) D
ACCUEIL DE **DÉLÉGATIONS** DE **SAINT-ÉTIENNE** (FRANCE) ET **DÉTROIT** (ÉTATS-UNIS) DANS LE CADRE DU SOMMET INTERNATIONAL MOVIN'ON 2017

MONTRÉAL (CANADA) D
ACCUEIL DE **DÉLÉGATIONS** DE **PUEBLA** (MEXIQUE), **GRAZ** (AUTRICHE), **NAGOYA** (JAPON), **SAINT-ÉTIENNE** (FRANCE) ET TOURNÉE D'ATELIERS DE DESIGN MONTRÉALAIS PAR AZAMIT, FONDATRICE DU SOUK@SAT

DÉTROIT (ÉTATS-UNIS) D
PARTICIPATION DE **ZÉBULON PERRON** (ATELIER ZÉBULON PERRON) AU DETROIT DESIGN SUMMIT

SÉOUL (CORÉE DU SUD) D
CONFÉRENCE DE **PIERRE FORTIN** (PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES) À LA SEOUL DESIGN WEEK

BEIJING (CHINE) D
PARTICIPATION DE **PIERRE-LUC FILION** ET **SAMUEL GUIMOND** (MANŒUVRES) AU SÉMINAIRE CREATIVITY 2030 SUMMIT

2017

MONTRÉAL (CANADA)
ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **DÉTROIT** (ÉTATS-UNIS)

RENCONTRES COMMERCE DESIGN MONTRÉAL : **L. MCCOMBER**, **ATELIER ZÉBULON PERRON**, **LA FIRME DESIGN ET CONSTRUCTION**, **BLAZYSGÉRARD** D ET **HENRI CLEINGE ARCHITECTE**

ENGHIEN-LES-BAINS (FRANCE)
PRÉSENTATION DU SMARTHALO ET D'OMBRA **(OMSIGNAL)**, ET DES PROJETS ÉTUDIANTS BEAT DE **DAVE SOMIAH CLARK** ET ROUGE CITRON DE **VIOLETTE SOUNY** À L'EXPOSITION «ARE YOU TALKING TO ME? USES AND APPLICATIONS OF CONNECTED OBJECTS» C C D D

ENGHIEN-LES-BAINS (FRANCE)
RÉUNION ANNUELLE DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO

PARTICIPATION DE **PIERRE FORTIN** (PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES) ET DE **RAMI BEBAWI** (KANVA)

SAINT-ÉTIENNE (FRANCE)
ANIMATION D'UNE CLASSE DE MAÎTRE PAR **DAVID SOMIAH CLARK** DANS LE CADRE DE LA REPRISE DE L'EXPOSITION «ARE YOU TALKING TO ME?» À LA BIENNALE INTERNATIONALE DE DESIGN DE SAINT-ÉTIENNE D

MONTRÉAL (CANADA)
SOMMET MONDIAL DU DESIGN DE MONTRÉAL

SIGNATURE DE LA **DÉCLARATION DU DESIGN DE MONTRÉAL**

PUEBLA (MEXIQUE)
RÉUNION DU SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN D

PUEBLA (MEXIQUE)
PRÉSENTATION DE L'EMPREINTE DE MONTRÉAL, VILLE UNESCO DE DESIGN CONÇUE PAR **ANOUK PENNEL** ET **RAPHAËL DAUDELIN** (STUDIO FEED) DANS LES RUES DE PUEBLA CARTE POSTALE, EXPOSITION ET CATALOGUE D D

SHENZHEN (CHINE)
PRIX SHENZHEN DE LA RELÈVE EN DESIGN
PRÉ-SÉLECTION DE :
MAUDE ST-LOUIS ET **CYNTHIA MOREAU**; **NICOLAS LAPIERRE**, **FRANCIS MARTEL LABRECQUE** ET **FRANCIS PELLETIER** (L'ABRI); **PIERRE MORO-LIN** ET **ÉMILIE GAGNON** (LE COMITÉ); **JULIE ESPINASSE** (ATELIER MILLE MILLE); **LAMBERT RAINVILLE** ET **NICHOLAS SANGARÉ** (RAINVILLE-SANGARÉ);
KEYAN YE ET **LISA VO**

- BOURSE
- CODE SOUVENIR MONTRÉAL
- COLLOQUE – ENTRETIENS JACQUES CARTIER
- COMMERCE DESIGN
- C RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO
- D SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN
- AUTRE ACTIVITÉ STRUCTURANTE

FIGURE 3 MISE EN RÉSEAU INTERNATIONAL / LIGNE DU TEMPS (SUITE)

J F M A M J J A S O N D

MILAN (ITALIE) □
EXPOSITION COLLECTIVE «IN TOTO X MONTRÉAL» PRÉSENTANT **ATELIER ZÉBULON PERRON**, **CLASTE**, **D'ARMES**, **FORAINE BY ATELIER BARDA**, **LAMBERT ET FILS**, **MAISON MILAN** ET **PASCALE GIRARDIN** EN MARGE DE LA SEMAINE DU DESIGN DE MILAN

DÉTROIT (ÉTATS-UNIS) ⭘
1ÈRE ÉDITION DE **COMMERCE DESIGN DETROIT**

SHENZHEN (CHINE) D
PARTICIPATION DE MONTRÉAL À L'EXPOSITION DE LA SHENZHEN DESIGN WEEK

C MONTRÉAL (CANADA)
PREMIÈRE RENCONTRE DES VILLES CANADIENNES (TORONTO, MONTRÉAL ET QUÉBEC) MEMBRES DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO

D GRAZ (AUTRICHE)
PARTICIPATION DE **DAVID UMEMOTO**, **BIPÈDE**, **TAT CHAO**, **MPGMB BY MAISON GIRARDIN**, **SSSVLL**, **GABRIELLE DESMARAIS**, **STRING THEORY**, **COUPLE D'IDÉES**, **SAINTE MARIE DESIGN TEXTILE**, **THE ATELIER YUL**, **MAISON MILAN**, **TOMA OBJECTS**, **FÉLIX GUYON**, **ZOË MOWAT DESIGN** ET **DEAR HUMAN** À L'EXPOSITION «WORLD WILD THINGS» ORGANISÉE PAR **PIERRE LARAMMÉE** ET **ANNE THOMAS** DURANT LE DESIGN MONAT GRAZ

DUNDEE (ÉCOSSE) D
PRÉSENTATION DES BÂTONS DE HOCKEY DES ENFANTILLAGES DE **GENEVIÈVE LUGAZ** ET **CHRISTIAN LAFORGE** (SHED ESPACE CRÉATIF) À LA PARADE DU DUNDEE DESIGN MONTH 2018

D DÉTROIT (ÉTATS-UNIS)
PARTICIPATION DE **BRICE SALMON** ET **MÉLANIE OUELLETTE** (BALTIC CLUB) ET DE **PHILIPPE SAVARD** ET **LÉA LEMAIRE** (ROBOCUT STUDIO) AU DETROIT MONTH OF DESIGN

D BILBAO (ESPAGNE)
PARTICIPATION DE **ÉRIC LEFEBVRE** (PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES), **EGEST GJINALI** (PIVOT : ARCHITECTURE COOPÉRATIVE), **YANN OMER-KASSIN** (BÂTIR SON QUARTIER) ET **STÉPHANIE PIETTE** (LA PÉPINIÈRE ESPACES COLLECTIFS) AU FORUM MONDIAL DE L'ECONOMIE SOCIALE

C TURIN (ITALIE)
PARTICIPATION DE **JEAN BEAUDOIN** (INTÉGRAL JEAN BEAUDOIN) À LA TORINO DESIGN WEEK

PRÉSENTATION DE **PIERRE-ÉTIENNE GENDRON LANDRY** AU FORUM «TORINO TOWARDS AN ACCESSIBLE CITY»

2018

GRAZ (AUTRICHE)
PARTICIPATION DE **GUILLAUME SASSEVILLE** (SSSVLL) À L'EXPOSITION SELECTED 2018 ET PRÉSENTATION DES PRODUITS DE **COUPLE D'IDÉES** AU DESIGN MONAT GRAZ D

MONTRÉAL (CANADA)
ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** D DE **DUNDEE** (ÉCOSSE)

MONTRÉAL (CANADA)
ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE L'UNIVERSITÉ DES SCIENCES APPLIQUÉES FH JOANNEUM DE **GRAZ** (AUTRICHE) □

MONTRÉAL (CANADA)
ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **NANTES** ET **SAINT-NAZAIRE** (FRANCE) □

MEXICO (MEXIQUE)
PARTICIPATION À LA RÉUNION «CREATIVE CAPITAL FOR THE URBAN FUTURE» C

CRAKOVIE + KATOWICE (POLOGNE)
RÉUNION ANNUELLE DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO

PRÉSENTATION PAR **ANNE MARCHAND** ET **KARINE AWASHISH** DU PROJET TAPISKWAN SÉLECTIONNÉ PAR L'UNESCO POUR LE LAB.2030

ADOPTION DES **PRINCIPES GÉNÉRAUX** POUR ENDOSSER ET DIFFUSER DES APPELS À PARTICIPATION AU SEIN C DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES D DE L'UNESCO

DUNDEE (ÉCOSSE) + COURTRAI (BELGIQUE)
RÉUNION DU SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN À DUNDEE

PROGRAMME COMPLÉMENTAIRE DANS LE CADRE DE LA BIENNALE INTÉRIEUR DE COURTRAI D

COURTRAI (BELGIQUE)
PARTICIPATION DE **SAMUEL LAMBERT** (LAMBERT ET FILS), ET DE **CÉCILE COMBELLE** ET **FRANÇOIS OLIVIER-GOURIOU** (ATELIER BARDA) À LA D BIENNALE INTÉRIEUR

MONTRÉAL (CANADA)
ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **SHENZHEN** (CHINE) D

MONTRÉAL (CANADA)
ORGANISATION DU **SYMPOSIUM LES TEMPS DE LA QUALITÉ**

ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE 5 CONFÉRENCIERS PROVENANT D'**EDMONTON**, **PARIS**, **BRUXELLES** ET **GENÈVE** □

- BOURSE
- CODE SOUVENIR MONTRÉAL
- COLLOQUE – ENTRETIENS JACQUES CARTIER
- COMMERCE DESIGN
- C RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO
- D SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN
- □ AUTRE ACTIVITÉ STRUCTURANTE

FIGURE 3 MISE EN RÉSEAU INTERNATIONAL / LIGNE DU TEMPS (SUITE)

J F M A M J J A S O N D

- J — MONTRÉAL (CANADA) — D — ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **COURTRAI** (BELGIQUE) PRÉSIDÉE PAR LE MAIRE
- J — MONTRÉAL (CANADA) — D — PRÉSENTATION DE **STIJN DEBAILLIE** (DESIGN REGIO KORTRIJK) AUX EMPLOYÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL
- M — SINGAPOUR (SINGAPOUR) — D — PRÉSENTATION DE MONTRÉAL À L'EXPOSITION «CITIES OF DESIGN SHOWCASE» AU INTERNATIONAL FURNITURE FAIR SINGAPORE
- M — AUSTIN (ÉTATS-UNIS) — C — **PREMIÈRE RENCONTRE DES VILLES NORD-AMÉRICAINES** DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO À SOUTH BY SOUTHWEST
- J — FABRIANO (ITALIE) — C — RÉUNION ANNUELLE DU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO ET FORUM DES MAIRES — D
- J — PRÉSENTATION DE **COMMERCE DESIGN** MONTRÉAL + DÉTROIT + SAINT-ÉTIENNE À L'EXPOSITION DU PAVILLON DU DESIGN
- S — BILBAO (ESPAGNE) — D — REMISE DU PRIX ARCHITECTURE MASTERPRIZE GRAND AWARDS – CATÉGORIE DESIGN D'INTÉRIEUR DE L'ANNÉE À **JEAN-MICHEL LABRECQUE** (INPHO)
- S — DÉTROIT (ÉTATS-UNIS) — D — RÉUNION DU SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN
- A — MONTRÉAL (CANADA) — D — ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **DUNDEE** (ÉCOSSE), **CURITIBA** (BRÉSIL), **HELSINKI** (FINLANDE), **GEELONG** (AUSTRALIE) ET **KAUNAS** (LITUANIE) EN MARGE DE LA RÉUNION DU SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN TENUE À **DÉTROIT**
- A — PRÉSENTATION DU «HELSINKI PARTICIPATION GAME» PAR **ANU MÄNTTÄRI** (VILLE D'HELSINKI) AUX EMPLOYÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL
- O — MONTRÉAL (CANADA) — D — ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **SAINT-ÉTIENNE** (FRANCE) ET RÉUNION DE TRAVAIL ENTRE EXPERTS EN HABITATION, DESIGN ET INCLUSION SOCIALE
- F — DÉTROIT (ÉTATS-UNIS) — COMMERCE DESIGN — 2E ÉDITION DE **COMMERCE DESIGN DETROIT**
- A — SHENZHEN (CHINE) — C — REMISE DU PRIX BRONZE DU SHENZHEN GLOBAL DESIGN AWARD À **ALAIN CARLE** ET **ABEL BRAVO MUÑOZ** (ALAIN CARLE ARCHITECTE)

2019

- J — MONTRÉAL (CANADA) — ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **NANTES** (FRANCE)
- J — PROGRAMME EN COOPÉRATION AVEC ÉCOLE DE DESIGN – NANTES ATLANTIQUE ET L'ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE – ÉTS
- A — MONTRÉAL (CANADA) — ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** D'**ANGOULÊME** (FRANCE) PRÉSIDÉE PAR LE MAIRE
- J — DÉTROIT (ÉTATS-UNIS) — PARTICIPATION DE **KARYNA ST-PIERRE** (COLLECTIF ESCARGO) AU DETROIT CITY OF DESIGN COMPETITION — D
- J — MONTRÉAL (CANADA) — ACCUEIL D'UNE **DÉLÉGATION** DE **MARSEILLE** (FRANCE)
- O — NAGOYA (JAPON) — MISSION D'EXPLORATION DE 10 ÉTUDIANTS EN DESIGN INDUSTRIEL DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL ORGANISÉE PAR **MARIO GAGNON** ET **MITHRA ZAHEDI**
- N — WUHAN (CHINE) — PARTICIPATION DE **FANNIE DUGUAY LEFEBVRE** (CIVILITI) À LA TABLE RONDE DE LA 5E ÉDITION DE LA WUHAN DESIGN BIENNALE
- N — PRÉSENTATION DU NOUVEAU BIODÔME DE **KANVA ARCHITECTURE** ET DU CORRIDOR DE BIODIVERSITÉ DE **CIVILITI** À L'EXPOSITION «CITY OF DESIGN WORKS AND PROJECTS» — D
- N — DÉTROIT (ÉTATS-UNIS) — CONFÉRENCE DE **MAXIM BROGOLI** (LA PÉPINIÈRE ESPACES COLLECTIFS) À INCLUDE 2019 — D

- BOURSE
- CODE SOUVENIR MONTRÉAL
- COLLOQUE – ENTRETIENS JACQUES CARTIER
- COMMERCE DESIGN
- C — RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO
- D — SOUS-RÉSEAU DES VILLES UNESCO DE DESIGN
- AUTRE ACTIVITÉ STRUCTURANTE

FIGURE 3 MISE EN RÉSEAU INTERNATIONAL / LIGNE DU TEMPS (SUITE)

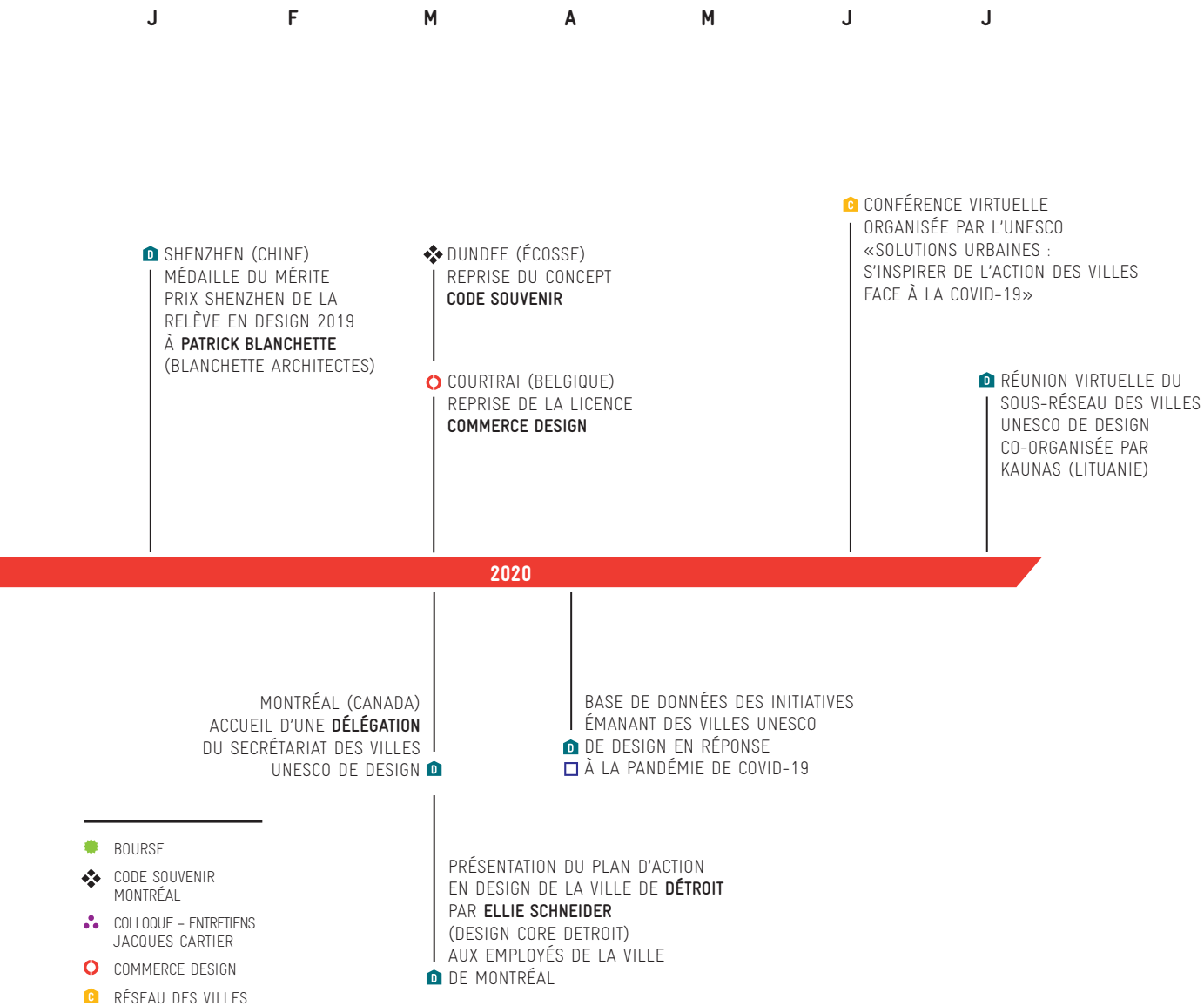


FIGURE 4 LIGNES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE 2016-2019+

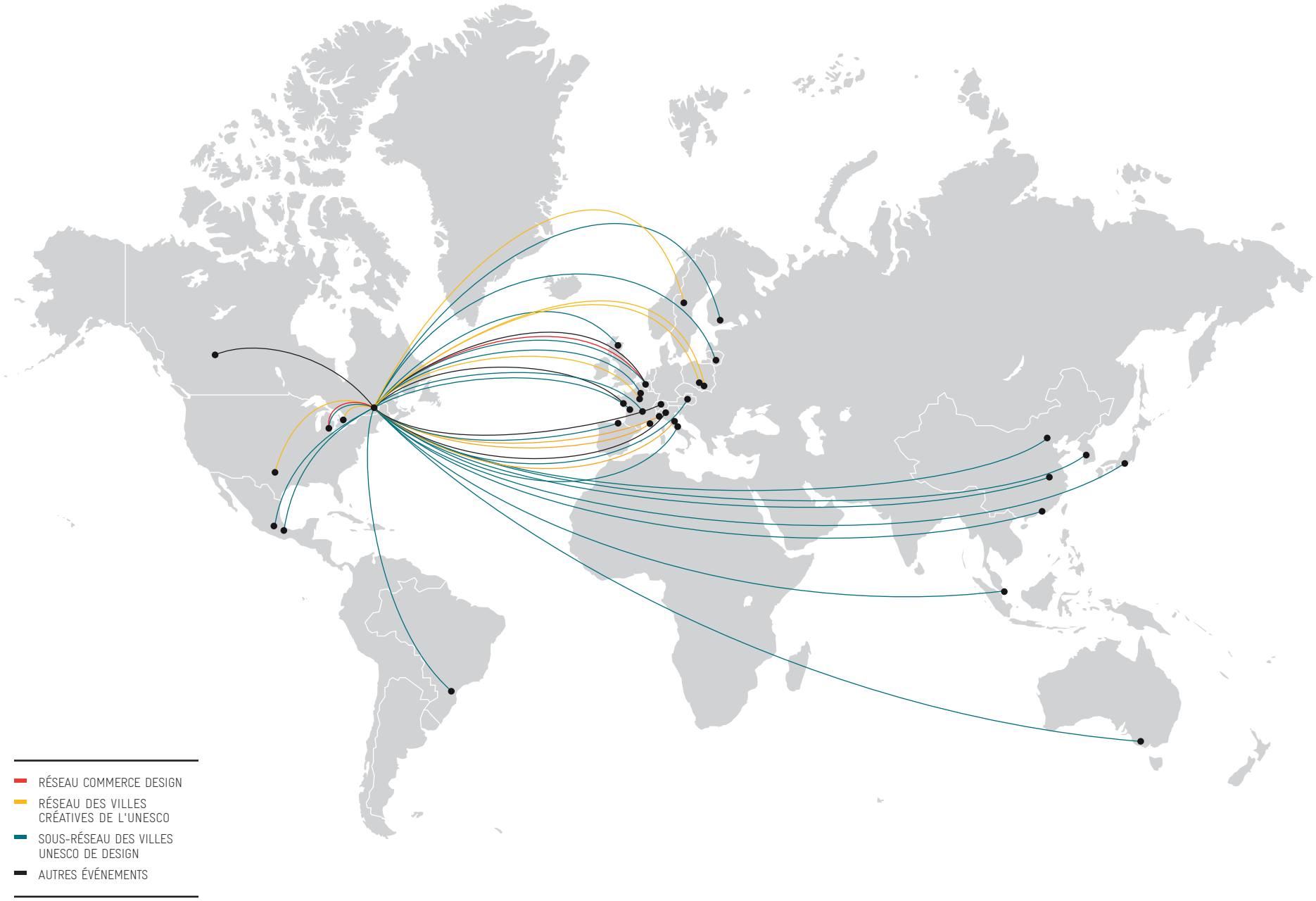
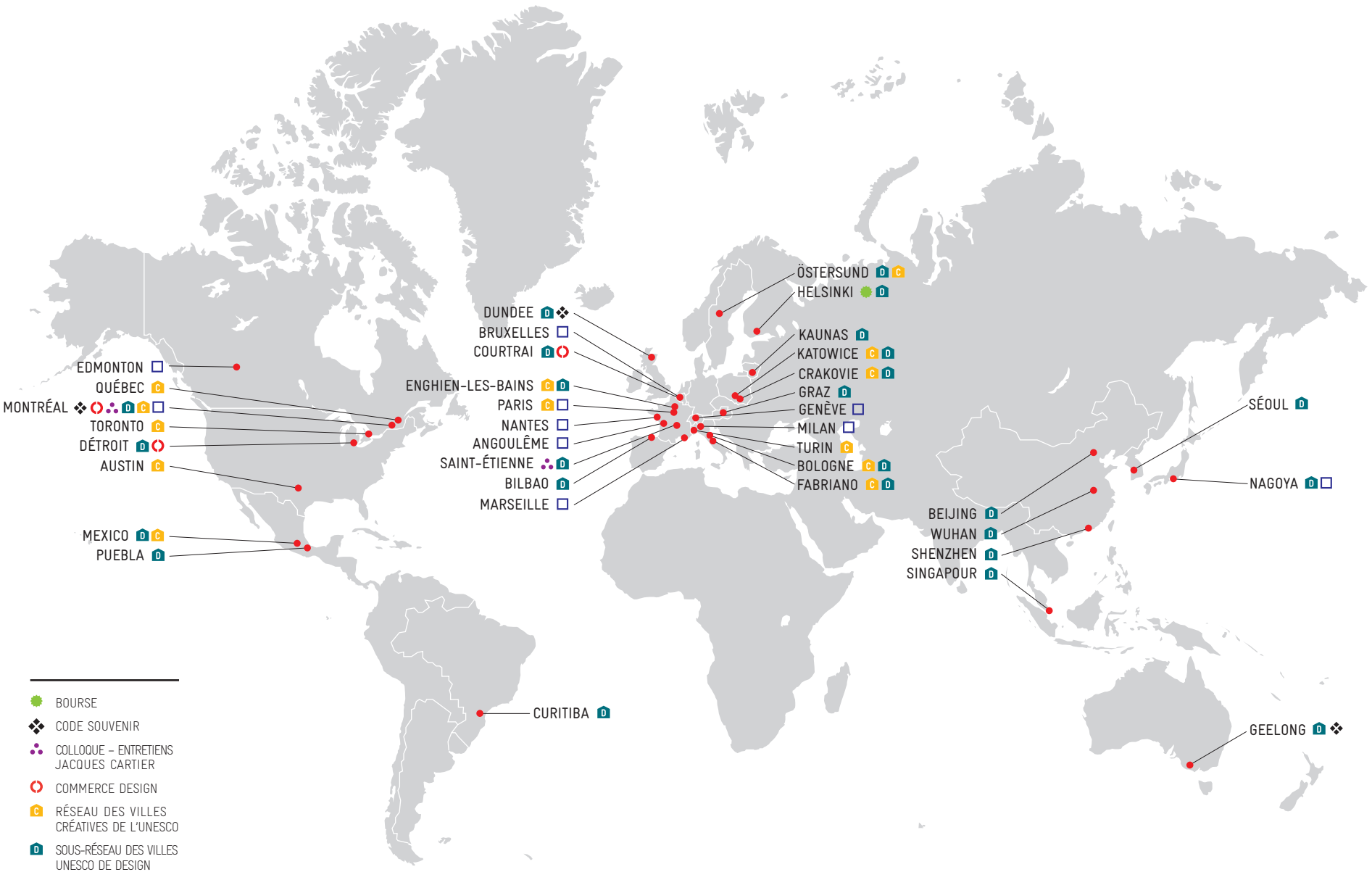


FIGURE 5 MISE EN RÉSEAU INTERNATIONALE 2016-2019+



ANNEXE 1

BUDGET ESTIMÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION PROPOSÉ

Budget global estimé pour la mise en œuvre du plan d'action quadriennal (2020-2023)[1]

6,3 M$+

Pourcentage en ressources humaines et financières consacré aux initiatives locales et internationales

75 % local
25 % international

Autres ressources (personnel, infrastructures, équipement)[2]

2,72 M$+

Salaires **6** postes : **2 552 000 $**
Infrastructures, équipements : **168 000 $**

Partenariats financiers

1,25 M$** financé par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, soit 50 % sur les **2,25 M$ consacrés au design dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal

(1) Le budget de la Ville de Montréal est voté sur une base annuelle. Les montants ici inscrits sont donc prévisionnels et pourraient être revus selon l'évolution de la situation post pandémie. Notons que les investissements de la Ville dans le secteur du design ont constamment augmenté depuis sa désignation de Ville UNESCO de design en 2006.

(2) Estimé basé sur l'année de référence 2020

ANNEXE 2

IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LE SECTEUR DU DESIGN ET DE L'ARCHITECTURE

LA PREMIÈRE VAGUE

Les organisations professionnelles s'unissent pour alimenter un guide de survie à l'intention de la communauté du design et de l'architecture dans un contexte de mesures sanitaires visant à limiter la propagation du virus, incluant celle de fermer les entreprises et les chantiers pendant un mois.

- **La continuité des services est assurée, mais affectée**
  L'ensemble de la chaîne d'approvisionnement (supply chain) est impactée. Le manque de ressources humaines et la difficulté de travailler à distance avec les enfants à la maison engendrent une perte de productivité. Les collaborateurs des projets sont moins disponibles (clients, consultants, entrepreneurs, etc.).
- **Des projets sont annulés ou reportés**
  Cela concerne surtout les projets privés. Les principaux donneurs d'ordre publics affirment cependant leur volonté de poursuivre les projets en cours.
- **Des problèmes de liquidités sont anticipés**
  Les très petites entreprises (une à deux personnes) semblent mieux s'en sortir. Globalement, les enjeux de liquidités démontrent la fragilité de nombreuses firmes devant affronter une crise qui pourrait perdurer à plus long terme.

LE PLATEAU : STABILISATION

Malgré la réouverture totale des chantiers depuis le 11 mai 2020, les firmes continuent de faire face à des défis importants. Les deux principaux obstacles observés demeurent liés à la disponibilité des ressources humaines et celles des partenaires et collaborateurs des projets.

- **Le niveau de service est relativement élevé, malgré la baisse de productivité**
  La pratique à distance permet un retour progressif à une certaine normalité, mais elle a ses limites, notamment pour les travailleurs qui ont des enfants.
- **Les enjeux de revenus et de liquidités à court terme sont atténués par les mesures d'aide**
  Les mesures d'aide gouvernementales ont joué un rôle important pour atténuer les effets de la crise (prêts, reports de charges, subvention salariale, aide au loyer, etc.). La prestation canadienne d'urgence (PCU) a cependant constitué l'un des plus grands freins pour le retour au travail alors que les entreprises manquaient de main-d'œuvre pour assurer la « reprise » de leurs activités.
- **Main-d'œuvre et retour au bureau : le télétravail est privilégié**
  Avec la réouverture totale du secteur de la construction et l'autorisation de pouvoir accueillir des salariés dans leurs locaux, la très grande majorité des firmes continuent de privilégier le télétravail.

LA DEUXIÈME VAGUE : S'ADAPTER À LA NOUVELLE NORMALITÉ

- **La santé mentale et la motivation : une priorité**
  Les employeurs se préoccupent davantage de la sécurité, de la motivation et de l'équilibre[CA6] de leurs employés. L'isolement, la redéfinition et la redistribution des tâches au travail ainsi que le contexte de la pandémie affectent différemment chaque individu. La flexibilité est de mise. Cette période est propice à la formation ou à l'accompagnement.
- **Un virage technologique essentiel, des outils de travail collaboratif à maîtriser**
  Les entreprises de design et d'architecture se sont rapidement adaptées au télétravail. Cependant, la maîtrise des outils technologiques favorisant un travail collaboratif de conception gagnent à être assimilés ou maîtrisés. Les équipes s'adaptent bien et communiquent généralement plus qu'avant.
- **Les projets se transforment**
  On remarque que certains projets se transforment pour tenir compte des consignes de distanciation.

ANNEXE 3

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES DES MOSAÏQUES

MOSAÏQUE SECTION 3 / CONTRIBUTION AU RÉSEAU DES VILLES CRÉATIVES DE L'UNESCO



1/ Rencontre annuelle du Réseau des villes créatives de l'UNESCO à Östersund, ville créative de gastronomie (Suède), 2016

2/ Réunion sectorielle des villes UNESCO de design à Puebla (Mexique), 2017

3/ Réunion sectorielle des villes UNESCO de design à Paris (France), 2016

4/ Présentation du bilan décennal de Montréal, ville UNESCO de design et annonce du plan d'action 2017 à l'événement Perspective Design Montréal 2017
Crédits photographiques : Albert Zablit

5/ Signataires de la Déclaration du design de Montréal au Sommet Mondial du Design à Montréal, 2017
Crédits photographiques : Sommet Mondial du Design

6/ Réunion sectorielle des villes UNESCO de design à Dundee (Écosse), 2018
Crédits photographiques : Alan Richardson

7/ Rencontre annuelle du Réseau des villes créatives de l'UNESCO à Cracovie, ville créative de littérature (Pologne), 2018
Crédits photographiques : Tomasz Wiech

8/ Réunion sectorielle des villes UNESCO de design à Détroit (États-Unis), 2019
Crédits photographiques : Bureau du design, Ville de Montréal

9/ Groupe de travail sur les politiques publiques de soutien au design, Détroit (États-Unis), 2019

10/ Participation au Forum des maires lors de la rencontre annuelle du Réseau des villes créatives de l'UNESCO à Fabriano, ville créative d'artisanat et arts populaires (Italie), 2019
Crédits photographiques : Bureau du design, Ville de Montréal

11/ Première rencontre du Réseau des villes créatives nord-américaines à Austin (Texas), ville créative en arts numériques (États-Unis) lors de l'événement South by Southwest, 2019
Crédits photographiques : Bureau du design, Ville de Montréal

12/ Réunion virtuelle des villes UNESCO de design, 2020
Crédits photographiques : Kaunas (Lituanie), ville de design

MOSAÏQUE 1 SECTION 4 / PRINCIPALES INITIATIVES RÉALISÉES À L'ÉCHELLE LOCALE



1/ Inauguration du Centre culturel Notre-Dame-de-Grâce (bibliothèque Benny), 2016
Concepteurs : Atelier Big City, Fichten Soiferman et associés, L'ŒUF
Crédits photographiques : Ville de Montréal

2/ Inauguration du complexe sportif de Saint-Laurent, 2017
Concepteurs : Saucier + Perrotte Architectes – Hugues Condon Marler Architects / SNC Lavalin inc.
Crédits photographiques : Olivier Blouin

3/ Inauguration du concept de Mise en valeur de la promenade Fleury, 2017
Concepteurs : Giasson Hardy Ianniciello Proulx Tu
Crédits photographiques : Tandem Photographie

4/ Module d'information de chantier au Square Viger, 2017
Concepteurs : PARA-SOL + Paprika + Geniex
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

5/ Concept lauréat pour l'aménagement du Parvis De Biencourt, 2017
Concepteurs : Mousse Architecture de paysage + Collectif Escargo

6/ Inauguration de l'édifice Guy-Gagnon, centre de diffusion culturelle – Quai 5160, 2017
Concepteurs : Les Architectes FABG
Crédits photographiques : Steve Montpetit

7/ Inauguration du stade de soccer au complexe environnemental Saint-Michel, 2017
Concepteurs : Saucier + Perrotte / Hughes Condon Marler Architectes
Crédits photographiques : Olivier Blouin

8/ Concept lauréat pour la bibliothèque L'Octogone, 2018
Concepteurs : Anne Carrier architecture / Labonté Marcil en consortium

9/ Inauguration de la bibliothèque de Pierrefonds, 2019
Concepteurs : Chevalier Morales Architectes et DMA architectes
Crédits photographiques : Michel Pinault et Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

10/ Concept lauréat pour la gamme de mobilier ludique pour l'esplanade Tranquille, 2020
Concepteurs : Alto Design et Dikini avec Lateral + Induktion

11/ Concept lauréat du concours McGill College : l'avenue réinventée, 2020
Concepteurs : civiliti + Mandaworks et SNC Lavalin, en collaboration avec Lasalle-NHC, UDO Design, Biodiversité Conseil, Lamontagne Consultants et EVOQ

12/ Installation d'une terrasse urbaine libre au public (T.U.LI.P) sur la rue Peel, 2020
Concepteurs : Le Comité
Crédits photographiques : Eva Blue

MOSAÏQUE 2 SECTION 4 / PRINCIPALES INITIATIVES RÉALISÉES À L'ÉCHELLE LOCALE



1/ Panel d'architecture d'Espace pour la vie – Biodôme renouvelé, 2015
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

2/ Présentation publique du concours de design pour la mise en valeur de La Promenade Fleury, 2016
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

3/ Présentation publique du concours de design pour la mise en valeur de La Promenade Fleury, 2016
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

4/ Campagne Montréal est une ville de designers. Rencontrez 10 designers de la relève !, 2017
Crédits photographiques : Técia Pépin

5/ Présentation publique du concours d'architecture pluridisciplinaire de la Bibliothèque Maisonneuve, 2017
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

6/ Présentation publique du concours d'architecture de paysage pluridisciplinaire pour le corridor de biodiversité à Saint-Laurent, 2018
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

7/ Présentation publique du concours de design pluridisciplinaire de la zone de rencontre Simon-Valois, 2018
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

8/ Délibérations du jury du concours de design pluridisciplinaire de la zone de rencontre Simon-Valois, 2018
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

9/ Exposition Code Souvenir Montréal à l'événement RDV Accélérer MTL, 2018
Crédits photographiques : Bureau du design, Ville de Montréal

10/ Présentation publique du concours international d'architecture de paysage pluridisciplinaire Place des Montréalaises, 2019
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

11/ Reprise du concept CODE SOUVENIR par Dundee (Écosse), ville UNESCO de design, 2020
Crédits photographiques : UNESCO City of Design Dundee

12/ Consultation de l'écosystème d'affaires montréalais en design et en architecture pour l'élaboration d'un Agenda pour la qualité en design et en architecture, 2018
Crédits photographiques : Ville de Montréal

MOSAÏQUE SECTION 5 / PRINCIPALES INITIATIVES RÉALISÉES DANS LE CADRE DE COOPÉRATIONS INTERVILLES



1/ Rainville Sangaré, récipiendaires de la Bourse Phyllis-Lambert 2017
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

2/ Accueil de délégations de Puebla (Mexique), Graz (Autriche), Nagoya (Japon), Saint-Étienne (France) et tournée d'ateliers de design montréalais par Azamit, fondatrice du souk@sat, 2017
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

3/ Délégation de designers montréalais, Beijing Design Week, 2017
Crédits photographiques : Beijing Design Week

4/ Délégation de designers montréalais, Shenzhen Design Week, 2017

5/ Délégation de Montréal, réunion annuelle du Réseau des villes créatives de l'UNESCO à Cracovie et Katowice (Pologne). Les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies.
Crédits photographiques : Réseau des villes créatives de l'UNESCO

6/ Accueil d'une délégation de Courtrai (Belgique), présentation et partage de Design Regio Kortrijk aux employés de la Ville de Montréal, 2019
Crédits photographiques : Bureau du design, Ville de Montréal

7/ Délégation de 10 étudiants en design industriel de l'Université de Montréal à Nagoya (Japon), 2019
Crédits photographiques : EDIN, Université de Montréal

8/ Exposition lors du Detroit Month of Design de l'installation 3Rooms du Collectif Escargo lauréat du concours de Design Core Detroit, 2019
Crédits photographiques : Noah Elliott Morrison et Design Core Detroit

9/ Participation de Fannie Duguay Lefebvre (civiliti) à la table ronde de la 5e édition de la Wuhan Design Biennale, 2019
Crédits photographiques : Wuhan Design Biennale

10/ Participation de 15 designers Montréalais à l'exposition World Wild Things organisée par Pierre Larammée et Anne Thomas lors du Design Monat Graz, 2018
Crédits photographiques : Creative Industries Styria

11/ Délégation de Montréal, Seoul Design Week, 2017
Crédits photographiques : Seoul Design Week

12/ Délégation de designers montréalais à Détroit : Brice Salmon et Mélanie Ouellette de Baltic Club, 2018
Crédits photographiques : Baltic Club

MOSAÏQUE SECTION 7 / INITIATIVES DIVERSES ET LABORATOIRES D'AMÉNAGEMENTS TRANSITOIRES EN RÉPONSE À LA COVID-19



1/ Terrasse urbaine libre au public (T.U.LI.P) dans le parc Hydro-Québec
Concepteurs : ADHOC architectes + Maude Prince-Lescarbeau
Crédits photographiques : Eva Blue

2/ Le Terrain de jeux de la Place D'Youville
Crédits photographiques : Eva Blue

3/ Terrasse urbaine libre au public (T.U.LI.P) à la Place des festivals
Crédits photographiques : Eva Blue

4/ Terrasse-plage éphémère, quartier chinois
Crédits photographiques : Eva Blue

5/ Terrasse-plage éphémère, quartier chinois
Crédits photographiques : Marc-André Goulet

6/ Terrasse urbaine libre au public (T.U.LI.P) à la Place des festivals
Crédits photographiques : Eva Blue

7/ Urgence COVID-19 : guide d'adaptation et aide d'Architecture sans frontières Québec
Commerce : Le Trou – Fabrique de bagels Griffintown
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

8/ Urgence COVID-19 : guide d'adaptation et aide d'Architecture sans frontières Québec
Commerce : Le Trou – Fabrique de bagels Griffintown
Crédits photographiques : Mathieu Rivard, photographe

9/ Urgence COVID-19 : guide d'adaptation et aide d'Architecture sans frontières Québec
Commerce : Café de l'Itinéraire
Crédits photographiques : ASFQ

10/ Station hivernale Aurorama – Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Concepteurs : Extra architecture & design

11/ Station hivernale Aux souches – Arrondissement Lachine
Concepteurs : L. McComber – architecture vivante + HUB Studio

12/ Station hivernale Jour de neige – Arrondissement Ahuntsic-Cartierville
Concepteurs : Le Comité

MONTRÉAL
VILLE UNESCO
DE DESIGN

CE RAPPORT A ÉTÉ RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU BUREAU DU DESIGN DE LA VILLE DE MONTRÉAL

DIRECTION
Marie-Josée Lacroix
Commissaire au design et chef d'équipe

COORDINATION
Karine Nadotti

MISE EN PAGE
Fig.com graphique

CONCEPT GRAPHIQUE DES FIGURES
Studio FEED

CE : 60.003

2020/12/09 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS